



BIBL. NAZ.

Vitt. Emanuele III

Rec  
De Marinis  
B

233

NAPOLI



53 1265

# HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS L'ASSEMBLÉE DES NOTABLES (1787)

JUSQU'EN 1825,

PAR

**L'ABBÉ DE MONTGAILLARD,**

PRÉCÉDÉ

D'UN DISCOURS PRÉLIMINAIRE ET D'UNE INTRODUCTION HISTORIQUE  
SUR LA MONARCHIE FRANÇAISE  
ET LES CAUSES QUI ONT AMENÉ LA RÉVOLUTION ;

*SEPTIÈME ÉDITION,*

ORNÉE

D'UN GRAND NOMBRE DE GRAVURES SUR ACIER,  
D'APRÈS LES DESSINS DE RAFFET.

164  
**Tome 9.**



Paris,

**MOUTARDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR,**

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS,

1839



BIBL. NAZ  
Vitt. Emanuele III

Race  
De Marinis  
B.

233  
NAPOLI

*Manuscript No. 1. 33*

**HISTOIRE**  
**DE FRANCE.**

**TOME 9.**

---

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET ET JOUAUST,  
Rue Saint-Honoré, 315.





MA 100 100 100

MA 100 100 100

MA 100 100 100

# HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS L'ASSEMBLÉE DES NOTABLES (1787)

JUSQU'EN 1825,

PAR

**L'ABBÉ DE MONTGAILLARD,**

précédé

D'UN DISCOURS PRÉLIMINAIRE ET D'UNE INTRODUCTION HISTORIQUE  
SUR LA MONARCHIE FRANÇAISE  
ET LES CAUSES QUI ONT AMENÉ LA RÉVOLUTION ;

*SEPTIÈME ÉDITION,*

avec

D'UN GRAND NOMBRE DE VIGNETTES SUR ACIER,  
D'APRÈS LES DESSINS DE RAFFET.

**Tome 9.**



Paris,

**MOUTARDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR,**

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS.

1839



# HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS LA

FIN DU RÈGNE DE LOUIS XVI

JUSQU'A L'ANNÉE 1825.

---

SUITE DU LIVRE VI.

GOUVERNEMENT ROYAL.

---

CHAPITRE VII.

—  
ANNÉE 1820.  
—

1<sup>er</sup> JANVIER. — Une partie des troupes espagnoles cantonnées à Cadix et destinées pour l'Amérique méridionale se révoltent. Les chefs de la rébellion sont le colonel Quiroga et le lieutenant-colonel Riégo. Ils occupent l'île de Léon ; leur cri de ralliement est *Vive la*

TOME IX.

I



*constitution !* Les actes de despotisme et de cruauté exercés par les ministres ont porté les esprits au plus haut degré d'exaspération ; toutes les promesses constitutionnelles faites par Ferdinand VII avant les événements de 1814 ont été violées ; et la tyrannie ministérielle s'est déployée avec une fureur toujours croissante : aussi l'insurrection nationale provoquée par Riégo et Quiroga ne tardera pas à devenir générale.

26. — Une ordonnance du roi porte : Art. 2. A dater du 1<sup>er</sup> avril 1820, les lieutenants-généraux et les maréchaux de camp qui ne seront pas pourvus de lettres de service jouiront d'une solde de disponibilité, fixée, pour les premiers, à douze mille francs, et pour les seconds à huit mille francs. Cette ordonnance éloigne du service actif quantité de généraux de l'ancienne armée, 1792 à 1814.

29. — George III, roi d'Angleterre, meurt à l'âge de quatre-vingt-deux ans ; il en a régné soixante. Son fils, le prince de Galles, lui succède sous le nom de Georges IV. Le respect dont le peuple anglais a entouré la vieillesse d'un roi tombé en démence, la vénération nationale dont le monarque a été l'objet jusqu'à sa dernière heure, sont le plus bel éloge qu'on puisse faire du gouvernement constitutionnel et représentatif. Honneur à l'Angleterre, libre par son gouvernement et ses lois !

13 FÉVRIER. — Le duc de Berri, neveu de Louis XVIII, âgé de quarante-deux ans, est atteint d'un coup de poignard vers onze heures du soir, au moment où, sortant de la salle de l'Opéra, il reconduit à son carrosse la duchesse de Berri. L'assassin est un garçon sellier nommé

Louvel. Il paraîtra un écrit du sieur Roulet, où toutes les particularités relatives aux derniers instants de monseigneur le duc de Berri sont rapportées avec le scrupule le plus minutieux. Les détails fournis par ce garçon de service, qui n'a pas quitté un seul instant le prince, acquièrent une très-grande importance et inspirent le plus vif intérêt. Le cœur est déchiré lorsqu'on voit les souffrances auxquelles l'infortuné prince est en proie, et le désespoir auquel s'abandonne l'auguste princesse son épouse. Paroles admirables ! « ..... J'ai sans  
 « doute offensé cet homme-là ; grâce ! grâce !... Je suis  
 « un grand pécheur. Mes enfants adoptifs, ma femme,  
 « ma fille naturelle ! — Charles ! mon bon Charles !  
 « calme-toi ; j'en aurai soin comme de mes propres en-  
 « fants. — Mon frère, prends soin de ma famille : Je te  
 « demande pardon des chagrins que je t'ai causés par  
 « nos petites tracasseries ? promets-moi de les ensevelir  
 « dans un éternel oubli. — Dans cet état d'abattement,  
 « il (le prince) dit à la duchesse : Retire.....toi ; tes  
 « sanglots.....ajoutent encore.... aux.... maux....  
 « que j'endure. — Soumise aux moindres volontés du  
 « prince, elle ne s'en sépare qu'à la prière réitérée du  
 « duc : Re.....tire.....toi.... — Lorsque le prince cesse  
 « de vivre, son auguste épouse s'écrie : C'est en vain  
 « que vous prétendez me ravir son dernier soupir : il  
 « est à moi ; je veux, je prétends, je l'ordonne. —  
 « Plus prompte que l'éclair qui précède la foudre, elle  
 « s'élance, renverse le duc d'Angoulême, le comte  
 « d'Artois, et s'arrête aux pieds du roi, se relève, sai-  
 « sit la main de son époux déjà sans mouvement, la  
 « mouille de ses larmes, se retourne précipitamment  
 « devant le roi, les mains jointes, les cheveux éparés,  
 « et lui dit : Sire, je ne consens à vous suivre qu'à  
 « condition que vous m'accorderez la grâce de quitter

« pour jamais le sol de la France, que je rentrerai dans le sein de ma famille avec mes enfants. — Elle s'enfuit à la place d'où elle était sortie ; le roi la suivit dans le bureau de l'administration..... » (*Notice historique des événements qui se sont passés dans l'administration de l'Opéra la nuit du 13 février 1820*, pages 22, 23, 33, 35, 36 ; par Roulet. Paris, de l'imprimerie de P. Didot l'aîné, imprimeur du roi.) Roulet était libraire de l'Opéra, et son épouse ouvreuse de la loge du roi. Les détails qu'il donne sont d'autant plus authentiques qu'il annonce (page 64) avoir écrit au comte de Pradel, directeur général de la maison du roi : « .... Je vous adresse cette description, afin d'en prendre connaissance, et attends que vous me prescriviez l'usage que j'en dois faire. » La publication de l'écrit de Roulet présente donc un caractère officiel.

Le monstre Louvel, possédé de l'idée que le retour des Bourbons amenait et que leur domination assurerait le malheur général, ce monstre a conçu le projet de faire périr tous les membres de la famille régnante. Telle est la déclaration énoncée dans son interrogatoire. A l'occasion d'un pareil forcené, le gouvernement, entraîné par certains esprits exaltés, qui voient de grandes et d'imminentes conjurations (ou qui les supposent) dans tout événement susceptible de se rattacher à une combinaison politique, le gouvernement recourt aux mesures les plus décisives, les plus extrêmes et les plus solennelles de la jurisprudence exceptionnelle. La chambre des pairs est chargée de juger le criminel, dont on rehausse ainsi, et probablement à dessein, l'indigne obscurité. Cependant, et malgré l'attente de ces royalistes forcenés qui ne voudraient que dévoiler des complots contre la sûreté publique et la dynastie des Bourbons, et qui

s'attendent à l'exhibition d'une foule de conjurés éminents, il est constaté que l'assassin n'a ni confidents ni complices. Mais ce fatal événement a des suites déplorables, en fournissant des prétextes à des mesures extra-légales et à la suspension de plusieurs de nos libertés, dont, après de si longues misères, nous méritons de jouir d'une manière fixe et positive. Le procès de Louvel excitera vivement la curiosité publique (V. 7 juin).

15. — Un projet de loi détermine et règle 1° le nombre de députés à élire et la formation des collèges électoraux, 2° les dispositions relatives aux cotes des électeurs et des éligibles, 3° la formation des bureaux, 4° la forme des élections. Le projet contient des dispositions générales et des dispositions transitoires; il abroge les lois des 5 février 1817 et 25 mars 1818 (Voyez ces dates) dans leurs dispositions les plus conformes à la charte et les plus favorables à la liberté constitutionnelle. Le droit électoral, reconnu et consacré par la loi fondamentale, est en quelque sorte mis à la disposition du gouvernement et placé sous l'influence directe de l'aristocratie privilégiée et des grands fonctionnaires. Ce projet de loi détruit déjà en grande partie les salutaires effets qu'avait produits l'ordonnance du 5 septembre 1816 (Voyez cette date); il introduit le gouvernement dans un système entièrement opposé à celui qu'il avait manifesté l'intention de suivre. Les ennemis de la charte et des libertés nationales voient dans ce nouveau système les moyens de les détruire pièce à pièce; ils annoncent hautement leurs intentions contre-révolutionnaires. Le projet de loi est présenté par le ministère en corps, ayant à sa tête M. Decazes, président du conseil. Ce ministre, dans l'espoir de conserver son portefeuille, a détruit son

propre ouvrage. En présentant une telle loi, M. Decazes a paru n'attacher aucun prix aux titres qu'il s'était acquis à la confiance nationale; il n'a pas donné sa démission, parce qu'il espérait conserver le pouvoir, et il n'a pas senti que sa démission serait la conséquence nécessaire de ses déférences ou plutôt de sa soumission aux hommes qui lancèrent contre lui les plus violentes dénonciations. Dans la séance du 14, M. Clauzel de Coussergues a dit : « ..... Je propose  
« à la chambre de porter un acte d'accusation contre  
« M. Decazes, ministre de l'intérieur, comme complice de l'assassinat de monseigneur le duc de Berri, et  
« je demande à développer ma proposition.... » Dans la séance du 15, M. de Saint-Aulaire, d'après la persistance de M. Clauzel de Coussergues à ce que sa proposition de la veille fût consignée au procès-verbal, dit : « Je me borne à demander que la réponse que  
« j'y fais soit aussi consignée dans ce procès-verbal.  
« Cette réponse ne sera pas longue; je lui dirai seulement : Vous êtes un calomniateur.... » L'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Clauzel de Coussergues. Le général Foy a dit dans la séance du 14 :  
« ..... Je demande que l'adresse déposée aux pieds  
« du trône soit tout entière consacrée à l'expression  
« de notre douleur, et qu'il n'y soit question.....  
« que des pleurs que nous versons tous sur un prince.... regretté surtout par les amis de la liberté,  
« parce que les amis de la liberté savent bien qu'on se  
« prévaudra de cet affreux attentat pour chercher à détruire les libertés qui nous ont été données, et les  
« droits que la sagesse du monarque a reconnus et consacrés..... » M. Decazes présente aussi un projet de loi par lequel « tout individu prévenu de complots ou de machinations contre la personne du roi,

la sûreté de l'état et les personnes de la famille royale , pourra , sans qu'il y ait nécessité de le traduire devant les tribunaux , être arrêté et détenu en vertu d'un ordre délibéré dans le conseil des ministres et signé de trois ministres au moins. » La liberté individuelle est ainsi privée de toute garantie.

M. Decazes porte le même jour à la chambre des pairs un projet de loi tendant à soumettre , pendant cinq ans , à une censure préalable , les journaux consacrés en tout ou en partie aux matières politiques. Ainsi , le système électoral , la liberté individuelle et la liberté de la presse reçoivent en même temps , et par l'organe de M. Decazes , les plus graves atteintes!!!

20. — Des changements s'opèrent dans le ministère. Le comte Decazes reçoit sa démission de ministre de l'intérieur et de président du conseil ; le roi lui confère le titre de duc et le nomme à l'ambassade de Londres. Le duc de Richelieu (pair) est nommé ministre-secrétaire d'état , président du conseil des ministres. M. Decazes quitte le ministère après avoir excité la haine des ultra-royalistes et perdu la confiance des constitutionnels. C'est un favori qui a fait fortune auprès du prince , mais il a été expulsé du ministère parce qu'il n'a su gouverner qu'en combattant et en caressant tour à tour les divers partis , qu'en dirigeant les affaires tantôt à droite , tantôt à gauche. Il y a peu d'exemples d'une fortune et d'une illustration aussi rapides que celles de M. Decazes , qui , ayant commencé par être secrétaire du comte Guicax , conseiller d'état , lui succéda en qualité de secrétaire des commandements de Madame-Mère (la mère de Napoléon Bonaparte). Il est nommé , sous le gouvernement impérial , conseiller à la cour impériale de Paris. A la restauration , il devient successivement préfet de police , ministre de

la police, ministre de l'intérieur, président du conseil des ministres; il est anobli, créé comte, nommé membre de la chambre des pairs, duc, ambassadeur de France près la cour de Londres, etc. Le roi lui accorde de très-grandes gratifications, et en 1823 il reçoit encore de Louis xviii une somme de huit cent cinquante mille francs pour payer ses dettes, qu'il a contractées en partie pendant son ministère : exemple bien rare de nos jours.

28. — Le comte Siméon remplace le duc Decazes au ministère de l'intérieur. Le baron Mounier (pair) est nommé à la direction générale de l'administration départementale et de la police. Nous signalerons ici un fait unique depuis 1719 ! Le roi a nommé ministre de l'intérieur le baron Mounier; ce fidèle royaliste, ce bon citoyen refuse le portefeuille, en observant à sa majesté « qu'il n'a pas acquis assez d'expérience des affaires « publiques pour se charger d'un aussi grand fardeau. » Le digne fils du célèbre Mounier dit à Louis xviii : « Je « ne veux pas faire mon apprentissage de ministre aux « dépens de l'état et de la nation ; mais, si votre ma-  
« jesté l'ordonne absolument, je serai le premier sub-  
« ordonné de M. le comte Siméon, et je l'aiderai de  
« mon travail et de tout mon zèle. » Qu'ils sont rares les hommes qui refusent aussi noblement le ministère !

7 MARS. — Ferdinand vii jure la constitution promulguée à Cadix, en 1812, par les cortès généraux extraordinaires. Jamais monarque ne donna un plus entier et un plus prompt assentiment à un changement politique dans le gouvernement. Les Espagnols doivent donc obéir avec confiance aux décrets que Ferdinand vii proclamera à ce sujet ! Mais en 1823, Ferdinand vii,

déclarant tous ses actes et décrets royaux nuls et de nul effet, fera poursuivre avec les dernières rigueurs tous les fauteurs, complices, adhérents et même simples partisans de la révolution qu'il aura sanctionnée en 1820, promiſ solennellement d'observer et de faire observer par tous ses sujets.

9. — Plusieurs décrets de Ferdinand VII ordonnent de procéder sur-le-champ à l'élection des autorités constitutionnelles conformément aux règles établies par la constitution politique, sanctionnée à Cadix en 1812, et qui suppriment le tribunal de l'inquisition. Cette constitution a été reconnue (1812 et 1813) par toutes les puissances de l'Europe, excepté par la France, qui était alors sous la domination de Napoléon.

10. — Les troupes de la garnison de Madrid prêtent serment à la constitution. Un décret rétablit en Espagne la liberté de la presse.

12. — Une loi libère les acquéreurs de domaines nationaux. Cette loi impose aux acquéreurs non libérés (dit-elle) des conditions de paiement d'arriéré qui en dénotent les dispositions fiscales, en même temps qu'elle annonce l'intention d'assurer la possession des acquéreurs de domaines nationaux.

25. — Le comte Volney (pair) meurt. Son ouvrage intitulé *les Ruines* lui avait acquis une grande réputation scientifique et littéraire. Il jouit long-temps dans l'opinion publique de l'estime que ses opinions patriotiques lui avaient méritée sous la république et le consulat ; mais, tout en se rangeant, dans le sénat impérial, du côté de l'opposition constitutionnelle, il démentit son noble caractère en se mettant dans les



rangs des plus serviles adorateurs de Napoléon ; on vit même ce sénateur descendre , à la Malmaison , jusqu'au rôle de domestique , en portant le café à l'empereur , et en tenant la tasse jusqu'à ce que la liqueur fût assez refroidie pour que le maître de l'Europe pût la porter à ses lèvres sans crainte de se brûler ! M. le comte Volney était excellent républicain avant le 18 brumaire !!!

29. — Une souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle est proposée. Cette souscription sera dénoncée comme séditieuse et comme attentant en outre à la prérogative royale ; elle deviendra la cause ou le prétexte d'une foule de destitutions et de persécutions.

31. — On adopte une loi concernant les journaux et écrits périodiques (V. 15 février). — Art. 1<sup>er</sup>. La libre circulation des journaux et écrits périodiques consacrés aux nouvelles et aux matières politiques , paraissant soit à jour fixe , soit irrégulièrement , est suspendue temporairement. — 2-3. Aucun desdits journaux et écrits périodiques ne pourra être publié qu'avec l'autorisation du roi. Ceux existants continueront de paraître en se conformant aux dispositions de la présente loi , en justifiant toutefois de s'être conformés aux conditions prescrites à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juin 1819. — 4. Avant la publication , le manuscrit devra être soumis à un examen préalable. — 5. Toute contravention à la présente loi sera punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois , et d'une amende de deux cents francs à douze cents francs , sans préjudice des poursuites judiciaires. — 6-7. Toute poursuite de la part de l'autorité pourra motiver la suspension du

journal ou écrit périodique jusqu'au jugement. En cas de récidive, le gouvernement pourra prononcer la suppression définitive. — 8. Tout dessin imprimé, gravé ou lithographié, sera soumis aux mêmes formalités, et, en cas de contravention, aux mêmes peines. — La présente loi cessera, de plein droit, d'avoir son effet à la fin de la session de 1820..... Cette loi attente directement à l'article 8 de la charte, puisqu'elle interdit à tout citoyen le droit que la charte lui a garanti de publier et d'imprimer ses opinions, et par conséquent la faculté de publier un journal ou un écrit périodique sans l'autorisation du roi. D'après les articles 2 et 3 de la loi, la liberté de la presse est à la merci des ministres.

31. — Une ordonnance du roi règle par un mode uniforme l'inspection générale des troupes de toutes armes et du matériel de l'artillerie et du génie, et la confie à des officiers-généraux choisis parmi ceux qui sont affectés au service de ces armes. La faveur ministérielle influera bien plus que le mérite militaire sur le choix des inspecteurs-généraux, et les diverses armes en éprouveront de fâcheux effets.

32. — Une ordonnance du roi fixe à soixante-dix le nombre des maréchaux de camp employés dans les divisions militaires : ils seront membres des conseils de révision pour le recrutement de l'armée, et chargés des opérations relatives au choix des jeunes soldats pour les armes spéciales.

1<sup>er</sup> AVRIL. — Une ordonnance du roi concernant les journaux et écrits périodiques établit une commission de censure. — Dans les cinq jours qui suivront la publication de la présente ordonnance, les propriétaires ou éditeurs responsables des journaux et écrits périodiques

actuellement existants seront tenus de déclarer, à Paris, devant le préfet de police, et dans les départements, devant les préfets, qu'ils entendent se conformer aux dispositions de la loi du 31 mars. — L'autorisation de publier un nouveau journal ne pourra s'obtenir qu'autant que la demande en aura été présentée au ministre de l'intérieur; si elle est admise, l'autorisation sera accordée sur la preuve que le requérant a satisfait à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juin 1819. — Il y aura, à Paris, auprès du ministre de l'intérieur, et dans chaque chef-lieu de département, auprès du préfet, une commission chargée de l'examen préalable de tous les journaux et écrits périodiques. — Un conseil de neuf magistrats nommés par le roi sera chargé de la surveillance de la censure. Par cette ordonnance, la liberté de la presse, quoique solennellement consacrée par la charte, est à peu près abolie de fait; l'opinion publique ou nationale ne peut plus s'exprimer que sous le bon plaisir du gouvernement (Voy. 31 mars).

4. — Une circulaire est adressée par M. le duc de Richelieu, président du conseil, à MM. les lieutenants-généraux commandant les divisions militaires, procureurs-généraux et préfets. Cette circulaire a pour objet de justifier les lois qui suspendent ou plutôt qui enchaînent la liberté individuelle et la liberté de la presse, lois que M. de Richelieu s'attache à représenter comme indispensables à la tranquillité publique, et même à la sûreté de l'état; ce ministre attribue l'attentat de Louvel aux doctrines qui ont armé la main de ce scélérat! Mais la France devait-elle être privée de ses droits, de ses libertés, parce qu'un individu (qu'on doit envisager comme tombé en démence)

a commis un épouvantable forfait ? Les intentions et les sentiments de M. de Richelieu ne permettent pas de douter qu'il ne croie nécessaires les plus fortes mesures exceptionnelles ; mais ce ministre , dépourvu des talents de l'homme d'état , et ne connaissant ni son siècle , ni le pays qui le vit naître , ni la révolution française , M. de Richelieu devient , sans s'en douter , l'instrument d'une faction qui ne tardera pas à demander , à exiger son renvoi des affaires , tant cette faction sera jalouse d'arriver au pouvoir , afin de saper et de détruire , autant et aussi vite qu'elle le pourra , toutes les libertés consacrées par la charte.

23. — Un décret de Ferdinand VII permet la rentrée en Espagne à tous les réfugiés espagnols (appelés *Josephinos*) qui ont suivi le gouvernement intrus en France. Leur traitement est continué jusqu'au 1<sup>er</sup> mai par le gouvernement français , qui leur fournit des feuilles de route avec indemnité , et qui donnera des moyens de transport jusqu'aux frontières à tous ceux qui en réclameront.

10 MAI. — Une loi sur les finances accorde , par supplément aux crédits de 1818 , fixés par les lois des 6 et 15 mai 1818 , et 27 juin 1819 , savoir :

Au ministre de la justice. . .	694,495 fr.
Au ministre des finances. . .	1,167,710
	<hr/>
	1,862,205

Il est ouvert au ministre des finances , pour régularisation des paiements effectués du 1<sup>er</sup> janvier 1818 au 1<sup>er</sup> septembre 1819 , un crédit extraordinaire de . . . . . 8,186,675 fr.

12. — L'acte d'accusation contre Louis-Pierre Louvel (V. 14 février) est dressé par M. Bellart; procureur-général près la cour des pairs. M. Bellart tend, dans cet acte, à établir que l'assassin a des complices, et que c'est dans la classe des libéraux, ou constitutionnels, que ces complices doivent se trouver!

4 JUIN. — On publie une ordonnance de police concernant les attroupements. Cette ordonnance sera renouvelée le 7. Une foule nombreuse entoure le palais de la chambre des députés, délibérant sur la loi des élections. Des cris de *vive la charte ! vive le roi !* ont occasionné des rixes violentes ; des voies de fait ont eu lieu. Un étudiant en droit (M. Lallemant), âgé de vingt-trois ans, est, dans la journée du 2, frappé par derrière d'une balle : il meurt quelques heures après. Plusieurs individus ont été blessés.... M. de Chauvelin, député, est très gravement insulté en sortant de la chambre, où il a défendu les libertés publiques, par un groupe d'individus qui sont repoussés par des étudiants. Ces scènes de désordres dureront huit jours. — La loi relative au système électoral a excité la plus vive fermentation à Paris et dans les départements : elle tend effectivement à dénaturer dans son essence le système électoral établi par la charte. Les discussions qui ont eu lieu dans la chambre des députés ont mis à découvert les intentions des ennemis de la charte, et l'immense majorité des Français a vu le danger que couraient les libertés nationales ! Dans cette conjoncture, le despotisme ministériel, après avoir enchaîné la presse périodique et établi la censure, a eu recours à la violence pour empêcher que les habitants de Paris ne manifestassent leur aversion pour une loi qui leur paraît dictée par l'esprit contre-révolutionnaire et qui

doit entraîner, dans un temps donné, la ruine de toutes nos libertés constitutionnelles. Des agents provocateurs se sont répandus sur la place Louis xv et sur les boulevards; des officiers-généraux ont même été aperçus au milieu de la foule, et des scènes déplorables ont eu lieu. Heureusement la population n'a point pris part à ces scènes, qui auraient vraisemblablement été fatales aux ennemis de la charte, si les faubourgs s'étaient mis en mouvement.

5. — Les débats du procès de Louvel s'ouvrent à la chambre des pairs, constituée en cour des pairs (V. 14 février)..... Il fut constaté, autant que chose humaine le puisse être, que Louvel n'avait eu aucun complice, et que le crime isolé qu'il avait commis ne pouvait retomber que sur sa tête. L'acte d'accusation, rédigé par M. Bellart, paraît dominé par une pensée contraire. Mais le rapport fait à la chambre des pairs par M. de Bastard, conçu dans un admirable esprit de prudence et de circonspection, établit clairement l'isolement de Louvel dans son crime. Le prononcé de la cour des pairs justifie cette opinion..... (*Annuaire nécrologique*, etc., par A. Mahul. Paris, imprimerie de Baudoin frères, 1821.) Louvel est condamné à mort..... Sur l'interpellation de M. le chancelier (s'il n'a rien à ajouter pour sa défense), le monstre Louvel se lève, tire de sa poche deux feuilles de papier détachées, écrites de sa main, et du ton de la plus froide insensibilité, le scélérat lit les phrases qui y sont tracées. Les voici textuellement : — « J'ai aujourd'hui à rougir d'un crime que j'ai commis seul. J'ai la consolation de croire, en mourant, que je n'ai point déshonoré la nation ni ma famille. Il ne faut voir en moi qu'un Français dévoué à se sacrifier pour détruire, suivant mon système, une

« partie des hommes qui ont pris les armes contre la  
« patrie. Je suis accusé d'avoir ôté la vie à un prince.  
« Je suis seul coupable ; mais, parmi les hommes qui  
« occupent le gouvernement , il y en a d'aussi cou-  
« pables que moi. Ils ont reconnu , suivant moi , des  
« crimes pour des vertus..... Les plus mauvais gou-  
« vernements que la France a eus ont toujours puni  
« les hommes qui l'ont trahie ou qui ont porté les  
« armes contre la nation. — Suivant mon système ,  
« lorsque des armées étrangères menacent , les par-  
« tis dans l'intérieur doivent cesser et se rallier pour  
« combattre , pour faire cause commune contre les  
« ennemis de tous les Français..... Les Français qui  
« ne se rallient pas sont coupables. — Suivant moi ,  
« le Français qui est obligé de sortir de France par  
« l'injustice du gouvernement , si ce même Français  
« se met à porter les armes pour les armées étran-  
« gères contre la France , alors il est coupable. Il  
« ne peut rentrer dans la qualité de citoyen fran-  
« çais. — Selon moi , je ne peux pas m'empêcher de  
« croire que , si la bataille de Waterloo a été si fa-  
« tale à la France , c'est qu'il y avait à Gand et à  
« Bruxelles des Français qui ont porté des secours aux  
« ennemis. — Suivant moi , et selon mon système , la  
« mort de Louis xvi était nécessaire , parce que  
« la nation y a consenti.... Si c'était une poignée  
« d'intrigants qui se fût portée au palais du roi , et  
« qui lui eût ôté la vie sur le moment , oui , je le  
« croirais..... Mais , comme Louis xvi et sa famille  
« sont restés long-temps en état d'arrestation , on ne  
« peut pas concevoir que ce ne soit pas de l'avcu de  
« la nation..... ; de sorte que , s'il n'y avait que quel-  
« ques hommes , il n'aurait pas péri..... ; la nation  
« entière s'y serait opposée. — Aujourd'hui ils pré-

« tendent être les maîtres de la nation ; mais, suivant  
« moi , les Bourbons sont coupables , et la nation se-  
« rait déshonorée si elle se laissait gouverner par eux. »  
*Annuaire nécrologique*, etc., par A. Mahul, 1<sup>re</sup> an-  
née, 1820, pages 142, 143.... (ouvrage remarquable  
par son impartialité et par la quantité de renseigne-  
ments précieux qu'il renferme). On peut juger par le  
discours de ce forcené à quel point il s'était endurci  
dans le crime. Le monstre ose justifier en quelque  
sorte son attentat par des principes, par des blasphè-  
mes, qui ajouteraient, s'il était possible, à l'énor-  
mité de ses forfaits !

7. — L'arrêt de mort rendu la veille contre Louvel  
par la cour des pairs reçoit son exécution. Un grand  
appareil militaire y est déployé. Louvel montre le plus  
étonnant sang-froid ; il regarde d'un air assuré la foule  
immense rassemblée sur son passage, et ne témoigne  
aucune crainte au moment où l'instrument fatal va  
trancher sa tête.

29. — Une loi concernant les collèges électoraux,  
faite dans l'intérêt de l'aristocratie, établit dans chaque  
département un collège électoral de département et des  
collèges électoraux d'arrondissement. Les premiers  
nomment cent soixante-douze nouveaux députés, et la  
nomination des deux cent cinquante-huit députés ac-  
tuels est attribuée aux collèges d'arrondissement. Les  
diverses formalités prescrites par la loi nouvelle doi-  
vent presque nécessairement amener dans la chambre  
des députés les hommes les plus opposés au système  
constitutionnel. La moyenne propriété et l'industrie se-  
ront peu à peu mises hors d'état d'atteindre à l'éligibi-  
lité, et le gouvernement exercera une influence presque  
décisive sur les élections. De cette manière, la repré-



sensation nationale sera frappée dans son principe, nonobstant la loi fondamentale de l'état!

5 JUILLET. — Une ordonnance du roi, concernant les facultés de droit et de médecine, soumet les étudiants près de ces facultés à des formalités, à des punitions qui les rendent infiniment dépendants des doyens et chefs des écoles. Cette ordonnance, plus politique qu'administrative, paraît avoir pour but de restreindre la liberté civile du citoyen, plutôt que de favoriser son aptitude scientifique. Elle est conçue dans le même esprit qui a dicté les lois sur la liberté de la presse et la liberté individuelle.

9. — La première séance de la session des cortès a lieu à Madrid. Le président présente au roi la constitution et l'Évangile, sur lequel S. M. Ferdinand vi prononce, dans les mains du président, le serment prescrit. Le roi dit : « Il est enfin arrivé le jour, objet de mes plus  
« ardents désirs, où je devais me voir entouré des re-  
« présentant de l'héroïque et généreuse nation espa-  
« gnole, et confondre, comme je viens de le faire, par  
« un serment solennel, mes intérêts et ceux de ma fa-  
« mille avec ceux de mes peuples... »

Ce discours, émané de la couronne, se distingue éminemment par une franchise noble et généreuse, un esprit de paix et de modération. Ferdinand a reconquis tous les cœurs; il n'a jamais régné avec une autorité plus vraie. En 1823, Ferdinand rétractera ses serments, et prononcra les peines les plus graves contre les membres des cortès qui auront le plus puissamment contribué à établir le système constitutionnel, qu'il a juré de défendre. Ce système sera frappé d'une éternelle réprobation par le monarque qui lui a été redevable de sa délivrance et de sa couronne.

12.—Leroides Deux-Sicules Fernand IV jure fidélité à la constitution, et le serment du monarque est répété par le duc de Calabre, lieutenant-général du royaume et héritier présomptif, par le prince de Salerne son frère, et par la junte provisoire, chargée des moyens de mettre la constitution en activité. Ce serment sera révoqué et déclaré nul aussitôt que le monarque se sera mis, par une fuite adroitement ménagée, en mesure de rétablir à Naples l'ancien système de gouvernement, c'est-à-dire le despotisme pur et simple. La proclamation du roi de Naples, qui annonce son acceptation de la constitution nouvelle et son dévouement au régime représentatif, n'est-elle pas une scène de comédie?..... Dès le premier instant où la volonté du peuple se manifeste avec quelque énergie, et leur paraît être la volonté de la majorité, tous les princes absolus autant que légitimes sont d'une bénignité que rien n'égale; mais dès qu'un cabinet étranger proteste et menace d'annuler à coups de baïonnettes des promesses qu'il déclare extorquées à la couronne, ces mêmes princes s'empressent de retirer leurs promesses, de fausser des engagements solennels, et dès lors ils ne sauraient plus voir dans les peuples que de la canaille en révolte. Tels sont les exemples donnés par les rois d'Espagne et de Portugal, rejetons d'anciennes dynasties qui n'auraient pas régné s'ils n'eussent été portés sur le trône par les vœux et soutenus par les efforts des Espagnols et des Portugais. Ils sont de même les descendants de Humbert-aux-Blanches-Mains, arrivés, par des variations politiques et des stratagèmes sans nombre, à accindre leur front du diadème; bien différents tous de Jean de France, qui tenait pour maxime « que le dernier asyle de la probité devait être le cœur d'un roi. » Ces observations ne jus-

tifient point l'insurrection et la révolte : Dieu nous en garde ! On rapporte seulement des faits historiques et accomplis.

19. — Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice de 1820, à la somme de. . . . .			228,341,200 fr.	} 875,800,630 fr.
Les dépenses générales du service, à. . . . .			509,071,000	
De plus, pour application :				
Aux non-valeurs des contributions indirectes, à la somme de. . . . .			5,361,375	
Aux frais d'assiette et de recouvrement des contributions directes, à la somme de. . . . .			24,764,845	
Aux frais de régie, d'exploitation, de perception des autres contributions, à la somme de. . . . .			108,262,210	

Ainsi le budget des dépenses est fixé (non compris les dépenses départementales) à la somme de. . . . . 875,800,630 fr.

23. — Le budget des recettes de 1820 est fixé, pour l'exercice de 1820, à 877,437,880 fr.

24. — Une loi sur les finances autorise le ministre des finances à prélever sur le crédit en rentes, affecté par la loi du 15 mai 1818 au paiement de l'arriéré de 1801 à 1810, la somme nécessaire pour acquitter celui de sept millions en numéraire, dont le paiement a été stipulé par l'arrangement conclu le 28 octobre 1819, pour l'exécution du traité du 17 décembre 1801, entre la France et la régence d'Alger. Ce chef de pirates est beaucoup plus favorisé que les Français qui ont de légitimes titres de créances sur le gouvernement. M. de Richelieu, cédant à des considérations personnelles

et à des intérêts de famille, donne dans cette conjoncture un grand scandale administratif, nonobstant son caractère de loyauté !

24. — Le général Dumouriez écrit une lettre au duc Decazes : « Monsieur le duc, j'existe depuis six ans sous la disgrâce de mon vénérable monarque, sans avoir encore pu en pénétrer la cause, avec l'intime conviction que j'ai toujours été et que je serai toute ma vie un de ses plus zélés et fidèles serviteurs. Ce n'est que depuis un mois que je connais les motifs qui ont engagé sa majesté à me retirer la confiance et les bontés qu'elle m'a témoignées à Mittau, et qui, d'après sa propre lettre de recommandation, m'ont amené en Angleterre, pour y continuer à la servir, soit directement, soit indirectement, autant que les circonstances pourraient me le faciliter. Ce n'est que de cette époque que datent les griefs sur lesquels le roi a daigné s'expliquer. Ils se réduisent à quatre. Le premier : je n'ai point fait ma cour à sa majesté dans sa première résidence de Gooss-Fields, et certainement je serais très coupable si je n'avais pas fait toutes les démarches possibles pour y parvenir. Le comte d'Avaray et le prince de Montbarrey se chargèrent d'en demander pour moi la permission, et dirent, quelques jours après, que cela était impossible, parce que cette permission avait été refusée à M. Bertrand de Molleville, comme ayant été ministre du feu roi Louis XVI. Le roi vint ensuite à Hartwell, où la reine vint le rejoindre. M. d'Avaray vint me dire qu'il croyait le moment favorable, parce que la reine, à qui j'avais eu occasion de rendre quelques légers services sur le continent, recevrait mes hommages avec plaisir ; il se chargea

« de prendre les ordres du roi. La réponse fut que je  
« devais adresser un mémoire au duc de Grammont  
« pour obtenir cette permission. Comme j'avais été reçu  
« à Mittau par le roi avec une bonté distinguée, comme  
« j'avais été honoré de lettres de sa main, comme il  
« m'avait été confié un chiffre qui servait à corres-  
« pondre, pour que mes lettres fussent mises sous les  
« yeux du roi, j'eus le malheur de croire que la dé-  
« marche proposée était une défaite. Secondement :  
« ce fut dans cet intervalle que le prince-régent d'An-  
« gleterre eut la bonté de m'inviter à une fête qu'il  
« donnait à sa majesté. Je m'y rendis, m'approchai  
« deux fois de sa majesté, désirant être vu d'elle,  
« espérant qu'elle me donnerait quelques marques de  
« bonté; de tout ce qui formait la cour française, je  
« ne reçus que des marques d'aversion, excepté  
« de monseigneur le duc de Berri. Troisièmement :  
« des députés de Bordeaux vinrent demander monsei-  
« gneur le duc d'Angoulême; j'étais très lié avec M. le  
« duc de Wellington; on me demandait; un conseil fut  
« tenu à Hartwell, et j'appris qu'il n'était plus ques-  
« tion de m'employer dans cette mission. Quatrième-  
« ment : quelques jours après, le voyage du roi fut  
« arrêté; j'étais retenu par un rhumatisme; je char-  
« geai le duc de La Châtre d'une lettre de félicitation.  
« Plus tard, monseigneur le duc d'Orléans parla de  
« fixer mon sort et de me faire rentrer honorablement.  
« Le roi parut très indifférent; cependant il chargea  
« M. de Blacas de travailler sur cet objet, avec la  
« proposition de rentrer en France avec le grade et  
« le traitement de lieutenant-général en activité, mais  
« à titre de retraite, ce que je ne crus pas devoir ac-  
« cepter. Pendant les cent-jours, j'offris de servir; mes  
« lettres sont restées sans réponses..... »

25. — Une note confidentielle est communiquée par la cour de Vienne aux ministres des différentes cours d'Allemagne, relativement aux affaires de Naples. Cette cour attribue « à l'influence venimeuse des sectes révolutionnaires, et aux menées des carbonari, sans aucune impulsion étrangère et sans le moindre prétexte, les mouvements séditieux qui, dans un moment de crise, ont déterminé sa majesté le roi de Naples à se démettre du gouvernement, à dissoudre toutes les autorités, et à proclamer une constitution étrangère, et qui n'a pas été approuvée, même dans les pays où elle a été faite, disons-le en d'autres termes, à proclamer l'anarchie..... L'ordre politique établi en 1815, sous la garantie de toutes les puissances européennes, a appelé l'Autriche à être le gardien naturel et le défenseur de la tranquillité publique en Italie. L'empereur est fermement déterminé à répondre à cette haute destinée, etc..... » L'Autriche occupera, en conséquence, le royaume de Naples, et fera peser sur ces belles contrées son sceptre de plomb. Le cabinet de Vienne regarde le royaume des Deux-Siciles comme une annexe de son royaume lombardo-vénitien, et s'arroge le dictatorial politique et administratif de l'Italie comme de l'Allemagne !

26. — Une ordonnance du roi fixe, à dater du 1<sup>er</sup> août, le traitement annuel des maréchaux de France sans fonctions à quarante mille francs. Les maréchaux de France majors-généraux de la garde royale jouiront en outre d'un traitement de fonctions fixé à quarante mille francs par an.

19 AOÛT. — « Un complot a été formé (assure-t-on) par un certain nombre d'officiers et de sous-offi-

« ciers des corps en garnison à Paris et de la garde royale, qui se proposaient de se rendre aux casernes, de réunir les soldats, de marcher contre les Tuileries, et de proclamer pour souverain quelqu'un de la famille de Bonaparte. Il entra dans le plan des conjurés de s'emparer du château de Vincennes. Un incendie bientôt éteint s'y est manifesté sur les trois heures de l'après-midi. Il est à présumer qu'il avait été ménagé à dessein pour faire naître le désordre et favoriser une surprise. » (*Voyez Moniteur*, 20 août.) Ceux qui ont pris part à cette trame criminelle sont arrêtés au moment où elle est prête d'éclater.

21. — La chambre des pairs, transformée en cour criminelle, en vertu d'une ordonnance spéciale, procède sans délai au jugement des individus arrêtés à Paris le 19, comme prévenus des crimes prévus par les articles 87, 88 et 89 du code pénal. Le *Moniteur* du 24 dira : « Eh bien ! trois cents pairs de France, comprenant ce qu'il y a de plus élevé dans les situations diverses de la société, prononceront sur ce qu'un journal appelle les allégations du *Moniteur*. »

24. — Par une ordonnance du roi, la garde nationale de Brest est dissoute. Cette mesure est motivée sur le refus manifesté par elle d'obéir aux ordres du maire de cette ville, qui l'avait requise pour maintenir la tranquillité publique, troublée dans la journée du 17 par des scènes tumultueuses. « ..... Le 5 août, à six heures du soir, M. Bellart était arrivé dans cette ville. Des placards injurieux furent affichés sur le soir même, et quelques jeunes gens se disposaient à lui donner un charivari. Des vociférations telles que, *A bas Bellart ! à bas le traître ! à bas le côté droit ! qu'il*

« *parte à l'instant, sans quoi....*, furent proférées....  
 « Le lendemain 6, M. Guilhem arriva dans la soirée,  
 « accompagné d'un cortège de gens à pied, à cheval  
 « ou en voiture. Ce cortège le conduisit jusqu'à sa  
 « maison aux cris de *Vive Guilhem ! vivent les députés*  
 « *du côté gauche !* Une sérénade lui fut donnée, et ,  
 « peu d'instant après, les scènes outrageantes de la  
 « veille se renouvelèrent vis-à-vis le logement de  
 « M. Bellart..... » (*Moniteur*, 28 août 1820.).... Les  
 gardes nationales ont été établies en France par des  
 décrets ou lois spéciales, sanctionnés par Louis xvi  
 ( tant pour leur création que pour leur organisation ),  
 de 1789 à 1792. Les lois ou décrets rendus sur la ma-  
 tière, sous les gouvernements directorial, consulaire et  
 impérial, ont confirmé et maintenu ( sauf diverses mo-  
 difications ordonnées par ces lois ou décrets ) l'établis-  
 sement des gardes nationales. Par conséquent cette in-  
 stitution ne peut être abolie qu'en vertu d'une loi rendue  
 par les trois branches du pouvoir législatif. En droit  
 politique et d'après les dispositions fondamentales de  
 la charte, une ordonnance ne peut pas licencier et  
 abolir la garde nationale, soit de tous les départe-  
 ments, soit d'un seul département, soit même d'une  
 seule ville.

24. — En Portugal, un gouvernement provisoire et  
 la convocation des cortès sont résolus. La majorité du  
 peuple et de l'armée exprime sa satisfaction par des ac-  
 clamations. Cette révolution politique s'exécute sans  
 troubles ; il n'y a pas une goutte de sang répandue. Elle  
 atteste les progrès des lumières, et démontre incontes-  
 tablement le besoin qu'ont tous les peuples de posséder  
 un gouvernement constitutionnel. Lorsqu'on voit une  
 nation aussi ignorante ( en général ) et aussi supersti-



tieuse que la nation portugaise réclamer les bienfaits d'un régime représentatif, on ne peut plus méconnaître l'esprit et les besoins du siècle.

21. — M. l'abbé de Pradt, ancien archevêque de Malines, et M. Béchet, libraire, mis en jugement devant la cour d'assises, sont renvoyés, par le jury, de l'accusation intentée contre eux. Le premier était poursuivi comme auteur et le second comme éditeur de l'ouvrage intitulé *De l'affaire de la loi des élections* : ouvrage qui a pour but de signaler les projets et de dévoiler les trames qu'ont formés, selon l'auteur, les ultra-royalistes, c'est-à-dire les ennemis de la charte constitutionnelle.

30. — Une ordonnance du roi détermine la circonscription des collèges électoraux d'arrondissement dans les départements. L'esprit de cette ordonnance tend à causer de grandes difficultés aux électeurs constitutionnels, en plaçant les collèges dans les arrondissements où l'administration obtient le plus d'influence, où les votes des ultra-royalistes sont présumés devoir être les plus nombreux, et où les autorités locales sont le plus aveuglément dévouées aux désirs du ministère.

31. — La garde nationale de Brest (Voyez le 24) est désarmée.

4 SEPTEMBRE. — Une ordonnance du roi prescrit pour le 20 la publication des listes électorales, détermine après cette publication l'époque de leur clôture, et trace diverses règles à l'effet de donner aux opérations plus de régularité et aux citoyens plus de garanties. — Ces formalités si essentielles étant laissées à la disposition des préfets, sans moyen de contrôle de la part des électeurs, qui n'ont d'autres recours (pour les infractions commises) qu'au ministre ou au conseil

d'état, il en résulte que les citoyens appelés par la charte et par les lois qui l'interprètent à exercer leurs droits politiques peuvent être impunément privés de ces droits selon les caprices du despotisme ministériel.

13.—Le maréchal Kellermann, duc de Valmy, pair de France, meurt à l'âge de quatre-vingt-six ans. Ce vieux guerrier écrivit au maire de Valmy, le 21 juillet dernier : « Je prie M. le maire de Valmy de m'acheter  
« un petit terrain contenant deux pieds en carré, pour  
« y inhumér mon cœur après mon décès. Mon fils sera  
« chargé de porter mon cœur, qui ne peut être mieux  
« placé qu'au milieu de mes braves frères d'armes morts  
« dans la glorieuse journée du 20 septembre 1792, et  
« sous la sauvegarde des braves. » Le maréchal Kellermann a tenu comme général, comme citoyen, la conduite la plus honorable ; c'est un des beaux caractères que la révolution française a signalés à l'estime nationale et au respect de la postérité.

14.—Le maréchal Lefèvre, duc de Dantzick, meurt à l'âge de soixante-cinq ans. Il servit de tous ses efforts la cause de la liberté, se rendit illustre par de beaux faits d'armes, et s'immortalisa au siège de Dantzick. Il avait épousé une servante d'hôtel garni, parlait sans rougir de l'obscurité de sa condition, et ne s'enorgueillissait d'aucun des titres dont il était revêtu et qu'il avait mérités.

29. — Le canon annonce la naissance de S. A. R. le duc de Bordeaux. Le *Moniteur* du 30 contient l'acte de naissance, extrait des registres de l'état civil de la maison royale.

Voici une proclamation du roi : « .... Les circonstances sont graves. Regardez chez vous, autour de vous : tout vous dira vos dangers, vos besoins et vos devoirs. Une liberté forte et légitime vous est acquise; elle est fondée sur des lois émanées de mon amour pour mes peuples et de mon expérience des temps où nous vivons..... La liberté ne se conserve que par la sagesse et la loyauté. Écartez des nobles fonctions de députés les auteurs des troubles, les artisans de discords, les propagateurs d'injustes défiances contre mon gouvernement, ma famille et moi ;..... dites-leur que ce n'est pas quand tout fleurit, tout prospère, tout grandit dans votre patrie, que vous entendez mettre au hasard de leurs rêves insensés ou livrer à leurs desseins pervers vos arts, votre industrie, les moissons de vos champs, la vie de vos enfants, la paix de vos familles, une félicité enfin que tous les peuples de la terre envient.... Le monde attend de vous de hautes leçons, et vous les lui devez d'autant plus, que vous les lui avez rendues nécessaires.... » On voit que dans cette proclamation, contre-signée Richelieu, le premier ministre met les propres paroles du trône en manifeste contradiction. Les ultra-royalistes, les ennemis déclarés de la charte, ont profité de quelques troubles qu'on les accuse même (et sans doute à tort) d'avoir provoqués, excités, après l'attentat de Louvel, pour inspirer de vives alarmes au gouvernement, pour le jeter dans des mesures exceptionnelles à la faveur desquelles ils essaieront de s'emparer du pouvoir, afin de détruire la liberté constitutionnelle.

25 OCTOBRE. — L'ouverture du canal de la Sensée a lieu. En 1818, les propositions faites pour l'achèvement

du canal de la Sensée, dans le département du Nord, furent adoptées par une loi. En juin 1819, les travaux ont été entrepris, et le 25 octobre 1820, la navigation a été établie sur cette nouvelle communication, achevée ainsi en moins de dix-sept mois. Cette nouvelle ligne de navigation aura une influence heureuse pour le département du Nord.

25. — Une ordonnance du roi modifie celle du 2 août 1818, et détermine les degrés de la hiérarchie et la progression de l'avancement dans la garde royale. Cette ordonnance tend à recomposer les abus de l'ancien régime: désormais la faveur et l'intrigue contribueront à l'avancement militaire bien plus que le mérite ou l'ancienneté des services.

27. — Par une ordonnance du roi, la couleur blanche pour le fond de l'uniforme des régiments d'infanterie de ligne est remplacée par la couleur bleu de roi. Après avoir déterminé que la couleur blanche serait adoptée pour l'habillement, on est forcé de revenir à la couleur bleue, la première étant plus coûteuse, plus difficile à conserver dans sa propreté, et beaucoup moins en rapport avec les divers accidents du service militaire.

28. — Au congrès de Troppau, les conférences s'ouvrent. Les 18 et 20 octobre, les empereurs d'Autriche et de Russie sont arrivés à Troppau avec les ministres et envoyés des cinq grandes puissances. Le roi de Prusse, qui n'arrivera que le 7 novembre, y est représenté par le prince royal son fils. Les souverains qui ont souscrit le traité dit de la *Sainte-Alliance* s'occupent incessamment de tous les moyens qui peuvent tendre à enchaîner ou à restreindre les gouvernements constitutionnels, et à ramener ou à consolider les vices et les

abus des anciens régimes, ainsi que le despotisme plus ou moins absolu des vieilles monarchies.

1<sup>er</sup> NOVEMBRE. — Le lieutenant-général marquis Law-Lauriston (pair) est nommé ministre de la maison du roi. Ce personnage, qui s'est si fort distingué par son dévouement à la dynastie de Napoléon, dont il a été l'un des favoris, fera éclater un dévouement non moins vif pour la maison de Bourbon. Ce parvenu de la révolution a obtenu de brillants et solides avantages de l'usurpation; mais il n'en sera que plus fidèle à la légitimité, et, sous ce rapport, sa conduite est digne de grands éloges.

13. — *La Physicienne* (commandant le capitaine Freycinet), employée à une expédition scientifique, bâtiment qui a remplacé la corvette *l'Uranie*, naufragée dans la baie Française, aux îles Malouines (V. 17 septembre 1817, 8 octobre 1818), arrive au Havre.

16. — Tallien, ex-conventionnel, meurt à l'âge de cinquante-quatre ans. Ce fameux jacobin était tombé dans l'indigence, après d'immenses prodigalités. Le *Moniteur* du 28 novembre dira : « S'il est permis de » révéler les secrets d'une auguste bienfaisance, aux » yeux de laquelle une grande action (9 thermidor ou » 27 juillet 1794) avait tout réparé, on peut dire » que, sans les secours qu'elle lui accordait, Tal- » lien serait mort dans un dénûment absolu. » Le ministre de l'intérieur avait noblement accordé, et de son propre mouvement, un secours à Tallien, dès l'instant où ce dénûment lui avait été connu. — Louis XVIII a signalé sa bienfaisance à l'égard de plusieurs autres individus qui n'avaient aucun droit pour l'invoquer. La sœur de Robespierre avait reçu de

Bonaparte une pension de 1800 fr. ; le roi l'a maintenue sur la liste des pensions, en écrivant de sa main, *Conservé*. S. M. a usé d'une plus grande magnanimité encore à l'égard de Panis, membre si fameux de la commune de Paris et de la convention nationale. Cet individu jouissait d'une pension de 1000 fr. : le roi a mis en marge, *Conservé*, etc., etc.

30. — Une souscription est ouverte pour l'acquisition du domaine de Chambord, destiné, comme apanage, à S. A. R. le duc de Bordeaux. Les membres de la commission créée à Paris pour l'acquisition de Chambord tiennent leur première séance. Toutes les villes de France, les corps civils et militaires, seront invités à souscrire à cet acte d'amour, qui n'est, pour la plupart des fonctionnaires, qu'un acte de flatterie.

7 DÉCEMBRE. — Le duc Decrès, vice-amiral, ancien ministre de la marine, meurt à l'âge de cinquante-neuf ans. Les blessures qu'il reçoit par l'explosion de plusieurs paquets de poudre cachés sous son lit occasionnent sa mort. On ne connaîtra pas le véritable auteur de cet attentat. Le domestique du duc, dont la fidélité et l'attachement à son maître ne se sont jamais démentis, en sera accusé, mais à tort ; ce domestique se sera jeté (dit-on) ou aura été jeté par les fenêtres de l'hôtel, et ne survivra que peu d'heures à cette chute. M. Decrès a perdu la marine française, et rendu son ministère odieux à tous les partis ; cet individu s'est particulièrement signalé par la plus servile soumission aux ordres arbitraires de Napoléon.

11. — Le roi des Deux-Siciles, Ferdinand IV, s'em-

barque à Naples à bord du navire anglais *le Vengeur*, et se rend au congrès de Troppau. En mettant le pied sur le pont du vaisseau il laisse échapper cette exclamation : *Ah! mia casa!*... Le monarque fait éclater la plus vive joie dès qu'il se voit séparé de son peuple, et se rend à Vienne pour y réclamer l'intervention de l'Autriche, qui enverra une armée, chargée d'occuper le royaume des Deux-Siciles et d'y rétablir le pouvoir absolu de la couronne.

19. — L'ouverture de la session ordinaire de 1820 est faite par le roi en personne. Le roi dit : « ..... Perfectionner le mouvement des grands corps politiques « créés par la charte, mettre les différentes parties « de l'administration en harmonie avec cette loi fondamentale, inspirer une confiance générale dans la « stabilité du trône et dans l'inflexibilité des lois qui « protègent les intérêts de tous, tel est le but de mes « efforts..... Tout annonce que les modifications apportées à notre système électoral produiront les « avantages que je m'en étais promis. Ce qui accroît la « force et l'indépendance des chambres ajoute à l'autorité, à la dignité de ma couronne..... » Mais les ministres, en opposition aux paroles royales, feront tourner au détriment de la charte et des libertés nationales les modifications apportées, contre l'esprit et le texte même de la charte, au système électoral ; ils sont entrés dans la voie contre-révolutionnaire, et ils s'y engageront de jour en jour avec un zèle et un système de déception toujours croissants!!!

20. — Une ordonnance du roi établit à Paris, pour tout le royaume, une académie de médecine. Ce système de centralisation pour la science, comme pour l'admi-

nistration, est éminemment contraire aux intérêts nationaux; il tend ouvertement à faire prédominer le despotisme ministériel, et à mettre toutes les classes de citoyens sous la dépendance du pouvoir.

21. — M. Corbière, membre de la chambre des députés, succède à M. Lainé dans les fonctions de président du conseil de l'instruction publique.

Les députés Corbière, Lainé et de Villèle sont nommés ministres-secretsaires d'état et membres du conseil des ministres. Ces trois députés ont fait, jusqu'à ce jour, partie de l'opposition, ils ont manifesté dans leurs discours un grand attachement aux libertés constitutionnelles. M. Corbière, homme probe, a fait preuve de connaissances dans les grandes discussions politiques. M. Lainé a déployé à la tribune une grande facilité et des talents oratoires. M. de Villèle, dont les talents comme orateur et comme homme d'état sont au-dessous du médiocre, s'est signalé par la chaleur avec laquelle il a défendu la liberté de la presse (séance du 26, du 27 janvier 1817), contre laquelle il se prononcera avec plus de chaleur encore lorsqu'il sera parvenu au pouvoir ministériel ! Au reste, MM. de Villèle, Ravez, Benoist, de Bonald, etc., etc., etc., et surtout MM. Martignac, de Castelbajac, etc., qui se sont si fortement prononcés en faveur de la liberté de la presse et contre toute espèce de censure (les premiers en 1817, et les seconds, qui parleront encore en 1821 et 1822 comme en 1817); tous ces fonctionnaires publics se montreront les plus violents ennemis de la liberté de la presse aussitôt qu'ils seront promus par la couronne à des fonctions ou à des emplois éminents; ils ne permettront pas alors qu'on examine, que l'on critique, les actes de leur administration. Ils ont



fait partie de l'opposition constitutionnelle dans la chambre des députés pour arriver aux dignités et au pouvoir. Ce but obtenu, ils déclameront sans cesse et avec violence contre toute espèce d'opposition constitutionnelle ; ils feront les plus grands efforts pour enchaîner la presse, et démentiront toutes les doctrines politiques dont ils ont fait profession à la tribune nationale jusqu'au jour de leur avènement au pouvoir ministériel ou administratif.

26. — Fouché (duc d'Otrante) meurt à Trieste (Istrie), dans son hôtel de Cavanna : il habitait avec sa famille cette ville depuis environ trois années. Les restes mortels de cet homme si fameux et si coupable ne méritaient pas de reposer dans le sol de la France.

28. — Les conférences de Troppau sont terminées. Elles ont eu pour but de restreindre autant que possible la liberté constitutionnelle dans les divers états qui jouissent du gouvernement représentatif. L'invasion autrichienne des Deux-Siciles y a été discutée et approuvée.

---

## CHAPITRE VIII.

ANNÉE 1821.

27 JANVIER. — Une forte explosion se fait entendre à quatre heures trois quarts après midi dans le château des Tuileries : elle provient d'un petit baril de poudre placé derrière un coffre à bois, sur un palier de l'escalier communément désigné sous le nom de *l'escalier de bois*. Le palier sur lequel le baril de poudre était déposé est éloigné de quatre-vingt-dix pieds environ du cabinet où se tient habituellement le roi. Le 30, à neuf heures et demie du soir, une explosion semblable a lieu près le café de la Régence, rue Saint-Honoré ; peu de temps après, une explosion beaucoup plus forte se fait entendre rue du Doyenné, près du Carrousel. Le 31, sur les deux heures après midi, une explosion a lieu au ministère du trésor, dans un corridor : cette explosion provenait d'une boîte de fer-blanc susceptible de contenir deux livres de poudre. Les recherches faites pour découvrir les auteurs de l'attentat du 27 ayant fait naître des soupçons sur le sieur Neveu, natif de Reims, ancien négociant, puis courtier-marron et en état de faillite, il est arrêté et conduit à la préfecture de police. « Au moment (dit le « *Moniteur*) où cet individu allait entrer dans le bureau « du commissaire chargé de dresser le procès-verbal de « l'arrestation, en passant dans un corridor étroit qui « y conduit, il se coupe la gorge avec un rasoir qu'il

« avait caché dans ses vêtements, et par un mouvement  
« tellement prompt qu'il est impossible de l'arrêter. »  
Il expire sur-le-champ.

29. — La chambre des pairs et la chambre des députés reçoivent, par un message du gouvernement, communication de l'attentat du 27.

3 FÉVRIER. — Elles envoient une grande députation au roi pour exprimer toute leur indignation de l'attentat du 27 janvier. Dans sa réponse à la chambre des pairs, le roi dit « que cet attentat est moins dangereux  
« qu'insolent. » Dans sa réponse à la chambre des députés, S. M. dit : « ..... Cet attentat est à la vérité plus insolent que dangereux..... Mon devoir est  
« de pénétrer au fond de l'abyme. J'y pénétrerai, secondé par mes fidèles ministres, par les magistrats qui,  
« en mon nom, rendent la justice à mes peuples. Mais,  
« pour le fermer cet abyme, l'union la plus intime, la  
« confiance la plus absolue entre les deux chambres  
« et mon gouvernement est indispensable. J'en reçois  
« l'assurance dans la promesse qui termine votre  
« adresse....., et je puis répéter, sans crainte d'être  
« démenti par l'événement : Oui l'esprit perturbateur  
« sera vaincu. » L'opinion publique attribuera aux ultra-royalistes ces scènes de pétards, ces conspirations de mélodrames. L'opinion publique aura tort, sans doute, mais les auteurs de ces insolents attentats resteront inconnus, quoique le roi, dans sa réponse à la députation du corps municipal de la ville de Paris, ait dit : « ..... Tout sera découvert. » Le but des ultra-royalistes, qui se donnent la qualification d'*immobiles*, pour prouver que, depuis 1789, ils n'ont pas varié dans leurs principes et leur dévouement à la royauté, quoiqu'ils aient prêté serment de fidélité à la république, au consulat et à l'empire; le but de ces ultra-

monarchiques est de renverser le ministère, et tous les attentats leur sont bons pour s'emparer du pouvoir!

4. — Le général baron Frimont, commandant en chef l'armée autrichienne d'Italie, publie une proclamation datée de Padoue :

« L'armée que S. M. a confiée à mon commandement suprême va passer la frontière de la patrie avec des intentions de paix. Les événements qui troublent la tranquillité de l'Italie ont uniquement motivé notre marche. Nous n'allons pas, comme en 1815, contre un ennemi téméraire. Tout habitant du royaume de Naples, fidèle et intentionné, sera notre ami..... Les ennemis du repos de leurs concitoyens, les rebelles aux volontés de leur roi, pourront seuls s'opposer à nous. Mais lors même qu'il leur réussirait d'en induire d'autres à faire résistance; ils ne parviendront pas néanmoins à nous empêcher d'arriver au but salulaire que nous nous proposons. Les conséquences de leur entreprise retomberont seulement sur leurs têtes, et non pas sur celles de leurs concitoyens paisibles.... Notre empereur compte sur nous : nous saurons justifier encore une fois la confiance qu'il met en nous, la réputation de son armée, ainsi que les sentiments dont nous sommes animés pour remplir notre devoir. »

8. — Soixante mille hommes de l'armée autrichienne cantonnée en Italie passent le Pô, et marchent sur Naples par trois routes différentes. L'armée de réserve, dans la Lombardie vénitienne, est de quarante mille hommes.

13. — Les trois monarques se sont rendus au com-

mencement de l'année au congrès de Laybach. La *Gazette officielle* de Vienne publie une déclaration de ce congrès relative aux affaires de Naples. Il est à remarquer que cette pièce n'est ni datée ni signée. — L'asservissement de l'Italie au pouvoir absolu est décidé dans ce congrès, qui rétracte de la manière la plus formelle toutes les promesses de liberté constitutionnelle que les souverains alliés avaient si solennellement faites aux peuples de l'Allemagne et de l'Italie en 1813 et 1814.

21. — La cour des pairs, transformée en cour criminelle par l'ordonnance royale du 21 août 1820, pour connaître de l'attentat du 19 août 1820, et procéder au jugement des prévenus, ordonne la mise en accusation de vingt-quatre d'entre eux, dont cinq sont absents ; elle déclare qu'il n'y a lieu à suivre contre les dix autres prévenus, et ordonne qu'ils soient mis en liberté.

22. — Une ordonnance du roi porte : Il y aura à Paris une école des chartres, dont les élèves recevront un traitement ; leur nombre ne pourra excéder celui de douze. Ils seront nommés, par le ministre de l'intérieur, parmi des jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans ; on apprendra aux élèves de l'école des chartres à lire les divers manuscrits et à expliquer les dialectes français du moyen âge. ■

28. — Le roi de Naples fait publier au quartier-général autrichien une proclamation datée de Laybach ; elle est terminée par ces lignes : « ... Nous ordonnons à « notre propre armée de terre et de mer de considérer « et d'accueillir celle de nos augustes alliés comme

« une force qui agit seulement pour le véritable intérêt  
 « de notre royaume, et que, loin de provoquer les  
 « fléaux d'une guerre inutile, elle réunisse au contrai-  
 « re ses forces pour assurer la tranquillité et pour pro-  
 « téger les amis du vrai bien et de la patrie, qui sont les  
 « fidèles sujets de leur roi. » Le roi avait assuré ses su-  
 jets, à son départ de Naples, qu'il se rendait auprès des  
 souverains alliés à Laybach pour obtenir leur assenti-  
 ment au gouvernement constitutionnel, qu'il avait  
 juré de maintenir et de défendre. Arrivé à Laybach,  
 il ordonne la dissolution de ce gouvernement.

27. — Une ordonnance du roi, concernant l'instruction publique, a pour but d'organiser le conseil royal de l'instruction publique, l'académie de Paris, la faculté des lettres, les collèges, les collèges particuliers, les écoles normales partielles, les élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique. Elle aura pour résultat de faire tomber, soit directement, soit indirectement, l'instruction publique dans les mains des ecclésiastiques et des hommes dévoués aux maximes de l'ancien régime.

28. — Au congrès de Laybach, les conférences des cabinets et des plénipotentiaires des cours italiennes sont closes.

1<sup>er</sup> MARS. — Le duc de Calabre, prince-régent du royaume de Naples, fait publier le manifeste du gouvernement. Il y est dit : « Le gouvernement constitutionnel  
 « de Naples, contre lequel le congrès de Laybach vient  
 « de lancer l'anathème, en se préparant à repousser la  
 « plus injuste et la plus violente agression dont l'his-  
 « toire fasse mention, en appelle à l'opinion de l'Eu-  
 « rope et de toutes les nations civilisées..... Les puis-

« sances du second ordre doivent voir dans ce qui arrive au royaume de Naples le danger imminent qui plane sur elles. Le jour où notre cause sera perdue sera le dernier jour de leur indépendance et de la liberté de l'Europe..... Si malheureusement on ne peut éviter une guerre exterminatrice, le prince-régent et son auguste frère se porteront à la tête de l'armée napolitaine; et, confondant leur sort avec celui de la nation, combattant avec elle jusqu'à l'extrémité pour repousser l'invasion étrangère, ils invoqueront le suprême arbitre des empires; qui protégera l'innocence et la raison, et tôt ou tard punit les abus de la force, de l'injustice et de l'oppression. »

Le prince-régent ne pouvait pas conserver le moindre doute sur le résultat du congrès de Laybach, et sur la prompte exécution de l'invasion autrichienne. Le roi son père lui avait écrit de Laybach, le 28 janvier :

« Je les ai trouvés (les souverains) irrévocablement déterminés à ne pas admettre l'état de choses qui est résulté de ces événements (arrivés à Naples depuis le 2 juillet jusqu'à ce jour) ou qui pourrait en résulter; à le regarder comme incompatible avec la tranquillité de mon royaume, ainsi qu'avec la sûreté des états voisins, et à le combattre par la force des armes, dans le cas où la force de la persuasion n'en produirait pas la cessation immédiate.... Quant au système qui doit succéder à l'état actuel des choses, les souverains m'ont fait connaître le point de vue général sous lequel ils considèrent la question... C'est à vous qu'il appartiendra de maintenir l'ordre public jusqu'à ce que je puisse vous faire connaître d'une manière plus précise ma volonté sur la réorganisation de l'administration. » La résistance militaire qu'opposera le gouvernement constitutionnel à

l'invasion autrichienne sera donc plus apparente que réelle, malgré les vigoureuses intentions exprimées dans le manifeste. Le prince-régent paralysera à tant qu'il dépendra de lui les efforts de la nation pour repousser l'invasion étrangère.

3. — Le roi de Naples quitte Leybach, et se rend à Florence, où il attendra l'issue de la guerre que l'on va commencer (Voy. le 7) contre ses sujets, qui ont juré de défendre la constitution à laquelle le monarque a lui-même prêté serment avec la plus grande solennité.

5. — L'acquisition du domaine de Chambord et de toutes ses dépendances est faite moyennant la somme de 1,542,000 francs, indépendamment des frais d'acquisition, par M<sup>e</sup> le comte de Calonne, au nom de la commission générale de la souscription de Chambord, pour en être fait hommage, au nom de la France, au duc de Bordeaux. L'acquisition de ce domaine est plus onéreuse que profitable, à cause des immenses réparations qu'il exige ; mais les ultra-royalistes y ont trouvé une heureuse occasion de manifester le dévouement qu'ils expriment pour le jeune prince.

6-7. — Une insurrection éclate dans la Valachie et la Moldavie. Le 6 mars, le prince Alexandre Ypsilanti, fils de l'ancien hospodar de la Moldavie, général-major au service de la Russie, s'est rendu de la Bessarabie à Jassy avec une suite nombreuse d'Arnauts, annonçant l'intention de délivrer les Grecs de la domination des Turcs. Des scènes sanglantes ont lieu à Jassy et à Galacz ; les Turcs, qui n'ont pas eu le temps de se sauver, sont massacrés. La Serbie, la Morée et l'Albanie ne tarderont pas à suivre la même impulsion..... Le cabinet



de Saint-Pétersbourg est généralement soupçonné d'avoir provoqué cette insurrection dans les intérêts particuliers de son ambition.

Le prince Alexandre Ypsilanti, par des proclamations adressées non seulement aux habitants de la Valachie et de la Moldavie, mais aussi à la nation grecque dans toutes les autres provinces de l'empire ottoman, s'annonce comme étant choisi par ses compatriotes pour l'accomplissement du grand œuvre de la délivrance.... Ses proclamations, rédigées avec la plus grande emphase poétique, représentent l'insurrection de toutes les populations grecques comme une révolution arrêtée depuis long-temps, propagée depuis nombre d'années par des sociétés secrètes patriotiques, et maintenant parvenue à sa maturité.

L'empereur Alexandre ordonne d'une manière positive au comte de Wittgenstein, commandant les troupes russes sur le Pruth et dans la Bessarabie, de garder la neutralité la plus stricte à l'égard des troubles nés dans la Valachie et dans la Moldavie, et de n'y prendre part ni directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. Cet arrêté sera communiqué au ministre de Russie à Constantinople, avec l'ordre d'en faire part à la Porte, et de lui renouveler l'assurance donnée à l'occasion des derniers troubles de la Valachie. Rien de plus loyal, comme on voit, que la conduite politique de l'autocrate de toutes les Russies, chef de la sainte-alliance !!

7. — Les hostilités entre les troupes autrichiennes et napolitaines commencent à Civita-Ducale et Aquila. Les Napolitains commencent l'action ; elle s'engage à midi et finit à dix heures du soir. Ce premier combat est à l'avantage de l'armée autrichienne, qui force les

Napolitains à se retirer. Désormais le sort de la campagne n'est plus douteux (Voyez 23 mars).

8. — Une loi sur les finances relative au remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation est adoptée. Il est ouvert au ministre des finances un crédit en rentes cinq pour cent consolidés de la somme de 3,884,328 francs, avec jouissance du 22 mars 1821. Ladite inscription de rente, représentant, à 77 francs 23 centimes un tiers, un capital numéraire de 60,000,000 francs, est spécialement affectée au remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation, évalué à pareille somme de 60,000,000 fr. Le ministre des finances est autorisé à émettre jusqu'à concurrence de la somme de 60 millions des annuités, remboursables à raison de 10 millions par an, en six années, de 1821 à 1826.

10. — Un mouvement insurrectionnel a lieu à Fossano en Sardaigne ; il est opéré par un régiment de cavalerie qui crie vive le roi ! vive la constitution ! guerre aux Autrichiens ! La garnison d'Alexandrie, forte de dix mille hommes, les corps en garnison à Pignerol, à Novare, à Verceil, à Tortone, suivent cet exemple, et demandent une constitution.

12. — MM. Sauquaire-Souliné et Goyet, le premier homme de lettres et l'un des rédacteurs du journal *la Renommée*, prévenu de proposition non agréée d'un complot contre la sûreté de l'état ; le second, éditeur du journal *le Propagateur de la Sarthe*, prévenu de non-révéléation de ce complot, sont mis en jugement devant la cour d'assises de Paris. Les débats se prolongent pendant cinq jours, et excitent

vivement la curiosité publique. Les prévenus montrent une présence d'esprit et une énergie également remarquables. MM. de La Fayette et Benjamin Constant, assignés comme témoins, déploient la plus grande force de caractère, et manifestent avec vigueur leur attachement aux libertés constitutionnelles; ils soutiennent que la faction ultra-monarchique est la seule et véritable cause des troubles qui agitent divers cantons du royaume; ils prouvent que leurs correspondances avec les accusés ne renferment rien de répréhensible; ils imputent aux agents de la police de graves et nombreux griefs. Le 16 mars, le jury, après trois quarts d'heure de délibération, a déclaré les accusés non coupables; ils ont été mis en liberté après dix mois de prison. L'arrêt d'acquiescement est accueilli avec des transports de joie par le public.

13. — Le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel, abdique en se réservant le titre et la dignité de roi, et le traitement dont il a joui jusqu'à présent. Il lui sera payé, par quartier et d'avance, une pension annuelle d'un million de livres de Piémont, le roi se réservant en outre la propriété et disponibilité de ses biens meubles et immeubles, propriétés allodiales et patrimoniales, et le choix du lieu de sa résidence.

Le prince de Carignan (Charles-Albert de Savoie), nommé, par l'acte d'abdication du roi Victor-Emmanuel, régent du royaume, proclame à Turin, comme loi de l'état, la constitution des cortès de Cadix.

21. — Une ordonnance du roi autorise la formation d'une société sous le nom de *Compagnie des dunes*. Cette compagnie est autorisée à faire toutes les vérifications qui auront pour objet les dessèchements de marais,

les communications à la mer, les canaux qui peuvent être exécutés dans les landes du département de la Gironde et du département des Landes, à l'aide des rivières, ruisseaux, affluents, qui se jettent dans la Garonne, la Gironde, ou dans la mer de Gascogne, et spécialement les canaux de Leyre à l'Adour par le gué de Sau et le Jez, de la Garonne au bassin d'Arcachon par le gué Most, le ruisseau de Belliet et la rivière de Leyre ; communication de la Gironde à Baïonne par les étangs du littoral, de Valeyrac jusqu'à l'embouchure de l'Adour sous Baïonne.

23. — Une partie de l'armée autrichienne entre dans Naples.

2 AVRIL. — Une ordonnance du roi supprime la faculté de droit de Grenoble. Cette ordonnance est motivée sur la part que plusieurs étudiants de la faculté de droit auraient prise dans les troubles dont cette ville a été agitée dans la journée du 20 mars dernier.

La révolution de Sardaigne se termine à Novarre, où les troupes autrichiennes et les soldats sardes, restés fidèles à l'ancien gouvernement, dispersent et mettent en fuite les héros de cette révolution. Le prince de Carignan a suivi le système de conduite que le prince-régent de Naples a adopté pour faire triompher la cause de l'ancien gouvernement.

12. — Le vicomte Gratet-Dubouchage, pair de France, deux fois ministre de la marine, meurt. Il a fait preuve d'incapacité administrative, et n'a montré aucun des talents de l'homme d'état. M. Dubouchage était bien aise qu'on le crût de la même famille que celle des Joyeuse (vicomtes Dubouchage), qui était une branche

de la maison royale. L'ex-ministre était tout simplement issu d'un bourgeois du Dauphiné, fait noble par le connétable de Lesdiguières, qui créait des nobles dans cette province comme on sème des champignons sur couche.

22. — Le patriarche grec (Grégoire), vieillard de 74 ans, est pendu le jour de Pâques aux portes de son église à Constantinople. Plusieurs archevêques, évêques, et beaucoup d'autres Grecs de distinction, sont également exécutés. L'indignation des Grecs est à son comble. Le cabinet de Saint-Petersbourg fera éclater toute l'horreur que lui inspirent de si atroces barbaries; mais il ne fera rien pour les Grecs, qu'il aura excités à lever contre la Porte l'étendard de l'insurrection.

23. — Le marquis Riel de Beurnonville, néroturier, maréchal et pair de France, meurt à l'âge de soixante-neuf ans. C'était un général fort ordinaire, qui dut plus que personne être étonné de sa fortune militaire. Il était réputé probe, fort obligeant et d'un caractère modéré. Il avait embrassé tous les partis et servi tous les gouvernements, de 1792 à 1814; mais on ne peut lui reprocher aucun acte de tyrannie, aucune action honteuse, et c'est un éloge que méritent peu de grands fonctionnaires publics. Le général Beurnonville avait un autre point de dissemblance avec eux; il n'était ni fier de son élévation ni orgueilleux de ses titres.

25. — Une ordonnance du roi porte qu'à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux, et nonobstant l'ordonnance du 26 janvier 1820, il sera fait une nombreuse promotion extraordinaire de lieutenants-généraux et de

maréchaux-de-camp, parmi les maréchaux-de-camp et colonels employés.

30. — L'abbé comte de Montesquiou, pair de France, ministre d'état et membre du conseil privé ; le comte de Blacas, pair de France, ambassadeur à Rome, sont nommés ducs. Le vicomte de Châteaubriant, pair de France, ministre en Prusse, est nommé ministre d'état et membre du conseil privé. Ce dernier avait déjà occupé le rang de ministre d'état, mais avait été destitué, à cause de la publication d'un ouvrage intitulé *la Monarchie selon la charte*, ouvrage que des critiques avaient intitulé *la Monarchie contre la charte*, tant les principes qu'il émet quelquefois sont opposés aux articles de la loi fondamentale de l'état. M. de Châteaubriant, tout en professant son respect pour les institutions constitutionnelles, provoque des mesures vexatoires contre les individus, et ne demande que sept hommes par département pour gouverner la France ; conseil qui a été trop suivi et qui doit faire éprouver à son auteur le regret de l'avoir donné.

5 MAI. — Napoléon Bonaparte, âgé de cinquante et un ans, huit mois et vingt jours, meurt à six heures de l'après-midi, à l'île de Sainte-Hélène, où depuis soixante-sept mois et demi (depuis le 17 octobre 1815) il est retenu dans une étroite captivité. A sa dernière heure, de tous les courtisans qui jadis s'empresaient autour de sa personne, l'ex-maître de la France et de l'Europe continentale ne voit que le général Bertrand et M. de Montholon\*, qui l'ont suivi volontai-

\* Le général Savary (duc de Rovigo) avait demandé avec le plus noble dévouement et la plus généreuse obstination à partager la captivité de Napoléon. Cette faveur lui fut refusée. La conduite de Sa-

rement avec leurs épouses , après en avoir obtenu la permission du gouvernement anglais, geôlier préposé des grands cabinets (V. 2 août 1815).

S'il fallait ajouter foi aux rapports publiés par ordre du gouvernement anglais, la fin de Napoléon aurait été causée par une maladie du foie, nommée par les gens de l'art hépatite chronique, maladie particulière à cette île, et endémique dans cet affreux climat. La fin de ce grand homme aura sans doute été accélérée par les regrets qui l'ont dévoré sans relâche : car Napoléon aura dû perdre, en arrivant à Sainte-Hélène, toute espérance de voir le terme d'une aussi rigoureuse détention dans une aussi triste et aussi sauvage enceinte. L'inscription de l'enfer du Dante était gravée par le cabinet de Saint-James sur la porte de la cabane de Longwood !!! ..... Les tortures de l'exilé captif à Sainte-Hélène ont été cruellement aggravées par les insultes, les vexations incessamment et si minutieusement combinées de son geôlier, le commandant de l'île. Le nom de ce sbire doit être livré aux races futures. L'Angleterre n'aura jamais mis en évidence un homme aussi lâchement inhumain, aussi vilement persécuteur, que Hudson Lowe; les lords Castlereagh et Bathurst se sont associés à sa renommée.... S'il fallait s'en rapporter aux aveux échappés au docteur O'Meara, Napoléon aurait péri par le poison : le machiavélisme du cabinet

vary dans cette circonstance fut infiniment honorable.—M. le comte de Las Cases fut admis à suivre Napoléon, et obligé dans la suite de quitter Sainte-Hélène. Le brave général Gourgaud, dont le dévouement à Napoléon fut dans toutes les occasions au-dessus de tout éloge, avait suivi l'ex-empereur dans sa captivité; il devint victime de petites intrigues, qui, à Longwood comme aux Tuileries, ont achevé d'abymer Napoléon. Le général fut réduit à quitter l'illustre captif, auquel il portait un attachement aussi profond que désintéressé.

britannique, dirigé par lord Castlereagh, et secondé par l'affreuse bassesse du commandant de Sainte-Hélène, donnerait un grand poids aux assertions du docteur.

Quoi qu'il en soit, Napoléon expire abreuvé d'outrages, bien plus misérable que le roi Persée réduit à mourir de faim dans un cachot, après avoir orné le triomphe de Paul-Émile; plus misérable encore que l'empereur Aurélien, qui servait d'étrier au Parthe Sapor montant à cheval. Napoléon boit la coupe de l'infortune jusqu'à la lie; il termine son existence dans le plus absolu délaissement, dans un vide complet, sur un rocher aride, isolé, inféquenté de toute créature humaine; dépouillé d'ombrage et de végétation, couvert d'épais brouillards\* qui ne s'effacent, à de rares intervalles, que pour laisser voir une mer incommensurable et déserte. Le potentat superbe à qui Fontanes disait, le 18 février 1804: « Vous suivrez tranquillement le cours de vos destinées, qui semblent entraîner celles de l'univers.... La nouvelle époque du monde que vous devez fixer aura le temps de recevoir de vous son éclat, son influence et sa grandeur.... » ce potentat, au seul nom duquel s'humiliaient les empereurs et les rois, s'éteint (les mains chargées de chaînes) comme le dernier lumignon d'un sépulcre déjà clos.

Mais, inconcevable barbarie! barbarie inutile! on a dérobé à un époux les consolations de son épouse; on a privé un père de l'affection, du souvenir, des nouvelles de son fils. Cette épouse n'a pas traversé

\* La position de Longwood est l'une des plus malsaines qu'on puisse trouver sur le globe. La température est froide, chaude, sèche, humide: là tous les extrêmes sont confondus; ils sont assemblés vingt fois par jour.



l'Océan pour aller consoler ou adoucir les misères de l'époux qui l'avait assise sur le premier trône de l'univers : la femme de Napoléon n'a pas été digne de sa destinée.

L'infamie des ministres du roi d'Angleterre s'est acharnée sur leur proie\*. C'est par le sentiment d'une haine personnelle qu'ils ont ordonné que leur captif ne pût écrire ni recevoir aucune lettre sans qu'elle fût ouverte et lue par les ministres anglais et les officiers de Sainte-Hélène : on lui a, de la sorte, interdit la possibilité de recevoir des lettres de sa famille. Il n'a pu s'adresser directement au souverain de la Grande-Bretagne, lui faire connaître les tortures auxquelles le dévouaient ses ministres ! mesure d'administration des plus odieuses, et qui (dit-il lui-même avec raison) serait désavouée même à Alger ! Napoléon n'a pas proféré une plainte, et il s'est vu au moment d'être réduit à demander du pain aux soldats qui le gardaient ! Le cœur se soulève à l'exposition des traitements que lui fait subir le gouverneur, ou plutôt le bourreau de Sainte-Hélène, homme dont l'âme est pétrie du limon le plus infect des marais de l'Irlande, sa patrie. Ainsi passe et s'éteint cet homme qui pouvait devenir le plus grand homme de

\* Les ministres anglais ont fait avec une lente réflexion ce que les persécuteurs les plus acharnés, Louis XI, Philippe II d'Espagne, le duc d'Albe, Richelieu, Cromwell, Robespierre, etc., n'eussent pas aussi long-temps médité, et ce que les autres hommes font par monstruosité, ou dans les paroxysmes d'une rage révolutionnaire. Castlereagh et Bathurst ont mis près de six années à discuter, à consommer la perte d'un homme. Cette constance fait frémir ; elle appartient à eux seuls : car les ministres de Vienne, qui plongèrent La Fayette dans les cachots d'Olmütz (Voy. 1797), furent moins barbares, ils ne lui défendirent pas entièrement les communications de famille, si nécessaires au cœur du captif.

l'histoire de tous les siècles : cela lui avait été donné. A la grande renommée de César il pouvait joindre la bonne renommée de Washington : il ne l'a pas voulu... Si Napoléon était resté premier consul, il serait encore chef du gouvernement de France, et l'Europe serait à ses pieds ! Heureusement pour la France, l'ambition de Napoléon nous a rendu nos légitimes souverains !

Délire des vanités humaines ! relégué sur la pointe d'un rocher inaccessible, Napoléon exige impérieusement les qualifications hautaines et le fastueux cérémonial des monarques en pleine et paisible possession de leurs trônes : le refus de ses surveillants de le décorer d'un titre plus relevé que celui de général\*, lui

\* Le gouvernement anglais n'a voulu reconnaître que comme général le prisonnier de Sainte-Hélène. Il l'avait cependant reconnu, au traité d'Amiens, premier magistrat ou consul à vie de la république française ; souverain et empereur des Français, au congrès de Châtillon ; souverain et empereur, dans le traité de Fontainebleau. Est-ce donc la force qui constitue dans le cabinet britannique les droits des souverains ? — Lord Cornwallis, M. Merry, lord Witworth, avaient résidé à Paris en qualité d'ambassadeurs d'Angleterre près la cour des Tuileries ; lord Lauderdale était venu à Paris, investi des pleins pouvoirs du roi d'Angleterre pour traiter avec les plénipotentiaires de l'empereur Napoléon, et avait résidé pendant plusieurs mois près la cour des Tuileries ; lord Castlereagh avait signé à Châtillon l'ultimatum que les puissances alliées présentèrent aux plénipotentiaires de Napoléon, et il avait reconnu par cet acte la dynastie de Napoléon Bonaparte. — Lorsque les souverains alliés étaient avec leurs armées dans les plaines de la Champagne, il avait dépendu de Napoléon de conserver le trône dans sa famille, avec le consentement formel du roi d'Angleterre, des empereurs de Russie et d'Autriche, du roi de Prusse ! Les souverains alliés offraient à l'empereur Napoléon un traité plus avantageux que le traité de Paris (mai 1814). Effrayés de se trouver dans le sein de la France, ils étaient incertains d'obtenir les succès que la trahison leur avait promis, mais ne leur avait pas encore livrés. Les souverains alliés exigeaient seulement que l'empereur renonçât à la Bel-

semble la plus cruelle injure : ainsi , suivant Hume , un roi de Chypre , que Richard-Cœur-de-Lion avait fait prisonnier , humilié de se voir chargé de fers grossiers , réclama des chaînes d'argent comme la marque de sa dignité ! En observant comment Napo-

gique et à la rive du Rhin , territoires qu'ils avaient consenti à laisser à la France dans les propositions faites par eux à Dresde , à Francfort ! Lord Castlereagh avait même poussé si loin , à Châtillon , les offres , la franchise , les garanties politiques , en faveur de l'empereur Napoléon , que le roi de France , Louis XVIII , alors résidant à Hartwell , dut être prévenu « de se préparer à se rendre avec sa famille au Canada..... » Noble politique que celle du cabinet de Saint James !

Lorsque Napoléon se fut remis comme un sot entre les mains de l'Angleterre , l'empereur Alexandre oublia que Napoléon avait été le maître de le prendre prisonnier avec les débris de son armée à Austerlitz ; qu'il avait contracté avec Napoléon des liens très étroits d'amitié à Tilsitt , à Erfurt , et par huit années de correspondance journalière. (On a prétendu à Londres , en 1813 , que les lettres autographes d'Alexandre à Napoléon seraient devenues l'objet d'une négociation commerciale , dont le résultat aurait été la remise de ces lettres entre les mains de l'empereur Alexandre , moyennant une somme de six cent mille francs. Notre profond respect pour ce souverain ne nous permet pas d'ajouter foi à une pareille assertion , qui n'est d'ailleurs appuyée d'aucune preuve.) — François 1<sup>er</sup> oublia que Napoléon l'avait remis ou laissé quatre fois sur le trône , à Léoben , à Lunéville , à Presbourg , à Vienne ; il oublia ses protestations d'amitié éternelle faites à Napoléon , à son bivouac , en Moravie , 1805 ; à l'époque du mariage de l'impératrice Marie-Louise , 1810 ; à l'époque de la naissance du roi de Rome , 1811 ; dans l'entrevue de Dresde , 1812. — Frédéric-Guillaume oublia qu'il était en la disposition de Napoléon , après la bataille de Friedland , 1807 , de placer sur le trône de Berlin une autre dynastie que celle des Hohenzollern ; il oublia , en présence d'un ennemi désarmé et captif , les protestations sans nombre d'attachement et de gratitude qu'il avait faites à Napoléon dans l'entrevue de Dresde , 1812..... Napoléon a manqué à Sainte-Hélène de pain , d'eau , d'air. — Par le traité du 2 août 1815 , articles 2 et 3 , l'empereur de Russie , l'empereur d'Autriche , le roi de Prusse , accèdent à tout ce qui sera résolu à l'égard de Napoléon par S. M. Britannique , qui prend sur elle de remplir toutes les obligations !

l'éon, à l'aide d'une multitude de stratagèmes politiques et à force de gloire militaire, parvint à régner sur les Français et sur les populations limitrophes, lui dont les aïeux étaient d'obscurs et pauvres plébéiens ou très-petits nobles d'une île chétive et sans passé, on ne doit plus trouver étrange cette incurable vanité que déploierent dans l'exil les héritiers ou les parents d'un monarque dépossédé. Depuis cet exemple, donné par Napoléon à Longwood, Rousseau reprocherait moins au dernier prétendant, Charles-Édouard Stuart, de n'être bon qu'à faire le métier de roi : « ... Oui, j'aime mieux cent fois le roi de Syracuse maître d'école à Corinthe, et le roi de Macédoine greffier à Rome, qu'un malheureux Tarquin ne sachant que devenir s'il ne règne pas ; que l'héritier du possesseur des trois royaumes, jouet de qui-conque ose insulter à sa misère, errant de cour en cour, cherchant partout des secours, et trouvant partout des affronts, faute de savoir faire autre chose qu'un métier qui n'est plus en son pouvoir. » (*Émile*, livre 3.)

Confus de n'être dans le donjon de Longwood qu'à peu près l'égal de ses compagnons d'infortune, Napoléon voudra du moins y reproduire le simulacre des vanités théâtrales qu'il déploya aux Tuileries : il ne cessé d'exiger les hommages rendus à sa majesté impériale et royale jusqu'au moment où il mit le pied à bord du *Bellérophon*, et l'étiquette de la cabane de Longwood parodie celle des superbes palais de France. Il n'y a sorte de rigueur, humiliation quelconque, privation même des premières nécessités de la vie, qui soient en état de rabaisser l'orgueil du monarque tombé. Le regret de sa puissance et l'inquiétude sur sa renommée absorbent toutes ses fa-

cultés, le rendent insensible à la piqure d'un remords ; jamais il ne reconnaîtrait une faute ou une erreur ; jamais il ne conviendrait d'une légère illusion de son esprit, d'une seule méprise dans ses desseins. Lisez les mémoires incohérents qu'il a dictés, et où il essaie de justifier les actes les moins susceptibles d'une interprétation favorable, comme de pallier tout ce qu'ils offrent d'odieux et d'excessif ; mémoires frappés de génie, de vanité et de folies héroïques ! Vous n'y trouverez pas un sentiment en faveur de la liberté, de l'humanité ; tout pour le despotisme, tout pour la guerre ! Bonaparte s'était fait homme de l'ancien régime\*, Napoléon s'était incarné dans la royauté ; et il ne disposera pas même de ses ossements ! son cadavre ne lui appartiendra pas !

Dans cette seule mort de Napoléon on peut voir la mort et le néant de toutes les grandeurs humaines. C'est ici qu'on aperçoit combien est éphémère le succès qu'amènent l'ambition et le despotisme, quelque couverts qu'ils soient de trophées et de lauriers ; combien est superficiel le lustre donné au conquérant par la flatterie, lors même que les empereurs et les rois s'honorent de l'offrir ; combien peu tiennent les fausses louanges, quelque industrieusement qu'elles soient appliquées au despote par des flatteurs-insectes ; par un Fontanes, un François de Neufchâteau, un Lacépède ; ou par des prélats du nom de Broglie, de Boulogne, de Maury ; ou par des ex-avocats et des plébéïens devenus grands seigneurs, tels que Pastoret, Beugnot, Viennot-Vaublanc, etc. C'est à Napoléon

\* La teinte nobiliaire prise dans une école royale a perdu Bonaparte. Né dans une condition obscure et pauvre et élevé en gentilhomme, Napoléon s'est imbu du préjugé de la noblesse, et ce préjugé l'a égaré dès l'instant où il est arrivé au pouvoir.

que peuvent s'appliquer admirablement ces paroles de Bossuet : « Voyez dans une seule vie toutes les « extrémités des choses humaines, la félicité sans « bornes ainsi que les misères ; la possession d'une « des plus belles couronnes de l'univers ; tout ce que « peuvent donner de plus glorieux la victoire et la « grandeur accumulées sur une tête, qui ensuite est « exposée à tous les outrages de la fortune. » ..... Et quelle immense distance entre les grandeurs et les misères essayées par Louis XIV, qui est devenu l'époux de la veuve d'un cul-de-jatte, poète burlesque, et les misères et les grandeurs subies par Napoléon, qui a épousé la fille des Césars!!!

Napoléon meurt ; il laisse après lui les plus funestes leçons et les plus terribles exemples. La nouvelle de sa mort est portée en Europe sur l'aile des vents, et les rois de l'Europe cessent de trembler ; mais l'homme dont le nom seul leur causera d'éternelles craintes a rendu le métier de roi plus difficile qu'il ne le fut jamais. Ce météore a brûlé le despotisme comme la liberté. Heureusement pour les peuples, la liberté constitutionnelle renaît de ses cendres, la liberté est immortelle dans le cœur de l'homme.

L'univers s'entretiendra jusqu'à la fin des siècles de cet homme si prodigieusement extraordinaire, qui frappa ses contemporains d'étonnement, d'admiration, d'idolâtrie ; qui ne connut ni la mesure des choses possibles ni celle des prospérités humaines ; qui donna plus de trônes que le sénat de Rome, et ne sut pas consolider le trône sur lequel il s'était si miraculeusement élevé ; qui se refusa à tous les conseils de la raison, de la sagesse, de la prudence ; qui se méprit et s'abusa sur la gloire, dont il était idolâtre, et sur le caractère des ennemis, dont il ne sut pas évaluer

les vastes ressources, l'infatigable longanimité\*, ni même la lâcheté et les perfidies; qui, subjuguant tant de pays, ne fit à aucun autant de mal qu'au sien; qui mit la liberté dans les fers et la tyrannie sur un trône tout de gloire; conquérant dont l'héroïsme fut un excès continu, et dont la fortune ne fut qu'un fantôme; monarque qui fit de bonnes, de grandes, de sublimes actions\*\*, et qui commit des erreurs, des fautes, des crimes injustifiables; homme enfin qui,

\* Une de ses idées fixes était le renversement de l'Angleterre; mais il ne connut pas la force de ce gouvernement, fondé sur la véritable liberté politique, et soutenu par l'opinion nationale. Il l'attaqua mal. Le gouvernement anglais fut ébranlé jusque dans ses fondements; mais l'esprit national y vint à son secours, et l'Angleterre fut sauvée.

\*\* Nous avons signalé sans nul ménagement l'ambition et le despotisme de Napoléon, despotisme et ambition si funestes à la France et à l'Europe; nous avons montré les illusions et les déplorables résultats de cette gloire militaire dont il couvrit le drapeau national, gloire militaire qui ne sera jamais surpassée ni égalée par aucun roi, par aucun peuple. Nous dirons avec la même justice historique que les Français ne prononceront jamais le nom de Napoléon sans se rappeler ce que lui doivent la jurisprudence, l'agriculture, l'industrie, les sciences, les arts, l'honneur national. Le code civil est un immense bienfait accordé à la France, quelques améliorations qu'on puisse y désirer. Le concordat de 1801 (quoique l'une des plus grandes erreurs politiques que pût commettre le chef du gouvernement) établit le droit de souveraineté des états et leur indépendance de toute autorité sur la terre. Ce concordat pose avec sagesse, avec force, les limites dans lesquelles doit être renfermée et contenue l'autorité spirituelle, qui n'a et ne saurait avoir aucun droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des états. Cette foule de monuments élevés à Paris, dans l'intérieur de la France, dans les pays conquis; les établissements de toute nature répandus dans l'empire; les ports, les canaux, les routes, les quais, les ponts, les halles, les défrichements, les dessèchements de marais; en un mot, toutes les créations ou toutes les grandes améliorations opérées par Napoléon en faveur de la prospérité nationale, éterniseront en France la mémoire de cet homme, que l'on pourrait presque appeler surhumain.

après avoir voulu tout forcer, tout outrer, le temps et la nature, est allé déposer sur un rocher du grand Océan une renommée impérissable et des titres méconnus d'une grandeur captive et insultée; s'étant réduit lui-même, et lui tout seul, par sa reddition aux Anglais (V. 15 juillet 1815\*), à languir et mourir ainsi que le plus vulgaire des agonisants, au lieu de terminer sa carrière tel qu'un soldat qui, jeune encore, avait cueilli toutes les palmes de la victoire. Il semblerait presque qu'il n'ait voulu passer à la posté-

\*Napoléon se conduisit comme un enfant dans une circonstance si éminemment décisive pour lui. Deux frégates étaient prêtes à l'île d'Aix pour l'emmener; il perdit du temps à Rochefort (comme à l'Elysée-Bourbon), attendant des lettres de l'autre côté de la Loire. Cinq à six jours s'écoulèrent ainsi. Au bout de ce temps, le vaisseau anglais le *Bellérophon*, capitaine Maitland, arriva devant l'île d'Aix. La sortie de Napoléon devenait difficile, mais n'était pas impossible. Le vaisseau anglais était mouillé dans le pertuis d'Antioche, et empêchait la sortie de la frégate française; mais aucun gros bâtiment de guerre ne peut entrer dans le pertuis Maumusson, ni même bloquer strictement ce pertuis, par où l'on peut, comme par le pertuis d'Antioche, sortir de la grande rade de l'île d'Aix: ainsi le *Bellérophon* ne pouvait empêcher Napoléon de gagner au large. Les jeunes officiers de la marine, en grand nombre, offrirent de faire le service de matelots, et d'armer deux bâtiments pontés et légers; ils répondaient du succès. Madame Bertrand, née Dillon, détourna Napoléon d'accepter les offres de ces officiers, en lui représentant vivement qu'un empereur ne pouvait ni ne devait s'en aller comme un fugitif. Un capitaine danois jura sur sa tête de sortir l'empereur, de le mettre en pleine mer: il exigeait seulement que le fugitif fût soigneusement caché pour le départ. Ce capitaine eut audience de Napoléon; il le persuada. Madame Bertrand fit changer Napoléon de sentiment. Ah! l'empereur caché dans un tonneau! cela peut-il se penser? Napoléon résista tant qu'il put, mais finit par céder aux représentations de madame Bertrand, qui le décida à aller à bord du vaisseau anglais le *Bellérophon*. Au reste, le capitaine Maitland se conduisit en brave et galant homme, et reçut Napoléon sur la foi du traité: le loyal capitaine croyait à la foi des traités. — Nous croyons pouvoir garantir l'exactitude des détails ci-dessus, d'après les sources où nous les avons puisés.



rité que comme une des grandes catastrophes, une des grandes époques du globe, et qu'ambitieux de tous les genres de gloire, il ait surtout aspiré à la célébrité d'un immense revers, d'un revers définitif.

- Et comme notre esprit jusqu'au dernier soupir
- Toujours vers quelque objet pousse quelque désir,
- Il se ramène en soi, n'ayant plus où se prendre,
- Et, monté sur le faite, il aspire à descendre. •

(*Anna.*)

Le grand Corneille avait-il deviné l'âme de Napoléon?

Napoléon a dit, dans les cent jours : « Après tout, « que risqué-je dans la situation où m'ont placé les « événements? Qu'ai-je à perdre, personnellement, « dans tout ceci? la vie? Que m'importe! mon nom « vivra aussi long-temps que celui de Dieu. » (Nous tenons ces paroles d'un témoin auriculaire, digne de foi.)

Le nom de Napoléon remplit l'univers; il subsistera lorsque le nom de Paris, celui même de France, se seront engloutis dans l'abyme des siècles. Le grand nom de Napoléon ne périra qu'avec le monde.

12. — Au congrès de Laybach, une déclaration est publiée au nom des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, au moment où les membres du congrès se séparent. Dans cette déclaration, comme dans toutes celles que les souverains alliés ont émises depuis 1813, et qu'ils émettront jusqu'en 1824, il n'est question que de leurs efforts constants pour assurer la liberté des peuples, et de leur respect pour l'indépendance des états : il n'ont en vue que « de protéger le libre exercice de « l'autorité légitime, et de l'aider à préparer sous cet

« égide les bienfaits qui doivent effacer les traces de si « grands malheurs. » La religion et la philosophie n'émerirent jamais de plus bienfaisants, de plus nobles principes ! Mais les cabinets alliés, tout en professant ces principes, établissent partout le despotisme, détruisent les libertés constitutionnelles, s'immiscent de gré ou de force dans l'administration intérieure des états, attentent directement à leur indépendance, ravagent leurs territoires et épuisent leurs ressources intérieures. Voilà la Sainte-Alliance !

13. — L'empereur Alexandre quitte Laybach pour se rendre à Varsovie. Après avoir manifesté des intentions libérales, après s'être annoncé fastueusement comme le libérateur des peuples et l'ami des institutions constitutionnelles (1813 et 1814), l'autocrate russe a repris le caractère de despotisme inhérent au cabinet de Saint-Pétersbourg ; il se fait le champion du pouvoir absolu, et se déclare le don Quichotte du despotisme pur et simple. Dictateur de l'Europe continentale, sous le nom de chef de la Sainte-Alliance, Alexandre perd tous ses droits à la confiance et à l'amour des peuples ; droits qu'il avait usurpés, en manifestant avec tant d'éclat, en 1814, les sentiments les plus généreux et les doctrines les plus philanthropiques.

14. — Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, fait son entrée dans Naples à la suite des bataillons autrichiens.... Aucun des monarques réintégrés ne rentre dans sa capitale à la tête de ses troupes ; aucun n'a couru les risques d'une bataille, d'un combat.

19. — Camille-Jordan, membre de la chambre des députés, meurt à peine âgé de cinquante ans. Sa mort ayant été annoncée, le jour même, à la chambre des

députés, un morne silence règne dans toute la salle. C'était un bon Français, un excellent citoyen, un orateur probe et éloquent. Sa perte est vivement sentie par tous les hommes de bien, par tous les amis de la patrie et de la liberté constitutionnelle.

21. — L'empereur d'Autriche quitte Laybach pour se rendre au château de Schœnbrunn. Ses armées ont conquis le royaume de Naples, au bout de quelques jours de marche : tant les mesures diplomatiques et les intrigues de toute espèce pratiquées à Naples ont favorisé la tactique militaire du général autrichien Frimont.

23. — Le comte Corvetto, ancien ministre des finances, ministre d'état, meurt à Gênes, son pays natal, à l'âge de soixante-cinq ans. Cet étranger, démagogue forcené en 1793 et 1794, fut un des plus grands auteurs de la révolution de Gênes. Après avoir causé la ruine de sa patrie, qu'il livra au directoire de France, il abjura son républicanisme, et devint l'un des plus serviles sujets de l'empereur Napoléon, qui l'anoblit, le décora du titre de comte, et le plaça dans son conseil d'état, où Corvetto commit ou sanctionna toutes les injustices et les spoliations financières qu'il plut à l'empereur d'ordonner. Après la restauration (1814), Corvetto, parvenu au ministère des finances, laissa les grandes 'sangsucs publiques', les seigneurs de la cour et toutes les personnes en faveur, disposer du taux des emprunts; il les consentit à un prix onéreux, et d'immenses bénéfices furent accordés par lui gratuitement à une foule d'individus qui exigèrent, plutôt qu'ils ne sollicitèrent, leur quote-part dans le pillage des effets publics.

10 JUIN. — Le lieutenant-général Pozzo-di-Borgo présente les lettres de l'empereur de Russie qui l'accréditent auprès de la cour de France en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Né en Corse dans une condition plébéienne très obscure, M. Pozzo-di-Borgo a exercé, en 1791 et 1792, les fonctions de député à l'assemblée législative de France; il a passé depuis au service de Russie, dont il devient l'ambassadeur auprès de Louis XVIII. Ce Français passe pour être peu instruit en droit public; ses connaissances en tout genre sont bornées.

11. — Le lieutenant-général baron de Vincent présente les lettres de l'empereur d'Autriche qui l'accréditent auprès de la cour de France en qualité d'ambassadeur. M. de Vincent, né en Lorraine, est sujet français. Homme juste, très simple, et d'un caractère fort modéré, il est probe et instruit. M. de Vincent a constamment joui d'une bonne réputation. — Ce ne sera pas une des moindres singularités de notre temps que de voir deux individus nés Français remplir les fonctions d'ambassadeurs de puissances étrangères près la cour de France, et lui intimer par conséquent les intentions des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg.

21. — Une ordonnance du roi concernant la garde nationale de Paris, porte : A partir du premier juillet prochain, la garde nationale ne fournira que les postes des Tuileries, des chambres pendant les sessions, de l'Hôtel-de-Ville, de l'État-major général, de la Maison d'arrêt de la garde nationale. Il ne pourra être commandé chaque jour, pour les postes permanents, non compris le service près des chambres, plus de cent grenadiers ou chasseurs, et plus de cent fusiliers.

La garde nationale de Paris ne pourra être appelée à aucun service qui ne serait pas déterminé par la présente ordonnance, si ce n'est par ordre du roi, ou, en cas d'urgence, par une réquisition du préfet de police. — Cette ordonnance abolit en quelque sorte l'institution de la garde nationale (établie par les lois de l'assemblée constituante, sanctionnée par Louis xvi); garde nationale qui a rendu de si éminents services à la patrie et au roi, en 1814 et 1815, à laquelle Louis xviii a constamment témoigné la plus haute et la plus honorable confiance. En plaçant cette garde sous les ordres de réquisition du préfet de police, l'ordonnance contrevient aux lois existantes, qui ne peuvent (d'après le texte formel de la charte) être abrogées que par une loi nouvelle, lois qui plaçaient les gardes nationales sous la réquisition du pouvoir municipal. Cette force armée, composée des plus notables citoyens, des individus les plus recommandables de Paris, a acquis des droits éternels à l'estime et à la reconnaissance nationales. Nous mentionnerons, au sujet de l'institution des gardes nationales, les observations de l'un des plus grands hommes d'état de notre époque. Le modeste et sage Jefferson fait dépendre la durée de l'indépendance et de la prospérité de son pays de l'institution de la garde nationale. « Non, » dit-il au congrès, en 1801, nous ne pouvons pas « aujourd'hui, ni dans aucune session, nous séparer « que nous ne puissions dire que nous avons fait pour « l'organisation des gardes nationales tout ce qu'il « nous faudrait faire si l'ennemi était à nos portes. « Il n'est, affirme-t-il ailleurs, ni sûr, ni utile, d'avoir « en temps de paix une armée debout. » Si Jefferson s'exprime ainsi, c'est qu'il ne fut pas d'abord révolutionnaire fougueux et persécuteur des royalistes, et

qu'il n'eut pas la déplorable occasion de louer, en prose et en vers, le destructeur des libertés de sa patrie, comme le citoyen Viennot-Vaublanc, qui, de violent révolutionnaire à l'assemblée législative (1791), a reparu comte de l'empire et préfet impérial à Metz. Qu'on lise les déclamations de cet ex-préfet de Napoléon contre l'institution des gardes nationales, déclamations qu'il renouvellera après la seconde restauration (27 décembre 1815)! M. Viennot-Vaublanc dénaturera et paralysera autant qu'il dépendra de lui cette noble et belle institution des gardes nationales; et néanmoins, préfet de la Moselle, M. Viennot-Vaublanc avait porté aux nues cette institution, ainsi que le patriotisme des gardes nationales, en les excitant à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour défendre la dynastie du grand Napoléon! La proclamation officielle publiée à cet effet par M. Vaublanc, 30 mars 1814, signale l'excès de son dévouement à la cause de l'usurpateur du trône des Bourbons, de l'assassin du duc d'Enghien; ce qui n'empêchera pas le préfet de Napoléon de devenir un excellent royaliste, lorsque les alliés seront entrés à Paris. Dans les cent-jours, M. Viennot-Vaublanc implorera les bonnes grâces de Napoléon, contre la tyrannie et l'illégitimité duquel il se sera déchainé jusqu'au 20 mars 1815, en fidèle sujet de Louis XVIII; il écrira au ministre de l'intérieur, Carnot, pour rappeler ses services révolutionnaires, et protestera de ses principes en faveur de la souveraineté du peuple. Mais il ira offrir, à Gand, sa fidélité et ses services à Louis XVIII, lorsque Napoléon aura rejeté son repentir et son dévouement!

1<sup>er</sup> JUILLET. — Un rapport est fait au roi par le baron

Portal, ministre de la marine, relativement à l'exploration de la Mana dans la Guiane française, et à la possibilité de former un établissement sur cette rivière de familles de laboureurs de France. Ce rapport, qui reproduit les fausses données débitées si long-temps sur la Guiane, est loin de présenter les vues d'un homme d'état : négociant à Bordeaux pendant le cours de la révolution, M. Portal n'a aucune des connaissances administratives nécessaires au ministre d'un grand empire.

8.— Par une ordonnance du roi, le ministre des finances est autorisé à procéder à la vente avec publicité et concurrence, à la compagnie qui offrira le prix le plus élevé, des douze millions cinq cent quatorze mille deux cent vingt francs de rentes cinq pour cent consolidés appartenant au trésor royal, et provenant, savoir :

1° Reste du crédit de 16,600,000 fr. de rentes ouvert à l'exercice 1818, par les lois des 6 et 15 mai 1818, et transporté à l'exercice 1819 par la loi du 28 mai 1820. . . . . 1,674,500 fr.

2° Portion du crédit ouvert par la loi du 6 mai 1818, affectée par la convention du 9 octobre 1818 (article 5) au paiement des cent millions et rendu le 1<sup>er</sup> juin 1820, en exécution de la convention du 2 février 1819. . . 6,515,944

3° Rentes achetées sur la place en 1818. . . . . 2,929,008

4° Un tiers du crédit de 3,884,328 f. de rentes affecté au paiement des annuités par la loi du 8 mars 1821, pour acquitter les deux premiers sixièmes échéant en 1821 et 1822. . . . . 1,294,776

TOTAL. . . 12,514,220 fr.

15. — Une ordonnance du roi porte : Les conseils d'arrondissement s'assembleront le 1<sup>er</sup> août pour la première partie de leur session, qui durera dix jours. La session des conseils généraux de département s'ouvrira le dixième jour après la promulgation de la loi des finances, et durera quinze jours. Les conseils d'arrondissement reprendront leur session, pour la seconde partie, cinq jours après la clôture de celle des conseils généraux, et la termineront le cinquième. Napoléon, voulant établir le despotisme pur et simple du *bon plaisir*, a dénaturé l'institution des conseils de département, d'arrondissement et de municipalité. Les membres de ces conseils nommés par le ministre de l'intérieur et par les préfets, c'est-à-dire par le gouvernement lui-même et exclusivement, ne doivent exprimer d'autres vœux que ceux qui leur sont prescrits par l'autorité. Ainsi les conseils généraux n'indiqueront plus l'opinion nationale, c'est-à-dire les besoins ou les vœux des administrés. Ces conseils ne sont réellement que des bureaux ministériels établis dans les départements et les arrondissements du royaume.

16. — La cour des pairs prononce le jugement dans l'affaire de la conspiration du 19 août 1820. Trois des accusés sont condamnés à la peine de mort, et six à cinq ou à deux ans d'emprisonnement, et à des amendes de deux mille ou de cinq cents francs. Vingt-trois des accusés sont acquittés de l'accusation portée contre eux.

19. — Le roi d'Angleterre George IV est couronné à l'abbaye de Westminster. La cérémonie a duré depuis dix heures du matin jusqu'à une heure après midi. La moitié des pairs du royaume se sont abstenus



de paraître à cette solennité. La reine se présente, à six heures du matin, à deux portes différentes de l'abbaye; l'entrée lui en est refusée. « Lorsque la reine « s'approcha (hier) de Westminster, l'enthousiasme « des personnes qui entouraient sa voiture ne connut « plus de bornes. Nous ne nous rappelons pas avoir « jamais vu de symptômes moins équivoques de peine « et d'horreur que ceux que manifestaient des per- « sonnes des sentiments les plus opposés en voyant « leur reine traitée comme une étrangère ou une exi- « lée, par des domestiques, et pour ainsi dire dans « la salle du festin de son époux. Tous les cœurs « étaient émus de pitié et d'indignation. » (*Times*, 20 juillet.) « Quoique les individus préposés à la garde « des portes de l'abbaye eussent tous reçu l'ordre de « dire qu'ils ne connaissaient pas la reine, il est bon « d'observer que, partout où S. M. a passé dans son « carrosse de cérémonie, les gardes qui se trouvaient « sur son passage lui ont présenté les armes. (*Traveller*, 20 juillet.)

26. — Une loi relative à la censure des journaux porte : Art. 1<sup>er</sup>. La loi du 31 mars 1820, relative à la publication des journaux et écrits périodiques continuera d'avoir son effet jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra l'ouverture de la session de 1821. — 2. Les dispositions de la loi du 31 mars 1820, sauf en ce qui concerne le cautionnement, s'appliqueront à l'avenir à tous les journaux ou écrits périodiques paraissant soit à jour fixe, soit irrégulièrement ou par livraison, quels que soient leur titre et leur objet.

26. — Une loi accorde aux donataires des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, et 4<sup>e</sup> classes, une pension de 1,000 francs; à ceux de 5<sup>e</sup> classe, de 500 fr.; à ceux de 6<sup>e</sup> classe, de 250 fr.

Ces pensions se trouvent réparties, pour le montant de la pension, en sens inverse des besoins des individus, ceux présumés les plus pauvres étant les moins rétribués. Les donataires français ont tous été (sauf quelques généraux ou fonctionnaires publics dont les services ont excité la reconnaissance des puissances étrangères) entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers : le gouvernement français n'a rien exigé ou spécifié pour eux dans les traités de 1814. Les biens de l'ancien domaine extraordinaire ont été dilapidés en presque totalité.

27. — Une épidémie de fièvre miliaire se déclare dans les départements de l'Oise (Beauvais) et de Seine-et-Oise (Versailles) ; elle y répand la terreur. Une commission de médecins est envoyée par le gouvernement pour observer la maladie et déterminer un mode de traitement convenable. Elle est composée de MM. Bailly et François, anciens médecins des armées, accoutumés aux grandes épidémies, et de MM. Mazet, Pariset et Rayer. Le docteur François s'était distingué dans le traitement d'une épidémie gangréneuse des extrémités, par suite de l'usage de seigle ergoté, qui s'était montrée dans les départements de l'Isère (Grenoble) et de la Drôme (Valence), en août, septembre, octobre et novembre 1816, et en 1817. C'est un habile médecin et un homme désintéressé dans les secours qu'il prodigue à l'humanité souffrante.

31. — La session de 1820, ouverte le 19 décembre 1820, est close.

31. — Une ordonnance du roi porte A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1821, le secours accordé aux vicaires est porté

de deux cent cinquante francs à trois cents francs. Le fonds de quatre cent cinquante mille francs alloué au budget de 1821 pour secourir les anciennes religieuses, et celui de deux cent soixante mille francs pour les curés et desservants en retraite, sont augmentés d'un dixième. Cette ordonnance est de toute justice ; on doit seulement regretter que les augmentations du traitement accordé aux vicaires, curés et desservants, et aux anciennes religieuses, ne soient pas plus considérables, lorsque les hauts fonctionnaires ecclésiastiques sont si largement rétribués aux dépens de l'état, et séjournent plus long-temps à Paris que dans leurs diocèses.

7 AOÛT. — La reine d'Angleterre, Caroline-Amélie, fille de Charles-Guillaume-Ferdinand, duc de Brunswick, et de la princesse Augusta, sœur aînée de George III, née le 17 mai 1768, meurt. Elle avait épousé, le 5 avril 1795, le prince de Galles, actuellement régnant sous le nom de George IV, dont elle eut la princesse Charlotte, épouse du prince Léopold de Saxe-Cobourg. — « La feue reine a été poursuivie jusqu'à son dernier soupir par une foule d'ennemis intéressés, prêts à se porter à toutes les extrémités ; mais qui, par déférence pour les idées actuelles et les sentiments du peuple, ne pouvaient recourir aux moyens expéditifs d'écraser une victime usités dans des temps antérieurs. » (*Morning-Chronicle* du 9 août 1821.) Le *Times* et le *Statesman* ont encadré de noir non seulement toutes leurs pages, mais encore chacune de leurs colonnes. Ces feuilles, ainsi que le *Morning-Chronicle*, attribuent la mort de la reine aux chagrins violents que les ennemis de cette princesse lui ont fait éprouver. Peu de temps avant de perdre

connaissance, la reine a déclaré qu'elle était heureuse de mourir, que, du moment où elle était arrivée pour la première fois en Angleterre, ses ennemis s'étaient, par des complots et des conspirations, efforcés de la détruire; « et (a dit S. M.) ils y ont enfin réussi! » Mais je leur pardonne, je meurs en paix avec le monde entier..... » La dissolution de S. M. (dit un journal anglais) a été précédée d'une maladie si courte, qu'aux yeux du plus grand nombre elle a présenté l'aspect d'une mort subite; mais les souffrances ont été en même temps si cruelles, que cet événement n'était non moins qu'inattendu pour l'illustre malade elle-même. — « Le corps de la reine s'est décomposé si rapidement (dit le *Times*), qu'il sera nécessaire de l'enfermer le plus promptement possible dans un cercueil de plomb. » Le procès que la reine avait subi peu de temps auparavant, procès si déplorable à cause du très haut rang des parties, avait causé un scandale jusqu'alors sans exemple, et profondément affligé tous les cœurs généreux, toutes les âmes élevées.

1<sup>er</sup> SEPTEMBRE. — Madame Moreau meurt à Bordeaux. Cette créole de l'île de France a causé la perte du général son époux par l'esprit d'intrigue et de domination qu'elle n'a cessé de manifester. La faiblesse de caractère du général l'a rendue l'instrument de toutes les petites misères mises en jeu pour exciter sa jalousie contre Napoléon Bonaparte, et le porter à devenir chef de parti. Madame Moreau a été comblée de bienfaits et de grâces par l'empereur Alexandre et par Louis XVIII.

27. — Des médecins français partent de Paris pour Barcelone, capitale de la Catalogne (Espagne). Dans les premiers jours d'août dernier, la fièvre jaune s'est

manifestée chez quelques habitants de Barcelonette, faubourg de Barcelone; il paraît qu'elle y a été apportée par un brick espagnol venant de la Havane. Dès les premiers jours de septembre, le mal s'est propagé avec rapidité de Barcelonette dans la ville même de Barcelone, et le 11 au soir les autorités supérieures et la garnison ont quitté cette résidence. Un cordon est établi à une lieue de la ville, et il n'est plus permis aux habitants de franchir cette ligne. Plus de cent médecins français ont sollicité du gouvernement l'honorable et périlleuse mission de se rendre à Barcelone pour y étudier le caractère de la contagion, et proposer les mesures sanitaires qui pourront mettre un terme à ses ravages. Le gouvernement fixe d'abord son choix sur ceux qui au même dévouement joignent une expérience déjà acquise par le voyage qu'ils firent à Cadix il y a deux ans, MM. les docteurs Pariset et Mazet. Deux autres médecins qui venaient de secourir leurs soins pour combattre la fièvre épidémique du département de l'Oise (MM. Bailly, François), et M. Rochoux, leur sont adjoints (Voyez 27 juillet).

27. — Une ordonnance du roi, motivée sur les progrès de la fièvre jaune en Catalogne et dans d'autres provinces de l'Espagne, prescrit les mesures nécessaires à la conservation de la santé publique sur toute l'étendue de la frontière d'Espagne. « Il continuera, jusqu'à nouvel ordre, d'être formé sur toute la frontière d'Espagne un cordon sanitaire, lequel devra être renforcé dans les parties voisines de la contagion. Les préfets des cinq départements frontières formeront, pour l'exécution des mesures prescrites dans la présente ordonnance, et sur tous les points où ils le jugeront utile, des commissions sanitaires. » A la faveur de ce cordon

sanitaire, le gouvernement dirige une grande quantité de troupes vers les frontières des Pyrénées, et y établit une armée, dont la véritable destination est de pénétrer dans quelques mois en Espagne, pour y renverser, d'après les décisions des congrès de Laybach et de Vérone (Voyez 1823), le gouvernement constitutionnel, que le roi Ferdinand a juré de maintenir et de défendre.

9 OCTOBRE. — Les cinq médecins français choisis par le gouvernement pour étudier et combattre le caractère de la contagion (V. 27 septembre) arrivent à Barcelone,

17. — Le roi Charles-Félix monte sur le trône de Sardaigne. Il fait son entrée solennelle à Turin (V. 13 mars), après avoir fait prendre toutes les mesures de surveillance qui peuvent garantir sa personne : il est précédé de plusieurs bataillons autrichiens qui lui ont ouvert les portes de cette capitale.

19. — Une ordonnance du roi détermine la circonscription des archevêchés de Reims, de Sens et d'Avignon, et des évêchés de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon, et prescrit la publication des bulles portant institution canonique des archevêques de Reims, de Sens et d'Avignon, et des évêques de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon. — Les empiétements de la cour de Rome deviennent chaque jour plus marqués, et l'esprit ultramontain fait de funestes progrès en France.

20. — Le cardinal de Talleyrand-Périgord, archevêque de Paris, meurt. Son coadjuteur, M. de Quélen, lui succède en qualité d'archevêque de Paris. Ce prélat était d'un esprit borné et d'un caractère peu tolérant; il ne se distinguait que par sa haine contre les

principes constitutionnels, reconnus et garantis par la charte. Un cancer ou dartre vive qui dévorait son nez et une partie de son visage paraît avoir hâté la fin de ses jours ; il était , néanmoins , octogénaire.

22. — Le docteur Mazet ( Voyez 27 septembre ) , jeune et savant médecin débutant dans la carrière médicale , périt victime du fléau qu'il est venu combattre à Barcelone , foyer de la contagion. De ses trois confrères , deux sont plus ou moins violemment atteints par la fièvre jaune ; M. Rochoux quitte Barcelone. Le docteur François parvient à s'en garantir , et semble se multiplier pour donner ses soins aux nombreux pestiférés dont Barcelone est remplie ( Voyez 27 septembre , 9 octobre ) : ce médecin et son collègue Bailly avaient déjà combattu cette cruelle maladie , lors de la funeste campagne de Saint-Domingue ( Voyez 1802 et années suivantes ). Le docteur François reste chargé seul de tout le fardeau et entre autres de l'hôpital des pestiférés. Il est impossible de se faire une idée juste de l'activité , des soins et du dévouement que ce médecin déploie dans une aussi terrible conjoncture ; les Espagnols l'admirent et le bénissent ; nuit et jour il prodigue aux pestiférés tous les secours que peut comporter leur épouvantable situation ; il se montre aussi habile médecin que tendre ami de l'humanité souffrante. Le docteur Audouard , médecin militaire , envoyé par le ministre de la guerre , arrive à Barcelone avec les sœurs de Sainte-Camille. L'épidémie ayant cessé ses ravages vers la mi-novembre , les médecins français quitteront Barcelone le 20 pour rentrer dans leur patrie , où ils publieront le résultat de leur travail. Sur la demande

du ministre de l'intérieur, et sur le rapport du député Étienne, la chambre votera (Voyez 3 avril 1822) une pension viagère de deux mille francs, à titre de récompense nationale, aux docteurs Bailly, François, Pariset, Audouard. Plus tard, le roi d'Espagne décorera ces quatre médecins de l'ordre (*distinguido*) de Charles III.

5 NOVEMBRE. — L'ouverture de la session législative de 1821-1822 est faite par le roi en personne. S. M. dit : « ..... De grandes calamités affligent l'Orient. Es-  
« pérons qu'elles approchent de leur terme, et que la  
« prudence et le bon accord de toutes les puissances  
« trouveront le moyen de satisfaire à ce que la religion,  
« la politique et l'humanité peuvent justement récla-  
« mer..... Un fléau destructeur désole une partie de  
« l'Espagne : j'ai prescrit et je maintiendrai les pré-  
« cautions sévères qui défendent de la contagion nos  
« frontières de terre et de mer. Les sensibles progrès  
« de l'industrie, de l'agriculture et des arts, attestent  
« ceux du commerce..... La prospérité des finances, la  
« clarté des comptes et la fidélité aux engagements ont  
« affermi le crédit public et accru les ressources de l'é-  
« tat..... Notre heureuse situation et le retour de la  
« tranquillité intérieure..... Les lois sont respectées;  
« les dépositaires de mon pouvoir se pénètrent chaque  
« jour davantage de leur esprit..... Partout les pas-  
« sions se calment, les défiances se dissipent..... Per-  
« sévérons dans les sages mesures auxquelles il faut  
« attribuer de si heureux résultats.... » Malgré ces no-  
bles et rassurantes paroles descendues du trône, un  
nouveau ministère remplacera bientôt le ministère ac-  
tuel, et le gouvernement, de plus en plus influencé par  
les ennemis des libertés constitutionnelles et les parti-  
sans exaltés des doctrines ultramontaines, changera de



système ou plutôt de conduite dans la direction générale des affaires de l'état.

19. — Nous citerons des fragments d'une lettre du docteur François (Voyez 22 octobre), pour montrer l'héroïsme et l'humanité dont les médecins français ont fait preuve à Barcelone : « Comme nous partons de-  
 « main, la foule qui vient chercher nos consultations  
 « augmente. Nous ne quittons Barcelone qu'à la fin du  
 « danger..... On a enterré par jour cinq cents per-  
 « sonnes. Maintenant, il n'en meurt que quarante-cinq.  
 « Nous avons passé six cruelles semaines pour le corps  
 « et pour l'esprit..... Hier, nous avons donné le di-  
 « ner d'adieu à nos amis les médecins espagnols. Je  
 « crois que nous emporterons d'ici quelques bénédic-  
 « tions. Ce qui nous y fait ajouter un nouveau prix,  
 « c'est qu'elles se reportent sur notre généreuse na-  
 « tion. Nous avons fait tout ce qui a été en notre pou-  
 « voir. Notre seule arrivée a fait un grand bien, en  
 « retrempant le moral des habitants. Quand on nous  
 « a vus courir chez les pauvres aussi bien que chez  
 « les riches, quand on nous a vus toucher les malades  
 « sans craindre la contagion, les courages se sont ra-  
 « nimés, surtout à la voix des malheureux qui avaient  
 « échappé à la mort et que nous avions soignés. En-  
 « fin, mon ami, nous partons le cœur content. Avec  
 « quel plaisir nous reverrons nos femmes, nos amis,  
 « notre chère patrie!..... » On lit également, dans le  
*Moniteur*, des lettres du docteur Bailly, qui prouvent  
 que les médecins français ne sont en général étran-  
 gers à aucune des vertus du citoyen. Le docteur Bailly,  
 si justement estimé pour sa science médicale, a fait  
 preuve à Barcelone d'un dévouement et d'une bienfai-  
 sance sans bornes.

30. — Le roi, ayant refusé de recevoir la grande députation de la chambre des députés, a reçu dans son cabinet la simple députation de cette chambre, composée du président et de deux secrétaires, S. M. a dit : « Je connais l'adresse que vous me présentez....  
 « Les améliorations dont la chambre retrace le tableau déposent en faveur des actes de mon gouvernement..... Sur le trône, entouré de mon peuple, je m'indigne à la seule pensée que je puisse jamais sacrifier l'honneur de la nation et la dignité de ma couronne. J'aime à croire que la plupart de ceux qui ont voté cette adresse n'en ont pas pesé toutes les expressions. S'ils avaient eu le temps de les apprécier, ils n'eussent pas souffert une supposition que comme roi je ne dois pas caractériser, que comme père je voudrais oublier. » Le *Journal des Débats* (29 novembre) dit de l'adresse de la chambre des députés : « L'assemblée se composait de deux cent soixante-quatorze membres. On a compté cent soixante-seize boules blanches (pour), et quatre-vingt-dix-huit noires (contre), qui ont été données par le centre. La majorité s'est formée de la réunion de la droite et de la gauche. » L'adresse votée par la chambre des députés en comité secret, dans la séance du 26, dit : « Sire, vos fidèles sujets les députés des départements viennent apporter au pied du trône l'expression profonde de leur dévouement et de leur respect, heureux de pouvoir y joindre celle de la vérité, qu'un roi légitime est seul digne d'entendre.... Que la religion, que les intérêts des peuples, pèsent de tout leur poids dans la balance d'une politique généreuse, et ces malheurs (Voyez 5 novembre : De grandes calamités affligent l'Orient, etc.) trouveront leur terme..... Organes de la reconnaissance et de

« la piété filiale de vos peuples, nous ne craindrons  
« pas de diminuer une joie si pure en faisant parler  
« au pied du trône les plaintes respectueuses de l'a-  
« griculture, cette nourrice féconde de la France. Sa  
« détresse toujours croissante dans nos départements  
« de l'est, de l'ouest et du midi, accuse l'insuffisance  
« des précautions tardives opposées à la funeste in-  
« troduction des blés de l'étranger. Un intérêt non  
« moins pressant touche aux premiers besoins de vos  
« peuples. Pleins de ces sentiments généreux que V.  
« M. a su lire dans les cœurs, ils réclament les com-  
« plements de vos bienfaits; ils attendent ces institu-  
« tions nécessaires sans lesquelles la charte ne saurait  
« vivre. Ils demandent à son immortel auteur que l'en-  
« semble de nos lois soit mis en harmonie avec la loi  
« fondamentale. Alors, sire,..... les passions se cal-  
« meront d'elles-mêmes, les défiances s'évanouiront.  
« L'esprit monarchique et constitutionnel, qui est  
« l'esprit de la France, arrivera sans effort à cette  
« unité de vues que votre haute sagesse nous recom-  
« mande. Un gouvernement constant dans ses prin-  
« cipes, ferme et franc dans sa marche, assurera la  
« gloire et la stabilité de ce trône appelé si noble-  
« ment par V. M. le protecteur de toutes les libertés  
« publiques. » Le ministère sera renouvelé sous quel-  
ques jours. (Voyez 14 décembre); aucune des institu-  
tions promises ne sera établie; nos lois ne seront pas  
mises en harmonie avec la loi fondamentale de l'état;  
elle sera éludée chaque jour davantage, au moyen  
des plus captieuses interprétations. La loi des élec-  
tions et la liberté de la presse, qui ont reçu déjà de  
si graves atteintes, feront tomber le pouvoir entre  
les mains des ennemis de la charte, et les libertés  
publiques seront successivement restreintes, et violées

enfin hautement par les hommes qui ont juré de les respecter.

13 DÉCEMBRE. — Le lieutenant-général marquis Victor de Latour-Maubourg (pair) quitte le portefeuille de la guerre; il est nommé gouverneur de l'hôtel des Invalides (V. le 14).

14. — Le ministère est renouvelé. Le député de Serre est remplacé aux sceaux par le député Peyronnet, fils d'un procureur au parlement de Bordeaux, avocat de troisième classe de cette ville, procureur-général près la cour royale de Bourges, homme dépourvu de fortune, et sans réputation politique; le baron Pasquier, aux affaires étrangères, par le vicomte de Montmorency (pair); le marquis de Latour-Maubourg, à la guerre, par le maréchal (Victor-Perrin) duc de Bellune (pair); le comte Siméon, à l'intérieur, par le député Corbière; le député Portal, à la marine, par le marquis de Clermont-Tonnerre (pair), autrefois employé d'une manière secondaire auprès de la personne du roi usurpateur d'Espagne Joseph Napoléon, auquel il a montré le plus grand dévouement; il est dépourvu de talents et de connaissances politiques. Roy est remplacé aux finances par le député Villèle, petit noble de province, qui fut amené (1791) à l'Île-de-France par le contre-amiral de Saint-Félix pour y chercher fortune. M. de Villèle se fit d'abord régisseur d'habitation chez M. Désorchère, et passa, trois ans après, en la même qualité de régisseur, chez madame veuve Panon-Desbassins (Île-Bourbon), dont il épousa la fille. Nommé, en 1802, membre de l'assemblée coloniale, il déploya une activité et un zèle révolutionnaires dont les registres de l'assemblée coloniale, déposés avant 1814 au contrôle des colonies, ministère de la marine, montrent

toute l'étendue. Après la dissolution de l'assemblée coloniale prononcée par le général Decaen (nommé capitaine-général des îles de France et de Bourbon), et la prise de ces deux colonies par les Anglais, M. de Villèle revint en France, et fut nommé membre du conseil général du département de la Haute-Garonne (Toulouse). Il fut on se montra très dévoué au gouvernement impérial, et manifesta, ainsi que ses collègues, son admiration pour le despote usurpateur du trône des Bourbons. Après la restauration (1815), M. de Villèle publia un ouvrage intitulé : *Observations sur le projet de constitution, adressées à MM. les députés du département de la Haute-Garonne (Toulouse) au corps législatif*, signé Joseph de Villèle, membre du conseil général du département; imprimé chez A. D. Manavil, rue Saint-Rome, à Toulouse, 20 juin 1814. Dans cet écrit, M. de Villèle proteste contre les institutions constitutionnelles énoncées dans la proclamation royale de Saint-Ouen (V. 3 mai 1814) et la charte constitutionnelle (Voy. 4 juin 1814); il se prononce avec une vive ardeur pour l'ancien régime et contre les acquéreurs de biens nationaux; il manifeste le plus vif désir pour le rétablissement de l'ordre de choses subsistant avant 1789. Le peu d'importance qu'avait M. de Villèle à cette époque eût fait passer cet écrit sous silence; mais l'influence ministérielle qu'il exercera sur les affaires de France, dès son avènement au pouvoir, engage à mentionner les doctrines qu'il professait en 1814. A cette époque, M. de Villèle jouissait de dix à douze mille francs de rente, tant de son bien patrimonial que des biens de son épouse; il n'avait acquis aucune réputation administrative. Il a fait partie de l'opposition, à la chambre des députés, depuis 1816 jus-

qu'à ce jour. Le marquis Law-Lauriston est conservé au ministère de la maison du roi, et le duc de Richelieu à la présidence du conseil des ministres.

15. — Une ordonnance du roi nomme le comte de Serre, le marquis de Latour-Maubourg, le comte Siméon, le baron Portal, ministres d'état et membres du conseil privé.

20. — Par une ordonnance du roi, M. Delaveau, conseiller en la cour royale de Paris, est nommé préfet de police en remplacement du comte Anglès, démissionnaire. Ce dernier se retire avec une fortune considérable, et forme de magnifiques établissements à Roanne et dans la Bresse.

25. — Le comte Siméon et le sieur Roy sont élevés à la dignité de pairs du royaume.

26. — Par une ordonnance du roi, le duc de Doudeauville (pair) est nommé directeur général de l'administration des postes. C'est un homme très probe, mais entièrement imbu des doctrines de l'ancien régime; sa loyauté et son désintéressement sont généralement reconnus, et sa réputation est intacte.

La population des quatre-vingt-six départements formant le royaume de France (suivant les recensements faits en 1820, et les limites arrêtées par les traités de paix de 1814 et de 1815), s'est élevée, pendant l'année 1820, à 30,407,907 individus. Le mouvement de la population a été en 1819 de 990,023 naissances, et de 786,338 décès; excédant, 203,685 naissances. (*Moniteur*, 20 décembre 1821.)

---

## CHAPITRE IX.

—  
ANNÉE 1822.  
—

1<sup>er</sup> JANVIER. — Un complot éclate dans la garnison de Belfort. Quarante-quatre individus sont mis en accusation, comme auteurs ou complices de ce complot, tendant à changer la forme du gouvernement ; on y remarque le colonel Pailhès et plusieurs officiers de l'ancienne armée en non-activité. L'acte de mise en accusation de la cour royale de Colmar déclare absents vingt et un des accusés.

3. — L'église Sainte-Geneviève, consacrée à l'exercice du culte divin, est ouverte sous l'invocation de cette sainte, reconnue de nouveau patronne de Paris. Ce monument, qui avait été consacré à la sépulture des grands hommes, est rendu à sa première destination. Les tombeaux de Voltaire et de J.-J. Rousseau en seront enlevés.

7. — Une ordonnance du roi régularise l'administration judiciaire dans la colonie du Sénégal et dépendances. Cette ordonnance établit pour cette colonie un régime exceptionnel ; elle est contre-signée par M. de Clermont-Tonnerre, secrétaire d'état de la marine et des colonies. Ce ministre, dépourvu de talents, n'est guère connu que par les fonctions qu'il remplissait auprès de Joseph Napoléon, et par le dévouement

dont il avait fait preuve pour Napoléon et sa famille.

9. — Sont nommés ministres d'état et membres du conseil privé les ducs de Laval-Montmorency, de Doudeauville, de Narbonne-Pelet et le vicomte de Bonald. Le nombre des ministres d'états'accroît insensiblement. Ces ministres *in petto* jouissent de vingt mille francs de traitement annuel : aussi ces nominations sont-elles des sinécures accordées aux person-nages dont le monarque juge à propos de récompenser les services ou les principes. Ils n'assistent au conseil du prince que lorsqu'ils y sont appelés : ce sont les ministres-chanoines du régime représentatif.

9. — Une ordonnance spéciale nomme M. François, docteur en médecine et chevalier de la Légion-d'Honneur, officier de cet ordre, pour récompenser le dévouement dont il a fait preuve à Barcelone en se livrant avec un zèle sans bornes au traitement de la contagion qui a exercé ses ravages dans cette ville. Ce médecin s'est vu chargé seul du soin de visiter, de soulager les pestiférés, ses trois collègues ayant été attaqués plus ou moins gravement par la contagion ; mais ses forces se sont accrues avec son courage.

9. — Le vicomte de Châteaubriand est nommé à l'ambassade d'Angleterre, en remplacement du duc Decazes, qui est rappelé ; le député de Serres passe à celle des Deux-Siciles, en remplacement du duc de Narbonne-Pelet, également rappelé de la cour de Naples. Ces nominations annoncent l'instabilité du gouvernement dans son système de politique extérieure.



9. — Une ordonnance du roi, relative à la direction générale de l'administration départementale et de la police, porte : — Art. 1<sup>er</sup>. La direction générale de l'administration départementale et de la police, créée au ministère de l'intérieur par l'ordonnance du 21 février 1820, est supprimée. — 2. L'administration générale des communes est déléguée au conseiller d'état baron Capelle, qui conservera en même temps les attributions qui lui ont été données par les ordonnances des 26 février 1820 et 3 avril 1821. — 3. Le ministre de l'intérieur est autorisé à nommer auprès de lui un directeur de la police, et à lui déléguer pour cette direction la correspondance qui ne sera relative qu'à la transmission des décisions et à l'instruction des affaires. Le baron Mounier a fait preuve dans sa direction départementale et de la police de beaucoup de talents et d'activité, ainsi que d'une impartialité et d'une justice rigoureuses, mais éclairées.

10. — Madame la duchesse de Bourbon, princesse de Condé, meurt. Cette princesse était généralement aimée et estimée à Barcelone (Espagne), où elle avait résidé depuis l'époque de sa déportation jusqu'à la restauration, 1814. Elle ne quitta point la France après l'arrivée de Napoléon de l'île d'Elbe (V. 20 mars 1815), obtint de lui une audience, et en reçut une pension annuelle considérable. Madame la duchesse douairière d'Orléans fit une démarche semblable auprès de Napoléon, et obtint une pension annuelle très-forte.

16. — Une ordonnance du roi approuve le tableau de la population du royaume par département, lequel sera considéré comme seul authentique pendant cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1822. Il sera

statué ultérieurement sur l'état des villes et bourgs du royaume qui renferment une population agglomérée de quinze cents âmes et au-dessus.

*Nota.* Le relevé général de la population des quatre-vingt-six départements de la France en 1821, annexé à cette ordonnance, s'élève à 30,465,291 individus.

23 FÉVRIER. — Une ordonnance du roi appelle à l'activité quarante mille hommes sur la classe de 1821.

24. — Le général Berton, maréchal de camp, s'était fait remarquer sous le consulat et l'empire par l'ardeur de son patriotisme et l'indépendance de son caractère ; il avait montré des talents militaires et une grande bravoure, et s'était particulièrement distingué dans la guerre d'Espagne et à la bataille de Toulouse (V. 10 avril 1814). Mis hors d'activité de service après la restauration, il assiége le gouvernement de ses réclamations, et se plaint avec éclat des injustices dont il se prétend victime ; il adresse, à ce sujet, plusieurs lettres au baron Mounier, directeur général de la police et de l'administration départementale. Au lieu d'attendre, en sujet fidèle, que la justice royale fît droit à l'activité et au traitement militaire qui lui étaient dévolus, Berton a pratiqué des intelligences dans les départements de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres ; il se met à la tête de quelques officiers en retraite ou à demi-solde, lève l'étendard de la révolte, s'empare de la ville de Thouars, et marche sur Saumur avec deux ou trois cents hommes. Arrivé au pont de Thouet, il entre en pourparlers avec le maire de Saumur, et donne le temps à un détachement de l'école de monter à cheval et de défendre l'entrée de la ville. Berton se retire alors avec

sa troupe dans la direction de Doué. Il est arrêté au moyen des stratagèmes qu'un maréchal-de-logis appelé Wolfel emploie pour surprendre sa confiance. Conduit à Poitiers, il est mis en jugement devant la cour d'assises de cette ville, et condamné à mort ainsi que Caffé, ancien chirurgien-major. Le 5 octobre suivant, Berton sera exécuté à Poitiers. Cet ex-maréchal-de-camp montrera sur l'échafaud la plus grande fermeté, et mourra en criant *vive la France! vive la liberté!* Caffé se suicidera le même jour dans sa prison, à l'aide d'un bistouri. Jaglin et Saugé, complices de Berton, seront exécutés le 7 octobre à Thouars. L'échauffourée du général Berton a produit une grande agitation dans les esprits; mais la tranquillité sera promptement rétablie dans les contrées de l'ouest, qu'il a essayé de soulever contre le gouvernement du roi. Sa tentative criminelle, aussi mal conçue que mal exécutée, donnera lieu à de fortes mesures de répression de la part du gouvernement, et les ennemis de la liberté constitutionnelles s'en prévaudront pour dénoncer une foule de bons citoyens, et exercer de nombreuses persécutions individuelles.

17 MARS. — Une loi sur les journaux est adoptée :  
 — « Nul journal ou écrit périodique consacré en tout ou  
 « en partie aux nouvelles ou matières politiques, et pa-  
 « raissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par li-  
 « vraison ou irrégulièrement, ne pourra être établi et  
 « publié sans l'autorisation du roi. Cette disposition  
 « n'est pas applicable aux journaux et écrits périodiques  
 « existant le 1<sup>er</sup> janvier 1822. — Le premier exemplaire  
 « de chaque feuille ou livraison des écrits périodiques  
 « et journaux sera, à l'instant même de son tirage,  
 « remis et déposé au parquet du procureur du roi du

« lieu de l'impression. — Dans le cas où l'esprit d'un  
 « journal ou écrit périodique, résultant d'une succes-  
 « sion d'articles, serait de nature à porter atteinte à  
 « la paix publique, au respect dû à la religion de  
 « l'état ou aux autres religions légalement reconnues  
 « en France, à l'autorité du roi, à la stabilité des in-  
 « stitutions constitutionnelles, à l'inviolabilité des  
 « ventes des domaines nationaux et à la tranquille  
 « possession de ces biens, les cours royales pour-  
 « ront, en audience solennelle de deux chambres,  
 « prononcer la suspension du journal ou écrit périodi-  
 « que pendant un temps qui ne pourra excéder un  
 « mois pour la première fois, et trois mois pour la  
 « seconde. Après ces deux suspensions, en cas de  
 « nouvelle récidive, la suppression définitive pourra  
 « être ordonnée. — Si dans l'intervalle des sessions  
 « des chambres des circonstances graves rendaient  
 « momentanément insuffisantes les mesures de garantie  
 « et de répression établies, les lois des 31 mars 1820  
 « et 26 juillet 1821 pourront être remises immédia-  
 « tement en vigueur en vertu d'une ordonnance royale.  
 « — Cette disposition cessera de plein droit un mois  
 « après l'ouverture de la session des chambres, si pen-  
 « dant ce délai elle n'a pas été convertie en loi..... »

Cette loi a évidemment pour but de restreindre la presse périodique au point de l'empêcher de signaler les actes arbitraires des ministres et les violations de la charte. Les journaux dits royalistes auront peu à redouter les rigueurs de la loi ; ils jouiront même d'une sorte d'impunité dans les atteintes qu'ils se permettront contre les libertés publiques.

18. — Une ordonnance du roi porte : — Art. 1<sup>er</sup>. Les listes électorales des collèges d'arrondissement et de dé-

partement seront affichées le 3 avril prochain dans les départements qui composent la première série. — 2. Il sera procédé, pour les rectifications à intervenir pendant la publication, conformément aux articles 2 et 3 de l'ordonnance du 4 septembre 1820.

20. — Suivant une ordonnance, les dispositions actuellement en vigueur pour prévenir l'invasion des maladies contagieuses continueront d'être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Une ordonnance du roi supprime l'école d'équitation établie à Saumur. Les principes constitutionnels dont les jeunes gens de cette école sont généralement animés donnent lieu à cette suppression : elle ne sera pas effectuée.

25. — La loi rendue sur les journaux (Voyez 17 mars) a paru nécessaire pour réprimer les délits de la presse périodique ; la loi actuelle ajoute aux peines portées contre les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique. Elle les oblige d'insérer gratuitement, dans les trois jours de la réception, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique ; elle décerne l'emprisonnement et l'amende dans les cas d'outrage fait publiquement d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou qualités, soit à un ou plusieurs membres de l'une des deux chambres, soit à un fonctionnaire public, soit à un juré, soit à un témoin, etc. ; elle punit d'une amende de mille francs à six mille francs l'infidélité et la mauvaise foi dans le compte que rendent les journaux et écrits périodiques des séances des chambres et des audiences des cours et tribunaux ; elle attribue aux chambres,

sur la simple réclamation d'un de leurs membres, la faculté d'ordonner que le prévenu sera traduit à leur barre, et de le condamner, s'il y a lieu, aux peines portées par les lois; elle leur attribue, en cas de récidive, la faculté d'interdire, pour un temps limité ou pour toujours, aux propriétaires ou éditeurs du journal ou écrit périodique condamné, de rendre compte des débats législatifs ou judiciaires; elle renvoie devant la police correctionnelle, et d'office, les délits commis par la voie de la presse, et ordonne que les appels des jugemens rendus par les tribunaux correctionnels seront portés directement, sans distinction de la situation locale desdits tribunaux, aux cours royales, pour y être jugés par la première chambre civile et la chambre correctionnelle réunies, etc.

Cette loi enlève aux accusés le droit que leur donne la charte de n'être traduits que devant leurs juges naturels; elle les prive du jugement par jurés; elle multiplie les entraves apportées à la liberté de la presse, et annonce l'intention des ministres d'abolir quand ils le pourront l'article 8 de la charte. Les dispositions de cette loi semblent annoncer que les fonctionnaires publics de tous les étages redoutent encore plus la médisance que la calomnie. Les écrivains les plus recommandables seront poursuivis à raison de l'esprit des articles ou des compositions historiques qu'ils livreront à l'impression, à raison de leur *tendance* à dénigrer le gouvernement du roi. On verra conduire successivement à la prison de Sainte-Pelagie M. Jay, homme de lettres du premier ordre, couronné à l'académie, pour l'éloge de Montaigne; qui a donné à la France cette magnifique *Histoire du cardinal de Richelieu*, où le ministre-roi est jugé selon

ses œuvres ; qui a fait preuve dans tout le cours de sa carrière littéraire d'une profondeur et d'une sagesse de discussion également remarquables ; homme dont l'honorable caractère ne s'est pas démenti un moment , et dont les veilles ont été consacrées à défendre avec la même loyauté les droits du trône et les droits de la nation ; M. de Jouy , distingué comme auteur dramatique et écrivain moraliste , qui a enrichi la scène française de la tragédie de *Sylla* , de l'Opéra de *la Vestale* , etc. , etc. , etc. , et donné à notre littérature les *Ermites* , romans historiques , où les mœurs du temps sont tracées avec une vérité et une finesse de pinceau admirables ; M. Béranger , poète de l'histoire , de la patrie et des grâces , génie qui s'ignore lui-même , et qui possède à la fois le génie de Pindare , d'Anacréon , d'Horace et du bon La Fontaine ; M. Cauchois Lemaire , dont les compositions historiques et les critiques politiques assurent à la France un probe et grand écrivain ; M. Reynaud , dont les talents et le courage se sont signalés dans la *Bibliothèque historique* , la *Minerve* , etc. , recueils d'un grand prix pour l'histoire ; M. Magallon , non moins honorable par son caractère que par ses compositions : ce jeune littérateur sera traîné dans les prisons réservées aux grands criminels , enchaîné et accouplé avec des forçats atteints de maladies contagieuses.... Les écrivains seront exposés à toutes les sortes de rigueurs !

3 AVRIL. — Une loi accorde , sur les fonds généraux des pensions , une pension annuelle et viagère de deux mille francs à chacun des individus ci-après nommés : Pariset , Bailly , docteurs-médecins et membres de l'académie de médecine ; François , ancien médecin des armées ; et Audouard , médecin des hôpitaux militaires

de Paris, en récompense du dévouement dont ils ont fait preuve dans la mission qui leur avait été confiée par le gouvernement pour aller étudier la maladie qui régnait à Barcelone; une pension annuelle et viagère de deux mille francs à la veuve Mazet, dont le fils, membre de la commission envoyée à Barcelone, a péri dans cette ville, victime de son dévouement; une pension annuelle et viagère de cinq cents francs au sieur Jouarri, élève interne de l'hôpital de Perpignan, en récompense du zèle avec lequel il a secondé les membres de la commission; une pension annuelle et viagère de cinq cents francs à chacune des sœurs Joséphe Morelle et Anne Merlin, qui ont couru les mêmes dangers et montré le même dévouement, en se rendant à Barcelone pour le service des malades (V. 27 septembre, 22 octobre 1821).

3.—Une ordonnance du roi révoque l'article 2 de l'ordonnance du 31 mars 1820, relative au nombre et à la répartition des maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires. La nomination des maréchaux-de-camp au commandement des subdivisions militaires se fera dorénavant comme il était établi antérieurement à ladite ordonnance du 31 mars 1820.

21.—Le conseil de guerre séant à Tours (Indre-et-Loire) condamne à la peine de mort Sirejean, maréchal-des-logis aux chasseurs à cheval de l'Ariège, et Coudert, maréchal-des-logis aux chasseurs à cheval du Var, à cinq années de prison et deux mille francs d'amende; le premier, « accusé d'être complice d'un complot tramé à Saumur en décembre dernier, ayant pour but de détruire ou de changer le gouvernement; »



le second, « accusé de non-révélation dudit complot. » Parmi les onze accusés, huit étaient élèves à l'école royale d'instruction des troupes à cheval de Saumur. Un des accusés, Delon, est contumax.

30.—Une convention conclue entre la France et l'Espagne a pour but d'opérer le remboursement et l'extinction totale des créances des sujets français, dont le paiement est réclamé du roi d'Espagne, en vertu du premier article additionnel au traité du 20 juillet 1814. A cet effet la somme de 425,000 francs en rente, représentant un capital de 8,500,000 francs, sera prélevée par le gouvernement français sur celle qui est actuellement en dépôt entre ses mains, et qui appartient à l'Espagne, en vertu des précédentes conventions..., etc. Les créanciers n'obtiendront que difficilement et partiellement les sommes qu'ils réclament en vertu de leurs titres.

1<sup>er</sup> MAI.—La clôture de la session de 1821 est annoncée aux chambres législatives.

Le budget de l'exercice 1822 est ainsi réglé : il est ouvert au ministre des finances un crédit en rentes de 3,418,958 francs, représentant un capital numéraire de 60 millions, capital spécialement affecté au remboursement en numéraire du deuxième cinquième des reconnaissances de liquidation, évalué à pareille somme de 60 millions.

Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice de 1822, à la somme de. . . . . 228,874,039 f. )

Les dépenses gé-	}	899,345,645 f.
nérales du service,		
à la somme de. . . 670,471,606		

(Non compris les dépenses départementales.)

Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice de 1822, à la somme de. . . . . 913,327,651 f.

1<sup>er</sup> MAI. — Une ordonnance du roi autorise l'établissement de la société dite *Congrégation de l'instruction chrétienne* ; elle a pour but de fournir des maîtres aux écoles primaires des villes et des campagnes dans les départements composant l'ancienne province de Bretagne. Le brevet de capacité sera délivré à chaque frère de l'instruction chrétienne par le recteur de l'académie où ils voudront exercer, sur le vu de la lettre particulière d'obédience qui lui aura été délivrée par le supérieur général de ladite société..... Cette ordonnance tend à changer le système d'éducation publique, et à la faire tomber dans les mains des ecclésiastiques.

4. — La cour d'assises du Var (Marseille) condamne à la peine de mort Vallé, capitaine dans l'ex-garde impériale, accusé d'un complot tendant à détruire ou à changer le gouvernement du roi. Des huit complices de Vallé, six sont présents ; cinq ont été déclarés non coupables ; Salomon a été condamné à dix années d'emprisonnement. Deux autres accusés, Caron et Spinola, sont contumaces.

4. — Des troubles sérieux ont lieu à Lyon au sujet des élections, que les agents du gouvernement influencent d'une manière contraire à la charte et aux règlements. Ces troubles acquièrent, le 10, une grande gravité ; ils se prolongent pendant près de quinze jours. Les autorités prennent contre les perturbateurs de la tranquillité publique des mesures très sévères ; les

attroupements sont enfin dissipés par la gendarmerie et les troupes de ligne.

5. — Une ordonnance du roi, motivée sur les nombreux incendies qui désolent les départements de l'Oise, de la Somme et de l'Eure, tend à remédier promptement, vu l'insuffisance des mesures administratives ordinaires, aux désastres qui se succèdent dans ces contrées, désastres attribués à la malveillance. Un pouvoir spécial et discrétionnel est attribué en conséquence au lieutenant-général commandant de la 15<sup>e</sup> division militaire, qui peut disposer de toutes les troupes qui se trouvent dans l'étendue de cette division.

8. — Suivant une ordonnance du roi, la couleur bleu-de-roi restera affectée à l'uniforme des régiments d'infanterie de ligne et d'infanterie légère (Voyez 27 octobre 1820). Il y aura huit couleurs distinctives pour les régiments d'infanterie de ligne : le blanc, le cramoisi, le jonquille, le rose foncé, l'aurore, le bleu de ciel clair, le chamois, le vert clair. Ces huit couleurs seront divisées en dix-sept séries ; chaque série comprendra quatre régiments. Les boutons de l'habit seront jaunes, et porteront le numéro de chaque régiment. Les régiments d'infanterie légère auront pour couleur distinctive le jonquille. Les boutons seront en métal blanc, et porteront le numéro de chaque régiment. Le gouvernement cherche à faire disparaître jusqu'au moindre rapprochement qui pourrait rappeler d'une manière quelconque le souvenir de l'ancienne armée.

10. — L'abbé Sicard, membre de l'académie françai-

se, directeur de l'institution des sourds-muets, meurt à l'âge de quatre-vingts ans. Deux jours avant sa mort, ce respectable successeur de l'abbé de l'Épée a transmis le témoignage de sa tendre sollicitude pour ses élèves à l'abbé Gondelin, second instituteur à Bordeaux : « Mon cher confrère, prêt à mourir, je vous « lègue mes chers enfants ; je lègue leur âme à votre « religion, leur corps à vos soins, leurs facultés intellectuelles à vos lumières, à vos moyens : remplissez cette noble tâche, et je meurs tranquille. » Le respectable M. Bigot de Préameneu, membre et directeur de l'académie, et M. Lafond-Ladebat, homme aussi éclairé que bon citoyen, prononcent sur sa tombe deux discours qui les honorent, et qui retracent avec la plus grande vérité les services que le digne successeur de l'abbé de l'Épée a rendus à l'humanité.

11. — Une ordonnance du roi porte : Le baron Louis cessera dès ce jour d'être compté au nombre des ministres d'état. — Cette mesure est prise d'après un rapport du préfet de police de Paris, sur les faits qui ont troublé l'ordre le 10 de ce mois dans le huitième collège d'arrondissement de cette ville. Le baron Louis a manifesté dans ce collège électoral les opinions les plus constitutionnelles.

15. — Le traitement des préfets est ainsi fixé : le minimum est de dix-huit mille francs, le maximum de quatre-vingt mille francs (Paris). Elle fixe les frais d'administration des préfectures : le minimum est de vingt-deux mille francs, le maximum de deux cent quinze mille francs (Paris).

17. — Le duc de Richelieu, président du conseil des ministres, pair de France, membre de l'académie française, meurt à l'âge de cinquante-trois ans. C'était le dernier rejeton mâle de la famille Vignerot-Duplessis-Richelieu, si fatale à la France. Cette famille est éteinte; le nom de Richelieu sera attribué à M. de Jumilhac, qui a épousé une nièce du duc. Ce ministre, d'un esprit borné, était totalement dépourvu des connaissances de l'homme d'état : on lui attribuait une grande loyauté dans ses rapports sociaux. Naturalisé sujet russe, et employé pendant vingt-cinq années par ce gouvernement, il jouissait de la confiance de l'empereur Alexandre, qui le donna, en 1815, à Louis XVIII pour premier ministre de France. M. de Richelieu signa le traité de Paris (novembre 1815), fit preuve d'une grande animosité contre l'armée de Waterloo, et montra le plus vif acharnement contre le prince de la Moskowa (maréchal Ney). Imbu des doctrines de despotisme qui constituent le gouvernement russe, M. de Richelieu n'aimait ni la charte ni les institutions constitutionnelles. Les principes de l'ancien régime étaient pour lui des articles de foi. Néanmoins, dans les derniers temps de son ministère, il avait senti l'indispensable nécessité de gouverner dans l'intérêt général plutôt que dans l'intérêt des classes privilégiées, et d'asseoir le trône sur les libertés de la nation.

22. — Une ordonnance du roi détermine les degrés de la hiérarchie et la progression de l'avancement dans les corps de sa maison militaire. Cette ordonnance leur confère de grands avantages, et place ces corps au-dessus des troupes de ligne formant l'armée française.

29. — Deux ordonnances du roi concernant diverses institutions canoniques et brefs sont rendues. Ces sortes d'ordonnances se multiplieront de jour en jour, et accroîtront d'une manière funeste l'influence que la cour de Rome exerce déjà en France. L'abbé Frayssinous a été nommé par une bulle évêque d'Hermopolis *in partibus*.

1<sup>er</sup> JUIN. — Une ordonnance du roi confère au chef de l'Université le titre de grand-maitre. L'abbé Frayssinous, premier aumônier du roi, est nommé grand-maitre de l'Université. C'est un ecclésiastique dont les principes ne sont pas (dit-on) en harmonie avec les institutions constitutionnelles qui doivent régir la France; il passe pour être grand partisan des jésuites, qui ont déjà formé des établissements considérables dans le royaume: l'intimité qui a existé entre l'abbé Frayssinous et l'abbé Barruel, ex-jésuite, jusqu'à la mort de ce dernier, donne du poids à cette présomption.

4 — La session législative de 1822 est ouverte par le roi en personne. Le roi dit: « La nécessité de-  
« puis long-temps reconnue d'affranchir l'administra-  
« tion des finances des mesures provisoires auxquelles  
« il avait fallu recourir jusqu'ici m'a déterminé à  
« avancer cette année l'époque de votre convoca-  
« tion..... Un parfait accord a dirigé les efforts cha-  
« que jour concertés entre mes alliés et moi pour  
« mettre un terme aux calamités qui pèsent sur l'O-  
« rient et affligent l'humanité. Je conserve l'espoir  
« de voir renaître la tranquillité dans ces contrées,  
« sans qu'une nouvelle guerre vienne accroître leurs  
« maux..... J'ai maintenu les précautions qui ont  
« éloigné de nos frontières la contagion qui a ravagé

« une partie de l'Espagne ; la saison actuelle ne permet pas de les négliger , et je les maintiendrai aussi long-temps que la sûreté du pays l'exigera : la malveillance seule a pu trouver dans les mesures que j'ai prises un prétexte pour les dénaturer... Des tentatives insensées ont troublé sur quelques points la tranquillité du royaume..... Si un petit nombre d'hommes, ennemis de l'ordre, voient avec désespoir nos institutions s'affermir et prêter un nouvel appui à mon trône , mon peuple désavoue leurs projets coupables. Je ne souffrirai pas que la violence lui arrache les biens dont il jouit..... L'état réel de la dette arriérée est enfin fixé , et sera mis sous vos yeux..... » Les espérances manifestées par le roi , relativement aux calamités de la Grèce , seront complètement déçues.

9-11. — Le roi répond à la grande députation de la chambre des pairs chargée de présenter l'adresse votée par la chambre : « Je suis fort touché des sentiments que m'exprime la chambre des pairs ; j'éprouve une bien douce satisfaction de son empressement à répondre à l'appel que je lui ai fait..... C'est avec un bien véritable plaisir que j'annonce à la chambre que j'ai reçu depuis le jour de l'ouverture de la session des nouvelles qui m'annoncent que la paix ne sera point troublée en Orient ; j'éprouve une vive satisfaction à vous en donner connaissance. » Le roi répond à la grande députation de la chambre des députés : J'ai été très touché de l'empressement que les députés des départements ont mis de se rendre à mon appel..... La chambre peut compter sur la sincérité de mon gouvernement pour ce qui concerne les finances..... La paix , la paix générale , objet des vœux de Henri IV , il ne me sera peut-être

« pas donné de la voir ; mais j'ai la satisfaction d'annoncer à la chambre que les nouvelles que j'ai reçues sont très favorables au maintien de la paix dans l'Orient , et me donnent lieu d'y espérer l'entier rétablissement de la tranquillité. »

10.—Une ordonnance du roi est rendue sur la déclaration, en date du 6 mai 1822, du comte Belliard, et sur celle du maréchal duc d'Albuféra (Suchet), du 6 décembre 1821, d'où il résulte qu'ils n'ont ni siégé ni voulu siéger dans la soi-disant chambre des pairs formée et convoquée par Napoléon Bonaparte. L'exception portée dans l'article 2 de l'ordonnance du 24 juillet 1825, en faveur des membres de la chambre des pairs qui n'ont ni siégé ni voulu siéger dans la soi-disant chambre des pairs, est applicable au comte Belliard et au maréchal duc d'Albuféra (Suchet).

Un réquisitoire est présenté à la cour royale de Paris par le procureur-général près ladite cour, Bellart, à l'effet d'évoquer l'affaire relative aux troubles de La Rochelle. Ce procureur-général expose que les troubles de Toulon, Béfort, Nantes, Saumur, La Rochelle, etc., proviennent de « cette débauche universelle de l'esprit, trait caractéristique de notre époque ; cette débauche à laquelle se laisse aller non pas un seul royaume, mais toute la vieille Europe ; elle fait tout le mal. Les corps humains périssent d'excès d'embonpoint. Les sociétés périssent de l'excès de civilisation ; et ce fait, je l'annonce comme pouvant seul expliquer les inconcevables agitations dont chaque jour nous rend les témoins. Ces agitations ne sont pas dirigées contre un seul trône ; elles ne le sont pas seulement contre tous les trônes... Nées de l'amour



« des changements, imprimé dans tous les esprits par  
 « des génies malfaisants, non trop cachés, qui ne  
 « s'embarrassent guère de sacrifier et des hécatombes  
 « d'hommes et une partie du monde entier....., elles  
 « marchent (ces agitations) contre tout ce qui est,  
 « contre le vieux système social, qui a bien prouvé pour  
 « sa sagesse, par sa solidité en traversant les siècles....  
 « Elles fabriquent (ces agitations) chaque jour dans  
 « leurs mauvais cerveaux des utopies nouvelles, et  
 « par des législateurs de collège, etc., etc... Une secte  
 « impie, vomie sur toutes les parties de l'Europe par  
 « l'inquiète et turbulente Italie (les carbonari), a  
 « franchi les barrières de notre France, etc. » Bel-  
 lart attribue les troubles qui ont lieu dans plusieurs  
 parties du royaume à des causes qui n'existent pas.  
 Le pathos contre-révolutionnaire de ce procureur-gé-  
 néral prouve qu'il n'a pas les premières notions d'un  
 homme d'état. Partisan exalté du pouvoir absolu et  
 des doctrines de la vieille monarchie, il ferme les  
 yeux à la lumière constitutionnelle, et son réquisi-  
 toire est le plus absurde des plaidoyers qu'on puisse  
 déclamer contre le régime représentatif, contre la  
 charte donnée par Louis xviii. On n'imaginerait  
 point jusqu'où peuvent aller le bavardage, la vanité  
 et l'ambition contre-révolutionnaire d'un avocat (qui  
 a cependant brûlé son encens aux pieds de Napoléon),  
 si le procureur-général Bellart n'eût produit ce réqui-  
 sitoire, que les ultra-royalistes appelleront un chef-  
 d'œuvre d'éloquence ! Le procureur-général demande  
 l'évocation de l'affaire de La Rochelle en disant : « La  
 « conviction que tout avait été machiné à Paris, que  
 « les ordres et les directions venaient de Paris, a pro-  
 « duit son effet légal et nécessaire, de faire que les  
 « autorités de La Rochelle ont renvoyé la procédure

« à Paris, où elle se suit exclusivement dans le moment présent. »

Au reste, les plus illustres défenseurs de la liberté constitutionnelle, MM. Lafayette, Benjamin-Constant, Kératry, Voyer d'Argenson, Lafitte, etc., ont été désignés à Saumur, à Poitiers, à Nantes, etc., comme entretenant des relations avec plusieurs des individus signalés dans les troubles qui ont eu lieu. Les ultra-royalistes ont cherché à se prévaloir de ces désignations (indiquées la plupart du temps par des espions agents provocateurs) pour attaquer les libertés nationales, et emporter des mesures restrictives de la liberté de la presse, principe vital du gouvernement représentatif.

15. — Par l'acte d'accusation dressé par le procureur-général près la cour de Rennes, Monneron-Dupin, propriétaire à Nantes, ex-capitaine de cuirassiers, et plusieurs officiers ou sous-officiers du 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, au nombre de onze, sont prévenus d'être auteurs ou complices d'un complot tendant à changer la forme du gouvernement; complot découvert à Nantes dans les premiers jours du mois de février dernier. La cour d'assises de Nantes, d'après la déclaration du chef du jury, prononce l'acquittement des prévenus (Monneron, Bonnet, Villedary, Lerat, Riboulet et Puybarreau) des diverses accusations portées contre eux. Cette affaire a produit une vive agitation dans la ville de Nantes, et les autorités ont été obligées de couvrir de toute leur protection plusieurs des témoins à charge appelés à déposer. La malveillance s'est attachée à représenter ces témoins sous un jour très défavorable; elle a osé supposer qu'ils avaient été mis en avant par le gouvernement.

20. — Les partisans de l'ancien régime et de la sainte-alliance redoublent d'intrigues et d'efforts pour renverser le gouvernement constitutionnel établi en Espagne. De grands préparatifs de guerre ont lieu en conséquence ; mais le gouvernement de Louis xviii fait démentir les bruits hostiles qui se répandent de toutes parts. Le *Moniteur* du 20 juin dira : « Le corps sanitaire exerce toujours l'imagination de nos politiques.... Ils veulent absolument y voir des projets hostiles..... Ils ne balancent plus, ils déclarent la guerre, et les voilà qui entrent en campagne..... Il n'y a rien dans tout ceci qui puisse entretenir les soupçons, etc..... » Malgré ces assurances données au public, le gouvernement prend toutes les mesures nécessaires pour envahir l'Espagne, et il envahira ce royaume dans les premiers mois de l'année suivante.

24. — Une convention de navigation et de commerce est conclue entre la France et les États-Unis d'Amérique, et ratifiée à Paris le 6 novembre suivant. — Art. 1<sup>er</sup>. Les produits naturels ou manufacturés des États-Unis importés en France sur bâtiments des États-Unis paieront un droit additionnel qui n'excédera pas vingt francs par tonneau de marchandise, en sus des droits sur les mêmes produits naturels ou manufacturés des États-Unis, quand ils sont importés par navires français. — Art. 2. Les produits naturels ou manufacturés de France importés aux États-Unis sur bâtiments français paieront un droit additionnel qui n'excédera point trois dollars, soixante-quinze centimes par tonneau de marchandise, en sus des droits payés sur les mêmes produits naturels ou manufacturés de France, quand ils sont importés par navires des États-Unis.

— L'art. 5 détermine les droits de tonnage, de phare, de pilotage, droit de port, courtage et tous autres droits, etc. — L'art. 7 établit que la présente convention temporaire aura son effet pendant deux ans, à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, et qu'elle sera maintenue, après l'expiration de ce terme, jusqu'à la conclusion d'un traité définitif, ou jusqu'à ce que l'une des parties ait déclaré à l'autre l'intention d'y renoncer.

26. — Une ordonnance du roi porte : — Vu l'interprétation donnée par le maréchal duc d'Albuféra (Suchet) et le lieutenant-général comte Belliard, pairs de France, aux motifs de leurs demandes et des ordonnances rendues en leur faveur le 10 de ce mois; Attendu que lesdites ordonnances ne devaient avoir d'autre effet que de régler leur rang dans la chambre des pairs, et de les dispenser de l'obligation de constituer un majorat; les ordonnances du 10 juin, relatives au maréchal duc d'Albuféra et au lieutenant-général comte Belliard, pairs de France, sont et demeurent rapportées.

3 JUILLET. — Sont appelés par une ordonnance à l'activité les jeunes soldats de la classe de 1821 qui ont la taille d'un mètre sept cent six millimètres et au-dessus, lesquels seront répartis entre les corps d'artillerie, de grosse cavalerie et d'infanterie de ligne. Indépendamment des jeunes soldats ci-dessus indiqués, sont appelés à l'activité trois mille jeunes soldats pris parmi ceux ayant la taille d'un mètre cinq cent soixante-dix millimètres à un mètre six cent cinquante-deux millimètres exclusivement. La moitié de ces trois mille jeunes soldats sera dirigée sur le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie

de marine à Brest, et l'autre moitié sur le 2<sup>e</sup> régiment de la même arme à Toulon.

1<sup>er</sup> AOÛT. — Un décret du prince régent du Brésil proclame l'indépendance du Brésil (Voyez 21 septembre). Ce grand continent cesse d'être une colonie du royaume de Portugal. Le décret du prince régent du Brésil influera d'une manière favorable sur l'indépendance des colonies espagnoles dans l'Amérique méridionale. Avant peu d'années, ce vaste continent méridional se sera entièrement soustrait à l'ignoble et sanglant despotisme de l'Espagne.

6. — Le prince régent du Brésil adresse un manifeste aux gouvernements amis et aux nations étrangères. L'Angleterre approuvera les principes énoncés dans ce manifeste, principes qui exciteront le courroux et les impuissantes menaces des cabinets soumis à la sainte-alliance.

12. — Lord Castlereagh, marquis de Londonderry, ministre qui dirige depuis quinze ans la politique du cabinet britannique, meurt âgé de cinquante-quatre ans. Le *Moniteur* (15 août) dira que lord Castlereagh a été frappé d'apoplexie, et le *Moniteur* mentira sciemment : ce ministre s'est coupé la gorge avec un canif. Chargé de la haine et du mépris public, oppresseur violent de toutes les libertés nationales en Europe, aussi corrompu que corrupteur, lord Castlereagh a voulu mettre l'Angleterre à la remorque de la sainte-alliance, et a fait tous ses efforts pour établir dans sa patrie le pouvoir absolu de la couronne. Il entraînait l'Angleterre vers un abyme d'humiliations et de désastres, lorsque, reconnaissant l'impossibilité de soutenir son affreux système de politique, et rou-

gissant de son propre ouvrage, il a mis fin à ses jours ; c'est le plus grand service qu'il pût rendre à son pays , à l'humanité , à la liberté constitutionnelle. Ce personnage, dont la réputation politique est couverte d'opprobre , a laissé en mourant une fortune évaluée à soixante-douze millions de francs. On a prétendu qu'il touchait du cabinet de France une pension annuelle de quinze cent mille francs.

13. — Par un arrêt de la cour d'assises de Colmar, dans l'affaire de la conspiration de Belfort (V. 1<sup>er</sup> janvier), quatre accusés seulement ; savoir : le colonel Pailhès, Tellier, Dublard, et Guinaud, sont déclarés, par les jurés, coupables du délit de non-révélation (Tellier à l'unanimité et les trois autres à la simple majorité de sept voix contre cinq) ; ils sont condamnés à la peine de cinq ans d'emprisonnement, et à la mise sous la surveillance de la haute-police pendant le même nombre d'années.

14. — On adopte une loi relative à l'achèvement et à la construction de divers canaux dont les noms suivent : construction du canal d'Aire à la Bassée (Pas-de-Calais) ; achèvement du canal de Bourgogne ; achèvement des canaux de Nantes à Brest, d'Ille-et-Rance, et du Blavet, désignés sous le nom de canaux de Bretagne ; achèvement du canal d'Arles à Bouc (Bouches-du-Rhône) ; achèvement du canal de Nivernais ; achèvement du canal du duc de Berri ; construction du canal latéral à la Loire, de Digoin à Briare. Le gouvernement est autorisé à emprunter jusqu'à concurrence de la somme de huit cent mille francs pour les travaux de la navigation du Tarn entre Alby et Gaillac. La plupart de ces travaux seront mal dirigés, et ne recevront qu'une imparfaite exécution.

17. — Une ordonnance du roi confère le titre de comte aux sieurs Peyronnet, ministre de la justice ; Corbière, ministre de l'intérieur ; et Villèle, ministre des finances.

D'après la loi relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823, les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement, pour l'exercice de 1823, sont fixées à la somme de 228,724,260

Les dépenses générales	} 899,838,453f.
du service, à la somme	
de . . . . . 671,114,193	
	899,838,453f.

(Non compris les dépenses départementales.)

Le budget des recettes est fixé pour l'exercice de 1823, à la somme de . . 909,130,783 f.

Il est ouvert au ministre des finances un crédit additionnel de 400,000 fr. de rentes, pour compléter avec celui de deux millions ouvert par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1811 l'inscription au grand-livre des créances antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1810. L'émission des reconnaissances de liquidation, etc., est définitivement limitée, et demeure fixée à un capital de 350 millions. Il est ouvert un crédit en rentes de 1,139,653 fr., plus un crédit en rentes de 11,966,353 francs, lesdites inscriptions représentant, la première un capital de 20 millions, la seconde un capital de 210 millions ; applicables, la première au complément nécessaire au remboursement des deux premiers cinquièmes des reconnaissances de liquidation, la seconde au remboursement des trois derniers cinquièmes... Le gouffre de l'agiotage s'agrandira de plus en

plus. Les négociations d'inscriptions de rente provenant des crédits accordés donneront lieu à d'immenses bénéfices exclusivement réservés aux banquiers privilégiés, et les finances de l'état seront, pour ainsi dire, mises à la disposition du ministre chargé de ce département.

25. — La statue de Louis XIV est inaugurée sur la place des Victoires, à Paris. Le plus vil des courtisans, le maréchal duc de Lafeuillade, fit ériger à Louis XIV, après la révocation de l'édit de Nantes, une statue pédestre, sur la place des Victoires. Aux angles du piédestal étaient quatre figures en bronze, représentant des esclaves chargés de chaînes; au bas de la statue on lisait ces mots, gravés en lettres d'or : *Viro immortali*. Ce monument dont Louis XIV, dans son délire, accepta l'hommage, fut renversé en août 1792. A la seconde restauration (1815), Louis XVIII ordonna que la statue équestre de Louis XIII fût rétablie sur la place Royale, celle de Louis XV sur la place du même nom, et qu'une figure équestre de Louis XIV fût érigée sur la place des Victoires. La statue a été fondue par M. Carbonneaux. « Louis XIV « est à cheval, son coursier se cabre : le héros n'en « paraît pas effrayé. Le roi est vêtu à la romaine..... « De sa main gauche il tient la bride de son cheval, de « l'autre le bâton de commandement. » (*Moniteur*, 25 août.) Cette statue est d'un mauvais effet; Louis XIV est affublé d'une perruque, quoique vêtu à la romaine; il a l'air de prendre sa course vers les astres. Mais du moins les regards du public ne sont point affligés par ces figures d'esclaves, représentant les nations enchaînées aux pieds d'un despote qui ravala sa dignité jusqu'à devenir l'époux d'une huguenote



convertie, veuve d'un poète burlesque ; despote qui voulut être divinisé dès son vivant !

4 SEPTEMBRE. — Le comte de Villèle, ministre des finances, est nommé président du conseil des ministres.

5. — Vingt-cinq individus ont été traduits, le 20 août, devant la cour d'assises de Paris, comme prévenus d'un complot tendant à changer le gouvernement ; c'est l'affaire dite de La Rochelle, dite des carbonari (V. 10 juin). Par arrêt de la cour royale, treize des prévenus sont acquittés des accusations portées contre eux ; quatre des prévenus, Bories, Pomier, Goubin et Raouls sont condamnés à la peine de mort ; un des prévenus, Goupillon, déclaré coupable d'avoir participé au complot, est exempté de la peine de mort, comme « reconnu de l'avoir révélé à temps ; » sept des prévenus sont condamnés à plusieurs années d'emprisonnement et à diverses amendes, comme « reconnus « coupables de non-révélation. » Cette affaire a excité au plus haut point l'intérêt public. L'avocat-général Marchangy a mis le plus virulent acharnement dans ses fonctions. Le président de la cour d'assises ayant demandé à l'un des accusés (Bories), que défend l'un des premiers avocats de France et d'Europe, M. Mérilhou, « s'il a quelque chose à ajouter à sa défense, » Bories adresse, avec fermeté, aux jurés, qui vont entrer en délibération, les paroles suivantes : « Messieurs les jurés, vous avez assisté aux débats, vous « avez entendu les témoins, et sans doute c'est avec « surprise que vous avez vu s'échapper de la bouche « de M. l'avocat-général (Marchangy) cette phrase : « *Aucune puissance oratoire ne pourra l'arracher à la « vindicte publique.* Le ministère public m'a dési-

« gué comme le chef d'un complot, Eh bien ! j'accepte  
« cette qualification, pourvu que ma tête, en roulant  
« sur l'échafaud, puisse sauver celle de mes cama-  
« rades. » Jamais accusés ne furent défendus avec un  
talent, une énergie et un intérêt aussi supérieurs ;  
MM. Mérilhou, Berville, Coffinière, honorent dans  
cette affaire la profession d'avocat, et illustrent à ja-  
mais leurs noms. Mais à mesure que les défenseurs  
redoublent de talent, M. Marchangy semble redou-  
bler de sévérité dans ses conclusions. M. Marchangy  
a été un des plus zélés admirateurs de Napoléon ;  
mais il a montré depuis la restauration ( 1814 ) le plus  
passionné dévouement à la légitimité et à la maison de  
Bourbon. Son père, ouvrier vigneron du département  
de la Nièvre, et sa mère, mendiante à Nevers, où  
elle recevait de la commune le pain de l'aumône, ne  
lui avaient laissé aucune espèce de fortune ; son acti-  
vité et son zèle monarchiques, puissamment secondés  
par les royalistes purs, l'ont élevé à la haute fonction  
judiciaire qu'il exerce, fonction dans laquelle le ma-  
gistrat montre souvent tout l'amour-propre du litté-  
rateur. M. Marchangy a livré au public deux ouvra-  
ges, intitulés : *La Gaule poétique* et *Tristan le voya-  
geur* ( roman historique archiféodal ) ; ils sont re-  
marquables par leur emphase, et respirent ( surtout le  
dernier ) un grand amour pour l'ancien régime et la  
féodalité.

6.—La grande École Normale de Paris est supprimée.  
Elle sera remplacée par les écoles normales partielles  
des académies. Cette suppression annonce l'intention  
de diriger l'éducation publique d'après un système  
contraire à celui qui avait favorisé, depuis 1789, l'ac-  
croissement des lumières dans les classes moyennes.

14. — Une ordonnance du roi régularise l'emploi des crédits ouverts par la loi annuelle de finance, lesquels ne pourront être employés à aucune dépense appartenant à un autre exercice. Cette ordonnance est sage et parfaitement conforme à une bonne administration ; mais elle sera éludée dans ses dispositions principales, et les circonstances serviront continuellement de prétexte pour les dérogations que le gouvernement jugera à propos d'y apporter.

21. — Le prince régent du Brésil se proclame empereur constitutionnel du Brésil, sous le nom de don Pedro 1<sup>er</sup>. Il est reconnu en cette qualité par les autorités civiles et militaires de Rio-Janeiro (V. 1<sup>er</sup> et 6 août). Toutes les puissances de l'Europe le reconnaîtront bientôt en cette qualité, malgré la sainte-alliance, qui, depuis le suicide de lord Castlereagh, perd chaque jour de son tyrannique ascendant sur les peuples, et provoque l'animadversion générale.

22. — Une ordonnance du roi porte : — Art 1<sup>er</sup>. Les mesures sanitaires prescrites sur la frontière des Pyrénées, en vertu de l'ordonnance du 27 septembre 1821, à l'égard des provenances par terre, cesseront à dater du 1<sup>er</sup> octobre prochain. Les troupes employées au cordon sanitaire seront maintenues comme corps d'observation dans les positions qu'elles occupent.

Les sectateurs du despotisme des vieilles monarchies veulent à tout prix détruire le gouvernement constitutionnel établi en Espagne, se flattant de renverser ensuite avec plus de facilité la charte donnée par Louis xviii à la France. La guerre d'Espagne est décidée, et le cordon sanitaire formé le long des Pyrénées est officiellement changé en corps d'observa-

tion, qui ne tardera pas à devenir armée d'envahissement. Les budgets de 1822 et 1823, votés dans une seule et même année, donneront au gouvernement la facilité d'entreprendre la guerre d'Espagne, guerre non moins impolitique que funeste.

2 OCTOBRE.—Le lieutenant-colonel Caron est fusillé à Strasbourg, par jugement du premier conseil de guerre permanent de la 5<sup>e</sup> division militaire, pour crime d'embauchage; il meurt avec le plus grand courage. Le condamné s'était pourvu en cassation. M. le garde-des-sceaux a renvoyé à M<sup>e</sup> Isambert, avocat à la cour de cassation, la requête à lui adressée le 28 septembre par le condamné Caron; la cour de cassation a rejeté le pourvoi, attendu..... « qu'il n'a été transmis au greffe de la cour aucune expédition d'un pourvoi qui eût été déclaré par Caron au greffe du conseil de guerre de la 5<sup>e</sup> division militaire; que l'écrit produit pour lui par M<sup>e</sup> Isambert, dont il s'agit, n'est donc qu'un acte irrégulier, sans caractère et sans force aux yeux de la loi..... »

Caron (déjà impliqué dans la conspiration de Bèfort), Roger, ancien militaire, ont formé le projet (d'après l'acte d'accusation dressé contre eux) de séduire les sous-officiers du 46<sup>e</sup> régiment de ligne, des chasseurs de l'Allier, des chasseurs de la Charente, et de renverser le gouvernement. Ils sortent de Colmar le 2 juillet à la tête d'un escadron des chasseurs de l'Allier, et à la même heure un escadron des chasseurs de la Charente sort de Neufbrisack comme pour appuyer la rébellion. Des officiers faisant partie de ces escadrons ont en apparence adhéré au complot de Caron. Ce dernier, après avoir traversé Hastatt et Roussach au cri de *vive l'Empereur!* se

porte sur Ensisheim ; mais aux approches de ce bourg , les officiers qui se trouvent dans les deux escadrons pour suivre les mouvements de Caron se découvrent , arrêtent Caron et Roger , les garrottent et les amènent à Colmar. S'il fallait en croire plusieurs journaux , Caron et Roger auraient été pris dans le piège qui leur aurait été tendu par l'autorité ; ces journaux prétendent ( et bien à tort , nous en sommes convaincu ) que les accusés ont été livrés par les individus mêmes qui les auraient engagés à tramer ce complot. Ces assertions n'ont pas besoin d'être réfutées : si elles étaient fondées , le monstrueux régime de 1793 n'aurait rien offert de si atrocement perfide.

6.—M. de Châteaubriand est parti pour Vérone, où il déploiera toutes les ressources de son génie pour porter les souverains de la sainte-alliance à exiger de la France qu'elle porte ses armes en Espagne , afin d'y abolir le gouvernement constitutionnel établi par les cortès , et solennellement reconnu par le roi Ferdinand. Le *Moniteur*, 7 octobre, dit : « M. le vicomte de Châteaubriand est parti pour Vérone , où il ne compte se rendre que du 12 au 14 , époque à laquelle y assisteront les souverains ainsi que le ministre des affaires étrangères de France , M. le vicomte de Montmorency. »

13.—Canova meurt à Venise. Ce célèbre statuaire a souillé son nom en se faisant ( 1815 ) l'emballer des puissances qui spolièrent le Musée de Paris ; il avait voué ses talents à Napoléon , il les prostituera aux souverains alliés. Canova n'a pas imité la noble conduite de David : ce peintre , dont le nom sera immortel , s'est refusé dans son exil à tracer le portrait du duc

de Wellington ; il a dit avec autant de justesse que de patriotisme : « Je ne peins que les héros. » David a refusé de prêter son génie aux souverains étrangers ; toutes les instances faites directement par le roi de Prusse pour l'attirer à Berlin ont été inutiles : David a répondu au prince de Hatzfeldt, ambassadeur du monarque : « Le premier peintre de l'empereur Napoléon ne peut être premier peintre d'aucun souverain de l'Europe. » Quelques opinions politiques dont David ait fait profession , on doit rendre hommage à son patriotisme , à son caractère , à ses nobles procédés ; ils ne se sont pas démentis un instant. Il n'est pas inutile à la gloire de ce peintre, dont le nom est immortel, de rappeler que , la convention nationale voulant faire l'acquisition de ses deux tableaux chefs-d'œuvre, les *Horaces*, *Brutus*, David ne consentit à les vendre que sous la condition que leur prix serait consacré au soulagement des orphelins et des veuves des citoyens tués au siège de Lille !

21.— Le nouvel empereur du Brésil (don Pedro 1<sup>er</sup>) publie une proclamation dans laquelle il rappelle, avec une affectation remarquable, qu'il doit au vœu et à l'élection populaires son élévation au trône ; il dit : « Portugais ! la force est insuffisante contre la « volonté d'un peuple décidé à ne plus vivre dans « l'esclavage : l'histoire du monde a confirmé cette « vérité..... D'abord séduit par les promesses flatteuses du congrès de Lisbonne, dont la fausseté n'a pas tardé à éclater, le Brésil a été trahi ensuite dans ses droits les plus sacrés, dans ses intérêts les plus chers, et on ne lui présentait pour toute perspective qu'un nouveau système de colonisation, et un « despotisme légal mille fois plus insupportable que

« les caprices d'un seul tyran..... Le Sénor don  
 « Jean vi, mon auguste père, a été forcé de des-  
 « cendre de la haute dignité de monarque constitu-  
 « tionnel par la captivité sévère dans laquelle il est  
 « retenu, et de jouer le rôle de simple publicateur  
 « des décrets furibonds de ses vils ministres et des  
 « membres séditieux du congrès, dont les noms pas-  
 « seront, avec leurs crimes, à l'exécration de la  
 « postérité; et moi, l'héritier du trône, j'ai été mé-  
 « prisé, trompé par ceux mêmes qui auraient dû  
 « apprendre au peuple à me respecter.... Dans une  
 « situation si critique, l'héroïque nation du Brésil,  
 « après avoir épuisé toutes les voies de conciliation,  
 « a fait usage d'un droit dont personne ne peut lui  
 « disputer la possession. Le 12 de ce mois, elle m'a  
 « proclamé son empereur constitutionnel, et a dé-  
 « claré son indépendance..... » Le caractère ma-  
 nifesté et les principes proclamés par don Pedro 1<sup>er</sup>  
 annoncent que la couronne du Brésil est à jamais sé-  
 parée de celle du Portugal; ils donnent lieu de penser  
 que le nouveau monarque persévérera dans le sys-  
 tème constitutionnel, hors duquel il n'y aurait plus  
 pour lui ni gloire ni salut. La conduite suivie jus-  
 qu'à ce jour par don Pedro 1<sup>er</sup> autorise même à  
 croire que, la mort du roi de Portugal Jean vi ve-  
 nant à avoir lieu, l'empereur du Brésil, héritier de  
 droit des royaumes du Portugal et des Algarves, leur  
 donnera une constitution représentative et libérale  
 conforme aux lumières et aux besoins du siècle.

22. — Le congrès de Vérone s'ouvre. Souverains :  
 l'empereur et l'impératrice d'Autriche; le roi de Prusse;  
 l'empereur de Russie; l'archiduchesse Marie-Louise,  
 duchesse de Parme; le grand-duc et la grande-du-

chesse de Toscane. Membres du congrès : Autriche , prince de Metternich , baron de Lebzeltern , comte de Spiegel , chevalier Gentz ; France , vicomte de Montmorency , baron de Reyneval , comte de Caraman , vicomte de Châteaubriand ; Russie , comte de Nesselrode et M. Pozzo di Borgo , Tatitscheff sénateur , comte de Mocenigo , comte de Czernitscheff ; Prusse , prince de Hardenberg , comte de Bernstoff , prince de Hatzfeld ; Angleterre , lord Wellington ; Rome , le cardinal Spina ; finances , le juif Rothschild.

27. — Le prince royal de Suède et de Norwège arrive à Vérone. Il reçoit la visite des deux empereurs , des ministres et des plénipotentiaires au congrès. Il a une garde d'honneur hongroise , et le comte de Litakouski , chambellan impérial , est placé auprès de sa personne. Il partira le 1<sup>er</sup> novembre pour Eischadt , et sera de retour en Suède au commencement de décembre. Ce prince promet un grand roi.

31. — Une ordonnance du roi porte : — Article 1<sup>er</sup>. La bulle donnée à Rome , le 10 octobre 1822 , concernant la circonscription des diocèses , est reçue et sera publiée dans le royaume. — 2. En conséquence , la circonscription des métropoles (fixée à quatorze) et des diocèses (à soixante-six) demeure déterminée conformément au tableau annexé à la présente ordonnance... La cour de Rome ne perd pas une occasion de ressaisir l'influence qu'elle exerçait dans les affaires ecclésiastiques de France , avant 1789. Elle travaille de tous ses efforts à y rétablir les ordres monastiques , les congrégations , et principalement les jésuites , milice papale qui s'occupe avec la plus infatigable persévérance et la plus subtile dextérité à reproduire l'ignorance et la su-



perstitution des anciens temps, afin de replonger les peuples dans l'asservissement et de placer les rois sous la domination de l'autorité ecclésiastique.

5 NOVEMBRE. — Le sieur de Villèle, père du ministre des finances, président du conseil, meurt à Toulouse. Nous ne ferions pas mention de cet individu, dont le nom, totalement ignoré en France, était à peine connu dans le canton de sa naissance, si cette particularité n'offrait un exemple remarquable de la flatterie prodiguée aux hommes en place. Après l'énumération des « mille vertus publiques et privées, l'obligeance infatigable, la bienveillance paternelle, l'inaltérable douceur, la bonté, l'aimable simplicité des manières qui caractérisaient M. de Villèle père, » on lit dans le *Moniteur* (14 novembre); « Tout ce qui, dans ses inappréciables qualités, est compatible avec l'exercice d'un vaste pouvoir, la France l'avoit réuni dans l'éminent personnage (M. de Villèle, ministre des finances) dont le génie et les vertus sont, aux yeux du plus sage des rois, l'un des premiers gages de la félicité de ses peuples. Heureux père! en vous sentant revivre dans le cœur de ce digne fils, en voyant les nobles sentiments que vos exemples lui inspirent contribuer avec tant d'éclat à la gloire de la religion, du roi, qu'il apprit de vous à aimer et à servir, vous recûtes déjà votre récompense. Nous avons vu souvent votre front vénérable s'épanouir à l'expression des espérances que ce fils a fait naître et des bénédictions que les gens de bien appellent sur lui..... Puisse l'illustre héritier de votre nom et de vos vertus servir plus long-temps que vous de modèle à l'honneur, à la fidélité, à tous les sentiments religieux et français qui distingueront tou-

« jours sa noble famille. » Il faut renoncer désormais à louer d'Amboise, Sully, Colbert, Malesherbes, etc. , les grands ministres dont s'honore la France : que pourrait-on dire d'eux qui ne fût au-dessous des éloges décernés à un homme dont la France ne soupçonnait pas naguère l'existence ; homme dont la première éducation politique a été faite dans l'Inde, qui a passé vingt années de sa vie à régir une habitation de nègres ; homme qui, à son retour dans la mère-patrie, signalera le premier acte public de sa vie politique en publiant une protestation virulente contre la charte constitutionnelle donnée par Louis xviir, et une invocation passionnée au despotisme et aux abus de l'ancien régime.

5. — Le roi de Naples arrive à Vérone. Son ministre plénipotentiaire au congrès est le prince Ruffo. Ce nom est déplorablement signalé dans les calamités napolitaines ( V. 1799 ).

20. — Quarante mille hommes sont appelés sur la classe de 1822.

25. — Le banquier Ouvrard, qui jouera un grand rôle financier dans la guerre contre l'Espagne, guerre décidée dans ledit congrès, arrive à Vérone.

27. — Une ordonnance du roi porte : — Art. 1<sup>er</sup>. Sont appelés à l'activité tous les jeunes soldats de la classe de 1821 qui sont en ce moment disponibles dans les départements. 2. Les jeunes soldats appelés à l'activité par l'article précédent seront répartis entre les régiments de cavalerie et d'infanterie qui sont indiqués dans l'état de répartition joint à la présente ordonnance.

30. — Le vicomte de Montmorency, ministre des affaires étrangères, arrive à Paris, de retour du congrès de Vérone.

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE. — Le lendemain, le vicomte Mathieu de Montmorency, ministre des affaires étrangères, est créé duc. Ce titre est attaché à sa dignité de pair. *Nota* : l'ordonnance le qualifie *amé et féal vicomte*.

4-9. — M. Pozzo di Borgo et lord Wellington, de retour du congrès de Vérone, arrivent à Paris.

12. — La clôture des délibérations du congrès a lieu. Des fêtes somptueuses se sont succédé presque sans interruption, pendant les délibérations de cette assemblée de souverains et de ministres. Les affaires de la Grèce et celles l'Espagne ont été en apparence les principaux sujets des délibérations. Leur principal et véritable objet est de profiter des circonstances politiques où se trouve l'Europe, pour essayer de replacer les peuples sous la domination des anciens régimes. Le droit d'intervention à main armée dans les affaires intérieures d'une nation, toutes les fois que les principes politiques en vigueur dans le gouvernement de cette nation seraient susceptibles de porter atteinte au droit divin et absolu des couronnes, a été mis en avant et reconnu par les décisions du congrès. L'Angleterre n'a pas sanctionné (dit-on) ce nouveau code politique; mais la présence à Vérone de son généralissime autorise à croire que le cabinet britannique adhère tacitement aux résolutions du congrès, et ne s'opposera nullement à ce que la France soit chargée, relativement à l'Espagne, de porter la guerre dans ce royaume. Le cabinet de Saint-James paraît voir avec satisfaction les embarras de toute nature dans lesquels les prochaines hostilités en Espagne ne doivent pas manquer de

plonger la France ! En résumé, le congrès de Vérone a été l'une des plus fausses et des plus funestes mesures que pussent prendre les souverains alliés. Ce congrès sera le tombeau de la sainte-alliance.

14. — Les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse font adresser, par leurs ministres respectifs, à leurs missions près des diverses cours de l'Europe, une circulaire pour les informer des résolutions adoptées par les trois monarques réunis au congrès, ainsi que de l'ordre donné à leurs chargés d'affaires près la cour de Madrid de cesser leurs fonctions diplomatiques et de quitter Madrid. La circulaire explique les motifs sur lesquels s'appuient les trois souverains pour cesser de reconnaître le gouvernement constitutionnel établi en Espagne, ainsi que leur invariable détermination de s'opposer, de tous leurs efforts, à la continuation de cette forme de gouvernement.

28. — Le vicomte de Châteaubriand (pair) est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement du duc Mathieu de Montmorency (pair), nommé ministre d'état, et membre du conseil privé. Ce littérateur a été nommé (après la seconde restauration) ministre d'état. La publication d'un écrit intitulé *De la monarchie selon la charte*, écrit dans lequel la charte était censurée et attaquée dans plusieurs de ses articles, a entraîné sa destitution. Après avoir fait de l'opposition dans les feuilles périodiques, M. de Châteaubriand revient aux principes et au système de conduite adoptés par le gouvernement ; il se déclare l'un des plus violents adversaires du gouvernement constitutionnel établi par les cortès d'Espagne, l'un des plus chauds partisans du gouvernement absolu de Ferdinand VII, qu'il appelle gouvernement-

*modèle* ! Il prêche la guerre d'Espagne, seconde de toute son éloquence le dessein formé par la sainte-alliance, au congrès de Vérone, de remettre la péninsule espagnole sous le joug du despotisme royal et monaca

31. — L'année 1822 a été remarquable par l'agitation entretenue dans l'esprit public. Selon les journaux constitutionnels, elle aurait été excitée par les partisans de l'ancien régime, qui (d'après ces feuilles) auraient employé tous les moyens de séduction qui sont en leur pouvoir pour faire naître des conspirations, espérant trouver dans les désordres qui éclateront sur divers points du royaume des raisons suffisantes pour restreindre les libertés publiques reconnues et garanties par la charte constitutionnelle. Selon ces mêmes feuilles, les ennemis de la charte auraient suscité des agents provocateurs, et ceux-ci, après avoir fabriqué de fausses conspirations, auraient poussé des hommes mécontents de l'ordre de choses actuel vers l'insurrection contre le gouvernement légitime ! Les divers jugements rendus par les cours d'assises, pendant la présente année, ont fait justice de ces inculpations. Selon les journaux salariés par le gouvernement ou qui lui appartiennent en propre, les feuilles constitutionnelles auraient calomnié les fonctionnaires publics, et excité par leurs doctrines l'agitation des esprits. Malheureusement, l'opinion nationale n'accorde aucune confiance aux journalistes qui sont les organes du pouvoir ministériel, et révoque même en doute leurs assertions les plus positives.

Deux sessions législatives ont eu lieu et deux budgets ont été votés pendant le cours de cette année,

nonobstant le texte formel de la charte, qui ne permet qu'une session annuelle : ainsi, les années de session attribuées aux diverses séries des députés des départements auront été interverties et abrégées, et le gouvernement se trouvera affranchi, pendant plus d'une année, du contrôle ou de l'intervention des chambres législatives.

Le congrès de Vérone a reconnu, selon le bon plaisir de la sainte-alliance, le droit d'intervenir à main armée dans les affaires intérieures des gouvernements (Voy. 12 décembre). En ordonnant l'envahissement de l'Espagne, ce congrès jette le cabinet des Tuileries dans une carrière dont il sortira difficilement dès qu'il y aura fait le premier pas ; mais la sainte-alliance a formé le projet de détruire les gouvernements constitutionnels, et a chargé la France de l'exécution de ses décrets contre l'Espagne.

Les atteintes portées à la liberté de la presse par les lois relatives aux journaux ou écrits périodiques annoncent et prépareront les violations de la charte constitutionnelle qui auront lieu en 1823 et surtout en 1824.

## CHAPITRE X.

ANNÉE 1823.

8 JANVIER. — Une ordonnance du roi porte : — Art. 1<sup>er</sup>. Les cardinaux pairs du royaume prendront rang au banc des ducs. — 2. Les pairs du royaume revêtus de la dignité d'archevêque et d'évêque prendront rang au banc des comtes, et ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à ce titre, à moins qu'ils ne soient personnellement pourvus d'un titre de pairie supérieur. — 3. Des lettres patentes seront expédiées en conformité de ces dispositions. — L'introduction d'ecclésiastiques dans la première chambre législative doit procurer au clergé une influence qui ne peut que s'accroître, d'après la marche suivie par le gouvernement. Les ecclésiastiques devraient être renfermés dans les fonctions de leur saint ministère. Ce n'est pas sans danger pour l'état qu'ils sont appelés à l'exercice de la puissance législative. L'on aurait tort de citer l'exemple de l'Angleterre pour montrer que leur participation au pouvoir politique peut être utile en France, car les constitutions des deux royaumes sont essentiellement différentes. Une preuve sans réplique que l'opinion nationale n'admet pas les ecclésiastiques aux hautes fonctions politiques, c'est le résultat des élections depuis 1814 : pas un seul ecclésiastique n'a été élu membre de la chambre des députés ; l'on ne citerait pas même un seul ecclésiastique candidat dans les collèges électoraux.

9-11-13. — Des communications officielles ont lieu entre le gouvernement espagnol et les ambassadeurs d'Autriche, de Prusse et de Russie. Les ambassadeurs de ces trois puissances près la cour de Madrid sont rappelés; ils quittent cette résidence (V. 30 janvier), après avoir protesté contre le gouvernement constitutionnel, que Ferdinand VII a juré de maintenir; gouvernement reconnu en 1812, 1813, par tous les souverains de l'Europe, et reconnu de nouveau, depuis 1820, par l'Autriche, la Prusse, la Russie, la France, etc..

28. — L'ouverture de la session législative de 1822 est faite par le roi en personne..... S. M. dit: « La situation intérieure du royaume s'est améliorée.....  
 « J'ai terminé avec le saint-siège les conventions nécessaires pour la nouvelle circonscription des diocèses dont la loi autorisait le rétablissement..... J'ai pourvu, par des ordonnances, à ce qu'exigeaient l'économie dans les dépenses et l'ordre dans la comptabilité.... Toutes dépenses antérieures soldées, même celles que les préparatifs militaires ont nécessitées jusqu'ici, nous entrons dans l'exercice de 1823 avec 40 millions d'excédant sur les crédits ouverts pour cette année..... La France devait à l'Europe l'exemple d'une prospérité que les peuples ne peuvent obtenir que du retour à la religion, à la légitimité, à l'ordre, à la vraie liberté. Ce salubre exemple, elle le donne aujourd'hui..... J'ai tout tenté pour garantir la sécurité de mes peuples, et préserver l'Espagne elle-même des derniers malheurs. L'aveuglement avec lequel ont été repoussées les représentations faites à Madrid laisse peu d'espoir de conserver la paix. J'ai ordonné le rappel de mon ministre. Cent mille Français, commandés



« par un prince de ma famille, par celui que mon  
 « cœur se plaît à nommer mon fils, sont prêts à mar-  
 « cher, en invoquant le Dieu de saint Louis, pour  
 « conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Hen-  
 « ri iv, préserver ce beau royaume de sa ruine, et  
 « le réconcilier avec l'Europe. Si la guerre est inévi-  
 « table, je mettrai tous mes soins à en resserer le  
 « cercle, à en borner la durée. Elle ne sera entreprise  
 « que pour conquérir la paix, que l'état de l'Espagne  
 « rendrait impossible. Que Ferdinand vu soit libre  
 « de donner à ses peuples les institutions qu'ils ne  
 « peuvent tenir que de lui, et qui, en assurant leur  
 « repos, dissiperaient les justes inquiétudes de la  
 « France : dès ce moment les hostilités cesseroient.....  
 « J'ai dû mettre sous vos yeux l'état de nos affaires  
 « au dehors. C'était à moi de délibérer : je l'ai fait  
 « avec maturité..... » Malgré les paroles descen-  
 dues du trône, les dépenses excéderont d'une ma-  
 nière considérable les recettes en 1823 et en 1824.  
 La guerre d'Espagne aura pour résultat de répandre  
 sur ce royaume des calamités plus grandes que celles  
 qu'il éprouve depuis 1820, et d'y porter les factions  
 au dernier degré du fanatisme et de la barbarie.  
 Ferdinand vu, rendu au plein exercice de l'autorité  
 royale, ne donnera point à ses peuples les institu-  
 tions qui peuvent assurer leur repos, et le despotisme  
 monacal rendra les Espagnols plus malheureux cent  
 fois qu'ils ne le furent sous le gouvernement consti-  
 tutionnel.

28. — Sept archevêques ou évêques prennent place  
 dans la chambre des pairs, en vertu d'ordonnances du  
 roi.

30. — L'ambassadeur de France près la cour de Madrid, le comte Lagarde, est rappelé et quitte cette résidence. Il sera (12 février) élevé à la dignité de pair.

2 FÉVRIER. — Une ordonnance du roi appelle à l'activité tous les jeunes soldats disponibles de la classe de 1822, et prescrit leur répartition entre les corps indiqués dans l'état de répartition joint à cette ordonnance. Les départs de ces jeunes soldats devront être terminés le 16 mars prochain.

3 MARS. — M. Manuel, député du département de la Vendée, est expulsé de la chambre des députés pour la durée de la session de 1823. Cette décision, prise sur la proposition du député Hyde de Neuville, est adoptée par le côté droit et le centre droit de la chambre; le côté gauche refuse de voter; une dizaine de membres du côté droit votent contre la proposition. M. Manuel est membre légitime de la chambre des députés, suivant une décision prise la veille même par la majorité, qui, après vérification, a reconnu la validité de l'élection. Une phrase de cet orateur non encore achevée et qu'on ne lui permet pas de continuer et de développer, phrase que ses antagonistes parviennent à présenter comme un acte de révolte, sert de motif au jugement d'exclusion par indignité prononcé par ses collègues. Sur son refus de s'éloigner, il sera enlevé de sa place par des gendarmes (V. 4 mars)..... Ce fait ignoble et bas caractérise et met dans son vrai jour la conduite d'un ministère favorisant les passions d'une faction qui commence à détacher le masque d'hypocrisie dont jusqu'à ce jour elle s'est à demi voilée; ces insensés du royalisme trahissent enfin les indignes projets que

ne cessent de méditer des cerveaux étroits, et qu'entretiennent des âmes imprégnées du fiel le plus amer; ils craignent les talents supérieurs et l'éloquence entraînant de M. Manuel. En effet, ce député possède au plus haut degré les dons de la nature et les connaissances acquises qui font le grand orateur, l'orateur par excellence. Il s'est éminemment distingué dans une foule de discussions constitutionnelles; il a critiqué avec une science et une logique également remarquables les fausses doctrines politiques si hardiment émises par M. de Châteaubriand dans divers écrits publiés par ce célèbre écrivain. Les ultra-royalistes font tous leurs efforts pour enlever à la tribune nationale l'appui que M. Manuel y donnerait au régime constitutionnel.

Ce coup d'état législatif est un petit 31 mai (Voyez 31 mai 1793); il annonce les desseins médités par les contre-révolutionnaires contre la charte constitutionnelle; c'est une violation de la représentation nationale. La chambre des députés n'aura jamais présenté une agitation plus violente et plus extrême. M. Ravez est président..... *Le Moniteur* rend avec partialité les discussions auxquelles a donné lieu l'expulsion de M. Manuel. *Le Constitutionnel*, dans les n<sup>os</sup> 4, 5, 6 et 7 mars, produit avec exactitude tous les détails relatifs à cette affaire.

4. — La représentation nationale est violée; le vicomte de Foucault, colonel de gendarmerie, en s'adressant aux soldats qu'il commande, dit, « Enpoignez-moi M. Manuel. » Cet ordre est exécuté. Le peloton de gardes nationaux de service auprès de la chambre a refusé de mettre la main sur le représentant Manuel; les soldats-citoyens sont restés immobiles lorsque le président de la chambre leur a donné l'ordre de le

saisir. Tous les députés du côté gauche en costume suivent M. Manuel.

4. — Une déclaration est déposée le 5 mars 1823, par soixante-deux députés, sur le bureau de la chambre :

« Nous soussignés, membres de la chambre des députés des départements, déclarons que nous n'avons pu voir qu'avec une profonde douleur et une indignation qu'il est de notre devoir de manifester devant toute la France l'acte illégal, attentatoire à la charte, à la prérogative royale et à tous les principes du gouvernement représentatif, qui a porté atteinte à la représentation nationale, et violé dans la personne d'un député les garanties assurées à tous les droits des électeurs et de tous les citoyens français.

« Nous déclarons à la face de notre pays que par cet acte la chambre des députés est sortie de sa sphère légale et des limites de son mandat.

« Nous déclarons que la doctrine professée par la commission qui a proposé l'expulsion d'un de nos collègues, et d'après laquelle cette mesure a été adoptée, est une doctrine subversive de tout ordre social et de toute justice ;

« Que la confusion monstrueuse des fonctions de législateur, d'accusateur, de rapporteur, de juré et de juge, est un attentat qui n'a d'exemple que dans le procès même dont le souvenir a servi de prétexte à l'annulation des pouvoirs de M. Manuel ;

« Que les principes émis dans le rapport de cette commission sur l'autorité illimitée et rétroactive de cette chambre ne sont autres que les principes anarchiques qui, à une autre époque, ont amené d'odieus forfaits ;

« Que les forces protectrices dont la loi couvre le plus

obscur des accusés, et même l'appel nominal, qui, dans une aussi grave circonstance, pouvait seul garantir l'indépendance des votes, ont été repoussés avec une obstination passionnée et turbulente.

« Considérant la résolution prise hier 3 mars 1823 contre notre collègue comme le premier pas d'une faction pour se mettre violemment au-dessus de toutes les formes, et pour briser tous les freins que notre pacte fondamental lui avait imposés ;

« Convaincus que ce premier pas n'est que le prélude du système qui conduit la France à entreprendre une guerre injuste au dehors, pour consommer au dedans la contre-révolution et pour ouvrir notre territoire à l'occupation étrangère ;

« Ne voulant pas nous rendre complices des malheurs que cette faction peut attirer sur notre patrie :

« Nous protestons contre toutes les mesures illégales et inconstitutionnelles prises, dans ces derniers jours, pour l'exclusion de M. Manuel, député de la Vendée, et contre la violence avec laquelle il a été arraché du sein de la chambre des députés.

« Cabanon, Jobez, Latour-Dupin, Thiars, Delaborde, Kératry, Auguste Saint-Aignan, Bignon, Foy, Lafitte, Chauvelin, Labey-Pompières, Gilbert-des-Voissins, Basterrèche, Bouchard Descarnaux, d'Argenson, le général La Fayette, A. Perrier, Girardin, baron Dulimbert, Saulnier, Jouvencel, Saglio, Lecarlier, Méchin, Leseigneur, Gévaudan, Delapommeraye, Destutt-Tracy, Dupont de l'Eure, de Lavaux, Étienne, Delaroche, Delaitre, Delessert, Villemain, Pilastre, Gautret, Sébastiani, Lameth, Hernoux, Beauséjour, Audry de Puyraveau, Gérard, Kœchlin ; George La Fayette, Caumartin, Savoye Rollin, Teissère, Bonny, Trenchon, Louis de Saint-Aignan, Vernier, Rau-

lin, Lefèvre-Gineau, Gaspard Got, Casimir Perrier, Pavée de Vandœuvre, Lapoype, Demarçay, Clerc de la Salle, Nourisson. »

8. — Une convention est conclue entre le roi de Portugal (Jean VI) et Ferdinand VII, roi d'Espagne. Le gouvernement constitutionnel de Portugal manifeste les résolutions les plus vigoureuses pour soutenir le gouvernement constitutionnel d'Espagne; le ministre des affaires étrangères adresse au chargé d'affaires de Portugal à Paris une note très énergique contre le principe d'intervention à main armée consacré par le congrès de Vérone, et contre l'agression méditée et annoncée par le gouvernement français. Les cortès portugaises ont pris, dans la séance du 23 février, les mesures les plus énergiques pour soutenir l'indépendance nationale; le roi Jean VI a déclaré, de la manière la plus solennelle, son intention de maintenir les décrets rendus par les cortès. Mais le pouvoir absolu sera bientôt rétabli, comme seul pouvoir légitime, dans toute l'étendue de la monarchie portugaise; et le roi de Portugal, ainsi que celui d'Espagne, frappera d'une éternelle réprobation tous les actes du congrès national auxquels il aura donné sa sanction.

14. — L'ex-général Dumouriez meurt à Turvill-Parck (Angleterre), à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il jouissait d'une pension de douze cents livres sterling (trente mille francs) que lui avait accordée depuis très long-temps le gouvernement anglais, et d'une pension de dix mille francs que lui faisait depuis peu le duc d'Orléans, en remplacement de celle qu'il avait perdue par la mort du prince de Hesse. Dumouriez, depuis sa sortie de France, est un des hommes qui

ont fait le plus de mal à la patrie. Il sollicitait modestement (1804) de Napoléon le bâton de maréchal de l'empire, et le titre de duc de Sainte-Ménéhould et Grand-Pré. Il sollicita et fit solliciter auprès de Louis XVIII pour obtenir le bâton de maréchal de France.

15. — Le duc d'Angoulême, généralissime de l'armée des Pyrénées, part de Paris pour Bayonne.

17. — On adopte une loi relative à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour l'exercice 1823. — Art. 1<sup>er</sup>. Des crédits éventuels jusques à concurrence de cent millions sont ouverts aux ministres ordonnateurs, pour les dépenses extraordinaires et urgentes qui seraient autorisées en 1823, dans les formes prescrites par l'article 192 de la loi du 25 mars 1817, additionnellement aux crédits votés pour leur service de l'exercice 1823. — Art. 2. Sont affectés à l'acquittement de ces dépenses 1° les ressources supplémentaires du budget 1823, évaluées à. . . . . 10,287,106 f.

Et l'excédant des recettes sur les  
dépenses du budget de 1822, évalué à. . 32,658,801

TOTAL. . . . 42,945,907 f.

2° Un crédit en rente cinq pour cent consolidés, de la somme de quatre millions de francs, que le ministre des finances est autorisé à faire inscrire au grand-livre de la dette publique avec jouissance du 22 mars.

Art. 3. Il sera rendu compte, à la session de 1824, de la réalisation et de l'emploi de tout ou partie de ce crédit en rentes, dont il ne pourra être disposé que par des négociations publiques, avec concurrence, dans les formes suivies pour l'aliénation des rentes effectuée par le traité du 9 août 1821.

19. — Une ordonnance du roi porte : « Le sieur Mercier , sergent dans la quatrième légion de la garde nationale de Paris, sera rayé immédiatement des contrôles de ladite garde. » Cette ordonnance est motivée sur l'acte de désobéissance commis en activité de service par le sieur Mercier ( V. 4 mars ), dans la chambre des députés.

Une décision du roi (Louis xviii) ordonne qu'en outre du titre et des pouvoirs de général en chef de l'armée des Pyrénées , le duc d'Angoulême sera investi du titre et des pouvoirs de commandant supérieur des 10<sup>e</sup> (Toulouse) et 11<sup>e</sup> (Bordeaux) divisions militaires, et de la division des Pyrénées orientales (Perpignan); que les lieutenants-généraux commandant les divisions territoriales ci-dessus désignées seront tenus de reconnaître et d'exécuter les ordres de S. A. R., en tout ce qui se rapportera directement ou indirectement aux opérations et à l'administration des troupes de l'armée active, et à la défense des places de guerre, lesdits lieutenants-généraux ne devant conserver l'exercice distinct de leur autorité que pour le service ordinaire et intérieur et l'action de la justice militaire.

20. — Le roi d'Espagne (Ferdinand vii) quitte Madrid pour se rendre à Séville, accompagné du congrès national ( les cortès ), du conseil d'état et des tribunaux suprêmes. L'ambassadeur d'Angleterre, les ministres de Portugal et des États-Unis, suivent le roi à Séville. L'Angleterre demeure neutre (en apparence), et laisse la France absolument maîtresse de suivre une guerre qui doit l'entraîner dans des dépenses et des embarras également extrêmes.

23. — Le maréchal duc de Bellune (Victor), ministre de la guerre, est nommé major-général de l'armée des Pyrénées. Pendant l'absence de ce ministre,



le vicomte Dijon (pair), nommé ministre d'état, est chargé en cette qualité du portefeuille de la guerre.

29. — D. Augustin Iturbide, proclamé empereur du Mexique, le 19 mai 1822, abdique. Toutes ses tentatives pour se maintenir sur le trône ont été inutiles. Le 31 mars, le souverain congrès a nommé les membres composant le pouvoir exécutif (don Nicolas Bravo, don Guadalupe Vittoria, don Pedro Celestine Negrette). Iturbide invoque la générosité du congrès, qui accorde une pension considérable à l'ex-empereur, et lui impose l'obligation de se rendre en Europe. Cet aventurier tentera plus tard de ressaisir la couronne; il sera pris à son débarquement sur les côtes du Mexique, et fusillé.

30. — Le duc d'Angoulême arrive à Baïonne. Voici l'ordre du jour : « Soldats ! j'arrive parmi vous ! J'ai  
« été satisfait du bon esprit qui vous anime, de votre  
« constance à supporter les fatigues d'une longue marche pendant l'intempérie de la saison. C'est par l'éclat  
« de toutes les vertus militaires que vous manifesterez  
« bientôt votre dévouement au roi et à la patrie. Fidélité, honneur, discipline, telle sera toujours la  
« devise du drapeau blanc, sous lequel nous allons  
« combattre ! Je veillerai à tous vos besoins.

« LOUIS-ANTOINE. »

L'armée des Pyrénées-Occidentales est ainsi organisée :

Le duc d'Angoulême, général en chef ; général Guillemot, chef d'état-major ; 1<sup>re</sup> division, général Molitor ; 2<sup>e</sup>, baron de Damas ; 3<sup>e</sup>, général Bourcke ;

4<sup>e</sup>, général Obert. Division de cavalerie, général Castex; artillerie, général Tirlet; génie, général Dode.

Deuxième corps, le prince de Hohenlohe commandant en chef; deux divisions : 1<sup>re</sup>, général Canuel; 2<sup>e</sup>, général de Conchy.

Quatrième corps (armée des Pyrénées-Orientales), le maréchal duc de Conégliono (Moncey) commandant en chef; 1<sup>re</sup> division, général Curial; 2<sup>e</sup>, général Donadieu; 3<sup>e</sup>, général Pamphile-Lacroix; 1<sup>re</sup> division de cavalerie, général Roussel-d'Hurbal; 2<sup>e</sup>, général Domont; artillerie, général Berge; chef d'état-major, M. Desprez.

Réserve, composée de la garde, le maréchal duc de Reggio (Oudinot) commandant en chef: infanterie, général Bourmont; cavalerie, général Bordes-soulle.

6 AVRIL. — Madame, duchesse d'Angoulême, arrive à Bordeaux, où elle est reçue avec enthousiasme. Cette auguste princesse excite les mêmes transports de joie à Pau, Montauban, Toulouse, Montpellier, dans toutes les villes qu'elle honore de sa présence. Dans sa visite de la citadelle de Montpellier (21 avril), cette princesse fera éclater le plus grand courage : elle a désiré voir une école de mines et de sape, et juger de l'effet des mines. Avant le moment fixé pour les explosions, le général Darmagnac insistant pour que la princesse se mit dans le réduit à l'épreuve, elle lui dit : « Vous voulez, je crois, général, me donner la peur que vous n'avez pas. » Madame, duchesse d'Angoulême, prouve qu'elle réunit le courage militaire à toutes les qualités royales dont elle a donné d'éclatants témoignages depuis 1814.

7. — Le dimanche, 6 avril, après la célébration de la messe sur toute la ligne, le mouvement des troupes

commence, et le passage de la Bidassoa (rivière qui descend des Pyrénées, sépare la France de l'Espagne, et se jette dans la mer entre Andaye et Fontarabie) est effectué le lendemain 7, à Béhobie, avec une grande facilité; quelques légères escarmouches ont seulement lieu entre les Français et des piquets espagnols où se sont glissés quelques réfugiés français que des condamnations ou des poursuites judiciaires pour faits politiques ont portés à quitter et à trahir la France. Le port du Passage et Fontarabie sont occupés. Le quartier-général se porte à Irun, bourg d'Espagne, à une lieue sud de Fontarabie.

9. — L'ambassadeur de Portugal reçoit ses passeports et quitte Paris. Le Portugal a été compris dans l'anathème lancé à Vérone contre le gouvernement constitutionnel d'Espagne.

10. — Les Français commencent le siège de Saint-Sébastien, capitale de la province de Guipuscoa, sur une baie, entre deux petits bras de mer qui forment une presqu'île à l'embouchure de l'Urumea, à trois lieues ouest de Fontarabie.

14. — Le duc de Bellune (Victor), ministre de la guerre, de retour de Bayonne (V. 23 mars), arrive à Paris. Ce ministre n'a fait que paraître à l'armée pour connaître de l'effectif des subsistances. Il a donné son approbation au marché des fournitures et subsistances conclu par le chef d'état-major Guillemainot avec M. Ouvrard, nommé par le président du conseil (Villèle) munitionnaire général de l'armée d'Espagne. Ce marché et les deux marchés qui seront ultérieurement conclus avec ledit Ouvrard seront scandaleusement onéreux pour les intérêts du trésor public, et donneront lieu aux plus vives récriminations entre le ministre (duc de Bellune), le directeur général des

subsistances (Andréossy), et le munitionnaire général (Ouvrard). Des enquêtes et poursuites seront ordonnées pour connaître des auteurs de la dilapidation de fonds qui aura lieu par suite des taux excessifs auxquels les marchés auront été consentis audit Ouvrard ou à ses ayant-cause. Le munitionnaire général aura fait les plus excessifs bénéfices ; mais il prétendra que l'administration de la guerre n'avait pris aucune des mesures nécessaires pour assurer la subsistance des troupes, et que l'armée allait manquer de vivres à son départ même de Baïonne. Jamais aussi scandaleuse affaire n'aura été portée à la connaissance du public.

18.—Un engagement assez vif a lieu à Logrono, ville de la province de Burgos, sur l'Èbre, à vingt-deux lieues est de Burgos, entre l'avant-garde d'une division du premier corps (maréchal Oudinot) et la garnison de cette place. La ville de Logrono, défendue par huit ou neuf cents hommes, est emportée ; le général espagnol qui commande la place est pris avec deux cents hommes, un drapeau, des armes et des bagages.

Le quatrième corps de l'armée d'Espagne (maréchal Moncey) entre en Catalogne par le port du Perthus.

19-21.—Les Français s'emparent du port et de la citadelle de Guetaria, à quatre lieues ouest de Saint-Sébastien, province de Guipuscoa (Espagne). Deux cents hommes ont été pris avec cinq pièces de canon.

Les Français se rendent maîtres du fort Larédo, qui commande la rade de Santona ; ils commencent le siège du fort Santona, ville fortifiée et port de mer des Asturies, à sept lieues est de Santander.

La ville et la citadelle de Roses sont occupées par les troupes du quatrième corps (maréchal Moncey).

22-26. — Le premier corps (maréchal Oudinot) occupe Burgos, capitale de la province de ce nom (Vieille-Castille), à quarante lieues nord de Madrid. Le deuxième corps (général Molitor) occupe Sarraïgosse, capitale du royaume d'Aragon, sur l'Èbre, à cinquante-trois lieues ouest de Barcelone, et à soixante nord-nord-est de Madrid.

3 MAI. — La ville de Gironne, chef-lieu de la province du même nom, au confluent de l'Ombr et du Ter, à seize lieues sud de Perpignan, est occupée par le quatrième corps (maréchal Moncey), et devient le dépôt de ses approvisionnements.

5. — L'armée quitte Vitoria pour se porter sur Madrid. Le grand quartier-général et le corps de réserve marchent sur Madrid par la route de Burgos, Aranda, Buitrago et Alcovendas; le premier corps (duc de Reggio), par celle de Palencia, Valladolid, Ségovie, Guadarama et Galopayar; la division Obert, par Tudéla, Tarazona, Agrida, Almazan, Paredès, Jadraque, Guadaxara et Alcalá; le deuxième corps (général Molitor) reste sur l'Èbre pour lier ses opérations avec celles du quatrième corps (Moncey). Le duc d'Angoulême porte son quartier-général à Miranda, petite ville de la province de Burgos, sur l'Èbre, à treize lieues nord-est de Burgos, et à soixante-quatre nord de Madrid.

7. — On adopte la loi suivante : Les jeunes Français qui, par leur âge, appartiennent à la classe de 1823, et qui, aux termes de l'article 7 de la loi du 10 mars 1818, devraient être appelés en 1824, pourront l'être dans le cours de la présente année.

9. — Le duc d'Angoulême arrive à Burgos, où il établit son quartier-général.

La clôture de la session de 1823 est annoncée aux chambres législatives (V. 28 janvier).

Le budget pour l'exercice 1824 est ainsi réglé :

Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées à la

<p>somme de. . . . . 237,086,308 f.</p>	<p>} 895,862,656 f.</p>
---	-------------------------

<p>Les dépenses générales, à la somme de. 658,776,348</p>	<p>} <u>895,862,656 f.</u></p>
---	--------------------------------

895,862,656 f.

(Non compris les dépenses départementales.)

Le budget des recettes est évalué, pour l'exercice 1824, à la somme de. 896,334,190 f.

23. — L'avant-garde du corps de réserve entre à Madrid. Le duc d'Angoulême, général en chef de l'armée française, publie une proclamation datée de son grand quartier-général des Alcovendas. S. A. R. annonce aux Espagnols que le moyen qui lui paraît le plus convenable, le plus national et le plus agréable au roi, est de convoquer l'antique conseil suprême de Castille et le conseil suprême des Indes, et de leur confier le soin de désigner eux-mêmes les membres de la régence, qui sera chargée d'administrer le pays, d'organiser une armée régulière, et de concerter avec S. A. R. les moyens de consommer la délivrance du roi Ferdinand VII. Ce prince, dans toutes ses proclamations, ne fait entendre aux Espagnols que des paroles de bienveillance et de paix; toutes ses actions sont empreintes de modération et de générosité. Il ne dépendra pas du duc d'Angoulême que l'ordre et la tranquillité ne soient rétablis dans le royaume : tous ses efforts tendent vers ce noble but.

24-25. — Le duc d'Angoulême arrive à Madrid. Une régence est créée. Elle est composée du duc de l'Infantado, président; du duc de Montemar, du baron d'E-

roles, de l'évêque d'Osma et de M. Caldéron. La régence, qui prend le titre de S. A. S. la régence d'Espagne et des Indes, est reconnue par la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie, la Sardaigne, qui accréditeront près d'elle des chargés d'affaires.

27. — Une révolution éclate à Lisbonne. Les troupes se déclarent contre la constitution. L'infant don Michel est à la tête de ce mouvement. Le roi (Jean VI) désapprouve la conduite de son fils qu'il abandonne, dit-il, comme père, et saura punir comme roi, proteste de son inviolable attachement à la constitution portugaise, qu'il a volontairement acceptée, et passe aux révoltés le 30. La constitution sera abolie par décret royal, et Jean VI rentrera dans sa capitale en monarque absolu. Il adressera à l'infant don Michel les plus vifs, les plus honorables remerciements de la conduite qu'il a suivie; il décernera des honneurs à ce prince, des récompenses à ses principaux affidés; il fera éclater la plus haute indignation contre les membres du gouvernement qu'il avait revêtus de sa confiance, et qualifiera le régime représentatif, qu'il avait sanctionné et solennellement juré de défendre, de « système subversif de tout ordre social. »

1<sup>er</sup> JUIN. — Le maréchal Davoust, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmuhl (pair), meurt à l'âge de cinquante-trois ans. Il était né le 10 mai 1770. Ce maréchal a perdu la confiance et l'estime de ses anciens compagnons d'armes, et n'a acquis aucune considération dans l'opinion nationale et constitutionnelle\*.

\* Le manuscrit de l'abbé de Montgaillard indique la mort du maréchal Davoust au 8 décembre 1819 et au 1<sup>er</sup> juin 1823. Nous rectifions l'erreur et le double emploi dans lequel est tombé l'auteur, en laissant toutefois subsister les deux articles sur le maréchal, la publi-

4. — Par une ordonnance du roi, le ministre des finances est autorisé, en se conformant aux dispositions de l'article 4 de la loi du 17 août 1822, et de l'article 3 de la loi du 17 mars 1823, à procéder à la vente, avec publicité et concurrence, de 23,114,516 fr. de rentes cinq pour cent consolidés, appartenant au trésor royal, et provenant :

1° De la portion disponible du crédit de 3,884,328 fr. créé par la loi du 8 mars 1821, et affecté au paiement du premier cinquième de l'arriéré. . . 2,589,552 fr.

2° Du crédit ouvert par la loi du 1<sup>er</sup> mai 1822 pour le remboursement du deuxième cinquième de l'arriéré. . . 3,418,958

3° Du crédit accordé par la loi du 17 août 1822 pour complément des deux premiers cinquièmes de l'arriéré. . . 1,139,653

4° Du second crédit accordé par la même loi pour le remboursement des trois derniers cinquièmes de l'arriéré. . . 11,966,353

5° Du crédit ouvert par la loi du 17 mars dernier pour les dépenses extraordinaires et urgentes de l'exercice 1823. . . . . 4,000,000

Total. . . . 23,114,516 fr.

Une grande partie des capitaux provenant de la vente des rentes cinq pour cent qui aura lieu sera employée à couvrir les dépenses extraordinaires qu'occasionne la

cation du huitième volume ne nous laissant plus la liberté de supprimer l'article relatif à la mort du maréchal, indiquée à tort dans ce volume au 8 décembre 1819.

(Note de l'Éditeur.)



guerre d'Espagne; guerre qui coûtera, en dernière analyse, près de 400 millions de francs.

6. — Le lieutenant-général marquis Law-Lauriston, ministre de la maison du roi, est élevé à la dignité de maréchal de France, et nommé au commandement en chef du second corps de réserve de l'armée française en Espagne. Ce général a fait preuve de bravoure et de talents militaires sous le gouvernement impérial, et a été l'un des plus dévoués sujets de Napoléon; il n'a attaché son nom à aucune bataille, à aucun grand fait d'armes.

12. — Les cortès, réunies le 11 à Séville, ont décidé le départ de Ferdinand VII pour Cadix. Le roi refuse de s'y rendre. Un député des cortès propose la déchéance du monarque et l'établissement d'une régence provisoire, attendu que Ferdinand ne jouissait pas de ses facultés morales. Cette proposition passe à l'unanimité. On procède à la nomination de la régence provisoire; elle est composée de trois membres: Valdès, président; Ciscar et Vigodet. Le 12, le roi Ferdinand VII et les cortès partent pour Cadix (V. le 14).

13. — Le deuxième corps (général Molitor), après avoir forcé l'ennemi de lever le siège de Sagonte, entre dans la ville de Valence, capitale de la province de ce nom, à soixante-dix lieues sud-est de Madrid. Le comte Bordessoulle, commandant l'avant-garde de l'armée française, entre à Cordoue, capitale de la province du même nom, sur la rive septentrionale du Guadalquivir, à trois lieues nord-est de Séville. Tortose, située sur la rive gauche de l'Èbre (Catalogne), à trente-huit lieues sud-ouest de Barcelone, se rend aux troupes du deuxième corps (général Molitor). Le général Ballesteros se retire précipitamment. Ce général, ainsi que les généraux l'Abisbal

(O'Donnel) et Morillo (comte de Carthagène), qui commandent les trois principaux corps de l'armée espagnole, n'opposeront que des résistances partielles aux divisions françaises; leurs mouvements militaires n'annoncent pas un plan combiné et un projet de défense opiniâtre; ils feront bientôt leur traité de capitulation et de soumission aux armes de S. A. R. Monseigneur le duc d'Angoulême. Les journaux anglais de l'opposition, notamment le *Morning Chronicle*, ne rougiront pas d'avancer que Ballesteros, Morillo, l'Abisbal (O'Donnel) « ont été gagnés par l'or français; » mais de telles calomnies ne sauraient porter atteinte à l'honneur de ces braves généraux: ils se sont soumis, parce qu'ils ne pouvaient résister à la bravoure et aux talents des généraux et des soldats français; parce que la confiance que la noble et sage conduite du duc d'Angoulême inspirait à tous les Espagnols fidèles à leur roi devait faire tomber de leurs mains les armes qui leur avaient été confiées par les cortès.

14. — Le roi Ferdinand VII arrive à Cadix avec sa famille et des cortès. L'autorité constitutionnelle est rendue au roi.

21. — L'avant-garde de l'armée de réserve occupe la ville de Séville, sur la rive gauche du Guadalquivir, à cent huit lieues sud-ouest de Madrid et à dix-huit lieues nord de Cadix.

25. — M. Martignac, conseiller d'état (député), à qui les fonctions de commissaire civil auprès du duc d'Angoulême, général en chef de l'armée d'Espagne, ont été confiées le 19 mars dernier, est rappelé; il est nommé ministre d'état et membre du conseil privé. Dans une note adressée, le 29, à la régence, ce commissaire lui annoncera qu'il est chargé par S. A. R. Monsei-

gneur le duc d'Angoulême de déposer dans le palais des rois d'Espagne « les quarante-huit drapeaux « pris dans les dernières guerres, les deux drapeaux « enlevés aux ennemis communs de la France et de « l'Espagne dans la guerre actuelle, et les clés de la « ville de Valence, autrefois apportées à un guerrier « français. » M. Martignac, dans sa note à la régence, dira : « Dans les dernières guerres qui ont éclaté entre « la France et l'Espagne, la chance des combats fit « successivement tomber entre les mains des armées « françaises quarante-huit drapeaux appartenant à « l'armée espagnole. Ces drapeaux enlevés par le cou- « rage heureux à la valeur trompée furent transpor- « tés à Paris, et y sont demeurés comme les gages « précieux des triomphes qui honoraient le plus nos « armes. Le roi de France..... a fait détacher de nos « voûtes ces monuments de gloire et de discorde, et « les a envoyés au prince pacificateur, pour qu'ils « fussent rendus à votre roi. En attendant l'heureux « jour où l'alliance et l'amitié des deux souverains et « des deux nations seront cimentées par cette restitua- « tion, le prince a pensé que ce dépôt ne pouvait « être mieux placé que dans le palais des rois d'Es- « pagne. .... »

26.— Une ordonnance du roi transfère l'école des arts et métiers de Châlons (Marne) à Toulouse (Haute-Garonne). Des troubles qui ont eu lieu dans cette école, où plusieurs élèves ont manifesté d'une manière coupable leur vif attachement à la charte constitutionnelle, ont été les motifs de l'ordonnance de translation à Toulouse.

14 JUILLET. — Une ordonnance du roi porte : Sont

retirées à notre cousin le duc de la Rochefoucauld les fonctions d'inspecteur-général du conservatoire des arts et métiers, de membre du conseil général des prisons\*, du conseil général des manufactures, du conseil d'agriculture, du conseil général des hospices de Paris et du conseil général du département de l'Oise.

15. — Le Ferrol, ville maritime située sur la côte septentrionale de la Galice (Espagne), à l'embouchure de la Juvia, dans la baie de la Corogne, ouvre ses portes à l'armée française par suite d'une capitulation.

20. — Un incendie des plus rapides éclate dans l'église des Clerigos Minores del Espíritu Santo, à Madrid, au moment même de la sortie du duc d'Angoulême, qui vient d'y entendre la messe. Le *Moniteur* (28 juillet) observe que les circonstances relatives à l'incendie et la coïncidence de ce funeste accident avec le temps où S. A. R. a coutume d'entendre la messe en public

\* Voici la lettre du duc de la Rochefoucauld au préfet de police, datée de Liancourt, 14 juillet 1823 : « Monsieur, je reçois à la campagne la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire en m'adressant l'ordonnance de S. M. relative au conseil spécial des prisons de Paris. Il y a long-temps que je m'attendais à la suppression de ce conseil, dont l'activité et la vigilance pouvaient gêner les vues secrètes et les actes arbitraires du gouvernement, auxquels sa création lui imposait le devoir de s'opposer de tous ses moyens. L'inité évidente pour moi de ce fantôme de nouveau conseil me détermine à vous prier d'accepter ma démission, et de ne plus me compter parmi ses membres. Signé le duc de LAROCHEFOUCAULD. » (*Moniteur* du 18 juillet 1823.) — Toutes les fonctions exercées par cet illustre citoyen sont gratuites ; son désintéressement égale sa grandeur d'âme. Il n'a jamais sollicité de grâces, de faveurs, avant 1789 ni depuis 1814. Son nom est resté pur à l'ouverture du livre-rouge (Voy. 1<sup>er</sup> avril 1790) ; il est vierge de toute pension, de toutes gratifications anciennes et nouvelles. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt consacre, sacrifie sa fortune à l'encouragement de l'industrie et au soulagement de l'humanité souffrante.

forment une présomption bien forte qu'il est le résultat de la méchanceté diabolique la plus raffinée. La régence et ses ministres font les dispositions les plus efficaces pour découvrir les auteurs d'un si horrible attentat. Quelques individus seront arrêtés, mais rien ne fera connaître au public les auteurs de ce forfait.

24-26. — Une circulaire du ministre des affaires étrangères (Châteaubriand), envoyée aux ambassadeurs et ministres des puissances maritimes, accrédités près la cour de France, déclare le blocus effectif des ports de Cadix, Barcelone, Santona et Saint-Sébastien, des ports de la Corogne et du Ferrol (Voyez 15 juillet).

28. — Le duc d'Angoulême part de Madrid pour se rendre à Séville. Le maréchal duc de Reggio (Oudinot) prend le commandement des troupes qui restent à Madrid.

24 JOUR. — Le lieutenant-général Carnot meurt à Magdebourg (Prusse) à l'âge de soixante-dix ans: il était né le 13 mai 1753, à Nolay (Côte-d'Or). Carnot eut le malheur d'attacher son nom à l'atroce forfait du 21 janvier 1793. La mémoire du conventionnel sera éternellement blâmée pour avoir voté la mort; pour avoir donné au comité de salut public ces signatures de confiance qui envoyaient des milliers de victimes à l'échafaud! Nous avons franchement exprimé l'indignation que méritent de tels actes. Nous dirons avec la même justice historique qu'il fut pendant le cours entier de sa vie politique étranger à tout esprit d'intrigue et de corruption; qu'il rendit pendant sa dictature militaire dans les comités de la convention les plus éminents services à la cause de la patrie; que ses talents, son courage et ses conceptions militaires firent dire de lui avec raison qu'il avait organisé la vic-

toire ; qu'il conserva , sans nulle déviation , le même caractère et les mêmes principes depuis son entrée dans la carrière législative (1791) jusqu'à l'instant de sa mort. Carnot offrit , pendant quatorze années (1800-1814) , l'exemple si rare d'une probité politique contre laquelle vinrent échouer les séductions et les menaces de l'homme au nom duquel tremblaient et s'abaissaient les rois. Sa conduite comme membre du tribunal est au-dessus de tous les éloges ; il mérite la reconnaissance et l'estime de la France pour sa conduite dans le ministère de la guerre sous le consulat , et dans le commandement d'Anvers , lorsque (1814) le territoire français était envahi de toutes parts. On a dit de ce grand citoyen : « Il s'était éloigné de Bonaparte puissant , il revint au secours de Bonaparte succombant sous l'étranger. » Rien n'est plus exact. Dans les cent-jours , Carnot s'opposa à toutes les sortes de persécutions , et fit preuve d'une modération politique \* qu'on ne saurait trop remarquer. Banni de France par la loi d'amnistie (12 janvier 1816) , il sortit pauvre de sa patrie , après avoir administré les affaires et les trésors de l'état ; il marcha vers l'exil

\* Nous n'en citerons qu'un trait. M. le marquis de Villeneuve , préfet des Hautes-Pyrénées (Tarbes) , 1814. fut dénoncé à Carnot , ministre de l'intérieur , et plusieurs pièces administratives furent adressées à ce ministre pour être mises sous les yeux de Napoléon. Carnot jeta au feu les dénonciations et les pièces , et fit donner des ordres pour que l'ex-préfet , contre lequel s'élevaient de nombreuses plaintes (Voyez 12 novembre 1815) , ne fût point inquiété. Nous rappellerons , au sujet de M. de Villeneuve , un des abus de l'ancien régime. Ses parents l'avaient fait tonsurer , et l'abbé de Villeneuve jouissait , à l'âge de dix ans , de douze à treize mille livres de revenus en bénéfices ecclésiastiques. Cet enfant était prieur d'Argenton (Creuze). Donner les biens de l'Eglise à un enfant , à un bambin , dont la famille était tout-à-fait inconnue et dans l'état et dans l'Eglise.

avec une fermeté inébranlable; il honora sa proscription par un désintéressement sublime, et par un attachement non moins sublime à son caractère de Français. Il refusa les présents, les honneurs, les grades que lui offraient des princes, des souverains étrangers; ses talents, ses lumières, son génie, ne cessèrent pas un instant d'être la propriété de la France; et l'étranger ne put les obtenir! Carnot meurt dans l'exil, environné de l'estime publique.

8. — Voici l'ordonnance d'Andujar (ville de la province de Jaen, située au pied de la Sierra-Morena et sur le Guadalquivir): — « Nous, Louis-Antoine d'Artois, « fils de France, duc d'Angoulême, commandant en chef « l'armée des Pyrénées; considérant, que l'occupation « de l'Espagne par l'armée française sous nos ordres « nous met dans l'indispensable obligation de pourvoir « à la tranquillité de ce royaume et à la sûreté de nos « troupes;

« Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. Les autorités espagnoles ne pourront « faire aucune arrestation sans l'autorisation du com- « mandant de nos troupes dans l'arrondissement du- « quel elles se trouveront. — 2. Les commandants en « chef des corps de notre armée feront élargir tous « ceux qui ont été arrêtés arbitrairement et pour « des motifs politiques, notamment les miliciens ren- « trant chez eux. Sont toutefois exceptés ceux qui, « depuis leur rentrée dans leurs foyers, ont donné de « justes motifs de plainte. — 3. Les commandants en « chef des corps de notre armée sont autorisés à faire « arrêter tous ceux qui contreviendraient au présent « ordre. — 4. Tous les journaux et journalistes sont « placés sous la surveillance des commandants de nos

« troupes. — La présente ordonnance sera imprimée  
 « et affichée partout. — Fait à notre quartier-général  
 « d'Andujar, le 8 août 1823. *Signé* LOUIS-ANTOINE. »  
 Cette ordonnance est contre-signée par le major-général  
 comte Guillemot (*Moniteur* du 24 août). L'ordon-  
 nance d'Andujar avait pour but de faire cesser les nom-  
 breuses et illégales arrestations que la régence de Ma-  
 drid et ses agents ordonnaient, arrestations entièrement  
 contraires aux sages vues du prince généralissime; il  
 était urgent de mettre un terme au désaccord maté-  
 riel, à la division évidente, qui existaient entre le  
 pouvoir civil de Madrid et le pouvoir militaire fran-  
 çais; il était imminent pour le salut même de l'Espa-  
 gne de comprimer l'anarchie et la barbarie révolu-  
 tionnaires que déployaient, au nom de la légitimité, les  
 junte apostoliques, l'armée de la foi, les partisans  
 exaltés du pouvoir absolu ! L'ordonnance d'Andujar est  
 empreinte d'une générosité, d'une magnanimité vrai-  
 ment royales; elle peut contribuer puissamment au ré-  
 tablissement de la paix publique, à la réconciliation  
 des partis qui désolent l'Espagne. Mais cette ordon-  
 nance ne recevra qu'une exécution imparfaite et par-  
 tielle; elle sera méconnue dans plusieurs lieux; et,  
 ce qu'il ne serait pas permis de croire, si des témoi-  
 gnages irrécusables ne l'attestaient, des commandants  
 français refuseront même d'en faire exécuter les dis-  
 positions ! Le duc d'Angoulême n'en recueillera pas  
 moins la gloire de déployer sa grandeur d'âme dans  
 une conjoncture si imminente; ce prince aura fait  
 tous ses efforts pour pacifier la malheureuse Espagne,  
 pour réconcilier cette nation avec elle-même.

16. — Le duc d'Angoulême établit son quartier-général à Porto-Santa-Maria, port de mer dans la baie de Cadix, à quatre lieues N.-E. de cette ville.



20. — Le pape Pie vii meurt à Rome à l'âge de quatre-vingt-deux ans ; il était né à Césène , le 14 août 1742. Il gouverna l'église pendant vingt-trois ans cinq mois.

Ce pape avait été moine de l'ordre du Mont-Cassin, évêque de Tivoli et évêque d'Imola ; il se signala dans ce dernier siège par l'excès de ses principes démagogiques et par l'ardeur avec laquelle il favorisa la révolution française dans les états romains ! Élevé à la papauté, il conclut avec Bonaparte, premier consul de la république française, un concordat (Voyez 15 juillet, 15 août 1801). Il vint à Paris, et sacra Napoléon empereur des Français (Voy. 2 décembre 1804). Dépossédé de ses états, et amené prisonnier en France, par suite des intelligences que la cour de Rome entretenait avec les puissances coalisées contre l'empire français, ce pontife habita au palais de Fontainebleau jusqu'au commencement de 1814, époque où il fut rendu à la liberté et reconduit en Italie (V. 24 janvier). Remonté sur le trône papal, Pie vii fulminera des bulles entièrement contraires à celles qu'il avait publiées, depuis son avènement, en faveur de la constitution civile du clergé de France, de la vente des biens nationaux, etc. Ce pontife a déclaré nuls les droits légitimes de la maison de Bourbon au trône de France, et a consacré au nom du ciel l'usurpation de ces droits par Napoléon Bonaparte !

21. — La division Bourck, du premier corps (maréchal Oudinot), entre par capitulation dans la ville de la Corogne, port de mer sur la côte nord-ouest de l'Espagne (Galice), à l'embouchure de la baie de Betanzos, défendue par une garnison composée de quatre mille hommes, d'une artillerie nombreuse, et munie d'une

grande quantité de munitions de guerre et de provisions de toute espèce.

31. — Une dépêche du quartier-général de Sainte-Marie, transmise télégraphiquement de Baïonne, porte : « A deux heures trois quarts, le Trocadéro a été enlevé avec la plus grande vigueur sous les yeux de S. A. R. Monseigneur le duc d'Angoulême. L'ennemi a eu environ cent cinquante hommes tués et deux cent cinquante blessés. On lui a fait neuf cents prisonniers et enlevé plus de cinquante pièces de canon en batterie. » Le *Constitutionnel* donnera (22 octobre), d'après le journal de la *Méditerranée*, l'annonce qu'on assure avoir été faite par Monseigneur le duc d'Angoulême à S. A. R. Monsieur de la prise du Trocadéro : « Mon père, je suis content de moi, J'avais décidé seul une entreprise qu'aucun de nos généraux n'avait osé prendre sur lui de me conseiller. Dieu l'a béni : je viens de lui en rendre grâce aux pieds des autels. » Que de grandeur, de modestie, de piété, dans ce peu de mots !

4 SEPTEMBRE. — La ville de Malaga, port de mer sur une baie profonde de la Méditerranée, au confluent de la Guadalquivir et de la Guadalorce (royaume de Grenade), à vingt-cinq lieues sud-ouest de Grenade, se rend par capitulation aux troupes françaises.

11. — Santona, forte place, port de mer des Asturies, à sept lieues est de Santander, se rend par capitulation aux troupes françaises.

15. — Le général constitutionnel Riégo est arrêté avec trois de ses officiers par les habitants de la commune d'Arguillo, et amené dans les prisons de la Caroline (Andalousie) (V. 1<sup>re</sup> janvier 1820, 7 novembre 1823). Le général Ballesteros, que Riégo voulait engager ainsi que son armée à appuyer ses entreprises contre

les troupes françaises formant le siège de Cadix, a adressé, le 13, des quartiers-généraux de Priégo, une proclamation aux Espagnols, où il leur dit..... « qu'en attendant les heureux résultats de la convention qu'il a conclue avec l'armée française, il est résolu d'exécuter cette convention malgré tous les dangers, parce qu'elle est la base de la pacification « désirée. » Il leur dénonce les projets hostiles de Riégo, et leur apprend que ce général marche en désordre avec les troupes qu'il a séduites; qu'il est poursuivi de tous côtés, etc. C'est à Ballesteros que sera due principalement l'arrestation de Riégo, arrestation d'une haute importance pour l'armée française.

17.—La forte place de Pampelune, capitale de la Navarre, située sur l'Agra, à dix-sept lieues sud-ouest de Baïonne, se rend par capitulation aux troupes du cinquième corps (maréchal Lauriston.) La garnison, composée de trois mille huit cents hommes, dont trois cents officiers, est faite prisonnière de guerre et conduite en France.

Une ordonnance du roi a pour motif de remplacer les militaires de la classe de 1817 dont le service légal expire au 31 décembre prochain.—Art. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé aux opérations administratives de l'appel de la classe de 1823, aux époques suivantes, savoir : publication des tableaux de recensement, les 5 et 12 octobre; examen des tableaux et tirage, à partir du 27 octobre; examen des jeunes gens de la classe devant les conseils de révision, à partir du 17 novembre; clôture de la liste du contingent, le 29 décembre.—Art. 2. Le contingent de la classe de 1823 sera, comme ceux des classes précédentes, de quarante mille hommes.—Art. 4. Il sera ultérieurement statué

sur l'époque de la mise en activité des jeunes soldats de la classe de 1823.

21. — Le lieutenant-général J. Foissac-Latour, commandant supérieur des provinces de Cordoue et de Jaën, annonce au ministre de la guerre, en date d'Andujar, « qu'ayant reçu du major-général de l'armée (Guilleminot) l'ordre de remettre le prisonnier « Riégo au pouvoir des autorités espagnoles, il s'est « disposé à le faire livrer, ainsi que ses trois compagnons, D. Marian Bajo, capitaine espagnol, Virgilio Vicente, lieutenant-colonel piémontais, et Georges Matino, ex-lieutenant anglais, à D. Joseph Azlor, capitaine espagnol, chargé de l'ordre du major-général (du 19) pour réclamer Riégo, etc. »

25. — La division navale, aux ordres du contre-amiral Des Rotours, attaque le fort Santi-Pétri, qui favorisait le ravitaillement de Cadix par les petits bateaux entrant par la rivière de ce nom. Le fort capitule; on y trouve vingt-sept pièces de canon, cent quatre-vingts hommes de garnison, des munitions, etc.

27. — La place de Saint-Sébastien se rend, par suite d'une capitulation conclue le 22, aux troupes du cinquième corps.

Le cardinal Annibal della Genga est élu pape, et prend le titre de Léon XII. Il est né en 1760 (V. 5 octobre).

29. — Le fort de Figuières (Catalogne), situé à huit lieues de Gironne, et à dix lieues sud de Perpignan, l'une des plus fortes places de l'Espagne, se rend aux troupes du quatrième corps (maréchal Moncey); la garnison, forte de deux mille quatre cent dix hommes, est prisonnière de guerre et conduite en France.

1<sup>er</sup> OCTOBRE. — Le roi Ferdinand VII et sa famille, libres de sortir de Cadix, arrivent à onze heures et

demie du matin à Porto-Santa-Maria, quartier-général de l'armée française devant Cadix. « Monseigneur le duc d'Angoulême est allé recevoir le roi au Port. Le duc d'Angoulême s'est jeté aux genoux du roi ; le roi l'a relevé et l'a embrassé. La reine a présenté sa main au duc d'Angoulême, qui l'a baisée..... » (*Moniteur*, 11 octobre.)

1<sup>er</sup>. — Un décret du roi d'Espagne Ferdinand VII déclare nuls et de nulle valeur tous les actes du gouvernement constitutionnel, de quelque classe et quelque espèce qu'ils soient.\*

2. — Le roi Ferdinand VII, avec toute sa cour, part pour Séville. S. A. R. Monseigneur le duc d'Angoulême l'accompagne à une certaine distance de la ville, à cheval, à côté de sa voiture.

3. — La ville de Cadix fait sa soumission ; les troupes françaises y entrent. Une division française occupe l'île de Léon et la Cortadura, une autre prend possession de Cadix et de ses forts. L'escadre française, sous les ordres du contre-amiral Duperré, entre dans la baie. Les troupes espagnoles évacuent cette place importante, dont le commandement est remis au général comte de Bourmont, nommé en outre au commandement supérieur de l'Andalousie. Ferdinand VII nomme le général espagnol D. Carlos d'Aunoy gouverneur militaire et politique de Cadix ; mais l'autorité de ce général sera méconnue par le général français.

4. — Ferdinand VII rend à Xérès un décret qui ordonne « que pendant son voyage pour se rendre dans sa capitale il ne se présente sur son passage, à cinq lieues de la route, aucun individu qui, durant le système dit constitutionnel, ait été député aux cortès des deux dernières législatures..... ; aucuns ministres, conseillers d'état, membres du tribunal

« suprême de justice, commandants généraux, chefs politiques, employés des secrétaireries d'état, chefs et officiers de la ci-devant milice nationale volontaire, auxquels S. M. interdit pour toujours l'entrée de sa capitale et de ses résidences royales, dans un rayon de quinze lieues..... ! »

5. — Le nouveau pape, Léon XII, est couronné dans la basilique de Saint-Pierre à Rome (Voyez 27 septembre).

9. — Une ordonnance du roi prescrit de terminer immédiatement l'arc de triomphe de la barrière de l'Étoile à Paris, voulant (dit le préambule de l'ordonnance) perpétuer le souvenir du courage et de la discipline dont l'armée vient de donner tant de preuves en Espagne.

9. — Le comte Molitor, lieutenant-général, commandant en chef le deuxième corps de l'armée des Pyrénées, est élevé à la dignité de maréchal de France. Cette promotion est faite par anticipation sur la première extinction qui surviendra dans le nombre des maréchaux de France, lequel reste fixé à douze (V. 2 août 1818).

9. — Sont élevés à la dignité de pairs du royaume : le maréchal comte Molitor; les comtes Bordesoulle, Guilleminot, Bourck, de Bourmont, et le baron de Damas. Il est dérogé à leur égard (V. 25 août 1817) en ce qui concerne l'institution préalable de majorat qui devra être attaché à leur pairie.

19. — Le lieutenant-général baron de Damas (pair) est nommé ministre de la guerre en remplacement du maréchal duc de Bellune (Victor Perrin), nommé à l'ambassade de Vienne, vacante par la démission du

marquis de Caraman. Le duc de Bellune n'acceptera pas les fonctions d'ambassadeur.

21. — La Seu d'Urgel, ville fortifiée de la Catalogne, située sur la Sègre, au pied des Pyrénées, à trente-deux lieues nord-nord-ouest de Barcelone, ouvre ses portes aux troupes françaises et espagnoles du quatrième corps (maréchal Moncey), qui l'assiègent depuis le commencement de la campagne. La garnison, forte de neuf cent seize hommes, est prisonnière de guerre et conduite en France.

28. — Le maréchal duc de Bellune (Victor) est nommé ministre d'état et membre du conseil privé.

Le général russe Pozzo-di-Borgo, ambassadeur extraordinaire, arrive à Madrid pour complimenter la régence d'Espagne, au nom de l'empereur Alexandre, sur la délivrance du roi Ferdinand vu. La guerre d'Espagne a eu lieu d'après la décision formelle de cet empereur.

31. — La place de Lérida (Catalogne), située sur la rive droite de la Sègre, à quatre-vingts lieues nord de Madrid, ouvre ses portes aux troupes du cinquième corps, d'après une convention conclue le 18. La garnison était de cinq mille cent hommes.

Le duc d'Angoulême arrive à Madrid, de retour de Cadix. Le prince partira de Madrid, le 4 novembre, pour venir à Paris.

4 NOVEMBRE. — Barcelone, capitale de la Catalogne, et ses forts, sont occupés par les troupes du quatrième corps (maréchal Moncey), en vertu d'une capitulation signée le 24 octobre dernier.

7. — Don Raphaël del Riégo, général constitutionnel, a été condamné au supplice du gibet, attendu qu'il n'était point noble. Il est conduit, dans un panier traîné par un âne, sur la place de la Cebada, où il est

pendu à une potence d'une hauteur démesurée. Pendant tout le trajet qu'il a parcouru, depuis la prison jusqu'à l'échafaud, le plus grand silence a régné; les rues et les places de Madrid étaient remplies d'une populace immense; on voyait aux fenêtres, mêlés parmi les habitants, beaucoup de moines et d'ecclésiastiques. Riégo a montré beaucoup de calme et de résignation. Ses biens sont confisqués (Voyez 1<sup>er</sup> janvier 1820, 15 septembre 1823). De tous les généraux espagnols auxquels Ferdinand VII a témoigné une extrême bienveillance, Riégo est celui que le monarque a paru distinguer le plus, depuis l'acceptation de la constitution (1820) jusqu'à son départ de Madrid pour Séville (20 mars 1823). S. M. daignait pousser ses augustes bontés pour Riégo jusqu'à lui donner à fumer la cigarette qu'elle avait à moitié brûlée; cadeau qui est la plus haute marque de faveur et l'on pourrait presque dire de familiarité dont un monarque espagnol puisse honorer un de ses sujets.

7.—Tarragone, ville forte et port de mer de la Catalogne, à l'embouchure du Francolie, à dix-huit lieues ouest de Barcelone, se rend. Les troupes du quatrième corps (maréchal Moncey) prennent possession de cette place au nom du roi d'Espagne Ferdinand VII.

13.—Ferdinand VII et la reine son épouse font leur entrée à Madrid sur un char magnifique, tout en oripeau, traîné par des Espagnols choisis à cet effet, aux acclamations d'une immense population accourue sur leur passage; l'air retentit des cris : *Vive le roi absolu !*

2 DÉCEMBRE. — Le duc d'Angoulême arrive à Paris. Le prince fait son entrée dans la capitale en traversant l'arc de triomphe de l'Étoile, dont une ordonnance a



prescrit l'achèvement (V. 9 octobre). La garde nationale, les corps militaires et la garnison se sont mis en marche pour aller au-devant de S. A. R., que le corps municipal attend à la barrière ; le préfet complimente le prince sur les victoires qu'il vient de remporter en Espagne. Une grande partie de la population de Paris s'est portée vers les Champs-Élysées, et remplit l'espace compris entre la barrière et le palais des Tuileries, où S. A. R. arrive au milieu des acclamations publiques. Le soir, il y a illumination générale. Ce jour est l'anniversaire du sacre de Napoléon par le pape Pie VII (2 décembre 1804) et de la bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). Le 2 décembre 1823 doit exciter et excite un enthousiasme bien plus vif, bien plus doux que ces deux grandes époques où un usurpateur s'asseyait sur le trône des Bourbons, et dicte des lois aux empereurs de Russie et d'Autriche ! Les Français voient aujourd'hui le triomphe d'un petit-fils de saint Louis, qui n'a fait la guerre que pour délivrer un roi Bourbon. Ici tout est généreux, pacifique, légitime, et monseigneur le duc d'Angoulême ajoute s'il se peut à la gloire qu'il vient d'acquérir en Espagne par la modestie avec laquelle il reçoit les hommages de la capitale.

23. — Une ordonnance du roi nomme vingt-sept pairs. Douze membres de la chambre des députés, côté droit, sont compris dans cette nomination.

24. — Une ordonnance du roi est publiée. — Art. 1<sup>er</sup>. La chambre des députés est dissoute. Les collèges électoraux sont convoqués dans tout le royaume. Ils se réuniront, ceux d'arrondissement et ceux des départements qui n'ont qu'un collège, le 25 février prochain, et les collèges départementaux, le 6 mars. La session des chambres de 1824 s'ouvrira le 23 mars prochain. — 2. En

conséquence, les listes électorales seront publiées le 16 janvier 1824, et closes le 19 février, toutes réclamations ayant cessé d'être admises le 16 inclusivement.

Cette ordonnance va commencer une nouvelle ère pour la monarchie constitutionnelle; elle aura une influence décisive sur l'affermissement ou la ruine du régime représentatif. Ainsi, l'année 1824 devra être considérée comme l'époque politique la plus importante pour la France depuis neuf années, depuis la restauration de la maison de Bourbon.

L'année 1823 a été remplie par la guerre d'Espagne, guerre entreprise sous le drapeau français par ordre du congrès de Vérone, ou autrement dit, par ordre de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse; l'Angleterre y a tacitement accédé, et son ministre près la cour de Madrid, sir William A'Court, s'est montré en Espagne comme à Naples le fidèle disciple de lord Castlereagh, dont il avait possédé l'entière confiance! Tout en conservant les apparences d'une stricte neutralité, le cabinet britannique, représenté à Madrid comme à Naples par sir William A'Court, a puissamment favorisé par ses mesures, ses intrigues et ses insinuations diplomatiques, le succès des armées chargées de combattre dans les deux royaumes le gouvernement constitutionnel établi par les cortès et le parlement national, régime solennellement reconnu par Ferdinand IV et Ferdinand VII.

La guerre d'Espagne a prouvé que l'armée française était dévouée au gouvernement légitime. Le prince généralissime de cette armée s'est signalé par la générosité, la modération dont ses proclamations et tous les divers actes de son commandement ont été empreints. Les succès militaires n'ont pas été un instant

douteux ; la grande supériorité numérique et la bravoure des soldats français ne pouvaient pas laisser la victoire incertaine. Elle n'a point été aussi chèrement achetée qu'il était permis de le craindre , grâce aux fausses mesures de défense ou de résistance adoptées par le gouvernement constitutionnel espagnol ; aux capitulations ou conventions si sagement et si opportunément conclues par les généraux O'Donnell, Ballesteros , Morillo ; à l'heureuse nécessité où se sont trouvés , par suite de ces conventions , les chefs politiques de l'état de rendre à leur auguste monarque la pleine liberté de sa personne et de son autorité ; enfin , grâce au dévouement avec lequel tous les Espagnols fidèles à la légitimité ont secondé la noble et glorieuse entreprise confiée à Monseigneur le duc d'Angoulême et à son invincible armée.

De tous les généraux espagnols , le général Mina et le général Riégo sont les seuls qui aient défendu , jusqu'à l'extrémité , la cause illégitime pour laquelle ils s'étaient armés ; Mina a fait preuve , en Catalogne , d'un dévouement , d'une activité et d'un courage à toute épreuve. Le maréchal Moncey a prouvé pendant le cours de cette campagne que l'âge n'avait pas affaibli en lui les qualités militaires qui lui avaient mérité le bâton de maréchal ; il a religieusement exécuté la capitulation conclue avec Mina , et facilité de tout son pouvoir l'embarquement de ce général , qui eût éprouvé le même sort que Riégo s'il avait été livré aux autorités espagnoles.

Puisse la nation espagnole profiter des leçons de sagesse et de générosité données en Espagne par un prince qui n'a recherché que la gloire de *pacificateur* ! Les événements ultérieurs montreront si le but que se proposaient la sainte-alliance et la France ,

en entreprenant une guerre aussi dispendieuse, aura été obtenu, et si le monarque et le peuple espagnols en recueilleront les avantages que s'en était promis Louis xviii (V. 28 janvier 1823).

---

## CHAPITRE XI.

—  
ANNÉE 1824.  
—

5 JANVIER. — Une convention entre la France et l'Espagne a pour « but de régler le mode d'après lequel les « sujets français et espagnols propriétaires de bâtiments « capturés pendant le cours de l'année précédente de- « vaient être indemnisés et remboursés. » Malgré le texte positif des articles de cette convention, les plus importantes restitutions ne seront pas effectuées, et les réclamations respectives de plusieurs sujets des deux gouvernements n'obtiendront aucun succès.

6. — Une ordonnance du roi crée un conseil supérieur et un bureau de commerce et des colonies. Cette création, conforme à un bon système d'administration, serait susceptible de produire d'heureux effets si des négociants probes et instruits étaient appelés à faire partie du conseil supérieur ; mais étant exclusivement composé de fonctionnaires publics, tous amovibles et révocables à volonté ministérielle, ce conseil ne fera que seconder les vues et approuver les projets du président du conseil, ministre des finances, sur le rapport duquel il a été créé, et près duquel est formé le bureau. Le commerce et les colonies ne recueilleront vraisemblablement que peu ou point d'avantages d'une telle création ministérielle, qui empiète d'ailleurs sur les attributions naturelles des ministres de l'intérieur et de la marine.

10. — L'ancien roi de Sardaigne (Victor Emmanuel 1<sup>er</sup>), né en 1759 (V. 13 mars 1823), meurt.

24. — Le cardinal Hercule Gonsalvi meurt à Rome; il était né en 1757. Ce prélat avait exercé une grande influence politique sous le pontificat de Pie vii, et montré un grand dévouement à la famille de Napoléon Bonaparte. Gonsalvi négocia le concordat qui rétablissait le saint-siège dans une partie des prérogatives dont il était dépouillé depuis plusieurs années; il se glorifiait d'avoir mené à fin ce traité, quoique tout le monde sût combien ils'y était opposé; mais il céda à des considérations personnelles, et la conclusion fut pour ainsi dire forcée de la part de Gonsalvi. Ce cardinal entretenait des relations intimes avec madame V..., qui accordait ses faveurs selon la direction que Bonaparte et Berthier jugeaient à propos de lui indiquer. Fouché ne fit faute de son art pour assouplir dans cette conjoncture un prélat dissolu qui prétextait sans cesse que les motifs religieux et moraux lui défendaient de consentir un concordat attentatoire aux dogmes et à la discipline de l'église: en conséquence, Fouché fit cerner de nuit l'hôtel de madame de V....., surprit le cardinal dans le lit de la dame, menaça vivement de faire un rapport qui entraînerait de nécessité son rappel par la cour de Rome, et ne consentit à garder le silence sur les aventures galantes du cardinal que sous condition que le concordat serait immédiatement signé. (Nous garantissons cette anecdote, qui fit *pouffer de rire* le premier consul, selon la noble expression de Duroc.) Au reste, le pape ne demandait pas mieux, pour son propre compte.

Telles étaient à cette époque la docilité et l'obsequiosité du pape Pie vii et du sacré collège envers Bonaparte, premier consul, que Gonsalvi était

autorisé à consentir , au nom de la cour de Rome , toutes les demandes du gouvernement français qui ne porteraient pas directement atteinte au dogme. On parlait beaucoup alors du mariage des prêtres, et Gonsalvi n'hésitait pas à déclarer qu'une bulle papale autoriserait les ecclésiastiques à prendre femme , si le gouvernement consulaire en faisait la proposition au souverain pontife ; le cardinal disait même avec une assurance remarquable que le célibat des prêtres n'était qu'une affaire , un point de discipline. Mais Bonaparte traitait avec un pape que les ennemis de la révolution française regardaient comme hérétique depuis les doctrines révolutionnaires qu'il avait professées étant évêque d'Imola, et surtout depuis les négociations entamées, dès son avènement au pontificat, avec la république française. L'ambitieux premier consul se montra jaloux de rendre à Pie vi la considération qu'il avait perdue dans l'esprit des catholiques orthodoxes, afin de se prévaloir du caractère religieux que le souverain pontife imprimait à son autorité en consacrant son élévation au trône de France : car il est incontestable que Bonaparte méditait, dès 1801, l'usurpation de ce trône. En conséquence, le premier consul ne voulut pas entendre parler du mariage des prêtres , et un grand scandale fut épargné à la chrétienté. Nul doute, en effet, si le célibat des prêtres eût été abrogé par un article du concordat, que la plupart des ecclésiastiques qui se targuent aujourd'hui de leur pureté évangélique non moins que de leur fidélité à la cause royale n'eussent reçu une femme de la main de Bonaparte avec le même empressement qu'ils en recevaient un évêché. Bien des personnes ont cru que Gonsalvi avait été empoisonné ; aucune preuve n'autorise à le croire.

27.—Dans une proclamation adressée à la nation mexicaine, sur la prise de possession du congrès, le gouvernement annonce qu'il déploiera la plus grande sévérité contre les instigateurs des désordres qui ont eu ou qui auraient pour but de favoriser les intrigues de l'Espagne et d'attenter à l'indépendance nationale. Dès le 8 octobre précédent (1823) le suprême pouvoir exécutif, nommé provisoirement par le souverain congrès de Mexico, a rendu un décret pour fermer les ports du Mexique à tous navires marchands appartenant à des sujets espagnols, et interdire l'entrée de tous produits espagnols. Le 16 décembre précédent (1823) la nation mexicaine a adopté, par un acte des plus solennels, le gouvernement républicain. Le Mexique est à jamais perdu pour l'Espagne !

9 FÉVRIER.—Une convention est conclue entre l'ambassadeur de France et le ministre d'Espagne pour le séjour des troupes françaises dans ce pays. La guerre d'Espagne aura pour résultat d'établir dans ce royaume une réaction politique qui occasionnera de grandes calamités et entretiendra la guerre civile dans le sein même du gouvernement. La présence des troupes françaises y devient donc nécessaire ; mais leur séjour au-delà des Pyrénées occasionnera de fortes dépenses, et en pure perte pour la France, qui fait, dans cette convention, preuve d'une générosité politique sans exemple.

10.—Une ordonnance du roi porte que les titres de noblesse accordés par le roi ne passeront aux descendants qu'autant que les titulaires auront été autorisés à constituer un majorat. Cette ordonnance établit en quelque sorte des nobles titrés *in partibus* ; en même temps, les conditions qu'elle impose aux titulaires qui seront



autorisés à constituer un majorat affecté au titre dont ils auront été revêtus tendent à rétablir le droit d'aînesse et à reconstituer furtivement le droit féodal. Mais l'esprit de liberté et d'égalité est trop généralement enraciné dans les diverses classes du corps social pour que les pères sacrifient désormais tous les puînés à l'aîné de la famille, et les condamnent à la pauvreté pour enrichir l'aîné de leurs enfants, qui n'a pas plus de droits qu'eux à l'affection paternelle. La noblesse a perdu son lustre; toutes les illusions nobiliaires sont détruites. En conséquence, peu d'individus solliciteront l'autorisation de constituer un majorat, et, quelques efforts que fasse le gouvernement, l'affreux régime féodal et le droit d'aînesse non moins affreux ne prendront pas racine en France !

21.— Le duc de Leuchtenberg, prince d'Eichstadt (Eugène Beauharnais), gendre du roi de Bavière (Maximilien-Joseph), meurt à Munich (Bavière), à trois heures et demie du matin, à la suite de plusieurs attaques d'apoplexie. Cette nouvelle, transmise par le télégraphe, parvient à Paris dans la journée du 24.

Une grande magnificence est déployée aux obsèques du prince, qui ont lieu à Munich le 25 février, et tous les honneurs dus à son rang lui sont rendus. On a répandu le bruit que le prince Eugène avait été empoisonné, et bien des personnes ont accordé créance à une supposition qu'aucune preuve cependant ne vient justifier. On avait attribué à une cause semblable la grave affection dont ce prince fut atteint presque au moment de la mort de l'impératrice sa mère (29 mai 1814), arrivée d'une manière inopinée et presque subite. Également respecté et aimé en Bavière, le prince Eugène avait une représentation

splendide. Les indemnités pécuniaires obtenues à Vienne, en dédommagement de ses propriétés ou droits en Italie, avaient considérablement augmenté les revenus de ce prince. Sa réputation était fort au-dessus de son mérite réel : ce n'était ni un grand homme de guerre ni un homme d'état. Il signala sa vice-royauté en Italie par plusieurs fautes graves ; et, s'il obtint des Italiens tous les hommages dus au fils adoptif de Napoléon, il ne posséda pas leur affection et n'emporta pas leurs regrets. Le prince Eugène avait joui en France d'une très grande popularité, due principalement à l'affection que l'on portait à l'impératrice Joséphine sa mère ; mais l'extrême inconvenance avec laquelle il se conduisit dans l'affaire du divorce de Napoléon et de Joséphine (Voyez 16 décembre 1809) lui fit perdre l'estime nationale. L'activité, la sagesse et l'héroïque résignation qu'il déploya dans la campagne et surtout dans la retraite de Russie (1812), le rétablirent en quelque sorte dans l'opinion publique ; mais sa conduite à la fin de 1813 et dans les premiers mois de 1814 le perdirent sans retour dans l'esprit de tous les hommes pour qui la fidélité et l'honneur ne sont pas des devoirs de circonstance. Le prince Eugène trahit les intérêts de son bienfaiteur, de son père adoptif ! En nous exprimant ainsi, nous devons déclarer les motifs qui nous y autorisent. Nous avons vu entre les mains du vénéridique et loyal général Grenier (chef d'état-major du vice-roi d'Italie), nous avons lu des instructions confidentielles du prince Eugène et des ordres militaires qui ne pouvaient laisser aucun doute sur les intelligences entretenues par ce prince avec les puissances alliées, et sur sa participation à la trahison de Murat ! Ces deux membres de la famille de Napoléon n'ont pas

peu contribué, chacun dans ses vucs et ses intérêts personnels d'ambition, à consommer en 1814 la ruine de Napoléon.

8 MARS. — Le duc Cambacérès meurt à Paris, âgé d'environ soixante-dix ans. Ses obsèques ont lieu le 12. Le convoi est composé de dix-sept voitures de deuil et d'un grand nombre d'équipages. Sa dépouille mortelle est portée au cimetière du Père-Lachaise, où environ cinq cents hommes de troupes de la garnison lui rendent les honneurs militaires. Cet homme, en proie à des vices infâmes, à une cupidité et à une avarice également sordides, a été l'un des plus acharnés révolutionnaires, des plus lâches régicides, qu'ait produits la révolution française ! Elle le soulève de la plus profonde obscurité, et le jette à la tête du corps politique ! Jacobin, il a dressé au nom de la république les échafauds de la liberté ; grand seigneur, il minutera au nom de l'empire les décrets du despotisme ; il jouira avec la plus ridicule des vanités et dans une totale abnégation d'honneur, de patriotisme, il jouira, au milieu du mépris public, de sa prodigieuse fortune. Né indigent, il meurt gorgé, mais non rassasié d'or\*, et il meurt tranquillement dans le sein de sa patrie, au milieu de la capitale, qui

\* Le marquis de Villevieille disait en 1812 au prince archi-chancelier que tout le monde le regardait comme l'homme le plus heureux de France ; il observait à S. A. S. qu'elle possédait effectivement toutes les distinctions, tous les honneurs, une parfaite santé et une fortune immense. . . . . « Détrompez-vous (lui répondit le « misérable grand-dignitaire de l'empire) : je suis bien loin d'être « heureux lorsque je réfléchis qu'il me faudra, en mourant, laisser « ma fortune. Hélas ! je ne puis pas l'emporter dans le tombeau ! » D'après la véracité et la loyauté reconnues de M. le marquis de Villevieille, nous croyons fermement l'anecdote, que nous tenons de lui-même.

retentit des accents de sa fureur régicide ( Voyez 19, 20 janvier 1793 ), et son cadavre reçoit des honneurs que n'obtiendra pas la dépouille mortelle du meilleur citoyen, de l'homme le plus vertueux, du sujet qui aura le plus fidèlement aimé et servi sa patrie et son roi, s'il n'est pas affublé d'un grand cordon et d'un titre de duc !!! Après un tel exemple, que la vanité des grands seigneurs, anciens et nouveaux, se repaisse de la pompe et des honneurs qui président aux riches funérailles !

23. — La session législative de 1824 est ouverte par le roi en personne. Sa majesté dit : « Je suis heureux  
 « de pouvoir me féliciter avec vous des bienfaits que  
 « la divine Providence a répandus sur mes peuples,  
 « sur mon armée et sur ma famille, depuis la dernière  
 « session des chambres. La plus généreuse comme la  
 « plus juste des entreprises a été couronnée d'un  
 « succès complet..... Ce triomphe, qui offre à  
 « l'ordre social de si sûres garanties, est dû à la  
 « discipline et à la bravoure d'un armée française  
 « conduite par mon fils avec autant de sagesse que de  
 « prudence. Une partie de cette armée est déjà ren-  
 « trée en France, l'autre ne restera en Espagne que  
 « le temps nécessaire pour assurer la paix intérieure  
 « de ce pays. C'est à vous, messieurs, c'est à votre  
 « patriotisme, que je veux devoir l'affermissement d'un  
 « état si satisfaisant: Dix années d'expérience ont  
 « appris à tous les Français à n'attendre la véritable  
 « liberté que des institutions que j'ai fondées dans la  
 « charte. Cette expérience m'a conduit en même  
 « temps à reconnaître les inconvénients d'une dispo-  
 « sition réglementaire qui doit être modifiée pour  
 « consolider mon ouvrage. Le repos et la fixité sont,

« après de longues secousses , le premier besoin de la  
« France. Le mode actuel de renouvellement de la  
« chambre n'atteint pas ce but : un projet vous sera  
« présenté pour y substituer le renouvellement sep-  
« tennal. La courte durée de la guerre , l'état pro-  
« spère du revenu public, les progrès du crédit, me don-  
« nent la satisfaction de pouvoir vous annoncer qu'au-  
« cun impôt, aucun emprunt nouveau, ne seront  
« nécessaires pour couvrir les dépenses de l'année  
« qui vient de finir..... L'union qui existe entre  
« mes alliés et moi , mes relations amicales avec tous  
« les autres états , garantissent une longue jouissance  
« de la paix générale..... J'ai l'espoir que les affaires  
« de l'Orient et celles des Amériques espagnole et  
« portugaise seront réglées pour le plus grand avan-  
« tage des états et des populations qu'elles intéres-  
« sent, et pour le plus grand développement des re-  
« lations commerciales du monde. Déjà de nom-  
« breux débouchés sont régulièrement ouverts aux  
« produits de notre agriculture et de notre industrie...  
« Des mesures sont prises pour assurer le rembour-  
« sement du capital des rentes créées par l'état dans  
« des temps moins favorables, ou pour obtenir leur  
« conversion en des titres dont l'intérêt soit plus  
« d'accord avec celui des autres transactions. Cette  
« opération , qui doit avoir une heureuse influence  
« sur l'agriculture et le commerce, permettra, quand  
« elle sera consommée, de réduire les impôts et de  
« fermer les dernières plaies de la révolution.....  
« Votre concours m'est nécessaire , messieurs, et j'y  
« compte..... Vous pouvez attacher vos noms à une  
« époque heureuse et mémorable pour la France :  
« vous ne refuserez pas cet honneur. » Les espérances  
et les intentions de S. M. seront totalement dé-

ques : l'Espagne sera et demeurera en proie aux plus sanglantes agitations ; le sang continuera à couler à grands flots dans l'Orient ; les Amériques espagnole et portugaise seront pour jamais enlevées à leurs métropoles européennes ; le commerce français se verra fermer de riches débouchés , et éprouvera des pertes considérables ; le projet de conversion des rentes rencontrera de toutes parts les plus grands obstacles , excitera une animadversion générale , et provoquera beaucoup de ruines particulières ; l'établissement septennal répandra de vives alarmes dans la masse de la nation , tant la violation textuelle de l'article de la charte relatif au renouvellement annuel , par cinquième , de la chambre des députés , annoncera les violations ultérieures qui en seront la conséquence forcée ; violations , qui seront justifiées d'avance par les inconvénients des dispositions réglementaires qu'on jugera à propos de modifier pour consolider la charte , qui , d'après les paroles du roi , ne renferme plus que des articles réglementaires. Et Louis xviii , qui n'a plus que quelques mois d'infirmités à soutenir , pourra juger , avant de fermer les yeux , qu'il s'est étrangement abusé dans sa générosité , sa sagesse royale et son amour pour ses peuples , en attendant , des projets de loi qu'il annonce dans son discours , d'heureux et durables résultats.

24. — Une ordonnance du roi enjoint de remettre au garde des sceaux tous les papiers qui se trouvaient entre les mains du duc Cambacérès , à raison de ses fonctions (V. 8 mars). Les feuilles publiques ont annoncé que Cambacérès laissait des mémoires curieux , et que M. Lavollée , son secrétaire particulier (homme très estimable , et qui a suivi une noble

conduite dans ses fonctions près de Cambacérès), est chargé de les mettre en ordre et de les publier. Le gouvernement envoie un maître des requêtes pour « assister à la levée des scellés, se faire remettre « toutes les pièces, de quelque nature qu'elles soient, « qui étaient entre les mains du duc de Cambacérès, à « raison des diverses fonctions publiques dont il a « été revêtu. Il ne sera fait, ni dans le procès-verbal « de la levée des scellés, ni dans celui de l'inventaire, « aucune description des papiers dont il s'agit, etc. » Le maître des requêtes chargé de cette opération est « tenu de les remettre immédiatement entre les mains « du garde des sceaux, qui les fera inventorier et « classer, après quoi ils seront remis à qui de droit. » Cette ordonnance est une atteinte formelle aux dispositions du Code civil: le gouvernement n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires de famille, et de disposer des papiers que la loi place sous les scellés à l'époque du décès des individus. Le considérant de l'ordonnance dit bien « que le duc Cambacérès paraît « avoir conservé des pièces qui n'étaient entre ses « mains qu'à raison des diverses fonctions publiques « dont il a été revêtu; que ces papiers appartiennent « à l'état et doivent rester en sa possession. » Mais, d'après la prétention ou le principe avancé par l'autorité, il n'y aurait pas de raison pour que le gouvernement n'assistât aux levées de scellés et ne s'emparât des papiers de tout individu ayant exercé des fonctions publiques: ainsi l'autorité aurait la facilité de saisir les papiers des ministres, des généraux, des magistrats, des membres des autorités constituées, des maires des bonnes villes comme de ceux du plus petit village, même des académiciens, des savants, des hommes de lettres, des artistes, en un mot, de

tous les fonctionnaires publics qui ont apparu dans les affaires publiques depuis trente-cinq ans, c'est à-dire depuis 1789 ? Au reste, les mémoires laissés par Cambacérès devaient être d'un grand intérêt historique : car ce personnage eut l'honneur, étant membre de la convention, d'entrer en correspondance avec Louis XVIII ; il entretint des relations avec des anciens émigrés de marque et d'ancien ministres de Louis XVI, ainsi qu'avec deux ministres des puissances étrangères.

31.—Le sieur Ravez est nommé président de la chambre des députés. Depuis 1814, M. Ravez a fait preuve du plus vif attachement à la maison de Bourbon : aussi ce député a-t-il déjà mérité l'honneur d'être choisi plusieurs fois par le roi (dans la liste des candidats présentés par la chambre des députés) pour exercer les fonctions de président de la chambre. Tous les bons Français souhaitent que ce député soit élevé à la pairie, et reçoive bientôt l'illustre récompense de ses services législatifs, et de son dévouement à la légitimité ; dévouement si absolu, que M. Ravez refusa, en 1815, de servir de défenseur aux deux frères les généraux César et Constantin Faucher, traduits devant la cour d'assises de Bordeaux par suite des déplorables événements des cent-jours (21 mars-juin 1815). Ce refus est d'autant plus méritoire que M. Ravez était lié d'intimité avec les deux accusés ; il poussa la réserve jusqu'à refuser d'eux un magnifique camée antique représentant la tête de Démosthène, que César Faucher avait rapporté d'Italie. M. Ravez ne voulait rien conserver qui pût lui rappeler d'anciens et bons amis qu'il effaçait de son souvenir, dès l'instant où ils avaient trahi la cause de la légitimité.



5 AVRIL. — Un projet de loi relatif au remboursement du capital ou à la réduction de l'intérêt de la rente sera adopté le 6 mai, par la chambre des députés. Nombre des votants, troiscent quatre-vingt-trois : pour le projet, deux cent trente-huit; contre, cent quarante-cinq ; majorité, quatre-vingt-treize. Ce projet, conçu sans doute dans des vues d'ordre et d'économie, doit avoir (disent les financiers les plus probes et les plus éclairés) des résultats entièrement opposés à ceux qu'annonce avec assurance le ministre des finances. Il est combattu par MM. Casimir Perrier, Foy, Girardin, etc., qui démontrent d'une manière victorieuse les funestes effets qu'aura cette loi pour l'état et pour les particuliers. Ses dispositions tendent à diminuer le revenu des petits rentiers, et à augmenter d'une manière effrayante le capital de la dette publique pour en réduire l'intérêt. La dotation annuelle affectée à la caisse d'amortissement est détournée de la destination fixée par un engagement solennel; cette dotation est affectée aux rentes qu'on veut créer, en sorte qu'il y a violation, par l'état, de la foi publique. Le remboursement du capital des cinq pour cent consolidés est envisagé comme impossible ; et la conversion volontaire des cinq pour cent en trois pour cent, au taux de soixante-quinze francs, doit être incontestablement refusée par les rentiers, qui y trouveront un évident dommage par la diminution de leur revenu. Tels sont les vices et les erreurs qu'on signale à la tribune nationale comme renfermés dans le projet de loi : aussi excite-t-il les alarmes de tous les créanciers de l'état ; la discussion publique produira une agitation et un mécontentement extrême ; jamais l'opinion nationale ne se sera prononcée aussi unanimement et avec autant de force. Tous les bons esprits, tous les hommes versés

dans la science du crédit public, sont persuadés qu'une semblable loi entraînera les plus désastreux effets pour la fortune publique et pour les fortunes particulières; l'agiotage seul, en faveur duquel le remboursement et la conversion ont été (disent-ils) proposés, l'agiotage doit y trouver d'énormes et scandaleux bénéfices. Des banquiers privilégiés trafiqueront légalement des effets publics, et disposeront, en quelque sorte, au gré de leur avidité, de la fortune de l'état; la caisse d'amortissement ne sera plus que la caisse des agioteurs privilégiés, etc., etc. Ainsi ne cessent de dire (et nous croyons qu'ils ont bien tort) les nombreux adversaires qui fondent leurs assertions sur des preuves qu'ils prétendent positives et incontestables! Les écrivains salariés par le ministère s'efforcent au contraire de prouver que le génie financier n'a jamais enfanté une plus belle conception que celle du remboursement du capital, ou de la réduction de la rente, proposée par un agioteur étranger et adoptée par M. de Villèle. Si le projet est adopté, son exécution décidera si M. de Villèle est en effet un Sully, un Colbert et un Pitt tout à la fois, ainsi que le proclament les sangsues publiques et les flatteurs du trésor ministériel, ou si ce ministre est d'une présomption et d'une médiocrité entières en matières d'état et de finances, ainsi que ne cessent de le répéter ses adversaires. Dans la défense de ce projet, à la tribune de la chambre des députés, à celle de la chambre des pairs, M. de Villèle fera preuve d'une imperturbable assurance dans les erreurs et les sophismes qu'il aura mis en avant pour prouver les avantages de son projet de loi; mais toutes ses divagations, toutes ses assertions, démontreront seulement qu'il ignore les premiers éléments de la science du crédit public; et le

même ministre qui soutient aujourd'hui que l'intérêt de l'argent est à quatre pour cent dans les transactions sociales, vu la grande abondance de numéraire dont la France est surchargée, fera bientôt autoriser les départements et les communes à emprunter à cinq et à six pour cent les fonds nécessaires à des dépenses locales d'une nécessité urgente. Inapte et désastreuse conception financière ! Heureusement la chambre des pairs rejettera, le 3 juin, le projet de loi : sur deux cent vingt-trois votants, il y aura quatre-vingt-quatorze votes pour l'adoption, cent vingt-huit contre, un bulletin nul ; majorité, trente-quatre. La décision de la chambre des pairs sera reçue aux acclamations publiques ; l'opinion nationale environnera de reconnaissance et de respect les membres de la chambre des pairs.

5. — Le ministère présente un projet de loi pour le renouvellement intégral et septennal de la chambre des députés : « .... La chambre actuelle des députés, « et toutes celles qui suivront, seront renouvelées « intégralement. Elles auront une durée de sept années, à compter du jour où aura été rendue l'ordonnance de leur première convocation, à moins « qu'elles ne soient dissoutes par le roi. » — Le projet de loi a été présenté à la chambre des pairs, et y sera adopté le 7 mai. Nombre des votants : 184 ; pour le projet de loi, 117 ; contre, 67 ; majorité, 50. Il sera porté le 14 mai à la chambre des députés, et y sera adopté le 8 juin. Nombre des votants, 379 ; pour le projet de loi, 292 votes ; contre, 87 ; majorité, 105. Cette loi détruit l'article 37 de la charte, loi fondamentale de la monarchie constitutionnelle, contrat synallagmatique entre le roi et la nation, statut dont Louis XVIII a lui-même déclaré solennellement (5 sep-

tembre 1816) qu'aucun article ne serait révisé. L'article 37 de la charte a fixé textuellement le mode de renouvellement de la chambre des députés ; il doit être effectué annuellement, et par cinquième. Rendre ce renouvellement intégral, et la chambre septennale, c'est violer ouvertement l'une des deux principales garanties des libertés nationales, les droits électoraux et législatifs. Si la liberté de la presse, textuellement reconnue par l'article 8 de la charte, est aussi mise par la chambre septennale à la disposition du gouvernement, c'est-à-dire de l'autorité ministérielle, les libertés nationales pourront alors être détruites pièce à pièce, et la charte, existant toujours de droit, cessera d'exister de fait ; mais alors aussi les droits du trône ne seraient pas moins exposés que les droits du peuple, et le despotisme ministériel s'établirait sur leurs ruines. Or le despotisme ministériel engendre les révolutions : c'est donc vers de nouvelles calamités que la violation patente des articles fondamentaux de la charte peut, malheureusement, conduire le trône et la nation. Dans un discours étonnant par sa profondeur, admirable de clarté et de science politique, appuyé sur des preuves et des autorités historiques consacrées par une expérience contre laquelle se brisent toutes les déclamations des partisans du despotisme et de la corruption, M. Royer-Collard a fait toucher au doigt les résultats que doit produire, dans un temps donné, la septennalité de la chambre. Ce discours (séance du 3 juin) restera comme un monument du vertige et de la rage contre-révolutionnaire qui égarent certains esprits. Le Montesquieu de la restauration leur a montré l'abyme vers lequel ils précipitent la monarchie.... « Les élections sont suspendues (a dit M. Royer-Collard).... Avons-nous

« le gouvernement représentatif tel qu'il nous a été  
« donné par le roi?... La charte vous a faits électeurs ,  
« il est vrai , mais il faut que les agents des ministres  
« avouent que vous l'êtes ; s'ils ne l'avouent pas , vous  
« ne le serez pas ; et pour s'en défendre ils ont des  
« retranchements infinis dans lesquels vous ne pourrez  
« pas les forcer. Vous vous plaindrez , à qui ? à d'autres  
« agents des ministres : car tous ceux-là le sont , de  
« quelque nom usurpé qu'on les pare , qui , recevant  
« d'eux leur mission , la conservent ou la perdent par  
« cette volonté de chaque jour , et ne sont responsables  
« qu'à leur volonté , leur unique règle , et , en définitive ,  
« messieurs , leur unique loi , puisque les lois ne les  
« obligent et que la justice vengeresse ne les atteint  
« que si le ministère le permet.... De même que le  
« ministère a le pouvoir de détruire des électeurs , il  
« a celui d'en faire , et la réclamation est également  
« difficile , également impuissante. Il domine donc lé-  
« galement , comme je l'ai dit , la formation des col-  
« lèges , qui sortent nécessairement de ses mains tels  
« qu'il les a faits.... Le ministère a formé les collèges ;  
« qui votera dans ces collèges ? tous les électeurs ad-  
« mis sans doute ? Non : ce sera pour un très grand  
« nombre le ministère. Ce n'est pas moi qui le dis , c'est  
« lui ; c'est sa prétention publique , officielle , raison-  
« née. Le ministère vote par l'universalité des emplois  
« et des salaires que l'état distribue , et qui tous , ou  
« presque tous , directement ou indirectement , sont  
« le prix de la docilité prouvée.... En un mot , le mi-  
« nistère vote de tout le poids du gouvernement , qu'il  
« fait peser en entier sur chaque département , chaque  
« commune , chaque profession , chaque particulier.  
« — Et quel est ce gouvernement ? c'est le gouverne-  
« ment impérial , qui n'a pas perdu un seul de ses

« cent mille bras; qui a puisé au contraire une nou-  
 « velle vigueur dans la lutte qu'il lui a fallu soutenir  
 « contre quelques formes de liberté, et qui retrouve  
 « toujours au besoin les instincts de son berceau, la  
 « force et la ruse; et ce gouvernement sera le patri-  
 « moine de tous les ministères, qu'ils soient habiles  
 « ou incapables, loyaux ou infidèles, serviteurs du roi  
 « ou des partis; et ce sera le plus mauvais et le plus  
 « mal intentionné qui en abusera davantage..... En  
 « effet les élections usurpées, la responsabilité, seul  
 « écueil des fautes ministérielles, est évitée.... Faut-il  
 « attendre de son impartialité (le ministère) qu'il ou-  
 « vrira ou seulement qu'il ne fermera pas la tribune  
 « à ses adversaires? Les faits parlent ici plus haut que  
 « je ne pourrais le faire; les noms les plus honorables  
 « se pressent dans votre mémoire, et d'illustres vic-  
 « times immolées jusque dans vos rangs vous ont  
 « appris si les plus nobles intentions et un dévoue-  
 « ment éprouvé obtiennent grâce pour l'indépen-  
 « dance du caractère..... La charte est maintenant  
 « toute notre histoire; elle est le fait unique et su-  
 « prême; ... elle est... au-dessus de l'atteinte des pou-  
 « voirs qui sont son ouvrage. Comme transaction et  
 « pacification, elle est inviolable; comme loi fonda-  
 « mentale, ce n'est pas à la théorie de se mesurer  
 « avec elle. S'il est permis de recommencer la charte  
 « pour mieux faire, il n'y a point de charte... Mes-  
 « sieurs, le respect de la charte et des droits qu'elle  
 « a reconnus et consacrés ne saurait aller trop loin;  
 « et cependant il y a quelque chose au-delà, c'est la  
 « *prudence*,... » Avec quelle immense supériorité de  
 « talent, de raison et de logique politique, M. Royer-  
 « Collard a pulvérisé les déclamations des orateurs mi-  
 « nistériels, des Viennot-Vaublanc, des Castelbajac, des

Josse-Beauvoir, etc., dont les discours sont également vides de logique, de talent, de raison. MM. Girardin, Foy, Labbey-Pompières, etc., etc., se distinguent dans la chambre des députés par l'éloquence et l'énergique loyauté qu'ils déploient en faveur de la charte, comme se sont distingués MM. Boissy - d'Anglas, Lanjuinais, etc., à la chambre des pairs. Mais tous les efforts des véritables amis du trône, de la liberté constitutionnelle, ont été inutiles : la chambre des députés, créée en vertu de la charte, qui veut que les députés soient élus pour cinq années, et que la chambre soit renouvelée par cinquième chaque année, cette chambre consent à se déclarer septennale et à suspendre (pendant sept années) les élections, comme l'a dit M. Royer-Collard. La loi de septennalité va donc commencer de nouvelles destinées pour la France !!! C'est à M. de Châteaubriand (aujourd'hui ministre) qu'il faut attribuer en grande partie cette immense violation de la charte ; dans sa *Monarchie selon la charte*, dans ses articles insérés dans le *Conservateur*, cet écrivain a manifesté les principes, il a énoncé les vœux que la session actuelle des chambres voit consacrer et accomplir. M. de Châteaubriand, devenu membre du ministère, professe les doctrines et suit le système adopté par ce ministère ; mais il ne tardera pas à être expulsé du pouvoir, et alors M. de Châteaubriand adoptera des doctrines absolument opposées à celles dont il fait maintenant profession ; il fera de l'opposition constitutionnelle dans le *Journal des Débats* et à la tribune de la chambre des pairs ; il tonnera contre le despotisme ministériel, après avoir défendu, de toute son influence administrative et de toute son éloquence littéraire, ce même despotisme ministériel dont il aura été complice, involontairement sans doute ;

et, chose remarquable, le talent si supérieur de cet écrivain brillera du même éclat en soutenant des controverses politiques aussi diamétralement contraires dans leur nature et leurs principes !

4 MAI. — Un décret du roi de Portugal (Jean IV) déclare que l'ancienne constitution politique (c'est-à-dire le pouvoir absolu de la couronne) est en vigueur. Le 9, ce monarque, sous prétexte d'aller à une de ses campagnes, trouvera moyen de s'embarquer et de se rendre à bord du vaisseau anglais *le Windsor-Castle*, emporté dans le Tage; il mandera son fils, l'infant don Michel, et lui ordonnera de venir recevoir ses volontés souveraines. Dans une proclamation adressée à ses sujets, il retracera les procédés violents et les attentats contre le pouvoir royal commis par don Michel; et, rejetant les fautes de ce prince sur « sa jeunesse et son « inexpérience dans les affaires publiques, il lui pardonne tous les excès de juridiction qu'un zèle indiscret lui a fait commettre. » Le roi donne l'ordre de remettre en liberté les individus que l'infant don Michel a fait arbitrairement arrêter depuis le 30 avril.

6 JUIN. — Le sieur comte de Villèle, président du conseil des ministres et ministre des finances, est chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères, en remplacement du sieur vicomte de Châteaubriand\*.

\* Le jour même (6 juin), M. de Châteaubriand, ministre, se rend aux Tuileries comme à l'ordinaire; mais, à peine entré, on lui annonce qu'un paquet important l'attend à l'hôtel du ministère. Il y court, et trouve avec l'ordonnance royale une lettre du président du conseil, remarquable par son laconisme et par l'absence de toute espèce de procédés : « Monsieur le vicomte, j'obéis aux ordres du roi, et je vous transmets l'ordonnance ci-jointe. » (M. de Châteaubriand s'était prononcé, dit-on, contre le projet de loi relatif au remboursement du capital des rentes cinq pour cent,



Un projet de loi concernant les crimes et les délits commis dans les églises, présenté le 7 mai, contient des dispositions de la plus extrême sévérité; il est fortement improuvé par l'opinion publique, qui s'obstine à l'envisager comme l'œuvre des jésuites et du pouvoir ultramontain. Il a éprouvé à la chambre des pairs divers amendemens qui en ont mitigé la barbarie; le projet ainsi modifié a été adopté. Nombre des votants, cent quarante-sept : pour l'adoption, cent trente-six votes; contre, sept votes. Présenté à la chambre des députés, le projet de loi y devient l'objet d'une si vive opposition, que le roi retire, par ordonnance de ce jour, un projet qu'on s'est permis, dans la discussion législative, d'appeler *draconien*. M. Royer-Collard s'est surpassé dans cette grande circonstance politique : il s'est mis au-dessus de l'éloge. Le 18 juin, il paraîtra une autre ordonnance du roi, par laquelle le projet de loi relatif aux droits de navigation est retiré. Ce dernier projet était d'une fiscalité révoltante, et renfermait les dispositions les plus nuisibles au commerce et à l'industrie.

9. — Une loi relative au nouveau mode de recrutement de l'armée est présentée. Les principales dispositions de l'excellente loi du 10 mars 1818 sont rappor-

ou à la réduction de l'intérêt.) Une heure après, M. le vicomte de Châteaubriand n'était plus au ministère, et avait répondu non moins laconiquement à M. de Villèle : « Monsieur le comte, j'ai quitté « l'hôtel des affaires étrangères; le département est à vos ordres. » Ainsi M. de Châteaubriand a été destitué comme un commis, et mis hors du ministère comme un valet; le mépris des convenances a été porté au dernier point. Dès ce moment l'opinion nationale se prononce en faveur d'un personnage éminemment recommandable par son talent comme écrivain, et qui avait droit, par son dévouement à la cause de la légitimité, dévouement dont il avait donné de si éclatans témoignages depuis 1814, à un traitement et à des procédés honorables, ou tout au moins honnêtes.

tées. L'on renonce à l'utile et honorable service des vétérans, et cette noble réserve nationale est mise au néant. Les appels faits chaque année sont portés à soixante mille hommes, au lieu de quarante. La durée du service militaire, dans quelque corps que ce soit, est de huit années, tant pour les jeune gens qui sont appelés que pour ceux qui s'engagent volontairement. La durée du service militaire n'était, d'après la loi de 1818, que de six ans dans l'infanterie pour les engagements volontaires et pour les soldats appelés. On voit combien l'esprit de cette loi diffère de celui qui animait l'illustre maréchal Gouvion-Saint-Cyr, ministre aussi éclairé que sujet fidèle et bon citoyen.

16. — Le duc de Plaisance (Lebrun), pair de France, membre de l'institut, meurt à l'âge de quatre-vingt-six ans, dans sa terre de Saint-Mesme, près Dourdan. L'ex-prince, archi-trésorier, s'est fait pardonner sa haute élévation politique, quoiqu'il ait constamment favorisé le despotisme consulaire et impérial de Napoléon Bonaparte; mais il a joui sans orgueil et même sans vanité de son immense fortune; il n'a pas abusé de l'influence administrative que lui donnaient son titre et ses fonctions; il n'a personnellement commis aucun acte arbitraire, aucune injustice marquée; une foule de simples particuliers ont, au contraire, éprouvé les effets de sa protection et de sa bienveillance. Dans ses gouvernements de Gènes, de la Ligurie, de la Hollande, il s'est toujours montré juste; la modération de son caractère lui a mérité l'affection et la reconnaissance des peuples qu'il était chargé d'administrer; il a exercé un pouvoir immense, et, répétons-le, pour l'enseignement des grands fonctionnaires, il n'a pas abusé de

ce pouvoir. Le duc Lebrun aimait un peu trop l'argent, et presque tous ses revenus se changeaient aussitôt en capitaux ; mais ils ne lui coûtèrent du moins ni vols ni bassesses. Ce grand dignitaire était l'homme du pouvoir et n'était point celui du crime. Ses grandes richesses furent l'effet nécessaire d'une économie poussée, dans certaines circonstances, jusqu'à l'avarice ; il thésaurisait pour sa famille, et ce motif peut excuser bien des défauts. Son fils, qui succède au titre de duc de Plaisance, a acquis, par de brillants services militaires, des titres à l'estime nationale, et son nom est honorablement inscrit dans les fastes de l'histoire.

25.—Une loi relative à diverses modifications au code pénal réduit à des peines moins fortes la plupart des peines afflictives ou infamantes déterminées par le code pénal, principalement pour vols ; elle défère aux tribunaux correctionnels plusieurs crimes ou délits dont la connaissance appartenait aux cours d'assises d'après les dispositions du code. L'on doit peut-être regretter que la peine de mort prononcée par l'article 302 du code pénal contre la mère coupable d'infanticide puisse être réduite, en vertu de l'article 5 de la loi nouvelle, à la peine des travaux forcés à perpétuité. Le crime d'infanticide ne saurait être trop sévèrement réprimé. Sans nul doute, la barbarie doit être exclue de tout bon système de législation criminelle ; mais la conservation de la société exige une inflexible sévérité contre les crimes qui attentent directement aux premiers intérêts du corps social.

30.—Une convention est conclue entre la France et l'Espagne pour la prolongation du séjour de l'armée fran-

çaise en Espagne. Par la convention conclue à Madrid, le 9 février dernier (Voyez cette date), entre la France et l'Espagne, quarante-cinq mille hommes de troupes françaises doivent séjourner en Espagne jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet suivant, et y occuper plusieurs villes et places fortes, notamment Cadix, La Corogne, Barcelone, Pampelune, Lérida, Saint-Sébastien, etc. Leur solde, nourriture, équipement et entretien doivent être à la charge de la France; seulement, l'Espagne est tenue de fournir deux millions par mois, comme différence du prix de solde et entretien du pied de paix au pied de guerre. Par la convention actuelle, le corps d'armée française séjournera en Espagne jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1825; une division sera cantonnée aux environs de Madrid, pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans la capitale, et le quartier-général de l'armée française pourra être transféré partout où le général en chef le jugera utile au bien du service. Outre les places mentionnées dans la convention du 9 février, les Français tiendront garnison dans les villes de Saragosse et de Cardona. L'état d'agitation ou plutôt de désorganisation où se trouve déjà l'Espagne annonce que l'occupation française sera prolongée après le 1<sup>er</sup> janvier 1825: ainsi, la guerre d'Espagne aura coûté à la France des sommes immenses sans produire aucun résultat favorable pour l'Espagne, puisque les calamités de ce royaume s'accroissent tous les jours d'une manière plus grave et plus intense.

19 JUILLET. — Don Augustin de Iturbide, ex-empereur du Mexique, arrive à Soto-Marina (Mexique), sur un navire anglais. Un décret du souverain congrès général, en date du 26 avril dernier, a mis Iturbide

hors la loi; l'ex-empereur, arrêté le 17 juillet, est conduit à Padilla le 19, et fusillé le même jour.

28.— On adopte une loi relative à l'ouverture de nouveaux crédits pour complément des dépenses extraordinaires de l'exercice 1823.— Art. 1<sup>er</sup>. Il est accordé au ministre de l'intérieur, sur les fonds du budget de 1823, au-delà des crédits qui lui ont été ouverts pour les dépenses ordinaires de cet exercice par la loi du 17 août 1822, un supplément de 575,893 fr. 71 cent., pour solder les travaux de construction et de disposition intérieure de la nouvelle salle de l'Académie royale de musique.— Art. 2 La répartition faite par l'ordonnance du 22 avril 1823, entre les ministres ordonnateurs, du crédit éventuel de cent millions ouvert par la loi du 17 mars précédent pour les dépenses extraordinaires de l'année 1823, est et demeure approuvée.— Art. 3. Ce crédit est augmenté d'une somme de 107,768,077 fr., à laquelle s'élève le complément des dépenses extraordinaires et urgentes qui ont été autorisées par des ordonnances, dans les formes prescrites par l'art. 152 de la loi du 25 mars 1817, pour le service de guerre de l'année 1823.— Cette somme, ainsi que celle énoncée en l'article 2 de la présente loi, demeurent réparties entre les différents ministères et services. C'est le second acte additionnel financier qu'entraîne la guerre d'Espagne.

3 AOÛT.— Une ordonnance du roi crée les archives de la couronne. Les titres, actes, pièces et documents servant à l'établissement de la propriété des immeubles qui composent la dotation de la couronne, seront réunis dans des archives spéciales, confiées à la garde d'un archiviste, et placées à Paris dans l'un des bâtiments de la couronne.

4. — La loi sur les finances fixe les recettes et les dépenses de l'année 1825. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement, pour l'exercice de 1825, sont fixées à la somme de. . . . . 237,085,785 fr.

Les dépenses générales du service,

à la somme de. . . . . 661,847,395

(non compris les dépenses départementales.)

Total. . . . . 898,933,180

Le budget des recettes est évalué,

pour l'exercice de 1825, à la

somme de. . . . . 899,510,583.

Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe. Les bons royaux en circulation ne pourront excéder cent quarante millions. Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire, qui devra être autorisée par ordonnance du roi, et dont il sera rendu compte à la plus prochaine session des chambres. Sur quelques raisons que l'on s'appuie pour créer ce papier-monnaie, il n'en est pas moins évident qu'une telle émission de fonds peut entraîner de graves abus, par les facilités qu'elle offre d'augmenter clandestinement et à volonté les dépenses, sous prétexte de pourvoir au service de la trésorerie. Un ministère qui ne serait pas probe et économe (observation qui ne peut concerner l'administration de M. de Villèle, dont tout le monde reconnaît la probité, l'esprit d'ordre et d'économie) pourrait commettre dans l'ombre de grandes dilapidations; et le mal, après avoir été long-

temps déguisé et pallié, n'en éclaterait qu'avec plus de violence, si certaines circonstances qui, pour n'être pas probables, n'en sont pas moins possibles, venaient à se développer; circonstances que tout bon système de finances doit soigneusement prévoir et prévenir! Nous ne disons pas que l'émission des bons royaux aura des effets fâcheux, mais seulement que cette émission est, par sa nature même, susceptible de produire de tels effets, et qu'en conséquence, une disposition financière de si haute importance ne saurait être trop rigoureusement et trop scrupuleusement surveillée dans son exécution par les chambres législatives.

4. — Le lieutenant-général baron de Damas (pair) passe du ministère de la guerre à celui des affaires étrangères. Le marquis de Clermont-Tonnerre (pair) passe du ministère de la marine à celui de la guerre. Le comte Chabrol, dit Crousol (pair), est promu au département de la marine. Le duc de Doudeauville (pair) est nommé au ministère de la maison du roi, en remplacement du maréchal marquis Law-Lauriston, nommé ministre d'état et grand-veneur. Peu de généraux de la révolution ont fait, sous la restauration, une aussi rapide fortune que le général Law-Lauriston; mais il l'a méritée par son dévouement à la maison de Bourbon, dévouement non moins profond que celui que le général avait porté à Napoléon, jusqu'au jour de son abdication, <sup>1</sup>11 avril 1814. Le comte Chabrol-Crousol a fait un aussi rapide chemin dans la carrière administrative, et a montré la même fidélité à la cause de la légitimité, après avoir été fidèle à la cause de l'usurpation jusqu'à la même époque, 1814. M. de Clermont-Tonnerre, qui a fait ses premières armes au service du roi usurpateur

d'Espagne, Joseph Bonaparte, s'est également distingué par son dévouement à la maison de Bourbon depuis la restauration, et en a été récompensé ainsi qu'il méritait de l'être. M. de Damas n'a jamais servi que la cause de la légitimité; ce Français a passé sa vie en Russie, et est rentré en France avec l'empereur Alexandre et à la suite des cosaques.

4. — Une ordonnance du roi crée, auprès du ministère de la marine, un conseil d'amirauté composé de trois officiers-généraux et de deux officiers-supérieurs de l'administration de la marine, ou anciens administrateurs des colonies. — Les membres du conseil sont nommés par le roi. — Le conseil donnera son avis sur toutes les mesures qui auraient rapport à la législation maritime et coloniale, et à l'administration des colonies, à l'organisation des armées navales, au mode d'approvisionnement, aux travaux et constructions maritimes, à la direction et à l'emploi des forces navales en temps de paix et de guerre. — C'est une très bonne institution que celle du conseil d'amirauté; mais, n'ayant que la faculté de donner son avis sur les mesures qui lui sont présentées, et l'exécution de ces mesures dépendant absolument de la volonté ministérielle, le conseil d'amirauté est en quelque sorte frappé de stérilité. Le ministre de la marine et des colonies demeure en réalité, et à lui seul, tout le conseil.

4. — La clôture de la session de 1824 est annoncée aux chambres législatives (V. 23 mars). Le pouvoir ministériel a éprouvé des échecs, des défaites et des humiliations dans les deux chambres; mais il a remporté une victoire dont les suites peuvent être incalculables pour ou contre le trône et la nation. Maître



des élections, le ministère a détruit l'article 37 de la charte, et a obtenu une chambre septennale à la place d'une chambre dont les membres élus pour cinq années étaient renouvelés chaque année par cinquième : ainsi l'opinion nationale ne peut plus s'exprimer ou se faire jour législativement qu'après un terme de sept années, pendant lesquelles le pouvoir ministériel, assuré d'une majorité que s'est donnée elle-même, pour sept années, une des branches du pouvoir législatif, peut modifier ou interpréter à son gré les articles fondamentaux de la charte constitutionnelle. Les libertés publiques sont donc, en quelque sorte, à la merci du despotisme ministériel, et d'immenses conséquences en bien ou en mal peuvent, ainsi qu'on l'a dit, résulter de ce nouvel état de choses !

15. — Une ordonnance du roi rétablit la censure (V. 29 septembre). Le préambule dit : « Considérant que  
« la jurisprudence de nos cours a récemment admis  
« pour les journaux une existence de droit indépen-  
« dante de leur existence de fait ; que cette inter-  
« prétation fournit un moyen sûr et facile d'éluder  
« la suspension et la suppression des journaux, etc. »  
Depuis plusieurs mois la santé du roi s'affaiblit, ou plutôt dépérit visiblement. Ce monarque est privé, depuis nombre d'années, de l'usage de ses jambes : ce n'est qu'à l'aide d'un fauteuil mécanique qu'il peut être transporté d'un lieu à un autre ; au moyen de rouages, on le descend de ses appartements dans sa voiture, afin qu'il puisse prendre l'exercice de la promenade, nécessaire à la conservation de ses jours si précieux pour les Français, qui ont environné d'un constant intérêt les infirmités dont le monarque était déjà affecté en entrant dans sa capitale (1814). Les jours du roi touchent à leur terme :

à ce moment, le ministère impose la censure aux feuilles périodiques !!! L'opinion publique blâme sans ménagement et repousse avec indignation une mesure dont aucune circonstance intérieure ne paraît indiquer le besoin. La nation regarde cette mesure comme une insulte qui lui est gratuitement faite. Les motifs exprimés dans l'ordonnance sont dirigés directement contre la magistrature; l'indépendance judiciaire y est attaquée et blâmée. Louis XVIII descendra au tombeau en privant les Français de la plus précieuse de leurs libertés, de celle qu'ils chérissent le plus.

15. — Un manifeste du gouvernement grec porte que les vaisseaux européens frétés par l'ennemi pour transporter des armes, des munitions de guerre, etc., seront traités d'après les règles en usage parmi les nations européennes. La Grèce, cette terre héroïque et sacrée, qui rappelle tous les nobles sentiments, tous les souvenirs glorieux et chers au cœur de l'homme, cette contrée où les sciences et les arts brillèrent d'un si grand éclat; la Grèce, opprimée et ensanglantée depuis plusieurs siècles par la férocité ottomane, a secoué ses chaînes et proclamé son indépendance. Elle fait les plus généreux efforts pour conquérir sa liberté, et le courage de ses habitants s'élève au-dessus de leurs calamités; mais ce n'est pas leur implacable oppresseur, le sultan, que les malheureux Grecs ont seulement à combattre : leur sainte cause est délaissée, trahie par tous les grands cabinets de l'Europe; ils laissent froidement exterminer les populations entières d'une contrée qui a relevé l'étendard de la liberté avec celui de la croix; ils prêtent non pas leur neutralité, mais une secrète assistance, au drapeau mahométan;

ils trahissent sans pudeur la cause de l'humanité et de la religion ; et, chose à peine croyable, c'est en faveur de la barbarie que les grandes puissances du continent se prononcent, parce que les Grecs veulent être libres..... Les Grecs seront donc exterminés ! Ainsi le veulent les oligarques de Saint-Pétersbourg et de Vienne, les marchands de Londres et les ultra-royalistes de Paris.

19-20. — La ville et l'île de Tarifa (Espagne) sont prises par une colonne de l'armée française. Tarifa, petite ville fortifiée de l'Andalousie, est située sur une baie, à sept lieues S.-O. de Gibraltar ; au S.-E. se trouve une petite île du même nom.

20. — Une ordonnance du roi crée une commission de révision, chargée de colliger et de vérifier les arrêtés, décrets et autres décisions réglementaires rendus antérieurement au rétablissement de l'autorité royale. Elle est chargée de préparer également, et dans le même ordre, les projets d'ordonnance destinés à remplacer celles dont les dispositions auront été reconnues utiles et qui devront être conservées. Cette commission est composée de douze membres et d'un secrétaire. Depuis 1814, tous les bons esprits désirent que les arrêtés, décrets, décisions réglementaires, etc., émis depuis 1789 jusqu'à 1814 (par l'assemblée constituante, l'assemblée législative, la convention, le directoire, le conseil des cinq-cents et des Anciens, le corps législatif, le sénat dit conservateur, le gouvernement consulaire, le gouvernement impérial), soient mis en harmonie avec la charte constitutionnelle et le régime représentatif, dans tout ce qu'ils offrent de conforme à ce régime, et abrogés dans tout

ce qu'ils renferment de contraire à notre système constitutionnel. Depuis 1814, le gouvernement de la charte fait indistinctement, et souvent d'une manière arbitraire, l'application des arrêtés, décrets, sénatus-consultes, décisions, etc., qui ont servi aux gouvernements antérieurs pour établir et consolider la tyrannie. Les ministres de Louis XVIII ont puisé dans le vaste arsenal de la législation révolutionnaire toutes les armes qui leur ont paru bonnes pour fonder leur despotisme et détruire les libertés nationales. Il est bien temps que la législation soit épurée, devienne une, et soit conforme à la charte ! Il est plus que temps de donner à la France les garanties politiques et civiles dont le besoin est si unanimement senti, et d'abroger par conséquent toutes les lois ou règlements d'administration ou de police qui portent atteinte aux droits des citoyens, et sont en manifeste contradiction avec les principes reconnus et garantis par la charte constitutionnelle ! !..... Mais les vœux de la nation seront-ils entendus, exaucés par la commission de révision ? On y trouve les noms de plusieurs individus qui, après avoir professé les principes démagogiques et révolutionnaires, ont montré le plus servile dévouement à la tyrannie impériale ; qui ont encensé et servi tous les pouvoirs de fait, et prêté serment d'amour et de fidélité à tous les gouvernements survenus pendant vingt-cinq années. Ces individus, tous fonctionnaires publics, tous dépendant plus ou moins du gouvernement ; apporteront-ils dans les si importantes fonctions qui leur sont déléguées l'impartialité, le désintéressement, le patriotisme et les talents qu'elles exigent au plus haut degré ? On ne voit point, parmi les membres de la commission, les noms de ces premiers jurisconsultes de France qu'environnent l'estime

et la confiance nationales : MM. Dupin, Billecoq, Mauguin, Isambert, Comte, Mérilhou, Dunoyer, Cottu, Bérenger, etc., etc. ; jurisconsultes dont le dévouement aux droits du trône et aux libertés de la nation ne saurait être révoqué en doute, et dont les lumières auraient donné un si grand poids, dans l'opinion publique, aux travaux de la commission de révision.

26.—Une ordonnance du roi porte : — Art. 1<sup>er</sup>. Les affaires ecclésiastiques et l'instruction publique seront dirigées, à l'avenir, par un ministre-secrétaire d'état, qui prendra le titre de ministre-secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. — 2. Ses attributions comprendront la présentation des sujets les plus dignes d'être promus aux archevêchés, évêchés, et autres titres ecclésiastiques, les affaires concernant la religion catholique et l'instruction publique ; les dépenses du clergé catholique, des édifices diocésains, des collèges royaux et des bourses royales. Il exercera les fonctions de grand-maitre de l'université, telles qu'elles sont déterminées par les lois et règlements, à l'exception de celles qui sont relatives aux facultés de théologie protestante, à l'égard desquelles les fonctions de grand-maitre seront exercées par un membre du conseil d'instruction publique, et continueront d'être dans les attributions du ministre de l'intérieur, ainsi que toutes les affaires relatives aux cultes non catholiques. — Sous l'ancienne monarchie, il n'existait point de ministère des cultes : un évêque était chargé de la feuille des bénéfices, et présentait les sujets à promouvoir aux bénéfices de l'église : un directeur général des économats était chargé de l'administration des biens ecclésiastiques vacants.

Ces deux administrateurs ne jouissaient pas, tant s'en faut, de l'étendue des pouvoirs ministériels. Lorsque Napoléon voulut s'assurer du clergé, qu'il venait de rétablir, il créa un ministère des cultes, et en investit l'un des hommes les plus éclairés, les plus vertueux et les plus tolérants de France, le célèbre Portalis, auquel succéda un homme non moins recommandable, Bigot de Préameneu ; toutes les communions chrétiennes furent placées sous la surveillance et la protection de ce ministère; et, pendant tout le règne de Napoléon, les ministres du culte catholique et ceux des autres communions se maintinrent en paix et dans une entière soumission aux lois de l'état. Après dix ans de règne, Louis XVIII a jugé nécessaire d'établir un ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. L'instruction publique est donc mise de droit et de fait entre les mains du clergé, et cette mesure tend évidemment à lui donner une très grande influence dans l'état. Nous n'examinerons pas si, en bon principe de gouvernement, le clergé doit posséder une telle influence : certainement, l'on ne saurait trop honorer et respecter les ministres du culte catholique, tant la religion est sainte et divine ; mais, plus les ecclésiastiques sont renfermés dans les fonctions du sanctuaire et éloignés de toute espèce d'administration des affaires publiques, plus ils se montrent les dignes ministres du divin Maître, et plus ils obtiennent l'amour et la vénération des fidèles. La religion catholique ayant été déclarée religion de l'état, le ministre spécialement et uniquement chargé des affaires de cette église doit de toute nécessité favoriser cette église d'une manière particulière, et les autres communions chrétiennes placées dans les attributions d'un simple membre du conseil

de l'instruction publique (conseil sur lequel le ministre des cultes peut exercer une grande influence) ont peut-être à craindre que la loi fondamentale qui leur garantit le libre exercice de leur culte ne les protège pas suffisamment contre l'esprit ultramontain, esprit intolérant par essence ! Espérons que la sagesse du monarque et la fermeté des tribunaux contiendront cet esprit dans les bornes où la paix de l'état exige qu'il soit renfermé. La sainte Ligue a appris à la France que les guerres de religion accablent un état sous le poids des calamités royales et nationales!!!

26. — Le comte Frayssinous, évêque d'Hermopolis (pair), premier aumônier du roi, est nommé ministre au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. Cet évêque est connu par les conférences qu'il a données dans l'église de Saint-Sulpice de Paris, et qui lui ont mérité la réputation de savant théologien et d'homme d'esprit. On le dit très dévoué à la secte des jésuites, qui fait de toutes parts irruption dans l'état, et qui, à cette heure, envahit déjà par ses agents la plupart des places de l'administration publique. La nomination d'un évêque au ministère des affaires ecclésiastiques est-elle conforme aux bons principes de gouvernement ? Il serait permis d'en douter si l'on s'en rapportait au témoignage de deux cardinaux premiers ministres, qui étaient certes experts en semblable matière. Tout le monde sait que le cardinal Mazarin, au moment de sa mort, conseilla à Louis XIV de ne jamais introduire d'ecclésiastiques dans son conseil ; le cardinal Fleury, mourant, donna le même avis à Louis XV.

26. — Le cardinal duc de La Fare (pair), archevêque de

Sens et d'Auxerre, premier aumônier de Madame, duchesse d'Angoulême, est nommé ministre d'état et membre du conseil privé.

26. — Une ordonnance du roi organise le conseil d'état. Cette institution de la vieille monarchie avait été abolie par l'assemblée constituante; elle fut rétablie par Napoléon Bonaparte, dont le despotisme voulait s'exercer sur toutes les formes et sur toutes les choses. Le conseil d'état est inconstitutionnel et illégal, il met en quelque sorte la propriété et la liberté des Français à la discrétion du despotisme ministériel, puisque les individus lésés dans leurs droits politiques et civils ne peuvent intenter action et suivre en justice contre les fonctionnaires publics qu'ils défèrent aux tribunaux, s'ils n'obtiennent pas l'approbation du conseil d'état. Les membres du conseil d'état étant amovibles, révocables à volonté, et par conséquent sous la dépendance du gouvernement, il s'ensuit que le citoyen lésé dans ses droits par un fonctionnaire public ne peut l'attaquer juridiquement qu'avec la permission du gouvernement, qui a nommé ce fonctionnaire public et a intérêt à le protéger. Le gouvernement se rend donc juge et partie dans sa propre cause! De cette manière, un perpétuel conflit doit s'élever entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, et celle-ci se trouve réduite à n'appliquer la loi qu'avec la permission de celle-là. Le conseil d'état juge et interprète; il devient à la fois corps législatif et corps judiciaire. Si le conseil d'état se bornait à être le conseil privé du prince, il pourrait présenter une grande utilité en éclairant le monarque sur les diverses parties de l'administration; mais un conseil d'état revêtu d'attributions judiciaires et administratives



exemptes de tout contrôle, de toute publicité dans ses discussions et ses actes, est une institution directement contraire au régime représentatif et constitutionnel établi par la charte; institution qui mine sourdement et doit finir par détruire à la longue les libertés politiques comme les libertés civiles. Le conseil d'état, fondé par l'ordonnance de ce jour, est composé de membres très estimables pour la plupart, mais il n'en est pas moins une surcharge pour la France. On y voit des pairs de France, des directeurs généraux, des ministres d'état, des magistrats, des administrateurs, des préfets, etc.; en un mot, une foule de fonctionnaires publics, qui cumulent ainsi le traitement de conseiller d'état et celui des fonctions ecclésiastiques et civiles qu'ils exercent.

5 SEPTEMBRE. — Lacretelle aîné, ancien avocat, membre de l'académie française, meurt à Paris, à l'âge de soixante-treize ans. M. Lacretelle aîné a conservé jusqu'au dernier instant de sa vie l'honorable réputation que lui avaient méritée ses talents et ses vertus. Homme probe et excellent citoyen, ami et défenseur de la liberté constitutionnelle, il a joui de l'estime publique pendant tout le cours de la révolution, et s'est toujours monté fidèle à la loyauté, à l'honneur, à la patrie. Nommé suppléant à l'assemblée constituante, membre de l'assemblée législative, membre du jury national (1795), et membre du corps législatif après le 18 brumaire, M. Lacretelle se distinguait dans ces hautes fonctions par la sagesse et la modération de ses opinions; sa conduite politique fut parfaitement intègre. On a dit de lui avec vérité: « Il ne fléchit devant aucun despotisme, et traversa les temps les plus difficiles avec ce courage qui appartient à toutes les consciences ».

« ces pures.... » La littérature lui est redevable de plusieurs bons ouvrages. Sans être un homme de lettres du premier ordre, M. Lacretelle s'est distingué par les saines doctrines, la véracité historique, la science des bons classiques latins et français, et par une correction, une pureté de style, qui deviennent de jour en jour plus rares. Le nom de M. Lacretelle aîné sera honorablement recueilli par l'histoire. Il fut l'ami du vertueux Malesherbes : c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un citoyen.

16. — Louis xviii meurt à Paris au château des Tuileries, à quatre heures du matin. (Deux heures après, le nouveau roi, Charles x, et la famille royale, se rendent à Saint-Cloud.) Il était né le 16 novembre 1755. Louis xviii a été roi pendant vingt-neuf ans, mais n'a administré son royaume (comme il le disait lui-même) que pendant dix années. En vertu de la légitimité héréditaire de son droit au trône de France, ce prince a daté les années de son règne et les actes de son administration après la restauration (1814) du jour de son avènement, c'est-à-dire de la mort de Louis xvii (juin 1795).

La physionomie de Louis xviii n'était point dépourvue de majesté; la sévérité et la douceur, même la bonté, s'y peignaient naturellement, sans la moindre contrainte, lorsque le monarque jugeait à propos d'exprimer ces sentiments divers. Il avait beaucoup d'esprit, mais un esprit plus brillant que solide, et plus fin que prudent. C'était un littérateur instruit et jaloux de montrer son instruction. Le prince se montrait flatté de passer pour bon latiniste. Horace était son auteur favori, et le roi citait avec complaisance des vers de cet auteur : aussi plusieurs minis-

tres, qui connaissaient à peine leur propre langue, et les courtisans par excellence, qui ne connaissaient pas même les noms d'Horace et de Virgile, étudiaient les œuvres des deux grands flatteurs d'Octave pour répondre aux fréquentes citations latines de Louis xviii. Le jugement de ce monarque était droit, l'on pourrait même dire parfait, lorsqu'il s'exerçait sur des objets susceptibles d'affecter sa personne ou son autorité; il possédait peu de connaissances en matières d'économie politique, et le droit public lui était à peu près étranger.

La constitution physique de Louis xviii le rendait inhabile à la guerre; mais, s'il ne put défendre avec l'épée de Henri iv les droits de sa couronne, il les soutint avec une constante dignité la plume à la main. Il supporta avec une fierté et une résignation royales les misères et les calamités d'un exil qui semblait ne devoir finir qu'avec sa vie. Il ne pouvait se résoudre à désespérer de son sort comme roi! Le plus beau jour de sa vie fut celui où il entrevit enfin, dans la retraite de Russie (1812), la possibilité de rentrer en France; mais le jour le plus heureux de sa vie fut sans doute celui où, entrant dans sa capitale aux acclamations de ses sujets, il leur promit cette liberté légale et constitutionnelle qui leur était devenue si nécessaire après vingt-cinq années d'agitations sanglantes, de despotisme politique et de triomphes militaires. Quoique le monarque entrât dans ses états à la suite d'un million d'hommes qui venaient d'inonder la France, toute la France salua avec enthousiasme l'arrivée d'un prince qui, dès les premiers symptômes de la révolution (Voyez 18 août 1787; 12, 27 décembre 1788), avait manifesté ses vœux pour les améliorations que réclamaient alors tous le

Français; qui avait donné son assentiment (Voyez 15 juillet, 26 décembre 1789, 19 juillet 1790, etc.) aux principes constitutionnels proclamés par l'assemblée constituante, et publié avec éclat cet assentiment dans plusieurs circonstances majeures de la révolution; qui, enfin, avait fait connaître pendant son exil sa persistance dans les principes de cette révolution (Voyez 23 août 1804). Louis xviii donna aux Français une charte constitutionnelle, et ce grand acte de la puissance royale lui acquit l'amour des peuples. Malheureusement les courtisans de l'œil-de-bœuf, les vétérans du livre-rouge, d'incurables valets du pouvoir absolu, des ministres ineptes, égarèrent la prévoyance de Louis xviii, et un immense désastre, le 20 mars 1815, devint l'inévitable conséquence du système de conduite adopté par le gouvernement royal dès les premiers mois de son installation. La légitimité triompha une seconde fois de l'usurpation. Malheureusement l'esprit de la chambre de 1814 reparut avec plus de violence encore dans la chambre de 1815, saluée par le monarque du nom d'introuvable! Louis xviii sentit néanmoins la nécessité de la dissoudre. L'ordonnance du 5 septembre 1816 parut!!!..... Louis xviii vit de nouveau la France entière au pied de son trône; elle le bénit de ce bienfait, qui sauvait la nation et le trône. Une loi électorale en harmonie avec l'ordonnance du 5 septembre (Voy. 5 février 1817) en devint la précieuse garantie; mais une seconde loi électorale (Voy. 29 juin 1820) affaiblit considérablement la confiance nationale, et la loi de la septennalité fit croire aux Français que le gouvernement voulait détruire la charte constitutionnelle, tant les hommes de l'ancien régime avaient réussi à tromper la religion du monarque. Le monarque meurt :

il est privé des larmes du peuple , des regrets de la nation ; son convoi est privé des prières et des chants publics du clergé de Paris.

Louis xviii était dépourvu de courage physique , de caractère et de fermeté morale , quoique doué d'une volonté opiniâtre. Il avait l'âme plus forte que l'esprit. Sa mémoire était prodigieuse ; il n'oublia jamais une injure , une faute , une contradiction , la plus légère piqure faite à son amour-propre littéraire. Il n'oublia pas non plus un seul des services rendus à la royauté ; seulement il les mettait de côté lorsque les hommes qui avaient rendu ces services ou lorsque les principes de ces hommes ne lui convenaient plus. Il ne disait pas , comme Louis xiv , parce qu'il avait plus d'esprit que le fils d'Anne d'Autriche , « l'état , c'est moi , » mais il rapportait tout l'état à sa personne , car il n'avait pas moins de vanité que le grand roi. Louis xviii avait quelque chose du génie de Louis xi et un peu du génie de Charles v. C'est le roi le plus absolument personnel qu'ait jamais eu la France ; mais , croyant toujours gouverner les hommes et les choses , il fut toujours gouverné par ses entours et par les circonstances. Les favoris lui étaient nécessaires. Il connaissait mal la révolution et son invincible puissance ; il s'égara souvent dans ses espérances comme dans ses craintes ; mais , ayant étudié le côté fort et le côté faible des hommes de la révolution et des hommes de la contre-révolution , il sut en tirer du moins un merveilleux parti pour le succès de ses vues.

Le monarque prodiguait les faveurs , les grâces , et même l'or , quoique naturellement avare. Il donnait sans mesure , il refusait sans pitié ; mais , il faut le répéter , sa munificence et ses libéralités étaient vrai-

ment royales\*. Louis XVIII n'accordait jamais sa confiance, il la promettait; son cœur était à lui seul.

\* Il combla d'honneurs et de richesses le comte de Blacas d'Aulps, qui lui avait donné dans l'exil des témoignages d'une fidélité et d'un dévouement à toute épreuve. Les bienfaits du monarque créèrent l'immense fortune de ce gentilhomme, né indigent, et le mirent en état de soutenir d'une manière splendide l'honneur du nom français à Naples, à l'époque du mariage de monseigneur le duc de Berri avec la princesse Caroline, fille du roi des Deux-Siciles. Jamais ambassadeur ne déploya une plus grande magnificence que M. de Blacas. L'ambassadrice son épouse se montra, dans cette royale solennité, couverte de diamants : le nombre, la beauté et la grosseur de ces pierres précieuses, excitèrent l'étonnement et l'admiration des dames napolitaines, quoique les Italiens soient accoutumés à ce genre de luxe. — Que de bons de cent mille francs Louis XVIII n'a-t-il pas laissés tomber de sa plume avec une grâce toute particulière et comme par inspiration subite, en faveur de madame de Serres, qui, les larmes prêtées à couler des yeux, laissait apercevoir, mais craignait toujours de découvrir au monarque à quel point les affaires de l'état obligeaient M. le garde-des-sceaux, son époux, de négliger, de ruiner les affaires de sa famille! — Qui ne connaît les bienfaits accordés par Louis XVIII à madame Prinsteau, sœur de M. Decazes, et les dons faits à ce ministre, qui reçoit encore de son souverain, peu de mois avant sa mort, en 1823 (Voyez 15 février 1820), une énorme gratification? Dans l'abandon, la pureté et l'ardeur de son dévouement à la royauté, M. Decazes ne perdait pas, il est vrai, une seule occasion de veiller à la sûreté de l'état. Ce ministre réussit à mettre entre les mains du roi les papiers que Courtois, membre de la convention, avait trouvés dans les cartons de Robespierre, et gardés par-devers lui. M. Benoist, lieutenant de gendarmerie (depuis gendre de M. d'Yvory, maréchal-de-camp et député des Ardennes), fut chargé d'enlever ces papiers, qu'il remit à M. Manssion, préfet de la Meuse : papiers d'une haute importance politique, et renfermant, dit-on, une correspondance de différents personnages de l'étranger avec Robespierre. — Avec quelle royale magnificence Louis XVIII n'a-t-il pas réparé ses augustes bontés sur madame la comtesse Ducayla (née Talon), dont le père avait fait preuve d'un si noble dévouement à la cause royale en octobre 1789 et février 1790 (Voyez ces dates)!.... Après la seconde restauration, cette dame se trouvait dans un si grand dénûment qu'elle s'adressa à M. le duc de Grammont, capitaine des gardes de Louis XVIII

Ses favoris les plus intimes ne furent dans tous les temps que les instruments nécessaires à l'accomplisse-

(dont la fille était mariée en Russie à M. Davidof), pour le prier, d'après ses relations dans le Nord, de lui procurer une éducation à faire en Russie. Le duc l'en dissuada, et lui offrit, quoique n'étant pas alors de service, de lui faire obtenir une audience du roi, à l'effet de lui exposer sa triste position, et, attendu les services de son père (Voyez les dates ci-dessus indiquées), le duc de Grammont lui donna l'assurance qu'elle pourrait obtenir quelques secours sur la liste civile. Le duc étant enfin parvenu à vaincre la répugnance de la comtesse Ducayla, qui désespérait d'obtenir une petite pension, cette dame consentit à demander l'audience; elle fut accordée peu de temps après. Le jour fixé par le roi, elle entra aux Tuileries en protégée d'un grand seigneur, et elle eut sortit en haute protectrice. Son esprit et ses grâces avaient plu au roi, qui lui conserva jusqu'à sa dernière heure une faveur particulière, et lui en donna des témoignages éclatants. Madame la comtesse Ducayla ayant eu l'honneur d'être invitée au cercle de S. A. R. la duchesse de Berri, un jour de grande soirée, le roi vint voir avant la réunion, veut juger le bon goût de la toilette; et, sous le galant prétexte d'apporter plus d'élégance dans l'arrangement des boucles de cheveux, sa majesté place dans ces boucles, sans que la comtesse s'en aperçoive, une aumône du prix de deux cent mille francs..... Dans une autre circonstance, Louis XVIII demanda à cette dame si elle lit l'Ancien et le Nouveau-Testament; et, sur sa réponse assez embarrassée qu'elle n'a point dans sa bibliothèque cet excellent livre, le roi veut bien lui en promettre un exemplaire. Quelques jours après, il donne à madame Ducayla un exemplaire magnifiquement relié de la Sainte Bible, avec les cent cinquante gravures qui décorent ce bel ouvrage. Chacune de ces gravures, ordinairement reconvertes d'un papier de soie, était garnie d'un billet neuf de la banque de France de la somme de mille francs..... La royale munificence du monarque éclatera d'une manière digne de Louis XIV. Il ordonne la construction d'une maison de campagne sur l'emplacement du château de Saint-Ouen, où l'auguste législateur a promis la charte à ses sujets: où le monarque, rappelé par l'amour de ses peuples, a séjourné avant de faire son entrée à Paris. Les terrains sont achetés; le pavillon est bâti; les jardins sont plantés avec un goût exquis. Les ameublements sont d'une telle somptuosité qu'une reine pourrait habiter ce pavillon, on plutôt ce temple de fées, dont Louis XVIII fait don à madame Ducayla. Cette dame ayant

ment de ses desseins, à la satisfaction de ses désirs. Il aimait passionnément la représentation, les honneurs, les pompes de la royauté. Il tenait peu à l'amour de ses peuples; mais il était jaloux de montrer à l'Europe qu'il le possédait, et il sollicitait un titre qui prouvât au monde entier à quel point ses peuples le chérissaient \*.

Poli dans ses manières, noble dans ses discours, très recherché dans ses locutions, Louis XVIII s'exprimait avec une élégante facilité, quoiqu'il n'évitât pas toujours l'affectation et même la pédanterie. N'ayant que des connaissances superficielles, il passait pour savant; mais il était roi. Son style était abon-

représenté plus tard à sa majesté que sa fortune ne lui permettait point de garder, d'habiter une si riche maison de campagne, le roi, désireux de lui ôter toute espèce d'inquiétude, achète à grand prix la propriété dont il a daigné lui faire don, et lui laisse la jouissance de cette délicieuse propriété.

\* Louis XVIII écrivit (1814) à l'abbé de Montesquieu, président de la chambre des députés, pour exprimer le désir d'être surnommé, par acclamation de la chambre, Louis le Désiré. Le monarque disait : La France a décerné à Henri IV le nom de Grand; à Louis XIII celui de Juste; à Louis XIV, celui de Grand; à Louis XV, celui de Bien Aimé, d'après les qualités éminentes et diverses qui avaient signalés ces souverains; Bonaparte a reçu le nom de Grand par rapport à sa gloire militaire..... J'attache un grand prix à être surnommé par les chambres législatives le Désiré, afin de consacrer l'amour et la fidélité avec lesquels les Français invoquaient depuis vingt ans mon rétablissement sur le trône de mes pères. — On ignore les motifs qui portèrent l'abbé de Montesquieu à ne point donner communication publique et officielle de la lettre du monarque, retraçant un vœu si cher à tous les bons Français. Elle fut déposée dans les archives de la chambre... Feu M. le garde-des-sceaux de Serres voulut bien (étant président de la chambre des députés) nous donner connaissance de cette lettre, dont nous venons de rendre la substance, dans ses dispositions les plus essentielles, avec autant de fidélité que notre mémoire nous le permet, après une rapide lecture faite il y a plusieurs années.



dant : c'était celui de Dorat. Il avait toujours attaché beaucoup d'importance aux succès littéraires. Sous le nom du chevalier de C\*\*\*, le prince avait inséré, de 1780 à 1788, des articles dans le *Mercur de France* et dans l'*Esprit des journaux*; il avait travaillé, avec le soi-disant marquis de Bièvre, à la comédie du *Séducteur*, et crut faire le *Barbier de Séville* avec Beaumarchais, qui, dans sa respectueuse naïveté épigrammatique, disait à l'auguste écrivain : « Notre comédie, monseigneur, est bonne et ira bien. » Dans ces années qui précédaient la révolution en l'annonçant hautement, les représentations théâtrales étaient en vogue dans les grands châteaux. Ces nobles délassements de l'esprit étaient cultivés avec soin à la cour, ainsi que l'atteste la correspondance de Grimm\*. Au reste, rien de plus innocent dans un prince que ces jeux scéniques; ils contribuent à la gloire d'une nation, et ajoutent aux agréments de la vie. Louis xviii a joui jusqu'à ses derniers instants des hommages de sa cour. Les grands fonctionnaires de l'état et les membres des principales autorités constituées défilèrent devant son fauteuil le 25 août. Le monarque relevait sa tête affaissée sous le poids des douleurs pour les honorer

\* On lit dans la Correspondance de Grimm : « ..... Peu de jours après la glorieuse reprise du *Mariage de Figaro* (1785), le *Barbier de Séville* a été représenté sur le petit théâtre de Trianon, dans la société intime de la reine, et l'on a daigné accorder à l'auteur la faveur très distinguée d'assister à cette représentation. C'était la reine elle-même qui jouait le rôle de Rosine; M. le comte d'Artois, celui de Figaro; M. de Vaudrenil, celui du comte Almaviva; les rôles de Bartholo et de Basile ont été rendus, le premier, par M. de Guiche, et le second, par M. de Crussol. Le petit nombre de spectateurs admis à cette représentation y a trouvé un accord, un ensemble, qu'il est bien rare de voir dans les pièces jouées par des acteurs de société.... »

d'un dernier salut. Il disait : « Je veux voir encore une fois tout mon monde. » Impotent et perclus depuis plusieurs années, ce monarque est mort dans d'affreuses douleurs, mais sans montrer la moindre faiblesse.

23.— Les restes du feu roi Louis xviii sont transférés à l'église de Saint-Denis. Le convoi royal part des Tuileries, suit les boulevards, et sort de Paris par la barrière de Saint-Denis. Une immense multitude se porte dans tous les lieux de son passage. Le char funèbre est orné de tous les emblèmes de la royauté; il est précédé et suivi de la maison militaire et de la maison civile du feu roi, ainsi que d'un nombre considérable de fonctionnaires publics. Le clergé s'abstient de paraître à cette solennité funèbre. Son absence est-elle causée par des prétentions ou des difficultés de préséance qui n'auraient pas été décidées en sa faveur, ou bien provient-elle de motifs qui intéressent particulièrement la religion? C'est ce que nous ne nous permettrons pas d'examiner : il nous suffira de dire qu'aucun prêtre, aucun ecclésiastique, n'a été aperçu pendant la translation du corps de S. M. à Saint-Denis; circonstance qui a excité au plus haut point l'attention publique..... La population de Paris presque entière assiste à cette auguste cérémonie, et de la même manière qu'elle se montre dans tous les grands spectacles publics; le peuple ne laisse apercevoir ni chagrin ni regrets. Encore quelques heures, et Louis xviii sera oublié.

27.— Charles x fait son entrée solennelle à Paris. Ce prince se rend d'abord à l'église métropolitaine de Notre-Dame, et ensuite au château des Tuileries, où il reçoit les hommages de tous les corps de l'état. Le soir la capitale est illuminée.

29.— Une ordonnance du roi supprime la censure,

« ne jugeant pas nécessaire, dit le considérant, de main-  
 « tenir plus long-temps la mesure qui a été prise dans  
 « des circonstances différentes contre les abus de la li-  
 « berté des journaux. L'ordonnance du 15 août dernier,  
 « qui remet en vigueur les lois des 31 mars 1820 et 26  
 « juillet 1821, cessera d'avoir son effet. » Cette ordon-  
 nance est reçue aux acclamations générales; l'enthousiasme national est à son comble; de toutes parts montent vers le trône les hommages de reconnaissance et d'amour qu'inspire le nouveau roi! Que de biens, que de prospérités, l'on attend, l'on se promet de la part d'un prince dont le règne s'annonce par de telles prémices, sous d'aussi constitutionnels auspices! L'on se rappelle avec avidité, avec des transports de joie, les augustes paroles de *Monsieur*, comte d'Artois, le jour où ce prince rentra dans Paris (12 avril 1814) après vingt-cinq années de malheurs et d'exil\*; paroles d'une franchise, d'une loyauté et d'une bonté toutes royales, toutes françaises. Ah! qu'il sera doux, qu'il sera facile, à ce prince de régner dans le cœur de tous les Français!!!

25 OCTOBRE.— L'évêque *in partibus* d'Hermopolis (Frayssinous), premier aumônier du roi, ministre des affaires ecclésiastiques, prononce l'oraison funèbre de Louis XVIII dans l'église de Saint-Denis. L'orateur sacré retrace les calamités et les misères qu'eut à soutenir le feu roi; il s'attache à faire ressortir la résignation et la magnanimité qu'il leur opposa jusqu'au moment où il monte sur le trône de ses pères; il indique ensuite brièvement les motifs qui obligent ou qui portent le

\* « Il n'y a rien de changé en France; il n'y a qu'un Français de plus! » Ces paroles sont admirables et vraiment dignes de Henri IV, que Charles X, montant sur le trône, annonce de nouveau vouloir prendre pour modèle et pour guide!

monarque à « donner à la France les institutions qu'il « la croit capable de porter, laissant au temps ce qui « n'appartient qu'au temps, le soin de révéler les avantages comme les imperfections de son ouvrage. » Le nom de la charte constitutionnelle n'est pas prononcé dans un discours aussi solennel, et la texture politique de ce discours semblerait même indiquer les motifs qui portent l'orateur à passer sous silence le nom de la loi fondamentale de l'état, loi que Louis XVIII a regardée comme son plus beau titre de gloire aux yeux de la postérité. L'oraison funèbre condamne la révolution française dans ses principes autant que dans ses œuvres, quoique celles-ci (pour la plupart si exécra- bles) ne doivent et ne puissent, sous aucun rapport, être justement attribuées à ceux-là : car ces principes, solennellement proclamés par l'assemblée constituante, sont admis comme droits inhérents au corps social en Suède, en Angleterre, aux États-Unis, et la légitimité de ces principes et de ces droits est tellement pure et incontestable que Louis XVIII les a consacrés dans son immortel ouvrage législatif ! M. l'évêque d'Hermopolis croit néanmoins devoir justifier le monarque dont il est appelé à retracer les vertus d'avoir octroyé, de sa pleine puissance, une telle institution fondamentale ; il dit que l'auteur de la charte a compris « qu'il doit plier devant la force des choses. » Cette oraison funèbre produit une sensation fâcheuse dans l'opinion publique, qui croit y trouver sinon une satire, du moins une désapprobation solennelle de la charte constitutionnelle qui régit les Français ; l'opinion publique croit apercevoir également dans le discours de M. Frayssinous une attaque presque directe contre la liberté de la presse et contre « tous « ces enseignements qu'on a tant de soin de faire des-

« cendre jusqu'aux dernières classes du peuple. » On s'afflige et l'on blâmerait presque l'orateur sacré (si son caractère n'inspirait et ne méritait un grand respect) lorsqu'on le voit rappeler le monstre du 13 février 1820 (V. cette date), et trouver dans cet épouvantable souvenir la nécessité de laisser le peuple dans l'ignorance ! Mais Ravaillac et Damiens vécurent-ils dans un temps où l'enseignement descendait jusqu'aux dernières classes du peuple ? Et où ces deux monstres, encore plus parricides que Louvel, avaient-ils puisé leurs enseignements ? dans des collèges dirigés par des ecclésiastiques, et qui plus est, par des jésuites !!! Cette oraison funèbre, dans laquelle la révolution française est violemment censurée dans tous ses actes sans nulle exception, n'est pas dépourvue d'un certain mérite oratoire ; mais on sent trop qu'aucune phrase politique ou religieuse du discours sacré n'a été puisée dans les admirables productions de Fénelon et de Massillon.

3 DÉCEMBRE. — Un traité est conclu à Madrid, entre la France, la Russie et l'Espagne, à l'effet de remettre l'Espagne en possession de ses colonies de l'Amérique du Sud, qui ont déclaré leur indépendance. Ce traité aura pour effet d'affermir l'indépendance de ces colonies, qui n'ont rien à redouter des puissances contractantes, surtout depuis la mort du marquis de Londonderry (lord Castlereagh) ; et que pourrait la sainte-alliance, eût-elle même des escadres à vapeur, contre le nouveau monde, qui se rit de ses menaces ?... Jamais les monarques espagnols ne replaceront sous leur tyranannique sceptre ces provinces américaines que la liberté constitutionnelle vient de conquérir.

9. — Girodet-Trioson meurt à Paris dans sa cinquante-septième année. Il était né à Montargis au mois de janvier 1767. Ce peintre célèbre a fait plusieurs tableaux qu'on peut appeler parfaitement beaux ; il était « doué de toutes les dispositions naturelles et de toutes les connaissances acquises qui font le grand peintre d'histoire..... La France entière doit regretter qu'un talent aussi supérieur ait été laissé si peu utilement à lui-même. » M. Girodet-Trioson s'est immortalisé par son génie et par sa tendresse filiale pour M. Trioson, médecin, qui avait été son tuteur, et qui depuis le déclara son fils d'adoption.

10. — Le général La Fayette est reçu solennellement par le congrès des États-Unis. A l'instant même où ce citoyen a touché le sol des États-Unis, il est devenu l'hôte d'une nation de douze millions d'individus qui lui ont rendu des honneurs dont aucun grand homme des temps anciens ou des temps modernes n'a vu décorer son nom ; nul souverain n'a obtenu depuis trente siècles, et nul souverain n'obtiendra vraisemblablement jamais un semblable tribut de bénédictions publiques et d'hommages nationaux : ce tribut est celui d'un peuple heureux dans le sein de la liberté et de l'égalité constitutionnelles, d'un peuple vivant sous l'empire d'institutions qui lui garantissent la possession de ses droits les plus précieux. Dès sa première jeunesse, le général La Fayette a renoncé aux jouissances de la fortune, aux prérogatives de la naissance et à tous les préjugés de sa caste, pour aller défendre, dans le nouveau monde, la cause d'un peuple opprimé par l'aristocratie britannique, aristocratie aussi orgueilleuse que perverse depuis le ministère de Pitt ! La Fayette a combattu aux côtés de Washington, de

cet homme auquel l'histoire n'a jusqu'ici personne à comparer, et La Fayette a été digne de l'amitié de Washington ! Pendant cinquante années, le citoyen français s'est montré fidèle à la liberté constitutionnelle ; il l'a servie, il l'a défendue contre toutes les sortes de tyrannies ; il a bravé tous les dangers, et, ce qui est plus honorable encore, il a repoussé les faveurs de l'homme dont les souverains de l'Europe imploraient la protection, de Napoléon !

Les États-Unis décernent l'immortalité au nom de La Fayette. Quel triomphe que celui d'un simple particulier dont les habitants des plus grandes villes, comme ceux des plus petits hameaux, prononcent le nom ! Ils accourent de toutes parts, en saluant ce nom de leur amour, de leur reconnaissance, de leur respect ! Que deviennent, auprès d'une semblable apo théose nationale, toutes ces pompes théâtrales dont la flatterie environne les empereurs et les rois dans les grands jours de leur orgueil ! Ah ! combien ces réceptions triomphales que les potentats se décernent à eux-mêmes ; combien ces adulations et ces bénédictions mensongères dont les courtisans en titre et les esclaves de la faveur enivrent l'orgueil des princes de la terre ; combien cet enthousiasme et ces transports de joie que des ministres ordonnent et achètent à un peuple au prix de sa propre substance, pour célébrer la présence des monarques dont ils veulent égarer l'esprit et tromper la religion ; combien toutes ces solennités, toutes ces pompes royales, sont petites et misérables à côté de la fête que le peuple américain, que le nouveau monde tout entier, célèbre à l'arrivée du général, du citoyen La Fayette ! Dans aucun temps, chez aucun peuple (répétons-le pour l'enseignement des chefs de nation), un homme ne reçut des hommages

aussi solennels, aussi purs, aussi glorieux. Eh ! quelle sublime consécration , dans la personne d'un simple particulier de la vieille Europe , de ces principes de liberté et d'égalité politiques et civiles qui ont conquis l'Amérique , et auxquels l'Europe doit un jour appartenir !

22. — La session législative de 1825 est ouverte par le roi en personne. S. M. dit : « Le premier besoin de  
« mon cœur est de vous parler de ma douleur et de la  
« vôtre. Nous avons perdu un roi sage et bon, tendre-  
« ment chéri de sa famille, vénéré de ses peuples, ho-  
« noré et respecté de tous les gouvernements étrangers.  
« La gloire de son règne ne s'effacera jamais : non seu-  
« lement il a relevé le trône de mes ancêtres, mais il  
« l'a consolidé par des institutions qui, rapprochant  
« et réunissant le passé et le présent, ont rendu à la  
« France le repos et le bonheur ..... Je vous annonce  
« avec plaisir que les dispositions des gouvernements  
« étrangers n'ont pas éprouvé de changement, et ne  
« me laissent aucun doute sur le maintien des rela-  
« tions amicales qui existent entrè eux et moi... Je  
« ne négligerai rien pour maintenir cet heureux ac-  
« cord et la paix qui en est le fruit. C'est dans ce des-  
« sein que j'ai consenti à prolonger encore le séjour  
« en Espagne d'une partie des troupes que mon fils  
« y avait laissées après une campagne que, comme  
« Français et comme père, je puis nommer glorieuse...  
« Le roi, mon frère, trouvait une grande consolation  
« à préparer les moyens de fermer les dernières plaies  
« de la révolution. Le moment est venu d'exécuter les  
« sages desseins qu'il avait conçus. La situation de nos  
« finances permettra d'accomplir ce grand acte de jus-  
« tice et de politique, sans augmenter les impôts, sans



« nuire au crédit, sans retrancher aucune partie des  
« fonds destinés aux divers services publics.... Je veux  
« que la cérémonie de mon sacre termine la première  
« session de mon règne. Vous assisterez, messieurs,  
« à cette auguste cérémonie. Là, prosterné au pied du  
« même autel où Clovis reçut l'onction sainte, et en  
« présence de celui qui juge les peuples et les rois, je re-  
« nouvelleraï le serment de maintenir et de faire obser-  
« ver les lois de l'état, et les institutions octroyées par le  
« roi mon frère..... » Louis xviii a octroyé la charte  
constitutionnelle ; les Français viennent de recevoir  
du trône l'assurance que cette charte sera maintenue  
et observée : aussi la nation saluera-t-elle avec amour  
l'avènement de Charles x. Le discours de ce monarque  
autorise à craindre que le séjour des troupes  
françaises ne soit long-temps prolongé en Espagne,  
puisque l'état d'anarchie où se trouve ce royaume ne  
permet pas d'espérer que Ferdinand vii puisse être  
abandonné à ses seules forces. Quoique les paroles  
descendues du trône ne laissent rien apercevoir de la  
situation politique où se trouve la France relativement  
aux affaires de la Grèce et à celles des Amériques  
espagnole et portugaise, les Français conservent l'es-  
pérance que le gouvernement interviendra dans ces  
importantes affaires, de manière à assurer et étendre  
les débouchés du commerce et de l'industrie, et à  
maintenir et défendre dans les deux mondes la dignité  
du nom français. Ils ont une confiance entière dans  
les solennelles paroles de Charles x : aussi conser-  
vent-ils l'assurance que ce monarque ne permettra  
jamais à ses ministres de porter une main sacrilège  
sur cette charte constitutionnelle qui lie la nation à  
son roi, et qui garantit la liberté politique et civile des  
Français!!!

26 DÉCEMBRE. — Le sieur Ravez est nommé président de la chambre des députés. M. Ravez, honoré plusieurs fois du choix du feu roi pour la présidence de la chambre, reçoit du nouveau roi la même preuve de confiance : il est donc à présumer que ce député sera pendant sept ans président de la chambre des députés des départements, et tout fait espérer qu'il justifiera l'espoir que tous les amis des libertés constitutionnelles, c'est-à-dire l'immense majorité de la nation française, ont placé dans cet honorable député.

---

---

## CONCLUSION.

---

Le grand peintre de l'antiquité, qui d'un pinceau ferme et sévère représente les commotions et les désastres de l'ancienne Rome, semble avoir tracé avec la même énergie et la même vérité l'image des troubles ensanglantés de la France. Il a signalé cette époque de nos discordes comme une révolution contemporaine.

« Elle présente les événements les plus frappants ,  
« des batailles meurtrières, des séditions cruelles ,  
« des pacifications qui ne le sont pas moins, des prin-  
« ces mis à mort, des guerres civiles, des guerres  
« étrangères, et souvent les unes et les autres tout  
« à la fois : des succès....., des revers.... ; toutes les  
« nations Sarmates et Suèves se liguant contre nous ;  
« le Germain illustré par ses défaites et les nôtres.... ;  
« l'Italie désolée..., nos plus saints mystères profa-  
« nés, des attentats fameux, les mers se couvrant  
« d'exilés, les rochers inondés de sang, des barbaries  
« plus révoltantes dans la capitale ; la naissance, les  
« richesses...., devenues des crimes, et la mort l'in-  
« faillible partage des vertus ; les délateurs, non moins  
« odieux par leurs récompenses que par leurs forfaits,  
« se partageant, comme des dépouilles, les uns les  
« emplois de l'intérieur, d'autres les commandements  
« au-dehors ; la puissance bouleversant tout, armant  
« la haine ou l'imbécilité du peuple contre ses anciens

« chefs, et, à défaut d'ennemis, les amis eux-mêmes...  
 « Cette époque toutefois ne fut pas si stérile en  
 « vertus qu'elle n'offrit aussi des actions louables.  
 « Des mères accompagnèrent la fuite de leurs enfants,  
 « des femmes partagèrent l'exil de leurs époux; des  
 « proscrits trouvèrent du courage dans leurs proches,  
 « de la fermeté dans leurs gendres. On vit des servi-  
 « teurs conserver au milieu des supplices une fidélité  
 « inébranlable; de grands hommes condamnés à mou-  
 « rir subir avec intrépidité leur arrêt, après avoir  
 « soutenu de grandes adversités aussi stoïquement  
 « que les sages des anciens temps..... » (*Histoire de Tacite*, livre 1<sup>er</sup>.)

Si l'on ajoute à ce tableau de nos discordes (gravé depuis près de vingt siècles) le despotisme qui s'établit entre les débris informes d'un gouvernement insensé et faussement républicain; si l'on voit ce despotisme; tout couvert de lauriers, s'agitant avec fureur et sans relâche, s'élevant par des efforts inouis à une hauteur sans proportion, s'étendant sans mesure, et provoquant, par des succès inconsiderés, les plus terribles catastrophes; si l'on signale le port où la France espère trouver le calme avec la liberté, deux bienfaits qu'elle désire également et dont elle a le droit de jouir ensemble, on se fera une idée sommaire, mais exacte, des trente-huit années qu'embrasse cette histoire.

La nation espère enfin recueillir le fruit de ses longs et pénibles travaux. La charte, glorieux et sûr asyle où la monarchie et la liberté se sont réfugiées de concert, n'est-elle pas pour le prince et pour le peuple le gage de la prospérité de la France? Qui pourrait donc nous détourner des voies tracées par la charte?... Seraient-ce les ambitieux de la puissance, les

mercenaires des cours, les hommes d'autrefois ? serait-ce cette foule de courtisans du pouvoir quel qu'il soit, populace de fonctionnaires habituée à plier sous le joug, incapable de mettre au-dessus d'un vil intérêt et des louanges non moins viles d'une société corrompue le noble suffrage de la conscience, l'estime inappréciable de soi-même ? seraient-ce encore, après nos funestes essais de républiques et de révolutions, les systèmes ou les conceptions de quelques novateurs, qui prétendent constituer une nation d'après leurs rêveries métaphysiques, ou selon les théories de la souveraineté du peuple ?

Non, il n'en sera pas ainsi, et la nation française ne voudra pas se manquer à elle-même ; elle a retrouvé la dynastie qui doit assurer son bonheur, et elle est entrée de bonne foi dans les salutaires voies de la légitimité constitutionnelle. La France possède maintenant le sentiment de son importance politique, et elle n'y renoncera pas au moment d'atteindre le but, de voir sa persévérance couronnée et son bien-être assuré dans une longue suite de générations.

La nation avait souffert sous l'ancien régime, où le régime du bon plaisir, toutes les misères que l'arbitraire, la perversité ou l'inhabileté des conseillers de la couronne peuvent répandre sur un grand peuple : de là ce long abaissement dans lequel furent plongés les Français, car le pouvoir absolu voulait qu'ils fussent humbles, ignorants de leurs droits politiques, dévoués, absolument dévoués ou plutôt asservis aux caprices de l'autorité. Il leur était défendu de s'immiscer dans les affaires de l'état, et leurs plus justes réclamations, leurs doléances même les plus respectueuses, leur étaient imputées à crime et traitées de rébellion !

Mais la nation française s'est relevée de cet abaissement ! Aujourd'hui cette nation , aussi éclairée que généreuse , a pour elle l'expérience de trente-cinq années de révolution ; elle sait que son courage peut braver tous les obstacles et surmonter tous les périls. Son courage ne l'a pas abandonnée dans ses dernières épreuves , dans ses adversités les plus douloureuses et les plus effrayantes ! Bien plus magnanime encore après les conventions de novembre 1815 qu'après le traité de Bretigny ( 1360 ) ; elle a consommé sans murmure tous les sacrifices ; elle a concentré son indignation et dévoré ses nombreux , ses légitimes ressentiments contre les procédés d'une politique sans justice et sans pudcur. Les soldats européens , étonnés d'occuper nos places fortes et d'habiter nos campagnes , les soldats de tous ces cabinets faussaires et déprédateurs , devenaient timides et se disaient nos alliés ; ils s'effrayaient presque en voyant l'attitude des hommes qu'ils n'avaient point soumis par le fer , sur lesquels ils n'osaient appuyer le joug , et qu'ils ne parvenaient point à humilier ! Noble et invincible France ! lève cette tête qui n'a plié que sous le poids des lauriers. Oui , malgré les étonnantes vicissitudes de la fortune en 1814 , en 1815 , tu es la patrie de la gloire militaire , le pays de la puissance politique ; tu seras toujours la première des nations , si tu veux , si tu sais être libre sous le sceptre des Bourbons..... Les puissances étrangères t'ont vue triompher du plus immense désastre qui puisse accabler un peuple ! Elles t'admirent , te respectent et te craignent... , sois-en bien persuadée !!!

Un peuple renommé par l'aménité de ses mœurs , par sa courtoisie envers l'étranger , a montré combien il hait la perfidie et méprise la déloyauté , en

rejetant leur société; et les Tartares, les Shires, les Trabans, les Strélitz, les Horse-guards de l'Europe, surveillants, délateurs et oppresseurs de la France, qu'ils n'ont point vaincue, mais trompée, sont restés comme prisonniers dans une terre ennemie; ils se sont vus privés de tous rapports confidentiels avec leurs hôtes surpris! Au départ des Barbares, la France n'a pas eu besoin de se relever: elle ne s'était pas inclinée; elle n'avait pas cessé de connaître sa force, de manifester sa dignité..... La grande adversité (les deux invasions des Tartares) est restée impuissante sur cette nation, qui, plusieurs fois, dans le cours de sa brillante carrière, fut sur le point d'éprouver le sort de la Pologne! Elle a prouvé que sa constance dans les revers est inaltérable, et sa force de répulsion invincible.

Nous avons signalé, dans cet ouvrage, l'abaissement dans lequel la France fut plongée sous le gouvernement de l'ancien régime: nos dernières dissensions n'ont que trop manifesté cet abaissement. Elles ont prouvé que des révolutions générales, faites avec violence, qui confondent tous les éléments de la société, renversent tous ses appuis, et n'amènent cependant que des oppositions éphémères ou des résistances sans courage; que ces révolutions sociales et politiques sont d'infailibles indices d'une dépression morale, d'un constant affaissement de l'esprit public, d'une ignorance complète des moyens susceptibles d'amener la prospérité nationale. En effet, si pendant le cours de notre révolution, les débordements ne rencontrèrent aucune digue, et si leur immensité submergea l'état tout entier; si les hommes sages ne purent se faire entendre, et si l'épouvante glaça tous les cœurs; si, depuis 1792 jusqu'à

1817, l'on vit sans cesse la force maltraiter la faiblesse, et des persécuteurs renverser des victimes; redisons-le, si la France ne fut, sous la convention, qu'une vaste arène où des bêtes féroces dévoraient des hommes désarmés; si, durant cette anarchie, qui ne finit qu'avec le directoire, l'historien ne peut citer qu'un petit nombre de traits d'un mâle courage, et trouve rarement de ces sentiments généreux et de ces actions fortes qui brillent en d'autres contrées et au sein de leurs grandes commotions; ah! n'en doutons point, la cause principale, la véritable cause, doit être attribuée à l'influence délétère de notre ancien gouvernement, à ces passions atroces enfantées par la superstition et la féodalité, à ces habitudes de frivolités créées par les courtisans du Louvre ou de Versailles; à ces goûts serviles, à cette ignorance des choses honorablement utiles, à cette abnégation patriotique, enfin, que les nations étrangères nous reprochaient si amèrement et avec tant de justice; abnégation et servilité qui furent surtout remarquables depuis le vil favori Cadenet de Luynes jusqu'au méchant citoyen Maurepas.

Les siècles de la vieille monarchie nous avaient légué un amas énorme de corruption: nous l'avons développé et mis au grand jour; tous les excès des gouvernements précédents, nous les avons renouvelés; tous les vices des anciennes institutions, nous les avons outrés; toutes les inclinations de la perversité, nous les avons mises en jeu et toutes à la fois; la révolution n'a été, enfin, que la conséquence forcée, le corollaire politique de l'ancien régime. Que ce régime vienne à reproduire, avec ses classes privilégiées, ses innombrables abus et son despotisme ministériel, et bientôt une révolution plus terrible



que celle de 1789 renouvellera parmi nous ses excès, ses fureurs, ses désastres !! Les ministres peuvent ne pas le craindre, ne pas le croire ; ils savent que la nation française est lasse de révolutions ; qu'elle ne veut ni révolution ni république ; qu'elle veut, qu'elle aime la royauté : cela est vrai. Mais les ministres savent-ils également que la nation française ne veut ni ancien régime ni despotisme ministériel, à quelque prix que ce puisse être ?

Contempler nos dernières injustices, ce n'est que revoir l'ensemble de nos annales ; et faire le procès de la révolution, c'est rapporter l'histoire de la vieille monarchie. Disons-le encore, si le despotisme nobiliaire et sacerdotal des temps anciens était substitué de manière ou d'autre à la monarchie constitutionnelle, à la charte, nous aurions à subir, et avant qu'il soit long-temps, des calamités plus épouvantables que celles dont la révolution a frappé le trône et le peuple !!!

Jetons un dernier regard sur cet ancien régime vers lequel d'incorrigibles sectaires, poussés par

- Cet esprit de vertige et d'erreur,
- De la chute des rois funeste avant-coureur, •

veulent nous traîner à reculons, en nous chargeant de fers.

Philippe-le-Bel et Philippe-le-Long proscrirent en masse les templiers et les juifs pour extorquer leurs propriétés. François 1<sup>er</sup>, et le plus infâme de ses petits-fils, Charles ix, répandent à grands flots le sang des protestants pour s'enrichir de leurs dépouilles. Henri iii continue, dans le sein des plus exécrables débauches, le système de superstition, de

tyrannie et de dilapidation , suivi par son abominable frère.

La France a, sous le grand, sous le bon Henri iv , un ministre vertueux ; mais Sully , le digne Sully lui-même, en débutant dans sa carrière ministérielle, oublie sa loyauté ; il croit qu'il lui est permis de manquer aux engagements contractés sous les règnes précédents , afin ( dit-il ) de se mettre à l'aise dans ses plans de restauration financière , et de se donner la facilité d'être juste pour l'avenir \*. Richelieu et Louis xiv violent tous les pactes ( pactes sacrés s'il en fut jamais ) que la justice et une saine politique avaient dictés à Henri iv. Le cardinal-roi et le monarque esclave des jésuites trafiquent de la propriété et de la vie des Français. On proscriit , on déporte , on enchaîne , on sabre , on égorge des milliers de dissidents ; on prononce sur eux les confiscations les plus iniques. Un monument religieux est érigé ( la Sorbonne ) à la gloire de Richelieu , qui a accordé une statue triomphale à Louis xiii ( place Royale ). Un arc de triomphe ( la porte Saint-Denis ) offre une inscription à la louange du révocateur de l'édit de Nantes , du roi assassin de ses sujets. Louis xiii , c'est-à-dire Richelieu , lève arbitrairement les taxes , les impôts les plus accablants ; il dit que sa volonté est la seule vraie loi qu'il y ait en France. Louis xiv dévore la France ; il laisse en mourant l'épargne endettée de quatre milliards de nos jours , après avoir anticipé les revenus de quinze mois. Le régent hérite de cet état de choses ; il achève de dépraver

\* Napoléon Bonaparte a copié trait pour trait , dans ses décrets sur l'arrière , le modèle d'infraction à la foi publique donné par Sully.

toutes les notions de la loyauté et de la morale publiques.

Louis xv dilapide, au milieu des plus erapuleuses débauches, la dignité et les finances de l'état ; il disperse les jésuites, et ne leur laisse ni pain ni abri. Les ministres rendent le monarque du Parc-aux-Cerfs spoliateur et inhumain envers les jésuites, parce que ces sectaires abusèrent de la crédulité des peuples, parce qu'ils convoitèrent les richesses et le pouvoir. Louis xv, profondément insouciant, tolère, sanctionne toutes les iniquités du fise ; il les verse goutte à goutte sur la malheureuse France. Que les partisans de l'ancien régime, que les ennemis de la charte constitutionnelle, déclament maintenant contre la révolution ! Les trois assemblées nationales, le directoire, Bonaparte consul, Napoléon empereur, n'ont fait que rajeunir les portraits et raviver les honteuses couleurs des tableaux de l'ancien régime !

Le principe des confiscations et des vols politiques ou judiciaires est admis dès les premiers Capétiens, comme principe de gouvernement. Richelieu en fait, au dix-septième siècle, de larges et sanglantes applications. Il excite Montmorency à la révolte (Voyez les *Mémoires de Basville*), et s'empare de ses biens, dont il enrichit le nécessaire prince de Condé ; et cependant le fils de celui-ci, dit le Grand-Condé (grand à la guerre, si petit partout ailleurs), lève l'étendard de la révolte contre son légitime souverain, et appelle en France le roi d'Espagne ; ce Grand-Condé se met aux gages de l'étranger, de l'ennemi juré du sang Bourbon, et conduit les bandes castillanes au cœur de la France ! N'importe, il fait son accommodement, et d'opulents apanages viennent récompenser ses lâches trahisons ! Avouons-le de bonne foi, n'était-ce pas

un séduisant exemple pour les courtisans et les militaires déserteurs du parti de Louis xvi, ou plutôt du parti de ses conscillers, qui changeaient de conduite comme les nuages changent de forme? Les révolutionnaires de 1789, ces transfuges de la couronne, avançaient du moins un prétexte spécieux en se constituant les défenseurs de la nation souffrante; ils criaient vive la liberté constitutionnelle!

Qu'on examine les grands dans les trois ou quatre siècles antérieurs à Louis xv, on les trouvera généralement infidèles, traîtres ou factieux. A mesure que les Bouillon héritent de ce nom, ils semblent hériter de l'usage du parjure. Turenne, le héros de la famille, en est aussi le plus insigne conspirateur. Les Rohan se sont signalés, à vingt époques, par des rébellions ouvertes, ou par de ténébreuses intrigues. Les Byron, les Talleyrand (Chalais), les Richelieu, ont, à diverses reprises, trahi le roi et l'état. On connaît les déplorables artifices, les extrêmes violences, les parricides entreprises de cette tourbe de princes ou de grands seigneurs qui, depuis saint Louis, ensanglantent toutes les pages de notre histoire. Il ne faut pas remonter à Charles d'Anjou (le premier régieide de l'histoire moderne), ni même à Charles-le-Mauvais (le plus perfide et le plus exécrable des princes), pour en trouver les funestes empreintes! Louis xii lui-même, père du peuple quand il en est devenu le roi, a trahi, a conjuré sur les degrés du trône. Gaston, second fils de Henri iv, a attisé les factions, et fait de nombreux complots contre son roi. Heureusement, Henri iv n'eut pas de frère, il ne fut obligé que de frapper sur un grand traître, Biron; mais ne se vit-il pas réduit à pardonner trente misérables courtisans ou grands seigneurs qui se ré-

voltaient contre son sceptre, parce qu'ils ne se trouvaient jamais assez comblés de biens, d'honneurs ou d'emplois? Sans doute, cette longue tradition de parjures et de révoltes ne pallie pas suffisamment la défection, plus ou moins éclatante, de plusieurs députés aux états-généraux de 1789, portant des noms connus (V. 4 août, 2 novembre 1789, 20 juin 1780), et qui prirent parti contre une cour dans laquelle ils avaient servi ou rampé jusqu'à cet instant; mais une tradition semblable justifie la conduite de ce grand nombre de citoyens qui se crurent autorisés à demander, à provoquer avec énergie des changements que la masse entière de la nation jugeait nécessaires au bonheur général.

Le droit de propriété, sur lequel reposent les fondements de l'ordre social, ce droit avait été si souvent méconnu et violé dans l'ancienne monarchie, que la convention n'hésita point à confisquer les biens des émigrés, qui annonçaient hautement l'intention de se joindre aux étrangers pour déchirer le sein de la patrie; tous les antécédents et les innombrables exemples offerts par l'ancienne monarchie se présentaient en foule pour encourager la convention à cette violation, regardée comme mesure d'état, comme disposition de haute politique, comme nécessité nationale. Certes, la convention nationale (quoique nous n'entendions pas la justifier) était plus excusable en pareilles violations que le despote Louis XIV !..... Il est constaté que, dès 1689, la fortune de cent mille protestants était sous le grand roi, sous le monarque de la Maintenon, la proie du fisc et des courtisans. Alors, des jurisconsultes barbares et des ministres cruels, traitant de crime le droit d'émigrer, qui appartient à l'homme partout où il ne se trouve pas heureux et

tranquille, pensèrent et décidèrent que tous les biens des fugitifs devaient être confisqués au profit du roi. Les motifs de la révocation de l'édit de Nantes ont de plus cela d'odieux, que les protestants n'excitaient ni ne faisaient la guerre civile. L'exemple donné par Louis XIV fut remis en action par Cambacérès et ses complices, à l'égard des adversaires, les ennemis jurés de la république (V. 11 et 19 mars 1793).

François I<sup>er</sup>, Henri II, Charles IX, Henri III, Richelieu, Louis XIV et même l'efféminé Louis XV avaient torturé les consciences, imposé des dogmes, déterminé des règles pour le culte; ils avaient exigé des abjurations, des profanations sacramentaires, des billets de confession, etc. : les révolutionnaires de 1791, 92, 93, 94, copièrent ces hideux exemples..... Un serment est prescrit aux prêtres : ils s'y refusent, ils sont destitués; ils s'obstinent, on les déporte, on les emprisonne, on les égorge; on refoule sur eux toutes les proscriptions, toutes les barbaries jetées sur les religieux! L'émigration amène la déportation, à cause de la corrélation de conduite et de sentiments des nobles et des prêtres. La dernière génération du dix-huitième siècle a hérité des détestables maximes des générations précédentes, elle en a fait usage; voilà tout!

On ignore le nombre des prisonniers assassinés par les émissaires de la commune de Paris, du 2 au 6 septembre 1792; mais on ne pourrait l'évaluer à plus de trois mille, en considérant la capacité des prisons qui les renfermaient (V. 2 septembre 1792). Cet événement, tout affreux qu'il est, ne saurait bien certainement être mis en parallèle avec la Saint-Barthélemy \* (24 août 1572), assassinat royal qui fut

\* Qu'on écoute le véridique Mézerai : « Pour faire un petit tableau

solennisé à Rome avec toutes les pompes de la religion !..... Le pape ( on ne saurait trop rappeler à la mémoire des Français les crimes du fanatisme ultramontain ! ) fit frapper une médaille où l'on signalait comme un événement digne d'une éternelle admiration le massacre des protestants. La cour avait mé-

• de cet horrible massacre , il dura sept jours entiers : les trois pre-  
 • miers, savoir, depuis le dimanche, jour de la Saint-Barthélemi,  
 • jusqu'au mardi, dans sa grande force; les quatre autres, jusqu'au  
 • dimanche suivant, avec un peu plus de ralentissement. Durant ce  
 • temps, il fut tué près de cinq mille personnes de diverses sortes  
 • de mort, et plusieurs de plus d'une sorte, entre autres cinq à six  
 • cents gentilshommes. On n'épargna ni les vieillards, ni les en-  
 • fants, ni les femmes grosses: les uns furent poignardés, les autres  
 • tués à coups d'épée, de hallebarde, d'arquebuse ou de pistolet;  
 • quelques-uns précipités par les fenêtres, plusieurs trainés dans  
 • l'eau, et plusieurs assommés à coups de croc, de maillet ou de  
 • levier. Il s'en était sauvé sept ou huit cents dans les prisons,  
 • croyant trouver un asyle sous les ailes de la justice: mais les ca-  
 • pitaines destinés pour le massacre se les faisaient amener sur une  
 • planche près de la vallée de Misère ( partie du quai de la Mégisse-  
 • rie, près la place du Grand-Châtelet ), où ils les assommaient à  
 • coups de maillet, et puis les jetaient dans la rivière. Un boucher,  
 • étant allé le mardi au Louvre, dit au roi qu'il en avait tué cent  
 • cinquante la nuit précédente, et un tireur d'or se vanta souvent,  
 • montrant son bras, qu'il en avait expédié quatre cents pour sa  
 • part..... Ceux qui étaient logés dans le Louvre ne furent pas  
 • épargnés. Après qu'on les eut désarmés et chassés des chambres où  
 • ils couchaient, on les égorgea tous les uns après les autres, et on  
 • exposa leurs corps tout nus à la porte du Louvre, la reine-mère  
 • étant à une fenêtre, qui repaissait ses yeux de cet horrible spec-  
 • tacle. Ce déluge de sang enveloppa aussi quantité de catholiques,  
 • qui furent dépêchés, par ordre des puissances souveraines ou par  
 • l'instigation de quelques particuliers. C'était être huguenot que  
 • d'avoir de l'argent, ou des charges enviées, ou des ennemis vindi-  
 • catifs, ou des héritiers affamés..... Lorsque l'amiral ( Coligni ) eut  
 • été assommé, on jeta son corps dans la cour. Le duc de Guise, qui  
 • était au bas, essaya le sang qui lui couvrait le visage pour le  
 • reconnaître; après cela, un Italien lui coupa la tête, et la porta à  
 • la reine-mère..... La populace s'acharna furieusement sur ce mal-  
 • heureux tronc; elle lui coupa premièrement les mains et les parties

dité le projet de la Saint-Barthélemy pendant deux années ! On peut dire que, par ordre du roi, une partie de la nation massacra l'autre ! On vit à Paris les assassins poursuivre les proscrits jusque sous les lits et dans les bras des princesses, qui intercédèrent vain pour les défendre. Enfin, le roi Charles ix lui-

• viriles, puis le laissa sur le fumier. L'après-dîner, elle le reprit, le  
• traîna trois jours dans la boue, puis sur le bord de la rivière, et  
• enfin à Montfaucon. Elle l'y pendit par les pieds avec une chaîne  
• de fer, et alluma du feu dessous, dont il fut à demi grillé.....  
• Le mardi, troisième jour des massacres, après avoir ouï solennel-  
• lement la messe pour remercier Dieu de la grande victoire obtenue  
• sur l'hérésie, et commandé de fabriquer des médailles pour en  
• conserver la mémoire, il (Charles ix) alla tenir son lit-de-justice  
• au parlement, où il avoua toute l'action. Quelques jours après,  
• il envoya ordre à cette compagnie d'employer l'autorité des lois  
• pour la justifier, et pour cela de travailler incessamment à faire  
• le procès à l'amiral et à ses complices ; à quoi ils obéirent aveuglè-  
• ment..... Deux mois durant, cette horrible tempête couvrit toute  
• la France, plus ou moins sanglante, selon la disposition du pays  
• et des gouvernants..... Elle fut fort cruelle à Meaux, à Troyes,  
• à Orléans, à Nevers, à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, à Rouen,  
• et fit périr près de vingt-cinq mille hommes. A Toulouse, ils  
• pendirent cinq conseillers du parlement, en robes rouges, à un  
• orme, dans la cour du palais..... »

L'historien de Thou dit : .... La ville n'était plus qu'un spectacle  
• d'horreur et de carnage ; toutes les places, toutes les rues, reten-  
• tissaient du bruit que faisaient ces furieux en courant de tous  
• côtés pour tuer et piller ; on n'entendait que hurlements de per-  
• sonnes ou déjà poignardées ou prêtes à l'être ; on ne voyait que  
• corps morts jetés par les fenêtres ; les chambres et les cours étaient  
• pleines de cadavres abandonnés, ou traînés avec une inhumanité  
• sans exemple dans les boues et les immondices ; les rues regor-  
• geaient de sang, il coulait à ruisseaux ; enfin, il y eut une multi-  
• tude innombrable de personnes massacrées, hommes, femmes,  
• enfants, et beaucoup de femmes grosses..... On égorgea presque  
• continuellement pendant les six derniers jours du mois d'août ; on  
• égorgea pendant une partie du mois de septembre. » De Thou  
évalue le nombre des victimes à Paris, pendant le premier jour  
seulement, à deux mille ; d'autres écrivains portent à dix mille  
celles des trois premiers jours.



même tirait à une fenêtre du Louvre sur ceux de ses sujets qui tentaient d'échapper aux meurtriers en traversant la Seine ! Si ces massacres furent ce qu'il y a eu de plus horrible, la manière juridique dont la cour voulut les soutenir et les justifier fut ce qu'on a vu jamais de plus lâche. Le roi se rendit lui-même au parlement le troisième jour, et, pendant qu'ils duraient encore, il assura que Coligny, avec tous ceux qu'on avait égorgés, et ceux qu'on poursuivait encore, avaient conspiré contre sa personne royale, et que la conspiration était à la veille d'éclater, quand on se vit obligé de l'étouffer dans le sang des complices ! Sur ce, une chambre extraordinaire du parlement s'assembla. Coligny, déjà mort et mis en pièces, fut condamné à être traîné sur la claie et pendu à un gibet dans la place de Grève, d'où il serait porté aux fourches patibulaires de Montfaucon ! Par un second arrêt, deux gentilshommes, amis de l'amiral, échappés aux assassins, furent condamnés à être à l'instant traînés à la place de Grève avec l'effigie de Coligny, et à être pendus comme complices de ladite conspiration. Le roi et Catherine sa mère allèrent jouir de ce spectacle à l'Hôtel-de-Ville, et ils y traînèrent le roi de Navarre, notre Henri iv ! Et c'était au nom d'une religion qui défend l'homicide, que le roi, la reine et les assassins de la cour massacraient les Français !

Certes, les monstres qui dirigèrent les journées de septembre 1792 ne reproduisirent, comme on voit, qu'une partie des atroces détails des journées d'août 1572 ! Deux cent vingt ans plus tard, les ordonnateurs du crime, et surtout le peuple de Paris, se sont conduits avec moins de barbarie, et les Tallien, les Pétion, les Robespierre, n'ont pas atteint dans la carrière des crimes publics les Guise, les Médicis

et les Valois. La diffusion des lumières produit donc quelque avantage, si elle diminue la barbarie et rétrécit la mesure du forfait.

Quelque horribles que soient les massacres de septembre 1792, ils le sont moins qu'est atroce le massacre de quatre mille citoyens égorgés dans Paris par les Cabochiens et les Bourguignons sous le règne de Charles vi ! Le peuple que nous avons vu, le 22 juillet 1789, déchirer les chairs palpitantes de Bertier de Sauvigny, est le peuple tel que l'avait fait l'ancien régime ; le même peuple qui déchira les membres du connétable d'Armagnac, le 12 juin 1418. On massacre (V. l'Introduction) femmes, vieillards, enfants ; les portes des prisons sont enfoncées ; on en tire une foule de scélérats qui augmentent les excès et le carnage ; tous les quartiers de Paris regorgent de sang. Outre le connétable, le chancelier, six évêques, un grand nombre de magistrats et les plus notables des bourgeois sont mis en pièces ; trois mille cinq cents personnes périssent sous le couteau des assassins. La vérité et l'impartialité historiques exigent ce rapprochement... Danton et Tallien, étonnés de leurs propres fureurs, n'en commettent pas de nouvelles, tandis que les Bourguignons, encore altérés de sang, recommencent, un mois après, les massacres.

Citons de plus l'édit d'Écouen (1559) rendu par Henri II, qui ordonne de punir de mort tous les luthériens, avec défense aux juges de diminuer la peine comme ils l'avaient fait. Rappelons encore l'édit du 29 avril 1686, confirmatif de la révocation de l'édit de Nantes, et s'exprimant ainsi : « ..... Les protestants  
« malades qui refuseront le viatique doivent être consi-  
« dérés comme apostats s'ils reviennent en santé ; les  
« hommes, être condamnés aux galères perpétuelles ;

« les femmes, à la prison et à la perte de leurs biens ;  
« en cas de mort, leurs biens être vendus, leurs cada-  
« vres exhumés et jetés à la voirie..... »

Nos annales nous montrent pendant des siècles le peuple avide de meurtres, le gouvernement empressé de lui montrer des victimes. En 1724 même, le duc de Bourbon, prince si peu digne de tenir à la branche de Condé, fait rendre un édit aussi rigoureux qu'impolitique, par lequel tout exercice religieux est interdit aux protestants sous les peines les plus sévères ; les biens des relaps sont confisqués ; la mémoire des Français morts sans avoir reçu les sacrements de l'Eglise romaine est flétrie. Le gouvernement des Provinces-Unies n'obtient du premier ministre que par des moyens de corruption quelque adoucissement en faveur des négociants hollandais fixés dans le royaume. Et c'est dans les bras d'une prostituée, en se livrant au plus scandaleux agiotage sur le trésor royal, en vendant à l'Angleterre les secrets de l'état, que le duc de Bourbon lance un tel édit de proscription ! Aussitôt paraît un manifeste du gouvernement suédois, offrant des encouragements aux négociants français qui exercent un état utile, une profession industrielle, et qui viendront s'établir dans ce pays. Ainsi, pendant quarante ans, depuis cet édit de 1685 que signa la main parricide de Louis XIV, les étrangers s'enrichissent des dépouilles de la France, dévastée par ses maîtres, et reçoivent des arts et des métiers qui leur étaient inconnus ! Cependant on fait rendre au roi-enfant une déclaration qui excepte les Alsaciens des mesures de l'édit, attendu que leur liberté de conscience se fonde sur des traités, comme s'il fallait la solennité des transactions diplomatiques pour assurer à chaque homme le droit d'adresser à Dieu ses prières

selon sa conscience ! Les jacobins de 1793 n'ont donc fait que copier les actes de procription exercés sous des princes Valois et Bourbons. Et qu'importe l'espèce de fanatisme (religieux ou politique) qui produit cette démence sanguinaire ? Horreur, exécration éternelle à tout fanatisme persécuteur !

Cet esprit d'une imitation presque servile dans le crime se montre dans un si grand nombre de détails, qu'il semble que les révolutionnaires de 1792, 93, 94, se soient seulement donné la peine de rajeunir les attentats périodiques de notre histoire. Vainement alléguerait-on qu'il a suffi des mêmes passions pour inspirer de semblables forfaits : car il paraît si facile de marcher dans les anciens temps, si simple de renouveler des faits généralement connus, qu'il faut bien admettre que les malfaiteurs de la démagogie ont pris modèle sur les malfaiteurs de l'aristocratie. Par exemple, rien ne ressemble au tribunal du comité de salut public comme la chambre de l' Arsenal, instituée par le cardinal de Richelieu. Deux députés à la convention, Chabot, Grangeneuve, assistant à un conciliabule où l'on débattait les moyens d'opérer le mouvement du 10 août, ne voyant aucun prétexte, proposèrent de s'entretuer, persuadés que le peuple vengerait leur mort sur la famille royale. On voit dans les *Mémoires de Joly*, conseiller au Châtelet (mémoires écrits par lui-même), qu'il imagina de se faire assassiner dans l'intention d'accuser Mazarin de ce crime, et de soulever les Parisiens contre ce cardinal.

Le régicide judiciaire est le seul attentat que nos révolutionnaires aient emprunté à un autre peuple ; les modèles en étaient trop frappants pour échapper à l'imitation. Nous ne parlerons pas du régicide commis

par Charles d'Anjou (frère de saint Louis), qui fit juger, et exécuter par le bourreau, en place publique, le roi de Naples, dont il usurpait la couronne. Les échafauds de Louis XVI et de Marie-Antoinette semblent avoir été les échafauds mêmes de Marie Stuart et de Charles I<sup>er</sup>. Une épitaphe mise sur le tombeau de la reine d'Écosse, à Péterborough (épitaphe qui fut promptement enlevée), portait : « .. Elle meurt, et « avec elle tous les rois assimilés au peuple meurent ci- « vilement..... Ci-git, parmi les cendres de Marie, la « majesté de tous les rois violée et foulée aux pieds. Ce « monument silencieux parle assez..... » Horrible, exécration transmission ! Puisse-t-elle être à jamais interceptée !

L'on se tromperait étrangement si l'on jugeait que les actions de l'homme s'isolent, ont un effet local, et ne laissent que de faibles vestiges. Observons cette étincelle de liberté populaire, étincelle allumée sous Charles I<sup>er</sup>. Les puritains l'emportent en Amérique ; elle s'y entretient, et cent ans après, en 1765, elle s'y développe dans la conflagration simultanée de treize colonies anglaises. Elle repasse l'Océan ; elle est noyée à Londres, 1780, dans le sang de quelques centaines de prolétaires soulevés par lord Gordon ; mais elle se propage en France, y devient aussitôt une flamme dévorante, et embrase ce royaume avec plusieurs contrées voisines. La combustion achevée ou peut-être suspendue en Europe, la fusée incendiaire revole au-delà de l'Atlantique chez les Espagnols. Là, les chefs des indépendants se voient secourus par des Français et des Anglais. C'est dans les ports américains de l'Angleterre, dans les ports des États-Unis, dans les ports des nègres de Haïti, que s'équipent et s'arment les vaisseaux qui attaquent si audacieuse-

ment le commerce et la puissance de la métropole des Espagnes, de cette métropole si despotiquement gouvernée. Il y a donc une propagation d'idées, une filiation de théories à travers les siècles, comme il y a une succession d'individus dans les espèces animales, une reproduction perpétuelle dans les végétaux : il y a donc une génération de révolutions.

Mais, lorsqu'un peuple se soulève contre son gouvernement, la violence du soulèvement est et sera toujours en proportion du poids ou de l'injustice de l'oppression et de la dégradation morale des opprimés. Quatre crises morales offrent à la génération actuelle quatre degrés de comparaison : 1<sup>o</sup> les Américains du nord, possédant des notions sur la liberté civile et un long exercice de leurs droits, ont été, en secouant le joug, mis en action par ce sentiment raisonné de l'indépendance qui guide l'homme pénétré de la dignité de son être, et qui sait par conséquent apprécier le but de la providence : car (suivant Bossuet lui-même) la vraie fin de la politique est de rendre la vie commode et les peuples heureux. 2<sup>o</sup> Les Français, tourmentés en divers sens par des institutions féodales ou d'outrageantes prétentions privilégiées, par le fanatisme, la superstition et le despotisme ministériel, les Français essayèrent vingt fois, depuis les révoltes de la Jacquerie (1358) et des maillotins (1383), de briser des liens aussi honteux qu'oppressifs. L'occasion renaît en 1789, ils la saisissent avec cette fougue inconsidérée qui signala toujours leurs mouvements ; ils se précipitent dans les hasards de la liberté en hommes dévorés d'impatience ; ils suivent aveuglément des guides ou peu clairvoyants, ou intéressés à faire fausse route. De là naissent en foule des erreurs, des crimes mêlés à des efforts prodigieux, à des actes héroïques

pour assurer l'indépendance extérieure de la patrie. 3° Les nègres de Saint-Domingue, dont l'esclavage entretenait l'abrutissement, ont entendu le mot de liberté, et soudain ils se sont portés aux derniers excès de la déraison, de la scélératesse et de la vengeance... Contraste frappant ! la population d'Amsterdam, habituée à la plus exacte distribution de la justice, livrée à d'industrielles occupations, ne s'est souillée, à l'entrée ou au départ des Français, d'aucune de ces horreurs qu'accomplirent, à chaque bouleversement de choses, les lazzaroni de Naples, celle de la dernière des nations chrétiennes. 4° Enfin le peuple suédois, obligé de se sauver lui-même, a rejeté son roi (V. 13 mars, 10 mai, 6 juin 1809), mais sans l'assassiner, mais sans le dépouiller de son patrimoine, mais sans lui refuser une pension convenable, mais sans insulter à son infortune, sans maltraiter ses serviteurs ; le peuple suédois n'a cessé de respecter les marques du rang suprême quoiqu'il ait ôté le pouvoir au prince. Que les apôtres de l'ignorance, que les courtisans des vieilles monarchies, que les sectaires ultramontains, réfutent ces leçons de l'histoire contemporaine ; qu'ils disent si les vices et la corruption qu'engendre l'arbitraire des favorites, le despotisme des ministres de cour ou la confusion aristocratique, n'amènent pas nécessairement les excès de la licence !!!

Sans doute, il faudra du temps pour nous identifier avec les saines théories de liberté, de justice, de gouvernement constitutionnel ; nous retenons encore beaucoup de cet esprit de servilité inhérent aux peuples trop long-temps courbés sous le joug ; nous avons ces fougueuses appréhensions des hommes qui viennent de s'y dérober et qui ne peuvent se réconcilier avec ses apparences : « Ce que je craindrais (a dit Rous-

« seau aux Polonais sur le projet d'affranchir leurs  
 « paysans), ce n'est pas seulement l'intérêt mal en-  
 « tendu, l'amour-propre et les préjugés des maîtres,  
 « ce sont les vices et la lâcheté des sujets. La liberté  
 « est un aliment de bon suc, mais de forte digestion; il  
 « faut des estomacs bien sains pour le supporter. —  
 « La liberté (dit Shéridan, *Histoire de la révolution de*  
 « *Suède*, an 1772) n'est pas une plante qui croisse  
 « tout à coup. L'expérience seule enseigne les moyens  
 « de la défendre et de la cultiver. Il n'est guère pos-  
 « sible que ceux qui ont vécu long-temps sous une  
 « monarchie absolue aient eu l'occasion de s'en in-  
 « struire. En vain établirait-on une forme de gouver-  
 « nement calculée pour le rendre libre, s'il n'est prépa-  
 « ré à la recevoir. Comment trouver dans des hommes  
 « qui sortent de l'esclavage cette liberté de penser,  
 « cette élévation d'âme, cet esprit de vigueur qu'in-  
 « spire l'indépendance, et sur lesquels se fondent entre  
 « le génie du peuple et la nature d'un gouvernement  
 « libre cette harmonie et ce concert dont dépend la  
 « stabilité? »

La séparation des pouvoirs législatif, exécutif, ju-  
 diciaire; le concours et le besoin de plusieurs auto-  
 rités pour ralentir les décisions et les faire précéder  
 d'un long examen, pour assurer la prééminence de  
 l'intérêt général sur les intérêts privés; cette théorie  
 obscure et compliquée ne peut être acquise que par  
 l'étude approfondie de l'histoire des différents états,  
 et par la comparaison de leurs lois et des effets que  
 ces lois ont produits. Une nation, en général, ne  
 peut connaître tout cela qu'après une longue expé-  
 rience: un peuple qui désire la liberté ne s'instruit  
 qu'à ses dépens des moyens qui la procurent et la  
 conservent.



En effet, une constitution, quelque généreux qu'en soient les principes, quelque facile qu'en soit l'application, avec quelque solennité qu'elle soit promulguée, célébrée et jurée, reste inefficace pour répandre sur une nation les bienfaits de la liberté. S'il en était autrement, les peuples les plus dépravés par la servitude seraient susceptibles de devenir en un clin-d'œil les peuples les plus heureusement libres. Le texte d'une charte, d'un bill des droits, ne saurait suffire; les plus sages institutions restent inefficaces pour atteindre aux grandes fins de la liberté politique et de la liberté civile, à moins qu'on n'ait aussi l'esprit de les conserver et le courage de les défendre. La nation doit posséder le sentiment et connaître la mesure de ses droits ainsi que de ses devoirs; il doit exister dans les hautes classes, et surtout dans les hommes investis du pouvoir, une conviction profonde que leur propre bonheur sera moins exposé lorsque la liberté du peuple sera mieux fondée; sinon, la meilleure constitution, rédigée par les publicistes les plus vertueux et les plus éclairés, revêtue des plus fortes garanties, consacrée par les serments les plus explicites, n'est qu'une matière privée de l'esprit vivificateur. Elle peut d'abord présenter le fantôme de la liberté, mais la tyrannie, en corps et en âme, s'avance derrière ce fantôme.

Ce sont moins les doctrines ou fausses ou équivoques qui ont produit tant de forfaits dans la malheureuse France, que l'ambition de ceux qui voulaient s'emparer du gouvernement. Les Anglo-Américains avaient professé dans leur révolution les principes proclamés dans la nôtre : la maxime de la souveraineté du peuple, maxime bien susceptible assurément d'être interprétée en faveur de l'anarchie; celle que

nulle autorité n'est légitime si le peuple ne la délègue expressément, ce qui pourrait conduire au renversement de tous les gouvernements établis, et supposerait le droit de bouleverser l'état à chaque génération ; maxime insoutenable et éminemment funeste ; enfin, beaucoup d'autres maximes dont la tendance était dangereuse. Cependant, les Américains ont fondé des constitutions propres à maintenir le bon ordre avec la liberté ; ils se sont promptement soumis à des magistrats de leur choix, et n'ont été ni les instruments ni les victimes des factieux, parce qu'ils avaient des opinions religieuses, des principes de législation, la jouissance héréditaire des droits civils et de quelques droits politiques, des mœurs de famille, de l'éloignement pour les honneurs, peu d'ambition et surtout beaucoup de confiance en des chefs dignes de leur estime. Les Français au contraire, asservis depuis des siècles, maltraités, ignorants des choses utiles, n'ayant sous les yeux que de mauvais exemples présentés avec orgueil par la cour et par les classes privilégiées, n'ayant reçu que de mauvaises impressions, les Français n'étaient capables que de se plonger dans les égarements.

Si nous recûmes de nos aïeux d'injustes lois, des maximes corrompues et des modèles de perversité, faisons en sorte de ne laisser à nos neveux que des principes et des exemples fondés uniquement sur le goût de l'ordre, sur l'amour de l'humanité et sur un respect inviolable pour toute espèce de propriété ; dégageons-nous entièrement des traces de l'ancien régime, et répudions à jamais les débris de ce malaisant héritage.

De tous les débris de ce gouvernement, il n'en est pas qui présente un plus indigne aspect que la cour.

On peut en croire Montesquieu disant : « L'ambition  
« dans l'oisiveté, la bassesse dans l'orgueil, le désir  
« de s'enrichir sans travail, l'aversion pour la vérité,  
« la flatterie, la trahison, la perfidie, l'abandon de  
« tous ses engagements, le mépris des devoirs de ci-  
« toyen, la crainte de la vertu du prince, l'espérance  
« de ses faiblesses, et, plus que tout cela, le ridicule  
« perpétuel jeté sur la vertu, forment, je crois, le  
« caractère du plus grand nombre des courtisans,  
« marqué dans tous les lieux et tous les temps. » La  
Bruyère avait imprimé les mêmes traits aux courtisans  
de la génération antérieure. « N'espérez, dit-il, plus  
« de candeur, de franchise, d'équité, de bons offi-  
« ces, de service, de bienveillance, de générosité, de  
« fermeté, dans un homme qui s'est depuis quelque  
« temps livré à la cour. » C'est bien autour de Louis XIV  
que notre grand comique, peintre si fidèle de la so-  
ciété, a trouvé les modèles de dépravation qu'il offre  
au mépris des races futures. Il ne faut pas être humo-  
riste comme Alceste pour éprouver ce sentiment. A la  
fin du dernier siècle, Champfort a révélé d'un seul  
mot toute l'indignité des courtisans : « Ce sont des  
« pauvres enrichis par la mendicité. » Racine dans  
ses vers enchanteurs, Massillon dans sa prose mélo-  
dieuse, ces deux âmes si douces, si compatissantes,  
prennent l'accent de l'indignation en signalant les  
flatteurs des princes. L'influence de la cour est si fâ-  
cheuse, qu'elle altère les plus beaux caractères, de  
même que l'air des marais de la Zélande affaiblit les  
santés les plus fermes.

On ne saurait lire sans dégoût les nombreux mé-  
moires écrits par les courtisans eux-mêmes, depuis  
qu'ils surent écrire. Ce sont eux qui dépravèrent les  
princes trop susceptibles des impressions du vice,

qui infirmèrent le bon-naturel de quelques autres, et qui détruisirent si rapidement l'efflet du seul règne entièrement favorable à la France (le règne de Henri IV), parce que le monarque est le seul qui ait joint à une bonté toute céleste le plus beau génie politique descendu sur la terre.

Le conseil caché de Louis XVI, conseil composé de courtisans que la mollesse ou l'ambition, ou de moins dignes motifs, peut-être, des influences d'outre-Rhin, avaient retenus près de sa personne; ce conseil secret fut (qui en conserve aujourd'hui le moindre doute?) le moteur le plus actif de sa destinée; il le conduisit à son dernier jour; il le mit, et de très-bonne heure, à la merci de ses ennemis. Les princes français étaient presque tous bons, faciles, généreux. Malheureusement, depuis les Médicis et l'introduction de la perversité italienne, depuis leurs alliances dans la maison du sombre Philippe II, et les trop fréquentes leçons données par la hauteur castillane entrée au Louvre, les princes étaient élevés pour une scène où leurs rôles leur laissaient à peine un mouvement à eux! Jamais ils ne déposaient une sorte de dignité théâtrale. Une étiquette exagérée les privait de communications, excepté avec leurs courtisans et leurs valets; ils vivaient ainsi depuis le premier jusqu'au dernier jour de l'année, et leur vie entière. Ils ne devaient donc guère entendre le véritable sens de ce mot de *nation*. La révolution les atteint derrière leurs flatteurs, et les enveloppe comme un grand nuage, comme un nuage immense. Tous ces flatteurs sont sans connaissances politiques. Le souverain, retiré au fond du sanctuaire, ignore les choses effectives; réelles; il est sans expérience des difficultés de la vie commune! La plupart de ceux qui approchaient

Louis xvi virent donc dans ce mouvement tout national, venant de toutes parts, préparé de si loin, une émeute passagère de prolétaires turbulents, excités par une poignée de factieux sans importance. A l'œil-de-bœuf de Versailles, on vouait au ridicule tout citoyen éclairé témoignant le désir que le corps de la nation fût admis à participer avec mesure au soin de ses intérêts directs ; Malesherbes, le premier homme de la France, était dérisoirement appelé le ministre patriote.

Dans nulle autre monarchie le fléau de la cour n'exerça d'aussi cruels ravages ! C'est depuis que l'Angleterre n'a plus de rois de cour, qu'elle a des souverains efficacement attentifs à sa destinée. Qu'on fasse le parallèle des avantages qu'a reçus ce royaume des deux Charles et des deux Jacques, ou des trois George !

Louis xiv, devenu vers le milieu de son règne le jouet des courtisans de toutes les espèces, ternit la gloire de ces vingt années, 1660-1680, qui avaient persuadé à la France qu'il serait un grand roi. Louis xiv ne fut plus qu'un despote ; il ne sut plus qu'appauvrir, écraser la France, mettant dans un imminent danger l'édifice élevé par les deux cardinaux dont d'abord il parut le docile élève. Son avènement sur la scène fut imposant, parce que les plus beaux acteurs de l'histoire moderne, formés bien avant lui, le secondèrent merveilleusement ; sa sortie fut sifflée, et, certes, méritait de l'être. Si sa carrière ne s'était pas prolongée au-delà de la paix de Nimègue (1678), on ne l'aurait pas vu dominé, durant trente-huit années, par les courtisans, les jésuites et une vieille dévote, qui, tous, ne réveillèrent dans son âme altière que ce qui s'y trouvait de peu digne du roi et de peu favorable à l'avenir du royaume. Henri iv

raillait volontiers les grands qui se ruinaient en beaux habits : « Ils portent leurs moulins et leurs bois » sur leurs épaules. » Que témoignerait-il aujourd'hui que les courtisans des Tuileries ne convoitent, ne briguent, ne mendient le pouvoir que pour ressaisir, aux dépens de la nation, des richesses dont ils sont tout prêts à faire de nouveau le plus scandaleux usage ?

« Ce parti compte des hommes qui haïssent la révolution par amour de l'ancien régime et des abus, »  
« qui haïssent la liberté par amour de l'indolence. Ils »  
« regrettent ce temps où la nation n'influaient sur le »  
« gouvernement que par des chansons, des pamphlets »  
« clandestins, des émcutes ; où la force de la couronne, »  
« beaucoup trop grande contre les individus, fléchis- »  
« sait devant des corps puissants ; où les dignités, »  
« les places, les récompenses, abandonnées à des ca- »  
« bales de cour, étaient devenues, contre l'esprit de »  
« la monarchie, le patrimoine de quelques familles »  
« et le prix de l'intrigue ; où des ministres passagers trai- »  
« taient la législation et l'état comme la toile de Pé- »  
« néllope, en s'étudiant à faire et à défaire, tous les six »  
« ans ; où les volontés arbitraires de ces interprètes »  
« du monarque avaient l'efficacité de la loi ; où la mo- »  
« bilité perpétuelle des institutions résultait de cet »  
« arbitraire, en sorte qu'à la voix d'un empirique en- »  
« treprenant et accrédité, les divers états de la société »  
« changeaient de forme, nul n'étant sûr de sa position »  
« pendant deux ministères successifs ; où la faiblesse »  
« du pouvoir législatif se joignait l'indépendance op- »  
« pressive des agents d'exécution ; où, seuls arbitres »  
« des besoins publics, deux ou trois ministres, en se »  
« conciliant, pouvaient à leur gré imposer la nation, »  
« la ruiner par ses emprunts, forcer toujours la re-

« cette pour atteindre la dépense, au lieu de subor-  
« donner la dépense à la recette, et couvrir par des  
« prestiges le désordre des finances, avant-coureur  
« d'une catastrophe générale; où l'autorité royale se  
« perdait dans les canaux irréguliers et innombrables  
« de la bureaucratie; où la liberté personnelle n'avait  
« d'autre sauvegarde que la douceur du gouverne-  
« ment et la probité des gens en place; où enfin, mal-  
« gré l'appareil de ses forces et la plénitude de sa  
« puissance, l'autorité souveraine, pliant sous son  
« propre excès, s'ébranlait elle-même par ses vacilla-  
« tions, et ne connaissait plus cette énergie tempérée,  
« mais continue, sans laquelle tout gouvernement  
« penche vers son déclin. Ceux qui convoitent le re-  
« tour de ce désordre politique, qui renfermait tous  
« les inconvénients de la monarchie sans en avoir les  
« avantages, ne font autre chose que réclamer une  
« nouvelle révolution. Remplacez la France et le trône  
« sur les anciens écueils, ils y périront une seconde  
« fois et par les mêmes causes: car aussi long-temps  
« que l'autorité du prince ne s'assied pas sur le fon-  
« dement des lois, du moment où son armée vient à  
« lui manquer, elle reste sans défense et sans res-  
« sources. » (Ces observations sont de Mallet-Dupan,  
qui les écrivait en 1791, et certes ce publiciste n'était  
point ennemi de la monarchie.) Son tableau semble  
appartenir à ce temps-ci; il reproduit, trait pour  
trait, les adversaires de la charte en 1824. Les cour-  
tisans de Versailles ressemblaient à ces patriciens,  
vers la fin de la république romaine, dont Salluste  
disait (première lettre à César): « Engourdis d'indo-  
« lence, ne connaissant plus la fatigue, la guerre,  
« l'ennemi, ils ne savent qu'intriguer au dedans....  
« Nobles sans caractère, vraies statues qui n'offrent

« que l'inscription d'un nom et rien de plus. » Aussi le règne de Louis xv, règne de soixante années, règne qui vit trois grandes guerres, ne produisit-il que trois généraux distingués, dont deux, les maréchaux de Lowendal et de Saxe, n'étaient pas Français, et le troisième, le maréchal de Broglie, était d'origine étrangère : tant cette noblesse que l'usage faisait appeler *haute noblesse* était dépouillée de mérite et déchue en talents ! Perdus dans la corruption et la frivolité, ces rejetons d'illustres familles, loin d'ambitionner une honorable célébrité dans l'histoire, n'aspiraient qu'à jouir de cet éclat viager que donnent les dehors de l'opulence et les accidents de la faveur. Pas un seul de ces noms écrits sur le tableau de l'ancienne valeur française n'a reparu dans les guerres de 1792 à 1814 ; ils n'ont su que mendier, ramper, et conspirer sur les grands chemins.

Oui, la cour est aujourd'hui même une puissance malfaisante, comme tout ce qui se cache et manœuvre dans l'obscurité. Elle pèse sur la France dans un sens directement opposé à l'explicite volonté du souverain, aux déclarations réitérées de Louis xviii, aux serments solennels des princes de son sang (V. 16 mars, 7 octobre 1815). Elle agit dans ce moment ainsi qu'elle ne cessa d'agir depuis le 22 juillet 1787 jusqu'au 10 août 1792, de même qu'elle agit du 4 juin 1814 au 20 mars 1815, et toujours. Mais, à cette heure, la nation sait qu'elle existe de droit aussi bien que de fait ; elle est visible et agissante aussi ; elle joint aux lumières de la théorie les clartés bien plus sûres de l'expérience ; elle ne cherche point à recommencer ses épreuves ; elle veut se reposer dans la culture de son industrie relevée, de sa prospérité renaissante. Elle ne croit ni ne craint ces hommes qui diraient



que le trône rétabli n'est qu'un accident de la révolution de 1814, qui oseraient ajouter que le roi n'est qu'une pierre de l'édifice qu'il faut relever en entier, et dont ils sont les seuls matériaux. Elle s'aperçoit que le débris de l'ancienne cour est le ver rongeur de la France nouvelle, le défaut le plus sensible de son ordre social et celui qui la menace le plus dans son avenir. Les Français savent très-bien maintenant qu'ils se rendraient indignes d'exister en corps de nation, s'ils restaient spectateurs indifférens des tentatives de cette faction qui voudrait anéantir la possession de leurs droits, possession acquise au prix de tant de sacrifices. Ils ne seront plus apathiques ou timides, comme ils le furent principalement sous la convention, sous le directoire, dans les dernières années de l'empire. La nation est prête, de quelque côté que paraissent les ennemis des institutions qu'elle demanda toujours, qui lui furent si souvent promises, et qui viennent enfin de lui être assurées. Aujourd'hui elle possède une boussole qui l'empêchera de faire fausse route : la charte l'a conduite au port où elle doit trouver, sous les auspices de la légitimité, sous les auspices de la maison de Bourbon et dans la loyauté de Charles x, l'oubli des maux, le repos et le plus doux espoir.

Eh! combien sont-ils ces hommes à prétentions exclusives? Avant la révolution, on comptait environ seize mille familles nobles ou se disant nobles, ce qui pouvait comporter quatre-vingt-dix mille têtes. Aujourd'hui, nonobstant l'émigration et ses misères, malgré tous les fléaux dont ils ont été frappés, leur nombre semble plus que doublé : quel prodige amena cette multiplication? Ces rejetons de l'ancien régime ont-ils la propriété des polypes qui couvrent les eaux

stagnantes, de foisonner sous l'instrument qui les tranche, et les ciseaux d'Atropos sont-ils devenus les dents de Cadmus? Comment ont apparû en 1814 tous ces privilégiés des siècles précédents, avec cette foule d'auxiliaires? Comment les familles éteintes se sont-elles ranimées? La crédule antiquité n'avait admis qu'un seul phénix. Les nobles dont l'origine se reportait avant le premier anoblissement connu, celui de l'orfèvre Raoul (1271), sont aujourd'hui excessivement peu nombreux; et l'on peut avancer, sans injustice, qu'ils ne sont guère que les mânes de leurs ancêtres: car les rois les avaient plus déconsidérés par les collègues qu'ils leur avaient donnés, qu'affaiblis par la soustraction de leurs privilèges, qu'énervés en les réduisant à la domesticité. Combien d'entre eux sont hors d'état de montrer un autre titre que la quittance fraîche encore du paiement d'une charge acquise avec un argent quelquefois sordidement gagné? Gilhert a dit:

Pour être un jour baron, tel se fait usurier.

Combien de familles encore qui montrent des taches infamantes comme des titres d'illustration! Comprendra-t-on aussi dans la noblesse des familles qui non seulement ne sont pas illustrées suivant les historiens, mais que les généalogistes n'ont pu réussir, malgré toutes leurs fabrications de titres, à amener jusqu'à l'illustration que donne l'ancienneté de race? Il n'existe peut-être pas en France cent noms honorablement historiques! mais il a semblé en 1814 qu'il suffisait de prendre un nom, pour être de droit et de fait membre de l'ancien ordre de la noblesse; qu'il ne fallait que se parer d'un titre pour en avoir

la possession réelle. On eût dit qu'une ordonnance royale l'avait enjoint à cette foule d'hommes inutiles en toutes choses, qui avaient crié *Vive le Roi!* lorsqu'il n'y avait plus de danger, et qu'il pouvait cependant en résulter des avantages matériels! Les dissensions civiles sont admirablement favorables à l'usurpation de la noblesse. Montaigne se plaint que, de son vivant, un grand nombre de familles inconnues avaient pris des titres : « Et les plus obscures, dit-il, sont les plus idoines à falsification. » Aujourd'hui beaucoup de ces gentilshommes que les circonstances ont fait éclore, qu'elles ont amenés de l'état de chrysalide à l'état d'insecte ailé, « sont dans « une position encore plus favorable (dit le judicieux « auteur des *Français en 1817*, Lesur); leurs titres « sont fondés sur la destruction des autres; et, au fait, « pour peu qu'un homme ait voyagé, qu'il soit in- « connu dans un pays, il est bien modeste s'il ne se « donne au moins un marquisat. » C'est bien ainsi qu'en avait usé le Villette de Voltaire : lui et quelques autres individus de bas aloi s'étaient faits marquis en dépit de la nature, disait-on. De leur temps, ce n'était qu'une manie bornée à certains personnages assez assurés dans leur contenance pour braver le ridicule : aujourd'hui c'est une épidémie qui s'étend de Lille à Antibes, de Colmar à Quimper, c'est la fièvre jaune, c'est le vomito nero de la France nouvelle.

Une affectation aussi générale de titres vrais ou faux signale une basse et puérile vanité, une complète dégradation morale chez les gens qui tiennent à la cour, ou qui voudraient y tenir. Aussi, parmi les anciens nobles, combien en citerait-on qui aient refusé de servir Bonaparte dans les emplois du palais, dans les fonctions de haute, ou moyenne, ou basse domesti-

cité! On n'a qu'à parcourir la liste de ses chambellans, de ses écuyers, de ses aumôniers. Les almanachs de 1812-1813 existent en témoignage, et les délinquants de l'ancienne royauté, que ces almanachs attachent ainsi au pilori, ne peuvent en déchirer, en effacer les pages. S'il arrivait que les cartons d'un grand-chambellan, ou d'un ministre de la police de ces temps-là, s'ouvrirent aux regards du public, combien de célèbres royalistes métamorphosés! « Tremblez, malheureux, » a dit à la tribune le député Camille Jordan.....; si « la malignité s'amuse à fouiller dans l'histoire de tant « de héros de l'immuable fidélité; si elle venait à repro- « duire, pour l'un, son adresse; pour l'autre, son épi- « thalame et son compliment; pour celui-là, ses provo- « cations à des guerres insensées.....! » Le très grand nombre refusa de servir ou servit à peine dans le corps valeureux de Condé. La plupart de ces aventureux exilés, jetés hors de toute condition, allaient tendant la main de capitale en capitale. La foule, revenue après la terreur, remplit les antichambres des fonctionnaires, sollicita dans les plus obscurs bureaux; et, lorsque le despote couronné fit signe aux hommes de l'ancienne cour, on les vit aussitôt reprendre avec leurs habits de Versailles, les attitudes et les manières serviles qui les avaient déconsidérés en Europe; en les rendant inutiles à la France.

Dès 1789, cette faction conspira contre l'affranchissement de la nation. En 1791, elle souleva l'indignation générale, en menaçant de l'agression de l'étranger, en guidant même les baïonnettes ennemies. En 1804, venant saluer Napoléon, ces nobles transfuges de la légitimité furent reçus dans le camp de l'usurpation victorieuse et dans les salons de la roture anoblie, à condition qu'ils aideraient à tuer la

liberté, et qu'ils livreraient au monarque de la révolution les traditions de la domesticité féodale. Ils le servirent avec zèle, l'Europe le sait. Quand Louis xviii donna la charte, ces hommes, éternellement opposés aux intérêts communs, déclarèrent leur haine contre ce statut fondamental, et le projet de le détruire ou de le neutraliser fut dès lors conçu. Le 20 mars arriva, et certes personne aujourd'hui n'avancerait que le grand personnage de cette catastrophe en ait été le moteur. Si le cratère de l'île d'Elbe n'avait pas vomie cette lave dévorante, les entrailles de la France l'eussent élancée, tant était grand l'amas, tant était active la fermentation des matières inflammables. Eh bien ! les ennemis de la charte, qui voulurent la renverser en 1814, dans le court espace de quelques mois, reprirent ce dessein en juillet 1815 ; et pour agir à coup sûr, ils sentirent qu'il leur fallait plusieurs années. Ils se dirent : « Le roi, par lequel nous devons régner, ne porte qu'une couronne mal assurée, aussi » long-temps que les étrangers camperont en France. » On ne peut les éloigner que par l'apparence du » calme, et surtout par des indemnités pécuniaires. » Les emprunts sont les seules ressources ; or, le » crédit demande la confiance des capitalistes, con- » fiance qui ne s'obtiendra que par l'assurance, sans » cesse renouvelée, que les Français jouiront enfin » de ces institutions que depuis tant d'années ils ré- » clament..... Ayons donc l'air de vouloir ces insti- » tutions ; faisons semblant d'aimer la charte. » Les étrangers soldés, ou plutôt ayant touché leurs gages pécuniaires, abandonnent leur nantissement : ils partent. Aussitôt, à la fin même de 1818, renaissent des rumeurs alarmantes. Les principes de la loi des élections sont ouvertement attaqués. La France n'aura

donc fait des efforts extraordinaires, elle n'aura prodiguées ses ressources, qu'afin d'amener sa délivrance en faveur de ce parti qui lui destine un autre joug. Telle est la marche de ce parti depuis 1815; il devient impossible de s'y méprendre. Ces hommes veulent résister à l'évidence. Semblables à des insensés qui brisent l'aiguille du cadran pour arrêter la marche des heures, ils s'obstinent à lutter contre le siècle, et le siècle les entraîne comme une paille légère. A la fin de 1815, cette faction se signale par de nombreuses injustices; et, si ces excès n'atteignent pas aux excès commis en 1793, c'est d'abord parce qu'en 1815, il existe une forme déterminée de gouvernement, et que le chef auguste de l'état a trop de pénétration, trop d'esprit de conservation, pour laisser un libre cours à la violence de ce parti: en second lieu, parce que ces ligueurs, fougueux comme ils sont, ne possèdent ni le courage individuel, ni la sagacité, ni les talents d'exécution, ni l'invincible volonté des monstres de la convention; car, le bon sens, l'énergie, l'esprit et le talent exceptés, ils ont tout employé. L'ordonnance du 5 septembre 1816, arrêtant tout à coup leur présomptueuse audace, prouve en un clin-d'œil ce que prouveront toutes les crises semblables, qu'il suffit de squiller sur cette faction pour l'éteindre, suivant l'expression du député Courvoisier (Voyez 10 mars 1818). Ces hommes ne possèdent d'autre science que celle de l'intrigue, d'autre courage que l'art des bravades, d'autre énergie que celle qui est donnée par l'habitude de la défaite, en un mot, ils sont une substance décomposée. Ces hommes d'un caractère exclusif, de facultés rétrécies, sentent néanmoins qu'ils ne peuvent ressusciter la féodalité; mais toujours ils prétendent au monopole

des grades et des emplois , à la disposition de la fortune publique , au privilège des faveurs et des distinctions inventées par l'esprit des cours au profit de la vanité , et si obséquieusement révérees par la multitude. Qu'ils ne restent pas confondus avec la nation ! tel est leur immuable désir. Arrêter l'élan et comprimer l'émulation des classes ascendantes , voilà le but de leurs efforts ; comme si eux-mêmes n'étaient pas montés des derniers degrés de l'échelle sociale ! Quel est donc le noble , réellement noble , appartenant à l'ancienne monarchie , en état de prouver que son ancêtre n'a pas été esclave avant ou serf après l'invasion des barbares ? Les Montmorenci eux-mêmes seraient fort embarrassés de fournir une telle preuve !

Néanmoins ces royalistes purs , qui ont rampé , de toute la souplesse de leurs vertèbres , aux pieds des assassins de Louis XVI , aux pieds du meurtrier du duc d'Enghien ; ces hommes de la fidélité , de l'honneur , refusent de se rallier aux intérêts nationaux , et leur opiniâtreté à cet égard est inexplicable. Soldats éternellement vaincus , ils n'en crient pas moins victoire. Dans chaque défaite , ils aperçoivent le présage du triomphe. En 1790 , lisez les *Actes des Apôtres* ; en 1791 et 92 , lisez les journalistes Royou et Durozoi ; en 1794 , lisez le *Spectateur du Nord* , rédigé à Hambourg par deux émigrés , B..... et la M..... ; lisez le *Courrier de l'Europe* , entrepris à Londres par un abbé , fabricant de faux assignats , et digne frère du plus frivole des ministres , qu'ont signalé vingt mauvais plans de finances , et de plus mauvais plans politiques , colportés sans pudeur en Saxe , à Vienne , à Pétersbourg , à Londres. En 1796 , et dans les années suivantes , lisez les pamphlets du nommé Pelle-

tier, autrefois, à Paris, collaborateur des *Actes des Apôtres*, et dernièrement, à Londres, chargé d'affaires de Christophe roi d'Haïti ; car de tels royalistes aimeront toujours le pouvoir absolu, que le maître soit blanc ou noir, et de quelque nom qu'il s'appelle, pourvu qu'ils en profitent.

Ces hommes, aussi gonflés de prétentions que vides de mérite, osent produire l'exemple de l'Angleterre, où l'aristocratie absorbe les hautes dignités, les honneurs intermédiaires, ainsi que les fonctions lucratives. Mais, dans les familles adhérentes à la pairie, les jeunes gens sont l'objet d'une instruction très soignée, d'une instruction continuellement dirigée vers l'utile ; ils portent fort loin leurs études classiques ; ils acquièrent une connaissance approfondie de la législation, de la jurisprudence ; ils voyagent pour faire l'application de toutes ces notions, et se rendent ainsi très capables de servir leur patrie. Aussi, depuis trois ou quatre générations, il est sorti de ces familles une foule de personnages distingués. L'aristocratie anglaise maintient encore plus son influence par la suprématie de ses connaissances, et par l'art de s'adjoindre les citoyens éminents, que par le poids qu'elle reçoit de son élévation politique ou de son opulence territoriale. L'aristocratie anglaise est populaire ; elle a profondément étudié ce qui attire la nation, ce qui la repousse. Voilà sa tactique et son secret depuis huit siècles ; voilà ce qui lui valut sa prépondérance dans mille circonstances antérieures, et ce qui la lui conserve de nos jours. Dans ce pays fertile en hommes judicieux, les classes élevées sentirent, de bonne heure, que leur instruction contribuerait à maintenir la tranquillité de l'état, en faisant obtenir à ceux qui les composent, par une supériorité de



vertus et de lumières, l'influence qu'elles doivent exercer sur les autres classes pour le repos de toutes. Le parti de l'opposition est en Angleterre ; comme en chaque pays, conduit par un calcul d'ambition ; mais toujours , dans cette île , il s'appuie sur la liberté. Il se plaît à contredire , à censurer le gouvernement ; mais à peine voit-il le danger de l'état devenir grave , il se rapproche du centre , de l'autorité , et fortifie son action : car , dans cette terre classique des institutions sociales, l'opposition est forte en patriotisme, en talents, en lumières ; ce parti n'appela jamais l'odieux étranger....

Qu'on se reporte en France , et qu'on y abaisse les yeux sur ce *caput mortuum* de l'ancien régime ; sur cette fourmière parasite qui s'agite, sollicite, mendie sans cesse dans les antichambres des palais, dans les salons des hôtels et jusque dans les plus obscurs bureaux ! qu'on essaie d'y prendre la dixième partie des administrateurs, des militaires, des hommes nécessaires ou seulement utiles à la France ! S'raient-ils la clé de la voûte , la pierre angulaire de l'édifice, ces hommes qui cédèrent à tous les vents , comme de frêles roseaux , ou qui ne surent que disparaître au moment du danger ? Il faudrait désespérer de la monarchie qui n'aurait que de semblables appuis : plus ils seront en usage , plus sa sûreté sera compromise ! Le 20 mars 1815 l'a prouvé , de même que le 20 juin 1792. Ces hommes de l'ancien régime sont jaloux sans émulation , tant les habitudes qui dépriment les âmes étouffent les talents ! Combien , parmi eux , compterait-on d'hommes éclairés , d'orateurs éloquents , d'écrivains de mérite ! S'il y en a quelques-uns , voyez s'ils ne professèrent pas des principes de raison et de liberté avant d'adopter les doctrines ser-

viles ; à coup sûr, c'est dans le camp d'où ils désertèrent qu'ils apprirent à se battre.

Qu'on ne se trompe pas en évaluant les motifs de cet étrange et absolu dévouement de la France à Bonaparte ! Elle crut voir en lui une digue immense élevée contre l'ancienne aristocratie, objet éternel de l'aversion publique ; digue capable d'assurer sa préservation ! Si la nation renonçait à la liberté, elle consoliderait du moins l'égalité : long-temps abusée sur les intentions du maître auquel elle s'était confiée, elle en attendait le bonheur ; elle se repaissait de cet espoir, et ne pouvait se persuader qu'un génie aussi éminent ne reprit enfin la voie la plus honorable de l'immortalité ! Tout ce temps, la gloire militaire consolait la France du sacrifice de ses droits. C'est en promettant l'égalité que Bonaparte obtint la soumission ; c'est par cette fastueuse annonce qu'il acquit l'opinion générale : mais cette opinion n'en est que moins disposée, après quinze années d'affreuses calamités, à tolérer la domination de ceux qui avaient tant contribué à leur extension. Les exilés inspiraient un intérêt général ; mais s'ils ont cru voir leur triomphe complet dans la restauration, qui ne faisait que garantir les droits de tous, ils ont décelé aussitôt les pensées qu'ils avaient si bien masquées durant le régime impérial ; et aussitôt leurs insultantes hauteurs, leurs prétentions exclusives, leur avidité, leur parcimonie, ont soulevé contre eux les classes moyennes et industrieuses. Au commencement de 1814 on disait : « Long-temps malheureux, ils ont droit aux « égards ; » on ne put s'empêcher de dire, au commencement de 1815 : « Ces fugitifs, toujours fugitifs, « osent reparaître avec l'air menaçant des triompha- « teurs » : aussi recueillent-ils le dédain et l'aversion

d'une nation que les revers peuvent consterner, mais ne sauraient abattre.

Ces faux royalistes, ces champions de la basse féodalité, dont l'esprit ne saurait s'élever à l'idée de la liberté politique, aiment à confondre les excès de la révolution avec son but primitif, la tyrannie des féroces proconsuls qui s'en emparèrent avec les vœux des hommes généreux qui en furent les victimes. Cette juste horreur qu'inspirent les folies des démagogues et les crimes des jacobins, ils l'étendent aux principes émis par les défenseurs de l'humanité, dans l'espoir de déconsidérer les partisans d'un gouvernement sage-ment pondéré, légalement établi et mis hors du droit divin. Non, l'esprit constitutionnel de 1824 n'est pas l'esprit révolutionnaire de 1791; c'est cet esprit de réforme, bouillonnant en 1788, après avoir fermenté pendant trois quarts de siècle; ce n'est pas un feu grégeois, un incendie dévorant, un orage destructeur des moissons, un ouragan impitoyable : c'est une action aussi douce qu'uniforme, une chaleur fécondante, un courant d'air dans une direction bien déterminée, une mousson inévitable dans les belles latitudes.

Parfois on rencontre des enthousiastes ramenés à la raison. On peut éclairer l'esprit, calmer la frénésie de ceux qui, séduits par des idées nouvelles, prirent un bouleversement pour un accident, l'innovation pour la réforme, les actes d'une violence désordonnée pour les symptômes de la vraie liberté : on peut les désabuser en leur montrant l'évidence des résultats ! Mais les hommes voués à l'ancien régime n'abandonneraient pas une seule de leurs traditions ; ils sont incapables de changer de route, parce qu'ils prétendent avoir toujours marché sur la ligne droite, suivant l'étrange expression d'un ministre d'état ( V. 5 dé-

cembre 1814). La lèpre invétérée de l'aristocratie est ineffaçable, incurable, éternelle; tandis que le fanatisme de la démagogie, semblable à une grande contagion, n'apparaît qu'à de longs intervalles, et se consume par ses ravages mêmes.

« Dans une monarchie libre, dit Shéridan, on ne  
 « saurait reconnaître d'inutiles distinctions, en souffrir  
 « aucune dont l'unique tendance soit de favoriser l'or-  
 « gueil des individus : les seules qu'on y doive ad-  
 « mettre sont celles qui peuvent faire naître un degré  
 « d'opposition entre les vues et les intérêts des parties  
 « constituantes de la législation. L'Angleterre est le  
 « seul pays en Europe où la distinction de noble et  
 « de non noble n'est pas portée plus loin que ne l'exige  
 « la nature du gouvernement représentatif. Les no-  
 « bles, comme tels, n'y forment pas une classe di-  
 « stincte de la nation, et ne tiennent à aucune agré-  
 « gation composée d'eux seuls; ils ne forment point  
 « un noyau politique, ils n'excitent point l'animad-  
 « version populaire en affectant de se classer à part.  
 « Comme il n'y a que le chef de chaque famille noble  
 « qui ait droit aux honneurs et aux privilèges de la  
 « pairie, ce n'est pas l'homme qui peut compter une  
 « suite d'ancêtres titrés, mais le législateur héréditaire  
 « qui est lui-même noble; les branches cadettes de ces  
 « familles, n'ayant aucune part à la législation, n'ayant  
 « aucun centre d'opinion, jouissent à peine de quel-  
 « ques distinctions honorifiques parmi les autres su-  
 « jets, et vont bientôt, ainsi que leurs descendants, se  
 « confondre dans la masse générale du peuple : seule-  
 « ment, elles forment entre la noblesse et les autres  
 « classes de la nation un anneau qui joint les intérêts  
 « de ces deux ordres, qui les empêche de se diviser  
 « comme membres de la même société, et qui fait de

« cette société une chaîne continue dont aucune partie  
 « ne peut être touchée sans que tout le reste n'en soit  
 « affecté, comme par une communication électrique. »

La France serait-elle à jamais une terre ingrate, rebelle, incapable de produire des citoyens et des hommes? L'esprit, le savoir, la philosophie, les agréments de la vie sociale, abondent dans cette belle France. Mais cette force d'âme qui, s'unissant au bon sens et à la réflexion, constitue le caractère et fait un homme supérieur en mérite, chez combien de personnes tenant aux premières classes la trouvera-t-on, de 1789 à 1815?

L'ancien gouvernement, dans sa longue proscription des vertus civiles et des talents politiques, en aurait-il desséché tous les germes; et les Français des générations suivantes seraient-ils aussi réduits à ne déployer que des qualités brillantes, mais inutiles à la véritable prospérité de leur belle patrie? Les hommes de toutes les classes sont depuis si long-temps déprimés dans l'ordre civil ou politique qu'ils regardent toujours d'en-bas!! La vanité, l'ambition, furent excitées continuellement et sans mesure par l'ancien gouvernement, par les gouvernements révolutionnaires, par cet homme d'un si prodigieux ascendant qui se fit leur héritier; après lui encore par des ministres à petit génie et à vues étroites. Il en est résulté que l'homme estimable, ne s'appuyant pas sur sa propre estime, aspire trop vivement aux suffrages d'autrui; il recherche les applaudissements, il s'humilie chaque jour davantage devant les dépositaires du pouvoir, dans l'espoir de s'élever à côté d'eux. Nul n'ose se suffire à lui-même, ne sait vivre dans l'état où la Providence l'a placé, ou ne veut se devoir l'amélioration de son sort! Faire effet, faire du bruit, faire beau-

coup parler de soi, paraître, éclipser ses rivaux, voilà les grands motifs d'émulation pour un Français du dix-neuvième siècle, à qui manque, presque toujours une connaissance étendue et précise des intérêts publics, avec le courage et la sagesse de les faire valoir de préférence à de petits intérêts personnels. Il est si peu de personnes qui ne trouvent plus beau d'être courtisans que libres !..... Depuis qu'il existe des cours, il y a guerre ouverte entre les courtisans et les hommes livrés aux professions utiles. Quel souverain, s'il vit continuellement avec les premiers, s'il ne voit et n'entend jamais les seconds, peut tenir le fil qui le conduira dans ce labyrinthe de sourdes perfidies et de ruses ignobles ! Le plus sûr pour lui serait de chasser tous ces flatteurs oisifs et voraces, et de communiquer directement avec les hommes dont les fonctions sont utiles et honorables, hommes qui, pour embellir leur aïssance, augmentent leur opulence, ne sollicitent pas les dons de la munificence royale, et ne mendent pas les grâces ministérielles.

Un second obstacle à l'entière régénération de la France est le parti qui semble maîtriser le clergé : l'intolérance constitue sa doctrine, la soif de la domination est sa passion dominante ; il prétend exercer une action directe dans les affaires humaines. Trop peu de nos prélats présentèrent la religion comme un sentiment dégagé des intérêts de ce monde, et trop souvent ils se servirent de l'Évangile pour établir des dogmes politiques (V. 27 mai 1804). Un assez grand nombre de prêtres subalternes, imbus de petits préjugés, conduisent à l'idiotisme par la superstition, et répandent ce fanatisme qui germe dans les cerveaux étroits. Plusieurs de leurs chefs, nourrissant des désirs effrénés de commandement, invoquent sans

cesse le pouvoir absolu. En confondant les maximes de la vraie piété avec les privilèges et les envahissements d'un sacerdoce tout mondain, ils ont extrêmement affaibli le véritable esprit du christianisme. Les aumôniers de Napoléon ne se lassaient pas de l'encenser, parce que, nouveau Constantin, il allait, croyaient-ils, rendre le clergé fastueux. Par exemple un évêque nommé Boulogne s'écriait : « Toute puissance vient de Dieu, et qui résiste à la puissance résiste à Dieu même. » Par ces paroles, que le Saint-Esprit n'avait point inspirées, cet évêque justifiait implicitement la mémoire de Domitien, de Louis XI, de Charles IX, et aussi de Robespierre. Un autre pontife, Maurice de Broglie, n'acquit-il pas un peu de célébrité par son langage adulateur (V. 23 septembre 1805) ? Certains prêtres vont prêchant sans cesse que le pouvoir absolu, en quelques mains illégitimes ou peu dignes qu'il tombe, ne saurait être contesté ni modifié (V. 27 mai 1804). Répandant un faux sentiment religieux, ils n'édifient pourtant, à ce jour, que les simples et les très simples, au moyen de ces maximes et des petites pratiques superstitieuses du moyen âge. Tel est l'esprit du clergé dans les pays où l'autorité ne l'a pas assez contenu. Toutes les inepties, tous les malheurs, toutes les cruautés des quatre Stuart (des deux Jacques, des deux Charles), sont dans la doctrine du despotisme et du droit divin, dans cette effroyable chimère qui fascinait leurs esprits et qui pénétrait leurs âmes.

Le clergé français s'adressait à Louis XIV, au sujet de la révocation de l'édit de Nantes, en ces termes : « Si vos actions précédentes ont porté votre nom aux extrémités de la terre, celle-ci l'élèvera jusque dans

« les ciens , et vous acquerra une gloire qui durera encore après la ruine de l'univers. » N'est-ce pas avec une douloureuse émotion qu'on entend Bossuet, un des beaux génies de l'Europe moderne, s'écrier : « Touchés de tant de merveilles , épanchons nos cœurs sur la piété de Louis. Poussons jusqu'au ciel nos acclamations, et disons à ce nouveau Constantin, à ce nouveau Théodose, à ce nouveau Marcien, à ce nouveau Charlemagne, ce que les six cent trente pères dirent autrefois dans le concile de Chalcédoine : Vous avez affermi la foi ; vous avez exterminé les hérétiques ; c'est le digne ouvrage de votre règne ; c'en est le propre caractère. Par vous l'hérésie n'est plus : Dieu seul a pu faire cette merveille. Roi du ciel , conservez le roi de la terre : c'est le vœu des églises, c'est le vœu des évêques. » Jamais on ne préconisa de grands désastres avec plus d'enthousiasme.

Le clergé a rampé de toute la souplesse ultramontaine sous Napoléon, afin de n'être pas écrasé. Le pied du colosse ne pèse-t-il plus, aussitôt le clergé lève une tête altière, et fait entendre des sifflements aigus dans les espaces libres. Ce clergé semble ne pouvoir exister que persécutant ou persécuté. Et cependant, malgré les leçons de l'histoire et les conseils de la prudence, qui font connaître à quel point les prêtres furent et peuvent être nuisibles en siégeant au conseil suprême de l'état, les ministres malfaisants ou pusillanimes qui disposent de la France persuadent à l'auteur de la charte, au vénérable monarque, dont les facultés sont gravement altérées par les rapides progrès d'une maladie cruelle, et qui touche au bord du tombeau, une mesure aussi peu convenable que faite pour aliéner l'opinion publique (Voyez 26 août 1824).



Depuis dix années un certain nombre d'ecclésiastiques ne cessent d'exciter des alarmes sur plusieurs objets de premier intérêt, se déclarent les ennemis jurés des institutions qu'ont déjà et que réclament encore les Français, s'opposent à leur affermisement ou à leur complément. Plaçant la sève de la religion dans son écorce, ils affectent de confondre la tolérance des cultes et l'indifférence religieuse. Profondément imbus des idées du droit divin, ils réprouvent la charte et tout contrat social; ils osent dire que l'usage de la liberté en est l'abus. Aussi, depuis 1814, n'a-t-on pas vu nommer un seul prêtre à la chambre des députés! La puissance des tyrans, répètent ces prêtres désavoués par la doctrine de l'Évangile, est une puissance instituée par Dieu pour nous châtier; il faut baiser la verge dont ils nous frappent. Mais on sait assez qu'ils ne prêchent cette doctrine que lorsque les tyrans sont leurs bienfaiteurs, leurs amis, leurs serviteurs, leurs pénitents. En certains lieux on procède par des confréries, des pèlerinages, par des associations mystiques, par une foule de petites voies d'obscur superstition; il semble qu'on nourrisse le dessein de mettre les Français en tutelle ecclésiastique. Étrange opinion que le clergé seul puisse régénérer la France! qu'à cet effet on doive le multiplier, lui confier la jeunesse, et lui laisser prendre une influence décisive. Depuis quelques années les missionnaires se livrent à des déclamations furibondes sur le passé; et ce moyen, qui a paru à de faux esprits de cour susceptibles de contribuer à la réunion des Français, les aigris et les divise de nouveau. On aurait pu s'en servir pour ramener à un véritable sentiment religieux, dont la diffusion modérerait les heureux du siècle et consolera les infortunés toujours en si grand nombre; mais, puisqu'un

tel secours devenait dangereux, il fallait le repousser. La France rapportera l'altération de sa tranquillité et la principale cause des discordes naissantes à deux ou trois imprudens ministres qui favorisèrent l'ascendant du clergé, et le dotèrent d'attributions incompatibles avec l'opinion générale.

Quand donc les régulateurs de la France voudront-ils entendre que la prêtrise est une profession et non un ordre politique ? Les catholiques allemands ont banni la controverse pour ne s'occuper que des principes religieux. Ils ont établi la tolérance, si peu semblable à l'insonniance. On voit en plusieurs lieux des fidèles de communions différentes invoquer dans le même temple le père commun des hommes ; et , pour cela , chacun n'en adhère pas avec moins de ferveur au culte qu'il professe. Cette sociabilité a pu seule mettre fin aux déplorables querelles qui ensanglantèrent ces contrées pendant deux siècles , tandis qu'elles ont désolé la France jusqu'à l'expulsion des jésuites , et n'y ont jamais entièrement cessé. On est en Autriche aussi dévoué que chez nous au catholicisme ; cependant on n'y vit en aucun temps des orages excités par le clergé , parce que les ecclésiastiques y furent toujours renfermés dans leurs fonctions , qu'ils n'y exercèrent aucun droit politique. Aussi n'ambitionnent-ils pas de jouer un rôle dans l'état ; ils sont modestes , paisibles , et ne se laissent voir qu'au sanctuaire. Aux États-Unis , le sentiment de la religion est universel , sans que l'autorité soutienne un culte quelconque. L'appui du gouvernement peut favoriser l'intérêt des prêtres ; mais il fait tort à l'esprit religieux , esprit qui contribue si efficacement à la sécurité publique en sanctifiant la morale.

Tant que les prêtres français n'enseignent pas à

leurs disciples qu'on agit contre la patrie et la loi de Dieu en exerçant des actes de violence ou des artifices que reprouve la morale contre les adhérents à d'autres communions que la communion romaine ; tant qu'ils se refuseront à professer que le clergé ne saurait avoir d'autre juridiction extérieure que celle que lui confère la puissance séculière, et dont par conséquent il peut se voir privé, on devra penser que le clergé, comme corps, conserve ses principes d'intolérance et d'insubordination, ainsi que de domination dans les affaires civiles. Ouvrez l'histoire, vous y verrez ces hommes dont le ministère particulier, le ministère saint, est d'entretenir la concorde, être souvent les auteurs ou les fauteurs des révoltes ou des dissensions. Dans les premiers siècles de la monarchie, leur ordre usurpa des pouvoirs absolument incompatibles avec ses fonctions. La vénération générale pour les ecclésiastiques et les moines, leurs immenses propriétés, toujours susceptibles d'accroissement et ne pouvant jamais diminuer, en avaient fait le corps le plus puissant de l'état. Par l'effet des redoutables mesures et de l'habileté de Louis XIV, ces hommes, autrefois les rivaux de leurs souverains, qui les déposaient même, qui dictaient des ordres à la couronne, qui soufflaient le feu de la discorde, et dont l'ambition s'était portée avec autant d'avidité vers les richesses que vers le pouvoir, ces hommes se virent contraints de s'occuper de leurs fonctions ; mais toujours ils défendirent avec une fureur obstinée ce qu'ils appelaient les droits de l'Eglise. On les vit défendre souvent la tyrannie ; jamais on ne les vit défendre la liberté publique. Quoiqu'un militaire soit plié à l'obéissance passive envers ses chefs, il peut tenir à la société par les liens les plus intimes de

famille ; il peut avoir un intérêt direct à la prospérité commune , indépendamment de ses intérêts particuliers en qualité d'homme de guerre. Chez les ecclésiastiques , célibataires et concentrés en eux-mêmes , le citoyen se perd trop souvent dans le prêtre , et les intérêts de la nation s'anéantissent dans ceux de sa corporation.

Outre les faux royalistes voulant d'un roi clément faire un dictateur impitoyable , outre les ministres atrabilaires d'un Dieu de paix , il existe une sorte d'hommes nuisibles aussi , ceux qui se sont tournés vers le nouveau soleil de la faveur , et qui viennent l'adorer suivant les mêmes rites qu'ils pratiquaient dans l'adoration de la grande idole aujourd'hui renversée. Engagés dans ces habitudes d'excessive dépendance que formèrent chez un grand nombre de fonctionnaires les impressions du servage impérial , ces agents de l'arbitraire sous quatre ou cinq gouvernements , ces diplomates-visirs qui imposèrent à tous les souverains et à tous les peuples du continent des conditions exigées par leur grand-sultan , ces apostats de toutes les doctrines , renégats de toutes les institutions , parjures toujours empressés , se représentent toujours ! S'il y en a qui trahirent le despote , ils assurent qu'ils n'abjurèrent pas le despotisme , et que leur présence au pouvoir est indispensable ; ils ne rougissent pas d'émettre que le changement d'opinions en des temps différents prouve qu'on s'est éclairé ; ils ne sont pas honteux d'avancer qu'ils cèdent au cri d'une conscience mieux instruite. Ainsi le cardinal Duperron offrait de prouver ou de nier l'existence de Dieu ! Misérables hommes d'état , sans autre mobile que le soin de leurs intérêts particuliers , et qui ressemblent au fléau de la balance , dont l'inclinaison se décide par le poids

qui charge inégalement et tour à tour l'un et l'autre bassin ! Ces pilotes prétendront retenir le gouvernail d'un navire qu'eux-mêmes avouent, avec une naïve assurance, avoir jeté sur les écueils ! Par de telles apologies, Fouché (de Nantes), Merlin (de Douai), entièrement disculpés, auraient droit à reprendre leurs hautes fonctions. Dans de tels hommes, l'intérêt personnel est tout, l'intérêt public rien. Combien citerait-on de ces hommes qui ont traversé la révolution sans dépasser les principes, sans avoir fléchi devant ce qu'on nomme la nécessité des circonstances, nécessité qui se renouvelle chaque jour pour les lâches et les ambitieux ? On en découvre à peine quatre dans ce nombre assez grand d'hommes apparus sur un premier plan, qui, livrés aux regards de la France, aujourd'hui même, en 1824, soient maintenant ce qu'ils furent en 1789 : La Fayette, La Rochefoucauld-Liancourt, Lanjuinais, Boissy-d'Anglas !... Il ne s'agit pas de déterminer le mérite, de disséquer, d'analyser la substance des opinions de chacun de ces personnages ; il suffit qu'ils n'en aient pas changé pour la vérité de l'observation. Cette persévérance est un assez beau mérite dans cette France, où la population pouvait, dans l'ancien régime, se diviser en deux classes : les hommes corrompus et les hommes ignorants. Il faut ajouter qu'aucun de ces quatre personnages ci-dessus n'est reprochable aux yeux de la morale ; on ne saurait leur attribuer une injustice préméditée, leur imputer un attentat volontaire. En vain des écrivains qui ne mirent jamais plus d'équité dans leurs allégations que le parti dont ils étaient les organes ne mit de prudence et de raison dans ses démarches essayèrent-ils de rendre La Fayette odieux en l'accusant de plusieurs forfaits et de desseins régicides ; jamais ils n'établirent

aucune preuve, jamais ils ne présentèrent même des indices vraisemblables qui pussent le faire soupçonner d'actes criminels : après la plus scrupuleuse recherche, on ne trouve rien à sa charge. Il s'était fait un système de rénovation qu'il croyait convenir à la France. Les paroles qu'il a prononcées à la tribune des députés dans les dernières sessions annoncent qu'il n'a point altéré les idées principales de ce système. Honneur aux quatre qui n'ont jamais menti à leur conscience !..... Cet hommage est aussi désintéressé qu'il est sans prévention : celui qui le rend n'a jamais vu \* un de ceux auxquels il le rend ; il ne les connaît que comme des portraits d'histoire....

Outre les faux royalistes, les faux citoyens, que nous avons signalés, il est encore d'autres hommes, et en grand nombre ; jadis séides du despote Napoléon, qui s'efforcent aujourd'hui de paraître les héros de la liberté, les champions de la vertu, les amis du peuple. Si Fouché, d'exécrable renom, avait eu le temps de publier ses mémoires, il n'eût pas manqué de se produire comme un modèle de philanthropie. Le déclamateur Garat se donnera pour le Condillac de la législation ; ce ministre des jacobins revendiquera l'honneur d'être cité comme le Malesherbes de la liberté. Les Cambacérès et les Fouché ont laissé en France un certain nombre d'élus qui, moins fameux, furent tout aussi funestes. On les voit cependant dans les rangs des défenseurs du peuple ou bien des courtisans, suivant l'occasion qui leur est venue. L'histoire de nos troubles offre de nombreuses et de bien singulières disparates

\* MM. Lanjuinais et Boissy-d'Anglas ont eu la bonté de m'adresser des renseignements positifs sur MM. Grégoire et Cohier. Je les en ai remerciés par lettres, et ne leur ai point rendu visite.

dans les individus qui s'y mêlèrent. Leur portrait politique, si l'on peut hasarder cette expression, ressemble à ces divinités de l'Inde, bizarre assemblage de formes humaines, de membres empruntés à des quadrupèdes, à des reptiles, à des oiseaux, à des monstres marins. Quels hommes que les patriciens de la France nouvelle!

Les patriciens de Rome avaient également frappé Cicéron et Catilina, sacrifié César. Les patriciens de la France nouvelle ont frappé Louis XVI, Robespierre, Napoléon. Ce sont eux qui virent dans Robespierre un législateur digne des anciens temps, un Orphée créateur du premier culte digne des dieux, puis un brigand et un homme stupide; ce sont eux qui, glissés dans les premiers corps de l'état, en possession des emplois, des honneurs et des richesses, dans toutes les transformations, insolemment élevés devant le peuple, descendront devant leur maître impérial jusqu'à la bassesse, lui présentant l'amour de la nation comme l'expression de son humilité, et son dévouement comme un gage obligé de sujétion dans les protestations de leur propre fidélité. Ils laisseront derrière eux les flatteurs de Néron, de Domitien et de Commode. Flétrissant la langue française, ils auront surpassé tout ce que, sous nos derniers rois, le style de cour offrait d'inspirations hypocrites ou de métaphores ridicules, de locutions avilissantes et d'épithètes adulatrices; ils ne cesseront d'appliquer, selon les dates, aux mêmes choses et aux mêmes hommes, les titres les plus augustes et les injures les plus outrageantes; ils passeront sans effort du régime de la démagogie au gouvernement despotique. Toujours ils se prosterneront devant la souveraineté de fait, désavouant à cet égard les abstractions politi-

ques dont ils furent les hypocrites professeurs ou les complaisants adorateurs. Et l'on estimerait de tels hommes ! non , très certainement non. Qu'ils fassent les grands seigneurs , qu'ils se revêtent de titres et de cordons , mais qu'ils sachent bien que la nation couvre leurs noms de mépris....

Il faut le dire aux hommes du pouvoir, voilà l'inévitable résultat de ces révolutions générales où l'action fut tout entière à un parti, où la nullité signala constamment un autre parti, où il y eut des victimes et non des vaincus , des oppresseurs et non des vainqueurs , et où la masse de la nation , habituée à l'inertie , entretenue dans l'ignorance par ses anciens gouvernements , se vit rouler comme les vagues de l'océan , entraîner comme les sables du désert , ou disperser comme des nuages sans consistance. En moins de dix ans , on trouve les Français aux deux extrémités : en proie à la licence populaire , au despotisme d'un seul maître. Les Français , dépourvus d'esprit public , suivirent en aveugles tantôt les conseils des factieux , tantôt les ordres des dépositaires du pouvoir. Il y a maintenant deux partis , qui ne craignent rien autant qu'un gouvernement doux , modéré , et mis hors d'état de changer , qu'un gouvernement représentatif solidement constitué : ce sont les continuateurs du jacobinisme , heureusement aussi peu nombreux que discrédités , et les adhérents de la vieille aristocratie , qui se trouvent en trop grand nombre.

Certains raisonneurs , froidement optimistes , ou que fatigue l'investigation des moyens propres à conduire les hommes au meilleur état possible , répètent avec complaisance deux vers de Pope , bel esprit anglais , versificateur parasite , et papiste prononcé , c'est-à-



dire dépendant par corruption, par mollesse et par système :

For forms of government let fools contest,  
What'e'er is best administered, is best.

« C'est folie de discuter les formes de gouverne-  
« ment ; le meilleur consiste dans la meilleure admi-  
« nistration. » Mais ces institutions, qui portent en  
elles-mêmes un principe de durée ; ces combinaisons,  
qui tendent à garantir la stabilité de l'ordre établi,  
admis par le consentement volontaire de tous (que  
ce consentement soit expliqué ou tacite) ; ces institu-  
tions civiles et ces combinaisons politiques doivent  
sans doute être préférées à l'arrangement qu'amen-  
nèrent des circonstances la plupart fortuites ; ainsi  
que l'irrégulière influence des siècles barbares ou mal  
civilisés. Les ressorts d'un gouvernement représen-  
tatif convenable au peuple qui l'a reçu se réparent  
d'eux-mêmes : ce mécanisme est le mouvement per-  
pétuel et bien ordonné des sociétés. C'est ce qu'on a  
vu dans les villes de l'empire germanique lorsqu'elles  
jouissaient d'elles-mêmes ; c'est ce qu'on a vu et qu'on  
voit encore en Suède, où un grand monarque res-  
pecte les droits de la nation avec la même loyauté  
qu'il défend les droits du trône. Il promet encore aux  
peuples de deux royaumes un grand roi et un bon  
roi dans la personne de son fils ! C'est ce qu'on voit  
en Angleterre, aux États-Unis, dans plusieurs can-  
tons suisses..... Titus, Louis xii, Henri iv, lais-  
sèrent les rênes de l'état à des successeurs dépourvus  
de leurs talents ou de leurs vertus. Les monarchies  
absolues sont destinées à de fréquentes, à d'incalcu-  
lables vicissitudes. Louis xv en-deçà, comme Char-

les iv au-delà des Pyrénées, et Charles II sur la Tamise, ont donné de bien tristes exemples de toutes les dégradations qu'amène le pouvoir arbitraire. Réclamer l'arbitraire, c'est refuser les garanties du bonheur individuel et de la prospérité publique. La monarchie limitée doit paraître à tout esprit non pré-occupé de systèmes la forme de gouvernement la plus convenable pour un peuple nombreux, anciennement réuni, et dont de vicieuses institutions et des princes absolus ont altéré les primitives vertus, égaré l'humeur belliqueuse, et dépravé les penchants généreux. Le seul but de la liberté politique étant d'assurer la liberté civile, les lois sur lesquelles se fonde la liberté personnelle et qui protègent les propriétés particulières doivent être le fruit d'un gouvernement libre !!

Quand, à la faveur de ces autres institutions, qui ne sauraient être encore long-temps attendues sans danger pour le trône lui-même, l'esprit public sera développé, la France offrira ce phénomène, aperçu dans les pays possédant avant nous les institutions analogues. On y verra un principe d'action uniforme, de progrès, de durée, toujours supérieur aux difficultés du dehors; et, pour quelques cantons des départements du Rhin et de la Moselle, pour quelques établissements coloniaux cédés ou perdus, la France aura gagné la connaissance d'elle-même, acquis la science de se conduire, contracté une aptitude infail- lible à réparer ses anciens désastres, à conserver et reproduire sans cesse ses nouveaux avantages. Plus le régime franchement constitutionnel sera mis en jeu, et plus la propriété étendra son empire sacré : les émeutes des prolétaires, les sophismes des démago- gues, ne seront pas à craindre. Dès que les classes

moyennes , dont le mouvement ascendant se fait régulièrement , scrônt pleinement convaincues que nulle considération ne saurait légitimer la moindre atteinte aux facultés du plus humble citoyen , ciles ne nommeront que des représentants également ennemis de l'anarchie et du despotisme. Alors on ne verra point le silence de la servitude succéder au tumulte de la démocratie. Le souvenir de leurs écarts aura donné aux Français une salubre prévoyance, et la crainte de retomber dans les premiers excès ne les rejettera pas de nouveau dans des excès contraires !

En vain s'obstinera-t-on à calomnier l'impulsion générale qui se manifesta en 1789 : la véritable opinion publique, celle qui domine toutes les factions , et qu'il est aussi facile de discerner qu'il l'est de distinguer la lumière du soleil des lumières factices ; l'opinion , qui peut être comprimée , mais qui se relève à chaque circonstance favorable , reste invariable depuis trente années. Quand Bonaparte arriva d'Athènes à Saint-Raphaël , la nation , voyant dans le système du gouvernement (ainsi qu'il a été dit plus haut) une digue qui devait rompre tous les efforts de cette ancienne aristocratie , si pernicieuse en tous temps , la nation s'abandonna sans réserve à Bonaparte. Oui , les désastres de la France ont été causés bien moins par l'exagération de quelques enthousiastes et par le complot de quelques méchants que par l'hésitation , la tiédeur , la pusillanimité , l'inertie ou la retraite du grand nombre , que par les compositions avec la conscience d'une foule d'hommes ayant d'abord de bonnes intentions , ainsi que par le stoïcisme et la résignation à contre-temps des hommes vertueux eux-mêmes. Cette résignation ne saurait se concevoir. Jamais on ne comprendra que , de 1791 à 1814 , il n'ait pas pu

se former, au milieu d'une nation aussi spirituelle, aussi brave, aussi estimable, une opposition raisonnée à l'action malfaisante des gouvernements qui se sont succédé; que ces gouvernements aient impitoyablement mutilé cette nation sans en éprouver de résistance, excepté à Lyon et dans la Vendée. Quelle absence de bon sens politique, quel défaut d'idées saines pour sa propre conservation, ne suppose pas une telle conduite soutenue durant vingt-cinq années! Cette ignorance des éléments de la félicité générale, de la sécurité individuelle; cette dépression de tant de millions d'hommes parvenus cependant presque au sommet de la civilisation, dérivait (qui pourrait en douter?) de la pernicieuse influence du despotisme insensé qui courba la France depuis la mort de Henri iv. Les Romains n'étaient du temps de Trajan déjà plus susceptibles de mouvements généreux; ils avaient rampé pendant deux siècles sous des tyrans et des affranchis, les courtisans d'alors : l'histoire de leur république ne s'offrait plus à leur esprit que comme une tradition décolorée, tant le sentiment de la liberté avait été étouffé chez le peuple-roi! Ce sentiment, lorsqu'il se manifestait en France sous les Valois ou sous les Bourbons, étant presque aussitôt amorti, se dissipait en fumée, mêlée de légères étincelles. Opprimons-les avec sagesse, à l'instar du Pharaon des Hébreux, disaient les ministres dépositaires de nos destinées; et quand Louis xvi, adorable dans sa bienfaisance, vient ramener ce sentiment, il ne trouve que des cendres froides, ou des matières inflammables, qui, à l'instant même, produisent l'éruption du Vésuve! Nous avons dit (1797) que, « dans les troubles publics, « les citoyens qui restent neutres sont des lâches, ceux « qui changent de parti sont des traîtres. Pendant notre

« révolution, les uns et, les autres furent les mêmes :  
 « on se cachait à l'approche du danger; on devenait  
 « transfuge dès qu'on voyait un avantage à passer dans  
 « le camp opposé..... » Nous croyons nécessaire de  
 reproduire ces lignes.

Le gouvernement ne saurait aujourd'hui assurer la tranquillité de la France qu'autant qu'il s'entourera de la seule force en état de le faire triompher des factions, c'est-à-dire de la confiance nationale. Un gouvernement qui ne marcherait pas avec son pays, qui n'aurait pas égard à l'opinion raisonnée et persévérante des classes moyennes, qui n'agirait pas dans le sens de l'universalité des citoyens, ou perdrait la nation, ou serait perdu par elle, ou se perdrait avec elle. Puissent toujours nos rois unir au bon naturel qui ne cessa de distinguer les Bourbons, l'esprit de discernement et la plénitude de la franchise! Puissent-ils gouverner à la manière de Henri iv, dont l'allure était si vraie, même dans les écarts de sa vie privée, dont la mort fut sincèrement pleurée du peuple, et suivie des regrets des gens de bien de tous les états; tandis que l'allégresse fut aussi vraie qu'universelle à la mort de ses trois successeurs immédiats! Sans doute les successeurs de Louis xvi aimeront à s'appliquer la déclaration de son ministre le jour de l'ouverture des états-généraux (Voyez 5 mai 1789): « Des « grâces versées sur un petit nombre de courtisans et « de favoris, quoique méritées, ne satisferaient pas « la grande âme du roi. » Puissent les ministres sur lesquels se reposera la confiance du roi se tenir avec sincérité dans les routes constitutionnelles, les seules que les Français veulent suivre! Que ces ministres se pénétrant bien de cette grande vérité, que l'arbitraire n'est pas plus un moyen de puissance que la

duplicité n'est un ressort d'administration ! que , suivant sans dévier les conseils d'une haute prudence, ces ministres ne laissent pas se renouveler des querelles assoupies, qu'ils ne portent pas dans leurs fonctions les vues d'une ambition de courtisans, qui nous agiterait et qui perdrait la France en exposant la monarchie ! On obtient beaucoup des Français par la franchise et la bonne foi : on n'en obtient rien par des voies obliques, qui seraient bien promptement devinées.

Des hommes qui, pour l'intérêt d'une monarchie absolue, ou de quelques institutions aristocratiques, ou même pour la meilleure forme de gouvernement possible et les institutions religieuses les meilleures, violeraient les principes de la justice, et seraient inaccessibles aux sentiments généreux, ressembleraient aux jacobins dans ce qui doit précisément indigner l'homme de bien, c'est-à-dire dans leurs moyens criminels et leur indifférence aux maux d'autrui. Ainsi, l'on pourrait dire qu'il y a des jacobins de monarchie, d'aristocratie, de superstition, comme il y en a de démocratie, mais malheur à ceux qui croiraient que le comité de salut public leur a révélé le secret de sa puissance ! Les moyens de terreur ne peuvent soumettre long-temps les hommes à l'injustice ; ils ne peuvent se remonter qu'à de longs intervalles. L'épreuve en est faite ; le souvenir en reste, et empêchera qu'elle ne se renouvelle. Tant que les lumières ne seront pas éteintes (et elles ne seront pas éteintes, quoi que fassent les hommes du privilège, de la sainte-alliance, de l'ultramontanisme), l'autorité légitime ne pourra guère se soutenir qu'au moyen d'une certaine mesure d'équité ; elle ne sera chérie, respectée, qu'autant qu'elle se déploiera pour l'utilité des gouvernés.

Les Français, l'immense nombre des Français, apprécient leur position et leurs devoirs. Ils savent que personne ne peut dire avoir traversé, sans dériver un peu, le fleuve orageux de la révolution ; que des maximes de morale ne sauraient apporter un secours efficace au milieu des discordes ; qu'on ne saurait lutter contre les préjugés reçus dans l'enfance, contre les vices de l'éducation, contre l'effet d'un mauvais gouvernement ; que, dans une tempête imprévue, nul n'est en état de répondre de sa direction ! Les Français savent fort bien que le souvenir de ces temps déplorables, loin d'être un appel à la vengeance, doit être la leçon de leur avenir. Après un orage, tous ceux qui en ont été battus aiment à se reposer ensemble, à se féliciter mutuellement ; ils jouissent en commun de la sérénité du ciel.

Le nom de France ne saurait s'anéantir, ses enfants ne renonceront jamais à l'avenir ! Qu'à Ramilies, qu'à Rosbach, la gloire de leurs guerriers s'efface ou s'obscurcisse, la gloire de leurs écrivains et de leurs philosophes les environne aussitôt d'une auréole étincelante. Les chefs-d'œuvre de Molière, de Racine, de Boileau, de Fénelon ; ceux de Montesquieu, de Voltaire, de Buffon, couvrent de leur renommée les revers de deux rois et l'ineptie de dix ministres. Ces génies immortels voilent d'un disque resplendissant les ténébreuses manœuvres de ministres de Dieu indignes de leurs saintes fonctions, les honteux complots des courtisans, le cruel fanatisme qui se déploie contre les protestants, les inhumaines rigueurs exercées envers les jansénistes, les mesures violentes autant qu'absurdes qu'un clergé possédé de l'esprit d'intolérance fait subir aux antagonistes d'une bulle ridicule. En admirant la sublimité de nos écrivains,

l'Europe semble ne plus s'apercevoir de l'incapacité souvent châtiée de nos guerriers promus au commandement par des intrigues de cour, de tous les vices de notre organisation sociale, de la misérable condition du peuple, de l'ignominieux spectacle qu'offrent des courtisanes assises sous le dais royal. La révolution à peine éclosée marche-t-elle dans un cortège de sanglantes et sacrilèges fureurs, alors même l'héroïsme des Grecs et des Romains enflamme la nation, et la place à côté de ces modèles. La dernière grande modification des choses, ou, suivant l'expression consacrée, la restauration du trône de Hugues Capet, se fraie-t-elle un passage merveilleux (passage que personne ne put prévoir la veille du succès, et dont chacun s'étonne le lendemain) à travers des populations réunies par la vengeance, à travers les épaisses cohortes qu'ont armées des cabinets outrés de la supériorité de la France, et venant commettre de perfides représailles, que faciliteront des Français traités à leur patrie, alors même, loin de se laisser accabler par ces funestes secours dont elle ne sut pas écarter l'occasion, la France remporte sur elle-même la plus belle des victoires, et se relève couronnée de lauriers civiques et des arts de la paix; elle devient fière par modération sous les coups d'une adversité qu'elle sent ne devoir être que passagère; elle reprend alors une plus douce magistrature sur l'Europe conjurée et sur le monde européen, montrant aux races futures qu'elle est impérissable, malgré l'égarement ou la violence de ces chefs, si, ne perdant jamais cette confiance qu'elle doit avoir dans sa destinée, elle est toujours fidèle à son caractère, qui, dans tous les temps, sut défier l'adversité: sous Philippe VI, Jean, Charles VI, François I<sup>er</sup>, princes de la malheureuse branche des Valois, à l'avènement de Henri de Bourbon, à la fin du règne de Louis XVI, et après lui.



O mes concitoyens ! de quelque fausses idées qu'on ait bercé votre enfance, de quelques illusions que votre mobile imagination se soit vue caressée, quelque perspective qui vous soit offerte, ne cessez de vous rappeler que vous êtes Français... ; que les ambitieux (peu importés d'où ils viennent) se disputent, s'enlèvent l'autorité, les puérils honneurs de cour ou la popularité, les titres insignifiants dont l'aristocratie s'enorgueillit, ou ces dignités de palais que n'envie pas et que redoute l'homme de bien, et jusqu'à ces rubans dont trop souvent l'inutile citoyen tire tout son lustre, ou bien les faveurs éphémères de l'opinion, enfin tous ces signes équivoques de la considération publique ou de la protection du prince ; alors que la patrie n'est point menacée par l'étranger, qu'elle ne réclame pas vos efforts pour la préserver, livrez-vous à ces stériles jouissances de la vanité, livrez-vous à la poursuite de ces objets futiles, ainsi que vos pères. Mais, dès que l'étranger ferait entendre la menace, déploierait son étendard, accourez à la défense de la terre et de la prospérité communes à tous ; que nul citoyen ne s'éloigne, ne refuse son bras, ne retire un secours utile à la conservation générale. Rien n'est vil comme le joug de l'étranger ; le Français ne saurait retrouver sa patrie sur ce territoire qui ne serait plus la France. Qu'une longue expérience d'infortunes règle désormais vos déterminations. Voyez ce rapide empressement de nos frères abusés, des fugitifs de 1791, à rejoindre les lieux qui virent leur enfance, à répudier une hospitalité trop souvent flétrissante et quelquefois si perfide, dès qu'ils purent embrasser leurs pénates, tout renversés qu'ils étaient. Oui, le cri des Français sera toujours FRANCE !.....

Nous avons retracé dans ces annales les principaux faits d'une révolution qui a bouleversé la France et

ébranlé l'Europe. En terminant cet écrit, nous répéterons ce que nous avons dit dans l'Introduction : « La religion est le fondement le plus solide des corps politiques, parce qu'elle est la loi de Jésus-Christ, parce qu'elle est le supplément de toutes les lois politiques et civiles. La royauté est l'institution politique la plus salutaire ; parce qu'elle protège les peuples et parce qu'elle fait exécuter les lois.... Personne ne respecte plus profondément que nous la religion, la royauté, les lois.... Personne n'est plus que nous sincère partisan d'une liberté sage, d'une liberté fondée sur les droits des princes, sur les droits des peuples... Nous ne sommes ni de l'ancien régime de Versailles, ni du régime de la république ou de l'empire. Nous sommes du régime de la charte, des lois, de l'ordre, et de la paix publique. » Pénétré de ces sentiments et de ces principes, nous les avons pris pour guides en écrivant cet ouvrage ; il en offre un témoignage fidèle, nous osons du moins nous en flatter.

Nous devons une dernière explication à nos lecteurs : elle importe à notre conscience, elle tient à la vérité et à l'impartialité que réclame l'histoire. L'on nous reprochera sans doute de nous être exprimé avec acrimonie, avec irascibilité, sur le compte des principaux auteurs ou complices de la révolution ; peut-être même nous accusera-t-on d'avoir voulu accabler quelques-uns de ces personnages sous le poids de leur nom ; en rappelant avec sévérité, mais avec fidélité, toute leur conduite politique. Nous n'avons jamais eu de si lâches pensées ; mais aussi aucune considération personnelle ne nous a fait taire la vérité. Nous avons retracé les actions et rapporté les paroles des révolutionnaires de toutes les époques, de tous les rangs, de toutes les couleurs : c'était notre devoir comme annaliste, comme

Français. En signalant les fautes commises depuis la restauration, nous avons été dirigé par cet esprit de vérité et d'impartialité qui ne doit faire acception ni de sectes, ni de partis, ni de personnes\*. Pouvions-nous passer sous silence des faits, des individus, dont les actes faisaient connaître les représailles de l'esprit de parti? Si dans ces annales nous avons commis des erreurs, c'est sans le vouloir, sans le savoir; si nous avons porté de faux jugements, c'est la faute de notre esprit, et non celle de notre cœur. Loin et à jamais loin de nous l'intention de blesser les individus! Nous avons dit ce que la vérité historique nous obligeait de dire, ce qui était vrai, ce qui nous paraissait prouvé, incontestable. Nous avons en horreur la calomnie; nous la repoussons à l'égal du crime. Les grands personnages de la révolution qui nous accusaient de les avoir calomniés n'ont qu'à revoir leur vie politique: leurs actions et leurs paroles ont été publiques, officielles; nous les avons rapportées avec impartialité.

Oui, nous avons exprimé avec toute l'énergie dont nous sommes capable notre indignation contre les crimes de la révolution. Nous avons voué à une éternelle exécution les hommes du grand attentat; nous avons attaché à l'histoire les bourreaux du 21 janvier. Mais, parmi les législateurs-juges de la convention, il y eut (nous nous faisons un devoir de le reconnaître) des hommes plus faibles que coupables, plus à plaindre encore qu'à blâmer. La violence des passions politiques,

\* L'abbé de Montgaillard prouve bien la stricte impartialité dont il faisait profession par la manière dont il s'exprime sur l'ex-abbé et ex-prieur d'Argenson, marquis de Villeneuve, préfet des Hautes-Pyrénées (Tarbes) en 1814 (Voyez 12 novembre 1815), aujourd'hui préfet de la Corrèze (Tulle): l'abbé de Montgaillard était cousin-germain dudit marquis de Villeneuve! (*Note de l'éditeur.*)

la faiblesse d'âme ou de caractère, le presque irrésistible entraînement des circonstances, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, la fatalité des temps, doivent être pris en juste considération par l'historien. Ces membres de la convention qui désiraient sauver Louis xvi, et qui pourtant eurent la faiblesse d'émettre leur vote de condamnation, ont pu conserver des droits à l'estime publique. Certains hommes disent pour se justifier : « Il fallait émettre le vote à mort, ou être massacré. » Mais Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, etc., ont-ils été massacrés ? Si le parti modéré avait été plus nombreux en hommes de courage, les jacobins auraient-ils pu remporter leur exécrable triomphe ? Auraient-ils pu faire massacrer les députés qui se seraient joints à Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, lorsqu'ils n'ont pas osé égorger ces vertueux et intrépides citoyens ? Nous avons en horreur les injustices, les spoliations, les crimes de l'assemblée législative, de la convention nationale, et ces forfaits nous les avons signalés sans nul ménagement. La première de ces assemblées livra, la seconde assassina l'homme juste, le roi qui, de son propre mouvement, restituait aux Français leurs libertés nationales, le meilleur et le plus vertueux de monarques ! Elle fit périr son fils Louis xvii. Ses comités immolèrent la reine, Madame Elisabeth ; ils égorgèrent le grand Malesherbes, comme pour ajouter, s'il était possible, à l'attentat du 21 janvier ; ils envoyèrent à l'échafaud des milliers de Français !!! Quel est l'homme de bien dont le cœur pourrait ne pas s'indigner à la vue de tant de forfaits ? Quel est celui qui oserait nous accuser d'irascibilité ? La convention sauva la France, soit ; mais à quel prix ? En violant les plus saintes lois, en foulant aux pieds la religion, la royauté, la morale, la justice. Voilà des considérations que, pour leur propre bonheur, les peuples

ne doivent jamais perdre de vue. Mais , si le salut du peuple est la suprême loi , les ministres des princes ne doivent pas non plus réduire les nations à se précipiter dans les calamités révolutionnaires.

L'antique race de nos rois est revenue d'un long exil, le premier qu'elle eût subi depuis huit siècles. Les Bourbons ont été rendus à la France ; ils lui ont donné une charte qui rétablit et consacre les droits et les libertés de la nation. Entourons le trône légitime et constitutionnel de toute notre fidélité, de tout notre amour ; défendons les libertés nationales par toutes les voies légales qu'autorise, que prescrit le statut fondamental de la monarchie. Plus nous serons attachés à cette charte, plus nous en réclamerons l'exécution, et plus nous serons royalistes, et plus nous consoliderons l'auguste trône des Bourbons.

Hors de la charte telle qu'elle a été donnée, et non pas telle que l'ancien régime voudrait la faire ; hors de la charte, point de salut pour le trône, pour le peuple. La liberté constitutionnelle marche à pas de géant ; elle envahit les deux mondes ; il faut donc gouverner par elle et avec elle, ou se préparer à subir de grandes catastrophes. Ah ! combien elle serait funeste, déplorable, et peut-être irremédiable, l'erreur des ministres des rois, qui diraient que le sabre dispose de l'obéissance et de l'opinion d'une nation, qui croiraient que la puissance matérielle est plus forte que la puissance morale ! Sans doute le despotisme du bon plaisir est un mode de gouvernement tout comme un autre, et rien de plus facile que d'être despote : les femmes, les enfants et les vieillards le sont bien ; mais rien de plus difficile, dans l'état actuel du corps social, que d'être despote pendant long-temps avec sûreté ! On peut faire du despotisme avec toutes sortes d'ingrédients (l'Espagne le prouve d'une manière déplorable) ; mais le seul despotisme durable

et sans dangers est celui des lois constitutionnelles. Napoléon disposait de cent millions de bras; les soldats le chérissaient, l'admiraient; ils lui prodiguaient leur bravoure et leur vie; la victoire était à ses ordres; les rois étaient à ses pieds! Napoléon voulut changer la gloire militaire en despotisme politique; il y réussit, et s'abyma tout entier. Il périt, parce qu'il avait renversé les lois et détruit les libertés de son pays, parce qu'il avait violé les droits et l'indépendance des nations.

Oui, les Français ont besoin de trouver le repos dans la monarchie des Bourbons, et la charte constitutionnelle remplit les vœux de l'immense majorité de la nation. Oui, les Français sont las de révolutions, et ne veulent pas de république; mais ils ne veulent pas non plus du despotisme et de la superstition des anciens temps!!!

Hommes de la contre-révolution, vous auriez beau torturer les lois anciennes et nouvelles, et exprimer la charte pour en faire couler goutte à goutte l'ancien régime; vous auriez beau mettre les libertés constitutionnelles en interdit, et la liberté de la presse au cachot ministériel, vous ne feriez pas pour cela rétrograder l'esprit humain, vous ne ramèneriez pas les Français au douzième ni même au dix-septième siècle, vous n'essoufferiez pas la pensée, vous n'aboliriez pas la parole, vous n'arrêteriez pas le mouvement de la terre!!!

Le dix-neuvième siècle est le siècle de l'opinion constitutionnelle. Partout les nations sont ou seront bientôt plus avancées que les gouvernements: il faut donc que les gouvernements marchent en tête de leurs nations, s'ils veulent éviter de grands malheurs. Car, on peut aisément le prévoir, avant la fin du siècle où nous vivons, il n'y aura plus en Europe d'autocrates, de rois de droit divin: il n'y aura que des rois en vertu de chartes constitutionnelles.

Ah ! qu'il est beau, qu'il est doux de régner sur les Français ! Le grand Frédéric disait : « Le plus beau rêve que puisse faire un roi, c'est de rêver qu'il est roi de France. » Il disait aussi : « Si j'étais roi de France, il ne se tirerait pas un seul coup de canon en Europe sans ma permission. »

Qu'il est aisé de gouverner cette belle, cette noble France, de la rendre heureuse et tranquille ! Il n'y a qu'à vouloir, qu'à faire exécuter la charte.

Ministres des rois ! voulez-vous fermer à jamais dans les deux mondes l'abyme des calamités royales et nationales, étudiez la révolution française, profitez de ses leçons (elles sont terribles) ; obéissez franchement à l'esprit du siècle. Cet esprit est le résultat nécessaire, inévitable, des progrès de la civilisation et des lumières : partout vous le trouverez sur vos pas !

Conseillers des trônes ! voulez-vous rendre les monarques éclatants de gloire et pleins de bonheur, voulez-vous donner aux dynasties royales une sûreté et une durée qui défieront la fortune et les siècles, gouvernez selon l'esprit de liberté et d'égalité politiques et civiles : il s'est infiltré dans les masses nationales. Consultez, honorez, respectez les classes moyennes de la société : elles font la force et la richesse des états. Ne

\* Un négociant, un banquier, un manufacturier, qui multiplient les signes représentatifs, et répandent le travail et l'aisance dans toutes les classes de la société ; un artiste, soit dans les arts libéraux, soit dans les arts mécaniques, dont les talents et les veilles ajoutent sans cesse aux commodités de la vie, ou produisent ces chefs-d'œuvre qui deviennent le plus beau luxe de l'opulence ; les cultivateurs, l'agriculteur, dont l'industrie et les travaux infatigables fécondent les sillons qui nourrissent le trône et le peuple ; tous ces plébéiens, qui se vouent à une profession utile ou agréable, qui l'exercent avec talent, avec probité, ne sont-ils pas plus estimables, plus précieux pour un état, et ne méritent-ils pas d'être plus considérés que cette

sacrifiez pas une nation à quelques hommes, et l'intérêt général à l'intérêt des classes privilégiées. Si vous vous obstinez à méconnaître et les temps et les choses, si vous violez les lois et si vous travaillez à détruire les libertés nationales, vous renverserez les trônes et vous perdrez les dynasties. D'un côté sont la gloire et toutes les sortes de prospérités; de l'autre sont la honte et toutes les sortes de calamités; au milieu est l'abyme des révolutions. Choisissez! vous le pouvez encore... Ministres des rois! songez que les peuples ne manqueront jamais de roi, et que les rois peuvent manquer de peuples.

foule de barons, de marquis ou de ducs, de nobles de première ou de dernière origine, qui mangent les trônes et dévorent les peuples; qui, dans les jours de périls, abandonnent leur roi, lorsque tout fidèle sujet doit mourir pour le défendre; qui désertent leur patrie lorsqu'il faut la préserver de l'invasion de l'étranger ou de la fureur de ses propres enfants? Honorons les classes moyennes; elles sont la force d'un état: les hautes classes n'en sont le plus souvent qu'une vaine décoration.

FIN.





# TABLE ANALYTIQUE DES NOMS CITÉS

ET DES MATIÈRES COMPRISES  
DANS L'HISTOIRE DE FRANCE

DE  
L'ABBÉ DE MONTGAILLARD.

Les volumes sont indiqués par des chiffres romains, les pages par des chiffres arabes.

## A.

**AARADA**, général espagnol. Defait en Galice; VII, 58 et suiv.

**AARATUCCI**. Cité honorablement dans un rapport militaire; V, 130.

**Aldication**. Cason le roi est censé l'avoir donnée (décret de l'assemblée constituante); un parti républicain au Champ-de-Mars réclame celle de Louis XVI; II, 389 et suiv.

—L'abdication de Napoléon en faveur de son fils est sollicitée et obtenue par les maréchaux; les alliés exigent qu'elle soit absolue; Napoléon l'accorde; VII, 428-431, 439 et suiv. — Déclaration du conseil d'état qui annule cette abdication (1815); VIII, 146 et suiv. — Après Waterloo, l'abdication de Napoléon est expressément demandée par La Fayette, qui, si elle n'est pas donnée, proposera à la chambre la déchéance de l'empereur; Napoléon l'accorde de nouveau, en proclamant son fils; les représentants ne l'admettent que purement et simplement; VIII, 222 à 225.

**ALEXANDRE**. L'archiduc Louis et le général Hiller y sont défait par Napoléon; VI, 388.

**ALFONSO**, général anglais. Blessé à mort dans un combat contre les Français en Egypte; V, 429.

**AMARANT** (lord). Plénipotentiaire au congrès de Châtillon; VII, 346.

**AMIEL** (L'), ou O'DONNELL, général espagnol. De sa soumission au duc d'Angoulême (1823); IX, 139, 166.

**Ajurration**. Voir *Culte*.

**Aao**. L'empereur de Russie et le prince royal de Suède (Bernadotte) y ont une entrevue; VII, 109 et suiv.

**AOUCHE**. Voir *Egypte*.

**ARVILLE** (A). Général d'artillerie au combat de Valmy; III, 216.

**ARMANVILLE**. Occupation de cette ville par Junot, qui en regut le nom, avec le titre de duc; VI, 269, 273.

**Académie**. L'Académie française comptait sept membres qui embrassèrent la révolution; celle des sciences en eut deux et celle des belles-lettres trois; I, 274 à 277. — Fixation de leurs dépenses (1791); II, 258.

— Leur suppression (1793); IV, 72. — Pour leur rétablissement en 1816, voir *la suite*.

— Création à Paris, pour tout le royaume, d'une Académie de médecine; IX, 31.

**Accaparements**. Pillages des accapareurs; III, 51; IV, 5. — L'accaparement des denrées et comestibles est déclaré crime capital; ordre aux marchands d'insérer à la porte de leurs boutiques ce qu'ils possèdent de marchandises; IV, 64. — Sont déclarés traitres à la patrie, et punis comme tels, ceux qui empêchent l'arrivage des

renvies à Paris; IV, 181. — Voir *Disette*, *Maximum*.

*Acceptation*, ou *Consentement*. Voir *Nation*, *Sanction du peuple*.

A'COUET, ministre anglais en Espagne et à Naples. Disciple fidèle de Castlereagh; IX, 155.

*Acte additionnel*. Voir *Cent-jours*, *Constitution de l'an 8*. — Ceux des votants pour la mort, dans le procès du roi, qui ont également voté cet acte, sont exclus à perpétuité du royaume; VIII, 321.

ACROAS, ministre napolitain. Né en France, il avait voué une haine profonde à ce pays; surnommé la *Robespierre de Naples*; ses crimes, qui déshonoraient vingt ministres; IV, 467 et suiv.; V, 118 et suiv., 133.

ACOMS (John). Eln vice-président des Etats-Unis; I, 470. — Cité; II, 481.

ACOMS (John Quincy), fils du précédent. Cité pour ses talents; VIII, 429.

ACRECHETEA, major-général de l'armée autrichienne. Il provoque la déposition de Gualtero-Adolphe; VI, 373.

*Administration*. Voir *Départements*.

*Adresses*. Du département de Paris au roi; II, 307; III, 304. — De Baynal à l'assemblée constituante; II, 318. — De l'armée d'Italie, sollicitées par Bonaparte pour provoquer le coup d'état du 18 fructidor; V, 36 à 39. — Des départements, pour l'établissement du gouvernement impérial; VI, 111. — Des corps constitués, des hommes de tous les partis, pour donner leur adhésion à la déchéance de Napoléon; du gouvernement provisoire au peuple, pour le défilé du serment de fidélité à l'empereur; VII, 414 à 418, 432 et suiv. — Ces adhésions ne sont plus insérées dans le *Moniteur*; VIII, 14.

*Arcutats*. Deviennent des machines de guerre; IV, 214, 217, 289. — Mort de leur inventeur; VII, 18.

*Affaires ecclésiastiques* (ministère des). Voir *Culte*, *Instruction publique*.

*Agents provocateurs*. Sont un moyen de gouvernement en 1815; VIII, 293. — Circonstances principales dans lesquelles ils ont été employés; IX, 16, 99, 110, 118.

ACIAS. Membre du comité des recherches de la commune de Paris; II, 167.

ACONLY (comte Antoine n°). Se réunit un des premiers aux députés du tiers-Etat; II, 40.

ACOUY (n°). Capitaine de la maison du roi, chargé du coup d'état contre le parlement; reçoit pour récompense le gouvernement des Tuileries; I, 404. — Arrêté comme chevalier de la contre-révolution;

II, 286.

*Agriculture* (l') a pris, sous le gouvernement impérial, un essor extraordinaire; VIII, 53 et suiv. — Le conseil d'agriculture, établissement utile, créé par ordonnance du roi, sera vicié par l'esprit contre-révolutionnaire de l'ancien régime; VIII, 458 et suiv.

AGUEMEAU (marquis n°). Cité dans l'événement du 5 octobre; II, 153.

AGUEMEAU (comte n°). Se réunit l'un des premiers aux communes; II, 53.

AGUEMEAU (n°). Maître d'hôtel et des cérémonies chez Cambacérès, qui avait été son commensal à Montpellier; VII, 455.

AGUEMEAU (duc n°), ministre de Louis xv. Cité dans une intrigue de la Dubarry, qui avait pour objet de lui faire épouser le roi; II, 219. — Cité; II, 288.

AGUEMEAU (duc n°), fils du précédent. Cité comme un des premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Se réunit au tiers-Etat; II, 53. — Cité comme partisan du duc d'Orléans; fait partie de la députation qui porte à Paris les prisonniers du roi; II, 81, 93. — Vute la suppression des droits féodaux; II, 115, 235.

AGUEMEAU. Voir *Communes*.

AGUEMEAU (duc n°). Maître maritime sous le feu de ses batteries; VI, 286.

AGUEMEAU (duc n°). — Son occupation par les Français; IV, 288.

ALABA, contre-amiral espagnol. Blessé à la bataille de Trafalgar; VI, 169.

ALABA OR TORRES. Un corps espagnol de l'armée du duc del Parque y est anéanti par le général Kellerman; VI, 441.

ALABAT aîné. Son vote dans le procès du roi; III, 380.

ALABAT (de Saxe-Teschew), généralissime des confédérés au siège de Lille et à Jemmapes; III, 247, 258.

ALABAT (n°), adjudant-commandant. Se distingue au combat de Polotsk; VII, 129.

ALABAT, tribun obscur, qui vote l'établissement de la dignité impériale; VI, 85.

ALABAT aîné. Son vote dans le procès du roi; III, 383, 393. — Cité; IV, 108, 184.

ALABAT. Les troupes anglo-espagnoles, commandées par Beresford, y obtiennent un avantage; VII, 54.

ALABAT, un des dix députés qui ont essayé de défendre Louis xvi. Décret qu'il propose; son vote; III, 282, 285, 373.

ALABAT. Le maréchal Sucheten reçoit le nom, avec le titre de duc, pour sa glorieuse affaire de Valence; VII, 61.

ALABAT. Bataille gagnée par Jourdan; elle amène la possession de Juliers;

IV. 291.

ALEXANDRE (N.). Justifié des attributs du trône et à l'antel qu'on lui attribue; I, 252, 273.

ALEXANDRE, conjuré du 10 août; III, 159 et 160.

ALEXANDRE 1<sup>er</sup> de Russie. Son avènement; des courtisans le ca'omnient en le plaçant parmi les conjurés qui ont é'raché le trône à sonpère; il offre une pension à Louis XVIII; V, 430, 432, 434. — Il fait témoigner, par une note diplomatique, l'indignation que lui cause l'exécution du duc d'Enghien; un monument funéraire en l'honneur de la victime est élevé par son ordre à Pétersbourg; mais plus tard il paraît changer de sentiment; son entretien à ce sujet avec une actrice; VI, 40 à 43. — De concert avec le roi de Prusse, il jure, sur le tombeau du grand Frédéric, de réprimer l'ambition de Napoléon; scène de laotmagurie politique; VI, 170. — Des hauteurs d'Amsterlitz il voit la défaite de ses troupes; sa personne et ses jours sont à la merci de Napoléon, qui assure sa liberté et sa vie par un ordre positif, écrit au crayon, générosité qui était une très grande faute politique; admiration qu'il professe pour Napoléon et son armée; ses prisonniers lui sont rendus sans échange; il n'imitera pas la conduite de son vainqueur; VI, 176, 178 et suiv., 184 à 187, 190, 192, 217 et suiv. — Il dénonce à Napoléon l'extorsion diplomatique d'un agent français; VI, 215. — Il offre des secours au roi de Prusse dans la quatrième coalition; ses troupes arrivent à Varsovie; il déclare la guerre à la France, en invoquant le Trés-Haut, mais en oubliant Austerlitz; VI, 226, 242, 246. — Entrevue de Tilsitt; il se partage le continent avec l'empereur des Français, qu'il proclame son ami; il est bas et faux comme un Grec, dit de lui Napoléon; VI, 266 à 269. — Il se prononce contre l'Angleterre, à l'occasion du Danemark; il adopte le système continental de Napoléon; VI, 283, 287. — Entrevue d'Erfurt; il passe dix jours avec Napoléon, dans l'intimité du curer; il coopère à une lettre au roi d'Angleterre, pour l'inviter à la paix; anecdotes; VI, 352 à 358. — Il déclare la guerre à l'Autriche, mais n'envoie ses troupes que tardivement et avec hésitation; VI, 390, 424. — Il témoigne son mécontentement de l'occupation du duché d'Oldenbourg par Napoléon; il s'unit à la Suède contre la France; de sa conduite politique; VII, 42, 77 à 86, 88 et suiv. — De la proclamation qu'il fait à son peuple pour lui annoncer la guerre; son

alliance avec l'Angleterre et l'Espagne;

VII, 93, 101 et suiv. — Relations et entrevue qu'il a avec Bernadotte, prince royal de Suède; VII, 109 à 111, 126 à 128. — De la part qu'il a eue dans l'incendie de Moscou; portrait défavorable que fait de lui un seigneur russe qui avait été son ami; VII, 123 et suiv. — Son silence lors de l'invasion d'une partie de ses états dujoug l'espoir de Napoléon, avec lequel il n'osa se mesurer sur le champ de bataille; VII, 136, 138, 171. — Il fait des proclamations aux Allemands pour les inviter à donner le joug de la France; VII, 184 et suiv. — Il donnera de grandes preuves de mansuétude à la vente du général Mureau, tué à ses côtés; VII, 218, 229. — Il insulte un général prisonnier Vandamme, qui lui répond avec autant d'adresse que de courage; VII, 244. — Il entre à Leipzig; VII, 257. — Proposition de paix qu'il avait osé faire à Napoléon, quelques jours avant la bataille d'Amsterlitz; VII, 348. — Il a son quartier-général à Bondi; sans la trahison d'un ministre français il aurait pu être tué ou prisonnier; il fait son entrée à Paris; sa proclamation; VII, 381, 392, 395, 400 et suiv. — Il refuse des propositions de Napoléon; son allocution au sénat; couplet chanté en son honneur sur le théâtre de l'Opéra; il se montre indigné des efforts de M<sup>me</sup> et S<sup>me</sup> de la R<sup>me</sup> pour dégrader le monument de la place Vendôme; VII, 405, 409, 416, 418. — Il était au moins indifférent pour la maison de Bourbon; on lui devait la promesse constitutionnelle de la déclaration de Saint-Ouen; VII, 431, 436. — Il signe le traité qui reconnaît Napoléon souverain de l'île d'Elbe; VIII, 12. — On assure que c'est d'après son invitation formelle que Louis XVIII n'est pas rentré en souverain absolu; anecdote; VIII, 15 et suiv. — Il retiendra des prisonniers malgré la fides traités; VIII, 24. — Il quitte Vienne et revient sur la France (1815); VIII, 166. — Il signe la Sainte-Alliance; VIII, 182 et suiv. — Imprudent copiste de Napoléon; il donne une constitution à la Pologne; son défaut d'intervention dans le procès du maréchal Ney a terni sa gloire; VIII, 303, 307, 310. — Il expulse les jésuites de ses états; VIII, 319. — De ses relations avec Bernadotte; c'est malgré lui que les alliés ont violé la proclamation de Francfort; VIII, 403 à 408. — Voir Guerre, Politiques (faits et démarches); Vénitien. — De sa conduite à l'égard des Grecs; IX, 42. — Il oublie en 1815 ce qu'il devait à Napoléon; IX, 52. — Au congrès de Laybach il se fait le champion du pouvoir absolu,

et perd tous ses droits à la confiance des peuples; IX, 29. — Assiste au congrès de Vérone; IX, 112. — Il fait complimenter la régence d'Espagne sur la délivrance de Ferdinand; IX, 152.

**ALEXA** (régence d'). Traité relatif à un paiement qui lui est fait par la France; IX, 20.

**ALLIANCE** (d'). premier président du parlement de Paris. Porte sur le *livre-rouge*, et cité pour ses richesses; II, 217, 220, 222.

**ALLEMANS**. Défaite des Anglo-Russes par Brune; capitulation honteuse du duc d'York; c'est l'une des huit grandes affaires de la campagne de 1799; V, 247 et suiv., 254; VII, 469.

**ALLART**. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 369.

**ALLARON**. Son vote dans le procès du roi; III, 365.

**ALLIANCE**. Voir *Confédération du Rhin*. *Alliance* (Sainte-). Les cabinets étrangers n'y voyaient qu'un but, celui d'affaiblir la France, ou l'empêchant d'influer sur le système général de l'Europe; I, 11. — Castlereagh en soutint les maximes; Canot en honoraient en les appliquant; I, 48. — Du reste de cet acte, signe des empereurs de Russie, d'Autriche, et du roi de Prusse; l'Angleterre a refusé son adhésion; d'autres ont pu y accéder, mais l'acte n'oblige pas la France s'il n'est signé que du roi; VIII, 282 à 285. — Cité pour son influence pernicieuse en même temps que pour son impuissance contre les idées constitutionnelles; après avoir fait décider la guerre d'Espagne au congrès de Vérone, la Sainte-Alliance trouvera son tombeau dans ce même congrès; IX, 29, 100, 102, 108, 110, 117, 119, 106.

**Allies**. Leur jalousie et basse politique après l'affaire de Waterloo; deviendront grands honnêtes à peu de frais lorsque Napoléon sera abandonné de la nation française; I, 8 et suiv. — Leur déclaration de Francfort; noble et belle, mais sans effet, c'était un piège tendu à la bravoure et à l'honneur; VII, 278. — Ils n'osaient passer le Rhin; ils ne s'y exposent qu'en combattant les Suisses, chose facile, et traînant avec eux plus d'un million d'hommes, non compris leurs levées en masse (*Landwehr et Landsturm*); VII, 299, 298 à 302, 332, 333. — Vainqueurs, et protégés par leurs intelligences secrètes, ils rompent le congrès de Châtillon, et se dirigent sur Paris, ou la trahison marche à tête levée; VII, 263 à 265, 264 à 377, 384. — Leurs proclamations; ils entrent dans la capitale, effrayés

de leurs succès; VII, 399 à 402, 424. — Le traité du 30 mai révèle leurs desseins contre la France; ils les accomplissent au congrès de Vienne; VIII, 25, 174 et suiv. — Ils reviennent en France avec leur million d'hommes; ils étaient cinq contre deux à Waterloo; VIII, 191, 240. — La politique même ne peut justifier leur décision à l'égard de Napoléon; d'un autre côté, et par suite du traité du 20 novembre, ils violent sans pudeur des promesses faites avec éclat; VIII, 287 et suiv., 304. — Effrayés de se trouver au sein de la France (1814), ils avaient offert à Napoléon un traité plus avantageux que celui qu'ils conclurent la même année avec les Bourbons; IX, 51.

**ALLIX** (général). Chargé de défendre l'Yonne; VII, 342. — Proscrit après les cent-jours; VIII, 258.

**ALMEIDA**. Massena y soutient un engagement honorable contre Wellington; dernière place du Portugal évacuée par les Français; VII, 53 et suiv.

**ALPES**. Lecourbe et Compans rendent maîtres du Saint-Gothard, des monts Cenis et Genève; V, 224. — Dix-huit mille Russes passent le Saint-Gothard; V, 226. — Passage des Grandes-Alpes par Bonaparte; la plus extraordinaire comme la plus rapide de toutes les expéditions; prélude de Marengo; V, 388 et suiv.

**ALQUIER**. Son vote dans le procès du roi; III, 383, 390, 401. — En mission à l'armée du Nord; il contribue à la conquête de la Hollande par l'ordre qu'il prescrit à Pichegru; IV, 306. — De sa mission diplomatique en Suède; VII, 64, 68.

**ANASTAS**, général russe. Rattu à Brienne; prisonnier à Champeaubert; VII, 335, 341 et suiv.

**ANASTASIAN**. Victoire remportée par Jourdan; IV, 453.

**ANASTAS**, général autrichien. Cité, IV, 86; V, 3; VI, 188, 384.

**ANNA**. Son vote dans le procès du roi; III, 271, 297. — Cité comme un jacobin féroce; IV, 249, 269, 272, 331.

**Ambassadeurs**. Voir *Politiques* (*faits et démarches*).

**ANZAN**. Prise de cette ville; IV, 463.

**ANZONI** (cardinal a'). Cité comme le meilleur des ministres, et l'un des deux dont puisse s'honorer l'ordre ecclésiastique; I, 179, 180, 181; VIII, 68.

**ANZONI**. Voir aux différents noms des pays qui la composent.

**ANZONI**, général suédois au service de l'empereur Alexandre. Il l'accompagne dans l'entreprise d'Abo; VII, 110.

*Amit de la constitution* (club ou société des). Sa formation à Paris; II, 176. — Voir *Jacobins*.

*Amit des amis* (club des). Voir *Colonniers*.

*Amitié*. L'assemblée constituante en proclame deux générales, l'une pour la France, l'autre pour les colonies; II, 417, 434. — La convention en décrète une qui ne concerne ni les prêtres non assermentés, ni les émigrés; IV, 399. — Loi d'amnistie de la chambre de 1815, qui en a fait un code de proscription; VIII, 320 à 327.

*Austro-russe*. L'armée de Fichégra en prend possession au nom de la république française; IV, 306 et suiv. — V. *Hollande*. — Le maréchal Oudinot s'en empare lors de l'abdication du roi Louis; VII, 17. — Pris par le prussien Bülow; un gouvernement provisoire y rappelle la maison d'Orange; VII, 278.

*Austro-russe*. Les Russes y sont battus par les maréchaux Lannes et Murat; VI, 172.

*Auton*. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

*Austro-russe*. Désigné comme formant un parti; III, 80, 87, 126, 127, 133, 158.

*Ancône*. Prise de cette place par le général Victor; V, 5. — Reprise par les Austro-Russes, après un siège de six mois, soutenu avec intrépidité par le général Monnier; V, 391. — Occupe par le roi de Naples Murat, lors de sa trahison; VII, 183.

*Andernach*. Prise de cette place par Jourdan; IV, 295.

*Annai*, maire de Lille lors du siège de cette ville; III, 257.

*Annai*. Son vote dans le procès du roi; III, 366.

*Andréossi* (le général). Coopération de son aide au canal du Languedoc, et quel ques mots sur sa famille; V, 485 et suiv. — Elève roturier des écoles royales; VI, 44.

— Nomme chancelier des Trois-États d'Or, ordre mort en naissant; VI, 435.

— Ministre inhabile dans ses ambassades; VII, 90, 129. — Un des conseillers d'état signant l'acte qui relève l'empereur de sa déchéance; VIII, 131. — Cite dans les marchés de Bâtonne (1813); IX, 133.

*Angoulême*. Le général Dupont avait son quartier-général en ce lieu lors de sa honteuse capitulation de Baylen; le duc d'Angoulême le rendra célèbre d'une autre manière; VI, 338. — Traité de l'ordonnance mémorable qu'il rend ce prince (1830); IX, 164.

*Anglais*. Porte au *Kerg-range*; II, 217.

*Anglais*. Ordonne qu'il devienne à Maubrouil, en sa qualité de commissaire au département de la police générale; VIII, 4. — Il quitte le préfet de police avec une fortune considérable; IX, 39.

*Anglais*. La classe du milieu y est appréciée; elle fait la prospérité du pays; esprit national du peuple; esprit des tribunaux; machinisme du gouvernement; ancienneté des libertés constitutionnelles; I, 40, 42 et suiv., 51. — Le plus riche pays de l'univers; sa décadence a peut-être commencé avec la révolution française; ses ministres ont fait tout ce qu'il était possible pour la retarder; I, 47, 48. — Les hommes supérieurs y sont moins nombreux qu'en France, mais dirigés plus utilement; son parlement est l'image de l'ancienne représentation française; I, 87, 88. — Recherches historiques sur sa représentation nationale; I, 410 à 418. — Responsabilité de ses ministres; I, 438 et suiv. — Voir *Politiques* (faits et démarches), *Traité*, *Guerre*. — Il est qu'y produirait le procès de Louis XVI et la nouvelle de son exécution; III, 415, 456. — Ses forces maritimes en 1793; IV, 3. — Ses perfidies dans la guerre; IV, 168, 243, 346 et suiv., 354; V, 248, 375. — On peut lui attribuer l'assassinat du général Kleber; son ministère approuve le projet de la machine infernale du 3 nivôse; V, 296, 418. — Subsidies qu'elle accorde aux puissances continentales jusqu'au traité d'Amiens; V, 461. — Malgré la perfidie de son cabinet, on ne peut se dissimuler qu'elle n'eût des griefs pour rompre le traité d'Amiens; Bonaparte avait mis la puissance anglaise en danger; ses forces maritimes en 1803; VI, 9 à 18.

— Son gouvernement protège la conspiration de George et Fichégra; VI, 99, 501. — Craintes que lui inspire l'expédition de Boulogne; elle arme sa population; sa jalousie dans la guerre est celle des pirates et des barbaresques; VI, 138 et suiv. — Bacon prétendait que la mer devait être pour elle une monarchie universelle; VI, 204. — Voir *Blockade continentale*, *Colonies*, *Maria*, *Pitt*. — Ses forces maritimes en 1808; VI, 299. — Voir *États-Unis*, pour un conduite à l'égard de ce gouvernement. — C'est à la seule influence de l'Angleterre que Louis XVII a dû sa restauration; néanmoins on doit remarquer avec quel soin jaloux elle lui a rendu un royaume affaibli et dépourvu; un grand personnage anglais voyait Tipou-Sah aux Tuileries et l'onde dans la France; VIII, 9, 26. — Pour les troupes qui précédèrent 1814, voir *Donbass*, *Engren*. — Son

avidité maritime a été comblée par le congrès de Vienne au delà de ses espérances; dévorée de la soif des richesses et des conquêtes, elle ne maintient sa tranquillité intérieure que par l'appui qu'elle trouve dans la classe moyenne contre la populace; exemple pris dans les élections; VIII, 181 et suiv., 194. — L'esprit national de ses habitants l'a sauvée des attaques de Napoléon; IX, 56.

**Angoulême (duc d').** Il quitte la France avec son père; II, 98. — Signe la déclaration des princes émigrés; III, 131. — Se marie à Mittau avec la fille de Louis XVI; V, 199. — A Andujar, lieu témoin de la honte du général Dupont, il sera un jour éclater sa haute sagesse; VI, 238. — En 1804, arrivant avec l'armée en glaise à Saint-Jean-de-Luz, il adresse une proclamation aux Français; mais Wellington s'oppose à ce qu'on reconnaisse le prince comme lieutenant du roi son oncle; il entre à Bordeaux, la première ville qui se déclare pour les Bourbons; VII, 343, 355, 369. — En 1815 il se rend prisonnier, après avoir vainement essayé de soutenir la cause de sa famille; Napoléon lui fait rendre la liberté; VII, 154 et suiv. — Grand-amiral de France, il devient l'objet d'une étrange préférence donnée à la ville d'Angoulême par le ministre de la marine; VIII, 327. — élu; IX, 3, 22. — Son départ pour l'armée d'Espagne est annoncé par le roi aux députés; il se rend à Bayonne; pouvoirs dont il est investi; sa proclamation aux soldats; organisation de son armée; IX, 122, 128 et suiv., 130. — Il établit son quartier-général à Burgos; il entre à Madrid; reçoit la soumission de plusieurs généraux espagnols; fait remettre à la vengeance les drapeaux espagnols pris par les Français dans les guerres précédentes; part pour Séville; IX, 134 et suiv., 139 et suiv., 142. — De sa mémorable ordonnance d'Andujar; IX, 144. — Etablit son quartier-général devant Cadix; prend le Trocadero; lettre qu'il adresse à son père dans cette occasion; IX, 145, 147. — Son entrevue avec Ferdinand, qu'il ramène à Séville; revient à Madrid, et de là à Paris, où il fait son entrée solennelle par l'arc de triomphe de l'Étoile; de sa conduite généreuse et modérée pendant la guerre; IX, 150, 152 à 157. — Le sort de ses armes est annoncé à la chambre par le roi; IX, 166.

**Angoulême (Marie-Thérèse, fille de Louis XVI, depuis MADAME, duchesse d').** Quitte Paris, et revient de Varennes avec ses parents; II, 351. — Les accompagne à

l'assemblée le 10 août; au Trunple; III, 148 et suiv., 166, 266. — Voir Louis XVI. — Sa captivité après la mort de son père; IV, 66, 91, 312. — De son échange; est mise en liberté; vues ambitieuses et tyranniques de l'Autriche à son égard; IV, 63, 407, 410, 430 et suiv., 455 et suiv. — Se marie à Mittau; V, 199. — Sa rentrée à Paris avec Louis XVIII; elle excite un attendrissement général; VIII, 16. — En 1815 elle s'embarque à Bordeaux, après avoir montré un courage admiré de Napoléon lui-même; VIII, 153. — Fonde un établissement religieux et philanthropique; VIII, 476. — Fait un voyage dans le midi de la France pendant la guerre d'Espagne; courage qu'elle montre dans une épreuve de mines; IX, 231.

**Anniversaires.** De la prise de la Bastille (14 juillet); II, 251, 385; III, 89 et 118; IV, 458; V, 36. — De la mort du roi (21 janvier); III, 416; IV, 177, 418; V, 2, 90. — De la journée du 10 août (inauguration de la constitution de 1793); IV, 74; V, 36, 222. — Du 18 fructidor; V, 90, 158. — On ne célébrera plus que deux anniversaires, la prise de la Bastille et la fondation de la république (loi du gouvernement consulaire); V, 301. — L'inauguration de la Légion d'Honneur a lieu le 14 juillet; VI, 131. — L'anniversaire de la naissance de Napoléon est institué par le tribunat; VI, 195. — Reprise de l'anniversaire du 21 janvier, mais par une cérémonie expiatoire; VIII, 327. — Le duc d'Angoulême, après la guerre d'Espagne de 1813, fait son entrée solennelle à Paris le jour anniversaire du sacre de Napoléon et de la bataille d'Austerlitz; IX, 154.

**Arnobis.** Leurs prétentions; premières lettres d'arobissement; I, 127, 154.

**Armatiques (villes).** Contribution que leur impose le premier consul; VI, 21. — Réunies à l'empire français pour complément du système continental; VII, 36 à 38. — Voir *Filles libres*.

**ARTIAOOL.** Son vote dans le procès du roi; III, 385.

**ARTOINS,** un des six membres de l'assemblée constituante qui résistèrent aux Jacobins; II, 438. — Conjure du 10 août; III, 159, 160. — Son vote dans le procès du roi; III, 376, 397.

**ANTONELLE (marquis d').** Juré dans le procès de Marie-Antoinette; IV, 134. — Mis en surveillance par un arrêté des consuls; V, 290.

**ANTONIO (don),** oncle de Ferdinand VII. Il l'accompagne de Bayonne à Valen-

gay; VI, 329.

AUTRICHIENS (comme o'). Cité comme un déclarateur, à propos de son *Mémoire sur les états-généraux*; n'était pas noble; I, 458 et suiv. — Cité contre Mirabeau; II, 191. — De son vrai nom; comment il est devenu à la fois ministre accrot du roi d'Espagne, ministre de Louis XVIII, et agent du ministère anglais; il trahit la cause de la royauté pour une somme que lui compta Bonaparte; V, 46 à 48.

AYWAS. Prise de cette ville par le général Labourdonnaie; III, 186. — Reprise par Fichereu lors de la seconde entrée en Belgique; IV, 228. — Délaisse sous l'administration stérile et impuissante de l'Autriche, ce port, devenu français, excite la jalousie de l'Angleterre; VI, 16. — C'est à Bernadotte qu'on a dû la conservation de cette place, lors de l'expédition anglaise de Fleussingue et Walcheren; VI, 444, 448 et suiv. — Abandonnée aux alliés; VII, 384. — Cède par le traité du 23 avril; ne doit plus être qu'un port de commerce; VIII, 11, 22. — Avait été défendue par Carnot (1814); IX, 143.

AOUX. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

AOUT. Le 4 de 1789, abolition des droits et titres féodaux, etc.; II, 114. — Le 10 de 1792, chute du trône. — Voir AOUT (dix). — Le 5 de 1796, victoire de Castiglione; IV, 459. — Le 15 de 1799, bataille de Novi; V, 224. — Le 2 de 1802, Napoléon reçoit le consulat à vie; V, 476.

AOUT (dix). Chute du trône; massacre des Suisses; détails de cet événement; III, 133 à 164. — Du tribunal spécial créé pour poursuivre les royalistes accusés de cette journée; III, 170, 179, 189, 217, 290. — L'assemblée législative décrète que les fédérés du 10 août ont bien mérité de la patrie; III, 189. — L'anniversaire de cette journée est fixé pour la destruction des tombeaux des rois; premier anniversaire, et inauguration de la constitution de 1793; IV, 66, 74.

APANAGES. Décret qui les supprime, à l'égard des fils puînés de France; II, 256.

APPERT. Cité comme un vrai éloyen; I, vi; III, 96.

ARABES (les). Marabout y est défilé et blessé; VII, 102.

ARBITRAIRE (l'). Puissance odieuse et barbare, selon Bossuet; I, 323; VIII, 122. — Voir POUVOIR ARBITRAIRE. — Tous ordres arbitraires sont abolis par l'assemblée constituante; II, 212. — Voir

Ministère depuis la restauration.

ARROGANT. Son vote dans le procès du roi; III, 381.

ASÈS-DEU-ASÈS. Napoléon y remporte une victoire; c'est là que, par un trait qui rendit à ses troupes tout leur courage, il montra le plus haut degré de sang-froid et d'intrepidité auquel puisse arriver un grand homme; VII, 365 et suiv.

ASCOLO. Bataille gagnée par Bonaparte; VI, 188. — Le souvenir et les héros de cette journée sont méconnus, humiliés, lors de la restauration; VIII, 126.

AUCOIS (n'), général. Membre du conseil d'officiers qui traçait les opérations de la guerre en 1792; III, 81. — Il prend Breda et Gertruydenberg; IV, 5 et 8. — Cité; V, 57. — Est nommé sénateur; V, 381. — Sa mort; il était l'inventeur des batteries flottantes; V, 402.

ANGASSON (VOTER o'), membre de la chambre des représentants; VIII, 172. — Rappelé à l'ordre dans la chambre de 1815, pour avoir défendu les protestants à la tribune; cité comme un défenseur des libertés nationales; VIII, 339, 422. — Désigné comme en relation avec de prétendus conspirateurs; signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 99, 126.

ARISTOCRATES. Voir CÔTÉ DROIT, ÉMIGRATION. — Leur aveuglement; II, 471. — Aristocrate devient un mot magique; III, 7. — Leur projet d'annuler la constitution; III, 35, 46. — Se réjouissent de la guerre; III, 82. — Sont mis hors la loi; IV, 17. — Ils reviennent incorrigibles en 1814; VIII, 15. — Voir ROYALISTES.

ARISTOCRATIE. Voir CLERGÉ, ÉMIGRATION, NOBLESSE. — Était en France le fléau du trône et du peuple; I, 292 et suiv. — La plus insolente est celle des banquiers; II, 120. — De l'aristocratie bourgeoise selon les jacobins; IV, 31.

AULES. Voir CASANOV.

AZOU. Les Autrichiens y sont mis en déroute par le général Boochard; IV, 64.

ARMÉE (l'). L'établissement des troupes soldées a perdu les libertés nationales; I, 168. — Louis XVI supprime la peine de mort pour les déerteurs, et la punition des coups de plat de sabre; I, 486; II, 87. — L'assemblée constituante décrète que le recrutement aura lieu par enrôlement volontaire; II, 179. — Les régiments sont portés au pied de guerre; levée de cent mille auxiliaires; l'effectif des troupes, au commencement de 1791, était



de cent trente mille hommes; II, 381, 389. — *Lévee de soixante-quinze mille auxiliaires*; les officiers signeront leur serment de fidélité à la constitution; complément des régiments; II, 327, 346, 340. — *Voir Gardes nationales*. — Situation militaire; développement de forces; désorganisation; III, 28, 30, 48. — De l'armée en 1792; mouvement prodigieux et volontaire à l'annonce de la patrie en danger; III, 80, 82 à 83, 116 et suiv., 119. — *Voir Guerre*. — *État de situation à la fin de 1793*; III, 255. — *Lévee de trois cent mille hommes*, situation militaire au commencement de 1793; IV, 4, 6. — *Institution des représentants du peuple aux armées*, auxquelles sont au nombre de dix; IV, 27. — *Lévee en masse* (première réquisition); IV, 79. — *Situation des quatorze armées* (1794); IV, 281. — *Des huit* (1795); IV, 313. — *Situation en mars 1796*, armée d'Italie; IV, 433. — *Composition de l'état-major de l'armée*; V, 21. — *Voir Conscription*. — *Situation militaire en 1799*; V, 153 à 157, 261, 242, 250. — *À la fin de 1800*; V, 410. — *Formation de la grande armée en 1805*; VI, 160 à 165. — En 1812 elle compte cinq cent mille combattants; et qu'elle est en 1813; situation militaire à la fin de cette année; VII, 93, 188, 197, 230, 202 et suiv. — *Proclamation que lui fait le gouvernement provisoire* (1814); VII, 410. — *Autre proclamation de la même autorité*; VIII, 1. — *Les soldats envoyés contre Napoléon lui forment une armée*; ils avaient secrètement gardé leur cocarde tricolore (1815); humiliations qu'avait subies l'armée, surtout la vieille garde, modèle de toutes les vertus guerrières; VIII, 115 et suiv., 126 à 129, 135. — *Situation militaire dans les cent-jours*; on renouvelle les prodiges de l'année 1793; l'armée active est de trois cent mille hommes, la réserve de quatre cent mille; VIII, 169, 187 à 190. — *Situation militaire après la défaite de Waterloo*; VIII, 227. — *Formation d'une nouvelle armée*; proclamation à l'armée de la Loire, pour lui faire arborer la cocarde blanche; licenciement de la vieille armée; éloge de sa conduite; l'héroïsme de son abrogation n'est pas assez remarqué; VIII, 253, 280 à 264. — (De son patriotisme; la plupart de ses chefs s'étaient montrés ennemis de la révolution, à laquelle ils devaient leur fortune; I, 15 et suiv.) — *Un règlement relatif aux officiers*, répartis en quatorze classes par le ministre Clarke; VIII, 295. — *L'admission des Suisses dans l'armée* est une maladresse du

gouvernement; nombre des officiers des armées anciennes (royales) et nouvelles; VIII, 328, 377. — *De la loi du recrutement*, accueillie avec transport par la nation; VIII, 410 et suiv., 420, 427. — *De la composition de l'état-major*; hiérarchie et progression dans l'avancement; VIII, 423. — *Un cours normal d'enseignement militaire* est ouvert pour les sous-officiers et soldats; VII, 437. — *Ordonnance relative au traitement des généraux en disponibilité*; IX, 2. — *Ordonnance sur l'inspection des troupes*; nombre des maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires; IX, 11, 89. — *Ordonnance qui fixe le traitement des maréchaux de France*; IX, 23. — *Autre relative à la garde royale*; la couleur blanche est remplacée par celle bleue de roi pour l'uniforme de l'infanterie; IX, 29, 92. — *Promotion de généraux à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux*; IX, 46. — *Appels d'hommes*; IX, 83, 101, 115, 123, 134, 148. — *Voir Espagne*, pour la guerre. — *Nouvelle loi sur le recrutement*; IX, 178. — *Armée révolutionnaire*. Sa création; son objet; est fécondée; IV, 84 et suiv., 184.

*Armes et munitions*. Il en est ordonné une fabrication extraordinaire; résultats prodigieux obtenus par les sciences (1793 et 1794); IV, 79, 140, 288. — Les mêmes prodiges se renouvellent dans les cent-jours; VIII, 188.

*ARNAUD, baron suédois*. Aide-de-camp de l'empereur Alexandre, il l'accompagne dans l'entrevue d'Abo; VII, 110.

*Armoire du fer*. Piques citées; III, 42, 67. — Découverte qui en est faite par Roland; III, 264.

*Armées*. La convention les supprime sur les portes et sur les plaques de cheminée; IV, 68, 116. — *Voir Feodalité*.

*ARNOLDVILLE*. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

*ARNOLD*. Signalé à l'estime nationale comme égyptien; I, 31. — Était un des quatre secrétaires-rédacteurs de Lucien Bonaparte; VI, 89. — Procrit à l'époque de la restauration; exclu de l'Académie française par le ministre Vanblanc; il avait marqué sa place à côté de Chénier; VIII, 268, 230.

*ARNOULD*, tribun obscur. Vote l'établissement de la dignité impériale; VI, 85.

*ARNOUL (Sophie)*, actrice. Citée pour un bon mot; II, 217.

*ARNOUD (général)*. Commande un corps de cavalerie (1813); VII, 236.

*ARNOUD (comte d')*. Membre d'une il-

lustre maison d'Allemagne, il sort de gredier aux princes espagnols retenus à Valençay; VI, 339.

ARROT (comte d'). Voir Charles-Philippe.

ARONTOU. Soult y remporte un avantage que le roi Joseph rend nul par ses fausses dispositions; VI, 433.

AUSLIN. Son vote dans le procès du roi; III, 384.

Assemblée constituante. Influence prolongée de ses travaux législatif; non seulement la nation française, mais le genre humain lui votera des remerciements; mot de Fox; I, 3 à 5. — Ses membres les plus remarquables à l'ouverture; II, 55. — Voir *États-généraux*, pour ce qui s'est passé avant la réunion complète des trois ordres. — Elle obtient du roi la grâce de plusieurs gardes-français; menaces de le dissoudre; son attitude; victimes désignées parmi ses membres; II, 64, 65 à 66. — Elle déclare les ministres et leurs agents personnellement responsables de toute entreprise contraire aux droits de la nation; II, 70. — Réflexions sur le projet de la dissoudre à main armée; II, 76 et suiv. — Coup d'état préparé contre elle; son courage; paroles que Mirabeau veut qu'on transmette au roi; arrivées de ce prince au sein de l'assemblée, qu'il reconnaît et approuve; II, 88 et suiv., 99 à 93. — Elle envoie une députation à Paris; effet de cette démarche; II, 93, 95. — Fait une adresse au peuple; II, 106. — Établit un comité d'informations ou de recherches; II, 108. — Décret que la constitution sera précédée de la déclaration des droits; II, 114. — Supprime tous droits féodaux, tous privilèges, redevances, dîmes, justices seigneuriales, etc.; II, 114 à 119, 123, 165, 213, 287. — Ordonne la révision des pensions; établit les règles qui leur sont applicables; II, 115, 255. — Décret d'un emprunt de trente millions, ou autre de quatre-vingts; accepte de confiance le plan que Neckers lui propose pour subvenir aux besoins du royaume; décrète une contribution patriotique du quart des revenus; II, 119, 123, 137, 163. — Prescrit le serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi; chacun de ses membres le prête dans une séance solennelle; II, 121, 200. — Accorde une indemnité de 18 fr. par jour à chaque député; proclame la liberté des opinions, même religieuses; II, 165. — Se déclare permanente; II, 126. — Adopte la veto suspensif; II, 129, 136. — Statue sur la

forme et la durée de chaque législation; organise le corps législatif; II, 126, 135, 215, 347. — Reconnaît l'inviolabilité du roi; II, 135. — Supprime la gabelle; II, 126, 213. — Proclame la déclaration des droits; II, 138. — Nouvelles menées pour la dissoudre et la diviser; II, 154, 166. — Réforme la jurisprudence criminelle; décrète un nouveau Code pénal; II, 164, 188, 227, 429, 432. — Tient sa première séance à l'archevêché de Paris; vient siéger au manège des Tuileries; II, 165, 177. — Confère d'abord au Châtelet le jugement des crimes de lèse-nation, puis institue à cet effet un tribunal criminel à Orléans; II, 166, 228. — Suspend l'émission des vœux monastiques; les supprime, ainsi que les ordres et congrégations; II, 168, 201. — Met les biens du clergé à la disposition de la nation; II, 168. — Suspend les parlements; les supprime; II, 176, 263. — Runit la Corse à la France; II, 177. — Adopte la mode de l'enrôlement volontaire; II, 179. — Crée pour quatre cents millions d'assignats; en décrète une émission de huit cents millions; II, 179, 267. — Déclare les non-catholiques admissibles à tous emplois civils et militaires; leur rend leurs biens confisqués; II, 180, 242, 273. — Décret la division départementale; II, 186. — Défend à tout député d'accepter du pouvoir exécutif ni ministère, ni autre emploi, ni pension, etc., et lui interdit de solliciter ni pour autrui ni pour lui-même; II, 188, 267, 264. — Exige la commutation du *livre-rouge*, et la publie; II, 211, 214. — Autorise les colonies à faire connaître le régime qui leur convient; statue sur leur législation, ainsi que sur l'état politique des gens de couleur; II, 211, 212, 318, 421. — Abolit les lettres de cachet et tous ordres arbitraires; II, 212. — Déclare les dettes du clergé nationales; II, 223. — Institue les jurés en matière criminelle; II, 224, 419. — Définit le domaine de la couronne; II, 225. — Organise la municipalité de Paris; II, 225. — Décret que le droit de guerre et de paix appartient à la nation; II, 226. — Fixe les traitements et gages des ministres; organise le ministère; II, 231, 315. — Adopte la liste civile, fixée par le roi lui-même; II, 232, 326. — Reçoit une députation prétendue universelle; II, 233. — Abolit la noblesse; II, 234. — Règle les dépenses du culte, et décrète la constitution civile du clergé; II, 233, 242, 243, 270. — Abolit le droit d'au-

haïne; supprime les apanages; institue les juges de paix; II, 356. — Fixe les dépenses des académies; II, 358. — Définit les biens nationaux; II, 359. — Institue le tribunal de cassation; II, 373. — Déclare que toute invention ou découverte est la propriété de son auteur; II, 375. — Porte l'armée au pied de guerre; fait plusieurs levées d'hommes; II, 381, 387, 346, 380, 393. — Décrète la liberté de culture, fabrication et débit du tabac; II, 381, 388. — Ajourne d'abord, puis adopte des mesures contre l'émigration; II, 384, 346, 384, 393. — Supprime les corporations de métiers, les jurandes, maîtrises, etc., et établit les patentes; II, 387, 347. — Prépare l'uniformité des poids et mesures; II, 385, 388. — Honneurs extraordinaires qu'elle rend à la mémoire de Mirabeau; II, 301 et suiv. — Supprime les droits de barrière dans l'intérieur; II, 315. — Réunit Avignon et la Venaissin à la France; II, 318, 316, 414. — Décrète que ses membres ne pourront être réélus à la prochaine législature, qu'elle convoque; II, 321, 327. — Honneurs qu'elle rend à Voltaire et à J.-J. Rousseau; II, 328, 395. — Retire au roi le droit de grâce; II, 345. — Son attitude, et mesures qu'elle prend lors de l'évasion de la famille royale; licencie les gardes-du-corps, etc.; II, 355, 374 à 379, 380. — Consacre l'inviolabilité du roi à l'occasion de sa fuite; établit les cas d'abdication forcée; II, 383, 389. — Adopte comme nationale l'institution de l'abbé de l'Épée; II, 391. — Supprime les ordres de chevalerie; II, 393. — Statue sur l'état politique des membres de la famille royale; décrète que les lois relatives aux contributions ne seront point sujettes à la sanction royale; II, 395. — En terminant l'acte constitutionnel, elle reconnaît que la nation a le droit de le changer, et statue sur le mode de révision; II, 407. — Elle présente la constitution au roi, à qui elle rend le pouvoir exécutif; II, 411. — Elle organise la garde nationale; II, 414, 436. — Proclame deux amnisties générales (pour la France et les colonies); II, 417, 434. — Porte un décret contre les clubs; II, 437. — Établit une garde du roi; II, 438. — Sa séance de clôture; II, 438 et suiv. — Réflexions sur la constitution qu'elle a décrétée; examen général et critique de ses travaux; elle n'a pas rendu moins de deux mille cinq cents lois ou décrets; II, 414 à 421, 443 à 474, 475. — Le tableau de ses bienfaits est tracé de-

vant l'assemblée législative; III, 4. — Parallèles de ces deux assemblées; III, 139.

*Assemblée législative.* Les membres de l'assemblée constituante ne pourront en faire partie, elle est convoquée; II, 311, 337. — Ouverture, sa composition; hommage qu'elle rend à la constitution; III, 1 à 4. — Somme les émigrés et les princes français de rentrer dans le royaume; les déclare suspects de conspirations contre la patrie, et comme tels encontre la peine de mort; vote du roi; observation de l'assemblée; met en jugement les principaux émigrés; déclare déchu Louis-Stanislas-Xavier; frappe du séquestre les biens des émigrés, puis les affecte à une indemnité nationale; III, 17, 19 à 21, 28, 50 et 51, 54, 59, 73. — Décrète deux émissions d'assignats de deux cents millions chacune; deux autres de trois cents millions chacune; III, 19, 30, 84, 158. — Crée un comité de surveillance, qu'elle rend indépendant; III, 16. — Rend un décret qui prive de leur traitement les prêtres non assermentés; par un autre décret elle autorise leur déportation; vote du roi sur ces deux décrets; III, 27, 30, 85. — Fait demander des explications à l'empereur d'Autriche, lui déclare la guerre; III, 51 et 53, 76 et 79. — Vote à deux mois, pour le même chef, le commandement général de la garde nationale de Paris; III, 59. — Met en accusation la ministre Delcours; décharge Jourdan *Coups de Tête* des accusations portées contre lui; III, 65, 68. — Rend un décret sur la dissolution des assemblées coloniales; III, 71. — Prohibe tout costume ecclésiastique; III, 74. — Se constitue en permanence; prescrit la même mesure pour les sections de Paris; III, 87, 116. — Décrète la formation d'un camp près Paris; vote du roi; III, 89. — Envoie une députation au roi le 30 juin; rend un décret contre les attroupements armés; III, 95, 103. — Declare la patrie en danger; ordonne que l'armée de ligne soit portée à quatre cent cinquante mille hommes; III, 116, 119. — Declare qu'il n'y a pas lieu à accusation contre La Fayette; III, 130. — Sa conduite et son attitude au 10 août; suspend la royauté; III, 133 à 157, 161. — Numme un conseil exécutif, convoque les assemblées primaires pour élire une convention nationale; III, 164 et suiv. — Ordonne la vente des biens des émigrés, qu'elle exproprie définitivement, sauf une part laissée aux parents consignés dans leurs

communes respectives; III, 169 et suiv., 188. — Fait revivre son décret de déportation contre les prêtres non assermentés; III, 182. — Donne le titre de citoyen français à plusieurs étrangers; supprime l'ordre de Malte, et confisque ses biens; III, 182, 228. — A créé un tribunal spécial pour juger les royalistes du 10 août; décrets que les fédérés avaient bien mérité de la patrie dans cette journée; donne une nouvelle organisation à la garde nationale de Paris; prescrit des visites et des perquisitions domiciliaires; III, 170, 178, 182, 189. — Son décret contre la ville de Longwy; III, 185. — N'était plus devant la commune que le simulacre de la représentation nationale; n'a osé soutenir le décret d'après lequel elle cassait cette autorité insurrectionnelle; sa faiblesse et son silence pendant les massacres de septembre; III, 167 et suiv., 184 et suiv., 189, 196, 197, 199 à 201, 203 à 207. — Sa clôture; examen de sa conduite; elle a rendu deux mille cent cinquante décrets; III, 222 à 227.

*Assemblées nationales.* S'efforcèrent en France, de régner en reine; s'éteignent sous les Bourbons, jusqu'à Louis XVI, furé de les rétablir; I, 88. — Ce qu'elles étaient sous les premiers rois; ce qu'elles deviennent par la corruption et l'indifférence; I, 104, 108 et suiv., 147 et 148, 242. — Recherches historiques; I, 409 à 416, 448 à 456, 463.

*Assemblées des notables.* Ouverture de la première à Versailles; sa composition; son objet; I, 347. — Propositions qu'y fait La Fayette; ses délibérations relatives aux finances; elle se sépare; I, 360 et suiv. — Ouverture de la seconde; délibère sur les formes de convocation des états-généraux; sa clôture; I, 436, 439 et suiv.

*Assemblées provinciales.* Sont établies pour la répartition égale des impôts; I, 362 et 364.

*Assignats.* Création de quatre cents millions; II, 179. — Vente de biens ecclésiastiques pour leur servir d'hypothèque et de remboursement; II, 212. — Auront cours de monnaie; II, 225. — Émission de huit cents millions; II, 267. — Voir *Biens nationaux*. — Deux émissions de deux cents millions chacune; III, 19, 20. — Leur valeur en avril 1792; il en est fait deux émissions de trois cents millions chacune; III, 64, 128. — Leur décaissement en septembre 1792; il en est fabriqué de faux dans les prisons; III, 188, 218. — Émissions: quatre cents millions,

deux cents millions, trois cents millions; III, 250, 262, 307. — Émissions: huit cents millions, douze cents millions; garanties qui leur sont affectées; IV, 1, 32. — Démonétisation des assignats à face royale; IV, 65. — Émission de deux milliards; la circulation est de six milliards; émission de douze cent cinq millions; leur décaissement; IV, 92, 202, 212, 227. — On établit une échelle de proportion; décaissement; IV, 327, 340. — Dépréciation; prix du louis d'or; IV, 355, 358, 377, 402. — Prix du louis d'or; les assignats en circulation montent à dix-neuf milliards; IV, 406. — Il ne pourra en être émis au-delà de quarante milliards; on en fabrique en Bretagne et à Londres, avec l'autorisation du régent (Louis XVIII); IV, 410. — Prix du louis d'or et de divers marchandises; les assignats cessent d'avoir cours; IV, 416, 419, 422, 459. — Voir *Maddate*. — Tableau de la dépréciation des assignats de 1789 à 1796; V, 18.

*AUBERT-DUNAT.* Fait un rapport sur la situation militaire; III, 82. — Commandant d'armes à Mayence lors de la reddition de cette place; IV, 61.

*AUBIN,* gentilhomme de Louis XVI. Cité; III, 145, 147.

*AUBAY.* Son vote dans le procès du roi; III, 369, 462. — Proscrit au 18 fructidor; V, 59, 64.

*AUBAY, médecin.* Dénonce le préfet Villeneuve dans une pétition; VIII, 229.

*Auditeurs.* Espérances que cette milice administrative donnait à Napoléon; VII, 387.

*AMUNDAS (le docteur).* Son dévouement dans l'épidémie de Barcelone; récompenses qu'il en obtient; IX, 72 et suiv., 88 et suiv.

*AUGER (Xavier).* Mis sous la surveillance de la police par les cunals; V, 290, 293.

*AUGUSTA (P.-J.).* Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.

*AUGAINE.* Son vote dans le procès du roi; III, 376, 400.

*AUBERT DE PUYNABAU,* député. Un des signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

*AUSTRECHT.* C'est dans ce village qu'eut lieu le principal engagement de la bataille d'Iéna; les Prussiens, vaincus, en ont laissé le nom à cette journée, dont le succès a été déterminé par le maréchal Davoust; VI, 229, 231.

*AUGEREAU, général.* Commande sous Dugommier à la reprise du fort de Bellegarde; commande la siège de Figuière;

IV, 368, 398. — Se distingue à l'armée d'Italie; fait des prodiges à Castiglione; IV, 405, 433, 460, 481, 489, 486. — A une part dans la victoire de Rivoli; V, 3. — Prend possession de Venise; V, 18. — Compère au coup d'état du 18 fructidor; arrêté de sa main le général Picchegru; V, 30, 87 et suiv., 48 et suiv., 332. — Membre du conseil des Cinq-Cents, il appuie la proposition de déclarer la patrie en danger; V, 303, 334. — Opposé au coup d'état du 18 brumaire; V, 363. — Commande l'armée gallo-balave; V, 420 et suiv. — Se montrera un jour à l'avant-garde royaliste; VI, 85. — Nommé maréchal d'empire de la première promotion; notice qui le place parmi les généraux avides et les mauvais citoyens; VI, 108, 109. — Cité dans les campagnes de 1805 et 1806; VI, 164, 174, 214, 229, 280. — Un juste motif de jalousie contre Murat lui vaut une disgrâce de Napoléon; VI, 353. — Il reçoit les clés de la place de Gironne; VI, 443. — Actes arbitraires et violents qui signalent son commandement en Catalogne, où, trente ans auparavant, il avait monté la garde comme simple garde wallonne; VII, 77 et suiv. — Cité dans les campagnes de 1813 et 1814; VII, 225, 232, 268, 302, 303. — Il livre la ville de Lyon à l'ennemi; VII, 366, 368.

ARRIERE DE LAMARCAIS, de l'assemblée constituante. Docteur le bras au col lors du retour de Varennes; II, 870. — Était sorti de l'école de Sorèze; cité comme administrateur; V, 191.

AUGERIN D'ALLANAY, président du Châtelet. Donne sa démission après le jugement de Favras; III, 303.

AUGERIN. Occupé par le maréchal Soult; VI, 168.

AUSIN. Son vote dans le procès du roi; III, 384.

AUGUSTE (prince) de Prusse. Fait prisonnier de guerre par les Français (1806); VI, 329.

AUGUSTENBURG, prince royal de Suède. Nommé successeur de Charles XIII (Sodermans); il meurt un an après; c'est le prédécesseur de Bernadotte comme prince royal; VI, 395; VII, 23 et suiv.

ACROST (duc d'). Voir *Fillequier*.

ARROY (Carlos d'), gouverneur espagnol de Cadix sous l'autorité française (1803); IX, 150.

ARAY (d'). Envoyé par Malenherbes auprès de Barrère; III, 296.

AUSTRIQUE (Hermine d'). Commande

deux corvettes qui vont à la recherche de Lapeyronne; IV, 179.

AUSTERLITZ. Détails et résultats de cette mémorable bataille, qui termine, après deux mois de succès, la campagne de 1805; une générosité impolitique porta Napoléon à sauver la liberté et la vie à l'empereur Alexandre, dont il était le vainqueur et le maître dans cette journée; François II visite Napoléon à son bivouac, et lui demande humblement la paix; VI, 176 à 193. — Le souvenir et les héros de cette journée sont méconnus, humiliés, lors de la restauration; le poète d'Austerlitz perd son nom; VIII, 126, 241, 355.

AUTRICHIEN (d'). chef vendéen; IV, 39. — Se soumet à la république; extrait de sa correspondance; IV, 480, 483.

BAVARES. Puissance qui tient un sceptre de plomb; le despotisme et l'ignorance sont les mobiles de sa politique; I, 7. — Voir *Politiques (faits et démarches)*, *Traité*, *Léopold II*, *François II*. — Ses forces pour entrer en campagne (1793); III, 63. — Voir *Guerre*. — A le projet de marier la fille de Louis XVI avec le prince Charles; le cabinet de Vienne imiste jusqu'à la menace après de cette princesse et de son oncle; pourquoi; IV, 63, 67, 430 et suiv., 445 et suiv. — De la captivité qu'elle fit subir à La Fayette, Lameth, Latour-Maubourg et Bureaux de Pusy; V, 221. — Constante duplicité de cette puissance; V, 427. — Elle prend l'initiative des hostilités en 1805, humiliée qu'on lui eût rappelé ses désastres, parce qu'elle n'a pas de beaux souvenirs; VI, 164 et suiv. — Humiliée de nouveau à Austerlitz, désignée lors de l'entrevue d'Erfurt, elle provoque la cinquième coalition; elle aura les subsides de Londres; son cabinet espère l'appui de Pétersbourg; réflexions historiques; son armée, qui se monte actuellement à cinq cent cinquante mille hommes, ne l'empêchera pas de passer sous les fourches caudines (1806); VI, 161, 365, 382 à 388. — Elle fait un traité d'alliance avec la France, en attendant qu'elle puisse tromper sans danger; entraînée dans la guerre de Russie, sa défection commence à Minsk, et continue jusqu'à la Bérézina; Napoléon devait s'y attendre; VII, 77, 85, 97, 144 et suiv., 136 et suiv., 160. — Étonnante confiance de Napoléon dans la foi de l'Autriche, qui intervient d'abord comme médiatrice, et, fidèle à son système oblique, se joint ensuite ouvertement à la Prusse et à la Russie contre la France; VII, 198, 213 et

suiv. ; 318, 320 et suiv., 326 et suiv., 329. — De sa perfidie relativement à la convention de Dresde ; VII, 273. — Elle excite la trahison de Mural, qu'elle trompera plus tard ; VII, 325 et suiv. — Espérances qu'elle couvoit de la guerre de 1815 ; des pays qu'elle recouvre au congrès de Vienne ; sur un revers n'a pu détourner la marche de cette puissance, qui fane de son souffle les plus belles contrées ; VIII, 184, 177, 186. — Motifs qu'elle donne pour étouffer la révolution constitutionnelle de Naples ; IX, 23. — Voir aussi *Sardes (Etats)*.

*Autrichiens*. Surnommés les Blotiens de l'Allemagne ; VII, 189, 227.

*AVARAY* (comte d'). Louis XVIII lui fera hommage de sa relation d'un *Voyage à Coblenz* ; favori et confident intime de ce prince ; II, 375. — Anecdote qu'il affirme ; III, 460. — Sa correspondance avec Charrette ; IV, 355, 359, 431. — Il s'oppose au départ de Louis XVIII pour la Vendée ; IV, 375. — Un des premiers protecteurs du Blocus ; VII, 40. — Cité ; IX, 21.

*AVARUS*. — Prise par la Russie Wiozingero ; VII, 341.

*AVIGNON* et comtal *VENETISIN*. Décret qui les réunit à la France ; troubles ; II, 318, 326, 426. — Troubles ; massacres de la Glacière ; sont imputés ; III, 17, 68. — Voir *Fouché*. — Le maréchal Brune est assassiné à Avignon, et pris de quatre ans s'échouent avant qu'on informe sur ce meurtre ; VIII, 265 et suiv. — Le pape renouvelle ses prières sur ce pays ; VIII, 393.

*AVOCAT*. Font le malheur des assemblées législatives lorsqu'ils y sont en majorité ; pourquoi ; II, 3.

*Avril*. Le 7 de 1789, pillage et incendie de la maison Révillon ; I, 474. — Le 30 de 1790, établissement des jurés en matière criminelle ; II, 214. — Le 2 de 1791, mort de Mirabeau ; II, 269. — Le 1<sup>er</sup> de 1793 (12 germinal), insurrection des faubourgs pour obtenir la constitution de 93 ; IV, 318 et suiv. — Le 11 de 1796, bataille de Montenotte (première victoire de Bonaparte) ; IV, 449. — Le 2 de 1814, déchéance de Napoléon par le sénat ; VII, 411. — Le 11 même année, abdication de Napoléon, et traité qui le reconnaît souverain de l'île d'Elbe ; le landermin 12, entrée à Paris du comte d'Artois ; VII, 459 ; VIII, 2.

*AVY* (J.-J.), membre du conseil des Cinq-Cents. Proscrit au 18 fructidor, il est rappelé au 18 brumaire ; V, 15, 322.

*AYRAL*. Son vote dans le procès du roi ; III, 369, 396.

*AÏMA*. Son vote dans le procès du roi ; III, 363, 399.

*AZLOA* (Joseph), officier espagnol. Chargé de réclamer Riego ; IX, 149.

## B.

*BACROV*. Cité par Tallien et Fouché ; IV, 111.

*BARRY*. Son vote dans le procès du roi ; III, 372.

*BACCIONI*. Voir *Elisa*.

*BACHER*, ministre de France à Ratisbonne pendant le congrès de Rastadt ; V, 178.

*BAGAZOT*. Prise de cette place par le maréchal Mortier, après cinquante-quatre jours de siège ; Wellington l'abandonne de nouveau ; raison qu'il en donne ; elle est reprise par les Anglais, et le général Philippon, qui l'a défendue vaillamment, est fait prisonnier avec trois mille hommes ; VII, 45, 54 et 55, 79.

*BLOOQVILLÉ*, aide-de-camp de Pichegru. Chargé des relations de ce général avec le prince de Condé ; IV, 409.

*BAKAT*. Cité ; VI, 320.

*BAGRATION*, prince russe. A la tête de vingt-quatre mille hommes, il est battu par le général Mortier qui n'avait que cinq à six mille combattants ; VI, 173. — Repartit en 1812 avec un commandement ; tué à la bataille de la Moscowa ; VII, 97, 113, 116.

*BAILLÉ* (Pierre). Son vote dans le procès du roi ; III, 361, 399.

*BAILLÉ* (Charles), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi, III, 383. Membre du conseil des Cinq-Cents, il fait un rapport sur les conjures du 18 fructidor ; fait adopter un monument en l'honneur de cette journée ; V, 48, 53 et suiv., 90. — Rapporteur de la loi qui rassemble les élections (1798) ; parle sur l'assassinat des ministres à Rastadt ; V, 183.

*BAILLY*. Son caractère ; il avait fait un projet de constitution royale en 1789 ; un des sept membres de l'Académie française qui embrassèrent la révolution ; pureté de ses intentions ; I, 269, 274, 480. — Cité comme ayant des idées abstraites de bien public ; II, 39. — Au Jeu-de-Paume ; à la séance royale du 23 juin ; II, 58, 47. — Cité parmi les constituants les plus remarquables ; II, 56. — Nommé maire de Paris ; II, 95. — Reçoit le roi ; critique des paroles qu'il lui adresse ; II, 100 à 102. —

- On lui présente le cœur sanglant de Berthier; II, 106. — Un des fondateurs de la Société de 89, ou des Feuillants; II, 177, 197. — Sa réponse à Mousiaux, frère du roi, touchant la conspiration Favras; II, 182. — Cité; II, 204. — Rêveur maître de Paris; II, 225. — Dissipe un attroupement; II, 281. — N'assiste pas au convoi de Mirabeau; II, 301. — Proclame la loi martiale au Champ-de-Mars; II, 391. — Cité; III, 83. — Témoin dans le procès de la reine; sa noble conduite; IV, 125 et suiv. — Est guillotiné au Champ-de-Mars; circonstances horribles de sa mort; IV, 129 à 162. — Cité; V, 350, 424.
- BAILLY (de Juilly),** membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 364.
- BAILLY,** adjudant-général. Cité honorablement dans un rapport militaire; V, 180.
- BAILLY,** médecin. Son dévouement dans les épidémies de France et d'Espagne; récompense qu'il en obtient; IX, 67, 70, 72 et suiv., 74, 88.
- BAIRD,** général anglais. Battu par le maréchal Soult, et grièvement blessé à l'affaire de la Corogne; VI, 372.
- BAJO (Marian),** capitaine espagnol. Arrêté avec Riego; IX, 149.
- BALIVET.** Son vote dans le procès du roi; III, 382.
- BALLA.** Son vote dans le procès du roi; III, 369.
- BALLARD.** Son vote dans le procès du roi; III, 386.
- BALLE,** professeur à l'école normale; IV, 296.
- BALLEISSAC,** général espagnol. Cité; VII, 128. — De sa soumission au duc d'Angoulême (1813); c'est à lui qu'on doit principalement l'arrestation de Riego; IX, 138 et suiv., 147 et suiv., 156.
- BALMARD.** Occupation de cette ville par les Français; IV, 459.
- BANGAL.** Son vote dans le procès du roi; III, 380. — Livré aux Autrichiens par Demouriez; son échange; IV, 20, 410.
- Bannissement.** Est porté par la convention nationale contre les Bourbons; III, 311. — Contre les émigrés, à perpétuité; IV, 17. — Contre tous les ennemis de la révolution; IV, 180. — Par le gouvernement de Louis XVIII, contre tous les membres de la famille Bonaparte; VIII, 321.
- Banque de France.** Sa création; V, 363, 365.
- Basquiens.** Leur influence dans les nouveaux gouvernements; I, 35. — De leur patriotisme; leur caractère; sont les Mi-
- dis du corps politique; II, 119.
- BAS.** Son vote dans le procès du roi; III, 376, 397.
- BAS-LE-AUT.** Combat où le maréchal Oudinot se laisse surprendre; les généraux Kellerman et Gérard s'y distinguent; VII, 357.
- BASAILLOA.** Son vote dans le procès du roi; III, 367.
- BASCHAC,** colonel des hussards de Szeckler, qui fit assassiner les plénipotentiaires à Radstadt; V, 174, 176, 177 et suiv.
- BASCHÉRON (général).** Sa belle défense d'Huningue; calomnié par un journal officiel de l'Autriche; VIII, 273 à 275.
- BASCHETANNE (Puget),** général. Opposé au concordat avec le pape; sa belle conduite en 1793; V, 439.
- BASCHOUX.** Cité comme écrivain passionné; I, 53. — Conjuré du 10 août, il dirige le bataillon des Marseillais; cité dans cet événement; III, 139, 147, 159. — Ses votes dans le procès du roi; III, 364, 399, 404. — Dénonce le duc d'Orléans; vote l'expulsion de tous les Bourbons; IV, 141 et suiv.
- BASCHUT (général).** Commande contre les royalistes du Midi; V, 335.
- BASCH-MARSHOT.** Cité par sa *Conjuration d'Arnold*; I, 20. — Membre du conseil des Cinq-Cents; IV, 400. — Condamné à la déportation le 18 fructidor; rigueurs qu'il subit à Sinamary; est rappelé par les consuls; V, 43, 59, 338. — De la commission extraordinaire du sénat en 1813; VII, 292. — Garde des sceaux en 1815; il les quitte en 1816; VIII, 279, 341.
- BASCHAO-DEBADA IX.** Son vote dans le procès du roi; III, 369, 397.
- BASCHIZ (de Lorient),** juge au tribunal révolutionnaire; IV, 310.
- BASCHOU (général).** Sa division est sacrifiée dans le désastre de Baylen; VI, 343.
- BASCHTOW.** Les Français s'en rendent maîtres par stratagème; VI, 302. — Siège administratif des quatre départements formés de la Catalogne; VII, 70 et suiv. — Voir *Fière jaune*. — Occupé par les Français (1813); IX, 152.
- BASCHT,** conseiller au parlement de Toulouse; guillotiné à quatre-vingt-cinq ans; IV, 232.
- BASCHTIN (de),** garde des sceaux. Inhabile dans son discours à l'ouverture des états-généraux; II, 8 et suiv., 11. — Affecte de rappeler les anciens coutumes, comme celle qui obligeait le tiers-état de présenter ses doléances le genou ployé, etc.; II, 30. — Avait donné le conseil de dissoudre les états-généraux à main ar-

mée; II, 50. — Il quitte le ministère; II, 96.

**BARRIÈRE.** Son vote dans le procès du roi; III, 361.

**BARRILLET DE TOLLY**, général russe. Cité dans la campagne de 1812; VII, 97, 106, 112 et suiv.

**BARRIVA.** Cité comme ayant des idées abstraites du bien public; II, 29. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 55. — Désigné comme victime par la cour; II, 62. — Cité dans le nombre des partisans du duc d'Orléans; II, 81. — Mot qu'on lui reproche; II, 107, 448. — Patriote et démocrate; II, 177, 190. — Fait des rapports sur les colonies; II, 211, 212. — Est porté en triomphe après la discussion du droit de guerre et du paix; II, 228. — Cité; II, 224, 292, 293, 318. — Accompagne la famille royale lors du retour de Varennes; II, 355, 370. — Défend l'invulnérabilité du roi; passage de son discours; II, 379, 387 et suiv. — En butte au ressentiment des agitateurs; un des chefs du parti constitutionnel; II, 390, 391. — Membre du comité de constitution; II, 408. — Cité; III, 33. — Rédacteur d'une pièce diplomatique; III, 61. — Cité; V, 318.

**BARRAL**, archevêque de Tours. Célèbre la messe au Champ-de-Mai (1815); VIII, 167.

**BARRAS.** Cité comme membre de la convention; III, 241. — Son vote dans le procès du roi; III, 325, 399. — En mission à Toulon et à Marseille; horreurs qu'il y commet; extraits de ses rapports; IV, 42, 81 et suiv., 167, 168 et suiv., 176, 186, 246, 249, 266, 303. — Nommé commandant des forces conventionnelles lors de l'événement du 13 vendémiaire; il confie ce commandement à Bonaparte; cité à cette occasion; IV, 361, 372, 379, 381, 384, 386. — Est nommé membre du directoire; ce qu'on peut en attendre; IV, 402 et suiv. — Influence de ses mœurs; du sein des débauches il traitait secrètement avec Louis XVIII; violences qu'il exerce à l'égard de Poncelet; IV, 429, 446. — Prononce un discours, dans le temple de la Raison, pour l'anniversaire de la mort du roi; V, 4. — Cité; V, 31, 25, 37. — De ses négociations avec Louis XVIII; il abandonne le parti royaliste; V, 31 et suiv. — Sa position et sa conduite au 18 fructidor; V, 29, 44, 52, 53, 54, 56, 58, 60, 64. — Cité, V, 70. — Préside la fête donnée au vainqueur de l'Italie; ce qu'il dit de Bonaparte; V, 83 et suiv. — Cité; V, 107, 116, 204, 255. — Dupe ou complice, il abandonne les affaires au 18 brumaire;

V, 265 et suiv., 274 et suiv., 280. — Cité; V, 312, 380; VI, 74, 128; VII, 407, 489 et suiv.

**BARRAS.** Cité pour ses opinions modérées en 1789; I, 270. — Pour sa violence en 1791; II, 284. — Fait partie de la députation qui conduisit au Panthéon les restes de Voltaire; II, 328. — Fait adopter une mesure contre les émigrés; II, 384. — D'après son opinion, il est décrété que les lois relatives aux contributions ne seront point sujettes à la sanction royale; II, 395. — Célèbre qu'il obtiendra; II, 437. — Cité comme membre de la convention; III, 241, 263. — Président, il interroge le roi; en relation avec Malherbes, il lui témoigne son regret de ne pouvoir l'imiter; III, 291, 296 et suiv. — Ses opinions et ses votes dans le procès de Louis; III, 328, 342, 345, 356, 380, 386 et suiv., 398, 405, 409, 434, 452, 454. — L'Anacréon de la guillotine; c'est à Burke qu'il doit ce surnom; III, 356; IV, 261. — Il entre au comité de salut public; IV, 16, 24. — Se prononce contre les girondins; IV, 26, 27, 43. — Fait un rapport sur les mesures de salut public; IV, 65. — Portrait qu'il fait de Pitt; IV, 73. — Propose la première réquisition; IV, 79. — De son rapport sur la ville de Lyon; IV, 102. — Phrase de lui; IV, 131, 137. — Avait eu des relations avec le duc d'Orléans; IV, 155 et suiv. — Cité pour sa participation aux actes du comité de salut public; IV, 163, 165, 190, 197, 201, 202. — Propose le décret qui défend de faire des prisonniers anglais; fait un rapport sur un combat naval; IV, 203 et suiv. — Convient que Joseph Lebon emploie des formes un peu acerbes; fait un rapport sur les repas fraternels; IV, 226 et suiv. — Cité; IV, 228, 236, 244. — De sa facilité à louer ou excuser le crime, et cependant homme généreux, dévoué, probe, ami et protecteur des arts; IV, 246 à 248. — Sa conduite dans les journées de thermidor; IV, 249, 252, 254, 260, 266, 267, 268, 272. — Propose des modifications au tribunal révolutionnaire; blâme Robespierre, etc.; IV, 275 et suiv. — IV, 278 à 285. — Est mis en accusation; sa défense; soutenu par Carnot; est condamné à la déportation; IV, 313, 316 à 319. — Cité; IV, 322, 330, 331, 333, 370, 381. — Le décret qui le déporte est mis à exécution; il s'y soustrait, et trouve des protecteurs, notamment Bonaparte; IV,



389 et suiv. — Cité; IV, 390, 396, 408, 434. — Porté au conseil des Cinq-Cents; il n'y est point admis; V, 15. — Cité; V, 60. — Est d'accord par Garat devant le conseil des Anciens; V, 322. — Cité; V, 374, 310. — Bonaparte, consul, veut l'appeler au conseil d'état; est compris dans une amnistie de la même époque; V, 317, 332. — Cité; V, 423; VI, 46, 170. — De la société du prince archi-chancelier; secrétaire particulier de Napoléon; VII, 455, 483. — De la chambre des représentants (1815); VIII, 173.

**Barrères.** De Paris, incendiées par le peuple; I, 68. — Les droits y sont supprimés pour tout l'intérieur du royaume; II, 315.

**Barrea (baron).** Cité comme criminel; est sorti de l'école de Sorèze; V, 191.

**Barror.** Son vote dans le procès du roi; III, 374.

**Barruel (abbé), ex-jésuite.** Intimement lié avec Fraymoine (Hermopolis); IX, 95.

**Bavallier, conventionnel;** son vote dans le procès du roi; III, 372, 397.

**Bataillier (abbé).** Reste dévoué à l'ancien régime; I, 276. — Sa mort; il avait dû la liberté à Danton; IV, 313.

**Batellier (François),** neveu du précédent. Lettre qu'il reçoit du comité de salut public, en sa qualité d'ambassadeur de la république en Suisse; il signe un traité de paix entre la Prusse et la France; on le lui doit en partie; il en signe un autre avec l'Espagne; IV, 303, 319 et suiv., 352. — Nommé membre du directoire; son caractère; anecdote de sa jeunesse; en relation avec Louis XVIII, il vient protéger le parti royaliste; V, 15, 26 à 27, 31, 39. — Arrivé au 18 fructidor, et condamné à la déportation; Moreau lui dénonce tardivement Pichegru; il part pour la Guinée; V, 43, 49, 58 et suiv. — Il avait protégé les émigrés en Suisse; V, 100. — S'évade de Saint-Mary; V, 144. — Cité; V, 281. — Est rappelé par les consuls; président du sénat, il remet à Bonaparte l'acte qui le nomme premier consul à vie; V, 332, 478. — Il laisse son nom à une proposition contre la loi d'élection; VIII, 444.

**Bataille.** Son vote dans le procès du roi; III, 368, 398.

**Batano.** Combat livré par Bonaparte; seconde de Lannes, Masséna, Augereau, il achève la défaite des troupes autrichiennes (1798); IV, 466. — Un succès est obtenu au même lieu, en 1805, par le général Requier; VI, 176. — Ce territoire est érigé en duché de l'empire français; VI, 208. — Voir *Marat*.

**Bassiville, secrétaire de légation.** Massacré par la populace de Rome; III, 344. —

Des réparations pour ce meurtre sont exigées par le général Bonaparte; IV, 458.

**Bataille.** Bataille gagnée par Moreau; une des huit grandes affaires de la campagne de 1799; V, 187, 296.

**Bataille (de).** Son rapport à la chambre des pairs sur le crime de Louvel est conçu dans un admirable esprit; IX, 15.

**Batistich, un des députés signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel;** IX, 126.

**Bastille.** Le renversement de cette forteresse préparé par les mémoires de Linguet; I, 281. — Elle est prise par le peuple; on n'y trouve que sept prisonniers; résultats des anciennes procédures; on la démolit; une clé en est envoyée à Washington par La Fayette; II, 70 à 75, 85 à 87. — Premier anniversaire de sa destruction (Fédération); II, 231. — Second anniversaire; II, 385.

**Battellier.** Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

**Bavocet (lurd).** S'est associé à l'odieuse renommée du goddier de Napoléon, sir Hudson Lowe; IX, 48, 50.

**Baxteron.** Son vote dans le procès du roi; III, 385.

**Bauda (des Ardennes).** Son vote dans le procès du roi; III, 362.

**Baudin, contre-amiral.** Commandant d'une escadre, il est forcé par les Anglais de s'échouer; il met le feu à deux de ses vaisseaux; VI, 441.

**Baudou (capitaine).** Son départ pour une expédition autour du globe; V, 406.

**Baudou.** Son vote dans le procès du roi; III, 362, 398.

**Baudou.** Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

**Baudou-d'Asson, un des premiers chefs vendéens;** III, 178.

**Bault, concierge de la Force.** Dans les massacres de septembre il parvient à sauver le maréchal de Ségur et Dupont de Nemours; III, 205.

**Bavéas.** Moreau y pénètre, impose de dures conditions à l'électeur, et trois jours après commence sa belle retraite; IV, 464, 466, 469. — Envahir par l'Autriche; son souverain, allié ou plutôt sujet de la France, fournit son contingent à Napoléon, qui le fait roi par le traité de Presbourg; VI, 154, 165, 193, 197, 217. — Sa défection en 1813; VII, 252 et suiv., 254, 262. — Il en est récompensé au congrès de Vienne; VIII, 179.

**Bavay (cardinal de).** Célèbre la messe au Champ-de-Mai (1815); VIII, 167.

**Bavie (Noise).** Son vote dans le procès du roi; III, 384, 399.

**BAYLEN**, village d'Espagne. Devient célèbre par la capitulation honteuse du général Dupont; détails; prociédrés; ce désastre amène l'abandon du Portugal par les Français; VI, 238 à 245, 250.

**BELONZ**. Voir *Charles IV, Espagne, Ferdinand VII*.

**BELZUS**. Égaré par des principes démocratiques; III, 3. — Membre du comité de surveillance de l'assemblée législative; III, 27. — Un des promoteurs de la mesure qui affecte les biens d'émigrés à une indemnité nationale; III, 73. — Conjoint du 10 août; III, 138. — Député par l'assemblée auprès des septembriseurs les justifier; démagogue à la législature et à la convention; III, 196 et suiv.; 216, 221, 225, 241. — Ses votes dans le procès du roi; III, 353, 366, 369. — Mort guillotine; IV, 190.

**BELZUS**. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**BELZUS**, conventionnel. Absent pendant le procès du roi; III, 381.

**BELZUS**. Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.

**BELZUS** (vicomte Alexandre de). Demande l'égalité des primes et l'égalité d'admission à tous les emplois; II, 116. — Conduite club des jacobins au convoi de Mirabeau; II, 309. — Commande l'armée du Rhin; IV, 27. — Extrait d'un de ses rapports sur la bataille de Mayence; V, 120.

**BELZUS** (Fanny). Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 376.

**BELZUS**. Voir *Engène, Hortense, Joséphine*.

**BELZUS**. Fait une réception honorable parmi les banquiers; II, 120.

**BELZUS**, ministre des contributions sous Louis XVI. Dénominatoire; III, 90, 115.

**BELZUS**, général autrichien. A démuni; III, 258. — A Fleuras; IV, 212.

— En Rhile; partout battu; IV, 443, 449, 450, 459.

**BELZUS**, jacobin en prison après le succès de son *Mariage de Figaro*; I, 440.

— Accable Bergeon de ridicule; II, 200.

— Perte au *livre rouge*; II, 221. — Anecdote relative à son *Barbier de Séville*; IX, 202.

**BELZUS**, membre du comité de constitution; II, 408. — Administrateur du département de Paris, il signe une pétition pour obtenir le veto sur un décret contre les prêtres incrimés; III, 26.

**BELZUS** (Charles de), député. A la fin de 1813 il propose un nouveau serment de fidélité à l'empereur; royaliste en 1814; aujourd'hui commandant de l'E-

cole militaire; VIII, 92 et suiv.

**BELZUS** (général). Commande un corps de cavalerie, sous Mural, dans les campagnes de 1805 et 1808; VI, 164, 229.

**BELZUS** (de), archevêque de Paris. Il avait frappé d'un interdit l'abbé Bonlogne, depuis chapelain de Napoléon; VI, 429.

**BELZUS** (général). Ne pouvant déterminer les Vendéens à défendre leur ville, il se donne la mort; III, 185.

**BELZUS**, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Mannel; IX, 126.

**BELZUS**. Porte sur l'échafaud à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans; IV, 170.

**BELZUS**, évêque de Sens. Cité pour un sermon fameux; paroles auxquelles Bonnet n'a rien de comparable; I, 228. — Cité honorablement; II, 245.

**BELZUS**. Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

**BELZUS** (le maréchal prince de). Cité comme un des premiers auteurs de la révolution; I, 227. — Accompagne le roi à Paris; II, 100. — Appelé au conseil du roi; II, 108. — Sa retraite; II, 161.

**BELZUS**. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**BELZUS** (général). Fait prisonnier à la bataille de Cassano; V, 167. — De la chambre des représentants (1815); VIII, 172. — Chargé de la surveillance de Napoléon à la même époque, il le surprit au poignard des assassins; VIII, 232, 233, 253.

**BELZUS**, constitutionnel de 1791; III, 2. — Vote contre la guerre; son discours est remarquable; III, 79. — Cité honorablement; III, 235. — Député de 1814, 1816, 1817, 1819; cité honorablement; rapporteur sur l'élection de Grégoire (1819); VIII, 98, 227, 240, 379, 470.

**BELZUS**, de la chambre des députés (1814). Il s'honore par son opposition aux doctrines de l'abbé de Montesquieu sur la presse; par son rapport sur une proposition de Ferrand relative aux émigrés; VIII, 70, 88, 95. — Membre de la chambre des représentants (1815); réélu député en 1818; VIII, 172, 422.

**BELZUS**. Son vote dans le procès du roi; III, 381, 399.

**BELZUS**. Un complot militaire éclate dans cette ville; les accusés sont jugés à Colmar; IX, 80, 103, 219.

**BELZUS**, général. Portera sa tête sur l'échafaud; IV, 83.

**BELZUS**. Voir *Guerre*. — Réunion de plusieurs de ses territoires à la France; IV, 2. — Sa réunion totale; IV, 277. — Défendue en 1813 par le général Maison;

VII, 284, 353. — Voir *Hollande, Pays-Bas* (royaume des).

**BELIE.** Son vote dans le procès du roi; III, 361, 401.

**BELLART,** président du conseil général de la ville de Paris lors de l'hommage d'un monument au premier consul; V, 451. — Auteur présumé de la proclamation du département de Paris en 1814, ayant pour objet d'abjurer l'obéissance envers Napoléon; VII, 405. — Mis en accusation par un décret impérial des cent-jours; VIII, 104. — Cité pour son véhément réquisitoire contre le maréchal Ney; VIII, 310. — Prétend que Louvel a des complices parmi les libéraux; IX, 14 et suiv. — Réception outrageante qu'il reçoit à Brest; IX, 24 et suiv. — De son réquisitoire sur les troubles de la Rochelle; exemple de bavardage contre-révolutionnaire; IX, 97 et suiv.

**BELLERAGE** (Dubois de). Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399. — Représentant du peuple à l'armée, il contribue à la conquête de la Hollande par l'ordre qu'il prescrit à Piebegr; IV, 306.

**BELLEGRASSE.** Ce fort se rend aux Espagnols; il est repris par le général Dugommier; IV, 47, 268.

**BELLEGRASSE,** général autrichien. Commandait à Novi; battu à Poussolo, un armistice lui est accordé par Brune; V, 224, 420 et 421. — Commande en Italie dans les années 1812 et 1814; perd la bataille du Mincio, quoique très supérieur en nombre aux Français; VII, 301, 341, 368. — Il signe avec Eugène Beauharnais le traité qui stipule l'évacuation de l'Italie par les Français; il fait une proclamation contre l'agression du Murat; VIII, 4, 154.

**BELLIERE,** général. Il partage la gloire de la bataille de Somboul, en Egypte, et obtient au Caire une convention honorable pour l'évacuation de ses troupes; V, 151, 435. — Cité avec distinction dans la campagne de 1806; VI, 232, 239. — Commandait sous Napoléon à la bataille de Craonne; il défend Paris sous le maréchal Mortier; VII, 360, 393. — Sur sa déclaration qu'il n'a point voulu siéger parmi les pairs de Bonaparte, il rentre à la chambre des pairs, dispensé de l'obligation de constituer un majorat; IX, 97, 101.

**BELLURE,** province vénitienne, érigée en duché, grand fief de l'empire français; VI, 308. — Voir *Victor*.

**BENASA,** maréchal autrichien. Capitule à Luxembourg; IV, 334.

**BENEFICES.** Créés par les Mérovingiens pour corrompre les leudes et les évêques; deviennent héréditaires; I, 110, 112. — *Militaires.* Créés sous la seconde race;

I, 123.

**BÉNIVERT.** Dicter qui institue cette principauté en fief de la couronne, et la transfère à Talleyrand; VI, 312.

**BENINGSEN,** général russe. Soutient le combat de Pultusk, livré par le maréchal Lannes; livre à son tour la bataille d'Eylau; battu à Friedland; VI, 249, 252, 254, 257, 261 et suivantes. — Cité dans les campagnes de 1812 et 1813; VII, 112, 214, 253, 255, 301.

**BENOIST.** Défenseur de la liberté de la presse avant d'être promu à de hautes fonctions; des lors ennemi de cette liberté; IX, 33.

**BENOIST,** lieutenant de gendarmerie. Chargé d'enlever les papiers de Courtois; IX, 199.

**BERTHOLE.** Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

**BERTIN** (lurd). Cité; VII, 192.

**BESANCEN.** Poste de l'histoire; de la patrie et des grâces; pour ainsi dire devant les tribunaux, et conduit à Sainte-Pélagie; IX, 88.

**BESARD** (Marcellin). Son vote dans le procès du roi; III, 381.

**BESANCON,** de la chambre des représentants (1815); VIII, 73. — Un des juriconsultes estimés qu'on aurait dû charger de la vérification et de la mise en ordre des actes législatifs (1814); IX, 190.

**BESCHOUA** (Jean), tribun; V, 324.

**BESCHOUA,** général anglais. Obtient un succès à Alboerra; VII, 54.

**BESAZINA** (la). Tableau du déplorable passage de cette rivière par les Français; VII, 146 à 153.

**BESSE** (duché de). Transféré à Murat en toute souveraineté; VI, 309.

**BESSE-DE-ZOON.** — Prise de cette place par les Français; IV, 312. — Sans défense suffisante en 1813; néanmoins cinq mille Anglais, introduits par les habitants, en sont honteusement chassés par deux mille huit cents Français, que commandait le général Bissnet; VII, 264, 361.

**BESSEMA.** Voulait la constitution anglaise; donna sa démission de député; refuse de prêter le serment civique; réflexions sur sa conduite politique; II, 128, 300.

**BESSE,** général. Commande l'artillerie du quatrième corps dans la guerre d'Espagne (1803); IX, 181.

**BESSE.** Bataille gagnée par Brune et Vandamme; trente mille Français ont défait quarante-quatre mille Anglo-Russes, commandés par le duc de York; V, 235.

**BESCHOUA.** Son vote dans le procès du roi; III, 370.

**BERLIN.** Son vote dans le procès du roi; III, 366, 369.—Membre de la commission qui redigea la constitution directoriale; IV, 322.

**BERLIN.** Occupation de cette capitale par les Français; VI, 338.—Napoléon y rend deux décrets, l'un sur les gardes nationales, l'autre sur le blocus des Isles Britanniques; VI, 343 et suiv.—Seconde occupation par les Français; VI, 365.—En 1813 elle est sauvée par Bernadotte, contre l'avis de Blücher; VII, 335.

**BERNADOTTE.** Son élévation au trône de Suède atteste la force des idées constitutionnelles; son éloge; I, 333 et suiv.—Se distingue à Flenus comme chef de brigade, et obtient le grade de général; cité parmi les grands capitaines de la révolution; IV, 217, 224.—Cité dans le même sens pour de nouvelles actions; IV, 287 et suiv., 291, 296, 380, 406, 424, 464 et suiv.—Eloge que lui donne Bonaparte au passage du Tagliamento; il prend Gradisca, Trieste, Leybach, etc.; IV, 6 et suiv., 11.—Sa coopération au 18 fructidor; son adresse au directoire déplaît à Bonaparte; V, 37 et 38, 66.—Jeté malgré lui dans la carrière diplomatique; de son ambassade à Vienne; incident; il refuse l'ambassade de La Haye; Bonaparte et le directoire intriguent contre lui; V, 71, 108 à 110, 114.—Commande sous Jourdan; V, 143.—Est appelé au ministère de la guerre; confiance qu'il reçoit d'un émigré; heureux résultats de sa gestion; intrigues qui amènent sa retraite après deux mois et demi; V, 204, 212, 241 à 245, 263, 286.—Ses vues patriotiques au 18 brumaire; entretien qu'il a avec Bonaparte; V, 257, 261 à 264, 283.—Il pacifie les départements de l'Ouest; est nommé conseiller d'état; se montre opposé au concordat avec le pape; V, 343, 366, 38a, 445.—Nommé maréchal de l'empire; notice et éloge; VI, 103, 106.—Cité avec distinction dans la campagne de 1805; VI, 164 et suiv., 168 et suiv., 171, 177 et suiv.—La principauté de Ponte-Corvo lui est conférée; VI, 212.—Cité dans la campagne de 1806; VI, 224, 226, 229 et suiv., 241.—Justifié d'une inculpation dont il avait été l'objet dans la bataille d'Iéna; VI, 232 à 234.—Avantage brillant qu'il obtient à Halle; mot jaloux de Napoléon à ce sujet; VI, 237 et suiv.—A Mohrungen il sauve le quartier-général de Napoléon; VI, 249.—Cité dans la campagne de 1807; blessé; VI, 257, 261 et suiv., 264.—Commande les Espagnols stationnés en Danemarck; VI, 310, 347.—Se signale dans la campagne de 1809; il a une grande part au succès de Wagram, où il perd presque en-

tièrement un corps de Saxons, faute de secours qu'il demandait à Napoléon; représentations hardies qu'il fait à l'empereur après la victoire; il demande son congé, et revient en France, après avoir rendu une éclatante justice aux Saxons qu'il commandait; VI, 402, 413, 416 à 427.—En l'absence de l'empereur, le conseil des ministres le charge de défendre Anvers et la Hollande lors du débarquement anglais de Flessingue; sa belle conduite; jaloux et soupçonneux de l'empereur; il retourne à Vienne pour s'en expliquer avec Napoléon, qui d'abord lui reproche l'armistice qu'il avait accordé aux Suédois dans une autre circonstance; puis lui propose de le représenter à Rome; anecdotes; VI, 444 à 453.—Des circonstances qui ont accéléré son appel par les Suédois; VI, 396.—Est nommé prince royal héréditaire de Suède; détails de cette élection, événement politique des plus remarquables; inquiétudes de Napoléon, qui voulait obtenir de Bernadotte le serment qu'il ne porterait jamais les armes contre la France; VII, 22 à 31.—De ses premiers démêlés avec Napoléon; lettre qu'il lui écrit; Napoléon, après avoir envahi la Poméranie suédoise, atteint pouvant obtenir qu'il le seconde dans son système contre l'Angleterre, conçoit le projet de le faire élever violemment de Stockholm; le prince s'unit à la Russie; il entre en campagne contre la France; VII, 62 à 70, 77 à 79, 87.—Il a une entrevue à Abo avec l'empereur Alexandre; VII, 109 à 111.—Son opinion sur la prise de Moscou, qu'il regarde comme favorable aux Russes; il prévoit la défaite de Napoléon, et, par ses instructions, contribue aux succès des alliés; VII, 126 à 128.—Il adresse une lettre à Napoléon pour l'inviter à la paix; VII, 194 à 196.—Sa conduite ne peut être assimilée à celle de Moreau; VII, 218.—Il entre en campagne; sa proclamation; VII, 224, 229, 231, 235 et suiv., 237.—Mot qu'il adresse à Moreau; VII, 240.—Il défait le maréchal Ney, et lui écrit pour qu'il use de son influence à l'effet d'amener Napoléon à accepter la paix; VII, 245 et suiv.—A l'époque où ses conseils favorisaient la marche des alliés au Nord, un autre Français, Dumonriex, dirigeait l'armée ennemie au Midi; VII, 252.—Cité dans les opérations de la guerre; un corps de Saxons abandonne l'armée française pour se ranger sous ses drapeaux; il entre à Leipzick, et fait au roi prisonnier une visite qui déplaît à ses hauts alliés; VII, 255 à 257, 263, 301.—Il s'arrête à Liège, d'après les ordres du grand quartier-général; VII, 354.—Il

refuse son contingent aux alliés pendant les cent-jours; VIII, 146. — Une conspiration se forme contre lui en Suède; elle est sans importance et sans résultats; VIII, 379. — Il succède à Charles XIII, sous le nom de Charles Jean XIV, et se fait luthérien; de sa conduite politique à l'égard de la France; il avait réclamé, au congrès de Châillon, contre le passage du Rhin, opéré par les alliés malgré leurs premières conventions; VIII, 402 à 409.

**BRANCAOTTA** fils. Paraît à Verone en sa qualité de prince royal de Suède; promet un grand roi; IX, 118.

**BRASAO** (Samuel). Cité dans le portrait des banquiers; II, 120. — Molé et Clermont-Tonnerre sont arrière-petits-fils de ce juif; VII, 377.

**BRASAS** (des Sahlons), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 354, 401.

**BRASAO** (Pierre), prêtre et officier municipal qui accompagna Louis XVI à l'échafaud; III, 413.

**BRASAO** (de Sainte). Ses votes dans le procès du roi; III, 354, 365, 399.

**BRASAO** (Saint-Afric). Son vote dans le procès du roi; III, 363.

**BRASAO** (de Marigny), général vendéen. Condamné à mort pour fait d'insubordination envers Charette; IV, 411, 426.

**BRASAOUS DE SAINT-PIERRE**. Mot de lui; comme professeur à l'Ecole Normale; IV, 380, 396.

**BRAS**. Prise de cette ville par Brune; V, 101.

**BRASIA** (de Seine-et-Marne), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 384.

**BRASIA**, curé. Cité pour ses crimes dans la Vendée; II livre Stallet; obtient en 1801 l'évêché d'Orléans avec une forte somme; IV, 176, 421, 427. — Cité pour ses trahisons; V, 341. — Devenu l'ennemi des Bourbons, il s'incline devant l'empereur; VI, 410. — Reçu chez Cambacérès; VII, 454.

**BRASIA** (de Montmorand), général. Sa sortie courageuse d'Alhorda; VII, 54.

**BRASIS** (cardinal sa). Cité pour ses galanteries; resté dévoué à l'ancien régime; I, 359, 376. — Porté au *livre-rouge*; II, 329.

**BRASIER**, ministre prussien au congrès de Verone; IX, 113.

**BRAS** (duc sa). Il quitte la France avec son père; II, 58. — Signe la déclaration des princes émigrés; III, 139. — Son serment à la Charte (815); VIII, 111. — Dépense de son mariage, et somme qui lui est accordée annuellement; VIII, 416. —

Coignard, étant à Gand, avait capté sa confiance; VIII, 466. — Assassiné par Louvel; ses dernières paroles; IX, 3 à 5. — Cité par Dumouriez; IX, 32. — Son mariage avait donné à Blacas l'occasion de déployer la plus grande magnificence à Naples; IX, 179.

**BRAS** (duchesse sa). Reçoit le dernier soupir de son mari assassiné, et veut quitter la France; IX, 3 et suiv. — Donne le jour au duc de Bordeaux; IX, 37. — Cité; IX, 199.

**BRIS** (du duc sa). Voir *CONSEIL*.

**BRISTOL**. — Son vote dans le procès du roi; III, 369.

**BRISTOL SA SAUVIGAT**. Est massacré; griefs qu'on lui reprochait; circonstances horribles; II, 103 à 107.

**BRISTOL** (Alexandre). Cité comme se distinguant à l'armée d'Italie; IV, 633, 650 et suiv. — Envoie, comme chef d'état-major, les adresses de l'armée qui ont provoqué le 18 fructidor; obtient le commandement de l'armée d'Italie; cité à propos du portefeuille d'*intendant*; V, 36, 38, 47, 81. — Venge à Rome l'assassinat de Dughot; reconnaît et protège la nouvelle république romaine; est remplacé par Massena; V, 95 et suiv., 98, 104. — Accompagne Bonaparte en Egypte; réagit avec lui, et le seconde au 18 brumaire; V, 120, 126, 161, 164. — Nommé maréchal de l'empire; obtient que le ministre mauvais général; excellent chef d'état-major, devint d'un sot orgueil; VI, 103 et suiv. — La principauté de Neuchâtel lui est cédée; VI, 209. — Était à Friedland; VI, 262. — Donne une preuve de son incapacité manœuvrière; VI, 387. — A Ealing, au moment du danger, il se retire avec Napoléon; VI, 406. — Comment il annonce à Massena une injustice qui lui est faite; VI, 435. — Chargé de visiter les papiers de Fouché; VI, 454. — Il se montre opposé à la marche sur Moscou; VII, 105. — Était du petit nombre des personnes que Napoléon voyait à Fontainebleau; VII, 460. — Se retire à Bamberg pendant les cent-jours, des officiers russes le jettent par une des fenêtres de son hôtel; il meurt n'ayant montré aucune vertu civique, intégral envers son bienfaiteur, prêt Richelieu pour les moeurs, sans en avoir ni l'esprit ni la grâce; VIII, 165, 165. — Madame V\*\*\* recevait de lui la direction qu'elle devait suivre en accordant ses faveurs à des personnages diplomatiques; IX, 169.

**BRISTOL**, professeur à l'école polytechnique lors de sa création; IV, 316. — Fait partie de l'expédition d'Egypte; V, 120. — Sénateur de la première formation.

V, 333.

BRATIN (chevalier). Cité avec la Quibarry; II, 218.

BRATIN aîné, rédacteur du *Journal des Débats*. Accompagne le roi à Gand; VIII, 142.

BRATON, général. Partage l'honneur de la bataille de Toulouse; VII, 447. — En 1832 il leve l'étendard de l'insurrection, s'empare de Thouars et marche sur Saumur; il est arrêté, jugé et exécuté à Poitiers; IX, 83 et suiv.

BRATANO, général. Commande un corps dans la campagne de 1813; VII, 200, 205, 225, 236, 245, 255, 265 et suiv. — A Waterloo il combat en soldat; VIII, 211. — Compris dans l'ordonnance du 24 juillet; VIII, 258. — Accompagne volontairement Napoléon à Sainte-Hélène; IX, 47.

BRATAND (madame), née Dillon. C'est d'après ses instances que Napoléon se livre aux Anglais; IX, 57.

BRATUCAT. Son vote dans le procès du roi; III, 382.

BRAVILLÉ, avocat. Il honore sa profession et son nom dans la défense des prisonniers de La Rochelle; IX, 107.

BRAVENAL (baron de). Son dire sur l'affaire de Neuvillon; I, 474. — Ordres qu'il donne au prince de Lambese et au marquis de Launay; motif particulier de sa retraite; II, 67, 81. — Porté au *livre-rouge*; II, 222.

BRASIER, général. Nommé maréchal de l'empire; notice; VI, 103, 108. — Cité dans la guerre d'Espagne; VI, 303, 335, 337, 362, 373. — Remplace Bernadotte en Hollande à l'époque du débarquement anglais de Flemingue; VI, 447, 449. — Favori de Napoléon, qui aurait dû en faire un guerrier distingué; VII, 465.

BRASSON. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

BRAYNOT, député silencieux au 10 août; III, 154. — Transfuge de tous les partis; VI, 85. — Un des conseillers d'état chargés d'organiser le royaume de Westphalie; VI, 277. — Extrait d'un discours dans lequel il compare Napoléon à Louis XI; ne dans la classe du peuple, et devenu grand seigneur sous l'empire, il se montera sous les Bourbons l'organe le plus dévoué de l'arbitraire ministériel; mot de Napoléon à son égard; VII, 49 à 51, 464. — Directeur de la police lors de la restauration, puis ministre de la marine; VII, 19 et suiv., 81 et suiv. — Fausses mesures de sa gestion; son ordonnance relative à l'observation religieuse du dimanche excita autant de surprise que de mécontentement; toujours cité pour sa versatilité politique; VIII, 115, 120, 133

et suiv., 137, 225. — Flatteur de Napoléon; IX, 54.

BRECHONVILLE. Général de division à Valmy; III, 228. — A Jemmapes; III, 237. — Nommé ministre de la guerre; de sa naissance; moi de Dumouriez; qu'il a fait dont il fournit la suite; est livré aux Autrichiens par Dumouriez; IV, 3 à 6, 20. — Est compris dans l'échange de plusieurs Français pour la fille de Louis XVI; on lui donne le commandement d'une armée; IV, 410, 465. — Cité comme incapable; V, 11. — Il accompagne Bonaparte au 18 brumaire; V, 262. — De la commission extraordinaire du sénat en 1813; membre du gouvernement provisoire en 1814; VII, 293, 409. — Ministre d'état, il est le seul qui n'ait pas reçu les 100,000 fr. données à ses collègues lors du départ pour Gand (1815); mis en accusation par Napoléon au retour de l'île d'Elbe; nommé maréchal de France par le roi, quoiqu'il n'eût attaché son nom à aucune victoire; VIII, 123 et 104, 349. — Sa mort; notice; IX, 46.

BÉCARD. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

BISSEACH. Bataille gagnée par Desaix et Gouvion-Saint-Cyr; IV, 467, 469.

BIBLIOTHÈQUE DU ROI. Fixation de ses dépenses; II, 258. — La proposition de la brûler fut discutée à la commune de Paris; IV, 281.

BINASTOS. Passage de cette rivière par les Français (1813); IX, 132.

BIENS DES CONDAMNÉS. Voir Confiscation, Enfants. — Restitués aux familles; exceptions; IV, 323, 361.

BIENS DES ÉMIGRÉS. Sont frappés de séquestre; affectés à une indemnité nationale; III, 54, 73. — Mis en vente; définitivement confisqués, sauf une part réservée aux parents d'émigrés restés en France; III, 169, 188. — L'acquisition en est rendue facile aux pauvres; IV, 87. — Les biens des pères et mères d'émigrés sous le séquestre; IV, 167. — La confiscation s'étend aux successions; IV, 322. — Irrévocablement acquis à la république; IV, 356. — De la loi de 1814 qui ordonne la remise de ceux non vendus; imprudent discours du ministre Ferrand; VIII, 82 à 89.

BIENS DU CLERGE. Sont mis à la disposition de la nation; II, 168 à 176. — En vente pour quatre cents millions; II, 213. — C'est d'un dinier donné à l'archevêque que la spoliation en avait été décidée; IV, 159.

BIENS NATIONAUX. Affectés aux assignats; leur définition; en vente; II, 242, 268, 269, 286. — Des collèges, etc., mis en vente; IV, 8. — Des ennemis de la révolution; indemniseront les patriotes indi-

gens; IV, 180. — *Des prêtres déportés*, acquis à la nation; suspension de cette mesure; IV, 181, 339. — *Des hospices*, la vente en est suspendue; IV, 358. — L'inquiétude des propriétaires des biens nationaux sous le directoire et sous le consulat; prétention des émigrés rentrés; V, 409. — Garantie par la déclaration de Saint-Ouen; VIII, 13. — Inquiétudes nouvelles; leurs résultats; VIII, 84, 86, 129, 132. — Loi qui libère les acquéreurs; IX, 9.

BICOT, député. Cité honorablement dans la session de 1817; VIII, 422. — Un des signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

BIGNARD, membre du conseil des Cinq-Cents. Zélé pour la liberté constitutionnelle; paroles qu'il adresse à Bonaparte le 18 bromaire; V, 271.

BIGOT DE PARMEKES. Constitutionnel de 1791; III, 3. — Le 10 août il appuie la demande du roi pour qu'une députation lui soit envoyée; silencieux pendant l'événement; III, 142, 154. — Cité honorablement; III, 235. — Commissaire près le tribunal de cassation; V, 382. — Prononce un discours sur la tombe de l'abbé Sieyès; IX, 93. — Avait été un digne successeur de Portalis au ministère des cultes; IX, 191.

BIGOT-SAINTE-CROIX, ministre des affaires étrangères un mois avant le 10 août; III, 116.

BILLEAU-VARANNE, membre du conseil général de la commune. Conjuré du 10 août; III, 24, 138. — Dirige les massacres de septembre, dont il fait l'éloge; III, 191, 201, 213, 215, 221. — Cité comme membre de la convention; III, 241. — Ses votes dans le procès du roi; III, 262, 302, 378, 398, 416. Cité comme membre du comité de salut public, et pour ses excès révolutionnaires; IV, 163, 165, 197, 201, 202, 228, 236, 249. — Il dénonce Robespierre au 9 thermidor; caractère de ses harangues; est du nombre de ceux qui n'ont frappé Robespierre qu'un moment où leur personne était menacée; IV, 251, 260, 263, 268 à 270, 272. — Ses efforts pour maintenir les rigueurs révolutionnaires; est exclu du comité de salut public; IV, 276 à 278, 281. — Mis en état d'accusation, condamné à la déportation, IV, 314, 316 à 319. — Cité; IV, 331, 390, 404; VII, 485.

BILLECOQ, avocat. Cité honorablement pour sa lettre à Wellington (1815); VIII, 241. — Un des juriconsultes qu'on aurait dû charger de la vérification des actes législatifs; IX, 190.

BION. Son vote dans le procès du roi, III, 386. — Affirme les dénominations por-

ties contre Fouché; IV, 365.

BISON (duc de). Cité comme partisan du duc d'Orléans; II, 81. — Soutient les premières rencontres de la guerre du 1792; III, 84. — Cité; III, 257. — Commande une armée en Italie, une autre à Niort; portera sa tête sur l'échafaud; IV, 6, 52, 83.

BISON (duchesse de). Jugée sur un acte d'accusation qui n'était pas le sien; IV, 328.

BIOTRAN. Son vote dans le procès du roi; III, 380, 401.

BISVI jeune. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 401.

BIZANET, général. Il abaisse honteusement cinq mille Anglais qui s'étaient introduits dans Berg-op-Zoom, où il ne commandait que deux mille huit cents hommes; VII, 861.

BLACAS d'AULPA. Sa conduite dans la remise d'une boîte de diamants qui lui avait été faite de confiance; III, 225 et suiv. — Un des plus pauvres gentilhommes de France, il parviendra à une fortune immense; notice; VII, 40. — Ministre de la maison du roi; défaveur qui accompagne tous ses actes; VIII, 19, 26. — Sa maladresse et ses mesures inconsistantes ont provoqué l'événement des cent-jours; VIII, 109, 116, 123 et suiv., 225. — Il avait eu la vanité de faire exposer au Louvre l'image d'un troubadour, prétendu son ancêtre; VIII, 126. — De son ineptie politique à l'occasion du concordat avec le pape (1817); VIII, 392, 394. — Cité par Dumouriez; IX, 22. — Est nommé duc; IX, 47. — Combé de richesses par le roi, il déploie à Naples une grande magnificence lors du mariage de la duchesse de Berri; IX, 199.

BLANCHURE. Cité; VIII, 72.

BLANCHET (marquis de), un des deux premiers membres de la noblesse qui se réunirent aux communes; II, 40.

BLAS. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

BLAKE, général anglais. Défait à Espinosa par le maréchal Victor; VI, 863. — Sa marche était réglée par le général Dumouriez; il est défait à la bataille de Sagonne, gagnée par Suchet; VII, 86, 89.

BLANC. Son vote dans le procès du roi; III, 375.

BLANCHAL. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398.

BLAUD. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

BLAZ. Phrase de lui à l'assemblée constituante; II, 448.

BLONCH continental. Commencé sous le directoire par la saisie des marchandises

anglaises; V, 89. — Blocus des côtes de France par l'Angleterre; V, 98. — Hostilités y relatives entre la Russie, la Suède et le Danemark, d'une part, et l'Angleterre de l'autre; V, 412, 421, 433. — Dans quel but Napoléon londera le système continental; VI, 11. — L'Angleterre déclare en état de blocus tous les ports du continent; VI, 215. — Les marchandises anglaises saisies à Hambourg; VI, 243. — Décret de Berlin, d'après lequel Napoléon déclare les îles Britanniques en état de blocus; c'en était fait du commerce de l'Angleterre si Napoléon n'eût pas lui-même violé son décret; mesure de représailles prise par l'ambassade britannique; VI, 244 à 246, 251. — Le roi de Prusse adhère au système continental; le Danemark, attaqué par les Anglais, défend également tout commerce avec eux; l'empereur de Russie prend la même détermination; représailles de l'Angleterre; non vauz décrets de Napoléon, notamment celui de Milan, qui déclarent dénationalisé et de bonne prise tout bâtiment visité par les Anglais ou sorti de leurs ports, etc.; ce décret est adopté par l'Espagne; enfin l'Autriche adhère au système prohibitif, et s'engage à cesser toutes relations commerciales avec l'ennemi du continent; VI, 281 et suiv., 283 et suiv., 287 et suiv., 293 à 296, 298 et suiv., 438. — Le système est adopté par la Sardaigne, en vigueur dans la Hollande, mais faiblement maintenu par le roi Louis Bonaparte; VII, 1, 12, 17. — Décret d'Avers qui établit les licences, et détruit en partie les effets du système; VII, 18. — Négociation avec les États-Unis, touchant les décrets de Berlin et de Milan; les marchandises coloniales sont soumises à un tarif très-élevé; brûlement des marchandises anglaises; institution des cours prévôtales et des tribunaux de douanes pour juger les contrebandiers sans recourir en cassation; VII, 31 et suiv., 31, 34 et suiv. — Le système étant violé dans le Nord, la Hollande, les villes anseatiques, etc., sont réunies à l'empire français; mais l'occupation d'Oldenbourg, qui complétait le blocus, mécontenta vivement l'empereur de Russie; VII, 36 à 38, 42. — Lettre de Bernadotte (Suède), qui réclame contre les violations qui entraînent le système; la Prusse est encore contrainte d'y adhérer et de le maintenir de nouveau; mais les Russes l'abandonnent définitivement; VII, 64, 74, 83. — Progrès remarquables de l'industrie en France pendant le blocus continental; il s'est créé de nouvelles sources de prospérité; VII, 187; VIII, 58 et suiv.

**BATA.** — Voir *Régence*.

**BATAVIA.** Son vote dans le procès du

roi; III, 363, 401.

**BENJAMIN.** général américain. Proclame la guerre entre les États-Unis et l'Angleterre; VII, 92.

**BENNETT.** Sorti de l'obscurité à la bataille de Lens; il se sauve, en ne renouissant pas de compromettre sa parole d'honneur; battu ensuite devant Lubek, il se rend prisonnier; est échangé contre le général Victor; VI, 230 et suiv., 238, 240 et suiv., 264. — Cité dans la campagne de 1813; VII, 232 et suiv., 237, 239, 248, 254 et suiv., 263, 268, 301. — Il soutenait, contre l'avis de Bernadotte, qu'il fallait abandonner Berlin, comparant cette ville à une prostituée; elle fut sauvée malgré lui; VII, 235. — Il a battu Macdonald à la Bober, et cependant on ne peut le considérer que comme un chef de partisans; VII, 241.

**BONAPARTE.** En passant le Rhin, il adresse aux Français une proclamation arrogante et brutale; VII, 298. — Cité dans la campagne de 1814, où il fait preuve, malgré les résultats, de son incapacité manœuvrière; VII, 335 et suiv., 337, 340 et suiv., 342 et suiv., 344, 353 et suiv., 357, 359 et suiv., 361, 364, 368, 370, 380. — Cité dans la campagne de 1815; VIII, 199, 201, 204, 207 et suiv., 212. — Ses troupes ont eu la plus grande part dans la succès de Waterloo; VIII, 214. — Il marche sur Paris, et s'accepte une convention que d'après l'ordre de son roi; VIII, 217, 224 à 226. — Il voudrait faire sauter le pont d'Artois; rappelle sa fuite et sa déloyauté; VIII, 229. — Cité; VIII, 245, 248, 250. — Sa mort; mauvais général, homme sans foi, il n'a dû ses succès qu'à la trahison, et n'a signalé ses propriétés que par l'insolence et la ferocité; VIII, 407.

**BONAPARTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 383.

**BONAPARTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

**BONAPARTE.** Macdonald y est défait par Blücher; VII, 240 et suiv.

**BONAPARTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 371.

**BONAPARTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 368, 400.

**BONAPARTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399.

**BONAPARTE.** Plâtreur de Louis XIV, I, 30 à 32. — Sa satire contre la noblesse est un des écrits qui ont préparé la révolution; I, 214.

**BONAPARTE.** député. Cité honorablement dans la session de 1816; VIII, 379.

**BONAPARTE.** membre du conseil d'officiers qui dirigeait les opérations de la guerre en 1793; III, 21; V, 57.

**BONAPARTE.** (de), archevêque. Bénédicté



vaut à l'ancien régime; I, 376.

**BOIS-DU.** Dûc. Prise de cette ville par Moreau; près de quatre cents émigrés y sont tués; IV, 391. — Abandonnée aux alliés (1813); VII, 381.

**BOISSE.** Son vote dans le procès du roi; III, 367, 369.

**BOISSIER.** Son vote dans le procès du roi; III, 371.

**BOISSY-D'ANGLES.** Passage de son *Excellence* sur *Malherbes*, touchant les protestants; I, 380 et suiv. — Cité sur les étagères; I, 438. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 56. — Renommé lui-même pour son courage civique, il est le seul qui ait conservé un trait de la vertueuse énergie de Théodore Lameth; sa présence manquait à l'assemblée législative; III, 153, 198. — Son vote dans le procès du roi; III, 368. — Dénoncé par les clubs; outragé le 3 juin; IV, 9, 37. — Apotrophe vivement touché; IV, 164, 319. — Il acceptera les faveurs de Napoléon; IV, 293. — Hient à la convention avec les autres pros crits du 31 mai; membre de la commission chargée de préparer un nouvel acte constitutionnel; on lui doit en partie la restitution des biens des condamnés; IV, 301, 322, 323. — Sa conduite courageuse dans la journée de prairial; IV, 333. — Cité; IV, 388, 399 et suiv. — Membre du conseil des Cinq-Cents, il demande la liberté des cultes; V, 15, 22. — Est en communication avec les agents de Louis XVIII; condamné à la déportation le 18 fructidor; V, 31, 43. — Rappelé par les consuls; V, 33. — Membre de la minorité du sénat qui méchusait avec impatience sous le joug de Napoléon; VII, 403, 429. — Nommé pair par l'empereur en 1815; éloge de sa carrière politique, quel qu'il ait partagé les malheurs de Pichegru; VIII, 170. — Exclu de la pairie par le roi; il y est rappelé; passage d'un de ses discours pour le jury en matière de la presse; VIII, 157, 375. — Renseignements honorables qu'il donne sur Grégoire et sur Gohier; VIII, 471 et suiv. — Cité pour la constance de ses opinions; IX, 176, 262 et suiv.

**BOILLER.** Son vote dans le procès du roi; III, 369, 368.

**BOLOT.** Son vote dans le procès du roi; III, 362, 368.

**BONNELLE (marquis de),** confident entre-révolutionnaire de la reine; II, 196, 313.

**BON.** Général de division dans l'armée d'Égypte; V, 151.

**BONAL (de).** Tour à tour défenseur et ennemi de la liberté de la presse; IX, 33.

— Nommé ministre d'état; IX, 81.

**BONAPARTE.** Son nom, dans tous les âges, sera proclamé par le guerrier; mais il étouffa la civisme dans le cœur des soldats, et achève de corrompre ses généraux en plongeant parmi eux des fau-

triers de la guerre civile; I, 6, 16, 17. — C'est à lui qu'on devra l'assassinement de Paris; I, 483. — Il réduira de moitié une liste de déportation dressée par

Syeyes; II, 35. — Abolira la belle institution du jury d'accusation, en torturant celle des jurés; II, 431. — Cité; IV, 68. — Fera saisir le *Procès des Bourbons*, ouvrage qui lui causera des inquiétudes; IV, 148. — Est commandant en second de l'artillerie au siège de Toulon; IV, 167.

— Cité; IV, 324. — Il aura Barrère pour écrivain confidentiel; il répondra des fa-

veurs sur les amis de la liberté qui se prosterneront devant lui; IV, 284, 293, 288. — Au 12 vendémiaire il offre ses services à Barras, qui lui donne le commandement des troupes conventionnelles; ses

dispositions militaires; est nommé par la convention général en chef de l'armée de l'intérieur; IV, 385 à 386. — Prend le commandement de l'armée d'Italie, âgé

seulement de vingt-six ans, et marque aussitôt sa place parmi les grands capitaines; IV, 433. — A Napoléon, Milleme, Mondovi, au pont de Lodi; IV, 449 à 451. — Il accorde une armistice au pape; les condi-

tions en sont dures; IV, 453. — Remporte la victoire de Castiglione; vainqueur à

Bassano et dans plusieurs autres combats; IV, 459, 466. — Vainqueur à Arvoli; il

protège les prêtres français réfugiés; on lui doit la paix faite avec le pape à Tolentino; il passe le *Tagliamento*; V, 3, 5 et 6. — Il négocie les préliminaires de paix avec

l'Autriche, à Leoben; V, 7 à 10, 52. — Cité; V, 16 et 17. — Il donne une constitution à la république cisalpine; il exige la

liberté de La Fayette; V, 20, 21. — Coordonne l'ajournement du 18 fructidor; V, 32, 36 à 39, 46 et suiv., 61, 65, 68. — Ce qu'il doit à Carnot et à Barras; V, 33. — Il signe le traité de paix de

Campo-Fornio dans les négociations se-

crètes avec l'Autriche, il s'était entretenu des Bourbons et du renversement de la

république; il devait présider le congrès de Radstadt; jamais il ne parlera de la

catastrophe qui a terminé cette assemblée diplomatique; V, 74 et suiv., 81, 103; 106, 173 à 181. — Reçoit le commande-

ment d'une armée d'Angleterre; est

présenté solennellement au directoire; V, 81 à 85. — Cité; V, 85, 94, 96. — De sa conduite envers Bernadotte (1797 et 1798); V, 104, 106 à 118. — De son départ pour

l'Égypte; il s'empare de Malte, livre

la bataille des Pyramides : ses ordres n'ont pas été suivis à Aboukir ; sa lettre à la reine de Brury ; V, 114 à 135. — Cité sur sa guerre d'Egypte ; V, 141, 152, 157, 166, 169 et suiv., 192, 194 à 197, 200. — Il oubliera les talens de Dessoles ; V, 160. — Il avait écrit à Tipou-Saeb ; V, 185 et suiv. — Cité ; V, 200. — Il quitte son armée d'Egypte ; dépêches qu'il avait reçues de France ; V, 216 à 231. — Comparé à Masséna ; V, 238. — Il débarque à Saint-Raphaël ; arrive à Paris ; sa conduite au 18 brumaire ; consul ; V, 239 et suiv., 242, 244, 246, 258 à 289. — Cité pour les actes du gouvernement et pour sa politique ; V, 291, 293, 302, 310 et suiv., 312. — Comparé à César, à Cromwell et à Washington ; son génie politique ; faiblesse de son caractère ; V, 297, 312 à 318, 326, 328, 330. — Il s'établit au palais des Tuileries ; lettre qu'il adresse au roi d'Angleterre ; V, 332, 335 et suiv. — Cité pour les actes du gouvernement et pour sa politique ; V, 334, 344 à 349, 352. — L'arrête ensuite les journaux annonce que l'arbitraire sera un de ses ressorts ; V, 353. — Il pacifie la Vendée ; V, 356. — Dans quel état il avait laissé l'armée d'Egypte ; V, 357 à 361, 365, 447 et suiv. — Il imite le despotisme de Richelieu en instituant les préfets ; cité pour son administration ; V, 369, 370, 373 et suiv., 376 à 383. — Il prend le commandement de l'armée de réserve ; passe avec elle le grand Saint-Bernard ; livre la bataille de Marengo, gagnée malgré de grandes fautes de sa part ; ne rend pas à Drais les honneurs qu'il lui devait ; V, 386 à 401. — Sa politique adroite à l'égard de la Russie ; V, 404, 431 et suiv. — Sa faiblesse pour les grands noms de l'ancien régime, corrigée par le duc de Richelieu ; V, 407 à 410. — Machine infernale de la rue Saint-Nicolas ; il effraie son autorité ; V, 412 à 419, 425 et suiv. — Développement de sa politique ; il méconnaît les sources de la véritable gloire ; V, 428, 430. — De son concordat avec le pape ; V, 438, 442 à 446, 482 et suiv. — Il établit un roi d'Etrurie ; V, 429 et suiv. — Il commande un 18 brumaire en Suisse ; la Hollande et l'Italie suivent ses ordres ; V, 449. — Lors de sa paix avec l'Angleterre, la ville de Paris lui vote un monument triomphal ; sa réponse ; il envoie une expédition à Saint-Domingue ; envoie à Lyon une consulte de Cisalpins ; V, 450 à 462. — De l'annuaire qu'il accorde aux émigrés et de ses vices sur l'instruction publique ; V, 464 à 469. — De sa nomination au consulat pour dix années au-delà des dix premières ; il institue la Légion d'Honneur ; de sa nomination

comme premier consul à vie ; succès de sa marche vers le pontoir absolu ; V, 470 à 483. — Il ne déguise plus ses projets d'envahissement en Italie ; V, 488. — Il rend un acte de médiation qui impose à la Suisse un nouveau pacte fédératif ; il fait proposer à Louis XVI de renoncer à ses droits d'hérédité ; VI, 2. — Griefs que sa politique ambitieuse donne à l'Angleterre pour justifier la rupture du traité d'Amiens ; VI, 9 à 19. — Il établit la censure, enchaîne toutes les libertés, et cependant il sera détroué par l'opinion, qu'il se flattait d'enchaîner ; il organise les droits réunis, VI, 22, 28. — Des dangers qu'il court dans la conspiration de George, Pichegru et Morreau ; VI, 29 à 34. — Affaire du duc d'Anguén ; il ne permet au *Monaître* que de douter quelques lignes sur cet horrible événement ; détails fournis par Duron ; VI, 34 à 35. — Justifie de la mort de Pichegru ; liberté qu'il laisse à la défense de Morreau ; VI, 56 à 68. — De son avènement au trône impérial ; sa réponse au sénat ; après avoir été le bienfaiteur de la France, il étend sur elle le bras de fer du despotisme ; VI, 70 et suiv., 92, 95 et suiv. — De ses négociations avec le cardinal Gualvi ; à l'époque du concordat, il n'eût tenu qu'à lui d'obtenir du pape l'abolition du célibat des prêtres ; IX, 153 et suiv. — Voir *Vapoteau*.

**BONAPARTE (madame)**. Voir *Josephine*.  
**BONAPARTE (Lucien)**, membre du conseil des Cinq-Cents. Prépare et détermine l'événement du 18 brumaire ; il croyait partager le pouvoir avec son frère, qui se joua de lui comme de Syeyès ; il appelle brigands les députés qui n'étaient pas dans la conjuration ; V, 68, 228, 234, 244, 261, 272, 275 à 277, 283. — Ministre de l'intérieur, il adresse aux préfets une instruction qui ne sort pas de sa plume ; V, 371. — Commence la fortune de Fontanes, qui dégnie son bienfaiteur lorsque celui-ci veut épouser madame Jouherthon ; VI, 89 et suiv. — Ce qu'il pensait de la religion en proposant le concordat ; VI, 410. — Nomme prince impérial dans les cent-jours, il vient habiter le palais du duc d'Orléans, et réveille les esprits par un luxe bien opposé au républicanisme dont il avait fait parade ; VIII, 169. — Le pape l'a vu décoré du titre ridicule de prince de Canine ; lors de la seconde abdication de son frère, il le presse de tenter un 18 brumaire ; VIII, 221 et suiv. — Cité à l'occasion de la création des *Florentins* ; VIII, 417.  
**BONAPARTE (Joseph)**, ambassadeur à Rome à l'époque du massacre de Daphné ; quitte cette capitale ; V, 67 et suiv. — Cité

comme agissant dans l'intérêt de son frère; V, 228, 244. — Reçoit Fontanes à Morfontaines; VI, 89. — Héritier de son frère d'après le sénatus-consulte qui établit l'hérédité dans leur famille; VI, 101. — Il entre à Naples comme chef de l'expédition, mais dirigée par Masséna; il est proclamé roi de Naples et de Sicile; reconnu en cette qualité par l'empereur de Russie; VI, 205, 209, 216, 267. — Pie VII refuse de le sacrer; VI, 301. — Proclamé roi d'Espagne et des Indes; épigramme nationale qui l'avait précédé à Madrid; son entrée dans cette capitale, où il se fait mépriser par son incapacité, sa mollesse et ses vices bourgeois; obligé de l'abandonner après quelques jours, il se retire à Vittoria; il y repart, soutenu par les armes de Napoléon, qui exige dans Madrid même qu'on reconnaisse son frère, et cette ville forme seule presque tout son royaume; VI, 325, 330, 336 et suiv., 345 et suiv., 366, 371, 373, 375. — Son impéritie entraîne la perte de la bataille de Talavera, qui le contraint à s'éloigner de la capitale; en y rentrant il fait visiter le château, que l'un croyait miné, et découvre un trésor; son incapacité contrarie de nouveau les plans du maréchal Soult; VI, 331 à 333. — Cité; VII, 21, 73. — La défaite de Marmon aux Arapiles contribue à la renverser du trône, sans talents et sans courage, il n'est plus soutenu que par les savantes maximes de Soult; VII, 103, 173. — Il quitte Madrid; contribue au désastre de Vittoria, qui signale honteusement sa chute; jeté dans un fossé, injurié par les soldats, mais sauvé par l'un d'eux, il arrive à Balonne dans un dénuement complet; VII, 201, 210 à 212. — Laisné à Paris par son frère, que rassure sa nullité politique et militaire (1814), mais qui lui croyait plus de courage; VII, 228, 366, 378. — Il fait une proclamation aux citoyens de Paris pour les inviter à défendre leur ville, et ne prend lui-même aucune disposition pour la garantir; il paraît un moment sur les hauteurs de Montmartre, est saisi d'effroi, donne l'ordre de capituler, et se sauve; non officiellement; VII, 381, 389 et suiv., 393 à 395, 398, 422, 428, 438. — Accompagne son frère dans la cérémonie du Champ-de-Mai; VIII, 169.

**BONAPARTE (Louis).** Héritier de Napoléon, d'après le sénatus-consulte qui établissait l'hérédité dans leur famille; VI, 101. — Proclamé roi de Hollande; jeune homme d'un caractère doux, mais dépourvu de talents; VI, 212. — Reconnu par l'empereur de Russie; VI, 267. — Cède à l'empire français une partie de son terri-

toire; désapprouve les mesures violentes qu'en entraîne le système continental; il abdique; de ses démêlés avec Napoléon; VII, 12, 17, 37. — Faisait une exception honorable parmi les frères de l'empereur; n'était pas guerrier; VII, 406, 465.

**BONAPARTE (Jérôme).** Napoléon lui prépare un trône, et le fait à l'avance reconnaître par l'empereur de Russie; désignation des pays qui formeront le royaume de Westphalie, organisée par des conseillers d'état; création funeste; Jérôme en prend les rênes; il est sans principes, sans capacité; VI, 209, 267, 271, 273, 277, 293. — Adolescent vieilli dans la corruption, il est repoussé par les Westphaliens; VI, 446. — Junot lui est donné comme Mentor dans la guerre de 1812; en 1813 il est presque détrôné par le Russe Caernicheff; cité pour sa nullité; VII, 97, 248, 386, 389, 426, 465.

**BONAPARTE (Madame).** Comparée à la mère du Christ par le tribun Faure; VI, 275.

**BONAPARTE (famille).** Son chef n'y a trouvé ni élévation ni courage; et n'offrait que vanités et vices; les traits qui lui conservaient ses titres, biens, etc., n'ont pas été fidèlement remplis; VII, 426, 457 et suiv.; VIII, 12, 105. — Est haïe de la France à perpétuité (1804 d'annulation); VIII, 321.

**BONCHAMP.** La postérité connaît son nom; III, 16. — Cité pour ses actions comme général vendéen; IV, 29, 32, 34, 31. — On ne peut lui attribuer la faute du passage de la Loire; extrait de sa correspondance; IV, 63 et suiv. — Cité; IV, 59, 71, 91, 93. — Est frappé à mort dans la défaite de Chollet; ses dernières paroles en faveur des prisonniers; éloge historique; IV, 120 à 124. — Cité; IV, 123, 200, 426; VI, 31.

**BONNET,** un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Mannel; IX, 126.

**BONCOTON.** Son vote dans le procès du roi; III, 271.

**BONNAC,** évêque d'Agén. Porté au *livre rouge*; II, 219.

**BONNEMAIN.** Son vote dans le procès du roi; III, 263.

**BONNETIER.** Son vote dans le procès du roi; III, 274, 401.

**BONNET,** un des premiers acquittés dans l'affaire de Nantes; IX, 99.

**BONNET (Ch.),** professeur à l'École Normale; IV, 296.

**BONNET (de Maury).** Son vote dans le procès du roi; III, 284, 400.

**BONNET (de Treves).** Son vote dans

le procès du roi; III, 372, 397.

**Bonnar** (de l'Aube). Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

**Bonnet rouge**. Adopté comme emblème de la liberté est pris par Louis XVI; III, 58, 95. — Une loi défend aux galériens de le porter; devient un article de mode et d'orguelement; IV, 97, 189.

**Bonnaud**. Son vote dans le procès du roi; III, 376, 397.

**Bonstien** d'Acad. Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397. — Envoyé diplomatique du directoire; massacre à Radstadt; V, 70, 168 et suiv., 174 et suiv., 186.

**Bouan**, membre du bureau des longitudes lors de sa création; IV, 338.

**Bouas**. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

**Boudaert**. Première ville qui proclame Louis XVIII; conçoit du maire Lynech et de plusieurs autres dans cette circonstance; réserve du général anglais Dalhouzie, qui frappe la ville d'une forte contribution, après en avoir reçu une fête magnifique; VII, 362, 372 et suiv. — La duchesse d'Angoulême quitte cette ville, devenue au moins neutre en 1815; plusieurs de ses citoyens seront élevés à de hautes fonctions; VIII, 153 et suiv.

**Boucaux** (due de). Sa naissance; une souscription est ouverte pour lui donner Chambord comme apanage; une promotion de généraux a lieu pour son baptême; IX, 27, 31, 41, 46.

**Boucauxville**, général. Partage la gloire du combat de Vauchamp; il défend Paris sous Marmont; VII, 344, 393. — Commande dans la guerre d'Espagne (1803); il entre à Cordoue; est nommé pair, avec dispense d'un majorat; IX, 131, 136, 151.

**Boull**. Son vote dans le procès du roi; III, 362.

**Bouffard** (prince). A épousé une sœur de Bonaparte; VI, 24, 209. — Voir Pauline.

**Bouca-Cambard**. Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

**Bouix**, un des prévenus condamnés à mort dans l'affaire de La Rochelle; paroles courageuses qu'il adresse aux jurés; IX, 106.

**Boukhar**. Les généraux russes Lambert et Laubardou l'emparent d'un point, où doit s'effectuer le déplorable passage de la Bérésina; VII, 146 à 151.

**Boukhar**. Nom que les Russes donnent à la bataille de la Moscowa; VII, 112.

**Bouca-Saint-Vincent**. Proucrit en 1815; officier et écrivain distingué; VIII, 158.

**Bosco**. Combat mémorable, gagné sur les Autrichiens par Gouvion-Saint-Cyr;

V, 147.

**Boussat**. Flateur de Louis XIV; son témoignage sur les germes de la révolution; n'a rien de comparable à une phrase émise de Beauvais, évêque de Senes; I, 90 à 92, 223, 226. — Sa maxime erronée sur le droit divin; déclare odieuse la puissance arbitraire; I, 310, 323. — Justifie une phrase de La Fayette relative à l'insurrection; II, 209. — On peut appliquer à Napoléon ce qu'il disait du grand Condé; VII, 481. — Cité sur le gouvernement légitime; VIII, 122. — Cité; VIII, 312; IX, 55.

**Borro**, confident de Barras dans ses relations avec Louis XVIII; V, 31.

**Borras** (Borras). Occupation de cette place par Joubert; reprise par les Autrichiens; V, 7 et 8.

**Bouchard-Descartaux**, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

**Bouchard-Saint-Sauveur**. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398.

**Bouchard**. Son vote dans le procès du roi; III, 361.

**Bouchon**. Cité honorablement comme membre du conseil des Cinq-Cents; IV, 400.

**Boucar**, général. Commandait sous Masséna à la bataille de Wagram; VI, 430.

**Boucar**. Son vote dans le procès du roi; III, 371. — Cité sur l'affaire de Quiberon, qu'il annonçait avant le débarquement; IV, 339 et suiv.

**Boucarville**, un des secrétaires du corps législatif lors du 18 brumaire; V, 287.

**Boucarville** (chevalier de). Cité pour ses vers obscènes; resté dévoué à l'ancien régime; I, 159, 276. — De la société de l'archichancelier, qu'il courtisait par ses anciens bons mots; VII, 456.

**Boucarville**. Membre du bureau des longitudes lors de sa création; IV, 338. — Membre du sénat à sa formation; V, 333.

**Boucar** (marquis de). Passage de lui sur les prétextes de la révolution; I, 135. — Prépare le départ du roi; citation de ses mémoires; II, 154, 190, 276. — Suit le convoi de Mirabeau; II, 302. — De sa coopération et de ses fautes dans l'évasion de la famille royale; II, 353, 354, 365, 366, 367 et suiv., 371, 374. — Écrit à l'assemblée nationale; se déclare seul auteur du projet d'enlever le roi; II, 379. — Intrigue avec les émigrés; citation de ses mémoires; il avait la révolution en horreur; était probe et loyal; II, 261, 363, 366. — Est à Filisla; II, 396. — Cité; III, 76.

**Boucar** fils. L'arrestation de Louis XVI à Varennes peut être attribuée à sa négligence; II, 365, 368, 373.



ordinaire, surtout de la part des femmes de Peris, à se parer des couleurs de la royauté, que Wellington interdit à Toulouse; VII, 435 et suiv., 444, 452. — Louis XVII reconnu avec raison que c'est au cabinet de Londres qu'il doit sa restauration; l'abandon des places fortes avec leur matériel, pouvant s'évaluer à 260 millions, ce n'est pas un trop grand sacrifice pour le bonheur de posséder les Bourbons; leur entrée à Paris; VIII, 8 à 11; 16 et suiv.

— Leur modération est sans doute une garantie contre l'article de la Charte qui peut la confisquer entièrement; VIII, 36.

— Un traité a pour objet de favoriser le retour des autres Bourbons en Italie; ils font exhumer les restes de Louis XVII de Marie-Antoinette; VIII, 96 et suiv. — Le sequestre est apposé sur leurs biens (cent-jours); leurs agents ne se sont pas montrés aussi sages que les princes de la maison de Bourbon-Orange; ils quittent Paris; VIII, 108, 113, 117 et suiv. — Accusés dans l'acte du conseil d'état qui relève Napoléon de sa déchéance; VIII, 149 à 152. — Leur rétablissement est interdit au peuple par l'acte additionnel; VIII, 158. — Dangers qu'ils eurent avec les jacobins; VIII, 192. — Pendant les quatre premières années de la restauration, la couronne coûte à la France, par chaque heure de chaque jour, une somme de 6,663 fr. 81 c.; VIII, 416.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 348, 349. — Condamné à mort, il se frappe lui-même; IV, 333.

BONAPARTE (Louis). Sa brillante réception à Hambourg chez la princesse de Vandemont; III, 58. — Ses votes dans le procès du roi; III, 362, 373, 397.

BONAPARTE (de l'Oise). conjuré du 20 août; III, 136. — Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398. — Attaqué par la commune pour avoir dénoncé Robespierre; IV, 284.

BONAPARTE (DE LA). Président d'une société philanthropique à Angers, il propose de changer le nom de ce cercle en celui de saint Napoléon, de frapper une médaille, etc.; devenu depuis à la maison de Bourbon; VI, 360.

BONAPARTE (Ain). Les Autrichiens livrent cette ville au pillage; VII, 325.

BONAPARTE (de la Seine-Inférieure). Membre de la convention, il vote dans le procès du roi; III, 382.

BONAPARTE, conventionnel. Malade pendant le procès du roi; III, 368.

BONAPARTE. Voir BONAPARTE.

BONAPARTE (FAUVELLY, dit). Officier de l'Ecole de Brienne, royaliste

transfuge de la cause de Napoléon; VI, 44, 55. — Ordre qu'il signe pour Maubreuil, en sa qualité de directeur des postes; accusé plusieurs fois par Maubreuil; VIII, 5 et suiv. — Mis en accusation par un décret impérial des cent-jours; il avait été secrétaire de Bonaparte général et consul; VIII, 104.

BONAPARTE, général. Commande une division dans la guerre d'Espagne (1808); est nommé pair, avec dispense d'un majorat; IX, 130, 146, 151.

BONAPARTE, général. S'empare du Mans, le garde soixante heures; d'autre qu'il font les chouans qu'il commandait; il capitule; V, 351 et suiv., 365. — A Waterloo, admis chef d'état-major par le général Gérard, il trahit son bienfaiteur et la France; on change le plan de campagne que celui de Waterloo avait porté à l'ennemi; il dépose ensuite contre le maréchal Ney, dont il avait partagé la défection; VIII, 199 et suiv., 210, 310. — Comme lieutenant de réserve dans la guerre d'Espagne (1808); reçoit le commandement de la ville de Cadix; est nommé pair, avec dispense d'un majorat; IX, 131, 160 et suiv.

BONAPARTE, D'ABNED. Gagnon menuisier, puis chef de brigands espagnols, et célèbre par ses cruautés; prisonnier des Français; il est pendu; VI, 356.

BONAPARTE (la). La convention en permet l'ouverture en décrétant que l'argent est marchandise; IV, 322. — Voir FINANCE.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 369, 397.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.

BONAPARTE, contre-amiral. Commande une division de la flotte destinée pour l'Irlande; IV, 472.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

BONAPARTE. Combat livré par Pickens au duc d'York, qui perd deux mille hommes; IV, 287.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

BONAPARTE, général. Vainqueur à Méry-sur-Seine; VII, 350.

BONAPARTE (Jean-Pierre). Son avènement à la présidence d'Aix; VIII, 412.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

BONAPARTE. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

BONAPARTE. Prise de cette ville par le maréchal Lannes; VI, 171.

BONAPARTE. Une victoire y est remportée par Bernadotte; VI, 266 et suiv.

**BRAYER**, juge au tribunal révolutionnaire; IV, 310.

**BRABAU**. Chargé de retirer les pièces relatives au procès du roi; ses votes; III, 391, 365, 399. — Membre du premier comité de salut public; IV, 34.

**BRACQ**. Prise de cette ville par d'Arçon; elle est livrée aux Autrichiens par suite de la trahison de Dumouriez; IV, 5, 20. — Abandonnée aux alliés (1813); VII, 284.

**BRÈRE**. Occupation de cette ville par les Français; VI, 244. — Voir *Andaliques* (ville). — N'est plus qu'un atome, d'après les décisions du congrès de Vienne; VIII, 180.

**BRÉIL**. L'indépendance de cette colonie portugaise est proclamée par le prince régent lui-même, qui se fait empereur constitutionnel sous le nom de don Pedro 1<sup>er</sup>; sa proclamation; IX, 104, 108, 111 et suiv.

**BRÉLIS**. Prise de cette ville par Vandamme et Hédoouville, après vingt-cinq jours de siège; VI, 251.

**BRÉSON**. Son vote dans le procès du roi; III, 386, 394.

**BRÉT**. La garde nationale de cette ville est dissoute et désarmée à la suite de quelques troubles occasionés par la présence de Bellart; IX, 24 et suiv., 26.

**BRÉTAGNE**. Voir *CORSE*.

**BRÉTEL**. Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**BRÉTOUL (Le Tonnelier, baron de)**. Dictait les dépositions et les réticences dans l'affaire du collier; I, 215. — Resté dévoué à l'ancien régime; I, 276. — Ministre de la maison du roi; I, 345 et 360. — Heureuse influence de son mémoire en faveur des protestants; I, 387. — Son impudence dans une sédition; I, 434. — Avait donné le conseil de dissoudre les états-généraux à son armée; II, 50. — Professe ouvertement la doctrine du pouvoir absolu. « S'il le faut, dit-il, on brûlera Paris et « décimera ses habitants. » Il sera plus tard prisonnier de Napoléon; particularités qu'on tient de lui; II, 82 et suiv., 81. — Secrétaire du ministère; II, 96. — Donne l'idée de la retraite du roi sur Metz; son témoignage sur les événements d'octobre; II, 154, 156. — Dirige un conseil de la reine; II, 307. — Cité; II, 452. — Des pleins pouvoirs qu'il avait reçus de Louis XVI pour agir à l'étranger; refuse de les rendre au comte de Provence; anecdote qu'il rapporte touchant ce prince; III, 250 et suiv., 460. — Cité; IV, 462. — Reçu dans les salons de Cambacérès; VII, 424.

**BRÉTOUL (de)**, évêque. Avait formé un baron; II, 245.

*Breton* (club ou comité). Son origine;

scission entre ses membres; II, 176.

*Brevet*. Voir *Inventions et découvertes*.

**BRÉZÉ** (marquis de), grand-maître des cérémonies. Il annonce une députation à un prince mort; II, 38. — Vivement apostrophé par Mirabeau à la séance royale du 23 juin; II, 46 et suiv. — Est contraint d'ôter son chapeau devant les députés de la nation; II, 91. — Porté au *lièvre-rouge*; II, 220.

**BRÉNNÉ**. Combats de 1814; VII, 335.

**BRÉNNÉ** (cardinal Louis de), archevêque de Toulouse, puis de Sens. Cité pour son impéritie et sa présomption; I, 182. — La frayeur lui fera donner son adhésion aux mesures révolutionnaires, et hâtera sa mort; I, 276. — Succède à Calonne comme chef des finances; commet une faute en renvoyant les notables; nomme principal ministre; I, 360, 363, 366. — Gagne les membres influents du parlement; ne comprend pas la situation des affaires; ses petites vues, sa mauvaise foi; I, 378, 379, 377. — Poursuivait des protestants; I, 386. — Veut braver l'opinion publique; son projet de conc. plénière evoque de ridicules; I, 404 à 408. — Sa retraite, portrait et notice; I, 420 à 429. — Son effigie est brûlée par le peuple; I, 431. — Il avait salué Rivarol; II, 152. — Cité; II, 245. — Sa mort; il n'était pas de l'ancienne famille des Brénne; notice; IV, 178 et suiv. — Cité; VIII, 259.

**BRÉNNÉ** (comte de), frère de l'archevêque. Est appelé au ministère de la guerre en remplacement du maréchal de Segur; I, 360. — Protégé par la reine; la multitude se porte à son hôtel pour le piller et l'incendier; I, 425, 431.

**BRÉNNÉ**. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**BRÉNNÉ**. Justifie Pétion; III, 118. — Son vote dans le procès du roi; III, 372, 397.

**BRÉNNÉ-WARVILLE**, membre du comité des recherches de la commune de Paris; II, 167. — Cité; II, 283. — Égaré par des principes démagogiques; III, 3, 21, 37. — Accusé de vénalité par Mollereille; III, 68. — Chef d'une faction dite des *bricoteurs*; il préconise la guerre, menace le trône, fait un discours sur la déchéance; on se passe de lui au 10 août; III, 77, 79, 87, 115, 126, 131, 137. — Sa faction tombe; démogogue à l'assemblée législative et à la convention; III, 172, 235, 241. — Ses votes dans le procès du roi; III, 368, 402, 405. — Il entraîne par un discours la résolution pour la guerre; IV, 2. — Dénoncé, accusé comme girondin; IV, 28, 31, 39, 40, 41, 98, 131. — Meurt sur l'échafaud

avec vingt-deux collègues; IV, 137, 129.  
— Cité; VI, 74; VII, 470.

**BAITAL**. Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399. — Mot de lui sur le deuphin; IV, 336.

**BAOULAS** (maréchal de). Reçoit le commandement des troupes rassemblées pour dissoudre l'assemblée nationale; opinion qu'on lui attribue; sa lettre au prince de Condé; il est appelé au ministère; II, 60, 63, 66. — Son imprévoyance à l'égard de la Bastille; II, 72. — Paroles que lui adresse Louis XVI; II, 78. — Ses officiers paralysent l'exécution de ses ordres; il quitte le ministère cinq jours après sa nomination; II, 81, 98. — Porté au *livre-rouge*; II, 220. — Commande environ soixante mille émigrés; III, 186.

**BAOULAS** (ex), abbé. Cité comme jésuite et banqueroutier; I, 356.

**BAOULAS** (Maurice), évêque d'Acqui. Admiration qu'il professe pour Napoléon dans ses mandements; VI, 164, 181 et suiv., 438; IX, 54.

**BAOULAS**, major de l'armée prussienne. Il signe un des ordres donnés à Maubrevin; VIII, 6.

**BAOULAS**, agent royaliste; V, 45.

**BAOULAS**, vice-amiral. Commande l'expédition d'Égypte; soutient la bataille d'Aboukir; ses fantaisies; sa mort; lettre que Bonaparte adresse à sa veuve; V, 114, 127 à 135.

**BAOULAS**, savant anglais. Un des premiers associés de l'Institut de France; VI, 2.

**BAOULAS** (dis-ant). Tome V, savoir: Bonaparte quitte l'Égypte sur des dépêches qui lui ont fait parvenir Roberjot et Syeyès; 236 et suiv. — Il débarque à Saint-Raphan, arrive à Paris; effet de sa présence; 239 à 241. — Situation générale à cette époque; 241 à 246, 251 à 257. — La conjuration se forme; des fournisseurs prêtent deux millions, 258 à 260. — La commission des inspecteurs du conseil des Anciens se réunit et clandestinement; Bonaparte reçoit le commandement des forces qui sont à Paris; son entretien avec Bernadotte, 261 à 263. — Le projet des Cinq-Cents d'opposer Bernadotte à Bonaparte est dénoncé à ce dernier par Salicetti; 263 et suiv. — Événement; disparition des directeurs; discours de Bonaparte aux Anciens; attitude des Cinq-Cents; Bonaparte se trouble devant eux, et fuit effrayé; Murat et Lucien achèvent son entreprise; 264 à 274. — Consuls provisoires; discours de Lucien; résultats généraux; 275 à 289. — Individus deportés ou mis en surveillance; 290 et suiv., 293. — Considérations sur la conduite de Bonaparte dans cette journée; il n'eut ni le

courage de César ni la fermeté de Cromwell, et montre la lâcheté d'Auguste; journée faible dans ses moyens, peu glorieuse dans son exécution, prodigieuse dans ses résultats; 312 à 316.

**BAOULAS**. Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

**BAOULAS**, général. Cité parmi les héros de la révolution; IV, 214. — Se distingue à Rivoli; V, 3. — Cité; V, 66, 181. — Chargé par le directoire de l'invasion de la Suisse, ainsi que d'y établir un règlement constitutionnel, il s'y comporte avec un désintéressement et une loyauté qui lui méritent l'estime de tous les habitants; V, 100 à 104. — Commande en Hollande; V, 142, 201. — Avec trente mille hommes, à Bergen, il défait quarante-quatre mille Anglo-Russes, commandés par le duc d'York, qu'il bat de nouveau à Kastricken; il lui accorde la capitulation d'Alkmaar; V, 233, 236, 247, 250. — Opposé au 18 brumaire; V, 261. — Contribue à la pacification de l'Ouest; V, 353. — Commande en Italie; gagne la bataille de Pozano; accorde un armistice; V, 410, 420 et 421. — Nommé maréchal d'empire; notice qui le montre constamment bon citoyen; VI, 103, 108, 210. — Il prend Stralsund et l'île de Rugen par capitulation; VI, 280 et suiv. — Cité; VII, 469 et suiv. — Commandait un corps d'observation à Toulon pendant les cent-jours; sa conduite y fut noble et loyale lors de la seconde restauration; à son retour, des royalistes le font messager d'une horrible manière à Avignon, et pris de quatre années s'écoulaient avant qu'on n'infirmât sur ce meurtre d'un maréchal de France; VIII, 187, 264 à 266, 270.

**BAOULAS**. Son vote dans le procès du roi; III, 390.

**BAOULAS**, général de l'armée d'Italie. Portera sa tête sur l'échafaud; IV, 27, 83.

**BAOULAS**. Occupation de cette ville par les Français (1805); VI, 176.

**BAOULAS** (duc de). Du manifeste publié sous son nom; ne pénétra pas la démission qu'il avait dicté; III, 120 à 126. — Commande quarante mille Prussiens; généralissime à Valmy; mis en pleine retraite par les Français; dans l'échange des prisonniers ne réclame pas en faveur des émigrés; de ses négociations avec Dumouriez; propositions qui lui ont été faites d'être lieutenant-général du royaume de France; était au-dessous de sa réputation; III, 186, 228, 231, 246, 252 à 254. — Réparait comme généralissime à la bataille d'Iéna; il y est blessé; ses soixante-douze ans, devant un guerrier dans toute la force de l'âge, le font comparer au vieux Pompée; VI, 230



et suiv., 324, 324. — Cité ; VII, 298, 399.

**BAUSSENAC** (CRA), général prussien. Fait prisonnier à la bataille de Loebek ; VI, 241. — Commande des partisans sur l'Elbe et le Wesel ; VI, 426. — Ses courses hostiles pendant la paix étaient favorisées par le cabinet de Berlin ; VII, 190. — Tué à la bataille des Quatre-Bras (1815) ; VIII, 202.

**BAUSSELAS**. Occupation de cette ville par les Français ; sa réunion à la république (1793) ; III, 263 ; IV, 8, 267.

**BAVAS**, chef de la garde nationale de Lille lors du bombardement de cette ville ; III, 247.

**BUCAS**, membre du bureau des longitudes lors de sa création ; IV, 338.

**BUANS**, général autrichien. Il envahit les pays entre la Saône et l'Ain (1814) ; VII, 324, 327, 331.

*Budget*. Voir *Finances*.

**BURTON**. Sa mort ; éloges ; I, 393.

**BURTON** (madame de), femme de Buffon fils. Maîtresse du duc d'Orléans ; III, 202.

— Regarde froidement ce prince allant à l'échafaud ; IV, 152.

*Bulletins*. De leur style emphatique ; les soldats ont écrit le proverbe *Mentir comme un bulletin* ; VI, 256. — Le vingt-neuvième, celui de la Bérésina, fait une déplorable exception ; critique d'une note qui y fut jointe ; VII, 153 à 155.

**BULOW**, général prussien. Il contribue à la défaite de Noy près de Berlin (1813) ; il s'empare d'Amsterdam et d'Utrecht ; VII, 245, 276, 282. — Cité dans la campagne de 1814 ; il prend La Fère et Soissons ; VII, 322, 333, 353, 354, 358. — A la bataille de Waterloo, c'est son corps, pris pour celui de Grouchy, qui cause l'erreur fatale de Napoléon ; VIII, 207, 210, 217.

**BURKARD** ou **PRIV**, constituant. Quitte la France avec La Fayette ; rigueurs de sa captivité en Autriche ; III, 171 et suiv. — Délivré avec La Fayette, sur les instances de Bonaparte ; V, 23.

**BUCAS**. Prise de cette ville par les Français ; on y confisque pour trente millions de laines ; VI, 362. — Wellington leva le siège de cette place après trente-cinq jours ; habile défense du général Dabenton ; VII, 129. — Occupée par les Français (1823) ; IX, 134.

**BURKE**, publiciste anglais. A peint l'assemblée constituante sous de fausses couleurs ; I, 4. — Passage de lui sur la constitution de son pays ; I, 45. — Sur l'union le Bossuet de la politique ; passage de lui sur la naissance de la révolution française ; I, 223. — Cité ; II, 298. — C'est lui qui sur-nomme l'arrêté d'Anacréon de la guillotine ; IV, 281. — Sa mort ; notice ; V, 19. — Ci-

té ; VI, 219.

**BUSACO**. Combats entre Masséna et Wellington ; ce dernier bat en retraite malgré un succès ; VII, 23.

**BUSACKOWSKY**, général russe. Commande une armée en 1805 ; VI, 175. — Soutient en 1806 le combat de Golymin, et bat en retraite ; V, 260.

**BUSSON** (de). Portrait qu'il fait des princes de Lambrecht et de Vaudemont ; II, 67.

**BUSOT**. Cité sur la réélection ; II, 322. — Élu vice-président du tribunal criminel ; II, 347. — Rejette le principe de l'inviolabilité royale ; II, 356. — Membre du comité de constitution ; II, 408. — Un des six membres de l'assemblée constituante qui restèrent aux Jacobins ; II, 428. — Mérite une république ; III, 34, 126. — Ses votes dans le procès du roi ; III, 287, 367, 402, 404. — Est traduit devant le tribunal révolutionnaire comme girondin ; IV, 94. — Trouvé mort dans un bois ; V, 321.

## C.

**CABANIS**. Cité sur la mort de Mirabeau ; II, 300. — Membre de la commission législative après le 18 brumaire ; V, 275. — Sensible, il s'oppose vivement à la proscription qui avait pour prétexte la machine infernale ; V, 415.

**CABANIS**, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel ; IX, 126.

**CABOT**. Le peuple s'y soulève après les arrangements de Basonne, et communique à toute l'Espagne le feu de l'insurrection ; la flotte française quise trouvait dans son port y est prise par les insurgés ; VI, 334, 337. — Devient le siège de la junte ; VII, 2. — Admirable trait de courage qu'y donnent six cents Français prisonniers ; VII, 15. — Les cortès s'y réunissent ; VII, 98. — Voir *Aspazas*. — Les troupes destinées pour l'Amérique y font éclater une insurrection constitutionnelle (1820) ; IX, 1. — Les cortès s'y rendent avec le roi Ferdinand ; la prise du Trocadero et du fort Santi-Petri amène la soumission de Cadix, d'où le roi sort avec sa famille ; IX, 147, 149 et suiv.

**CABOT**, un des territoires vassaux érigés en duchés grands fiefs de l'empire français ; VI, 208. — Voir *Champagney*.

**CABONAT** (George). Ne doit pas être comparé au vertueux Bonchamp ; IV, 123. — Il a fallu quelques efforts pour amener la soumission des bandes qu'il commandait en Bretagne ; cité à propos de la machine

infernale, qu'il désapprouva vivement; V, 365, 418 et suiv. — De la conspiration dite de George, contre le premier consul, dans laquelle sont impliqués Pichegru, Moreau, etc.; elle était de l'invention de Conzié, ancien évêque d'Arras, également inventeur de la machine infernale; le gouvernement anglais, ayant adopté ce nouveau projet, chargea du matériel de l'expédition George Cadoudal, fils d'un menuisier du Morbihan, choisis des plus déterminés; cette conspiration a provoqué l'enlèvement du duc d'Angoulême; condamnation de George et de ses complices; VI, 29 à 34, 80 et suiv., 62, 66, 115, 118, 125 à 128. — Cité; VII, 216, 240.

CANOT. Son vote dans le procès du roi; III, 379.

CAPARELLI-DEVALGA. Chef de bataillon du génie au premier passage du Rhin, sous Jourdan, il montre une haute intelligence; IV, 360. — Fait partie de l'expédition d'Égypte; son ruy piquant sur la reddition de Malte, après en avoir admiré les remparts; V, 120, 123. — Dirige le corps du génie dans l'entreprise sur la Syrie; meurt devant Acre; son perdit un grand homme; il sortait de l'école de Sorèze, ainsi que ses cinq frères, tous recommandables par d'illustres services; notice; V, 152, 191 à 194; VI, 44.

CARRÉ. Complice de Berlon; il se suicide; IX, 84.

CARRIERS. Résultats de leur dévouement en 1793; comparés à ceux de 1614; II, 68 à 60. — Louis XVI se propose de revenir à leur simple exécution; II, 379.

CAILLAVA, un des premiers protecteurs de Fontanes; VI, 89.

Caisse d'épargne et de prévoyance. Autorisée par ordonnance royale; son objet philanthropique; VIII, 422 et suiv.

Caisse d'amortissement. Voir Finances.

Caisse d'exempts. Supprimée (1793); IV, 81.

CALABRE (duc de). Héritier présomptif et régent du royaume de Naples, il prète le serment de fidélité à la constitution (1820); il affecte de le soutenir par une proclamation, pendant que son père lui adresse des instructions contraires du congrès de Leybach; IX, 19, 29 à 41.

CALABRE (les). Voir Naples.

Calendrier grégorien. Voir Ére républicaine. Napoléon en retablit l'usage; VI, 156.

CALABRESI, célèbre architecte italien. Un des premiers associés de l'Institut de France; V, 2.

CALABRON, membre de la régence espagnole sous la protection du duc d'Angou-

léme; IX, 126.

CALABRO. L'archiduc Charles y est battu par Masséna; VI, 171.

CALÉS. Son vote dans le procès du roi; III, 369, 398.

CALVINO. Combat livré par Bonaparte, qui défait deux généraux autrichiens; IV, 466.

CALON. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

CALONNE, contrôleur-général. Son révo; sa conduite et de ses professions; dénonce au parlement, il quitte la France; ses intrigues à l'étranger; extrait de sa correspondance; I, 351 à 360. — Le parlement de Paris se réunit pour avoir informe contre cet ex-ministre; I, 368. — Cité à l'occasion du *lustre-rouge*; II, 215. — Cité; II, 282. — Provoque la déclaration de Pillnitz; II, 396, 399. — Rédacteur présumé d'une lettre des princes; II, 424. — Mis en jugement en France; III, 50. — De la société de l'archichancelier Cambacérès; VII, 444. — Cité; VIII, 307, 339.

CALONNE (comte de). Acquéreur du domaine de Chambord pour le duc de Bordeaux; IX, 41.

CALVIA, adjudant-général, qui l'emporta de la même famille que le réformateur de ce nom. Par une singularité remarquable, il fut chargé de conduire Pie VI en exil; VII, 474.

CANACIARI. Célèbre comme membre de la convention; III, 172, 242. — Chargé de retirer les pièces du procès de Louis XVI instruit ce prince qu'il peut choisir un conseil; annonce le refus de Turgot, et espère pour que la convention nomme les défenseurs de l'accusé; III, 291, 294 et suiv. — Ses votes dans le procès; III, 369, 385, 370, 388, 390 et suiv., 401. — Demande la notification du décret de mort, et son exécution dans les vingt-quatre heures; avait été pensionné du roi; est envoyé au Temple pour transmettre à Louis XVI la permission de voir sa famille; compte qu'il rend de cette entrevue à l'Opéra; III, 403 à 409. — Cité; III, 430, 454. — Le tribunal révolutionnaire est arrêté sur sa proposition; il fait établir un comité de surveillance dans chaque commune, et adopter la mise hors la loi à l'égard des contre-révolutionnaires; IV, 9, 11 et suiv., 14. — Membre du premier comité de salut public; il appuie et propose des mesures révolutionnaires; accuse Dumouriez, qu'il avait défendu; IV, 17, 19, 23 et suiv. — Il fait accélérer la vente des biens des émigrés; cite à propos de la loi des suspects; IV, 67, 69. — Signe l'ordre pour arrêter les

defenseurs de la reine; IV, 128. — Cité pour des mesures révolutionnaires; IV, 165, 190, 192. — Influencé le comité de sûreté générale; cité avec indignation; IV, 128, 144, 146, 149. — Il évite de prendre part aux hémisphères; opinion favorable qu'il avait de Robespierre; IV, 163 et suiv. — Il appuie le maintien des lois révolutionnaires; demande l'inviolabilité des députés; IV, 165, 168, 176, 179. — Cité; IV, 193, 303. — Fait un rapport contre la mise en liberté de la famille royale; IV, 310 et suiv. — Membre de la commission chargée de la constitution; IV, 319, 322. — Latitude qu'il fait donner aux lois sur la confiscation; IV, 323. — Cité; IV, 368, 373, 379, 381. — Préside le comité des quarante au 13 vendémiaire; n'est pas moins criminel que Barrère; IV, 385, 388, 396. — On le reproche avec indignation parmi les nouveaux députés (sous le directoire); IV, 399, 400. — Nomme ministre de la justice; V, 204. — Conjure d'après le brumaire; V, 266, 277, 303. — Nomme second consul; V, 310 et suiv. — Cité; V, 315 et suiv., 333. — Il reçoit de Bonaparte le présent de cinquante brevets de greffiers et d'huissiers; V, 373. — Aide Bonaparte à établir le pouvoir absolu; son mot sur l'ancien régime; V, 381 et suiv. — Cité dans l'affaire du duc d'Enghien; VI, 46. — De son discours à Napoléon en le proclamant empereur héréditaire; il se prosterne comme sujet devant Joséphine; VI, 95, 99. — Il propose au sénat l'établissement de la nouvelle noblesse; VI, 303, 307. — Cité; VI, 410, 433. — Cité à l'occasion de la conspiration Mallet; il célèbre au rocher de Calcaud la défection de ses collègues; VII, 130, 132 et suiv. — Préside le conseil de régence en 1814; trafique sur les espèces d'or au moment de la dissolution de l'empire; conduit l'impératrice à Blois, d'où il envoie son adhésion à la déchéance de l'empereur; VII, 377, 382, 414. — Il déclare se moquer de l'histoire, et regarde comme le premier de tous les devoirs celui de concourir à la déchéance de Napoléon; il revient au sénat; personnes de toutes les opinions et de tous les rangs qui formaient ses réunions habituelles; il renonce au duché de Parme en faveur de l'Autriche; plus tard, cet homme, un des plus méprisables de la révolution, dénoncera ses collègues, bannis comme lui, pour obtenir de rentrer en France pour il mourra dévot et royaliste, laissant une fortune d'environ quinze millions; VII, 437, 438 à 455. — Cité; VII, 434, 443, 484 et suiv. — Le ministre Foranoff atteste que, dès 1796, Cambacérès avait offert ses services à Louis XVIII, et ob-

tenu de ce prince des lettres de grâce; VIII, 88. — Il avait été le protecteur de Marc-Aurèle, homme nul, questeur du corps législatif; VIII, 93 et suiv. — Ministre de la justice dans les cent-jours; le premier, au Champ-de-Mai, il prononce le serment d'obéissance à Napoléon; VIII, 144, 168. — Etot archevêque, il avait fait à Ravez des offres, que celui-ci refusa; VIII, 473. — Sa mort; notée; l'autorité s'empare de ses papiers, en vertu d'une ordonnance qui porte une atteinte formelle au code civil; IX, 164, 167 à 169.

CAMBACÉRÈS, cardinal. Extrait d'un de ses mandements sur l'établissement du gouvernement impérial; VI, 112.

CAMBRAY. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

CAMBRON. Dire de lui sur l'assemblée législative, dont il fut un des plus ardents démagogues; III, 161, 235. — Son vote dans le procès du roi; III, 387, 396, 399. — Membre de la convention, il fait adopter la loi qui enjoint aux généraux de proclamer la souveraineté du peuple dans les pays conquis; III, 308. — Membre du premier comité de salut public; IV, 21. — Ne s'élève contre Robespierre que parce qu'il se dresse contre son orgueil; IV, 269. — Phrasique qu'il lui attribue; IV, 279. — Défend ses anciens collègues au comité de salut public; IV, 318. — D'un emprunt qu'il fait adopter; IV, 340 et suiv.

CAMOUSAS. Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

CAMUSOTTE, général. Son admirable conduite à Waterloo; appelé devant un conseil de guerre; VIII, 211, 258.

CAMPAN, valet de chambre de la reine. Porte au *livre-rouge*; II, 220.

CAMPAN (madame). De ses *Mémoires*, corrigés par l'abbé Girod; II, 365.

CAMPOMARTIN. Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

CAMPAS. Son vote dans le procès du roi; III, 386, 398.

CAMPUS-FORTIO. Voir *Trinite*.

CAMUS, l'un des trois membres de l'Académie des belles-lettres qui adhérent aux mesures contre le pouvoir monarchique; I, 276. — Dit un mot honorable pour Louis XVIII parlant du *livre-rouge*; II, 211, 215. — Sa réponse à son pensionnaire ruiné; II, 448. — En sa qualité d'archiviste, il porte la constitution de 1791 dans l'hommage rendu à cet acte; III, 4. — Son opinion dans le procès du roi; absent lors des votes; III, 271, 273. — Commissaire à l'armée du Nord; livré aux Autrichiens par Dommaries; compris dans l'échange pour la fille de Louis XVI; IV, 720, 410.

**CANALS** Louis XVI fait continuer celui de Saint-Quentin, premier éclat de Narbonne, commencer ceux du Centre et de Bourgogne, I, 491. — On commence les travaux de celui de l'Oureq; le projet en était ancien; notice sur Riquet, qui fit les premiers travaux; Riquet est auteur du canal du Languedoc; V, 484 à 487. — Sous Napoléon, cinquante-cinq millions ont été dépensés pour les canaux; VII, 186. — Voir *Travaux publics*. — Ouverture du canal de la Seine; marche des travaux; IX, 126. — Etablissement de la compagnie des dunes, autorisée à faire la vérification nécessaire à l'exécution des canaux, etc.; IX, 44. — Loi relative à plusieurs canaux, d'Aire, de Bourgogne, de Bretagne, d'Arles, de Nivernois, du doc de Berri, etc.; IX, 103.

**CANCAUS**, général. Commande l'armée des côtes de La Rochelle; bat les Vendéens à Nantre, et leur reprend Saumur; IV, 37, 51 et suiv. — Général de l'armée de l'Ouest, il jette les fondements et amène le succès de la pacification; IV, 299, 313.

**CANCAUS**. Il est à craindre qu'il ne se réconcilie avec la Sainte-Alliance; I, 49.

**CANOVA**, un des premiers associés de l'Institut de France; VI, 2. — Mort de ce célèbre statuaire, qui, après avoir consacré ses talents à Napoléon, les a prostitués aux spoliations du Musée; IX, 110.

**CANCAU**, Aide-de-camp de Roussignol dans la Vendée, il obtient des éloges comme républicain; général, il défait un parti royaliste dans le Berry; IV, 70, 449. — Affidé du directoire, qui l'envoie mettre Lyon en état de siège à l'époque du 18 fructidor; V, 37. — Cité; V, 189. — Chef vendéen pendant les cent-jours; résumé de sa carrière; VIII, 229. — Commande à Lyon pendant les nouveaux malheurs de cette ville (1817); VIII, 381 et suiv. — Commande une division dans la guerre d'Espagne (1813); IX, 131.

**CANDELLA**, baron. Conseiller d'état chargé de l'administration générale des coutumes; IX, 82.

**CANÉVAL**. Généalogie incontestable; I, 114. — Election de Hugues; I, 120. — Effacent insensiblement le droit d'élection; l'hérédité s'établit dans leur maison; I, 130 à 137. — Rendent des droits au peuple pour recouvrer ceux de la couronne; I, 149. — Il n'y en a que deux qu'un Français peut avoir; I, 168, 171, 207.

**CANON**, son vote dans le procès du roi; III, 369.

**Capitalistes**. Voir *Banquiers*.

**CAPRARI**, cardinal. Grossièrement apostrophé aux Tuileries par le général Lamour; V, 446. — Des négociations diplo-

matiques avec le ministre Champagny; VI, 315 à 310. Il était des réunions habituelles de l'archevêque de Cambacères; VII, 453.

**CARAMAN** (les). Voir *Riquet*.

**CARAMAN** (comte de). Un des ministres de France au congrès de Vérone, IX, 113. — Marquis, donne sa démission de l'ambassade de Vienne; IX, 151.

**CARONARI** (les). La cour de Vienne leur attribue la révolution de Naples; IX, 158.

— Bellart les accuse même des agitations de la France; on donne leur nom à l'affaire de La Rochelle; IX, 98, 106.

**CASSANARI**. Victime d'une conspiration que l'on a crue supposée; VIII, 293, 380.

**CASSANOVA**. Gouvion-Saint-Cyr y remporte un brillant avantage sur un corps d'Espagnols beaucoup plus nombreux que le sien; VI, 368.

**CASSATY** (prince de). Emigré qui dénonçait au directoire les agents des Bourbons; V, 48.

**CASSANOVA** (prince de). Rêgent des états sardes, il proclame à Turin la constitution des cortès, et sa conduite fait triompher l'ancien gouvernement; IX, 44 et 45.

**CASLES** (comte). Frère de Ferdinand VII. Se rend à Valence y après les arrangements de Baïonne; VI, 329. — Tombe entre les mains du maréchal Suchet, qui le rend à la liberté; VII, 447.

**CASATY**. Egare par des principes démagogiques; III, 3, 135. — Propose de décréter qu'il y a lieu à accusation contre les princes français; III, 20. — Membre du conseil qui dirige les opérations de la guerre (1793); III, 51. — Sur sa proposition, l'assemblée législative se constitue en permanence; III, 87. — Cité comme membre de la convention; III, 141. — Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398. — Fait adopter la réunion de Brozelles à la France; il entre au comité de salut public; IV, 8, 78, 80. — Expose les résultats de la fabrication extraordinaire d'armes et de salpêtres; IV, 140, 188. — Cité pour sa participation aux actes du comité de salut public; IV, 163, 165, 190, 201 et suiv., 218, 236. — Au 9 thermidor il apostrophe fortement Robespierre; ses motifs; IV, 251, 256, 263. — Cité comme ayant coopéré aux excès révolutionnaires; IV, 265, 271, 278, 291. — Sa réponse aux reproches qu'on lui adresse; de sa passion pour la liberté et de ses vertus civiques; il remportera l'estime nationale; IV, 293 à 296. — Il s'honore par les dispositions d'un décret d'amnistie en faveur de rebelles vendéens; IV, 299. — Il défend ses collègues et lui-même, accusés comme membres du comité de salut pu-

lité; IV, 516 à 518. — Cité; IV, 389 et suiv. — Est nommé directeur; IV, 402 et suiv. — Cité; IV, 465. — S'oppose à un coup d'état; est condamné à la déportation au 16 fructidor; il s'échappe; remplace au directoire par Merlin (de Douai); de la part, qu'il eut à la fortune de Bonaparte; publié en Allemagne un mémoire justificatif; V, 25, 43, 46 à 58, 64, 76 et suiv. — Cité; V, 333, 381. — Rappele de l'exil sous les consuls; V, 332. — Cité sur la Louisiane et la Floride, qu'il avait eu le projet de républicaniser; VI, 8. — Il vote, comme tribun, contre l'établissement de la monarchie impériale; extrait de son discours; VI, 76 à 82. — Cité; VII, 396. — Ministre de l'intérieur pendant les cent-jours; VIII, 144. — Il était d'avis de remplacer Napoléon à la tête des armées après son abdication; VIII, 231. — Proscrit; sa correspondance inconscie avec Fouché; VIII, 242, 258. — Cité; IX, 63. — Sa mort; notice qui le montre s'éloignant de Bonaparte puissant, accourant défendre Anvers contre les étrangers; sortant pauvre de sa patrie, après avoir administré les trésors de l'état, et mourant dans l'exil, environné de l'estime publique; IX, 142 à 144.

**CAROLINE**, reine de Naples. Elle a rappelé par sa conduite les Bruchaut et les Frédégonde; IV, 468. — Accusée de l'assassinat des ministres français à Badstadi; V, 177 et suiv. — Secondée de son ministre Acton, elle a rendu asserable le souvenir de l'année 99, en se baignant dans le sang de ses sujets; V, 216 et suiv.

**CARON**, lieutenant-colonel. Famille à Strasbourg, pour crime d'embauchage, et comme implique dans une conspiration; IX, 91, 109 et suiv.

**CARPENTIER**. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**CARRA**, conjure du 10 août. Sa révélation sur cet événement; III, 159. — Son vote dans le procès du roi; III, 387, 398, 425. — Accusé et guillotiné comme girardin; IV, 58, 127.

**CARRUT**, tribun obscur, qui vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85.

**CASABEA**, membre de la convention. Il laisse le souvenir d'un farouche exterminateur; III, 241, 281. — Vote la mort du roi; III, 264, 399. — Cité pour ses crimes; de sa mission à Nantes; IV, 42, 164, 172, 173, 226, 249, 266. — Mis en jugement, et condamné à mort; un sénat consulte de nier la possibilité de ses forfaits; IV, 301 à 308. — Cité; V, 60; VI, 74; VIII, 478 et suiv.

**CASANOVA**. Se servira d'un passage de Daniel pour faire nommer Bonaparte

empereur; I, 120. — Tribun obscur, et cousin de Cambacérès; il s'enorgueillit d'avoir été un des premiers à élever le trône impérial; il vote un monument à Napoléon; VI, 85, 125. — A la lecture du sénatus-consulte qui supprime le tribunat, dont il est membre, il propose de porter une adresse de remerciements au pied du trône; VI, 278.

**CARTE** cinque et de sûreté. Tout citoyen est tenu d'en obtenir une; il est défendu de louer un appartement à celui qui n'en est pas pourvu; on en exigeait l'exhibition même sous le directoire; IV, 13, 180; V, 252.

**CARTRADE**, général. Il occupe la ville de Marseille; IV, 81.

**CASABIANCA**. Son vote dans le procès du roi; III, 366.

**CARNAVE**. Son vote dans le procès du roi; III, 380.

**CARLINO**. Bataille gagnée par Suwarow, qui commandait cent mille hommes contre trente mille; elle coïncide le lendemain une autre défaite des Français; V, 106 et 167, 294.

**CARNAVAL**. Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398.

**CASSATION** (tribunal de). Institué par l'assemblée constituante; II, 273. — Cette cour reconnaissait, à tort, comme lois les actes du gouvernement impérial; sous le régime de la Charte elle décide contra les ordonnances; VIII, 40.

**CASSEL**, Rouillon de cette ville à l'empire français; VI, 199. — Voir *Henri-Cassel*.

**CASSET**, membre du bureau des longitudes lors de sa formation; IV, 338.

**CASANOVA**, général espagnol. Il sera chargé de veiller sur le duc d'Orléans lors de l'arrivée de ce prince à l'île de Léon (1813); IV, 24. — Cité comme sortant de l'école de Sorèze; V, 191. — Perd la bataille de Tudela, gagnée par Langens et Joseph Lagrange; VI, 364. — Cité dans le correspondance de Dumouriez avec Wellington; VII, 59, 166, 181 et suiv., 191 et suiv.

**CASTEJA** (comte de). Se conduisit au commencement de la révolution; incert de chaque d'avoir été mal reçu à Colombie; III, 10.

**CASTELLAN** (de). Auteur d'une ode brillante d'enthousiasme pour Napoléon le Grand; n'était pas alors grand poète; depuis royaliste pur; VI, 321. — Défenseur de la liberté de la presse avant d'être promu à de hautes fonctions; d'après l'opinion de cette liberté; orateur ministériel; IX, 33, 176.

**CASTELLAN** (comte de). Se réunir un des premiers aux communes; II, 63. — Ac-

cose les ministres, et demanda la création d'un tombeau de recherches; IV, 351.

CASAS, général. Commande une division de cavalerie dans la guerre d'Espagne (1813); IX, 131.

CASATIOLLO. Cinquième victoire mémorable de l'armée d'Italie sous Bonaparte; Augereau y fait des prodiges; elle achève la conquête de l'Italie; IV, 469.

CASATIUMON. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

CASTELBAUD. Ministre corrompu et corrupteur; I, 9. — Ennemi des libertés constitutionnelles; se fera justice en mettant fin à ses jours; I, 48. — Cité; VI, 201.

— Se signale par sa duplicité; VII, 213. — Cité; VII, 229. — Présent au congrès de Châtillon; VII, 340. — C'est à lui qu'on en doit la rupture; VIII, 9. — Écolier de Pitt, copiste de Napoléon en despotisme; VIII,

175, 185, 247, 255, 305. — Cité honteusement et avec indignation dans la notice nécrologique de Napoléon; IX, 48 à 52. — Il meurt chargé de la haine et du mépris publics; son suicide est le plus grand service qu'il ait rendu; avec lui se perd le tyranisme ascendant de la Sainte-Alliance; IX, 102 et suiv., 103, 206.

CASTEL (duc de). Renonce aux prérogatives de la noblesse; II, 116.

CATALOGNE. Un décret impérial réunit cette province à la France; pour en former quatre départements; de son administration; VII, 70 à 73.

CATALAN (de). Cité honorablement comme député; VIII, 340.

CATULAT, plénipotentiaire anglais au congrès de Châtillon; VII, 340.

CATAPLEBIAU, simple voiturier, qui commence l'insurrection de la Vendée. Devient chef de l'armée royale; est blessé mortellement au siège de Nantes; IV, 12 et suiv., 29, 44, 51 et 52, 65, 324, 416.

CATREIRA II. Insidieux dans ses promesses aux émigrés; II, 399, 423. — Ses menaces; les princes l'appellent leur sublime protectrice; III, 125, 132. — Rompt le traité de commerce avec la France; fait une alliance avec l'Angleterre; IV, 4, 15 et suiv. — Récompense Suwarow après les massacres de Praga; IV, 296. — Sa mort; notice; IV, 470. — Elle avait abusé la première coalition; V, 78.

CATHON-LEZ-ARRAS. Probat grand écrivain, poursuivi par le ministère; IX, 88.

CATHOLICOT, général. Charge de remettre à l'électeur de Bade la lettre de Talleyrand qui lui annonçait l'arrestation du duc d'Enghien, il apporte dans sa mission une activité remarquable; VI, 35, 59. — S'oppose à la marche sur Moscou; VII,

105. — Duc de Vicence, il se rend au congrès de Prague comme ministre de Napoléon; son caractère est décliné (1813); propose un autre congrès à Manheim; VII, 219, 279. — De sa négociation au congrès de Châtillon (1814); VII, 340, 361. — Négocie inutilement auprès de l'empereur Alexandre pour conserver le trône au fils de Napoléon; VII, 405, 428, 430 et suiv. — Négocie le traité qui reconnaît Napoléon souverain de l'île d'Elbe; était du petit nombre des personnes que Napoléon recevait à Fontainebleau; VII, 457, 460. — Ministre des affaires étrangères pendant les cent-jours; VIII, 144, 221 et suiv.

CATHOLICOT, général, frère du précédent. Tué à la bataille de la Moskova; VII, 115.

CATHARIN, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

CAVACCHIO, général. Commande, sous Murat, une entreprise sur la Sicile; il échoue; VII, 33.

CAVACCHIO. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

CAWENHOU, savant anglais. Un des premiers associés de l'Institut de France; VI, 2.

CAVELA, conventionnel. Malade pendant le procès du roi; III, 373.

CARALÈS. Dis la vérification des pouvoirs aux états-généraux il se montre le défenseur des privilèges; II, 24. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; fils d'un noble; II, 66. — Vote l'établissement de deux chambres législatives; II, 127. — Regarde toute accusation vague comme une invention de tyran; II, 168. — Défend la prérogative royale touchant le droit de guerre et de paix; II, 230. — Son éloquence distribue contre les ministres; II, 262. — Cité; II, 310. — Passage de loi; II, 442. — Regu d'abord avec dédain à Coblenz; III,

12. — Se propose pour défendre Louis XVI; distinction qu'il avait faite entre le roi et la royauté; III, 300, 333. — Cité contre le droit divin; son éloge comme orateur défendait la royauté constitutionnelle; VII, 162, 213 et suiv. — On le voyait dans les réunions de Cambacérès; VII, 454. — Cité sur les droits de la couronne et de la nation; VIII, 37, 120, 126. — Cité sur la bienfaisante influence de l'opposition, comme parti du peuple; VIII, 419.

CARENUEVA. Son vote dans le procès du roi; III, 362.

CAROTTE. Sauvé des massacres de septembre par sa fille; périt dix jours après sur l'échafaud; calomnieux de la famille royale; III, 204 et suiv.

*Celibat des prêtres.* L'abolition en est demandée par Napoléon au pape, qui la refuse comme contraire à la pureté de la religion; VI, 301. — A l'époque du concordat, le cardinal Gonsalvi, qui le négociait, aurait volontiers accordé le mariage des prêtres au premier consul; IX, 180.

*Cisna (mont).* Voir *Alpes*.

*Censure.* Voir *Liberté de la presse*.

*Cent-jours (les).* Tome VIII, savoir : — Napoléon débarque au golfe Juan; sa proclamation; 98. — Une ordonnance du roi le déclare traître et rebelle, et cojoint aux citoyens de lui courir sus; 100. — Il entre à Grenoble; est reçu partout aux acclamations générales; 101. — Le roi met en activité les gardes nationales, convoque et déclare permanents les conseils-généraux des départements; Napoléon fait son entrée à Lyon, qui l'accueille avec enthousiasme; le comte d'Artois a échoué dans cette ville; 102 et suiv. — Napoléon, par un décret rendu à Lyon, renvoie treize personnes devant les tribunaux; un acte du congrès de Vienne le place lui-même hors des relations civiles et sociales; 104. — Il remet en vigueur les lois contre les émigrés, la noblesse, etc.; 106 et suiv. — Séance royale à la chambre des députés; serment des princes; 110 et suiv. — Départ du roi; 114 et suiv. — Entrée de Napoléon à Paris; 118 et suiv. — Causes qui ont amené et justifié cet événement; il n'y a point eu de conspiration; les ministres du roi, par leur marche contre-révolutionnaire, en sont les seuls coupables; 89, 118, 119 à 140. — Napoléon organise son gouvernement; de l'esprit des journaux; les fonds publics sont en hausse; 141 à 145. — Déclaration du conseil d'état qui relève l'empereur de sa déchéance; 147 et suiv. — Le duc de Bourbon quitte la Vendée; la duchesse d'Angoulême s'embarque à Bordeaux; le duc son mari se rend prisonnier, et recouvre la liberté à Cette, par ordre de Napoléon; 153 à 185. — De l'acte additionnel; mauvais effet qu'il produit sur l'opinion publique; 186 à 190. — De l'acte du congrès de Vienne contre Napoléon; 191 et suiv. — Les alliés sont en marche sur la France; 196. — Assemblée du Champ-de-Mai; 197 et suiv. — Napoléon nomme cent dix-huit pairs; il fait en personne l'ouverture des chambres; de leur composition; 170 à 173. — Napoléon se rend à l'armée; ses espérances; la situation militaire prouve qu'il a renouvelé les prodiges du complot de salut public; 185 à 190. — Forces des alliés; 191. — Premières hostilités; 198. — Batailles de Ligny et des Quatre-Bras; 200 et suiv. — Waterloo; 205 à 219. — De re-

tour à Paris, Napoléon est entré dans son projet de dictature par une proposition de La Fayette à la chambre des représentants; il accorde son abdication, mais en faveur de son fils; 219 à 224. — Il avait, depuis son retour, dépensé six cents millions, et causé la mort de soixante mille braves; 224. — Commission de gouvernement provisoire; proclamation de Louis XVIII; 225. — Situation militaire; 227 et suiv. — Paris est mis en état de siège; seconde proclamation de Louis XVIII; 230. — Napoléon quitte Paris; 231. — Il avait inutilement proposé de se remettre à la tête de l'armée comme simple général; 233. — Remise de Paris en vertu d'une convention entre Davoust, Wellington et Blücher; violation de cet acte; 234 à 243. — Déclaration de la chambre des représentants sur les droits du peuple; la commission de gouvernement cesse ses fonctions; 244 et suiv. — Les salles législatives sont fermées pendant la nuit; de la chambre des représentants; 244 et suiv. — Entrée du roi à Paris; des femmes titrées dansent avec les Cosaques aux Tuileries; on dégrade l'arc de triomphe, etc.; 246 et suiv. — Réorganisation du gouvernement royal; 248, 252. — Déclaration de l'armée; proclamation de Davoust; 250 et suiv. — Formation d'une nouvelle armée; proclamation de Davoust pour faire arborer la cocarde blanche; 255. — Ordonnance de proscription; 257 et suiv. — Macdonald est chargé d'opérer le licenciement de la vieille armée; 260 et suiv. — On ne saurait trop répéter que cette catastrophe de cent-jours est due surtout à l'esprit malfaisant de l'ancienne cour; 262. — Le gouvernement passager de Napoléon n'a exercé aucun acte de rigueur contre les royalistes; des assassinats, convaincus d'avoir voulu attenter aux jours de l'empereur, n'ont pas même été punis; 267 et suiv.

*CIX. VII.* Porté pour les nouvelles théories; fait un discours sur les bienfaits de l'assemblée constituante; III, 3, 4. — Cité; V, 340.

*CXVI.* Livré aux Français en vertu d'un armistice; IV, 450.

*CXVIII.* Proscrit à l'occasion de la machine infernale; V, 415.

*CHALANON.* Son vote dans le procès du roi; III, 364.

*CHABOT.* Égaré par des principes démagogiques; membre d'un comité de surveillance; veut des mesures coercitives contre les prêtres insermentés; III, 3, 27, 235. — Conjuré du 10 août; III, 133, 140. — Son vote dans le procès du roi; III, 372, 397. — Fait un rapport sur les émigrés; IV, 6. — Phrase que lui adresse Lanjuinais;

IV, 36. — Est guillotiné; IV, 190. — Lui et Grangeueuve, lorsqu'on cherchait les moyens d'opérer le 10 août, proposent de s'entretenir pour exciter les vengeances populaires contre la cour; IX, 329.

CAZAYOT (de l'Allier), un des secrétaires du corps législatif au 18 brumaire. Tribun, il vote pour le consulat à vie; V, 187, 478. — Il vote l'établissement du gouvernement impérial, et plus tard un monument à Napoléon; VI, 85, 195.

CHABROL (Volvic). Il remplace Frochot à la préfecture de la Seine; c'est à la conspiration Malet que toute sa famille, qui n'offre que de médiocres administrateurs, devra la source de sa haute fortune; harangue obséquieuse qu'il adresse à Napoléon lors du retour de Moscou; VII, 134 et suiv., 162.

CHABROL (Crouzol), préfet de Lyon pendant les troubles de 1817; VIII, 381. — Comte, pair, appelé au ministère de la marine; fidèle au roi comme à Napoléon; IX, 184.

CHAILLON. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

CHALE. Son vote dans le procès du roi; III, 368, 400, 435.

CHESLAIN, tribun obscur qui vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85.

CHALONS-SUR-MARNE. Occupation de cette ville par les Prussiens; VII, 340. — A la suite de quelques troubles, une ordonnance transfère l'école des arts et métiers de cette ville à Toulouse; IX, 140.

CHALONS-SUR-SAONE. Occupation de cette ville par les alliés; VII, 357.

CHAMBRAY. Occupation de cette ville par les alliés; VII, 357.

CHAMON, médecin. Elu maire de Paris, sous l'influence des Jacobins; accompagne le ministre de la justice pour annoncer à Louis XVIII son arrêt de mort; III, 306, 342, 409. — Faisait le remplacé comme maire; IV, 3.

CHAMSON (de la Corroze). Son vote dans le procès du roi; III, 360, 399.

CHAMBRONAS, ministre sous Louis XVI. Contre-révolutionnaire; III, 86 et 87, 90.

CHAMBRON. Acquis par une souscription ouverte par les ultra-royalistes, pour être donné en apanage au duc de Bordeaux; IX, 31, 41.

Chambre des députés. Se compose d'abord du corps législatif de Napoléon; session royale; VIII, 37. — Elle se constitue en prêtant serment à la Charte, dont elle reconnaît le bienfait dans son adresse au roi; VIII, 46, 48. — Observation patriotique de Durbach sur l'adoption de

cette Charte, à laquelle n'ont point concouru les députés; VIII, 50 et suiv. — Elle entend un rapport de l'abbé de Montesquieu sur la situation du royaume; observations critiques sur ce rapport; VIII, 52 à 60. — Présentation du budget de 1814 et 1815; adoption d'une loi contre la liberté de la presse, présentée par l'abbé de Montesquieu; réflexions; VIII, 64 à 79.

— Adoption de la liste civile; VIII, 79. — De la loi qui rend aux émigrés leurs biens non vendus; réflexions sur l'imprudent discours du ministre Ferrand; VIII, 82 à 89.

— Un loi reconnaît comme dettes de l'état les dettes du roi en pays étranger; VIII, 89. — Clôture de la session; extract des députés; VIII, 91 à 95. — Convocation extraordinaire (retour de Napoléon); séance royale; serment des princes à la Charte; clôture; VIII, 100, 110 et suiv. — Convocation des collèges électoraux (après les cent-jours); les députés, portés au nombre de trois cent quatre-vingt-dix-neuf, au lieu de deux cent cinquante-neuf, pour-

ront être élus à vingt-cinq ans accomplis; VIII, 152. — Ouverture de la session de 1815; VIII, 185 et suiv. — La chambre adopte une loi qui suspend la liberté individuelle, une autre sur les cris séditieux; VIII, 291 à 294, 295 et suiv. — Adoption des cours prévôtales; loi sur la garde nationale, contraire à son institution; VIII, 315 à 318. — Dels lois d'amnistie, proposées par le roi; elle en fait un code de proscription; VIII, 320 à 327. — Elle rejette la loi de l'impôt, à laquelle elle en substitue une autre; du budget; VIII, 331 à 337. — Clô-

ture; réflexions sur cette chambre, dont la majorité composait de mauvais Français, royalistes faux et factieux; VIII, 337 à 340.

— On l'avait surnommée l'Introuvable; l'histoire l'appellera la convention de la restauration; VIII, 378. — Elle est dissoute (5 septembre), et le nombre des députés est remis à deux cent cinquante-huit; cet acte est reçu aux acclamations générales; VIII, 350 à 355. — Ouverture de la session de 1816; les élections ont eu lieu sous des influences moins funestes; VIII, 355 et suiv. — De la loi des élections, d'après laquelle, conformément à la Charte, un député doit être âgé de quarante ans; il ne recevra plus ni traitement ni indemnité; l'ensemble de cette loi reçoit l'assentiment unanime des Français; VIII, 359 à 363. — Lois sur la liberté individuelle et sur les journaux; clôture; réflexions sur cette chambre; VIII, 371 à 379. — Session de 1817; on lui doit, entre autres, la loi sur le recrutement, accueillie de la France avec enthousiasme; budget; les principes



constitutionnels se sont établis avec solidité; partage de la chambre entre les ultras, les ministériels, les doctrinaires et les libéraux; depuis long-temps on n'avait trouvé autant d'indépendance, de franchise et de talent parmi les députés; VIII, 389 à 396, 410 à 421. — Session de 1818; on y remarque l'influence salutaire de la loi des élections; lois sur la presse; budget, etc.; VIII, 438 et suiv., 455 et suiv., 480 à 467. — Le ministère avait donné des inquiétudes sur la loi des élections; VIII, 444. — Session de 1819; le discours d'ouverture annonce que le ministère veut sortir du régime constitutionnel; VIII, 469 et suiv., 474. — Principaux travaux de cette session, notamment les lois contre la liberté individuelle et la liberté de la presse (à l'occasion de l'assassinat du duc de Berry), la nouvelle loi des élections, qui frappe la représentation nationale dans son principe; troubles qui en résultent (1820); budget; IX, 5 à 7, 9 à 11, 13 à 16, 17, 20. — Session de 1820; la loi contre les journaux continue d'avoir son effet; IX, 31, 36, 43, 66 et suiv. — Session de 1821, la chambre a délibéré en comité secret une adresse sur les améliorations qu'elle juge nécessaires; sa députation a refusé par le roi; nouvelle loi sur les journaux, soumise à une jurisprudence particulière, et susceptibles de censure dans l'intervalle des sessions; budget; IX, 72, 75 et suiv., 84 à 91. — Session de 1822; scandale donné par l'exclusion de Manuel; petit 31 mai; protestation de soixante-deux députés; loi de finances; IX, 121 à 127, 128, 134 et suiv. — La chambre est dissoute par ordonnance royale; convocation des collèges électoraux; IX, 154. — Session de 1824; le projet de loi relatif au remboursement des rentes est adopté par la chambre, mais rejeté par les pairs; les deux chambres adoptent le renouvellement intégral et septennal des députés; un projet concernant les délits commis dans les églises, qualifié de dracoenien pendant la discussion, est retiré par le roi; une nouvelle loi de recrutement rapporte les excellentes dispositions de la loi de 1818; modifications du Code pénal; lois de finances; IX, 165 à 167, 169 à 180, 182 et suiv., 185. — Ouverture de la session de 1825 par Charles X; IX, 209.

*Chambre des pairs.* (Corruption de la pairie sous François I<sup>er</sup> et ses successeurs; I, 127 et suiv. — Les ducs et pairs portent à Louis XVI le vœu qu'ils ont délibéré de supporter leur part des charges publiques; démarche dérisoire; I, 443 à 446.) — Suppression de la pairie par l'assemblée con-

stituante; II, 408. — La chambre se constitue d'après la Charte; les pairs sont à vie; VIII, 46. — L'acte additionnel (1815) en institue une autre, avec l'hérédité de ses membres; VIII, 158, 170. — La chambre royale étant rétablie, vingt-neuf membres en sont exclus comme ayant siégé dans la chambre de Napoléon; c'était une violation de leur caractère; ils devaient être jugés; VIII, 256 et suiv. — Création de nouveaux pairs; leur nombre total; une ordonnance rend cette dignité héréditaire, même pour ceux qui seront nommés; VIII, 272 et suiv. — La chambre, transformée par une ordonnance en cour criminelle, condamne à mort le maréchal Ney, à la majorité de cent trente-six votants sur cent soixante-et-on; VIII, 309. — Adoption de la loi d'amnistie, sans discussion; VIII, 327. — La chambre avait, dans la même session de 1815, rejeté une loi sur les élections; VIII, 351. — Adoption de la loi des élections de 1817; VIII, 362. — Adoption des lois sur la presse et les journaux (1817); VIII, 373. — Ordonnance relative aux majorats; VIII, 386. — Adoption d'une loi sur les journaux; VIII, 395. — Adoption de la loi sur le recrutement; VIII, 411. — Adoption de la loi qui accorde une récompense nationale au duc de Richelieu; VIII, 426. — Une création de nouveaux pairs a pour objet d'assurer des votes au ministère (Decaze); VIII, 429. — (Pour plus de développement dans les sessions, voir *Chambre des députés*.) — La cour des pairs juge et condamne Louvel, assassin du duc de Berry; IX, 4, 14 à 17. — Elle instruit un procès de conspiration; IX, 22 et 24, 38. — Une ordonnance, qui n'est pas sans danger pour l'exercice de la puissance législative, appelle les cardinaux pairs au banc des ducs, et à celui des comtes les pairs archevêques ou évêques; IX, 110, 122. — Création de six pairs avec dispense de majorat; autre création de vingt-sept pairs; IX, 151, 154. — La chambre adopte, à la majorité de cent dix-sept votants sur cent quatre-vingt-quatre, la loi du renouvellement septennal des députés; IX, 175.

*Chambre des représentants.* Initiée par l'acte additionnel de 1815; ses membres devaient être âgés de vingt-cinq ans; VIII, 158. — Ouverture; sa composition; VIII, 171 à 173. — Napoléon revient de Waterloo avec l'intention de la dissoudre; il en est empêché par une proposition de La Fayette; la chambre obtient l'abdication de l'empereur, et nomme une commission exécutive du gouvernement; VIII, 215 à 225. — Déclaration de la chambre sur les droits du peuple français; la salle des séances est

fermée pendant la nuit, en vertu d'ordres secrets; cette chambre enmit des erreurs, mais se fit remarquer par de beaux talents et de nobles caractères; VIII, 245, 246 à 248.

**CHARILLV (de)**, premier valet de chambre de Louis XVI. Mention de sa fidélité; condamné à mort; III, 317.

**Champ-de-mai**. Convocqué par Napoléon (1815); détails de cette cérémonie nationale, célébrée avec enthousiasme par les uns, trouvée ridicule par d'autres; elle rappelait la première fédération; VIII, 107, 156, 167 à 169.

**Champ-de-mai**. N'existaient déjà plus sous les premiers Capétiens; I, 88. — Peuple avait fini l'époque de cette assemblée, qui avait lui se tenait en mars; I, 147.

**Champ-de-Mars**. Travaux qu'y exécute le peuple pour la première fédération; II, 351. — La seconde y est également célébrée; II, 385. — La loi martiale y est proclamée contre un attroupement; Bailly et La Fayette; II, 390.

**Champ-de-mars**. Assemblée nationale des premiers Français; abandonnée; pourquo; I, 104, 109, 147.

**CHAMPAGNE**, conseiller d'état. Phrases de lui, non autre chose, sur une levée de comestibles; V, 813. — Ministre des relations extérieures (de ses négociations avec le légat du pape; de son rapport sur la situation de l'Espagne, qu'il prétend devoir être gouvernée par un prince ami de la France (1808); ministre servile; nom inconnu changé en celui de duc de Cadore; VI, 315 à 322. — De son rapport sur la réunion de la Hollande à l'empire français; cité sur la politique de Napoléon à l'égard de la Suède; VIII, 18, 29.

**CHAMPAGNE**. Les Russes y sont battus par Napoléon, qui eroit après cette affaire avoir reconquis sa puissance; VII, 348, 348.

**CHAMPAGNE**. Cité pour des vers immortels; I, 260. — Porté au *livre-rouge*; II, 217. — Mot de lui sur la danseuse Guimard; II, 244. — Guillotiné pour un bon mot; il en dit d'autres jusque sur l'échafaud; IV, 330 et suiv. — Cité; VII, 463.

**CHAMPAGNE**. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

**CHAMPAGNE**. Cité; I, 268, 270, 273, 283. — Un des sept membres de l'Académie française qui embrassèrent la révolution; I, 274. — Passage de ses *Tableaux historiques*; II, 264. — Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 296. — Cité sur les massacres de septembre; III, 190. — Cité; VII, 17.

**CHAMPAGNE**. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 400.

**CHAMPION DE CIGIS**, archevêque de Bordeaux. Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 32a. — Se réunit aux communes; II, 40. — Particularité qu'il racontait touchant M. Pastoret; II, 74. — On lui refuse la faveur de porter à Neckler l'ordre de son rappel; II, 91. — Nomme garde des sceaux; II, 108. — Rédige une réponse du roi à l'Assemblée; saluait Rivarol; son témoignage sur les journées des 5 et 6 octobre; II, 148, 152, 158. — Anecdote qu'il rapporte touchant MONTMAYE, frère du roi; II, 206. — Ses mœurs; II, 245. — Donne sa démission; son caractère comme ministre; anecdote qu'il rapporte touchant Louis XVI; avait refusé le chapeau de cardinal; II, 26; et suiv. — Cité; II, 301. — Envoyait de faux decrets dans les provinces; II, 452, 455. — Archevêque d'Aix, il se dévoue entièrement à Napoléon; VI, 182.

**CHAMPION-VILLARIVA**, ministre de l'intérieur un mois avant le 10 août; III, 116.

**CHAMPIONNAT**, général de division à la première bataille de Fleurus. — Cité parmi les héros de la révolution; IV, 213, 224. — Il se signale au passage du Rhin, sous Jourdan; IV, 360. — Cité; IV, 434. — Sera destitué par le directoire, pour avoir voulu sévir contre les concussionnaires; IV, 443; V, 300. — Cité; V, 11, 143. — Commande l'armée d'Italie; ses succès rapides; il occupe Rome et Naples; V, 145, et suiv., 147, 150. — Cité; V, 207, 209, 224, 250; VI, 432.

**CHAMPY**, un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

**CHAMVIER**. Son vote dans le procès du roi; III, 362.

**CHATELIER**, avocat. Cité parmi les constituants les plus remarquables; désigné comme victime par la cour; II, 56, 62. — Cité; II, 355. — Membre du comité de constitution; II, 407 et suiv. — Cité; II, 421, 449, 457; III, 33; V, 318.

**CHESNAY**. Professeur à l'Ecole Polytechnique lors de sa formation; IV, 316. — Membre du conseil d'état lors de la création de ce corps; V, 333. — Ministre de l'intérieur, il donne une fête au roi d'Étrurie; V, 440.

**CHERMONNIER**. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 398.

**CHERETTA**. La postérité connaîtra son nom; III, 16. — Général vendéen; battu à Fontenai; vainqueur au même endroit huit jours après; IV, 29, 33 et suiv. — L'armée royale lui doit l'éclat de Nantes; ne veut agir que pour son compte; est battu et perd six mille hommes à la bataille de Luçon; partage avec Lescure la victoire de

Torlon; son caractère jaloux; IV, 31, 71, 78, 91, 93, 120, 123. — Les atrocités de Carrier lui donnent des partisans; il perd l'île de Noirmoutiers, dont il s'était rendu maître dans le dessein de communiquer avec les Anglais; IV, 173 et suiv. — Son ambition contribue à la ruine de sa cause; il signe la première pacification, et écrit à Louis XVIII que ce n'est qu'un piège dressé aux républicains; IV, 300, 312 et suiv. — Il reprend les armes; lettres que lui écrit le comte d'Aray; lettres qui lui adresse Louis XVIII; IV, 338, 355, 358 et suiv., 361, 376 et suiv. — Il perd toute espérance; actes cruels que l'avaient déconsidéré même parmi les siens; surpris, ou livré par un officier vendéen, il est fusillé à Nantes; sa mort courageuse; notice; IV, 404, 421, 422, 424 à 427, 429, 432. — Il avait reçu le cordon rouge; IV, 462. — Cité; V, 149, 353. — Il a péri victime des perfidies anglaises; son éloge; V, 341.

CHARLES IX. Son règne peut être appelé celui des libertés constitutionnelles; fait transcrire la loi salique; I, 102, 120, 143, 147, 149. — Son éloge, avec quelques restrictions; I, 164 et suiv. — Comment il établit la dime; II, 171 et suiv.

CHARLES OCT. Occupation de cette ville par le général Valence, qui la nomme Charles-sur-Sambre; III, 263. — Reprise par les Français lors de la seconde occupation de la Belgique; on avait fait usage d'un ballon pendant le siège; IV, 314.

CHARLES MARTEL. Etablit le régime féodal; I, 103.

CHARLES V. Ne mérite point le surnom de Sage; se montre l'ennemi des libertés publiques; la gloire de son règne appartient à Duguesclin; I, 172 et suiv.; VII, 493 et suiv.; VIII, 33.

CHARLES VI. Son règne est le plus honteux de nos annales; massacre des prisonniers; I, 174, 234. — Cité; VIII, 259.

CHARLES VII. Prince debauché, son seul exploit à Montreuil; I, 176, 210.

CHARLES IX. Le Néron de la religion catholique; I, 189.

CHARLES-PHILIPPE, comte d'Artois. Ses dettes en 1783; une partie payée par le roi, une autre portée dans les dépenses de 1787; I, 353 et 362. — S'oppose aux propositions de La Fayette contre les cahiers de l'autorité; I, 360. — Est gravement insulté par le peuple, comme protecteur de Calonne et ennemi des améliorations désirées; I, 369. — Le roi lui fait défense de siéger dans l'assemblée de la noblesse; son mot comme gentilhomme français; II, 19, 53. — Cité; II, 61. — Le duc de Liancourt lui annonce que sa tête est proscrite; il l'accompagne le

roi à l'assemblée; il quitte la France; II, 90, 91, 98. — La couleur vert-tendre, que les Parisiens avaient d'abord adoptée pour leur cocarde, fut rejetée comme étant la couleur de ce prince; II, 107. — Porté au *livre-rouge* pour plusieurs millions; II, 115, 210. — Provoque la déclaration de Vilnitz; II, 396. — Écrit à Louis XVI pour lui annoncer les dispositions des puissances; II, 422. — Reçoit l'abbé Maury à Coblenz; sommé de rentrer dans le royaume; répond qu'il fait à une lettre de Louis XVI; III, 13, 17, 22. — Mis en jugement en France; III, 50. — Calomnié par Bertrand Molleville; conclut un traité avec le prince de Hohenlohe; signe la déclaration des princes; III, 68, 74, 131. — En opposition avec le baron de Breteuil; III, 251. — Institué lieutenant-général du royaume par son frère Louis-Stanislas-Xavier, qui prend le titre de régent; III, 459. — En correspondance avec Charette; son départ de Portsmouth pour les côtes de France; il débarque à l'Île-Dieu avec sept à huit mille émigrés et quatre mille Anglais; réflexions; IV, 338, 357, 377 et suiv. — Il quitte l'Île-Dieu, laissant l'ardeur des Vendéens amortir; IV, 405. — Se joint à Louis XVIII pour autoriser une fabrication d'assignats en Bretagne; IV, 410. — Cité; IV, 487; V, 402. — En 1814 il quitte l'Angleterre à l'insu du ministère britannique; arrive à Veneise, les alliés ne lui permettent aucun acte ou démarche au nom de l'autorité royale; VII, 349. — Fait son entrée à Paris; un décret du sénat lui confère le gouvernement provisoire; il signe le traité du 23 avril; est nommé colonel-général des gardes nationales du royaume; VIII, 2 et suiv., 9 et suiv., 20. — Se rend inutilement à Lyon pour s'opposer à la marche de Napoléon; ses paroles, son serment de fidélité à la Charte (mars 1815); VIII, 109, 111. — Sa nomination de colonel-général des Suisses était une fausse mesure; VIII, 128. — Il prête un second serment à la Charte en 1815; VIII, 286. — Doit se concerter avec le ministre de l'intérieur pour les règlements relatifs à la garde nationale; VIII, 318. — A reçu 300,000 fr. pour débris de son sponage; VIII, 416. — Présent aux derniers moments du duc de Berri; IX, 3. — Son avènement au trône, sous le nom de CHARLES X; IX, 195. — Dans un spectacle de la cour il avait rempli le rôle de *Figure* (1786); IX, 202. — Son entrée solennelle à Paris; deux jours après il obtint les plus vifs hommages de la reconnaissance nationale en supprimant la censure; IX, 203 et 204. — Son premier discours à l'ouverture des chambres; IX, 209.

CHARLES STEART. Comparé à Louis XVI : III, 441 à 457.

CHARLES III, roi d'Espagne. Sa mort ; seul prince vraiment grand qu'ait eu la maison de Bourbon ; I, 441 et 442. — Il régnait par lui-même ; IV, 453.

CHARLES VI, roi d'Espagne. Succède à son grand prince, et dépose son sceptre entre les mains d'un courtisan ; I, 442. — C'est convaincre de la perfidie des cabinets coalisés qu'il traite avec la république française ; il avait insisté pour que Louis XVIII se rendît dans la Vendée, et fait acheter à cet effet un vaisseau et des armes ; IV, 353, 375.

— Louis XVIII lui renvoie l'ordre de la Toison-d'Or, dont il venait de décorer Bonaparte ; VI, 72. — Il a la faiblesse d'envoyer vingt-deux mille Espagnols à Napoléon, qui les fait passer dans le Hanovre ; VI, 261, 310. — Il signe un traité qui livre l'Espagne aux armées françaises ; la médiocrité éclate entre lui et son fils, accusé de vouloir le détrôner ; il adopte le système continental ; VI, 285 à 287, 298. — Son allié l'empereur des Français s'empare de Pamplonne et de Barcelone ; cent mille Français parcourent son royaume ; des troubles éclatent dans sa cour ; VI, 302 et suiv., 308. — Evénement d'Aranjuez : Charles abdique en faveur de son fils ; VI, 310 à 314. — Affaires de Batonne ; Charles déclare son abdication forcée, reprend la couronne à son fils, et cède à Napoléon tous ses droits sur les Espagnes ; il se retire à Compiègne ; VI, 320 à 331.

CHARLES X. Plus grand que Napoléon dans les revers ; VII, 152, 164, 169.

CHARLES III. Voir *Sudermanie* (doc de).

CHARLES-JEAN XIV. Voir *Bernadotte*.

CHARLES-EMMANUEL IV, roi de Sardaigne. Succède à Victor-Amédée, et proteste aussitôt son attachement à la république française ; IV, 468. — Voir *Sardes* (états). — Il cède Turin à la France, contre laquelle cependant il ordonne quelques intrigues ; la direction lui déclare la guerre ; il cède alors tous ses droits sur le Piémont, et se retire à Cagliari, d'où il proteste contre les cessions qu'il a faites ; V, 126, 146 et 147. — Il abdique en faveur de Victor-Emmanuel, et se retire dans un cloître ; V, 475.

CHARLES-FÉLIX. Son avènement au trône de Sardaigne, soutien de bataillons autrichiens ; IX, 71.

CHARLES-LOUIS, infant d'Espagne. La réversion des états de Parme est établie en sa faveur ; VIII, 385.

CHARLES, archiduc. Un des généraux autrichiens à Nerwinde ; IV, 14. — Destiné par sa cour à obtenir la main de la fille de

Louis XVI, il fait cesser lui-même de rigoureuses instances auprès de cette princesse, en redoutant de toute prétention à ce mariage de convenance politique ; IV, 63, 407, 430 et suiv. — Un des généraux défaits à Turcoing ; combattit à la première bataille de Fleurus ; IV, 203, 212. — A Moreau pour adversaire ; IV, 433. — Rompt un armistice sur les instances de Pichegru, dont la défection s'effectuait ; perd la bataille de Radstadt ; IV, 453, 455. — Service qu'il rend à Louis XVIII, dont l'éloignement était exigé par la cour d'Autriche ; IV, 457 et suiv. — Soutient contre Moreau la bataille meurtrière de Neresheim, sans résultat ; il bat Jourdan, par suite des intelligences secrètes de Moreau avec le prince de Condé ; IV, 460, 464 et suiv., 469. — Il prend Kehl ; V, 1 à 3. — Il est battu par Bonaparte ; lettre que ce dernier lui adresse pour l'obliger à la paix ; V, 6, 8 et 9. — Est opposé à Jourdan, et le bat ; V, 155, 157 à 159. — Impliqué dans l'assassinat des plénipotentiaires de Radstadt ; il s'en défend avec indignation ; on ne peut l'en accuser ; V, 172, 175 à 180, 183. — Il s'empare de Zurich ; opposé à Masséna, il obtient quelques avantages, mais ne montre pas, en général, les talents militaires qu'on lui croyait ; V, 197, 223, 226, 229, 250. — Éloigné de l'armée ; reprend le commandement, et conclut un armistice avec Moreau ; V, 388, 419. — Commande en Italie dans la guerre de 1805 ; perd la bataille de Caldiero, que lui a livrée Masséna, contre lequel sa tactique ne peut luter ; on le traîne jusqu'en Hongrie ; VI, 156, 165, 171 et suiv., 174 et suiv., 177, 183. — Reprend le commandement principal en 1809, et attaque brusquement les Français en Bavière ; proclamation qu'il fait aux Allemands ; vaincu à Eckmühl par Napoléon et Davoust ; VI, 382, 385, 387 et suiv. — Soutient honorablement, dans la même campagne, la bataille d'Essling contre Napoléon ; après la combat meurtrier d'Enzersdurf, il perd la bataille de Wagram ; VI, 402 et suiv., 412 à 414, 422, 424. — Il dépose le commandement ; jugement de Masséna sur ce prince, qui, avec les talents militaires qu'on lui supposait, devait dans cette campagne anéantir jusqu'au dernier soldat de l'armée française ; VI, 426 et suiv., 429, 435. — Cite ; VII, 363.

CHARLES. Ses votes dans le procès du roi ; III, 282, 275, 307. — Fait adopter la loi qui frappe de mort tout individu convaincu d'être émigré ou prêtre déporté ; IV, 14.

CESALOT, capitaine des gendarmes qui ont enlevé le duc d'Enghien ; VI, 34.

CASALOT, employé du Garde-Meuble. Accusé relative à une boîte de diamants de la couronne; III, 223 à 226.

CHARLOTTA-JOACHINE, sœur de Ferdinand VII, princesse du Brésil, depuis reine-mère du Portugal. Lettre qu'elle adresse aux cortès pour les féliciter de leur constitution; VII, 98.

CHARRAS. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

CASAPARTIA, général. Prisonnier à l'affaire de Leipzig (1813); VII, 289.

Charte constitutionnelle. Retablissait l'ancien régime dans sa pureté; I, 115.

Hypothèque sur la loyauté de Henri IV; I, 209. — Serait peu de choses si l'exécution n'en était pas assurée; même de se rattacher à ses principes; I, 296, 308, 319, 338, 416. — Elle sanctionnera les principes mis par la nation trente ans auparavant; II, 58. — Donnée le 5 mai 1789, elle eût complété l'abysses de vingt-cinq années; VI, 71.

Elle est proclamée par Louis XVIII en séance royale; imprudent discours du chancelier Dambray, qui la présenteroit comme une ordonnance de réformation; examen constitutionnel de cet acte, qui, malgré ses imperfections, ses discordances et ses omissions, se popularisera de plus en plus, parce qu'il efface les prétentions de l'ancien régime; VIII, 28 à 48. — Adoptée par la chambre, malgré les observations de Durbach, qui s'élève que les députés n'ont point concouru à sa rédaction; VIII, 48 à 52. — Elle a des ennemis dans le conseil du roi; VIII, 59. — Reçoit l'hommage et les serments du roi et des princes au retour de Napoléon (cent-jours); les ministres avaient maudité l'intrusion de la détruire; les courtisans prétendaient qu'elle n'était qu'un laissez-passer, et que le roi devait la révoquer, etc.; VIII, 111, 119 à 125, 129, 132, 139. — Plusieurs de ses dispositions ont été insérées dans l'Acte additionnel; VIII, 157. — Une ordonnance la menace dans ses dispositions fondamentales; articles qui devaient être révisés; elle est violée par l'ordonnance qui mutilé la chambre des pairs; VIII, 262, 266. — Autres violations; les ultras veulent la détruire; VIII, 269, 309, 323, 336. — Le roi et les princes la jurent de nouveau en 1808; VIII, 286. — Une ordonnance déclare qu'aucun article n'en sera révisé (3 septembre), néanmoins il y sera fait de nouvelles infractions chaque année; VIII, 350, 356. — Mode électoral qu'elle prescrit; loi réglementaire (1817); VIII, 359 et suiv. — L'ancien régime prévaut contre elle, et cependant, hors la Charte, point de stabilité pour le trône;

VIII, 452 à 454. — Violée par la loi sur les journaux (1819); VIII, 464. — Autre violation touchant la liberté de la presse; IX, 11 et 12. — Un mouvement, qui se manifeste par les cris de *Vive la Charte!* est étouffé par la violence ministérielle; IX, 14. — Elle est frappée dans son principe par la nouvelle loi des élections (1820); IX, 17. — Atteintes qui lui sont portées; IX, 25, 27, 87, 119, 124 et suiv., 167. — L'art. 37 est détruit par la loi de septennalité; IX, 172 à 176.

Châsse (droit de). Supprimé par l'Assemblée constituante; II, 115.

CHASTET. Son vote dans le procès du roi; III, 381.

CHASSAGNON, tribun obscur qui vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85.

CHAVAN, lord, père de Pitt. Il voulait que l'Angleterre ne pouvait être juste envers la France; VIII, 26.

CHAVAN, lord, frère de Pitt. Ne montre que de l'ineptie dans son expédition de Walcheren; VI, 445 à 447.

CHATEAUBRIANT (vicomte de). Citations de son *Essai sur les révolutions*; I, 305; III, 429. — Son portrait de Dumouriez; IV, 21. — Son portrait des Jacobins; IV, 100. — Il brûle son serment pour le roi de Rome, après avoir loué la pègre; VII, 68 et suiv. — En 1814, dans sa brochure *De Bonaparte et des Bourbons*, il se livre aux reproches les plus exagérés contre le gouvernement impérial; VII, 419. — Citations la Charte; VIII, 34, 35 et suiv. — Accompagne le roi à Gand; dit que l'Acte additionnel est un hommage rendu à la Charte; VIII, 142, 157. — L'excès de son zèle pour la cause royale a quelquefois égéré sa plume; sa femme seconde les inspirations bienfaisantes de la duchesse d'Angoulême; VIII, 476. — Ministre en Prusse; il est appelé au conseil privé, d'où il avait été exclu pour un ouvrage opposé aux principes de la Charte; ses erreurs politiques; IX, 67. — Ambassadeur en Angleterre; IX, 81. — Ministre au congrès de Vienne. Il y déploie son éloquence pour obtenir la guerre d'Espagne, et se déclare ensuite, comme ministre des affaires étrangères, un des plus chauds partisans du régime absolu de Ferdinand, gouvernement-modèle, selon lui; IX, 110, 113, 117, 124, 142. — C'est encore à lui qu'il faut attribuer en grande partie la loi de la septennalité, immense violation de la Charte; mais bientôt après, renvoyé comme un simple commis du ministère, il fera de l'opposition constitutionnelle, et son talent d'écrivain n'en brillera pas moins; particulièrement; IX, 176 et suiv.

178.

**CHATEAUNEUF-RANDON**, conventionnel. Son vote dans le procès du roi ; III, 374, 397. — Coopère avec Augereau à la journée du 18 fructidor ; V, 42.

**CHATEAU-THERAT**. Napoléon y rapporte un avantage sur les alliés ; VII, 343.

**CHATELAIN** (de l'Yonne). Son vote dans le procès du roi ; III, 386.

**CHATELAIN**. Honorable acception dont il est l'objet comme écrivain ; I, 31.

**Châtelet** (cour du). Prend un arrêté contre l'enregistrement d'une cour plénière ; I, 409. — Assertion sur la procédure qu'elle a suivie relativement aux journées des 5 et 6 octobre ; II, 162. — L'assemblée nationale lui confère l'information des crimes de lèse-nation ; condamne et fait exécuter l'assassin du boulanger François ; II, 166, 167. — Reçoit les dépositions dans l'affaire Favras ; décret de prise de corps Marat et Danton ; II, 184, 187. — condamne Favras à la peine de mort ; particuliers ; II, 302. *os. suiv.*, 306.

**CHATELET** (duc du). Vote la suppression des droits féodaux ; II, 115.

**CHATELAIN**, peiotre. Jure dans le procès de la reine ; IV, 124.

**CHATEL** (comte de la). En relation avec Favras ; laqueurs et titres qu'il reçoit de Monnier, depuis Louis XVIII ; II, 181. — Cité par Dumouriez ; IX, 32.

**CHAUDRON-ROUSSEAU**. Son vote dans le procès du roi ; III, 375, 397.

**Chauffeurs**. Ont succédé aux éboueurs ; ils agissaient systématiquement dans le crime ; IV, 443.

**CHAUVARET** (Dorcy ex), capitaine de marine inconnu, et au moins inebrié, à qui l'on doit le neufage de *la Méduse* ; VIII, 347 à 349, 365.

**CHAUMETTE**, conjuré du 10 août ; III, 138, 140. — Nommé procureur de la commune de Paris ; avait été maître d'école à Noyers ; prend le nom d'Anaxagoras ; III, 306. — Promoteur des fureurs populaires au 31 mai, certificat de vertu et de civisme qu'il a délivré à Fouché ; désigné par Fouché comme un scélérat ; IV, 38, 110 et *os. suiv.* — Est guillotiné avec plusieurs autres membres de la commune ; IV, 184.

**CHAUMONT**. Son vote dans le procès du roi ; III, 370, 397.

**CHAUVEAU-LACADE**, défenseur de la reine. Arrêté après avoir plaidé, il est remis en liberté le lendemain ; IV, 127 et *os. suiv.*

**CHAUVELIN**, ministre de la république française à Londres. Reçoit l'injonction de quitter l'Angleterre après l'exécution de Louis XVI ; III, 339, 458. — Sera cité comme membre du tribunal ; a vivement

combattu l'établissement de la Légion d'honneur ; V, 334, 473. Un des conseillers d'état chargés d'organiser la Catalogne en départements français ; VII, 30. — Cité honorablement comme député ; VIII, 432. — Est devenu insolite pendant les troubles de juin 1848 ; IX, 14. — Signataire de la protestation contre l'exclusion de Manuel ; IX, 126.

**CHAVIN**. Prix de cette ville par le maréchal Soult ; VI, 377.

**CHARRAS**. Son vote dans le procès du roi ; III, 369, 400. — Membre de la commission des Cinq-Cents contre les royalistes de fructidor ; V, 42. — Apostrophe injuste qu'il adresse à Jourdan sur le danger de la patrie ; V, 233 et *os. suiv.*

**CHARRAS**. Son vote dans le procès du roi ; III, 363, 399.

**CHARTY** (Allisan). Cité comme écrivain suspect ; I, 53.

**CHARRAS**. Son vote dans le procès du roi ; III, 363, 400.

**CHARRIER**. — Cité comme écrivain critique ; passage de lui ; I, 86, 172. — Délégué de sa section pour demander la déchéance du roi ; III, 130. — Son opinion et ses votes dans le procès de Louis XVI ; III, 172, 281, 353, 382, 396. — Membre du conseil des Cinq-Cents ; il coopère au 18 fructidor ; V, 203, 322. — Membre de la commission législative après le 18 brumaire ; nommé tribun ; V, 275, 334. — Cité ; VI, 102.

**CHASSAGNE**. Prix de cette ville par les Français ; IV, 450.

**CHASSAGNE**. Louis avait fait copatrouiller le port ; I, 491.

**Chavalerie**. Voir *Noblesse*.

**CHÉVALIER** (de la Sarthe), conventionnel. Son vote dans le procès du roi ; III, 382.

**CHÉVALIER** (de l'Allier), conventionnel. Se refuse dans le procès du roi ; III, 631.

**CHÉVILLY**. Village devenu célèbre par la convention de Marmont avec les alliés ; résultats de la conduite de ce maréchal ; VII, 419 à 423.

**CHIFFES**. Son vote dans le procès du roi ; III, 336, 395.

**CHILLI** (le). Il déclare son indépendance ; VIII, 397.

**CHONET** (duc ex), ministre de Louis XV. Cité comme un grand homme d'état, sa disgrâce ; VI, 202 et *os. suiv.* ; VII, 496.

**CHOISIEUX** (les). Paries au *livre-rouge* ; II, 212.

**CHOISIEUX** - **GOUFFIER**. Roulé devant à l'ancien régime ; I, 276.

**CHOISIEUX** - **GOUFFIER** (comtesse ex). Arrêtée et conduite au cachot par un prêtre

réfractaire, révolutionnaire, et aujourd'hui évêque (1834) ; IV, 89.

CAOISSEAU-STAINVILLE. (Le duc de). Cité dans l'évasion de la famille royale ; II, 367, 368. — Un des naufragés du Calais ; V, 295.

CAPOFFI, médecin du jeune Louis XVII. Il meurt cinq jours après son collègue Desault, qu'il avait remplacé auprès du prince ; IV, 335.

CHASSAN. Ne doit pas être confondu avec les Vendéens ; ce qu'ils étaient ; IV, 300. — Commandes par Puisaye, chef d'intrigues ; IV, 338, 342, 344 et suiv., 347. — Ils reparaissent après la pacification, commandés par Bourmont ; ils se soumettent ; V, 352, 354 et suiv., 355 et suiv. — En 1815 on récompense ces hommes, si dignement connus ; VIII, 181.

CAUSSUS. Son vote dans le procès du roi ; III, 374, 397.

CHRISTIAN VII. Sa mort ; VI, 308. — Voir *Danemarck*.

CHRISTIANI. Son vote dans le procès du roi ; III, 381.

CUSATOUR, nègre révolté de Saint-Domingue. Lieutenant de Toussaint-L'Ouverture ; il incendie le cap ; se soumet au général Leclerc, puis reprend les armes ; V, 457, 469, 483. — Succède à Desalines comme chef suprême d'Haïti ; élu président un cap, il est mis hors de la loi par les militaires de Saint-Domingue ; VI, 207, 262. — Se fait proclamer roi au cap ; ses imitations du gouvernement de Napoléon le font nommer son singe noir ; VII, 54 et suiv., 484. — Comparé à Rastochin ; VII, 122. — Fait une proclamation contre les tentatives de la France sur Saint-Domingue ; VIII, 63. — Cité ; VIII, 94. — Ses cruautés font un contraste remarquable entre son administration et celle de Pétion, président républicain de l'autre partie de l'île ; VIII, 412.

CUSANOS, contre-amiral espagnol. Fait prisonnier à la bataille de Trafalgar ; VI, 168.

CUSAN, membre de la régence constitutionnelle qui conduit le roi Ferdinand à Cadix (1833) ; IX, 138.

CITOYEN. Son importance et sa dignité ; I, vj, 162. — Son indifférence favorise l'usurpation de ses droits ; I, 110. — Titre mal compris en France ; ce qu'il fallait pour être citoyen actif ; II, 319, 409. — Est une force morale en France ; absence du courage civil ; III, 25 ; IV, 28, 95. — Titre prostitué par nos assemblées nationales ; III, 96. — La distinction de citoyen actif supprimée ; III, 165. — Le titre de citoyen français donné à plusieurs étrangers ; III,

182. — Les dénominations de citoyen et de citoyenne substituées à celles de monsieur et madame ; III, 248. — Le titre de citoyen est retiré aux femmes par le premier consul ; V, 352.

CIOTAU-ROUSSE. Prise de cette place par le maréchal Ney, après vingt-cinq jours de tranchée ouverte ; VII, 19.

CIVILISATION. — Voir *Instruction publique*.

CIVITA-CASTELLANA. Victoire remportée par Champagnonnet sur le général Mack ; V, 146.

CIVICAC (du). Porte un *lière-rouge* ; II, 217.

CLAIRFAIT, général autrichien. Prend Longwy ; battu à Valmy ; III, 179, 228. — Un des généraux vainqueurs à Nerwinde ; il prend le Quesnoy ; IV, 14, 86. — Battu à Wattignies par Jourdan, à Torcoing par Moreau ; IV, 133, 203. — Il passe le Rhin avec avantage ; IV, 402, 409.

CLARKE, général. Mis à la tête du cabinet topographique sous le directoire ; euphémisme commun ; V, 205. — On le verra à l'avant-garde des royalistes ; VI, 85. — Esprit des plus obtus comme négociateur ; VI, 218. — Fait un rapport, comme ministre de la guerre, sur la nécessité d'accroître les armées (1808) ; VI, 298. — Sa conduite envers Bernadotte lors de la disgrâce de celui-ci ; VI, 449 et suiv. — Perd toute présence d'esprit dans la conspiration Malet ; VII, 121, 133. — Les décisions qu'il transmet en Espagne sont dictées par l'impéritie et l'intrigue ; VII, 355 et suiv., 369, 448. — Par ses manœuvres il a plus contribué que Talleyrand et Fouché à la reddition de Paris et à la chute de Napoléon, pour qui autrefois il avait trahi le directoire ; c'est lui qui, pendant le combat devant Paris, avait fait mettre de la poudre au lieu de poudre dans une partie des cartouches ; VII, 386, 378, 384 et suiv., 385, 389 et suiv., 391 et suiv., 395 et 396, 400. — Est appelé au ministère de la guerre par le roi, qu'il regrettera, quelques jours plus tard, de ne pouvoir trahir en faveur de Napoléon ; ses propres paroles dans cette circonstance ; VIII, 103. — Reçoit encore le portefeuille de la guerre à la seconde restauration ; général sans exploits, administrateur sans talents, il se distingue par les injustices et par les persécutions ; de son règlement relatif aux anciens officiers, qu'il répartit en quatre classes ; VIII, 280, 295, 333. — Nommé maréchal de France, quoiqu'il n'ait fait la guerre que dans les bureaux ; VIII, 349. — De sa carrière politique ; il quitte le ministère, ou Genlioni Saint-Cyr réparera celles des

fautes qui sont réparables; VIII, 365, 386 et suiv., 446.

CLAUZEL (de l'Ariège). Son vote dans le procès du roi; III, 362, 399.

CLAUZEL, général Commande en Espagne; VII, 210. — Partage la gloire de la bataille de Toulouse; VII, 447. — Commande à Bordeaux en 1815; VIII, 187.

CLAUDEL DE COUSSAIGES. Il accuse le ministre Decazes devant la chambre des députés; l'ordre du jour est adopté sur sa proposition, qui lui vaut l'apostrophe de colonniste de la part de Saint-Aulaire; IX, 6.

CLAVIER, savant traducteur du Panathénas. Juge dans le procès de Moreau, il fait une réponse admirable à l'invitation secrète qui lui est transmise de condamner le général; VI, 124.

CLAVIER, ministre des contributions sous Louis XVI. Trahit le roi, qui le renvoie; dévoué aux girondins, qui le rappellent au conseil exécutif après le 10 août; était Genevois; III, 70, 89, 129, 165, 338, 347. — Proscrit au 31 mai; IV, 39.

CLAVIER. Son vote dans le procès du roi; III, 374.

CLAUDEL. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

CLERC DE LA SALLE, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Mannel; IX, 127.

Clergé. Ne fait pas la force d'un état; I, 37. — Ce sont trois cardinaux qui ont enseigné aux Bourbons les doctrines de l'arbitraire; I, 88. — Accorde le droit divin aux rois, en échange de richesses et de bénéfices; usurpateur et rebelle; I, 107, 110 et suiv., 126, 129, 310. — N'a fourni que deux bons ministres, Suger et d'Amboise; I, 181. — Des révolutionnaires sont soris de son sein; I, 320 et suiv. — A fait du moyen âge l'époque la plus humiliante de notre histoire; I, 327. — De ses grandes pieuses; de son libertinage; des monastères; des couvents; son esprit de persécution; on ne lui doit ni l'abolition de l'esclavage ni la renaissance des lettres; I, 301 à 312. — Ses persécutions contre les protestants; I, 379, 382, 386, 391. — Provoque la prompte réunion des états-généraux; I, 417. — Conduite qu'il y tient pendant la vérification des pouvoirs; II, 17 à 26. — Trois de ses membres commencent la réunion aux communes; autres réunions; II, 27, 40, 63. — La minorité avoue qu'elle s'est trompée en ne prenant point part aux délibérations de l'assemblée nationale; II, 98. — Renonce aux droits et privilèges qui pèsent sur le peuple; sa puissance disparaît; II, 115, 119. — Ses biens sont mis à la

disposition de la nation; comment il reçoit la dime, et comment il en fit un droit; II, 168, 171 et suiv. — Suppression des ordres et congrégations où l'on faisait des vœux; on remarque que ce sont deux prêtres qui ont surtout provoqué les mesures contre le clergé; II, 201 et suiv. — Ses dettes sont déclarées nationales; II, 223. — De la constitution civile qui lui est donnée; de ses mœurs; du serment qui lui est prescrit; de son traitement; II, 223, 243 à 251, 263, 270, 280, 288. — Voir *Émigration, Prêtres (inséminés)*. — A perdu Louis XVI; II, 392. — Après la déclaration de Pillnitz, se lie indissolublement à la noblesse pour arrêter le contre-révolution; II, 407. — Prohibition du costume ecclésiastique et de toutes congrégations; III, 74. — La spoliation des biens du clergé avait été décidée dans un dîner donné à l'archevêché de Paris; IV, 159. — De son adulation à l'égard de Napoléon, dans toutes les circonstances; VI, 112, 163, 181 et suiv., 276. — Déconsidération du clergé impérial; VI, 410 et suiv. — Toujours prosterné au pied du trône; l'officialité de Paris déclare nul le mariage de Napoléon avec Joséphine; VI, 428, 444. — Il célèbre la naissance du roi de Rome; VII, 46. — A la restauration, l'ancien clergé invoque le principe du droit divin; ses biens devaient lui être rendus, d'après une assertion du ministre Ferrand; des prêtres redemandaient la dime; VIII, 14, 58, 129. — Dans toutes les époques critiques, le clergé s'est rangé du côté du despotisme; il n'a jamais cessé de prêcher l'intolérance; voyant actuellement ses odieuses maximes rejetées, il cherche à fortifier les prétentions de la cour de Rome; VIII, 353 à 355; IX, 95. — L'ordonnance qui appelle aux bancs des ducs ou des comtes les pairs ecclésiastiques donne au clergé une dangereuse influence dans la puissance législative; IX, 120, 122. — De l'influence qu'il obtient également dans l'instruction publique, confiée à un évêque qui reçoit les attributions de ministre; rapprochement avec le ministère des cultes de Napoléon; Mazurin et Fleury, tous deux cardinaux, avaient donné au prince le conseil de n'introduire jamais d'ecclésiastiques dans son conseil; IX, 190 à 193. — Le clergé ne paraît point au convoi de Louis XVIII; IX, 198, 203. — Du clergé en général, et du parti qui le domine, signalé comme un obstacle à la régénération de la France; IX, 355 à 361. — Voir *Cultes, Congrégations, Jésuites*.

CULAIN, employé à la marine de Toulon. Il est fusillé à l'âge de soixante-dix ans; IV, 170.



**CLAUDE-TORRES.** De l'origine de cette maison; mort d'un de ses membres au lit de mort; I, 313. — Sa noblesse n'est pas aussi belle que celle des maréchaux de l'empire; II, 116.

**CLAUDE-TORRES** (comte de). Cite comme un des premiers auteurs de la révolution; I, 331. — Se réunit aux communes; II, 53. — Est un des constituants les plus remarquables; II, 55. — Cite; II, 81. — Voulait la constitution anglaise, en donnant au roi la voie absolue; II, 128, 134. — Orateur brillant et sérieux; II, 166.

**CLAUDE-TORRES** (marquis). Arrière-petit-fils du juif Samuel Bernard; VII, 277. — Malgré sa jeunesse, sera appelé au ministère de la marine; VIII, 43. — Ce département lui est confié; dépourvu de talents, et connu seulement par son dévouement à la famille de Napoléon; il contresigne une ordonnance sur le Sénégal; IX, 77, 80. — Passe au ministère de la guerre; IX, 184.

**CLAUDE**, homme de couleur. Révolté de Saint-Domingue; V, 483.

**CLAY**, valet de chambre de Louis XVI. Citations de ses *Mémoires*; il suit son maître au Temple; III, 203, 246, 251, 294, 301, 318; IV, 120.

**CLAY** (doublé de). Transféré en toute souveraineté à Muret; VI, 209.

**Clickins**, ou réunion de Clicky, collats noirs. Péri royale réversée au 18 fructidor; V, 26, 30, 33.

**CLORT** (Anacharsis). Prussien. Démagogue; reçoit le titre de citoyen français; membre de la convention; III, 182, 247, 306. — Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398. — Compris dans la chute des cordeliers, et guillotiné; IV, 183 et suiv.

**CLOUTIER**, colonel, aide-de-camp de Ney. Blessé et prisonnier, il reçoit des gardes de la part de Bernadotte (1813); VII, 245. — Il déserte à l'ennemi dans la campagne de Waterloo, VIII, 210.

**CLUVIS**. Assassine les rois dont il usurpe les états; de sa conversion; baptisé, mais non sacré par saint Remi; s'exerce que le portion d'autorité qui lui avait été dévolue en assemblée générale; I, 126 et suiv. — On lui attribue, ainsi qu'à ses fils, la rédaction de la loi salique; I, 140, 143.

**Club de la contre-révolution**. Pays par le ministère; II, 454 et suiv. — Voir *Amis de la constitution*, *Bretton*, *Faillants*, *Jacobins*, *Cardeliers*, *Calaisiens* (pour clubs *Musins* et *Amis des noirs*), *Monarchiens*, *Comités*, *Sectionnaires*, *Sociétés populaires*.

**Coalition**. Voir *Guerre*, *Politiques* (*faits et démarches*).

**COCHETTE** (comte Louis), ministre autrichien. Conclut le traité de Campo-Formio avec Bonaparte; signe une convention militaire pour l'évacuation de sa trêve; V, 74, 84. — Des conventions secrètes avec Bonaparte avaient pour objet le renversement du gouvernement républicain en France; V, 104, 106, 181. — Cite; VI, 185.

**COLENTA**. Prise de cette ville par les Français; IV, 295. — Voir *Emigration*.

**COSQUA** (prince de). Défait Dumouriez à la bataille de Nerwinde; IV, 14. — Reçoit l'ordre de sa cour de ne pas s'annoncer pour la restauration de la constitution de 1791; IV, 22. — Est battu à Turcoing, bataille qui amène la délivrance de la France; commandait en chef à la première bataille de Fleurus, restée indécise; il se retire de la bataille d'Aldenhoven avec une perte considérable; IV, 202, 215, 291.

**Cocarde nationale**. Son origine; d'abord vert tendre, couleur rejetée comme étant celle du comte d'Artois; se compose ensuite des couleurs de la ville de Paris, bleu et rouge; La Fayette y joint le blanc, en disant qu'elle fera le tour du monde; II, 69, 107. — Les femmes sont tenues de s'en parer, sous peine d'être regardées comme suspectes; IV, 91. — La cocarde blanche redevient nationale; VII, 443 et suiv.; VIII, 3. — Secrètement gardée par les soldats, la cocarde tricolore reparait subitement dans les cent-jours; VIII, 215 et suiv. — La chambre des représentants proclame les couleurs nationales; VIII, 242. — Il est ordonné de reprendre la cocarde blanche; VIII, 256.

**COCARD**. Souvent dans le procès du roi; III, 377, 398.

**COCARD** (de l'Apparent), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 384, 398.

**COCARDIA**, amiral. S'introduit comme un pirate à Washington, et y brûle tous les monuments publics; VIII, 62.

**CODA CIVIL**. Loi qui la proclame; VI, 55.

— Un titre en est supprimé par l'abolition du divorce; réflexions; VIII, 443 et suiv.

— Autre modification par suite de l'abolition du droit d'aubaine; VIII, 462.

**CODE PENAL**. Réformation de la jurisprudence criminelle; ce qu'elle était; l'assemblée constituante approcha de la perfection; II, 164, 188, 327 à 345. — Elle décrète l'ensemble de son Code pénal; II, 433. — L'élou de Napoléon sera de la plus grande barbarie; II, 340. — Il est promulgué; examen; VII, 8 et 11. — Des modifications y sont apportées (1814); IX, 180.

**CODE DE PROCÉDURE CIVILE**. Sa promulgation; VI, 212.

*Code de commerce.* Sa promulgation; VI, 397.

*Code d'instruction criminelle.* Les derniers articles en sont promulgués; VI, 368.

*Corvinaud*, président du tribunal révolutionnaire. Il fait une réponse barbare au chimiste Lavoisier; vices-président du même tribunal; IV, 198, 310.

*Corvisart*, avocat. Dans la défense des prévenus de La Rochelle il a honore sa profession et son nom; IX, 107.

*Coscoras urbainus.* Voir *Gardes nationales*.

*Cotureau* (Pierre). Fermier et volair de grande chemise; il avait fait le voyage de Gand, obtenu un grade et capté la confiance de hauts personnages; VIII, 464 et suiv.

*Cotruy* (duc de). Porté au *livre-rouge* pour un million; II, 219 et suiv. — Nomme maréchal de France; VIII, 349.

*Cotruy* (madame de). Patriote; appelée *sans-soulet* par l'abbé Maury, elle a contribué à l'origine de ce mot; III, 58.

*Cotruy*, général. Doit la vie au général Berthand; V, 439.

*Cotruy*. Prise de cette ville par Masséna; V, 167.

*Colaco* (de la Salette). Son vote dans le procès du roi; III, 367, 401.

*Colaux*, général. Commenceait une division lors de la victoire de Hondchout; IV, 86. — Homme d'un grand sens et patriote; il avait bien jugé Bonaparte; V, 96. — Opposé au concordat avec le pape; défenseur des libertés constitutionnelles au sénat comme à la chambre des pairs; V, 439, 445.

*Colaret*. Depuis lui, aucun contrôleur des finances n'est mort en place; Louvet avait eu la pensée de le remplacer par Gouville, ancien valet de chambre; I, 283, 285. — L'unité des poids et mesures entrainé dans ces projets; II, 225. — Son génie était comprimé par les ordres du roi; VIII, 280.

*Colas*, amiral anglais. Remporte un avantage sur l'amiral français Villeneuve; VI, 153.

*Colin d'Harville*. Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 398.

*Colleville*, émigré qui dénégait au directoire les agents des Bourbons; V, 48.

*Colli*, général piémontais. Défait à la bataille de Mondovi; IV, 433, 450.

*Collier* (affaire du). Atteint au trône, étrange révélation à la multitude; I, 215.

*Colloredo*, ministre autrichien. Napoléon l'accusa, lui et sa femme, d'exciter la guerre contre la France; VI, 185.

*Colloret*, un des fournisseurs qui ont pris de l'argent pour faire le 18 brumaire; V, 360.

*Colloret d'Harville*. Délégué dans la section pour demander la déchéance du roi; III, 130. — Membre de la convention, il demande l'abolition de la royauté; III, 438, 241. — Cité comme jacobin et comme comédien; son vote dans le procès du roi; III, 345, 378, 398, 416. — Cité pour sa conduite et ses actes révolutionnaires; phrases de lui; IV, 31, 40, 43, 89. — Sa mission à Lyon; extraits de ses rapports; IV, 103, 106, 2108, 134 à 136. — Cité avec indignation; IV, 165, 169, 190, 303. — Membre du comité de salut public; IV, 226. — Cité; IV, 236, 238, 244, 249. — Attaqué par la commune de Paris pour avoir dénoncé Robespierre; IV, 244. — Cité; IV, 260, 268 et suiv. — Contribue au 9 thermidor, et demande ensuite la maintien du système révolutionnaire; IV, 268 à 272, 277 et suiv. — Exclu du comité de salut public; mise en état d'accusation; condamné à la déportation; IV, 281, 314, 316 à 319. — Cité; IV, 329, 331, 434, 436; V, 245; VI, 158; VII, 485.

*Colloredo*, général autrichien. Battu par Bernadotte; VI, 402.

*Colmar*. Prise de cette ville par les Bavarois; VII, 363. — Les coadjuteurs de Belfort y sont jugés par la cour royale; un mouvement séditieux éclate dans cette ville; on la suppose provoqué; IX, 80, 103, 109.

*Colmar*. Occupation de cette ville par les Français; IV, 294.

*Colona*. Cité honorablement comme député; VIII, 327, 340.

*Colomel*. Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

*Colomès*. Une de ses provinces, Venezuela, commence la révolution de l'indépendance; un gouvernement fédératif y est établi; VII, 12.

*Colonies*. Voir *Marins*, *Indes*. — Décrets de l'assemblée constituante; II, 211, 213.

— Assemblée de Saint-Marc; II, 223, 230.

— Insurrection à la Martinique; II, 241. — Décret qui dissout l'assemblée de Saint-Marc; soulèvement des mulâtres à Saint-Domingue; supplices; cloles Massiac et Amis des noirs; insurrection à l'île-de-France et au Port-au Prince; II, 268, 269, 270, 281, 283, 287. — Décret relatif à l'état politique des gens de couleur; effet de ce décret; II, 318 à 322, 324. — Décret; réflexions; amnistie générale pour les noirs; révoltes de Saint-Domingue; II, 431 et suiv. — Révolte des gens de couleur à Saint-Domingue; impolitique des colons; III, 18. — Incendie du Port-au-

Prince; trois guerres distinctes; III, 25 et suiv. — Décret sur les assemblées coloniales; III, 71. — Prise de Tabago par les Anglais; IV, 26. — Incroûte du cap; massacre des blancs; mission de Saint-Ons et Polverel; IV, 45 à 47. — Les Anglais prennent possession de Jérémie (province sud de Saint-Domingue); impolitique des colons; les Anglais entrent au rôle de Saint-Nicolas, surnommé le Gibraltar des Antilles; IV, 90, 92. — Abolition de l'esclavage; admission des noirs aux droits de citoyens français; IV, 177. — Les Anglais s'emparent de la Martinique, de la Guadeloupe; cette dernière est reprise; IV, 182, 193, 213. — Le Port-au-Prince se rend aux Anglais; les blancs français sont massacrés par les noirs du fort Dauphin (Saint-Domingue); indignés par les Espagnols; IV, 205 et 206. — Toussaint-Louverture se montre comme chef indépendant; son caractère, sa position et ses vues politiques; IV, 214 à 217. — Des frégates françaises détruisent des établissements anglais d'Afrique; IV, 290. — Le pouvoir des noirs commence à Saint-Domingue avec Toussaint-Louverture; IV, 423. — Toussaint-Louverture et Rigaud; mission du général Redouville à Saint-Domingue, évacué par les Anglais; Toussaint-Louverture se fait gouverneur à vie; V, 10, 89, 110, 421, 435 à 438. — Expédition préparée par le premier consul pour replacer Saint-Domingue sous l'inséance métropolitaine; Villaret-Joyeuse et Leclerc en sont chargés; résistance de Toussaint-Louverture; second incendie du cap, par Christophe, lieutenant de Toussaint; annexion de ces deux chefs et de Dessalines; V, 453, 455 à 457, 460 et suiv. — Une loi insinuit l'esclavage et la traite des noirs dans les colonies rendues par le traité d'Amiens; V, 474. — Toussaint-Louverture est amené en France; V, 475. — Insurrection des noirs et des mulâtres; Pétion, Dessalines et Christophe; ils attaquent le cap; V, 483. — De la politique anglaise relativement à Saint-Domingue; évacuation de cette île par le général Leclerc, dont l'impéritie, le despotisme et les exactions ont en partie causé la défaite; résultats déplorables de son expédition; commerce de Saint-Domingue en 1789; VI, 16 et suiv., 23 à 25. — Les noirs de Saint-Domingue proclament leur indépendance; VI, 26. — Voir Haïti. — La Guiane est livrée aux Espagnols et aux Portugais par son chef Victor Hugues; le vice-amiral Villaret-Joyeuse rend la Martinique aux Anglais par capitulation; VI, 370, 377. — Santo-Domingo se rend par capitulation aux Anglais; VI, 423. — La Guadeloupe se

rend aux Anglais; son capitaine-général Ernoul est mis en accusation (1810); il sera absous par le roi (1814); VII, 3. — Les Anglais prennent l'île Bourbon et l'île de France; les postes de Madagascar sont détruits; il ne reste à la France aucun établissement dans les deux Indes; VII, 19, 36. — La Guadeloupe est cédée à la Suède par l'Angleterre; VII, 293. — D'après le traité de Paris (1814), la France reprend les colonies qu'elle possédait avant 1793, sauf plusieurs exceptions; VIII, 21, 26. — La France perd Saint-Domingue, Sainte-Lucie, Tabago, l'île de France; VIII, 303, 307. — Remise de la Guiane par le Portugal; VIII, 386. — Le ministre Portal fait un rapport relatif à la Guiane; IX, 64. — Ordonnance relative à l'administration du Sénégal; IX, 80. — Création d'un conseil supérieur des colonies; IX, 158.

*Celaïtes espagnoles.* Elles commencent leur révolution; VII, 13. — Voir Chili, Colombie, Mexique, Tucuman, etc. — L'indépendance du Brésil influera sur l'indépendance générale de l'Amérique méridionale; IX, 102. — La pacification des colonies espagnoles, dans le sens de la métropole, est annoncée par un discours du roi de France aux chambres; dans la même année (1824), la France et la Russie font avec l'Espagne un traité qui a pour objet de la remettre en possession de ses colonies américaines; le Nouveau-Monde se rit de telles menaces; IX, 166 et suiv., 206.

*Comités.* — *D'informations ou de recherches;* sa création, son objet (assemblée constituante); II, 108. — *Des recherches;* sa création, son objet (commune de Paris); II, 167. — *De surveillance;* sa création, son objet (assemblée législative); III, 26. — Un comité de surveillance est établi par la convention dans chaque section et dans chaque commune; IV, 11. — Un salaire est accordé aux membres des comités révolutionnaires, élus spontanément au 10 août, et rendus juges des suspects; IV, 85, 88. — Les comités de surveillance et révolutionnaires sont autorisés à faire exécuter provisoirement les mesures qu'ils auront prises; chacun d'eux a un cachet provisoire; IV, 167, 229. — Voir Commune de Paris.

*Comités de saint public et de sûreté générale.* Leur création; membres qui les composaient; réunis d'abord, puis séparés; leurs pouvoirs respectifs; IV, 16, 26 et 27, 31, 33, 64, 78, 80, 98. — Les renouvellements de membres n'y ont été que partiels jusqu'en 9 thermidor; de leur gestion; IV, 226 et suiv., 278. — De la discordance qui s'y était introduite avant cette journée;

leurs pouvoirs sont restreints; ils ne peuvent plus mettre des députés en état d'arrestation; réorganisation; IV, 368, 373, 376, 377 et suiv., 381. — Plusieurs de leurs anciens membres sont condamnés à la déportation (Barère, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier); IV, 316 à 319. — Voir *Convention*.

*Commerce. Voir Traité.* Les ministres doivent le consulter sur ses intérêts; I, 31. — Les avantages que le bailli de Suffren lui avait procurés dans les Indes ont été rendus stériles par le cabinet de Versailles; ce qu'il est aujourd'hui (1804) dans cette partie du monde; I, 439; III, 416. — Importations et exportations de Saint-Domingue en 1789; VI, 25. — A la fin de 1810, la France ne possédait plus aucun établissement dans les Indes; VII, 36. — Prospérité du commerce sous le régime impérial, comparé à l'ancien régime; VII, 187. — Le système continental, en développant les forces de la France, avait créé un commerce intérieur qui rendait sans inconvénient l'absence du commerce maritime; VIII, 56 et suiv. — La création d'un conseil général du commerce n'a produit aucun effet avantageux (1819); VIII, 467. — Création d'un conseil supérieur et d'un bureau de commerce et des colonies; IX, 158. — Situation critique du commerce; un projet qui est retiré, touchant les droits de navigation, lui aurait été très nuisible; IX, 167, 178.

*Commerce des grains.* En monopole sous Louis XVI; I, 222. — Libre sous Louis XVI et sous l'Assemblée constituante; I, 364, 479; II, 324. — La convention prononce la peine de mort contre les exportateurs; III, 188. — De l'importation de 1813, comparée à celle de 1789; VII, 188 et suiv.

*Commission de gouvernement.* Nommée après la seconde abdication de l'empereur; présidée par Fouché, qui lui fait refuser l'offre de Napoléon de servir comme général; délibère sur le salut public, tandis que Fouché s'attache à tout désorganiser; elle cesse ses fonctions à l'arrivée des étrangers, et Fouché, resté ministre, prescrit ses collègues; motifs iconiques qu'il échange avec Carnot; VIII, 225, 231 à 233, 237 à 239, 243.

*Commune de Paris.* Sa formation; elle remplace l'assemblée des électeurs, établit un comité des recherches, excite la jalousie des districts, est censurée par un comité central; II, 108, 167, 178, 187. — Organisation municipale de Paris par l'assemblée constituante; ce qu'elle était; II, 226. — De la commune à l'ouverture de l'assemblée législative; III, 24. — Insurrectionnelle, on du 10 août; III, 139 et suiv.

— Prend des mesures extrêmes; à la roi et sa famille sous sa garde, et exige qu'ils soient retenus au Temple; devient le véritable souverain; est cassée par l'assemblée nationale, qui n'ose soutenir son décret; organise et paie les massacres de septembre; affecte d'y être étrangère; III, 116 à 168, 170, 183 à 185, 189 à 192, 196, 197, 199 et suiv., 208, 210 et suiv., 218. — On peut lui attribuer les massacres des prisonniers d'Orléans et la vol du Garde-Meuble; III, 222 et suiv. — Elle sépare Louis XVI de la reine; régime et privations qu'elle leur impose; elle demande qu'on accélère le procès du roi; l'intention de ses membres était de faire égorger Louis XVI dans une insurrection; III, 245, 266, 289, 301, 307, 312, 347, 411. — Elle domine la convention, et, malgré cette assemblée, arrête les représentations de *L'ami des lois*; III, 416, 421 et suiv. — Pillages qu'elle provoque; assassinats qu'elle médite; dénonce les girondins (31 mai); IV, 5, 21, 34 et suiv. — Défend toute communication avec les suspects; IV, 92. — Son pouvoir est renversé par Robespierre; exécution de plusieurs de ses membres; IV, 183 et suiv. — Dévoué à Robespierre au 9 thermidor; tombe avec lui; IV, 252 à 257, 261, 266. — Elle avait discuté la proposition de brûler la bibliothèque de la rue de Richelieu; IV, 281. — Fin de son influence; nouvelle organisation; les donas municipales; IV, 312 et 313, 387, 420.

*Communes.* Leur affranchissement successif, qu'elles seignent de Louis-le-Grand et de ses successeurs, opère une heureuse révolution; I, 149 et suiv., 169.

*Compagnie des deux.* V. *Destinée*.

*Compagnie du soleil ou de Jérusalem.* Procédaient systématiquement aux recherches et aux meurtres, répandant une seconde terreur ou réaction; IV, 435.

*Compass, général.* S'empare du Saint-Gothard, l'épée à la main; V, 224. — Commence l'attaque à la bataille de la Moskowa; est blessé; VII, 114, 116. — Prend part aux affaires de Malo-Jaroslawa et Wisnema; VII, 140 et suiv. — Se distingue à la bataille de Lutzen; VII, 205, 207. — Blessé à la bataille de Leipzig; VII, 259. — Combat devant Paris sous le maréchal Marmont, et se signale par une brillante intrépidité; VII, 393 et suiv.

*Compté (se),* secrétaire de Mirabeau. Particularité; II, 300.

*Conte,* un des juriconsultes qu'environne la confiance nationale; IX, 190.

*Contes, ou* comités du duc. Leur établissement sous les Francs; I, 108.

COCHET (sa), général. Commande une division dans la guerre d'Espagne (1823); IX, 134.

Concile national. Voir *Concordat*.

Concordat. Sa conclusion entre le pape et le premier consul; il est reçu avec faveur dans l'opinion publique; l'armée surtout s'y montre opposée; fête à Notre-Dame à l'occasion de cet acte; anecdotes; V, 438, 444 à 446. — Adopté au tribunal, à la majorité de soixante-dix-huit voix sur quatre-vingt-cinq; au corps législatif, à la majorité de deux cent vingt-huit voix sur deux cent quarante-neuf; félicitations du sénat au premier consul; examen de ce concordat; V, 462 et suiv. — Napoléon demande au pape de nouvelles conditions, notamment d'avoir un patriarche en France, l'abolition du célibat des prêtres, etc.; négociations diplomatiques, excommunications, etc.; VI, 300 et suiv., 314 à 320, 407 à 411. — Un concile national est tenu à Paris pour régler d'autres différends; le pape en adopte les décrets, mais son bref reste sans exécution; VII, 57 et suiv. — Un nouveau concordat est signé à Fontainebleau, entre Napoléon et le pape; VII, 180. — Le concordat de François Ier est rétabli par une convention entre Louis XVI et le pape; présenté comme loi, il est critiqué vivement et abandonné; des négociations de Blacas d'Aulps; VIII, 385, 390 à 395, 420. — Le concordat de 1801 avait été négocié par Gonsalvi, qui, si le premier consul eût insisté, aurait accordé le mariage des prêtres; IX, 189 et suiv.

COUSIN (le grand). Ne mérite pas les éloges qu'on lui a prodigués; ses vices, ses crimes; I, 216, 315, 318; VII, 481; VIII, 312.

Cossat (prince ex). Lettre qu'il adresse au maréchal de Broglie; II, 63. — Il quitte la France; II, 98. — Ses complaisances pour la Daborny; lettre qu'il lui avait adressée; porté au *livre-rouge*; II, 218, 221 et suiv. — L'assemblée le déclare rebelle si dans le délai de quinze jours il n'est pas rentré dans le royaume ou éloigné des frontières; II, 245. — Il vient de Worms à Coblenz pour féliciter l'abbé Maury; une nouvelle sommation de rentrer dans le royaume est décrétée à son égard; III, 14, 17. — Mis en jugement en France; III, 50. — Signe la déclaration des princes; III, 132. — Les négociations pour l'échange de la fille de Louis XVI sont suivies par ses ordres; IV, 63, 67. — Contraint dans ses opérations militaires par la cour de Vienne; IV, 363. — Avait des intelligences à Paris lors du 13 vendémiaire; IV, 387. — De ses intelligences à l'armée,

avec Pichegru et Moreau; son corps, qui fait l'avant-garde des Autrichiens, est soldé par l'Angleterre, et tyrannisé par l'Autriche, qui n'y souffre pas la présence de Louis XVIII; revue que fait ce prince de ses régiments d'Auvergne, de Champagne, de Flandre, etc., composés de quatre à quinze hommes, et formant l'armée dite de Condé; IV, 408 et suiv., 417, 428, 432, 456 à 458, 464. — Il avait introduit en France pour plusieurs millions de faux assignats, échangés contre du numéraire; IV, 410. — De ses intelligences avec les clichéens (18 fructidor); V, 28, 34, 47, 52, 100. — Son corps passe à la solde de la Russie; l'Angleterre le reprend à la sienne; V, 79, 238, 370. — Rappelé par le roi, qui défend toute tentative contre la France (1804); VI, 135 et suiv. — Son retour à Paris ne paraît lui causer ni satisfaction ni étonnement; VIII, 217. — Des anciens officiers de son armée; VIII, 56. — Il jure d'être fidèle à la Charte (mars 1815); réitère son serment à la seconde restauration; VIII, 111, 286.

COSSAT. Cette ville se rend aux Autrichiens; ils y établissent leurs signes de propriété; elle est reprise par les Français; IV, 46, 64, 280.

CONCOURS. Cité pour ses opinions immodérées; on des sept membres de l'Académie française qui embrassèrent la révolution; F, 267, 272, 274. — Cité; II, 283. — Égaré par des principes démagogiques; III, 225. — Prononce un discours sur la déclaration de guerre (1792); menace le trône; un des premiers républicains; III, 79, 115, 126. — Membre du comité chargé de rechercher les pièces relatives au procès du roi; son opinion et ses votes dans cette cause; III, 271, 281, 291, 353, 361. — Membre du premier comité de salut public; du projet de constitution qu'il y présente; IV, 17, 48. — Accusé comme girondin; IV, 54. — Cité; V, 310. — Il s'empoisonne dans son geôle; V, 211.

CONCOURS, ou des territoires vénitiens érigés en duchés grands-fiefs de l'empire français; VI, 208. — Voir *Moncep*.

CONFÉDÉRATION DU RHIN. Sa formation; extorsions diplomatiques; protectorat de Napoléon; VI, 212 à 218. — En y accédant, l'électeur de Bavière prend le titre de roi; VI, 248. — Est reconnue par l'empereur Alexandre; VI, 267. — Différents territoires lui sont cédés par l'Autriche, en vertu du traité de Vienne; VI, 437. — Les souverains qu'ils composent commandent à quatre millions d'âmes environ; ils fournissent cent dix-huit mille hommes à l'armée française, et se montrent humblement dé-

voués à leur protecteur (1812); ils lui forment une cour à Dresde; VII, 86 à 89, 97. — L'empereur Alexandre les qualifie de princes esclaves; il appelle leurs propres à secouer le joug; VII, 185 et suiv. — L'attachement à la cause de Napoléon s'atténue dès ses premiers revers d'après les inspirations du Tugenhoud, ou association de la vertu; défection des Saxons et des Westphaliens, du Wurtemberg et de la Bavière; VII, 238, 248, 253, 256, 261. — La confédération des princes allemands se reforme d'après un acte signé à Vienne; VIII, 173.

*Confiscation.* Napoléon ne prononce dans aucun cas à l'égard des biens d'un condamné; décret de l'assemblée constituante; II, 186. — Voir *Biens des émigrés, Malte (ordre de)*. — Est décrétée, à l'égard des biens des condamnés par le tribunal révolutionnaire; à l'égard des prêtres, des nobles, de toutes les personnes mises hors la loi, de tout étranger dont le pays est en guerre avec la république; de tout Français sorti de France avant le 14 juillet 1789, de tout accusé qui se donnera la mort, de tout ennemi de la révolution; IV, 10, 14, 19, 66, 86, 138, 163, 183. — Révision des jugements emportant confiscation; IV, 301, 315. — Lois de restitution; exceptions; IV, 323, 361. — La chambre de 1815, lors de sa loi d'amnistie, demandait la confiscation des biens des bannis; rejet de cet amendement; exemples de pareilles violations dans l'histoire de la monarchie; VIII, 344 à 347.

*Congrégation de l'instruction chrétienne.* Autorisée par une ordonnance qui tend à changer le système d'éducation publique, et à la faire tomber dans les mains des prêtres; IX, 91.

*Congrégations.* Supprimées par l'assemblée constituante et par l'assemblée législative; II, 302; III, 74.

*Congrégations religieuses.* Se rétablissent sous le gouvernement royal (1822); IX, 113.

*Congrès de Philadelphie;* I, 373.

*Congrès de Radstadt.* Convenu par la traité de Campo-Formio; ouvert; il reconnaît la rive gauche du Rhin pour limite de la république française; l'expédition d'Égypte entrave ses délibérations; V, 76, 81, 93, 117. — Le directoire se confie encore aux négociations lorsque la guerre se prépare; le congrès est rompu; réunion importante, mais inutile, qui a duré quinze mois; conduite et prétentions des puissances; assassinat des plénipotentiaires français; coupables présumés, notamment la reine de Naples, Caroline; V, 153, 160 à

168, 168 à 185. — Fête funéraire en mémoire des victimes; cri de la vengeance nationale; V, 186, 198.

*Congrès de Lunéville.* Ouverture; il conclut un traité de paix qui confirme le traité de Campo-Formio, etc.; V, 421, 426. — *Congrès de Prague.* À peine ouvert, il est rompu, le désir de poursuivre les hostilités étant égal de part et d'autre; l'Autriche y échange le rôle de médiateur contre celui d'ennemi (1813); VII, 213, 218, 218 à 227.

*Congrès de Châtillon.* Le prince Eugène y enverra un plénipotentiaire pour séparer ses intérêts de ceux de Napoléon; VII, 338. — Le congrès s'ouvre; sa composition; les conférences s'y suivent sans bonne foi de part et d'autre; sa rupture; VII, 340, 345 à 348, 361 à 363, 376.

*Congrès de Vienne.* Sa convocation; son ouverture; VIII, 22, 79. — Déclare Napoléon hors des relations civiles et sociales; réflexions sur cet acte, que la division entre les puissances eût empêché de signer quelques mois plus tard (mars 1815); VIII, 104 à 108. — Résolution qui constitue le prince d'Orange roi des Pays-Bas; VIII, 112. — Résolution qui reconnaît l'intégrité des cantons suisses; traité d'après lequel toutes les puissances contractantes s'engagent à réunir leurs efforts contre Napoléon; VIII, 146 et suiv. — Le ministre de France (Talleyrand) insiste pour que Murat soit détrôné; VIII, 151. — Un traité confirme la déclaration qui place Napoléon hors des relations civiles et sociales; VIII, 162 et suiv. — Actes constitutifs et de partages politiques entre toutes les puissances de l'Europe; examen critique; VIII, 173 à 185. — Genre de gloire qu'ont acquis les plénipotentiaires en étalant les promesses les plus positives, en confirmant d'odieuses spoliations, germe de discordes pour les générations; VIII, 236, 285, 308.

*Congrès d'Aix-la-Chapelle.* Son objet principal est de décider l'évacuation du territoire français par les troupes alliées; des notes secrètes, monuments de la plus insignie lâcheté, y sont envoyés par des royalistes pour empêcher cette évacuation; elle est consentie; on y règle également les charges pécuniaires; VIII, 419, 431, 433 à 437.

*Congrès de Troppan.* Son objet est d'enchaîner ou de restreindre les gouvernements constitutionnels; l'invasion autrichienne des Deux-Siciles y est approuvée; IX, 19, 32, 34.

*Congrès de Leybach.* Même objet que le congrès de Troppan; IX, 37 à 41, 56 et suiv., 60, 71.

*Congrès de Vienne.* Même objet que les

deux précédents; on y décide la guerre d'Espagne par la France; IX, 110, 112 et suiv., 115, 116 et suiv., 119, 155.

Gom. Livré aux Français en vertu d'un armistice; IV, 450.

*Conscription militaire.* Etablie par une loi rendue sur le rapport du général Jourdan; mise en activité de deux cent mille conscrits; V, 139, 142. — Mise en activité de toutes les classes; V, 309. — Levée de 1800; mesures constitutives; V, 371. — Levée de cent vingt mille conscrits; une indemnité de 50 à 100 fr. sera payée par eux qui seront déclarés hors d'état de servir (1801); V, 471. — Levée de cent vingt mille hommes (1803); de soixante mille (1804); VI, 7, 55. — Le sénat est déclaré seul compétent en matière de conscription; en conséquence, sénatus-consulte qui ordonne la mise en activité de quatre-vingt mille conscrits de 1806, avec le rappel des cinq années précédentes; VI, 160 et suiv., 163. — Levée de 1807, quatre-vingt mille hommes; de 1808, même nombre; réflexions; VI, 168, 158 et suiv. — Levée de quatre-vingt mille hommes pour 1809; VI, 258 et suiv. — Cent soixante mille, moitié pour 1810, moitié sur les quatre classes précédentes; paroles du sénat; VI, 336, 350. — Nouvelle levée de trente mille conscrits sur 1810, et dix mille sur les classes précédentes; VI, 289. — Quarante mille conscrits, de treize à seize ans, sont levés à l'avance dans les cantons littoraux pour le service de mer; levée de cent vingt mille autres de 1811 pour l'armée de terre; la levée de 1812 est également portée à cent vingt mille; paroles du sénat sur le premier de ces tributs; il adopte l'autre sans exposé de motifs et sans rapport; VII, 39, 60. — La levée de 1813 est portée à cent cinquante mille hommes; celle de 1814, appelée à l'avance, est de quatre-vingt-dix mille; VII, 197. — En 1813, trois cent mille conscrits sont rappelés sur les classes de 1803 à 1814; le plus ancien conscrit a trente-deux ans; exposé des motifs; un autre sénatus-consulte porte cette levée extraordinaire à cinq cent quatre-vingt mille conscrits; VII, 274, 293. — En mars 1814, par un décret impérial, cent soixante mille conscrits sont appelés sous les drapeaux; huit jours après, le gouvernement provisoire les autorise à retourner chez eux ou à y rester; VII, 379, 416. — Tableau des conscriptions depuis 1803; il a été levé deux millions cent soixante-treize mille hommes; du mode de ces levées; des conscrits réfractaires; le nombre des soldats dont Napoléon a disposé est d'environ trois millions trois cent mille; VII, 439 à 443.

— Une ordonnance royale autorise les conscrits de 1815 à se retirer; VIII, 30. — Les conscrits de 1814 et 1815 sont rappelés dans les cent-jours; renvoyés par le roi; VIII, 188, 186.

*Conseil exécutif.* Voir *Ministère après le 10 août*.

*Conseil des Anciens et conseil des Cinq-Cents.* Voir *Corps législatif*.

*Conseil d'état.* Son organisation d'après la constitution de l'an VIII; de sa première composition, qui réunissait les talents les plus distingués; V, 307, 333, 334 et suiv., 481. — Le sénatus-consulte de 1804 le déclare autorité supérieure de l'état; une note de Napoléon, insérée au *Monaiteur*, le place au-dessus du corps législatif dans la hiérarchie constitutionnelle; VI, 100, 368. — De son organisation, favorable au despotisme; il ne devra être, sous la Charte, qu'un bureau consultatif; VIII, 39 et suiv. — Il relève Napoléon de sa déchéance; texte de sa déclaration; VIII, 146 et suiv. — Une ordonnance royale réorganise cette institution de la vieille monarchie; elle est inconstitutionnelle, illégale, favorable seulement au despotisme ministériel; IX, 193.

*Conservatoire des arts et métiers.* Sacréation; IV, 194. — Un enseignement public et gratuit y est établi pour l'application des sciences aux arts industriels; un conseil de perfectionnement y est également attaché, sous la présidence de la Roche-fourault-Liancourt; VIII, 468, 470.

*Conservatoire de musique.* Sacréation; IV, 355.

*Conspirations.* Voir à leurs différents noms, tels que *Amis (dix)*, *Cordebars*, *Jacobins*, *Fédéralisme (treize)*, *Fractidor (dix-huit)*, *Brunaire (dix-huit)*, *Nivêre (trois)*, *George et Piehogn*, *Mallat*, etc. — Il en sera supposé ou provoqué un grand nombre sous le gouvernement royal; VIII, 293; IX, 25, 118. — Voir *Financiers*, *Sauvageur-Souffiguet Goyet*, *Befort*, *Sauvageur et Bertou*, *Calmar*, *Falle*, *La Rochelle*, *Nantes*.

*Constante.* Prise de cette villa par le général Gazan; V, 138.

*Constant (Benjamin).* Sera cité comme membre du tribunat, où il a combattu l'établissement des tribunaux spéciaux; V, 334, 415. — Défenseur des libertés constitutionnelles; sa logique supérieure rebute les dissensions; VII, 315. — L'empereur lui adresse quelques mots flatteurs pour madame de Stael (1815); VIII, 118. — Assigné comme témoin dans une prétendue conspiration, il déploie la plus grande fermeté de caractère; poursuit par des agents

provocateurs; IX, 44, 88.

COSBY-ANTIN (grand-duc). Son régiment est écrasé à Austerlitz, et lui-même prend la fuite; VI, 178. — Participe à la bataille de la Rothière (1814); VII, 337.

Constitution. Voir *Cahiers*. On dit à tort que l'ancienne monarchie en possédait une fondamentale; avant 1789 la France n'avait pas de constitution fixe; I, 102 et suiv., 321. — La liberté constitutionnelle est un droit des corps politiques; l'esprit en est passé dans les veines du corps social; les tyrans mêmes se soumettent à son joug; I, 330 à 339. — L'élévation de Bernadotte sur le trône de Sardie attestera la force des idées constitutionnelles; I, 333 et suiv.; II, 33 et suiv. — Principes exposés par Louis XVI à la séance royale du 23 juin; II, 43. — Louis XVI et la cour regardaient comme un crime le vœu pour la constitution anglaise; II, 126. — La fédération des rois contre les constitutions populaires date de la déclaration de Pillnitz; II, 399. — Des constitutions présentées au peuple français; V, 320 à 331. — C'est l'opinion constitutionnelle qui détruira Bonaparte; VI, 23. — Voir *Déclaration de Saint-Ouen*. — De quelques constitutions françaises; VIII, 77. — Voir ci-après les différentes constitutions; voir aussi *Charte constitutionnelle*, *Sanction du peuple*. — Les principes constitutionnels s'établissent dans la session de 1817; VIII, 422. — Les souverains qui ont souscrit la Sainte-Alliance s'occupent incessamment d'enchaîner ou de restreindre les gouvernements constitutionnels; IX, 29, 34, 117. — Voir *Naples*, *Portugal*, *Sardes (état)*, *Espagne*. — Néanmoins, la liberté constitutionnelle envahit les deux mondes; il faut gouverner avec elle et par elle, ou se préparer à subir de grandes catastrophes; IX, 2; 8.

Constitution civile du clergé. Donnée par l'assemblée constituante, approuvée par Pie VI; II, 243 et suiv., 249, 270. — Voir *Clergé*, *Culte*.

Constitution de 1791. Analyse et critique; II, 408 à 421. — Hommages qu'elle reçoit de l'assemblée législative; III, 4. — La même assemblée déclare infâme et traite à la patrie tout Français qui voudrait modifier cet acte; III, 51. — Elle est détruite au 10 août; III, 156, 185; V, 320.

Constitution de 1793. Décrétée par la convention, et envoyée à l'acceptation des assemblées primaires; analyse critique; n'est pas mise en activité; néanmoins on célèbre son acceptation le 10 août 1793, par une fête à la Nature; IV, 48 à 51, 74 et suiv., 96. — Elle est réclamée par une

portion du peuple, et devient un cri de sédition; IV, 318, 332. — Voir *Gouvernement révolutionnaire*. — Réflexions sur ses auteurs; V, 321.

Constitution de l'an III (directoriale). Membres de la convocation chargés de la rediger; article particulier contre les émigrés; l'ensemble en est adopté, et renvoyé à l'acceptation du peuple; IV, 319, 322, 356 et 357. — Elle est proclamée; analyse critique; IV, 362 à 372. — Voir *Féminisme (treize)*. — Mise en activité; IV, 398 et suiv., 402 et suiv. — Sa chute. — Voir *Braconnier (dix-huit)*. — Réflexions sur ses auteurs; V, 321 et suiv.

Constitution de l'an VIII (consulaire). Envoyée à l'acceptation du peuple; analyse critique; V, 300, 302 à 310, 323 à 329. — Mise en activité; V, 332 et suiv., 352. — Recensement des votes pour son acceptation; V, 363. — Premier sénat consulte qui la modifie (réélection du premier consul); V, 470. — Second sénat consulte (consulat à vie); V, 476 à 483. — Autres modifications; notamment l'établissement du gouvernement impérial, la suppression du tribunaux; VI, 100 et suiv., 177 et suiv. — Note de Napoléon, d'après laquelle il ne donne au corps législatif que le quatrième rang dans la constitution; VI, 367 et suiv. — Abolition du fait; VII, 37. — De l'acte additionnel; mal accueilli; VIII, 156 à 163.

Constitution de 1814. Présentée par le gouvernement provisoire, et adoptée par le sénat; comparée à la Charte; VII, 409, 433 à 437. — Rejetée par le roi; VIII, 23.

Constitution des États-Unis. Citations; sa mise en exercice; situation politique; I, 370, 373, 470 et suiv.

Constitutionnels. De 1791; leur nombre; III, 3, 33, 80. — La cour leur voue une haine plus forte qu'aux jacobins; III, 98, 134, 161. — Sont les plus forts quand ils montrent de l'énergie; reproche qu'ils ont encouru au 10 août; III, 130, 164. — Timides, abattus; III, 171, 183, 207, 236. — S'étaient arrêtés à la démocratie royale; IV, 40. — En petit nombre en l'an III; des partisans de la constitution directoriale; IV, 417; V, 24. — D'après une assertion du ministre Ferrand, les constitutionnels de 1791 devaient encourir, lors de la restauration, des peines afflictives et infamantes; VIII, 89. — Distinction entre les constitutionnels doctrinaires et libéraux; VIII, 418 et suiv.

Consulat. Voir *Braconnier (dix-huit)*, *Constitution de l'an VIII*, *Bonaparte*, *Syeyès*, *Royer-Collet*, *Cambacérès*, *Lafayette*. — Tableau des premiers mois de ce



gouvernement; V, 361 à 363, 376 à 383.

— Réélection du premier consul pour dix ans; son élection à vie; V, 479, 476 à 483. — Politique éphémère du premier consul; il dégrade le système républicain; bienfaits du consulat, remplacé par le gouvernement impérial; V4, 9 et suiv., 22, 28, 95 à 101.

CONTE, un des dix députés qui ont essayé de défendre Louis XVI. Son vote; III, 282, 285, 380.

COITÉ, un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 411.

COVET (branche de). Cité; II, 298.

COVET (prince de). Il quitte la France; II, 98. — Offre ses hommages à la révolution, noue des rapports; sa conduite et son caractère; II, 383. — Son interrogatoire à Marseille, où il est détenu; il sollicite la clémence de la convention nationale; IV, 145 à 148, 311. — La restitution de ses biens, ordonnée avant le 18 fructidor, est alors révoquée; V, 54.

Contre-révolution. Voir Révolution (contre).

Contributions. Voir Impôts. L'assemblée nationale déclare illégales celles qui existent, et les autorise provisoirement au nom de la nation; II, 36. — Sont égales pour tous; II, 114. — Patriotiques, du quart des revenus; II, 163. — Les lois y relatives ne seront point sujettes à la sanction royale; II, 395. — Régies pour l'année 1793; II, 436. — Ce qu'elles étaient avant la révolution; II, 465. — En nature, lors de la première réquisition; IV, 79. — Extraordinaires de guerre, en assignats; IV, 305, 323. — Payables en numéraire ou en mandats; IV, 460. — Subversion de guerre; V, 292. — Leur fixation en 1804; VI, 7. — En 1805; VI, 149. — Napoléon les augmente par un simple décret; cette violation d'un droit du corps législatif devient un des griefs de l'acte du 20 qui prononce sa déchéance; VII, 275, 411. — Boercites de 1814; VIII, 65. — Le roi, par une ordonnance illégale, prescrit une contribution extraordinaire de cent millions (1815); VIII, 269. — La loi de l'impôt est rejetée; et remplacée par les propositions de la chambre; exercice de 1816; VIII, 332 à 337. — Exercice de 1815 à 1817; quote-part de chaque individu; VIII, 414 à 416. — Voir Finances.

Contributions indirectes (administration des). Remplace celle des droits réunis, et reste comme elle l'objet de l'animadversion générale; VI, 29.

Convention nationale. Demandée par les fédérés et par les sections de Paris, convoquée par l'assemblée législative; mode

d'élection; III, 119, 128, 155, 165. — Son ouverture; III, 238. — Elle proclame la république, et porte la peine de mort contre quiconque tenterait d'en rompre l'unité; décret la même peine contre quiconque tenterait de rétablir la royauté en France; III, 238, 288, 311. — Elle fonde l'ère républicaine; III, 245; IV, 91, 95, 165. — Voir Bourbons, Emigrés, Prêtres de Louis XVI, Prêtres, Assignats, Biens nationaux et autres, Napoléon, Conspiration, etc., etc.

— Elle enjoint aux généraux de proclamer la souveraineté des peuples dans les pays conquis, promettant secours et protection aux peuples révolutionnaires; III, 264, 308. — Elle déclare la guerre à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Espagne, et proclame Pitt l'ennemi du genre humain; IV, 2, 8, 75. — Voir Armée. — Elle réunit à la France la Savoie, Nice, le Porentray, la Belgique, etc., et porte le nombre des départements à quatre-vingt-dix-huit; III, 265; IV, 2, 8, 18, 377. — Voir Politiques (faits et démarches), Traites. — Elle établit un gouvernement révolutionnaire; mesures diverses qui le précèdent et l'accompagnent; IV, 14, 17, 19, 43 64, 66, 68, 84 et suiv., 91, 146, 180. — Voir Comité, Tribunal révolutionnaire, Mai, Thermidor, Fête nationale. — De sa constitution de 1793, qui n'a pas été mise en activité; IV, 48 et suiv., 74, 98. — On lui doit l'établissement des télégraphes, celui d'un grand-livre de la dette publique, la suppression de la loterie, la création du Conservatoire des arts et métiers, de l'École Normale, de l'École Polytechnique; elle a terminé le travail relatif à l'uniformité des poids et mesures; elle a fondé le bureau des longitudes, le Conservatoire de musique, l'Institut; IV, 63, 80, 163, 294, 296, 315, 321, 338, 355, 391. — De la constitution dite de l'an III qu'elle a laissée; IV, 262 et suiv. — Sa clôture; annuities qu'elle proclame; elle a rendu huit mille trois cent soixante-dix décrets; IV, 393 et suiv. — Ses conquêtes avaient une plus noble excuse que les démembrements du congrès de Vienne; la convention sauve la France; VIII, 184. — Sous le rapport de la confiscation et des proscriptions, elle est imitée par la chambre de 1815; VIII, 320, 378.

COVET, évêque émigré, qui conçut l'idée de la machine infernale (3 nivose); V, 418. — Inventeur de la conspiration de George; VI, 30.

COVET, Premier bombardement de cette ville par les Anglais (1801); V, 424. — Second bombardement; elle espulsa, ayant six cents maisons de brûlées (1807); VI,

281.

**COSSAT.** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**COSSAT, député de l'opposition.** Parait attaché aux libertés constitutionnelles avant d'être appelé à la présidence du conseil de l'instruction publique; IX, 32. — Nommé ministre de l'intérieur; reçoit le titre de comte; IX, 77, 104.

**COSSAT, général.** Combat en soldat à Waterloo; VIII, 211.

**COSSAT (Charlotte).** Elle poignarde Marat; outrage et sang-froid de cette jeune personne pendant son jugement; elle est guillotinée; IV, 65 et suiv., 59 et suiv.

**Cordeliers (club des).** Soutient Marat et Danton contre le Châtelet; II, 188 — Devient impopulaire; II, 379. — On y prêche la révolte contre l'autorité royale; II, 395. — Chef-lieu de sociétés populaires des départements; III, 31. — Esprit qui anime les cordeliers; font le 10 août; III, 88, 119, 138, 157, 161. — L'emportent sur les girondins; nommaient société de conspiration active; III, 165, 243. — Voir *Commune de Paris*. — Forment une section du Jacobinisme; provoquent la mort du roi; III, 287, 337 et suiv., 341. — Contribuent au projet formé contre le côté droit de la convention; renversent les girondins; IV, 11, 39 à 43. — Leur chute; exécution de plusieurs d'entre eux; IV, 183, 190.

**CORBIER.** Son vote dans le procès du roi; III, 383, 398.

**CORDEUX.** Occupation de cette ville par les Français; IX, 138.

**CORRE FURTIVA.** Son vote dans le procès du roi; III, 369.

**CORROE.** Voir *Isouannes (îles)*.

**CORREILLES BAREL,** capucin. Desualines et Christophe ont été sacrés par lui avec de l'huile de croco; VII, 54.

**CORREY,** conjuré du 18 brumaire. Il est fait sénateur, et cependant il avance plus tard, dans une brochure, que le 18 brumaire fut une journée de dupes; V, 261, 277 à 279, 283, 287. — Cité; VI, 307.

**CORREY,** conjuré du 18 brumaire; V, 277, 283. — Cité; VI, 307.

**CORNWALLIS,** général anglais. Défait et prend le général Humbert en Irlande; il avait vingt-cinq mille hommes contre huit cent quarante; cité pour sa capitulation honteuse de New-York; V, 160. — Cité pour son ambassade auprès de Napoléon; IX, 51.

**CORROUX (la).** Défaite complète d'une armée anglaise par le maréchal Soult, et capitulation de la place; VI, 371 et suiv. — Se rend du nouveau aux Français en 1813; IX, 146.

**CORREUX,** un des six membres de l'Assemblée constituante qui restèrent aux Jacobins; II, 488.

**Corporations** de toute nature, supprimées par l'Assemblée constituante; II, 187, 247, 293.

**Corps législatif.** Sa formation, décrétée par l'Assemblée constituante; II, 126 à 128, 225, 247, 403 et suiv. — Voir *Assemblée législative*. — Divise en conseil des Anciens et conseil des Cinq-Cents; ouverture; sa composition; nommé les cinq directeurs; IV, 263, 298 et suiv., 403. — Renouvellement d'un tiers; V, 14 et suiv. — Voir *Fruetidor*. — Au renouvellement suivant les élections sont cassées; V, 111. — Autre renouvellement; opposition contre le directoire; 30 prairial; V, 187 et suiv., 202 à 207. — Voir *Brunaire (du culte)*. — Du corps législatif d'après la constitution de l'an VIII (*abusif*); c'est plutôt une coe d'enregistrement qu'un corps politique; V, 806 et suiv., 333, 334, 354, 376. — La loi qui établit des tribunaux spéciaux y passe à la majorité de cent quatre-vingt-douze voix contre quatre-vingt-huit, et dans une seule séance; V, 422. — Voir *Tribunat*. — Adoption du concordat, à la majorité de deux cent vingt-huit sur deux cent quarante-neuf; V, 462. — Le corps législatif est modifié par un sénatus-consulte; V, 461 et suiv. — Un sénatus-consulte en règle l'ouverture, ainsi que la nomination du bureau; VI, 26. — Le président Fontanes parle en son nom à l'occasion de l'établissement du régime impérial; ce que devient alors le pouvoir législatif; VI, 87, 101 et suiv. — Session de 1804; il reçoit l'exposé de la situation de l'empire; VI, 146. — Deux autres sessions; VI, 206, 273. — Sénatus-consulte qui supprime le tribunal, et modifie le corps législatif; une disposition furtive établit qu'on ne pourra être député qu'à l'âge de quarante ans accomplis; VI, 277 et suiv. — Session de 1808; une note du *Moniteur*, insérée par l'ordre de l'empereur à l'occasion du titre de représentant de la nation que l'impératrice avait donné au corps législatif, établit que ce corps ne prend que le quatrième rang dans la hiérarchie des pouvoirs; VI, 368, 367 et suiv. — Discours du président, Montesquieu-Fermeux, pour le mariage de l'empereur; VII, 12. — Session de 1813; dernier exposé de la situation de l'empire, et la plus remarquable de ces pièces relativement aux travaux publics et à l'industrie; VII, 184 à 188. — D'après un sénatus-consulte, les pouvoirs d'une série sont prolongés; l'ouverture de corps législatif est rendue plus solennelle, mais

la nomination du président reste à la seule nomination de l'empereur, qui porte au fautoeil son ministre Rignier; réponse que Flaogergues adresse à ce président inconstitutionnel; VII, 376 à 378. — Séance impériale (1813); commission extraordinaire nommée d'après l'ordre de l'empereur; le corps législatif reprend quelque indépendance; le rapport de sa commission est saisi; il est loi-même ajourné; allocution et reproches violents que l'empereur adresse à la députation du jour de l'an (1814); sans toutefois user de son pouvoir à l'égard des membres qu'il accense; VII, 385 à 387, 389, 392, 394 à 397, 399 à 398. — Tout vain qu'était ce simulacre de représentation nationale, Napoléon ne le voyait qu'avec inquiétude; VII, 386 et suiv. — Les derniers griefs du corps législatif motivent la déchéance de l'empereur dans l'acte du sénat, auquel adhèrent soixante-dix-sept députés; VII, 411 à 414. — Une députation du corps législatif complimente le roi à son arrivée à Paris; les députés de Napoléon sont convoqués à une séance royale; VIII, 12, 27. — Ajoournement; composition morale de ce corps législatif, qui, pendant quatorze ans, a offert la réaction la plus nulle, la plus dépourvue de talents, qu'il ait encore eue la France; hommes obscurs qui nageaient dans le Pactole avec dix mille francs par an, heureux d'obtenir, par un chetif manège, de petits emplois pour leurs petits parents; VIII, 91 à 95. — Voir *Chambres des députés*.

**COANAKA.** Cité pour son *Naufrage de la Méduse*; VII, 348.

**COCHIN (Île de).** Est déclarée partie de l'empire français; II, 172. — Excitée par Paoli, elle se soustrait à la domination de la France; IV, 34. — Les Anglais y sont appelés par Paoli et Pozzo di Borgo; elle est réunie à la Grande-Bretagne; IV, 203, 214, 421. — Elle chasse les Anglais et se rend à la France; IV, 468.

**CORTÈS (les).** Voir *Espagne*.

**CORRÉE.** La suppression en est demandée par les notables; convertie en une prestation en argent; I, 362 et 364. — Supprimée; II, 114.

**COCHETTO.** Cité comme étranger; II, 320. — Promoteur de la révolution de Gènes; ministre en France, il causa de grands maux à la fortune et à la moralité publique; V, 15, 449. — Entré au ministère des finances; VIII, 280. — Cité défavorablement sous plusieurs rapports; il aurait dû être mis en accusation; VIII, 333, 358 et suiv., 366. — Il quitte le ministère, emportant l'animadversion générale; VIII, 420 et suiv.

— Sa mort; notice; IX, 60.

**COSAGUES (les).** Un officier est mis en jugement comme prévenu de les avoir outragés; des dunes livrées d'abord avec eux aux Tuileries, etc.; VIII, 126, 247 et suiv.

**COSA-BASSAC.** Sa noblesse n'a pas une origine aussi belle que celle des maréchaux de l'empire; VI, 110. — Était une des personnes de la société de Cambacérès; VII, 455.

**COSVAT.** un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

**Costume.** Ecclesiastique, prohibé; III, 74. — Les costumes grecs et romains adoptés à Paris; IV, 440.

**CÔTES.** *Gauche*, de l'assemblée constituante; II, 376. — *Droit*, de la même assemblée; il proteste; II, 376, 377, 380, 387, 443. — *Droit*, de la convention; il est menacé d'assassinat par la commune de Paris; IV, 11. — Voir *Montagnards*, *Girondins*, *Constitutionnels*, *Royalistes*, *Libéraux*, *Doctrinaires*, *Monarches*.

**COVRE.** un des juriscultes qu'environne la confiance nationale; IX, 190.

**COVOSA.** maréchal-des-logis. Condamné à cinq ans de prison dans l'affaire de Saumur; IX, 89.

**COVRI.** Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**COVRE (des Côtes-du-Nord).** Son vote dans le procès du roi; III, 368.

**COVRE (la).** Révisage avec effroi la réforme des abus; a le dessein de dissoudre les états-généraux des leur ouverture; II, 24, 31, 37 et suiv., 50. — Rassemble des troupes; ses craintes et ses projets; elle est tranquille, elle espère pendant les troubles des 13 et 14 juillet; II, 60 à 66, 70 et suiv. — Donne un bal à Versailles pendant qu'on massacre à Paris; II, 75. — Prépare un coup d'état en se livrant à des fêtes; paroles de Mirabeau à ce sujet; consternation que lui cause le rapprochement du roi et de l'assemblée; II, 87 à 95. — Elle accroît les inquiétudes publiques; II, 103. — Regarde comme un crime le vote pour la constitution anglaise; II, 128. — Sa conduite dans les journées de 1791 au 6 octobre; II, 123 à 163. — Malgré la pureté des mœurs de Louis XVI, ce qu'elle était encore sous son règne; II, 217 (à la note). — Dégrouse les intrigues des émigrés, et les soudoie; II, 336. — Voir *Ministère sous Louis XVI*. — Son pessimisme achève Pétion et Danton; III, 24, 29. — Se réjouit de la guerre; déteste plus la constitutionnelle que les jacobins; déchaîne Marat contre Lafayette; III, 77, 97 et suiv., 134, 161. — Napoléon en fait revivre la fastueuse étiquette et les habitudes ser-

vités; VI, 28, 114, 143. — De la corruption de cette cour à la chute de l'empire, et cependant Napoléon donnait l'exemple des vertes domestiques; VII, 426 et suiv., 477 et suiv. — L'ancienne cour réparait avec toutes les maximes qu'elle professait avant la révolution; ses provocations contre-révolutionnaires ont favorisé et justifié l'événement des cent-jours; entreprise de rétablir tout l'ancien régime, elle accusait Louis XVI de mauvaise foi; VIII, 97, 111, 126 à 140, 269, 324. — Aujourd'hui même (1814), puissance malfaisante, elle pose sur la France dans un sens directement opposé à la volonté et aux serments du prince; familles qui la composent; IX, 241 à 258.

*Cour des aides et Cour des comptes.* Les frères de Louis XVI y font enregistrer de nouveaux impôts; I, 369.

*Cour des comptes.* Son installation sous le gouvernement impérial; VI, 267.

*Cour plénière.* L'établissement en élan-  
noncé en lit de justice par Louis XVI; point installée, haïssée et chassée; I, 405 à 408, 417.

*Courage civil.* Voir *Citoyen*, *Élection*, *Mœurs*.

*Cours présidiales.* Établies par Napoléon pour juger, sans recours en cassation, les contrebandiers de marchandises anglaises; VII, 34. — Rétablies, sous le régime de la Charte, pour juger les séditieux (1815); elles renouveauient, surtout à Lyon, la terreur de 1793, ainsi que le tonnerre révolutionnaire; VIII, 315 à 318, 382 à 384.

*Courtiens.* Dans les fêtes publiques on leur distribue des cordons, comme à la plébe des romains; I, 40. — Voir *Cour* (la), *Royalistes*.

*Couta rose.* Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399. — A soustrait des lettres de l'étranger dans les papiers de Robespierre; IV, 161. — Conjure du 18 brumaire; V, 277, 283. — Les papiers très précieux qu'il avait trouvés dans les cartons de Robespierre ont été remis à Louis XVIII par les soins du ministre Decaze; IX, 199.

*Cotavoussas.* Cité parmi les députés qui défendent les libertés nationales; VIII, 422. — Mot de lui contre la faction aristocratique; IX, 247.

*Coutat.* Son vote dans le procès du roi; III, 386.

*Coutaud (A.-P.).* général et député. Son vote dans le procès du roi; III, 373. — Conduit à l'échafaud avec le duc d'Orléans; IV, 151.

*Couturon.* Cité comme démagogue à l'assemblée législative et à la convention; III, 235, 241. — Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398. — Cité pour sa conduite et

ses accès révolutionnaires, et comme complice de Robespierre; IV, 25, 37, 165, 182, 190, 202. — Rapporteur du décret qui organise le tribunal révolutionnaire; il traite d'absurde l'institution des défenseurs officieux; IV, 212. — Membre du comité de salut public jusqu'au 9 thermidor; il assure que les innocents incarcérés ne sont que dans la proportion d'un à quatre-vingts; IV, 228, 241. — Cité; IV, 246 et suiv., 259. — Ses efforts pour empêcher le 9 thermidor; il est décrété d'accusation et guillotiné; IV, 250 à 257. — Cité; IV, 260, 267 et suiv., 276, 278, 322, 408; V, 60; VII, 465.

*Couturon Desas.* Son vote dans le procès du roi; III, 387.

*Couturon,* membre de la convention.

Absent lors de procès du roi; III, 377.

*Coussens.* — Voir *Chargé*.

*Craonna.* Napoléon, avec trente mille hommes, y disputa la victoire à cent mille alliés; VII, 360.

*Craonna, commissaire anglais* au corps de Condé; IV, 453, 466.

*Craonna.* Commandant les lanciers polonais à la bataille de Wagram; cité pour sa bravoure; VI, 421.

*Craonna.* Position importante enlevée par Bernadotte; IV, 406.

*Craonna (Lestouche),* membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 386. — Membre de la commission chargée de rédiger la constitution de l'an III (directoriale); IV, 322.

*Craonna (Pascal).* Son vote dans le procès du roi; III, 386.

*Craonna.* Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

*Craonna (marquis de).* Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Se réunit aux communes; II, 53. — Cité comme partisan du duc d'Orléans; II, 81.

*Cris séditieux.* Sont l'objet d'une loi rendue par la chambre de 1815; VIII, 295 et suiv.

*Croisades.* Boucherie saintes; I, 158. — Libérinage des chevaliers; I, 311 et suiv.

*Craonna (bailli de).* Il cède au comte d'Arvay son secrétaire, Blacas d'Aulps; VII, 40. — Dans un spectacle de la cour il avait rempli le rôle de *Basile* (1785); IX, 202.

*Craonna d'Uzès (marquise de).* Un nombre des vingt-quatre victimes qui ont péri avec madame Elisabeth; son caractère; anecdote touchante; IV, 199 et suiv.

*Craonna-Palmesaux.* Change son prénom de Michel en celui de Dorat; III, 306. — Secrétaire de la commune de Paris.

lors de la mort de Marat, il publie un poème à sa louange; IV, 57.

**Cultes.** Sont déclarés libres par l'assemblée constituante; II, 125, 460. — Nombre des ministres catholiques; leurs traitements, fixés par la même assemblée; II, 223, 243, 253. — Du serment constitutionnel; II, 270, 280, 288. — Voir *Clergé*, *Prêtres*. — Abjurations faites devant la convention nationale; IV, 157 et suiv. — Culte de la raison; fête à l'Être-Suprême; IV, 158, 196, 206 et suiv. — Le culte catholique est autorisé; l'usage des cloches est défendu; IV, 334, 449. — Culte des théophrastiques; V, 12 et suiv. — L'usage des cloches redemandé par Camille Jordan; V, 15 et suiv. — Boissy d'Anglas demande que toutes les religions soient libres et séparées du gouvernement; V, 22. — Le libre exercice des cultes est établi par les conats; V, 359, 377. — Voir *Concordats*. — Entre autres demandes que Napoléon fait au pape, on remarque celles de l'établissement d'un patriarcat en France et de l'abolition du célibat des prêtres; VI, 300 et suiv. — La déclaration de Saint-Ouen garantit la liberté des cultes, violée bientôt après; VIII, 13, 129 et suiv. — Ordonnance royale qui augmente le traitement des ministres du culte; suite ordonnance relative à plusieurs évêchés; empressement de la cour de Rome; avènement de l'archevêque de Paris, M. de Quelen; IX, 67, 71, 95. — Circonscription des métropoles et diocèses; les ordres monastiques, la congrégation et les jésuites se rétablissent; IX, 113. — A quelle époque Bonaparte aurait pu obtenir du pape l'abolition du célibat des prêtres; IX, 160. — Rejet d'un projet de loi draconien sur les délits commis dans les églises; IX, 378. — Création du ministère des affaires ecclésiastiques, confiée à l'évêque d'Hermopolis (Fraysinoux); rapprochement avec le ministère des cultes établi par Napoléon; IX, 190 à 193.

**Craab.** Son vote dans le procès du roi; III, 370. — Tribunal obscur, il fait la motion de déclarer Bonaparte empereur; VI, 78.

**Crispian,** général. Partage la gloire de la bataille de Hanau; VII, 263. — Combat à Craonne sous Napoléon, et devant Paris sous le général Mortier; VII, 360, 393. — Commande une division dans la guerre d'Espagne (1823); IX, 131.

**Crispian.** Son vote dans le procès du roi; III, 361, 398.

**Crispian.** Son vote dans le procès du roi; III, 361.

**Custins,** général. Prend les diables de

Poretroy; III, 84. — Prend la ville de Mayence; III, 248. — Est à Francfort; III, 257. — Commande l'armée du Bas-Rhin, celle du Nord; est guillotiné; motifs officiels; sa trahison véritable; IV, 6, 27, 88.

**Custins fils.** Propose au duc de Brunswick d'être lieutenant-général du royaume de France; III, 154.

**Casakowo.** Les Russes y sont battus par la division Morand; VI, 248.

**Chesterovskii,** prince russe. Cité; VI, 186.

**Chesterovskii,** aide-de-camp de l'empereur Alexandre. S'éloigne du champ de bataille de Smolting; VI, 405. — Commande en 1813; VII, 248. — Ministre au congrès de Vérone; IX, 113.

## D.

**Dalberg** (duc de), membre du gouvernement provisoire (1814); VII, 409. — Accusé par Napoléon pendant les cent-jours; VIII, 104.

**Dalmeida,** général anglais. Il entre à Bordeaux, qu'il frappe d'une forte contribution, après y avoir été fait magnifiquement; réponse qu'il fait au maire Lioch, trop pressé, selon lui, de proclamer les Bourbons; VII, 372 et suiv.

**Dalmatie.** Un des territoires érigés en duchés grands-fiefs de l'empire français; VI, 308. — Voir *Soub.* — Rennie aux Provinces Illyriennes; VI, 441.

**Dalla** (Rogier de). Présent aux atrocités de Suwarow à Ismail; II, 274.

**Dalla,** général, chef d'état-major de l'armée d'Égypte. Cité sur l'effectif de cette armée; V, 359, 373.

**Dalla** (baron de). Commande une division en Espagne, sous les ordres du duc d'Angoulême; après cette guerre il est élevé à la pairie, puis nommé ministre de la guerre; IX, 120, 131. — Passe au ministère des affaires étrangères; avant de rentrer en France, en 1814, il avait passé sa vie en Russie; IX, 184 et 185.

**Dalla.** Membre du premier ministère de la restauration, il accompagne Louis XVIII au corps législatif lors de la promulgation de la Charte, et, dans un discours contre-révolutionnaire, se parle de cet acte que comme d'une ordonnance de réformation; VIII, 29, 28 et suiv., 89 et suiv., 45 et suiv. — Sa maladresse, ses outrages au système constitutionnel, en font un des auteurs de la catastrophe des cent-jours; VIII, 109, 115, 133 et suiv., 137, 225. — Libre pendant l'inter règne, sur la parole qu'il donne de ne pas quitter

la France, il se rend furtivement à Gand; VIII, 398. — Il reprend les seraux par interim, les remet à Pasquier, et se borne à la présidence de la chambre des pairs; VIII, 361, 369.

DAMOUR. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397.

DAMOURIN, un des officiers généraux de l'armée d'Égypte. Dirige l'artillerie dans l'entreprise sur la Syrie; V, 120, 123.

DAMOURIC aîné. Son vote dans le procès du roi; III, 374.

DAMOURIC jeune. Son vote dans le procès du roi; III, 374.

DAMAS, membre du comité des recherches; II, 108. — Cité; II, 305. — Reçoit les déclarations du roi et de la reine lors du retour de Varennes; II, 377. — Défend le pouvoir royal; II, 387. — Cité; III, 38. — Accapareur de sucrés et de café; sa maison pillée; agent contre-révolutionnaire; III, 88. — Agent de Louis XVIII à Paris lors du 18 fructidor; ses relations avec Flicheury; V, 31, 35. — Un des directeurs de la police à la restauration; VIII, 442.

DANNEBERG. Son accession au traité de neutralité armée avec les autres puissances du Nord l'expose aux excès de l'Angleterre, qui fait bombarder Copenhague; V, 413, 421, 433. — Seconde agression semblable (1807); la ville capitule, ayant six cents maisons de brûlées; la flotte danoise reste aux Anglais; représailles du roi de Danemark, qui embrasse le système continental de la France; vingt mille kopagnas sont envoyés dans ce pays par Napoléon; VI, 281 et suiv., 310. — Alexandre et Bernadotte se préparent à attaquer le Danemark, qui traite de nouveau avec la France; VII, 111, 115. — Il se détache de Napoléon (1813); VII, 284. — Des libelles publics dans ce pays; VIII, 36.

DANTON, général. Se fait battre dans la Vendée; IV, 59, 60. — Choisi par les sections pour l'opposer aux forces conventionnelles; espère de caporal bavard, il montre toute son incapacité; il fuit (18 vendémiaire); IV, 369, 366. — Emigre à la solde de l'Angleterre, il publie une justification relative à l'assassinat de Robespierre; V, 179.

DANTON, membres du conseil d'officiers qui dirigeait la guerre au commencement de la révolution; III, 81; V, 67.

DANTON, abbé. Officier municipal au Temple, il évite au roi l'horrible spectacle de la princesse de Lamballe assassinée; III, 305 à 304, 439.

DANTON. Ses menaces comme président des cordeliers; II, 188. — Dilemme qu'il

porte à La Fayette au sujet de l'évasion du roi; II, 362. — Substitut du procureur de la commune; acheté par la cour; favori de la populace; chef d'anarchistes; grand meneur de l'insurrection du 10 août; le Mirabeau des sans-culottes; III, 24, 56, 71, 88, 124, 129, 161. — Chargé du ministère de la justice après le 10 août, dit qu'il y a 666 porte par un boulet de canon; donne des instructions révolutionnaires; dirige la commune; anecdote sur sa virilité; III, 164 à 166, 168, 170 et suiv.; IV, 155. — Fait adopter des visites et des perquisitions domiciliaires; organise les massacres de septembre; III, 183, 194, 198, 212 et suiv. — Félicite publiquement les assassins des prisonniers d'Orléans; III, 222. — Membre de la convention; quitte le ministère; III, 241, 248. — Commissaire en Belgique; avide de pillage; III, 257, 338; IV, 7. — Cité dans le procès du roi; ses votes; III, 345, 347, 351, 378, 398, 416, 423. — Voleur; menace de son appel aux armées échoué dans le projet d'un coup d'état; membre du premier comité de salut public; IV, 9, 12, 24. — Sa faction terrasse les girondins; il s'oppose à la révolution; l'autorité appartient aux exécutifs; IV, 39 et suiv. — Il défend Garat, accusé devant la convention; IV, 79. — Il propose, en cas d'invasion, de dévaster la France pour vaincre, il ne veut que de l'audace; IV, 80, 131. — S'élève contre les abjurations faites à la hâte de la convention; IV, 156. — Est renversé par Robespierre, qui le voit guillotiner, et en témoigne sa satisfaction; caractères de Danton, puissance de tribun, mais qui n'a pas compris l'hypocrisie de son rival; IV, 190 et suiv. — Cité; IV, 229, 238, 246, 249, 254, 259, 261. — L'abbé Barthélémy lui a dé la liberté; IV, 323. — Cité; V, 318.

DANTON. Siège et prise de cette place par le maréchal Lefebvre, à qui Napoléon confère le titre héréditaire de duc de Danton; le territoire de cette ville est rétabli dans son indépendance; VI, 280, 289. — Plusieurs corps en retraite; après la campagne de Russie, y sont laissés sous le commandement du général Flapp, qui défend honorablement cette place pendant près d'une année; il signe une convention d'évacuation, qui est indignement violée par les Russes; VII, 179, 313.

DANTON (comte de). Sera le gendre de la famille royale d'Espagne au château de Valençay; VI, 329.

DANTON, un des légistes qui voulaient qu'on déposât six millions de propriétés (1815); VIII, 181.

DANTON (général). Partage l'hon-

neur de la bataille de Toulouse; VII, 447. — Fait exécuter des épreuves de mines devant la duchesse d'Angoulême; IX, 131.

**DAVIA**, agent des Bourbons. Arrêté à Bâle vers le 18 fructidor; V, 45.

**DAVIGNON**. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 387.

**DARO**. Signalé à l'estime nationale comme écrivain; I, 31. — Conseiller de Napoléon, il s'oppose à la marche sur Moscou; VII, 105.

**DARAYON**, professeur à l'École Normale lors de sa création; IV, 398. — Sénateur de la première formation; sa mort; notice; V, 333, 349.

**DARREMENT**, membre de la convention. Absent pendant le procès du roi; III, 385.

**DAUOU**. Son opinion et son vote dans le procès du roi; III, 379, 395, 402. — Rentre dans la convention avec les autres proscriers du 31 mai; membre de la commission chargée du nouvel acte constitutionnel (celui de l'an III); IV, 301, 302, 388. — Membre du conseil des Cinq-Cents; s'oppose à la proposition de déclarer la patrie en danger; V, 303, 334. — Membre de la commission législative après le 18 brumaire; V, 375. — Membre du tribunal, il s'oppose fortement à l'établissement des tribunaux spéciaux; passage de son discours altéré par le Moniteur; V, 334, 414.

*Dauphin (le)*. Voir Louis XVII.

**DAVIAUX**. Son vote dans le procès du roi; III, 365.

**DAVIAUX**, constitutionnel de 1793; III, 3, 135.

**DAVIS**, peintre. Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398. — Ami de Marat, il lui prouste son pinceau; IV, 57, 59. — Dessine l'ordonnance et dirige l'exécution de la fête à l'Être-Suprême; voit un autre Socrate dans son ami Robespierre; IV, 307, 351. — Son arrestation décrite; se défend d'une manière pusillanime; IV, 375. — Ses élèves portent le costume grec; on voit bien que ses crayons anoblissent ne traient pas les fêtes du directoire; IV, 440, 444. — Sa belle conduite dans la proscription; il refuse les propositions de Wellington et du roi de Prusse; mots de loi; IX, 110 et suiv.

**DAVOUR**. Famille russe alliée au duc de Grâmmont; IX, 300.

**DAVONICA**, un des généraux autrichiens battus par Bonaparte; IV, 466.

**DAVIANO** (mademoiselle), jeune personne noble, dont la présence à Paris releva une discussion entre Barrère et Robespierre; IV, 352.

**DAVOUY** oncle, lieutenant-colonel; III, 11.

**DAVOUY**. Sous-lieutenant, il exerce une insurrection dans son régiment; III, 10. — Un des généraux de l'armée d'Égypte; V, 120, 151. — On lui doit le succès de la bataille de Pozzolo; V, 430. — Nomme maréchal de l'empire; notice; source de son immense fortune; VI, 103, 108. — Cité dans la campagne de 1805; VI, 163, 172 et suiv., 174, 177, 186. — Cité dans la campagne de 1806 et 1807; on lui doit les succès d'Auerstaedt, où eut lieu l'engagement principal de la journée d'Iéna; III, 104, 129, 231 à 234, 238 et suiv., 248 et suiv., 250, 252, 257, 262. — En 1809, par une belle manœuvre dont l'initiative lui appartient, il bat deux armées autrichiennes victorieuses à Eckmühl; VI, 387 et suiv. — Cité; VI, 409, 413, 417. — Nomme général en chef après la bataille de Wagram; déclare qu'il sacrifierait à Napoléon tout ce qu'il a de plus cher; anecdotes; VI, 435 à 437. — Charge d'envahir la Poméranie suédoise; VII, 62, 69. — Cité dans la campagne de Russie; VII, 96, 105 et suiv., 113 et suiv., 160 et suiv., 144 et suiv., 158. — Il reprend Hambourg (1813), de concert avec Vandamme; VII, 207. — Cité; VII, 225, 235, 256, 264. — Ministre de la guerre dans les cent-jours; VIII, 144, 122. — Il parle de Napoléon d'une manière outrageante, et déclare qu'il est prêt à l'arrêter de sa propre main; VIII, 231 et suiv. — Signe la seconde convention qui rend Paris aux alliés; il abuse de l'armée, dont il est le chef; il paralyse tous les mouvements sous une apparence de patriotisme, et n'agit que par égoïsme; ses proclamations; VIII, 234, 238 et suiv., 239, 250 et suiv., 255, 261. — Sa mort; notice; sa conduite déloyale en 1815 avait fait un grand tort à sa réputation; VIII, 475. — Erreur rectifiée sur l'époque de sa mort; IX, 136.

**DAVOUY**, enjuré du 30 août; III, 129.

**DAVOUX** (de la Creuse). S'est récusé dans le procès du roi; III, 367.

**DAVY** (Jean). S'élève contre le pouvoir royal; III, 115. — Son vote dans le procès du roi; III, 361, 399. — Membre du premier comité de salut public; IV, 17, 24.

— Fait célébrer le septième anniversaire du 14 juillet; IV, 438. — Président des Cinq-Cents, il reçoit le serment de haine à la royauté; son allocution; V, 3. — Rejette une proposition favorable aux fugitifs de Toulon; membre de la commission des Cinq-Cents qui propose l'expulsion à perpétuité des nobles, anoblis, etc.; V, 20, 73. Ministre à Radstadt, il échappe au mas-

sacre ont périsent ses collègues; son récit romantique et sentimental; V, 168 à 171, 175, 179, 182. — Cité; V, 203, 310. — Membre du tribunal, il appuie l'établissement des tribunaux spéciaux; V, 334, 434.

**DAAEN, général.** Se distingue à la victoire de Radstadt; IV, 455. — A Hochstedt; à Hohenlinden; V, 401, 412. — Commande à Toulouse dans les cent-jours; VIII, 189. — A été capitaine-général de l'île-de-France; IX, 78.

**DACAIS.** Ceint honorer Henri IV en donnant à son le buste de Gabrielle; I, 209. Cité; IV, 444. — On lui attribue la fermeture nocturne des chambres pendant les cent-jours; fidèle au roi comme il l'avait été à Napoléon; VIII, 344. — De préfet de police il devient ministre, et remplace Fouché; il recommande, mais sans effet, une exécution modérée de la loi sur la liberté individuelle; VIII, 280, 292, 299. — Poursuit le maréchal Ney; laisse les jésuites faire des acquisitions territoriales; à sa chute ils débordent de toutes parts; VIII, 314, 320. — On ne sait s'il faut lui imputer l'insurrection de Grenoble, mais l'ordonnance du 5 septembre le rend national; VIII, 341, 351 et suiv. — De sa gestion et de son caractère; dévoué aux volontés de la cour; jaloux de flatter les différentes opinions, il perd la confiance des constitutionnels; VIII, 366 à 371. — Passe au ministère de l'intérieur; plus favorable à l'homme d'état; ministre sans suite; de sa merveilleuse fortune, sans exemple, même en Espagne; premier ministre, il n'oublie qu'un seul parti, celui de la nation, et on lui devra les jésuites; VIII, 440, 446 à 450, 452. — Son père s'était enrichi en achetant la terre de Fronsac; VIII, 457. — Fait une nomination de pairs pour s'assurer des votes; il sera renversé par les mesures arbitraires qu'il établit, et surtout par son système de bascule; VIII, 459, 462, 468, 470. — Deux jours après l'assassinat du duc de Berri il présente aux chambres trois projets de loi qui détruisent le système électoral, la liberté individuelle et la liberté de la presse; en même temps qu'il perd la confiance nationale, le parti contre-révolutionnaire, par l'organe de Clausel de Coussergues, l'accuse comme complice de Louvel; enfin il reçoit sa démission, après avoir caressé et blessé tous les partis, mais comblé de titres et de gratifications par le roi; il se rend en Angleterre comme ambassadeur; résumé de sa carrière politique; IX, 5 à 8. — Lettre que lui avait adressée Dumas; IX, 21. — Il est rappelé de son ambassade à Londres; IX, 81. — Louis XVII, peu de mois avant sa mort,

lui accorde une nouvelle gratification; il était parvenu à se procurer et à remettre à ce prince les papiers précieux que Courtois avait pris dans les cartons de Robespierre; IX, 199.

**Décembre.** Le 24 de 1799, proclamation de la constitution de l'an VIII (consulaire); V, 301. — Le 3 de 1800, victoire de Hohenlinden; V, 411. — Le 25 de 1800 (3 nivôse), explosion de la machine infernale; V, 413. — Le 3 de 1804, sacre et couronnement de Napoléon; VI, 141. — Le même jour de l'année suivante, bataille d'Austerlitz; VI, 176. — Le 4 de 1808, Napoléon, étant en Espagne, supprime l'inquisition; VI, 365. — Le 16 de 1809, divorce de Napoléon; VI, 443.

**Déchéance.** De Louis XVI, demandée par plusieurs députés après le retour de Varennes; II, 387. — Par les fédérés, par les sections de Paris; en discussion à l'assemblée; III, 119, 126, 128 et suiv., 130 et suiv., 156. — De Napoléon; décret du sénat qui le prononce; des actes d'adhésion; VII, 411 à 415, 452 et suiv. — Acte du conseil d'état qui en relève Napoléon; VIII, 146.

**DACAEREAUX.** Son vote dans le procès du roi; III, 365.

**Déclaration.** Voir *Guerre, Patrie, Politique (suite et denrées)*.

**Déclaration du 23 juin.** (principes constitutionnels exposés par Louis XVI); II, 43.

**Déclaration des droits.** Elle est décrétée qu'elle précède la constitution; texte de la première déclaration; II, 114, 128 et suiv. — Forme le premier chapitre d'une nouvelle organisation sociale dans les deux mondes; II, 459. — Voir *Constitution*.

**Déclaration de Francfort.** Noble et belle, mais demeure sans effet; c'était un piège tendu à la bravoure et à l'honneur; VII, 278 et suiv., 362 et suiv.

**Déclaration de Saint-Ouen.** Les dispositions libérales qu'elle annonce seraient dues à l'empereur Alexandre; VII, 438. — Texte de cette pièce, attribuée à Talleyrand, et rédigée dans le sens indiqué par l'empereur de Russie, qui en aurait corrigé quelques passages; anecdote; VIII, 13 à 16. — Dambray s'y montre contraire dans son discours au corps législatif; VIII, 29.

**Découvertes.** Voir *Inventions*.

**DACAIS.** Un des deux contre-amiraux qui se sont tenus en observation pendant le malheureux combat d'Aboukir; V, 128. — Le plus corrompu, le plus inhabile ou le plus nuisible de tous les ministres de la marine; VI, 169, 205, 386; VII, 36; VIII, 144. — Sa mort extraordinaire; IX, 31.



**DEPRÉMENT**, secrétaire de la convention lors de l'interrogatoire du roi; président lors de la défense; adresse la parole à l'accusé; son vote; III, 321, 319, 336, 371.

**DEPUX**, général. Commande l'armée des Pyrénées-Orientales; IV, 37.

**DESSAINT**. Son vote dans le procès du roi; III, 384.

**DESSAINT**, un des conseillers d'état chargé d'organiser la Catalogne; VII, 70.

**DESSAINT** (Olympe), femme auteur. Sa lettre à la convention pour obtenir de défendre le roi; III, 300.

**DESSAINT**. Commande le génie à la prise d'Ypres; dirige la siège de Nieupoort, celui de Nimègue; IV, 213, 227, 297.—Révèle de grands talents au premier passage du Rhin (sous Jourdan); IV, 360.—Était sorti de l'école de Sorèze; V, 191.—Conseiller d'état de la première formation; V, 335.

**DESSAINT** fils. Proscrit de 1815; VIII, 258.

**DEJOLY**, ministre de la justice sous Louis XVI. Le 10 août, demande en vain que l'assemblée envoie une députation auprès du roi; III, 116, 142.

**DELABORDE**, général. Avec moins de cinq mille hommes il repousse Welbington, qui eu commandait quatorze mille; VI, 348.

**DELABORDE**, un des députés signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; VIII, 373, 397.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 383.

**DELABORDE**, député. Signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 378.

**DELABORDE**, membre du bureau des longitudes dès sa formation; IV, 338.

**DELABORDE**, député. Signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**DELABORDE**, député. Signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**DELABORDE**, membre de l'assemblée législative, et chargé par elle du reconnaissance des diamants qui manquaient au Garde-Meuble; III, 324.

**DELABORDE**, anecdote relative à une boîte de diamants qu'il remit de confiance au comte de Blacas d'Aulps; III, 328 à 326.

**DELABORDE** séné. Son vote dans le procès du roi; III, 374, 397.

**DELABORDE** jeune. Son vote dans le procès du roi; III, 374.

**DELABORDE**. De conseiller à la cour royale il passe préfet de police; IX, 79.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 373.—Sa question au parlementaire d'une place rendue; IV, 398.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 384, 401.

**DELABORDE**, ministre de Louis XVI. Cité; II, 453, 452.—Mis en accusation par l'assemblée législative; griefs qui lui sont reprochés; sa conduite secrète; III, 63 à 69, 76.

**DELABORDE** (Benjamin), membre distingué de la chambre des représentants; VIII, 172.—Cité pour un curieux calcul de finance en 1818; VIII, 416.—Un des députés signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.

**DELABORDE**, juge au tribunal révolutionnaire; IV, 210.

**DELABORDE**, un des matérialistes de l'expédition d'Égypte; V, 131.

**DELABORDE**, porteur Cité; IV, 325, 338.—N'est pas appelé à l'Institut lors de la première formation de ce corps; IV, 329.—Cité; VI, 340.—Il meurt fidèle à la cause des Bourbons; notice; VII, 303 et suiv.

**DELABORDE** (Ph.). Son vote dans le procès du roi; III, 364.

**DELABORDE**. Son vote dans le procès du roi; III, 389, 398.—Membre du premier comité de salut public; IV, 34.

**DELABORDE**, général. Opposé au concordat; ses paroles hardies à Napoléon lors du couronnement; exilé jusqu'aux débris de Moscou; V, 444.—Tué à la bataille de Leipzig; VII, 259.

**DELABORDE**, un des secrétaires du conseil des Anciens au 18 brumaire; V, 287.

**DELABORDE**, accusé contumace dans l'affaire de Saumur; IX, 90.

**DELABORDE**, ancien officier. Est forcé à Toulon avec son fils, qui n'avait pas voulu le quitter; IV, 170.

**DELABORDE**, maire de Châtillon, un des premiers chefs des Vendéens; III, 178.

**DELABORDE**, tribun obscur qui vote l'établissement du trône impérial; VI, 85.

**DELABORDE**, un des députés signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 127.

**DELABORDE**, no des juges incorruptibles dans le procès de Moreau; VI, 124.

**DELABORDE**, agent des Bourbons à l'époque du 18 fructidor. Devoué, mais dépourvu de talent; V, 44 et suiv.

**Democritus**, fils du précédent, et marquis. Trompette de hussards sous Napoléon, et ambassadeur sous Louis XVIII; sans talents politiques; V, 44 et 45. — Cité dans le même sens, mais avec le titre de comte, à l'occasion de la conspiration de George; VI, 47, 51.

**Drais**, colonel. Signe la convention qui lie le Paris aux alliés (1814); VII, 399.

**Danois**, un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

**Dentzel**, conventionnel. Absent pendant le procès du roi; III, 381.

**Département de Paris**. Fait une adresse à Louis XVI, rédigée par Talleyrand; II, 307; III, 304. — Demande au roi le veto sur un décret entre les prêtres insermentés; III, 107. — Entre dans un projet d'évasion de la famille royale; suspend de leurs fonctions Pétion et Manuel, qui sont réintégrés par l'assemblée nationale; hnit de ses membres sur neuf donnent leur démission; dirige par Roederer, il conduit Louis XVI à l'assemblée le 10 août; III, 91, 118, 120, 148. — Voir *Commune de Paris*. — Il vote un monument triomphal au premier consul; V, 45; VI, 198. — Dans une proclamation, attribuée à Bellart, il invite les habitants à secouer le joug de Napoléon; (1814); VII, 409 à 405.

**Départements**. La nouvelle division de la France en forme quatre-vingt-trois, et donne au peuple trois cent mille mandataires directs; II, 188 et suiv. — La réunion de la Savoie ajoute deux départements; III, 268. — La constitution de l'an III en indique quatre-vingt-neuf; les réunions de la même année les portent à quatre-vingt-dix-huit; IV, 363, 377. — Voir *Préfetures*. — La France en compte cent huit; VI, 7. — La réunion de l'état de Gènes en ajoute trois; VI, 168. — Rome et les états du pape en forment deux autres; la réunion de territoires hollandais et de la rive gauche du Rhin, des villes suédoises, du Valais, etc., en font de toute la Hollande, en porte le nombre à cent trente; VII, 7, 12, 15, 37 et 38. — La réunion de la Catalogne en aurait donné quatre de plus; VII, 70. — Une ordonnance royale établit la direction générale de l'administration communale et départementale; VIII, 425. — Ordonnance relative aux conseils d'arrondissement, etc.; tableau de la population des quatre-vingt-six départements (1821); IX, 63, 79, 81.

**Départition**. Décrite par la convention à l'égard des personnes que les lois accusent pas, mais dont l'innocence serait reconnue; IV, 43. — Voir *Prêtres insermentés*, *Bourbons*, *Comités de salut public*,

*Fructidor*, *Brumaire*, *Machine infernale*.

**Députation universelle**. Reçue par l'assemblée constituante; II, 133.

**Députés**. Ceux de l'assemblée constituante reçoivent une indemnité de 18 fr. par jour; II, 125. — Décret qui les exclut du ministère, de toute autre place ou pension, etc., et leur défend de solliciter ni pour autrui ni pour eux-mêmes, etc.; II, 188, 267, 304. — Voir *Représentants du peuple*. — Convinçus d'un délit national, ils seront livrés sur-le-champ au tribunal révolutionnaire; effet de ce décret; IV, 26, 31, 93 et suiv. — Ils reprennent leur inviolabilité, sauf les cas d'accusation par un décret; exemples; IV, 269, 275, 316, 333. — Voir *Fructidor*, *Élections*, *Brumaire*. — Une disposition fortive, insérée dans le sénatus-consulte qui supprime le tribunal, établit qu'un député devra avoir quarante ans; VI, 378. — Critique de la même disposition, insérée dans la Charte; VIII, 43 et suiv. — L'acte additionnel n'exigeait que vingt-cinq ans; une ordonnance royale de 1816 proclame la même condition; VIII, 158, 251. — L'article de la Charte qui veut quarante ans est rétabli; dispositions de la loi des élections de 1817; entre autres, elle supprime le traitement des députés; VIII, 350, 359 à 361.

**Deraisy**. Son vote dans le procès du roi; III, 371.

**Dernay**. Ministre danois; VII, 17.

**Deraux**. Son vote dans le procès du roi; III, 369, 398.

**Dessau**, général. Cité parmi les noms impérissables de la révolution; IV, 324. — Commande sous Moreau; se dévoue le passage du Rhin à Kehl; contribue à la belle retraite de Moreau; IV, 433, 454, 467, 470. — Il partage la gloire de la défense de Kehl; honorable exclamation d'un soldat en voyant Dessau sur la barrière; V, 2, 13. — Commande provisoirement l'armée anglaise; part avec l'expédition d'Égypte; V, 82, 110. — Il défait Mourad-Bey, gagne la bataille de Samhoud, parvient de victoire en victoire jusqu'aux limites de l'Égypte, sous le tropique, se faisant admirer des Arabes, qui le surnommement le Sultan juste; V, 143, 151 et suiv. — Cité; V, 334. — Il meurt, après avoir décidé la bataille de Marengo (Kléber périssait le même jour en Égypte); éloge de ce grand homme, que Bonaparte n'a point honoré comme il le devait, que les écrivains ne louent pas assez; un mot du monstre au monument qui lui avait été élevé sur la place des Victoires; V, 394, 397 et suiv. — Cité pour la modération; VI, 428.

**Déterminement**. Voir *Terreux*, *Breiz*.

**DÉAUGIER.** Désigné à l'occasion de son pot-pourri sur la bataille de Waterloo, etc. (à la note) ; I, 25. — Auteur d'un hiérodrame sur la prise de la Bastille ; II, 385.

**DÉAUNIER.** agent diplomatique en Suède ; VII, 59.

**DÉAULT.** célèbre médecin. Donne des soins au jeune Louis XVI, et meurt subitement ; IV, 335.

**DÉCAMPS.** Son vote dans le procès du roi ; III, 369, 396.

**DÉCAULTRE.** En révélant sa philosophie, préparait la révolution ; I, 214.

*Décente en Angleterre.* Voir *Marine*.

*Déserteurs.* Voir *Armée*.

**DÉAËZ.** Choisi pour défenseur du roi, qui le cite dans son testament ; le mérite du plaidoyer qu'il a prononcé consiste plus dans l'adresse que dans la vigueur ; examen, suivi d'extraits ; III, 311, 318, 319 à 319. — Il établit l'illégalité du jugement ; III, 337. — D'une déclaration qu'il fera à la chambre des pairs sur cette procédure ; III, 345 et suiv. — Dans ses instances prioritaires pour obtenir une place sous le gouvernement impérial, il rappellera comme un titre d'avoir défendu Louis XVI, « votre parent », dira-t-il à Napoléon ; III, 352. — Malgré la protection de Cambacérès, dont il fréquentait les salons, et quoiqu'il eût voté pour un monument à la gloire de Bonaparte, il n'obtint pas la place qu'il sollicitait ; VII, 454. — Elevé à de hautes fonctions par le roi ; VIII, 154.

**DÉCAÏTRES,** célèbre médecin. Sa belle conduite en Egypte ; V, 120, 195.

**DÉCANOIS.** Ses votes dans le procès du roi ; III, 378, 398.

**DÉCHOUILLÈRES.** Son vote dans le procès du roi ; III, 376.

**DÉCHOUËRES,** garde-du-corps. Tué en 5 octobre ; III, 161.

**DÉCHOUËRES,** un des juges incorruptibles dans le procès de Moreau ; VI, 124.

**DÉCHOUËRES.** Chef d'une police secrète, il est arrêté dans son lit, et emprisonné par Malet et ses complices ; Napoléon avait en lui une entière confiance ; VII, 121.

**DÉCHOUËRES,** membre du comité de constitution de l'assemblée nationale ; II, 408. — Du département de Paris ; III, 18.

**DÉCHOUËRES (Camille).** Cité comme écrivain suspect ; I, 63. — Excite l'insurrection ; II, 113. — Fulcureux ; III, 37, 71. — Conjuré du 10 août ; complice des massacres de septembre ; III, 159, 164. — Ses votes dans le procès du roi ; III, 331, 353, 378, 398. — Cité sur l'existence d'un parti à l'étranger ; IV, 161. — Conduit à l'echafaud avec Danton ; s'était proclamé la pro-

curateur-général de la lanterne ; IV, 190, 161. \*

**DÉCHOUËRES,** propriétaire de l'île de France, chez qui M. de Villele fut d'abord employé ; IX, 77.

**DÉCHAUX (dun),** fondateur de l'école de Sorèze. Son élog historique ; hommes célèbres qu'il a formés. Pnyon, Robespierre et Napoléon l'ont honoré ; V, 191 à 193.

**DÉCHOUËRES.** Son vote dans le procès du roi ; III, 385, 398.

*Despotisme.* Voir *Pouvoir absolu*. Ne se fondera plus nulle part, malgré les efforts des ministres ; I, 37 et suiv. — Quelque bienfaisant qu'il soit, il ne peut exister de droit ; I, 363. — A été organisé par le sénatus-consulte qui établissait le consulat à vie ; V, 486. — Imposé à la France avec le trône impérial ; c'est le plus immoral et le plus abrutissant des gouvernements ; VI, 86, 303. — N'avait jamais été aussi habilement conçu que par Napoléon, qui avait du moins le faire respecter : mot de madame de Staël ; VIII, 487, 491.

*Despotisme ministériel.* Voir *Ministère* depuis 1814.

**DÉCHOUËRES,** chef d'état-major en Espagne (1823) ; IX, 121.

**DÉCHOUËRES,** abbé. A travaillé aux rapports et discours de Talleyrand depuis la nomination de ce dernier aux affaires étrangères ; II, 303 ; VII, 331.

**DÉCHOUËRES,** contre-amiral. Fait capituler le fort de Saint-Pétri pendant la guerre d'Espagne de 1823 ; IX, 149.

**DÉCHOUËRES,** un des chefs noirs de Saint Domingue. Se soumet au général Leclerc ; reprend les armes ; V, 469, 483. — Les noirs le nomment capitaine-général, puis gouverneur-général à vie ; il leur fait une proclamation pour les exciter au massacre des blancs ; VI, 24, 26, 73 à 75. — Il prend le titre d'empereur sous le nom de Jacques I<sup>er</sup> ; VI, 140. — Il fait massacrer tous les blancs restés en esp. Français ; au moment où il projette la mort d'un certain nombre de noirs dont il se défie, il est lui-même assassiné ; VI, 219, 236. — Il avait été sacré par un capucin ; VII, 34.

*Dessechement des marais.* Louis XVI le fait exécuter dans le Vexin ; I, 490. — Napoléon y dépensa trente-sept millions ; VII, 186. — Etablissement de la compagnie des dunes, autorisée à faire toutes les vérifications relatives aux dessechements, etc. ; IX, 44.

**DÉCHOUËRES,** général. Commande sous Moreau, et partage la gloire de sa belle retraite ; IV, 433, 470. — Montre de grands talents au passage du Rhin ; V, 130. — Son combat de Sainte-Marie, dans la Vellaine, son

ret un des plus beaux faits d'armes de la révolution; il ne lui méritera la confiance ni du directoire ni de Bonaparte; motifs de leurs préventions; V, 159 et suiv.—Cité; V, 334, 336, 386, 401, 411.—S'oppose aux proscriptions du 3 nivôse (machine infernale); V, 414.—Commande la garde nationale, en 1814, lors de l'entrée des alliés à Paris; éloge de sa conduite; VII, 410, 443 et suiv.—Un des plénipotentiaires chargés des intérêts pécuniaires de la France après l'occupation des alliés; appelé au ministère des affaires étrangères; VIII, 437, 440, 450.

**DESTÈS**, membre du conseil des Cinq-Cents. Il appuie la proposition de déclarer la patrie en danger; V, 334.

**DESTOTT** ou **TAIOT**. De la minorité opposante au sénat; VII, 439.

**DESTUTT** ou **TAIOT** fils, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

*Dettes publiques. Voir Finances.*

*Dettes du roi (en pays étrangers). Reconnaissances dettes de l'état; leur montant; VIII, 89, 416.*

**DEVAIS**. Son vote dans le procès du roi; III, 365.

**DEVAISÉ**. Son vote dans le procès du roi; III, 384.

**DEVAIS**, juré dans le procès de la reine; IV, 155.

**DAVILLE**. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

**DEYDRE**, conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 360, 399.

**DEYDRE**, serrurier, juré dans le procès de la reine; IV, 125.

**DEYDRE-LAYOIS**. Son vote dans le procès du roi; III, 369, 399.

**DIKROIT**. Cité pour ses principes antimonarchiques et irréligieux; I, 349, 373.—Est l'auteur d'un grand tiers de l'ouvrage publié par l'abbé Raynal; II, 331.

**DIKASTREIN**. Le maréchal Mortier y soutient contre les Russes un des combats qui honorent le plus les soldats français; VI, 173.

**DIKOV**, vicomte. Chargé du portefeuille de la guerre en l'absence du ministre Victor (1813); IX, 120.

**DIJON**. Cette ville reçoit le quartier-général de l'armée de réserve dans la campagne de Marengo; V, 379, 386.—Prise par les Autrichiens (1814); VII, 325.

**DILLON**, archevêque. Avait établi un séral; II, 244.

**DILLON** (Arthur), surnommé *le Beau Inscrit au livre-rouge*, à la recommandation de la reine; II, 320.—Portera sa tête sur l'échafaud, quoique dévoué à la répo-

blique; IV, 83.

**DILLON** (Théobald), général. Massacré par ses soldats après une défaite; III, 84.

*Dimes. Sommes déclarées rachetables, puis supprimées sans rachat; réflexions; ce qu'elles étaient dans l'origine, et ce qu'en a fait le clergé; II, 115, 123 et suiv., 171 et suiv.*

*Diplomatie. Se fait maintenant sous des rideaux de gaze; I, 36.—Voir Politique (faits et démarches).—Après 1815 elle prend un caractère de violence et d'hypocrisie inconnu jusque alors; VIII, 347.*

*Directoire. Sa création par la constitution de l'an III; nomination des cinq premiers membres par les conseils législatifs (Reveillère, Letourneur, Rewbel, Barras et Carnot); il s'établit au Luxembourg; IV, 384, 388, 403 et suiv.—On lui doit la création du ministère de la police, hideuse institution; IV, 413.—Tableau de la France sous son règne; tyranie vile; spectacle honteux de la dissolution des mœurs publiques; IV, 434 à 448.—Barthelemy est nommé directeur; V, 15.—Voir *Fructidor* (dix-huit).—Entrée de deux nouveaux membres (Merlin de Douai et François de Neufchâteau); V, 56.—Il casse les élections aux conseils législatifs; il remplace la guillotine par la fusillade; V, 111 à 114.—Entrée d'un nouveau membre (Treillard); sa politique; V, 183.—Entrée de Syeyès; V, 187.—Trois membres en sont éliminés par suite de l'opposition des conseils au 30 prairial (Reveillère, Merlin de Douai, Treillard); leurs successeurs (Gohier, Roger-Ducos, Moulins); V, 200 à 207.—De sa situation lors du retour de Bonaparte d'Egypte; sa chute; V, 251 et suiv., 279 et suiv.—Voir *Brunaire* (dix-huit), *Guerres*, *Politiques* (faits et démarches), *Traites*, *Congrès de Radstadt*, *Egypte*, etc.—Cité; VIII, 184.*

*Discipline. Voir Armée.*

*Diette. Elle provoque les événements des 5 et 6 octobre; cesse avec eux; II, 149, 183.—Ce qu'elle est en 93 et 94; commissaires salariés pour présider aux distributions; en 95, la ration du pain est portée à une livre par bouche, au lieu d'une once; prix de plusieurs articles en assignats; fin des distributions; IV, 285 et suiv., 314, 416, 419.—Voir *Accaparement*, *Maximum*.*

*Division territoriale. Voir Départements. Divorce. De ses effets sous le directoire; IV, 437.—De celui de Napoléon et de Joséphine, prononcé par le sénat, sur la notification qu'en fait le prince Eugène, et confirmé par l'officialité de Paris; résultats malheureux qu'on peut attribuer à cet évé-*

nement; VI, 443; VII, 4 à 6. — Abolition du divorce; objections morales et historiques; VIII, 343 à 347.

DRIZZ. Son vote dans le procès du roi; III, 372, 397.

DURAZAR, ou *Durnaziar*, pacha de Syrie. Bonaparte lui porte la guerre; de sa défense d'Acre dans laquelle il est secouru par Sydney-Smith et par Philéas, émigré français; V, 152, 159 et suiv.

Doctrinaires. Section du parti constitutionnel; VIII, 418.

DOOZ, général. Commande le corps du génie en Espagne (1823); IX, 131.

DOZANAC. Capitulation de cette place; VI, 174.

DONAGIA, chef vendéen. Son commandement; il est tué à l'affaire de Saumur; IV, 39, 44.

*Domaine de la couronne*. Décret qui le définit; II, 255. — Voir *Liste civile*. — Des archives sont créées pour réunir toutes les pièces relatives à ce domaine; IX, 152.

*Domaine extraordinaire et domaine privé* (de l'empereur). Comment ils se composent; motifs particuliers qui ont donné lieu à la création du domaine extraordinaire; VII, 2. — Ces deux domaines sont envahis et dilapidés à la restauration; VIII, 131.

DOUOY, général. Commande une division de cavalerie en Espagne (1823); IX, 131.

DONABIAU, général. Commande une division en Espagne (1823); IX, 131.

*Donx patriotiques*. Par de simples particuliers; leur montant, de 1789 à 91; II, 121, 154, 286.

DOMEXLOT, général. Se distingue à l'armée d'Égypte; V, 143, 375.

DONNIA. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.

DONNET, comte, ambassadeur d'Angleterre. Obligé de justifier son gouvernement d'avoir voulu incendier Brest; IV, 351.

*Donner*. La contrebande des marchandises anglaises y fait établir des cours prévoyables; comment les chefs de l'armée troupaient la surveillance des douaniers; VII, 34 et suiv.

DOUGLAS. Son vote dans le procès du roi; III, 383.

DOUGLEVILLE (duc de). Cité honorablement; VIII, 198. — Appelé à la direction générale des postes; homme d'une réputation intacte; nommé ministre d'État; IX, 79, 81. — Promu au ministère de la maison du roi; IX, 184.

DURUZ. Son vote dans le procès du roi; III, 363.

DOULCET DE PORTÉCOILLANT. Son vote dans le procès du roi; III, 384. — Dénonce par les sections pour son opposition aux jacobins; IV, 28. — Rappele des proscriptions avec les girondins; IV, 388.

DOUKEAC, général. Partage la gloire de la bataille de Vauchamp; VII, 344.

DOUAI-VIANNEU, juge au Tribunal révolutionnaire lors du procès de la reine; IV, 124.

DOTA, commandant de Mayence lorsque cette ville se rendit aux Prussiens; IV, 61.

DOUX, ministre d'Angleterre à Venise, dirigeant les intrigues de son gouvernement contre la France; V, 46 et suiv.

DREPENU. Voir *Cocarda*.

DZABE. Les familles impériales de France et d'Autriche s'y réunissent, ainsi que tous les souverains alliés ou balternes de Napoléon (1812); VII, 88 et suiv. — Napoléon y remporte une victoire inébranlable sur les alliés (1813); VII, 237 à 239, 241, 243.

*Droit d'aubaine*. Sa suppression; I, 490; II, 556; VIII, 465.

*Droit d'aînesse*, *Majorats* et *Substitutions*. Leur abolition par l'assemblée constituante regarde comme un bienfait; II, 460 et suiv. — Ordonnance qui tend à les établir (1824); IX, 162.

*Droit de grâce*. Est retiré au roi par décret de l'assemblée constituante; II, 342. — Donne au premier consul le sénatus-consulte qui établit le consulat à vie; V, 482.

*Droit de guerre et de paix*. Appartient à la nation, d'après un décret de l'assemblée constituante; II, 228. — La constitution de l'an VII veut que les actes y relatifs soient décrétés comme des lois; V, 307. — La violation de cet article est un des griefs de la déchéance de Napoléon; VII, 411.

*Droit divin*. Inconnu sous la première race des rois de France; le pape Etienne le fit intervenir lors de l'avènement de Pépin; I, 106. — Ne fait pas la légitimité des rois; produit par un clergé dominateur, et adopté par la superstition; I, 132, 146. — Les princes du moyen âge l'opposaient aux entreprises des pontifes; maxime erronée de Bonnet; I, 209, 310. — Explicitement enoqué dans l'oraison de l'an VII au sacre de Napoléon; VI, 145. — Odieux résultats de ce prétendu droit divin, sur lequel se fonde aussi l'abjecte soumission des Turcs; exemples tirés de l'histoire de France; VII, 306 à 311, 315 et suiv. 491. — L'ancien clergé veut le reproduire en 1814; le triomphe en Espagne; le chancelier Darnley s'empresse de le rappeler au corps lé-

gislauf; VIII, 14, 18, 29 et suiv. — De cette doctrine, rangée depuis long-temps parmi les absurdités; VIII, 37 et suiv., 120, 124. — Professeur par les ultras; VIII, 419. — Dirige le congrès de Verone; IX, 116.

*Droits politiques.* S'abstient sous les Bourbons, conseille par tris cardinaux; I, 68. — L'indifférence des citoyens en faveur l'usurpation; I, 110. — Sont proclamés par le parlement de Paris; I, 403. — Voir *Elections, Constitution*.

*Droits de l'homme et du citoyen.* Voir *Déclaration des droits*.

*Droits réunis.* Etablissement de cette administration; VI, 27 et suiv. — Impôt illégal sur le sel; monopole de Napoléon; VII, 273, 473.

*Ducour, maître de poste.* Reconnaît Louis XVI, et le fait arrêter; est porté pour 30,000 fr. dans les deux millions accordés aux personnes qui ont concouru au même événement; II, 353, 373, 393. — Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397. — Il pose un pistolet sur la poitrine de l'aujourd'hui à la tribune; IV, 36. — Serait brigand (dit-il) pour la bonheur du peuple; IV, 65. — Fait prisonnier, il est compris dans l'échange pour le fils de Louis XVI; IV, 411. — Président des Jacobins du Manège; V, 210.

*Ducour (d'Erion).* Cité dans la campagne de Waterloo; VIII, 202, 204 et suiv.

*Ducour.* Il partage la gloire du combat de Weissenfels, des batailles de Lutetia et de Hanau; VII, 200, 205, 265. — Cité dans la campagne de Waterloo; mis en jugement au retour du roi; VIII, 204, 211, 258.

*Ducoux.* Son vote dans le procès du roi; III, 369.

*Ducoux (la).* Sommes qu'elle a fait porter au livre-rouge pour ses protégés; avait le projet d'épouser le roi; sa correspondance avec de grands personnages; II, 217 à 220. — Est guillotiné; IV, 439.

*Ducoux, cardinal,* ancien archevêque de Paris. Fréquentait les salons de l'archevêché de Cambacérès; VII, 455.

*Ducoux.* Son vote dans le procès du roi; III, 370.

*Ducoux.* Condamné à cinq ans de prison dans l'affaire de Belfort; IX, 103.

*Ducoux.* Son vote dans le procès du roi; III, 378, 401.

*Ducoux, cardinal.* Le plus infâme des ministres; I, 181; III, 441.

*Ducoux, préfet de police.* Ce qu'il recevait des jeux et de la loterie; IV, 126. — De sa fortune sous Bonaparte, à partir de l'événement du 3 nivôse (machine infernale); passage de sa baraque au premier

consol; ce qu'il était; sollicitera le titre de comte de Vitry; V, 416, 418. — Sa polier, si vanité, échoue relativement à la conspiration de Georges; VI, 31, 30 et suiv. — Met qu'il s'est approprié sans l'avoir dit; VI, 45. — Cité; VI, 454.

*Ducoux (du Haut-Rhin).* Son vote dans le procès du roi; III, 380.

*Ducoux (Julien).* Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

*Ducoux de Casack.* Cité comme partisan du duc d'Orléans; II, 81. — Parole de loi à l'assemblée constituante; II, 448. — Commissaire envoyé au Temple; s'oppose à ce que Louis XVI puisse voir sa famille; son vote dans le procès; III, 294, 304, 362, 399. — Commissaire de la convention au siège de Lyon; IV, 96. — Membre d'une commission d'ordre public quelques jours avant le 13 vendémiaire; IV, 361. — Nommé ministre de la guerre peu de temps avant le 18 brumaire, il demande à Barras l'ordre d'arrêter Bonaparte, et promet de le tuer; ministre inhabile; V, 245, 255 et suiv.

*Ducoux-Ducoux.* Son vote dans le procès du roi; III, 384, 390, 401.

*Ducoux.* Appelé au ministère de la marine (1793); III, 116. — Remplace au même poste en 1805; étrange préférence qu'il accorde à la ville d'Angoulême pour établir un collège de marine; VII, 280, 307. — En donnant les emplois à des hommes incapables, mais qui avaient émigré, il obtient, entre autres malheureux résultats, le naufrage de la *Médée*; d'ailleurs homme d'une rare médiocrité; VIII, 347 et suiv., 385 et suiv. — Cité pour un rapport; VIII, 371. — Sa mort; notice; IX, 45.

*Ducoux.* Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

*Ducoux, général.* Commande l'armée des Pyrénées-Occidentales; IV, 27.

*Ducoux;* général. Il défend Burgon avec autant d'habileté que de bravoure; VII, 199, 173.

*Ducoux (Chambardel).* Son vote dans le procès du roi; III, 384, 398.

*Ducoux.* Son vote dans le procès du roi; III, 385.

*Ducoux (madame), née Talon.* Protégée pour être admise devant le roi, elle en sortit haute protectrice; particularités touchant Louis XVIII et cette dame; IX, 199 à 201.

*Ducoux.* Se fait porter malade à la convention pour y prononcer un vote favorable au roi; III, 358, 384.

*Ducoux.* Cité comme un des membres de l'Académie française qui suivirent la révo-

lution; I, 276.—Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 396.— Passage de son ode patriotique du 10 août 93; IV, 74.— Nomme sénateur, il refuse; V, 333.— Poète républicain; sa chanson intitulée la *Décade*; VII, 203 et suiv.

DUCAWATA, amiral anglais. Obtient un avantage sur la marine française; VI, 204.

DUCOS (de la Gironde). Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.— Membre du premier comité de salut public; IV, 17.

DURE, leur établissement sous les Français; I, 108.

DURON. De sa conduite en Espagne comme intendant; sujet dévoué à Napoléon; VII, 179.— Fréquentait les salons de Cambacérès; VII, 405.

DURRYAL. Son vote dans le procès du roi; III, 384.

DURUZA, général. Sa division est compromise à Baylen par le général Dupont; VI, 342.

DURASSA (Saint-Léon). Chargé de porter à Necker son ordre de rappel; II, 92.— Du conseil d'état de Napoléon lors de sa première formation; V, 335.

DURICAN-VALARÉ. Fait un rapport sur les pièces relatives au procès du roi; III, 388, 404.— Ses votes dans le procès; III, 378, 401.— Condamné avec les girondins, il se poignarde; IV, 137.

DUGENNA. Son vote dans le procès du roi; III, 365.

DUCOMMIS, général. Reprend Toulon; siège qui l'immortalise; IV, 167, 171.— Cité parmi les héros de la révolution; IV, 224.— Il reprend le fort de Bellegarde aux Espagnols; sa mort, lorsqu'il était vainqueur à la bataille d'Escola; IV, 288, 298.

DUCAT-DASAT. Son vote dans le procès du roi; III, 378.

DUNAS. Ses votes dans le procès du roi; III, 322, 377, 397.— Défend les membres du comité de salut public accusés; IV, 318.

DURANA, général. Commande en Espagne; VI, 203, 385.— Outrage non mérité qu'il reçoit d'Augereau; il périt bravement à Waterloo; VII, 71.

DURONT, commandant de Lille lors du siège de cette ville; III, 247.

DURONT d'AUTRIVA, chef vendéen; IV, 29.

DULAC, archevêque d'Arles, membre de l'assemblée constituante. Massacré dans les journées de septembre; III, 221.

DULAULOU, général. Commande l'artillerie de la garde (1813); VII, 225.

DULACRE.— Cité; I, 234, 304, 311, 315, 318.— Son *Histoire de Paris* renferme une

histoire impartiale de la monarchie française; I, 319.— Cité; III, 193, 205.— Membre de la convention, il vote dans le procès du roi; III, 379, 398.— Cité; IV, 160; V, 177.

DULASSART, baron, un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

DUMANOIS, contre-amiral. Cité pour son inaction au combat de Trafalgar; V, 129.— Détails de cette affaire; quelques jours après il se rend aux Anglais avec quatre vaisseaux; le combat dure quatre heures; VI, 168, 172.

DUMAS (Mathieu), constitutionnel de 1791; III, 3.— S'oppose aux proscriptions, ainsi qu'à l'amnistie accordée à Jondran-Compe-tête; III, 21, 68.— Vote contre la guerre; obtient l'envoi d'une députation auprès du roi le 20 juin; s'élance au 10 août; III, 79, 95, 156.— Cité honorablement; III, 225.— Membre du conseil des Anciens; IV, 400.— Déporte au 18 fructidor; cité sur la politique du directoire; V, 43, 94.— Rappelé de la proscription par les consuls; il se distingue comme chef d'état-major de l'armée des Grisons, sous Macdonald; V, 322, 441.— Une assertion de ses mémoires est contestée; VI, 222, 234.— Sous-chef de l'état-major à Wagram; VI, 418.— Un des conseillers d'état qui relèvent Napoléon de sa déchéance; VIII, 151.

DUMAS (de Lons-le-Saulnier), président du tribunal révolutionnaire. Guillotiné au 9 thermidor; IV, 210, 257, 270, 228.

DUMOLARD. Porté pour les nouvelles théories; III, 3.

DUMONT (André), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 384, 398.— Représentant du peuple dans les départements; IV, 89.

DUMONT (do Calvados). Son vote dans le procès du roi; III, 364.

DUMOURIER. La guerre est otée à sa vanité; III, 50.— Reçoit le portefeuille des affaires étrangères; son caractère; se coiffe du bonnet rouge aux Jacobins; cité sur la politique autrichienne; opine pour la guerre, et la fait adopter au moins guerrier des rois; III, 68, 70, 75 à 79.— Passe au ministère de la guerre, et le quitte après deux jours employés à dénoncer ses collègues; part pour l'armée; III, 89 et 90.— Prend le commandement, abandonné par La Fayette; général de l'armée du Nord à Valmy; de ses négociations avec la Prusse; III, 178; 228 à 231, 253.— Ouvre la campagne de Belgique; remporte la victoire de Jemmapes; occupe Bruxelles; III, 226 à 228, 253.— Son avant-garde fait une intru-

tion en Hollande; on prend Bréda et Gertruydenberg; IV, 4 à 6, 8. — Est défilé à la bataille de Nervindt; annonce à son armée qu'il va marcher sur Paris pour rétablir la royauté; IV, 13 et suiv., 17. — Il livre aux Autrichiens les députés envoyés pour l'arrêter; il émigre; de sa carrière politique, il prit l'intrigue pour la gloire, le bruit pour la célébrité; pendant vingt ans il suscitera des ennemis à la France, qui lui devra l'invasion de Wellington; son portrait par Châteaubriand; ses relations constantes avec le duc d'Orléans, de qui il a reçu, en 1813, une pension de 10,000 fr.; IV, 30 à 34, 31, 150, 156. — Cité; V, 77, 278. — La prononciation analogue d'un autre nom que la sien fait croire qu'il est, à Ettenheim, en relation directe avec le duc d'Anguien; VI, 35, 47, 61. — Cité; VI, 227, 235. — Extraits de sa correspondance avec Wellington, dont il dirige la marche dans la guerre de la Péninsule; VII, 45, 55 à 57, 58 et suiv., 73, 79, 128, 165, 181, 191 à 193, 219. — Il lui indique également la marche à suivre pour pénétrer en France, et l'on peut remarquer qu'à la même époque un autre Français, Bernadotte, contribuait dans le Nord aux succès des alliés; VII, 246, 252. — Cité; VII, 420. — Il est d'une injustice révoltante dans le jugement qu'il porte de Napoléon; VII, 461. — Cité sur les États-Unis; il demandera au ministre français la récompense de ses services à l'étranger; VIII, 427 à 429. — Sa lettre au ministre Decaze; IX, 21. — Sa mort; singularités prétendues qu'il avait nourries; IX, 127.

**DEMOSTÈNE.** Voir *Démoustier*.

**DEMASOG.** Le général Ricard entre dans cette place, regardée par les Russes comme inexpugnable; VII, 104.

**DEMOS,** ministre anglais. Invoque la destruction de l'armée française d'Égypte, dans l'intérêt du genre humain; V, 276.

**DUNKERQUE.** Louis XVI l'affranchit d'un joug humiliant; I, 477. — Assiégé par le duc d'York, qui est contraint de l'abandonner avec perte, après la victoire de Hondschoot; IV, 86.

**DEMYRA,** officier supérieur dans l'armée d'Égypte. Sa mort glorieuse; V, 268.

**DEMYRA,** un des jurisconsultes qu'environne la confiance nationale; IX, 120.

**DUPA,** général. Cité à la bataille de Wagram, où sa division perdit deux mille hommes; VI, 414, 418 et suiv.

**DUPREUX,** contre-amiral. Commande l'escadre française qui entre à Cadix (1813); IX, 150.

**DUPREUX.** Son vote dans le procès du roi; III, 364.

**DURASOIS,** cardinal. Fit un discours pour justifier le droit du pape de déposer les rois; de son athéisme; I, 434.

**DUPREUX-TAOUAS,** capitaine du *Tonnant* au combat d'Aboukir. Sa mort honorable; V, 131.

**DURON,** général. Assassiné dans une émeute à Rome; Berthier accourt pour venger ce crime; V, 87, 95, 104.

**DURIA,** membre distingué de la chambre des représentants; VIII, 172. — Un des jurisconsultes qu'environne la confiance nationale; IX, 120.

**DORIA** (Charles), chargé du cours de mécanique au Conservatoire des arts et métiers; VIII, 468.

**DUPIN** (de l'Ain). Son vote dans le procès du roi; III, 261. — De son rapport sur l'accusation des fermiers-général; comment il s'en défend; IV, 128.

**DOPANTIA.** Son vote dans le procès du roi; III, 270, 400.

**DUPLESSIS,** général. Ardent républicain, courtisan de Bonaparte, fait noble sous l'empire, comblé des honneurs royaux à la restauration; VI, 31.

**DUPONT** (de Nemours), commissaire envoyé au Temple. Son vote dans le procès du roi; III, 264, 280, 401.

**DUPONT** (d'Indre-et-Loire). Son vote dans le procès du roi; III, 271, 397.

**DUPONT** (de Nemours). Cité comme ami d'une vraie liberté; II, 48. — Vote l'établissement de deux chambres législatives; II, 127. — Sauvé des massacres de septembre par le concierge Bault; III, 205. — Membre du conseil des Anciens; IV, 399 et suiv. — Inculpé au 18 fructidor, il donne sa démission; V, 43. — Secrétaire général du gouvernement provisoire (1844); VII, 409. — Bienfaiteur de l'humanité, comme ne des introducteurs de l'enseignement mutuel; VIII, 191, 197. — Sa mort, aux États-Unis; éloge; VIII, 385, 418.

**DUPONT** (de l'Eure), un des députés courageux qui défendent les libertés publiques; VII, 315. — Fait de la chambre des représentants; VIII, 172. — Signe la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

**DUPONT,** général. Commande l'aile droite à la victoire de Pozzolo; V, 420. — On le verra à l'avant-garde des royalistes; VI, 85. — Il partage un succès avec Bernadotte; VI, 257. — Conduit un corps d'armée en Espagne; VI, 303, 335. — De sa honteuse capitulation de Baylen; détails, procédures; graves conséquences; il est la première cause de l'abandon du Portugal; VI, 338 à 345, 350. — Chargé du départe-



ment de la guerre lors de la restauration; ordres qu'il signe pour la mission de Maubrouil, qui l'accuse plus tard; VIII, 5 et 6, 19. — Il quitte le ministère; son administration fut encore plus nuisible que la capitulation de Baylen; VIII, 81, 123, 134.

DUPONT (Adrien). Reproduct et ennoblement par les nouveaux orateurs; I, 4. — Cité; II, 293. — Reçoit les déclarations du roi et de la reine lors du retour de Varennes; II, 377. — Défend la prérogative royale; II, 387. — Un des chefs du parti constitutionnel; II, 391, 407, 408; III, 33. — Un des rédacteurs d'une pièce diplomatique; III, 61. — Cité; V, 316.

DUPONT-DUTASSY. Quitte le ministère; III, 68.

DUPAT, cardinal. Ministre de venalité; I, 163, 163.

DUPAT (Jean). Ses votes dans le procès du roi; III, 364, 399; IV, 141 et suiv.

DUPUIS (de Seine-et-Oise). Membre de l'Académie des belles-lettres. Un des députés qui ont essayé de défendre le roi; son vote; III, 383, 383.

DUPUIS (de Rhone-et-Loire). Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

DUPREUX. Inscription qui attestait l'ingratitude de Louis XIV à l'égard de cet amiral; hommage que lui rend Louis XVI; I, 489.

DUPREUX. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398. — Condamné à mort, il se poignarde; et passe le fer à son coaccusé; IV, 333.

DUPREUX, chevalier de Malle. Accusé d'avoir trahi l'ordre dont il faisait partie, il suit Bonaparte en Egypte; employé aujourd'hui dans les douanes; V, 123.

DUPREUX, un des secrétaires-rédacteurs de Lucien Bonaparte; VI, 89.

DURANT (Charles). Cité pour une brochure; VIII, 266.

DURANT DE MAILLARD. Cité; II, 303; III, 12. — Son vote dans le procès du roi; III, 364.

DURANTON, ministre de la justice sous Louis XVI. Démissionnaire; III, 70, 69 et 90, 116.

DURANT (duc de). Cité dans le *livre-rouge*; II, 232. — Gentilhomme de la chambre de Louis XVI, il recommande la pétition d'un fournisseur de l'empire qui réclame le prix de sa trahison; VII, 311.

DURANT. Il s'élève, dans un discours à la chambre, contre l'adoption présumée et irrégulière de la Charte; VIII, 30 à 52.

DURANT (comte de). Cité dans le *livre-rouge*; II, 232.

DURANT (duc de FAVORIS). Donne connaissance d'une anecdote relative à Desvres;

III, 329. — Détails qu'il affirme relativement au duc d'Angoulême, et touchant Talleyrand; VI, 49, 53 et suiv., 62. — Reçoit à Erfurt les hommages des têtes couronnées, comme premier domestique de Napoléon, qui l'autorise à satisfaire l'empereur Alexandre en lui donnant toutes ses colottes; VI, 329 et suiv. — Détails extraits de son portefeuille, touchant Napoléon et Bernadotte; VI, 450 à 452; VII, 31, 63. — Il affirme que Napoléon avait le projet de réunir l'Espagne sous sa domination directe; VII, 73. — Se montre opposé à la marche sur Moscou; VII, 105. — Était de la société de Cambacérès; VII, 455. — Napoléon ne put en faire un guerrier distingué; VII, 465. — Anecdote qu'il rapporte touchant le cardinal Gualvi; IX, 159.

DURANT (Scipion). un des proscrits du 18 brumaire; V, 290.

DURANT. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 400. — Condamné à mort, il se poignarde; IV, 333.

DURANT. Voir *Chouanerie*.

DURANT, général. Sa division est victime de la défection des Saxons (1813); VII, 156.

DURANT, un des trois membres de l'Académie des belles-lettres qui adhèrent aux mesures contre le pouvoir monarchique; I, 276. — Membre de l'Assemblée législative, il est député par elle auprès des septembriseurs; III, 198 et suiv. — Son vote dans le procès du roi; III, 379, 416.

DURANTON. Prise de cette ville après le premier passage du Rhin; IV, 359 et suiv.

DURANT-BONNIE. Son vote dans le procès du roi; III, 383.

DURANT-LAPORTE, du parlement de Paris. Son opposition aux emprunts, ainsi qu'à la forme employée pour leur enregistrement; I, 276. — Serment couronné qu'il propose à sa compagnie; est exilé aux îles Sainte-Marguerite; I, 402 et suiv. — Dès la vérification des pouvoirs aux états-généraux il se montre le défenseur des privilégiés; II, 24. — Est déclaré en délire pour avoir proposé un plan de contre-révolution; arrêté comme conspirateur; II, 265, 266. — Cité; II, 323.

DURANT (de l'Aube). Son vote dans le procès du roi; III, 363.

DURANT (d'Ille-et-Vilaine). Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.

DURANT (de la Seine-Inférieure). Son vote dans le procès du roi; III, 383.

DURANT, tribun obscur qui vote l'établissement du trône impérial; VI, 65.

**DUVERGIER**, du conseil des Cinq-Cents. Un de ceux qui ont montré le plus de sagesse à l'égard des émigrés naufragés à Gênes; royaliste de 1815; V, 300.

## E.

**EADEN**. Théâtre d'une action sanglante, et qui dépasse les bornes de l'audace guerrière; retraite des Autrichiens; VI, 329 et suiv.

**EADÉ**, général. Contribua à la conquête de l'Espagne, en risquant de faire passer l'artillerie sur la glace; IV, 308. — Commande l'artillerie en Espagne; son directeur Mousens; VII, 30.

**EADÉ**, général. L'archiduc Charles y perd une bataille livrée par Napoléon; le maréchal Davout partage l'honneur de la victoire; VI, 333.

**Ecole Normale**. Sa création sous la convention nationale; son objet; hommes célèbres qu'elle offrait comme professeurs; l'immensité des Jacobins y fut affectée; IV, 296, 311. — Suppression d'une autre Ecole Normale (1822); IX, 107.

**Ecole Polytechnique**. Sa création sous la convention nationale; mode d'enseignement; professeurs illustres qu'elle réunissait; IV, 316 et suiv. — Réorganisée sous le consulat; V, 301. — Soumise à une règle militaire; création de chaires; VI, 132. — Les élèves en sont licenciés par une ordonnance royale; acte d'une inutile servitude, provoqué par la ministre Vaublan; elle est réorganisée; VIII, 331, 349.

**Ecole des chartes**. Sa création, son objet; IX, 38.

**Ecole des arts et métiers** (de Châlons). Transférée à Toulouse par suite de quelques troubles; IX, 140.

**Ecole d'équitation** (de Saumur). Menacée de suppression par suite de l'esprit constitutionnel des élèves; IX, 86.

**Ecrivains**. Du degré de confiance qu'ils méritent relativement à l'histoire; I, 18 et suiv. — Voir *Journal*, *Philosophes*.

**Ecrivains** les plus recommandables; vicieuses du despotisme ministériel; IX, 87.

**EUGÈNE**, abbé, confesseur de Louis XVI. Accompagne à l'échafaud le roi-martyr; exprime tout ce qu'il a employé le premier; on lui a prêté des paroles sublimes, dont il n'a aucun souvenir; III, 413 et suiv.

**Éducation des princes**. N'est jamais dirigée selon les devoirs qu'ils auront à remplir; II, 79.

**Égalité politique et civile**. Base des institutions françaises des l'origine de la mo-

narchie; I, 114, 125 et suiv. — Détruite par les usurpations des possesseurs débauchés; I, 123. — Voir *Noblesse* et *Clergé*. — *Das kima*, seule égalité réelle, d'après les commissaires de sections qui prétendent l'établir; IV, 30, 32. — Voir *Constitutions*, *Déclaration des droits*.

**Egypte** (*expédition d'*). Tome V, seroit; — Sa composition, son départ; motifs du directoire et de Talleyrand; pensées de Bonaparte, que l'ambition retenait en France, que l'amour de la gloire entraînait sur les traces d'Alexandre et de César; siège de Dargenettes et de Larrey; 114 à 123. — Occupation de Malte, par suite de la capitulation honteuse des chevaliers de l'ordre; anecdotes; 122 à 128. — Bataille des Pyramides; conquête de la Basse-Egypte; malheureux combat d'Aloukir; l'amiral Bruys; son courage et ses fautes; résultats; 128 à 138. — Bataille de Samhoud, gagnée par Desaix, et défaite de Mursad-bey; conquête de la Haute-Egypte; dispositions pour porter la guerre en Syrie; rise d'El-Arisch par le général Kléber; Kléber et Lannes se rendent maîtres de Gizeh, ancienne capitale des Pharaons; 131 à 133. — Prise de Jaffa; acte héroïque de Bonaparte à l'hôpital des pestiférés; quarante-cinq prisonniers turcs sont fusillés pour la sûreté de l'armée; 137 et suiv. — Bataille du Mont-Thabor, près du Jourdain; 136. — Levée du siège d'Acre, après soixante jours de tranchée ouverte; Djexaar-Pacha était seconde par Sidney-Smith, commodore anglais, et par Philéas, émigré français; la perte de l'armée est de quatre mille cinq cents hommes; parmi les officiers, Caffarelli-Dufalga; notice; 138 à 139. — La vérité sur le prétendu empoisonnement de Jaffa; calomnie qui appartient à un garçon pharmacien, Kozzer, prévaricateur et apostat; 139 à 137. — Victoire d'Aloukir; 130 et suiv. — Bonaparte quitte l'Egypte; dans quel état il laisse l'armée, après avoir tenté d'ouvrir des négociations avec le grand-vizir; selon ses instructions, Kléber prend le commandement et rétablit l'ordre; 136 à 131. — Dix mille janissaires venus de Constantinople, et dirigés par Sidney-Smith, sont exterminés par dix-huit cents Français; un sabre d'honneur est décerné par Kléber au général Verdier, à qui l'on devait ce fait d'armes, un des plus beaux depuis la révolution; 138. — Traité d'El-Arisch, entre Kléber et le grand-vizir; il stipule l'évacuation de l'Egypte, et assure le retour en France d'une armée épuisée par les victoires, privée de tout secours, harcelée par un ennemi qui se repaire in-

ensemblement; tableau de situation que Kleber avait envoyé au directoire, et que les Anglais ont saisi; 357 à 381. — Instruits de cette position, les Anglais violent le traité, et soumettent l'armée de maître des armes; l'indignation de Kleber est partagée, et dix mille Français mettent en fuite soixante mille Turcs; victoire d'Helio polis; 375 et suiv. — Reprise du Caire; seconde conquête de l'Égypte, dans laquelle Kleber se montre supérieur à Bonaparte; le ministère anglais consent alors à l'exécution du traité d'El-Arisch; 384 et suiv. — Kleber meurt assassiné par un Turc fanatique, et, selon des indices, victime aussi des Anglais; le commandement tombe entre les mains de Menou, général sans capacité; Desaix périssait le même jour à Marengo, 396 et suiv. — Bataille de Canope, desastres; 419. — Evacuation de l'Égypte; fin d'une expédition la plus mémorable des temps modernes, qui semble être le roman de notre histoire militaire, et qui n'aura été profitable qu'aux sciences; de presque cinquante mille Français, les deux tiers ne devaient pas revoir la patrie; 435, 446 à 449.

ÉNAULT, conventionnel. Absent pendant le procès du roi; III, 381.

ÉLIE (le d'). Rénommé la France sous le consulat; V, 483. — Choisi par Napoléon pour sa résidence (1814); VII, 457. — Les alliés lui reconnaissent la souveraineté; VIII, 13. — Napoléon quitte cette lie; VIII, 98 et suiv. — Voir *C'est-à-dire*.

ELLES (s'), généralissime de l'armée royale (Vendée). Il force les républicains à repasser la Loire; reçoit un échec devant Nantes; est mis en déroute à Luçon et à Châtillon; complètement défait à Chollet, et grièvement blessé; ses revers ont pour cause son opposition aux plans de Charette, et la jalousie de ce dernier; IV, 29, 51, 66, 71, 78, 95, 130, 133. — Fait prisonnier dans l'île de Noirmoutiers, il est fusillé avec douze cents royalistes; IV, 174. — Cité; IV, 300, 446; V, 353.

ELCHINGER. Le maréchal Ney, secondé du colonel Rougé-Laplaine, y remporte une victoire sur les Autrichiens; VI, 165.

ÉLECTION. Des premiers rois de France par la nation, des jurés, de Pépin, de Hugues Capet; droit du peuple; I, 100 à 106, 109, 115 à 123. — Le droit s'en efface insensiblement sous les Capétiens; I, 130, 133 à 137. — Aux états-généraux de 1789; I, 444, 459, 463. — L'assemblée constituante décrète que ses membres ne pourront être réélus à la prochaine législature; II, 322. — Des électeurs et des éligibles, d'après la constitution de 1791; II, 325,

409 et suiv. — Elections populaires; indifférence des citoyens; III, 24, 306; IV, 4. — Mode d'élection à la convention nationale; III, 165. — Elections d'après la constitution de l'an III (directoriale); la loi qui en règle le mode est le prétexte de l'opposition qui amène le 13 vendémiaire; IV, 358, 361, 371, 379 et suiv., 398. — Premier renouvellement des conseils; ces élections ont pour résultat la journée du 18 fructidor; les élections de quarante-neuf départements sont cassées; V, 14, 24 et suiv., 53 et suiv. — Elections cassées par le directoire (1798); V, 111. — Des élections de 1799; V, 187. — Mode d'élection d'après la constitution de l'an VIII (liste communale, départementale, nationale); première composition du pouvoir législatif; V, 304, 323 et suiv., 334. — Mode électoral d'après le sénatus-consulte qui établit le consulat à vie; V, 481. — Napoléon prétendait avoir été élu empereur par quatre millions de citoyens; le recensement des votes s'est fait avec mystère; VI, 114. — Disposition furtive qui exige quarante ans pour être élu député; VI, 278. — De l'élection de Brandalette au trône de Suède; VII, 25 à 31. (Celle élection atteste la force des idées constitutionnelles; I, 338.) Napoléon redouble les collèges électoraux (1813); VII, 277. — Les élections faites sous Napoléon sont maintenues pour la première chambre des députés; VIII, 27. — De la condition de quarante ans pour être éligible d'après la Charte; VIII, 42. — Voir *Députés*. — Résultat du mode d'élection sous l'empire; VIII, 95 à 98. — Convocation des collèges électoraux dans les cent-jours; les élections mettent à découvert tous les partis; VIII, 107, 171 à 173, 214. — Convocation des collèges à la rentrée du roi; conditions d'éligibilité contraire à la Charte, quant à l'âge et au nombre des députés; VIII, 252. — Elections malheureuses de 1816; annulées par l'ordonnance du 5 septembre, qui rétablit les conditions de la Charte; VIII, 338, 340. — Une loi des élections, ouvrage informe de Vanblanc, est rejetée; VIII, 351. — De la loi bienfaisante de 1817; ses heureux résultats exciteront la haine des contre-révolutionnaires; VIII, 359 à 364, 378, 387, 389, 421, 427, 431 à 433, 439, 444. — De l'élection de l'évêque Grégoire, non admise; VIII, 470. — Une loi nouvelle détruit les bonnes dispositions du système électoral; mouvement à ce sujet, étouffé par la violence ministérielle (1830); circulaire de Richelieu qui indique aux citoyens leurs choix; IX, 5, 14, 17, 26, 28. — Ordonnance relative aux listes électorales;

IX, 85. — Troubles à Lyon au sujet des élections influencées par les agents du gouvernement; la même cause, à Paris, fait perdre au baron Louis la place de ministre d'état; IX, 91, 93. — Convocation de tous les collèges, par suite de la dissolution de la chambre (1833); IX, 154. — Du renouvellement septennal, immense violation de la Charte; IX, 166 et suiv., 172 à 177, 186.

ELIE, bourgeois de Paris qui accepta la capitulation de la Bastille; II, 74.

ELISA, sœur de Bonaparte et femme Bacciochi. Napoléon lui donne la principauté de Lucques et de Piombino; elle reçoit Fontanes et en fait son favori; VI, 90, 153, 174.

ELISABETH (madame), sœur de Louis XVI. Accompagne le roi à Varennes; II, 381. — Le suit au 10 août à l'assemblée au Temple; III, 148 et suiv.; (186) 246. — Voir Louis XVI. — N'avait d'abord été comprise que dans le décret de deportation; réduite au strict nécessaire dans sa prison; comparait devant le tribunal révolutionnaire; sauve la vie à une femme enceinte, et, accompagnée de vingt-quatre autres victimes, porte sur l'échafaud son angélique sérénité; IV, 66, 91, 198 à 200, 326.

Eloquence délibérative. Ce qu'elle doit être; VIII, 421 et suiv.

ELIAS, général autrichien. Battu par Suchet à la Pieve; V, 393.

EMERY, abbé. Fouquier-Tinville ne lui laisse la vie que parce qu'il empêchait les victimes de crier en les consolant; IV, 229.

Emigration, Emigrés. L'émigration a causé la chute de la monarchie; I, 230. — Premier départ; les princes du sang; II, 98. — Devient générale; II, 111 et suiv. — Fomentée à l'étranger des dispositions hostiles; II, 281. — Une loi qui la punisse est proposée; ajournement; II, 284. — Elle envoie des emissaires pour détacher les troupes des couleurs nationales; prend une attitude armée, répand des pamphlets, etc.; II, 334 à 337. — Devient une épidémie; ses projets, son but, etc.; II, 346, 381, 383, 398 à 407. — Les biens d'un émigré paieront une triple imposition si le propriétaire n'est pas rentré dans un délai prescrit; II, 384, 393. — Louis XVI adresse une proclamation aux émigrés pour les engager à se rallier à la constitution; de la cour de Coblenz; délire de l'émigration; III, 5 à 16, 50. — Décrets contre les émigrés; ils encourrent la peine de mort; Louis-Stanislas-Xavier est requis de rentrer en France; veto du roi; III, 17, 19 à

21, 28. — Principaux émigrés mis en jugement; Louis-Stanislas-Xavier est déchu; III, 50 et 51. — Les biens des émigrés sont frappés de sequestre; le roi sanctionne ce décret; III, 54 à 59. — Les mêmes biens sont affectés à une indistincte nationale; III, 73. — L'émigration armée forme une masse de vingt mille hommes; augmentation du régiment de Hohenlube; III, 74, 76. — Les bravades des émigrés ont soulevé la France et perdu Louis XVI; déclaration des princes; III, 123, 126, 131. — Les émigrés définitivement expropriés; leurs parents, consignés dans leurs communes respectives, gardent une part des biens confisqués; III, 169 et 170, 188. — Soixante mille environ sont commandés par le maréchal de Braglie; III, 186. — Le roi de Prusse se plaint d'eux; on ne les comprend pas dans l'échange des prisonniers après l'affaire de Valmy; leur abattement, leurs divisions; III, 239, 241, 248 et suiv. — Deux décrets à les émigrés pris les armes à la main seront mis à mort dans les vingt-quatre heures; les émigrés sont bannis à perpétuité, sous peine de mort pour ceux qui rentreraient en France; III, 247, 255. — Distinction qu'ils faisaient à Coblenz entre le roi et la royauté; se sont prosternés devant des régicides, devant Bonaparte, etc.; unique exception; anecdotes; III, 333 à 336. — Délibèrent s'ils reconnaîtront Maximilien pour régent après la mort du roi; III, 459. — Mesures diverses prises ou contraires par la convention, soit contre leurs personnes, soit à l'égard de leurs biens ou de ceux de leurs parents, etc.; IV, 13, 14, 17 et suiv. (loi complète, du 28 mars 1793), 61, 138, 167, 181, 184, 225 303, 321 et 323. — Leur fuite de France a prouvé qu'ils ne comprenaient pas l'utilité de se faire citoyens; IV, 28. — Abominable conduite des Autrichiens à leur égard; IV, 61, 353 et suiv., 411. — A l'affaire de Mondschott ils sauvent le duc d'York; à la même époque l'Angleterre trahit leur cause; IV, 86. — Un personnage de l'émigration envoyait à Robespierre des listes de proscription, prouve que l'émigration entretenait les troubles et les déchirements en France; IV, 161, 182. — Près de quatre cents émigrés sont fusillés, comme faisant partie de la garnison de Bois-le-Duc; IV, 294. — Les émigrés n'étaient point admis chez plusieurs princes d'Allemagne; autres qu'ils en reçoivent; pourquels; anecdotes; IV, 315 et suiv. — Affaire de Quiberon; perfidie anglaise à l'égard des émigrés; IV, 338 à 352, 354. — Un article additionnel à la constitution doit en déclarer qu'en aucun cas la nation française

ne souffrira la rentrée des émigrés; leurs parents et alliés sont exclus des fonctions publiques; IV, 356 et suiv.; 362, 391. — Inutile débarquement à l'île Dieu de sept à huit mille émigrés; IV, 377, 404. — Les émigrés étaient de faux assignats sur le continent; IV, 410. — Plus de cinq mille émigrés étaient rentrés en France avant le 18 fructidor; Lyon devint surtout le siège de leurs intrigues, que quelques-uns d'entre eux drônaient au directoire; on en eut vite deux; de nouvelles rigueurs les frappèrent en masse lorsque la conjuration fut échouée; V, 30, 34, 37, 48, 53, 73, 126, 144. — Suwarow annonce qu'il fera fusiller cent prisonniers pour un émigré prisonnier qui subirait le même sort; V, 169. — Nouvelles tentatives des émigrés dans l'intérieur de la France; elles provoquent la loi des otages, qu'on aurait pu appeler la loi des assassinats; V, 211 à 214. — Au 18 brumaire ils se flattent que Bonaparte étend le rôle de Monk; le consul met du moins fin à l'odieuse persécution des émigrés naufragés Calais; V, 284, 298 à 300. — Il regularise la législation relative aux émigrés, les soustrait à la peine de mort, enfin les rappelle en France; leurs prétentions sur les biens nationaux; inquiétudes des propriétaires; du sénatus-consulte qui porte amnistie pour le fait d'émigration, acte imparfait, limité par des considérations fiscales; de l'émigration, clan factieusement chevaleresque, faussement patriotique, funeste à Louis XVI et à la royauté; V, 371, 377, 416 à 410, 464 à 468. — Voir *Parti de l'étranger*. — Les émigrés rentres reprochent à Napoléon de ne pas les admettre dans la Légion d'Honneur, dont ils se croient dignes; VI, 131. — Modifs qui les faisaient exclure de la *Honneur* commencement de la révolution; VI, 150. — Un décret impérial frappe de mort ceux qui prendraient du service à l'étranger; VI, 381. — Ce n'est qu'en 1810 que l'état a renoncé, par décret impérial, aux successions des émigrés; VII, 40. — Napoléon a trop dédaigné la saine influence de l'émigration en 1813; VII, 198. — Le peuple redoutait les vengeances des émigrés, qui, d'un autre côté, n'ont deviné juste qu'une fois; mot du général Rapp contre l'admission des émigrés à la cour et dans les emplois; en qu'en pensait Napoléon avant de leur confier des fonctions; où ils étaient intéressés à le trahir; VII, 350 à 353, 360. — L'émigration a été plus que compensée par l'aisance du peuple et le développement de l'industrie; VIII, 54, 58. — Les émigrés administrèrent (1814); les listes d'émigrés sont abolies à compter

de la publication de la Charte; VIII, 60, 62. — Un comité se réunit pour l'érection d'un monument à Quiberon; loi qui rend aux émigrés leurs biens non vendus; de l'imprudent discours du ministre Ferrand à l'occasion de cette loi; VIII, 80, 81 à 89. — Napoléon remet en vigueur les lois sur l'émigration (1815); VIII, 107, 109. — Le funeste départ de la cour, en 1815, est le résultat de l'esprit émigré, lequel avait blessé toutes les fibres de gloire et de constitution; l'émigration, avide de places et de pensions, a causé la catastrophe des cent-jours; VIII, 117, 126 à 140. — Dire d'un émigré sur les dangers d'enseigner à lire au peuple; VIII, 197. — Des émigrés en foule avaient sollicité la bienveillance de Fouché; VIII, 278.

**EWIG (prince) de Hesse-Darmstadt.** Prisonnier à la bataille de Leipzig; VII, 259.

**EMMENTHAL**, conseiller d'état de la première formation; V, 333.

**Empire germanique, ou Saint-Empire romain.** Sa chute après seize cents ans d'existence; VI, 218. — Voir *Confédération*.

**Emprunts.** Un emprunt de six millions de rentes viagères est adopté dans la première assemblée des notables; I, 362. — Un édit de Louis XVI crée pour quatre cent quarante millions d'emprunts; I, 375. — Emprunt de trente millions, à l'intérêt de quatre et demi sans retenue; n'est pas rempli; pourquoi; un autre, de quatre-vingt millions, n'a pas plus de succès (assemblée constituante); II, 119 et suiv., 125. — La convention décrète un emprunt forcé d'un milliard; IV, 33, 84. — Autre emprunt d'un milliard à trois pour cent; IV, 240. — Emprunt forcé (sous le directoire); gradué après les fortunes, il pourra produire six cents millions; IV, 406. — Emprunt de quatre-vingt millions sur la descende en Angleterre; ne sera pas rempli; V, 90. — Emprunt forcé de cent millions pour la mise en activité de toutes les classes de conscrits (1799); ses effets funestes sur les propriétés; est révoqué par les consuls, qui lui substituent la subvention de guerres; V, 209, 222. — Emprunt que le premier consul impose aux villes anseatiques; VI, 21.

**Enfants.** Ceux des condamnés, avec constitution de leurs biens, seront reçus dans les hospices; IV, 158.

**Eckmühl.** Son vote dans le procès du roi; III, 374. — Membre d'une commission d'ordre public après le 18 fructidor; V, 78.

**ENGSTADT**, ministre de Suède. On lui révèle le projet de Napoléon de faire enlever Bernadotte; éte pour ses relations diplomatiques; VII, 67, 118 et suiv.

**ENNAÏN** (duc d'). Il quitte la France avec son père; II, 98. — Sommé d'y rentrer; III, 17. — Signe la déclaration des princes; III, 135. — Préf à se manifester en France en 1799; loyauté de Bernadotte à ce sujet; V, 212 et suiv. — De sa participation au complot de Georges et Pichegru; détails et particularités sur son enlèvement d'Estéchoheim; il est exécuté à Vincennes; d'après une assertion de Duroc, il aurait écrit au premier consul unelattre que Talleyrand se serait exposé à ne rirrit les qu'après la mort du prince; discussion sur ce fait; anecdotes qui montreraient l'empereur Alexandre d'abord indigne, puis indulgent à l'égard d'ce meurtre; VI, 32, 34 à 55. — L'opinion se prononce contre Bonaparte dans cette circonstance; mais aucune voix ne s'élève publiquement en faveur du prince; VI, 56, 63. — Lettre du duc d'Orléans, datée de Londres, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort; VI, 132. — Mention du meurtre; VI, 174, 353, 440; VII, 67, 385; VIII, 118, 127, 153, 291, 354.

**ENGELHART**, ministre étranger au royaume de Prusse; V, 106.

**ENJONNET-LAOCHE**. Son vote dans le procès du roi; III, 275, 401.

**ENLAAT**. Son vote dans le procès du roi; III, 379.

*Enrôlement. Voir Armée, Requisition, Conscription, Recrutement.*

*Enseignement mutuel*. Premier essai qui en est fait pendant les cent-jours; hommage aux bienfaits de l'humanité qui ont introduit cette méthode en France, au elle avait d'abord été conçue; en butte aux anathèmes de la sottise; VIII, 191 à 198. — Gouvion-Saint-Cyr, ministre de la guerre, fait ouvrir à Paris un cours normal de cet enseignement pour les officiers et sous-officiers; VIII, 427.

**ENTREPRISES (d')**, capitaine. Envoyé avec deux corvettes à la recherche de Lapérouse; I, 498; II, 435; IV, 179.

**ENNAÏN**. Cette petite ville est réduite en cendres à la suite d'un engagement entre les Français et les Autrichiens; VI, 412.

**ENR** (d'), chevalier ou chevalière. Personnage diplomatique de la cour de Louis XV; sa mort; VII, 16.

**ÉPÉE** (de l'), abbé. Sa mort; éloge; II, 179. — Son institution est déclarée nationale, par l'assemblée constituante; II, 392.

**Épidémie** (une) s'est manifestée dans

plusieurs départements en 1816, 1817 et 1821; IX, 67. — Voir *Fièvre jaune*.

**ERIAL**. Occupation de cette ville par les Wurtembergeois; VII, 324.

**ERÉ** *republicain*. Sa fondation; III, 245; IV, 91. — Calendrier républicain; IV, 96, 165. — Sa suppression; motif; VI, 158 à 159.

**ESPURTA**. Capitulation de cette place; le maréchal Mollendorff et le prince d'Orange (depuis roi) y sont faits prisonniers; VI, 236. — Napoléon et l'empereur Alexandre y ont une entrevue mémorable; particularités, et résultats politiques; VI, 352 à 358, 425. — Napoléon s'abuse sur la franchise et les suites des entretiens d'Erforth; VII, 81, 124.

**ESVOIR**, général. Bred la Guadeloupe aux Anglais; mis en jugement sous l'empereur, il est absous par une ordonnance royale; VII, 3.

**EAOLES** (d'), baron; membre de la régence espagnole sous la protection du duc d'Angoulême; IX, 138.

**ESKAINE**, lord. De l'opposition anglaise; V, 345. — Son opinion contre les tribunaux extraordinaires; VIII, 317.

**ESSE**, chef de division au ministère de Fourbe. Il correspond avec Witt teich, de qui il touchait de forts appointements (1809); VI, 454.

**ESCOR** (expédition anglaise de l'). Voir *Hollande*.

**ESCHMERHART aîné**. Son vote dans le procès du roi; III, 362, 399.

**ESCHMAY**. C'est à tort qu'on en attribue l'abolition au clergé; Louis XIV et Louis XIV, d'après les conseils des prêtres, établissent en lui à l'égard des nègres; I, 307, 308. — Son abolition immédiate, avec admission des nègres aux droits de citoyen; IV, 177. — Voir *Colonies*. — Maintenu dans les colonies rendues par le traité d'Amiens; V, 474.

**ESCOLA**. Bataille mémorable; retraite des Espagnols après cinq jours de combats; mort de Dugommier; IV, 198.

**ESCHER**. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 398.

**ESSAY LA VALAÏE**. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

**ESVACA**. Ce qu'en fait le pouvoir absolu; I, 205. — Des républicains Charles III; I, 441. — La convention lui déclare la guerre; IV, 8, 15. — Voir *Guerre, Politiques* (faits et démarques). Godoy, Charles IV, reniés. — Époque où Bonaparte commence le commerce de couronnes; V, 430. — Fait une convention de neutralité avec la France; VI, 53. — Attaquée par l'Angleterre, elle lui déclare la guerre; VI,

140, 146. — Vingt-deux mille Espagnols sont donnés à Napoléon, qui les envoie dans le Nord; des troupes françaises entreront en Espagne pour conquérir le Portugal; conditions; divisions qui éclatent entre le roi et son fils; l'invasion du Portugal s'exécute de concert entre l'Espagne et la France; VI, 161, 185 à 187, 191 à 193. — Envahissement de l'Espagne par les troupes françaises; troubles à Madrid; abdication de Charles en faveur de Ferdinand; VI, 302 et suiv., 308 à 314. — Réunion de la famille royale à Baïonne; Charles proteste contre son abdication, retire la couronne à son fils et la cède à Napoléon; détails; insurrection à Madrid contre les Français; VI, 320 à 329. — Une junte demande à Napoléon son frère Joseph pour roi; l'Espagne, toute en insurrection, proclame Ferdinand; catéchisme des insurgés; situation militaire; Joseph est nommé roi des Espagnes et des Indes; capitulation de Baylen; VI, 330 à 344. — Madrid repousse Joseph et proclame de nouveau Ferdinand; les Espagnols que Napoléon avait envoyés dans le Nord reviennent en partie au secours des insurgés, sous la conduite de La Romana; junte d'Arenjuez; VI, 345 à 348, 351 et suiv. — Napoléon se rend en Espagne, où viennent d'arriver les premières troupes anglaises; Madrid ouvre ses portes à l'empereur; il y supprime l'inquisition, etc.; proclamation; prise de Burgos; fin des événements de 1808; VI, 358 à 368. — Opérations et situation militaires; prise de Saragosse; VI, 370 à 377. — Bataille de Talavera, etc.; prise de Gironne; VI, 431, 433, 442. — Occupation de Séville par les Français; la junte se réfugie à Cadix; les Espagnols n'ont plus que quatre places; VII, 1. — Prise de Ciudad-Rodrigo par le maréchal Ney; fautes de Napoléon dans la guerre de la Péninsule; manœuvres différentes de Masséna et de Wellington; prise de Badajoz par le maréchal Mortier; VII, 19 à 21, 42 à 46. — Opérations militaires; prise de Tarragone par Suchet; bataille de Sagonte, et prise de cette place par le même; VII, 54 à 61. — Rentrée de la Catalogne à la France; prise de Badajoz par les Anglais; VII, 70 à 73, 79. — Quatre années de résistance n'ont pu éclaircir Napoléon; avant la guerre il possédait toutes les ressources de l'Espagne, qui lui manquent en 1812; la sœur de Ferdinand écrit une lettre de félicitations aux cortès, réunies à Cadix, et reconnues légitimes par un traité avec la Russie; Marmont perd la bataille des Arapiles; Wellington occupe Madrid; VII, 92, 96, 98, 102 et suiv., 104. — Mar-

che de Wellington; il lève le siège de Burgos, après trente-cinq jours de tentatives inutiles contre le général Dubreton; VII, 118 et suiv., 165 et suiv. — Situation à la fin de 1812; VII, 173 à 176. — De la sévérité des Français dans le recouvrement des contributions; la Prusse reconnaît Ferdinand; la Suède conclut un traité semblable avec les cortès; situation générale au commencement de 1813; VII, 178 et suiv., 180, 181 et suiv., 191 à 193, 194, 200 à 203. — Suchet force le général Murray de lever le siège de Tarragone; mais Wellington est vainqueur à Vittoria, et Joseph arrive dans le plus grand désastre à Baïonne; VII, 209 à 212. — Nouveaux efforts des Français; succès du général Foy à Tolosa; Soult prend le commandement en chef; Suchet abandonne le royaume de Valence, où il s'était converti de gloire; entrée des Anglais dans Saint-Sebastien; VII, 213 à 215, 219, 234, 244, 247, 249. — Wellington passe la Bidassoa; réflexions sur cette guerre, qui se termine aux frontières de France; VII, 250 à 252. — Capitulation de Pampelune; en soutenant l'Espagne les Anglais l'ont ruinée; courage des Espagnols; VII, 264 et suiv. — Napoléon, par un traité, rend l'Espagne à Ferdinand; ce traité est désavoué par les cortès, et violé par le roi lui-même, qui d'ailleurs poursuivra criminellement les défenseurs de son trône; VII, 283, 339 et suiv. — Wellington entre en France; affaires de Cambray et d'Ustaritz, de Baïonne et d'Orthez; exactions et barbarie des Anglais; VII, 283, 354 à 359. — Ferdinand quitte la France, et rentre en Espagne, où il rapporte la servitude; situation de Suchet et de Soult; VII, 361, 367, 369 et suiv. — Affaire de Toulouse, glorieuse pour les armes françaises, et dont la trahison a fait une espèce de succès pour l'insupportable Wellington; VII, 445 à 452. — L'usurpation de l'Espagne est la première cause de la ruine de Napoléon; VII, 475. — Soult conclut un armistice avec Wellington; VIII, 7. — Ferdinand rejette la constitution des cortès, les dissout, menace de mort quiconque parlera en leur faveur, etc.; un traité rétablit les rapports de l'Espagne et de la France comme avant 1793; VIII, 18, 60. — Insurrection militaire de Cadix et de l'île Léon; Quiroga et Riego proclament la constitution, à laquelle tout le peuple se rallie bientôt, et qui est promulguée et jurée par le roi Ferdinand; plus tard il déclarera nuls ses serments; ouverture des cortès; IX, 1, 8, 13, 18. — La bête jaune se déclare à Barcelone, et fournit au roi de France,

sous le prétexte d'un cordon sanitaire, l'occasion de réunir des troupes contre l'Espagne constitutionnelle; IX, 69 à 71, 73, 74. — Préparatifs de la guerre, excités par les sectateurs du despotisme, escaiee par le congrès de Vérone; IX, 100, 108, 110, 116 et suiv., 121 et 122, 123. — Une convention diplomatique, ou alliance défensive, est signée entre les deux gouvernements constitutionnels d'Espagne et de Portugal; IX, 127. — Départ du duc d'Angoulême, généralissime de l'armée française; prompt occupation des places espagnoles; le prince entre à Madrid; les cortès déclarent que Ferdinand ne joint pas de ses facultés morales, et l'emmenent à Cadix; IX, 128 à 132. — Le duc d'Angoulême rend son ordonnance d'Andujar, dont les dispositions généreuses ne pourront arrêter les exès des absolutistes; IX, 144 et suiv. — Prise du Trocadéro; Riego est arrêté; soumission de Cadix; rendu au pouvoir, Ferdinand, par son décret de Xeres, proscriit tous les membres du gouvernement constitutionnel; IX, 146 à 151. — Supplice de Riego; derniers événements de cette guerre; retour du duc d'Angoulême à Paris; réflexions; IX, 152 à 157, 158. — Traités des troupes françaises restent en Espagne; IX, 158, 161, 180 et suiv. — Le roi de France annonce aux chambres le succès de cette guerre; mais l'Espagne reste en proie aux agitations; IX, 163 et 167. — La France et la Russie font avec l'Espagne un traité qui a pour objet de la remettre en possession de ses colonies; le Nouveau-Monde se rit de telles menaces; IX, 206.

**ESPULTA**, général espagnol. Mort à la bataille de Toulouse; VII, 446.

**ESPART**. Son vote dans le procès du roi; III, 363, 369.

**ESPINOSA**. Le maréchal Victor, seconde des généraux Maison et Pacthod, y défait une armée espagnole; VI, 363.

**Esprit national**. Voir *Citoyen*, *Constitutions*, *Elections*, *France*, *Opinions*.

**ESSAY**, général russe. Perd le combat meurtrier d'Ostrolenka, livré par Suchet et Oudinot; VI, 256.

**ESLING**. Bataille désastreuse et sans résultat, malgré la jactance des bulletins; Lannes y est blessé à mort; les débris de l'armée sont saisis par Masséna, qui reçoit plus tard le titre de prince d'Essling; VI, 403 à 406, 412, 427 et 428.

**ESTACONA**. Son vote dans le procès du roi; III, 369.

**ESTANG (O')**, comte. Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Accompagne le roi à Paris; II, 100. — Cité

dans les événements des 5 et 6 octobre; II, 155. — Témoin dans le procès de la reine; son aventure avec une femme du peuple lorsqu'il suivait les assemblées de sa section; IV, 125.

**ESTIVÉ**. Cité pour avoir signé les lettres de change remises au dernier grand-maître de Malte; V, 124.

**Etats-généraux**. On les doit à Philippe-le-Bel; souvent dirigés sous Charles V, Louis XI, etc.; I, 172 à 176. — Seront un incident, non une cause de la révolution; I, 336. — Leur convocation, généralement désirée depuis la première assemblée des notables, est demandée au roi par le parlement de Paris; I, 363 et 365. — Leur convocation remise à cinq ans; des recherches sont ordonnées sur le mode de réunion; discussion historique; I, 377, 408, 409 à 415. — Convoqués pour le 1<sup>er</sup> mai 1789, puis pour janvier; I, 417, 432. — De leurs forme et composition en 1614; les notables sont appelés à délibérer sur la nouvelle convocation; I, 432 et suiv., 437. — Délibération du conseil d'état qui porte à mille le nombre de leurs membres, le tiers-état devant fournir autant de députés que les deux autres ordres; allégresse qu'excite cette déclaration; I, 444 et suiv. — Des états-généraux depuis leur origine; notice et dates de leurs sessions; I, 446 à 456, 463. — Lettres de convocation; conditions d'éligibilité; I, 456 et suiv. — Mouvements en sens inverse que provoquent les élections; I, 463 et suiv. — Procession d'ouverture; II, 1. — Ouverture à Versailles; dénombrement; le nombre total des membres est de deux cent quarante; vaineté qu'elle; germe de division; II, 2, 4 à 6, 30. — Discours du roi, de garde des sceaux, du ministre des finances; critique; II, 6 à 16. — Débats pour la vérification des pouvoirs; II, 17 à 31. — Le tiers-état se proclame assemblée nationale; il déclare illégales les contributions existantes, et les autorise provisoirement au nom de la nation; II, 32, 36. — Membres pour le Jeu-de-Paume; serment des députés de ne point se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France; II, 38. — Séance royale du 23 juin; principes constitutionnels présentés par Louis XVI; paroles de Mirabeau au grand-maître des cérémonies; l'assemblée nationale décrète l'inviolabilité de ses membres; conséquences de cette journée; II, 40 à 52. — Réunion de la noblesse et du clergé aux communes; II, 57, 40, 53. — Voir *Assemblée constituante*.

**Etats provinciaux**. Du Dauphiné, de Bretagne, de Provence; troubles; nomina-



tions aux États-généraux; I, 406, 407, 437, 464, 467.

**ETATS-UNIS d'Amérique.** Il n'y existe qu'une seule classe; point de privilèges ni de religion dominante; toutes les libertés y sont garanties; gouvernement admirable; toute l'Amérique se rangea un jour sous ses heureuses lois; I, 41, 47. — Se sont constitués d'après les principes de la morale et de la saine liberté; offerts comme modèles à la vieille Europe; I, 346. De leur acte constitutionnel, et de sa mise en exercice; I, 370, 375, 470 et suiv. — Tous les cultes y vivent en paix; II, 280. — Ils suspendent leurs relations avec la France (1798); font avec elle un traité d'amitié et de commerce (1800); V, 125, 406. — La France leur vend la Louisiane, que Carnot avait eu le projet de republicaniser; le prix du traité est de 81,000,000 fr.; VI, 8.

— Le système continental de l'Europe leur procure d'abord de grands bénéfices; ils ferment leurs ports aux vaisseaux anglais; motifs de cette mesure; leurs relations commerciales cessent même avec la France; pourquoi; VI, 246, 266, 377; VII, 12. — Cites pour l'équité de leurs lois; VII, 11. — Napoléon leur déclare comment les dispositions du blocus relatives aux neutres pourraient gêner; les États-Unis déclarent la guerre aux Anglais; VII, 21, 91 et suiv. — Leur capitale (Washington) est incendiée et livrée au pillage par l'amiral Cochrane; VIII, 62. — Un traité, signé à Gand, les remet en paix avec l'Angleterre (1814); résumé de la guerre; VIII, 90 et suiv. — Cites pour leur sollicitude touchant l'instruction publique, ainsi que pour l'excellence de leur gouvernement; VIII, 192, 358. — La France leur cède les Florides; assertions de Dumouriez sur ces pays; VIII, 427 à 429. — Concurent avec la France une convention de navigation et de commerce; IX, 100. — Réception solennelle qu'ils font à La Fayette; IX, 207 à 209.

**ETIENNE.** Signifié à l'estime nationale comme écrivain; I, 31. — Exclu de l'Institut par le ministre Vaublanc, il s'empare du proscription par de nouveaux apices; génie comique, il plaît à tous les âges; député, il peut être surnommé le Fuglendo de la politique; VIII, 330 et suiv. — Sur son rapport, le chambre vote des pensions aux médecins qui se sont donnés à Barcelonne; IX, 78. — Signe la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126.

**ETRAPIERS.** De tout temps ils obtiennent des emplois en France; il n'en est pas de même chez les Anglais; II, 220. — Arrestation de ceux qui appartiennent aux pays

en guerre avec la république française; confiscation de leurs biens; aucun d'eux ne pourra habiter ni Paris, ni les places fortes, ni les places maritimes; IV, 68, 85, 96, 192. — Voir *Partes*. — Tout commerçant ou voyageur anglais est arrêté comme prisonnier de guerre (1805); VI, 18.

**ETRE-SUPRÊME** (fête à l'). Voir *Cultes*.

**EVARISSE (l').** Formée en royaume par Bonaparte, en faveur de Louis de Bourbon; V, 430, 439. — Mort de ce prince; avènement de son fils; VI, 19. — Un traité rend le royaume à Napoléon; VI, 285, 293, 309; VII, 18.

**EUGÈNE BEAUCHASSIS,** vice-roi d'Italie; VI, 151. — Perd la bataille de Sicile (1809); Bonaparte avait dit de lui qu'il ne serait bon qu'à commander un compagne; VI, 367. — Il défait l'archiduc Jean au passage de la Piave, pénètre dans la Styrie, obtient de nouveaux avantages, commande en chef l'armée d'Italie, et, secondé du général Grenier, remporte la victoire de Raab; combat à Wagram; VI, 391, 403, 406, 411, 412. — Il annonce à Massena sa nomination de prince d'Erling; il obtient le rappel de MacDonald, disgracié; VI, 418, 431. — Charge d'annoncer au sénat la dissolution du mariage de sa mère avec Napoléon, il manque au premier des devoirs par ambition; VI, 443. — Sa brillante et courageuse campagne de Bussie; il ramène les débris de l'armée en exécutant une de plus belles retraites dont l'histoire fasse mention; il a fait mentir la prédiction de Napoléon à son égard; VII, 67, 113 et 114, 140 et suiv., 144 et 145; 158, 177, 193 et 194. — Commande sur les bords de l'Elbe; se montre intrépide à la bataille de Lutzen; VII, 196 et suiv., 199 et suiv., 205. — Il accourt prendre le commandement de son armée d'Italie, et trouve les troupes découragées; VII, 234, 249. — Cite; VII, 266, 302, 324, 326. — La double défection de la Bavière et de Morat l'oblige d'abord à se retirer sur l'Adige, puis sur le Mincio, où il fait perdre une dernière bataille aux Autrichiens; cependant après avoir secrètement négocié pour conserver la couronne d'Italie, il quitte furtivement ce pays; VII, 261, 338 et suiv., 341. — La couronne d'Italie est demandée pour lui dans les dernières négociations de Napoléon, dont il a cependant abandonné la cause; VII, 363, 367 et 368. — Un traité lui assure un établissement convenable; VII, 438. — Il signe une convention militaire pour l'évacuation de l'Italie; VIII, 4. — Le traité qui lui assurait un établissement n'est point exécuté; VIII, 106. — Cite; VIII, 152. — Sa mort; notice qui le

montre au-dessous de sa réputation, et comme ayant abandonné, à l'exemple de Murat, les intérêts de son père adoptif; IX, 163 à 164.

**ECCLES** (de Wirtemberg), prince. Commande une armée prussienne en 1806; perd la bataille de Halle, gagnée par Bernadotte; VI, 237.

**EUROPA**. Sera peut-être un jour sous le joug de la Russie; I, 57. — Tableau des peuples de cette partie du monde qui ont vécu sous la domination de Napoléon; VII, 95.

**Évasion de la famille royale**. Bruits et préparatifs qui l'annoncent; II, 125, 150, 154 et suiv., 185, 305, 308, 311. — Elle s'effectue; affaire de Varennes; détails; II, 318 à 375. — Deux millions sont accordés aux personnes qui ont concouru à l'évasion du roi; II, 392. — Nouveaux projets d'évasion; III, 90 et suiv., 99.

**EXCELMANS**, général. Remporte un grand avantage sur les Prussiens auprès de Versailles (1815); un des proscriptions du 24 juillet; VIII, 235, 258.

**Expéditions**. On attribue aux ultra-royalistes celles qui ont lieu en janvier 1821; une d'elles avait menacé les jours du roi; IX, 35 à 37. — Voir *Grenelle*, *Machine infernale*.

**Exposition**. Voir *Industrie*.

**ÉVREUX**. Les Russes et les Prussiens y soulèvent contre les Français une bataille meurtrière pour les deux partis, qui s'attribuent également la victoire; VI, 252 à 256.

## F.

**FABRE** (de l'Aude). Compare madame Bonaparte à la mère du Christ; cite ironiquement pour l'illustration de son origine; VI, 215, 307.

**FABRE D'ÉGLISTINE**, conjuré du 10 août; complice des massacres de septembre; III, 138, 196. — Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398. — Guillotiné avec Danton; IV, 190.

**FABRE** (de l'Hérault). Son vote dans le procès du roi; III, 370.

**FABRE** (des Pyrénées-Orientales), membre de la convention. Il était absent lors du procès du roi; III, 380.

**Fabriciens**. Doivent être consultés par les ministres sur les intérêts du commerce; I, 51.

**Fabrication d'armes**. Voir *Armes et Munitions*.

**FABRIS**, colonel. Signe la capitulation de Paris; VII, 399. — Cité pour son écrit

sur Lyon en 1817; VIII, 265.

**FAIN**, baron. Cité; V, 122; VII, 236, *FALATIER*. Cité; II, 277.

**FALCONET**, juriconsulte. Il osa avancer qu'il fallait dépouiller les propriétaires de biens nationaux; VIII, 139.

**Famille royale**. Décret qui règle l'état politique de ses membres; II, 395. — Voir *Évasion*. — Sommes qui lui ont été comptées de 1814 à 1818; VIII, 415 et 416.

**Fanatisme**. Plus étroit, en religion qu'en politique; IV, 248.

**FARGES**, maire de Lyon pendant les troubles de 1817; VIII, 381.

**FARGES**, *César et Constantine*, généraux. Traduits devant la cour d'assises de Bordeaux, par suite des cent-jours, ces deux frères essuient de l'avocat Bayra, leur ancien ami, le refus de son ministère pour les défendre; IX, 169.

**FARGES**, abbé. Veut des mesures coercitives contre les prêtres non assermentés; III, 27. — Accusé de vivacité par Molleville; III, 65. — Un des députés qui ont essayé de défendre le roi; son opinion et ses votes; III, 262, 282 et suiv., 364, 365. — Accusé avec les girondins; guillotiné; il était évêque constitutionnel; IV, 93, 137, 261.

**FARGUES**, concierge du Temple. Éloge de son humanité; il affirme le suicide de Pichegru; VI, 60 et suiv. — Cité; VII, 216.

**FARNA**, chevalier, officier de dragons. Courage admirable qu'il déploie aux pontons de Cadix pour sauver ses camarades prisonniers; VII, 15.

**FARRE** (de la Haute-Loire), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 372, 397.

**FARRE** (de la Seine-Inférieure), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 383.

**FARRE**, frère du précédent, tribun napoléon qui vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85. — Vote un monument à la gloire de Napoléon; VI, 195. — **FARRE-LABOUREUX**. Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

**FARVA**, tribun. Il vote un monument à la gloire de Napoléon; VI, 195.

**FARVA** (de), marquis. Arrêté comme conspirateur; ses relations avec le comte de Provence; condamné à mort et exécuté sur la place de Grève; ses dernières paroles touchant un grand seigneur; **MOUREUX** et la même font une pension à sa veuve; détails et particularités; II, 180 à 184, 202 à 207.

**FARVA** (de la Vendée). Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

**PAVE.** Son vote dans le procès du roi; III, 386.

**PAYER,** dénonciateur du vertueux Ferrus; V, 193.

**PAYOLLE.** Son vote dans le procès du roi; III, 387.

**PAYROLLE.** Cité comme exacteur à Naples; V, 306, 310.

**Federalistes.** Partisans des girondins qui ont essayé de les soutenir en détachant plusieurs départements de l'autorité conventionnelle; IV, 43, 44, 82, 137. — Voir *Lyon*.

**Fédération.** Célébration de la première; Louis XVI prête le serment constitutionnel; Talleyrand dit la messe; II, 251 et suiv. — Voir *Anniversaires*.

**Fédérés.** De 1793; II, 443. — De 1793; demandant la déchéance du roi; ou leur délivre des cartouches; coopèrent au 10 août; III, 119, 129, 133, 139, 143, 159. — L'assemblée législative déclare qu'ils ont bien mérité de la patrie; III, 189. — Ils imposent à la garde nationale; III, 343, 421. — Douze mille fédérés parisiens sont réunis à l'armée qui doit défendre Paris (1815); VIII, 234.

**FEDONIA.** Prise de cette place par Leclerc et Molitor; V, 403. — Occupée de nouveau par les Français; VI, 174.

**FÉLIX,** juge au tribunal révolutionnaire de Paris, et membre de la commission militaire à Tours; IV, 211.

**FELTAS.** Érection de cette ville en duché grand-duc de l'empire; VI, 308. — Voir *Charles*.

**FÉLIXON.** Son dialogue entre Louis XII et François I<sup>er</sup>; I, 183. — Son vœu pour la convocation des états-généraux; I, 461. — Avait une tendance pour le gouvernement républicain; III, 297. — Cité; VI, 181.

**FÉLIXON,** abbé. Il périt octogenaire, condamné par Fouquier-Tinville, qui refusa sa grâce aux petits Savoyards dont il avait été l'instituteur; IV, 254.

**Féodalité.** Établie par Charles-Martel; ses causes; servitude du peuple; I, 123 et suiv. — Horrible conduite des seigneurs avant l'affranchissement des communes; I, 151. — Philippe-Auguste et Philippe-le-Bel préparent sa décadence; Louis XI d'achève; I, 167, 173, 178. — Ce qu'était la France sous son règne; I, 300 et suiv., 312 à 321. — Suppression, par l'assemblée constituante, de tous les droits, privilèges, redevances, franchises, etc., qui restaient du régime féodal; II, 114 à 119, 213. — La convention en proscribit les signes, jusqu'à ceux qui se trouvaient sur les plaques de cheminée; IV, 68, 116. — Voir *Fiefs*. — Les titres féodaux sont supprimés par Na-

poléon à son retour de l'île d'Elbe, et néanmoins il consacre ceux qu'il a créés; VIII, 107, 109. — Une ordonnance royale, relative aux majorats, tend à rétablir le droit féodal; mais il ne prendra plus racine en France; IX, 162.

**FKAATA.** Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398. — Assassiné dans l'insurrection de prairial; IV, 332.

**FKAONARD IV,** roi des Deux-Siciles. Déclare la guerre à la France; IV, 124. — Il fait sa paix avec la république; la nullité de ce prince encourage les fureurs de son ministre Acton et de la reine Caroline, qui font périr sur l'échafaud les patriotes napolitains; IV, 487 et suiv. — Agression faite en son nom par le général autrichien Mack; il s'unit à l'Angleterre et à la Porte contre la France, qui lui déclare la guerre; sa capitale est occupée par le général Championnet; V, 145 et suiv., 149. — Ses troupes sont défaites; il se réfugie dans Palerme sans avoir tiré l'épée; V, 145 et suiv., 149 à 151. — Il rentre à Naples, supplices des patriotes, qu'il abandonne à la reine Caroline; paix avec la France, qui entretiendra des troupes dans le royaume de Naples; V, 216 à 220, 432 et suiv. — Demande les jésuites au pape; entre dans la troisième coalition contre la France; traite avec Napoléon, et s'engage à rester neutre; VI, 134, 154, 159. — Il viole ce traité; Napoléon dirige une armée contre lui; Joseph Bonaparte est proclamé roi de Naples; Ferdinand recevra une indemnité; VI, 205, 209, 217. — Le pape persiste à le regarder comme souverain légitime; VI, 301. — Ses drapeaux se joignent à ceux de Murat, par suite de la trahison de ce dernier; VII, 368. — Cité par le pape pour avoir demandé les jésuites; VIII, 61. — Il reconquiert le royaume de Naples; fait fusiller Murat; VIII, 97, 166, 221. — Il jure fidélité à la constitution (1820), mais son dévouement au régime représentatif n'est qu'une scène de comédie; il se rend au congrès de Troppan, puis à celui de Leybach, et de là ordonne à ses sujets d'accueillir comme amis les Autrichiens, qui viennent détruire le gouvernement constitutionnel; il rentre ensuite à Naples; IX, 19, 31 et suiv., 38 à 41, 59. — Il arrive à Verone pendant le congrès; IX, 115.

**FKAONARD VII.** Accusé d'avoir voulu détrôner son père, il sollicite son pardon, et l'obtient; VI, 286. — À la suite de nouveaux troubles, son père abdique en sa faveur; VI, 308, 311, 313 et 314. — Le général français S<sup>mt</sup> l'amène à Baisonn, où il n'est reçu que comme prince des Asturies; il remet la couronne à son père, qui

a protesté contre l'abdication qu'il en avait faite; il se rend à Valencey; détails; VI, 320, 322, 325 et suiv., 329. — L'insurrection espagnole le proclame roi; le gouvernement anglais le reconnaît en cette qualité; VI, 331, 334, 337, 348, 352, 357. — Cité; VII, 21, 98, 166, 202. — Reconnu comme roi par la Russie et la Prusse; VII, 102, 180. — Etant à Valencey, il demanda l'ordre qu'avait institué en Espagne son compétiteur Joseph; à sa rentrée à Madrid, il portait la croix de la Légion-d'Honneur; VII, 211. — Les Anglais ont ruiné son pays avant de le livrer au despotisme des ministres; VII, 265. — Napoléon lui rend le trône d'Espagne en vertu d'un traité désavoué par les cortès, et bientôt violé par Ferdinand lui-même, qui avait sollicité Napoléon de l'adopter pour fils, et de le marier à une princesse de sa famille; VII, 283, 339, 362. — Il arrive en Espagne, où il rapporte la servitude; il y avait été reconduit par Suchet; VII, 367, 369, 447 et suiv. — Il dissout les cortès, porte la peine de mort contre quiconque parlera en leur faveur, remplit les cachots de victimes, et étend ainsi les germes d'une autre révolution; VIII, 18. — La violation de ses promesses fait éclater l'insurrection de Cadix; alors il jure la constitution, permet la rentrée des proscrits, et fait l'ouverture solennelle des cortès; IX, 2, 8, 12, 18. — Il décore de l'un de ses ordres le médecin français qui se sont dévoués à Barcelonne; IX, 73. — Le roi de France annonce qu'il lui prête son appui contre les insurgés; Ferdinand, d'une autre côté, signe avec le Portugal une convention qui a pour objet le maintien de la constitution des cortès; IX, 122, 127. — Il quitte Madrid pour suivre à Séville les cortès, qui, sur son refus de les accompagner à Cadix, le déclarent ne pas jouir de ses facultés morales; arrive à Cadix, où lui rend l'autorité constitutionnelle; IX, 129, 138 et suiv. — Délivré par le duc d'Angoulême, il quitte Cadix, rend à Xérès un décret de proscription contre tous les membres du gouvernement des cortès, et rentre à Madrid, aux acclamations des absolutistes; IX, 149 et 150, 153.

**FERRAZZANO**, archiduc. Commande une armée sous la direction de Mack; est défait à Gumburg par le maréchal Ney; sort d'Ulm (1805); VI, 156, 166 et suiv. — En retraite dans la campagne de 1809; VI, 406.

**FÉLIX (L.)**. Pris par Bulow; VII, 354. **FÉLIX - CAUDRON**. Les maréchaux Marmont et Mortier y sont repoussés; VII, 348 et suiv.

**FÉLIX**, général. Reproche que loi fait Louis XVIII de n'avoir pas obéi à un ordre de Moreau qui était contraire à son devoir; anecdote; V, 32 et suiv.

**FÉLIX**. Cité avec son frère comme dignes tous deux d'avoir succédé à l'illustre don Despuits dans la direction de l'école de Sorèze; expulsé de sa propriété par une faction; V, 192.

**Fermiers généraux**. Goillotin au nombre de vingt-sept, avec le célèbre Lavoisier; IV, 198.

**FERRASSIS**. Se prétend le premier publiciste de la contre-révolution; I, 241. — Ministre d'état en 1814, il prononce un discours contre-révolutionnaire sur une loi dont on reconnaissait la justice (la remise aux émigrés de leurs biens non vendus); Bedoch, au nom d'une commission, répond à ce discours, qui causera beaucoup de mal; intentions et paroles, également contre-révolutionnaires, que Ferrand prêtait au roi; VIII, 83 à 89, 137, 150.

**FERRASSIS** (de la Cause), général. Commandait à Valenciennes lors de la reddition de cette place aux Autrichiens, après un siège de deux mois; IV, 64. — Il prend Mons; IV, 215.

**FERRASSIS**. Cité; I, 376; II, 90, 272, 305; III, 48, 50.

**FERRASSIS (L.)**. Se rend aux Français par capitulation (1823); IX, 141.

**FERRASSIS**. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

**FERRASSIS**. Son vote dans le procès du roi; III, 387, 392, 399.

**FERRASSIS (de)**, comte. Conduisait la voiture lors de l'évasion de la famille royale; était porté au *livre-rouge* sur la recommandation de la reine; II, 373. — Maréchal de la cour de Snède; il perit victime de troubles occasionnés par la mort du prince Augustembourg; VII, 24.

**FERRASSIS (L.)**. Macdonald y est repoussé; VII, 357.

**Fêtes publiques**. On y récompense les courtisans et la populace; I, 40. — *À l'Étère-Suprême, à la Raison, voir Cultes*. — *Nationales*, sous le Directoire; IV, 443 et suiv. — Sont réduites à deux sous le consulat (14 juillet 1<sup>er</sup> vendémiaire); V, 301. — *Voir Anniversaires*.

**Fénelon** (club des). Son origine; sa formation; II, 177, 226. — Opposé au club monarchique; II, 281. — Se grossit de tous les députés, à l'exception, qui étaient membres des Jacobins; II, 438. — Est dissous par un décret; III, 31.

**Février**. Le 22 de 1787, ouverture de la première assemblée des notables; I, 347. — Le 13 de 1790, suppression des vœux

monastiques, des ordres et congrégations, etc.; II, 301. — Le 19 même année, exécution de Favras sur la place de Greve. — Voir Favras. — Le 4 de 1794, abolition de l'esclavage; IV, 177. — Le 8 de 1807, bataille d'Eylau; VI, 253. — Le 7 de 1810, convention de mariage entre Napoléon et Marie-Louise; VII, 3. — Le 18 de 1830, assassinat du duc de Berri; IX, 2.

FAYET, un des écrivains qui travaillaient sous le nom de Talleyrand; VIII, 331.

FIEFS (duches grands). Érigés par Napoléon, ils rappellent la féodalité, qu'on en dise l'adresse du sénat; VI, 208 à 210, 307.

FIVRE, journaliste II dénonce formellement les violences de Barras à l'égard de Poncet; IV, 448.

FIÈRE JAUNE. Elle se manifeste à Barcelone; dévouement des médecins français; un cordon sanitaire, formé à cette occasion, devient ennemi le prétexte de la réunion d'une armée dirigée contre l'Espagne constitutionnelle; IX, 69 à 71, 73, 74, 81, 86, 88 et suiv., 108.

FLOREZ. Remise honteuse de cette place par le commandant espagnol Torres; mot de Delbrel; IV, 298. — Les Français s'en emparent en 1808; VI, 303. — Et en 1813; IX, 149.

FINANCES. Leurs désordres sous Louis XV ne peuvent plus être dissimulés; I, 321. — Leurs désordres lors de la convocation des notables; I, 348 et suiv. — Recettes et dépenses pour 1786; projets d'amélioration; I, 362. — Le parlement de Paris est exilé pour avoir permis d'informer contre les profusions de l'ex-ministre Calonne; I, 378. — Leurs désordres sont sans remède; suspension de paiements; I, 377, 419. — Voir *Rapports, Assignats, Liens-rouges, Impôts, Contributions*. — Tableau présenté à l'ouverture des états-généraux; II, 15. — Déficit après dix mois; II, 213. — Aperçu pour 1790; II, 226. — Pour 1791; II, 287, 288. — Leur situation à la fin de l'assemblée constituante; dette publique; II, 421, 459. — Dette publique en 1793; accès; IV, 6, 82. — Formation du grand-livre sous la convention nationale; IV, 80 et suiv. — Dépenses pour l'an V (1796); montant de la dette publique à cette époque; IV, 467. — Des rentes; remboursement des deux tiers; inscription au grand-livre du tiers consolidé; on en compte six banqueroutes de l'état depuis Bally, qui effectua la première; V, 71 à 73. — Recettes et dépenses pour l'an VI (1797); loi relative à la liquidation de la dette publique; V, 85. — Formation d'un nouveau grand-livre sous le directoire; V, 87. — Dépense pour l'an

VII (1798); V, 142. — Variations du tiers consolidé selon les circonstances politiques; coût de 11 fr. 30 c. à 88 fr.; V, 293, 293, 330, 396, 452. — Le paiement des rentes et pensions est repris en numéraire (1800); V, 403, 488. — Le tiers prend le nom de cinq pour cent consolidés, et forme le premier article du budget; il ne pourra excéder cinquante millions; le viager reste fixé à vingt millions; caisse d'amortissement; V, 471. — Recettes et dépenses pour 1803, 1804 et 1805; VI, 28 et suiv., 149. — Décrets sur la liquidation de la dette publique; VI, 302; VII, 473. — Budget de 1808; VI, 364. — Taux le plus élevé du cinq pour cent pendant le gouvernement impérial; VII, 12. — Ses variations pendant l'invasion de la France (1814); VII, 324, 361, 432. — Jamais les finances ne furent mieux régies que sous Napoléon; il forçait les ministres d'être probes et honnêtes; VII, 480. — Les royalistes se partageant une partie du trésor rapporté de Blois; le reste est sauté par l'abbé Louis; VIII, 3. — Budgets de 1814 et 1815; VIII, 64. — Les dettes de la famille royale sont reconnues dettes de l'état; VIII, 69. — Dilapidations des gens de l'ancien régime; VIII, 130 et suiv. — Cote des effets publics au 21 mars 1815; VIII, 146. — Créances au compte de la France par le traité du 30 novembre 1815; VIII, 304, 418 et suiv., 430. — Rejet de la loi de l'impôt (1816); nouveau budget; VIII, 332 à 337. — Budget de 1818; VIII, 414 à 416. — Nouvelles créances au compte de la France, par suite du départ de l'armée d'occupation; VIII, 434 à 437. — Budget de 1819; VIII, 463 à 467. — Supplément à la loi de finance pour 1818; budget de 1820; IX, 13, 20. — Remboursement des reconnaissances de liquidation; vente de rentes appartenant au trésor; IX, 43, 86. — Budget de 1822; IX, 90. — Budget de 1823, et crédit ouvert pour le remboursement des reconnaissances de liquidation; ordonnance qui régularise l'emploi des crédits; IX, 104, 108. — Ouverture d'un crédit pour les dépenses urgentes, etc.; budget de 1824; vote de rentes appartenant au trésor royal; IX, 128, 135, 137. — Du projet relatif au remboursement de la rente; rejeté par les pairs; IX, 170 à 172. — Ouverture de nouveaux crédits; budget de 1825; création de bons royaux; leurs dangers; IX, 182 à 184. — Voir *Chambre des députés*.

FIAUTRIEX (esp). Combat naval entre une flotte franco-espagnole et une flotte anglaise; VI, 183.

FINOT (de l'Yonne). Son vote dans le

procès du roi; III, 386, 399.

**FIGUAT**. Son vote dans le procès du roi; III, 361.

**FITZ PATRICK**, général anglais. Fait une motion en faveur de La Fayette captif; V, 23.

**FLAGRAS**. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 397.

**FLABAUT (aa)**, général. Combat comme soldat à Waterloo; chargé de régler le départ de Napoléon, il répond noblement aux outrages de Davoust à l'égard de la personne de l'empereur; VIII, 211, 231 et suiv.

**FLAUGHERES**, député. Reproche constitutionnel qu'il adresse au grand-juge Reguier; membre de la commission extraordinaire du corps législatif en 1813; VII, 277, 293. — Il s'honore dans la discussion sur la liberté de la presse (1814); VIII, 70, 96. — Membre de la chambre des représentants; VIII, 173.

**FLAMMILLA**, prévôt des marchands. Convaincu de connivence avec la cour, il est massacré; III, 75.

**FLANDEURS**. Cette ville et son port, cédés par la Hollande, sont réunis à l'empire français; VI, 288, 299. — Après un bombardement de trente-six heures seulement, le général Monnet livre cette place aux Anglais, qui en détruisent les chantiers et les arsenaux; expédition fort maladroite du cabinet britannique, qui n'en a obtenu qu'un résultat honteux (1809); VI, 433, 437, 444.

**FLAUDAU**, conseiller d'état de la première formation; V, 335.

**FLAUDAU-LASEOT**, maire de Paris au 9 thermidor; guillotiné avec Robespierre; IV, 253, 257.

**FLAUSKA** (bataille de). La première route indécise; la seconde, dix jours après, ouvre la Belgique à la France; un sérostat y fut employé pour reconnaître les positions de l'ennemi; Jourdan s'est dès lors placé au rang des grands capitaines; IV, 213, 217.

**FLAUSY (aa)**, cardinal. Erreurs funestes de son ministère; I, 181. — En mourant il confia à Louis xv de ne jamais introduire d'ecclésiastiques dans son conseil; IX, 192.

**FLAUSY (des Côtes-du-Nord)**. Son vote dans le procès du roi; III, 366.

**FLAUSY (de Chaboulon)**. Extraits de ses mémoires; VII, 418 et suiv.; VIII, 117 et suiv., 189, 204, 210 et suiv., 232, 401.

**FLAUSY-GEVOT**. Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399. — Membre d'une commission de salut public aux approches du 13 vendémiaire; IV, 361.

**FLORENTIN (les)**. Cession qui en est faite par la France aux États-Unis; VIII, 427.

**FLORENTIN**. Son vote dans le procès du roi; III, 377.

**FLORENTIN-LATONA**, général. Chargé de livrer Riego aux officiers espagnols (1823); IX, 149.

**FOLLEVILLE**. Le seul aristocrate qui ait appuyé Robespierre pour obtenir l'unanimité des jurés dans la procédure criminelle; II, 431.

**Fonderies**. Voir *Armes et Munitions*.

**FONTAINEBLAUX**. Napoléon s'y rendant, temps qu'il y perdit; il accorde son abdication aux instances de ses maréchaux; VII, 385, 428 et suiv., 428, 439 et 460, 462. — Napoléon quitte cette ville; ses adieux aux soldats; VIII, 7.

**FONTAINEBLAUX**. Ecrit au royaliste au 8 fructidor; V, 62. — Prodigera l'encens à Bonaparte, qui lui confiera la direction de l'instruction publique; V, 372, 489. — Extrait de son discours, comme président du corps législatif, sur l'établissement du gouvernement impérial; plébiscite dévoré d'ambition, il avait altéré son nom, qui était *Fontaines*; doit sa fortune à Lucien, et le paie d'ingratitude; homme d'état dans les salons, gentilhomme à l'institut, littérateur à la chambre des pairs; VI, 87 à 90.

— Citations; prosateur élégant, il a été comme l'isocrate des flatteurs; il n'en fut que le Thersite; VI, 274, 279, 307, 358 à 360, 367. — Exemples du degré d'adulation auquel il est descendu dans ses discours à l'empereur, comme grand-maître de l'Université; VII, 47, 181 et suiv., 282. — En parallèle avec Delille; VII, 202. — Membre de la commission extraordinaire du sénat lors des désastres de 1813; il modère son style adulateur dans le rapport qu'il présente; VII, 292 à 294. — Cité; VII, 321, 387, 462. — Il adresse littéralement à Louis XVIII une de ses phrases composées pour Napoléon; VIII, 17. — Cité; VIII, 94; IX, 49, 54.

**FONTAINEBLAUX (aa)**, archevêque de Toulouse. Dirige un conseil de la reine; II, 307.

**FONTAINEBLAUX**. Occupation de cette place par les Français; IV, 275; IX, 132.

**FONTEAUX**. Occupé par les Prussiens (1814); VII, 324.

**FONTEAUX**. Son vote dans le procès du roi; III, 361.

**FONTEAUX**. Son vote dans le procès du roi; III, 361, 399.

**FONT-LEZUE**. Pris par les Russes (1814); VII, 323.

**FOUCAULT (aa)**, vicomte, colonel de gen-

darmerie. Il viole la représentation nationale par l'arrestation de Manuel; IX, 124.

FoCCELOU (de), marquis. Demande qu'on supprime les places et pensions de la cour; II, 115.

FoCCELOU (Etienne), juge au tribunal révolutionnaire. Il y siègeait lors du procès de la crine; IV, 124, 210.

FoRENI (de Nantes), membre de la convention; III, 241. — Cité dans le procès du roi; son vote; III, 281, 352, 372, 388, 397. — Fait adopter une loi pour découvrir les biens des émigrés; IV, 13. — Sa conduite criminelle comme représentant du peuple à Lyon et dans le département de la Nièvre; extraits de ses lettres et rapports; IV, 43, 103, 105 à 116, 124, 136, 138 à 140, 169, 236, 246, 266, 273, 303, 435. — Son passage à Dijon en 1793; résumé de ses trahisons depuis 1789 jusqu'à Louis XVIII, qui terminera sa carrière politique par une ambassade de famille à Dresde; IV, 105. — Il reçoit de Chaumette un certificat de civisme, et signale Chaumette comme un scélérat; indignation de Robespierre à ce trait; IV, 110 et suiv. — Il veut que l'on guillotine les fortunes coupables, et il laissera une fortune de douze à quinze millions; il écrit de la Nièvre qu'il faut avilir l'or et l'argent, ces dieux de la monarchie, et sept ans plus tard il les adorera; IV, 113, 138, 293. — Un jour il fera saisir le *Procès des Bourbons*, livre qui donnait des inquiétudes à Bonaparte; IV, 142. — Dénonce par Robespierre, qui prétend que sa triste figure présente violemment le crime; comment Fouché justifie à cette époque et plus tard; IV, 273 et 274. — Complice du parti qui domine avant le thermidor; alors destiné au supplice par Robespierre; IV, 190, 297, 249. — Après le 9 thermidor il se flatte d'y avoir contribué; véhément démenti de Boissy-d'Anglas; dénonciation de Bion; IV, 264 et suiv., 319. — Ses efforts pour maintenir le système révolutionnaire; accusé, il est défendu par Legendre et Tallien, et condamné par la convention; IV, 273, 319, 331. — Exécéré par l'opinion publique; sera fait grand seigneur par Bonaparte; IV, 381, 388, 396, 416. — Echappé à la déportation, il est nommé ministre de la police sous le directoire; jacobin de première race, il désavoue ses anciens complices, et poursuit également les royalistes; V, 205, 210, 252. — Conjuré du 18 brumaire, il se donne comme le chef des révolutionnaires à Bonaparte, qui s'accommodera, mais le laissera aller; maintenant ministre de la police, il favorise le despotisme

du consul, en amenant les jacobins à ses pieds; V, 259, 264, 269, 277, 293, 302. — Un arrêté des consuls lui donna la direction des journaux; V, 333, 334. — Lors de la machine infernale (3 nivôse), il désigne cent trente individus à proscrire, non comme coupables, mais comme pouvant le devenir; V, 414 et 417. — Seconde Bonaparte dans une grave atteinte au droit des gens; n'a pas dit le mot qu'on lui attribue relativement à l'exécution du duc d'Enghien; VI, 18, 45. — Comparé à Dessalines; VI, 74 et suiv. — Napoléon lui rend le ministère de la police, qui avait été réuni à celui de la justice; VI, 128. — Cité; VI, 307, 410. — Des 1809 il s'occupe à traahir Napoléon; il correspond avec l'Angleterre, et cherche à séduire Bernadotte; Napoléon lui retire le ministère, et l'envoie à Rome comme gouverneur général; son amour pour les titres lui fera faire un anachronisme d'après lequel il aurait été duc d'Ottrante du temps de Robespierre; détails; VI, 447 à 455. — Cité; VII, 130. — Il dirige Murat dans sa trahison; VII, 326. — Un des premiers ennemis de Napoléon en 1814; VII, 383 et 385. — Cité; VII, 484 et 485; VIII, 94. — Napoléon lui rend le ministère de la police dans les cent-jours; il le fait pair; VIII, 144, 170. — Président de la commission de gouvernement après l'abdication de l'empereur, dont il refuse le secours comme général; il le trahissait depuis trois mois; VIII, 215, 231, 233. — Il ménage et désorganise tous les partis; il livra Paris, secondé par Davoust; VIII, 239. — Sa correspondance laconique avec Carnot; on ne peut nombrer ses fourberies; VIII, 243 à 245. — Reste au ministère après la rentrée du roi, et se fait encore une fois proscription; VIII, 248, 260. — Il reçoit sa démission avec la titre d'ambassadeur à Dresde; averti à temps, il échappe à des assassins postés sur sa route; il mourra plus tard en exil (à Trieste); notices; anecdotes; VIII, 275 à 282. — Il avait poursuivi avec vigueur le maréchal Ney; VIII, 313 et suiv. — Cité; VIII, 367, 440, 448, 471. — Sa mort; IX, 34.

FoUCREA (de Cher). Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

FoULON. Appelé au ministère, il le quitte après cinq jours; est massacré; circonstances horribles; conseils violents qu'on lui reprochait; II, 103 à 107.

FoUQUIER-TIVILLE, accusateur public près le tribunal révolutionnaire. Fait subir un interrogatoire secret à la reine; un forcené jacobin, depuis grand seigneur, aujourd'hui fougueux partisan de l'ancien

régime, lui avait demandé quand il ferait danser Toinette; IV, 126, 131. — Cité dans le procès de Bailly; confirmé dans ses fonctions; IV, 160, 210. — Il dira pour sa défense qu'il n'était que la bache de la convention; IV, 234. — Cité; IV, 240 et suiv., 246. — Maintenu dans son emploi après le 9 thermidor; on le nomme, à son effet, devant la convention, qui jette un cri d'indignation; il est aussitôt décrété d'accusation, et conduit à la Conciergerie; IV, 275. — Condamné; et exécuté sur la place de Grève; ses nombreux assassinats juridiques, mots horribles qu'il prononçait touchant ses victimes; sa défense; IV, 326 à 331. — Cité; V, 60; VIII, 474.

FOUCAU. Cité comme l'un des deux membres de l'Académie des sciences qui se sont élevés contre le pouvoir monarchique; I, 376. — Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 396. — Professeur à l'École Polytechnique lors de la création; IV, 316. — Conseiller d'état de la première formation; V, 335. — La direction de l'instruction publique lui est confiée; il en a une trop haute idée pour la garder; l'oubli volontaire qu'il avait fait de l'illustra-tion de Despaulx, parmi les inspecteurs-généraux de l'Université, est noblement réparé par Napoléon; V, 192 et suiv., 468.

FOUCAULT. Son vote dans le procès du roi; III, 378.

FOUCAULT. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

FOUCAULT (de l'Andr.). Son vote dans le procès du roi; III, 363.

FOUCAULT (du Rhône). Son vote dans le procès du roi; III, 361.

FOUCAULT, dit l'Américain, conjuré du 10 août; III, 159. — Dirige le massacre des prisonniers d'Orléans; III, 222. — Chargé d'une expédition du même genre qui a échoué; IV, 11. — Proscrit sous le consulat; V, 290, 294, 415.

FOUCAULT, un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

FOUCAULT. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

FOX. Regardait les travaux de l'assemblée constituante comme le plus grand pas vers l'affranchissement du genre humain; I, 5. — Se trompait sur les résultats de la déclaration de Filoia; II, 398. — Rendait hommage au caractère de La Fayette, et s'élevait contre sa captivité; III, 176; V, 23. — Son opinion contre le jugement de Louis XVI; III, 435, 456, 458. — Opposé aux vues de Pitt pour la guerre; V, 344. — Un des premiers associés de l'Institut de France; VI, 5. — La mort de Pitt l'amène

au ministère; sa mort; notice qui le met en parallèle avec Pitt; comme orateur il était demosthénien, son rival cicéronien; des négociations qu'il avait entamées avec la France; VI, 203, 219 à 221, 226 à 228. — Il siégea à vingt et un ans dans la chambre des communes; VIII, 42.

FOX, général. Son opinion sur la *Revue chronologique* de l'abbé de Montgaillard; I, v. — Cité comme honorant le titre de citoyen; III, 96. — Cité; VII, 179. — Bat les Anglais à Tolosa; VII, 210 et 213. — Son éloge comme grand orateur; VII, 314. — Blessé à Orthes; VII, 356. — Cité comme d'instigateur; VIII, 422. — Il prévoit, à la tribune, que l'attentat de Louvel servira de prétexte pour détruire les libertés publiques; IX, 6. — Signe la protestation contre l'exclusion de Manuel; IX, 126. — Il combat le projet du remboursement des rentes et celui de la septennalité; IX, 170, 176.

FRANÇAIS (de Nantes), député de l'Aisne; VIII, 471.

FRANCE. Gouverner par des hommes qui lui préparent des calamités; I, 11, 29. — Dans les fêtes publiques on n'y récompensait que la noblesse et la populace; pourquoi; I, 40, 49. — N'a fait de grands progrès dans les arts et l'industrie que depuis la révolution; I, 49. — Les classes intermédiaires et productives y sont éclairées, et doivent désormais être prépondérantes dans l'état; I, 50. — Les talents distingués et les génies supérieurs y sont en plus grand nombre que dans les autres contrées de l'Europe; I, 86, 87. — Caractère de ses habitants; I, 90, 145. — Avait une représentation avant la troisième race; son gouvernement démocratique sous la première; était son roi; comment l'arbitraire et l'oppression y sont établis; I, 68 et suiv., 102 à 111, 115 à 122. — Ses dévotres l'ont livrée au régime féodal; I, 123. — Avant la révolution, tout n'y était qu'imposture et déception politique; I, 129. — Elle pays aux rois les libertés qu'ils lui rendirent par l'affranchissement des communes; I, 163, 169. — Tableau de ses rois depuis Philippe-Auguste; tyrannies qu'elle subit; I, 167 à 207. — Ne peut louer que quatre rois, et n'en a pleuré que deux; I, 168, 171, 207. — Les annales de sa monarchie regorgent de forfaits semblables à ceux qu'on reproche à sa révolution, laquelle a été faite par la noblesse, le clergé et les parlements; I, 222 et suiv. — Était la plus opprimée de toutes les nations; I, 229. — Ce qu'on nomme son ancien régime, en remontant à la féodalité; I, 299 et suiv., 311 à 321. — Ses droits sont enfin proclamés



par le parlement de Paris; I, 408. — Est le paradis des ministres déprédateurs; I, 422 et suiv. — Divisée par département; etc.; II, 186. — Sa situation à la fin de 1790; II, 277 à 279. — Au milieu de 1791; II, 333. — Opinions politiques qui la partagent au commencement de 1792; situation générale; III, 33 et suiv., 43 à 50, 56. — Effet qu'y produit la déclaration de guerre; tous les partis appellent les hostilités; rapport sur sa situation en juin 1792; élan prodigieux qu'y provoque la déclaration de la patrie en danger; indignation qu'elle ressent du manifeste de Brunswick; III, 74 à 83, 106 à 113, 116, 121 à 126. — Devient république; III, 240. — Voir *Citoyens, Elections, Guerre, Partis, Politiques (faits et démarches), Traités*, etc. — Tableau qu'elle présente sous le gouvernement révolutionnaire; victorieuse au dehors, résignée au dedans, couverte de prisons; sa soumission à toutes les tyrannies, à tous les supplices, est une suite de sa décomposition morale sous l'ancien régime; IV, 28, 43, 56, 185 et suiv., 189, 219 à 225, 253, 254 à 269, 286. — Elle sort de l'engourdissement où l'avait plongée l'atrocité (époque du 13 vendémiaire); IV, 378 et suiv. — Sa situation sous le directoire; réaction; dissolution des mœurs; IV, 434 à 448. — Voir *Fructidor*. — Dans quelles dispositions Bonaparte l'a trouvée à son retour d'Égypte; V, 261 à 269. — Voir *Brunaire*. — Sa situation sous le consulat; la royauté était restée pour elle un besoin vague; elle la retrouve débarrassée du despotisme; elle l'embrasse; vain espoir d'une nation facile; elle voit du moins renaître l'ordre et le crédit; elle a la liberté des plaisirs, des cultes, des costumes; la liberté de la presse n'existe plus; le nom de république ploit à la France; la monarchie lui convient; V, 319 à 331, 361 à 363, 376 à 383. — Le traité d'Amiens lui cause un enthousiasme que Bonaparte ne laissera pas refroidir; il se fait consul à vie; V, 451, 457 et suiv., 477, 481. — Situation de la France à la rupture du traité d'Amiens; le despotisme militaire du consul s'établit; le système républicain se dégrade; VI, 9, 21, 28. — La France était disposée au sommeil de la servitude quand elle accueillit le gouvernement impérial; VI, 94 et suiv., 111. — Situation de l'empire (1804); VI, 148. — L'ardent guerrier des Français laisse sans obstacle les desseins de Bonaparte; la victoire d'Austerlitz met sous sa main tous les hommes supérieurs que la révolution amis au jour; mais la nation perd toutes ses libertés; VI, 190 et suiv., 210. — La France entred

parles de guerres lointaines sans en ressentir d'autre inconvénient que le départ des conscrits; mais elle espère une paix durable, et son estase est entretenue par les batteries que le sénat et le clergé prodiguent à l'empereur; VI, 247, 259, 276, 279 et suiv. — Situation de l'empire (de 1804 à 1815); VII, 188 à 188. — Disposition des esprits lors des revers de Napoléon; VII, 258, 303, 307 et suiv., 316 et suiv. — Situation politique et militaire au commencement de 1814; un parti conspirait à Paris contre Napoléon; VII, 357 à 378, 383, 385, 388 et suiv., 403, 414 et suiv. — Nombre d'hommes que la France a fournis à Napoléon par la conscription; VII, 439 à 443. — Terribles que Napoléon a trouvés, et qu'il n'a laissés de son vaste empire; VII, 469, 475, 481 et suiv. — Examen du caractère français; VII, 498 à 500. — Sacrifices imposés à la France par le traité du 22 avril 1814; VIII, 10 et 11. — La France ne peut plus se passer d'une constitution formelle; écrite; VIII, 14 et suiv. — Le traité du 30 mai 1814 prouve que le dessein des alliés, notamment de l'Angleterre, n'était que d'affaiblir et d'humilier la France; VIII, 25 et suiv. — Situation du royaume d'après l'abbé de Montesquieu; critiques qui rectifient le rapport; VIII, 51 à 59. — Napoléon, au retour de l'île d'Elbe, ne fait pas attention que la France a commencé son éducation constitutionnelle; les motifs qui l'ont fait accueillir sont dans la conduite contre-révolutionnaire des royalistes absents; VIII, 109, 128 à 140. — À la seconde restauration, la France voit renaître le temps des suspects et de la terreur; nouvelles pertes que lui fait essuyer le traité du 30 novembre 1815; VIII, 192 à 194, 297 et suiv., 303 et suiv. — L'ordonnance du 5 septembre 1816 fait cesser la réaction, mais les missionnaires commencent à troubler les consciences; heureusement qu'une loi salitaire, relative aux élections, soutient toutes les espérances; les principes constitutionnels s'établissent (1818); VIII, 350 à 352, 363, 421 et suiv., 453. — La France éternisera le nom de Napoléon pour ce que lui doivent les sciences et les arts, l'industrie, la jurisprudence, etc.; enfin l'honneur national; IX, 56. — Sa population en 1820; IX, 70, 83. — Agitation qu'elle éprouve en 1819, par suite des manœuvres ministérielles; IX, 118. — Situation générale en 1814 (conclusion); IX, 214, etc.

FRANÇOIS-DE-LE-MEX. Occupation de cette place par les Français; III, 165; IV, 158. — Abandonnée lors de la retraite de Jourdan; IV, 465. — Déclaration que les

ellés font dans cette ville (1814) ; VI, 318. — Devient le siège de la diète germanique, mais n'est plus qu'un fantôme comme ville libre ; VIII, 174, 180.

François I<sup>er</sup>. V. sa les distinctions et les charges ; I, 127, 179 ; II, 463. — Indigne des éloges qu'on lui prodigue ; nommé le père des frères, et il prohibe l'impérisme, établit une censure, etc. ; ses cruautés envers les luthériens, son libertinage ; il a fait le malheur et la honte de la France ; I, 183 et suiv. — Il autorise l'impôt corrompue des loteries ; V, 405. — C'est à lui que Napoléon emprunta l'aloi qui punit les recalcitres à l'égale des coupables ; VI, 116. — Murt à la censure à la France ; VII, 494.

François II (Autriche). Succède à Léopold, âgé de vingt-quatre ans ; ce qu'il annonce ; reçoit une lettre de Louis XVI ; la France lui déclare la guerre ; est élu empereur d'Allemagne ; III, 63, 69, 74, 115. — Voir *Guerre*, *Politiques* (faits et démarches), *Traité*. — Présent à la bataille de Turcoing gagnée par les Français ; IV, 103. — Prend le titre d'empereur héréditaire d'Autriche, avec plusieurs qualifications gothiques ; VI, 134. — Place sur des hauteurs, il voit la bataille d'Austerlitz, où Napoléon pouvait le faire prisonnier ; il se rend au bivouac de l'empereur des Français, lui prend la main, le salue du nom de frère, et lui demande humblement la paix ; humiliations qu'il subit ; obligé de renoncer au titre d'empereur d'Allemagne, il reste empereur d'Autriche sous le nom de François I<sup>er</sup> ; VI, 176, 178, 180, 183 à 187, 190, 197, 218. — Témoin, dans un belvédère, de la bataille de Wagram, il est saisi de frayeur, et s'humilie de nouveau ; VI, 414, 423 et suiv., 426. — Il donne sa fille en mariage à Napoléon ; VII, 3, 6. — Assiste à la réunion de Dresde (1813) ; VII, 88. — Confiance trompée qu'il inspire à Napoléon ; VII, 136, 198, 383, 433. — Il a une entrevue à Trianon avec sa fille Marie-Louise ; signe le traité qui reconnaît Napoléon souverain de l'île d'Elbe ; VIII, 4, 12. — Fait une proclamation pour la réunion de la Lombardie à l'Autriche ; il revient en France (1815) ; VIII, 154, 165. — Signe le traité de la Sainte-Alliance ; VIII, 282. — Il abandonna Napoléon, en oubliant qu'il lui devait quatre fois son trône, etc. ; IX, 52. — Assiste au congrès de Leybach et à celui de Vérone ; IX, 56, 60, 112.

François, médecin. Déjà célèbre en France dans le traitement des épidémies ; il se distingue encore, entre ses généreux collègues, par un admirable dévouement pour les pestiférés de Barcelone ; récompensé qu'il en obtient ; extrait d'une de ses let-

tres ; IX, 67, 70, 72 et suiv., 74, 81, 88. — François (de Noulbâlean). Entraîné par les principes démocratiques ; III, 4. — Fait un rapport contre les prêtres inamovibles ; III, 27. — S'oppose à ce qu'une députation soit envoyée au roi le 10 août ; III, 142. — Fait adopter la vente des biens d'églises ; député par l'assemblée après les septembriseurs ; harangue les membres de la convention en leur remettant les pouvoirs de l'assemblée législative ; III, 169, 198, 232. — Des fêtes nationales à son ministère ; IV, 444. — Son entrée au ministère de l'intérieur, au directoire ; homme modeste, inévitable ; V, 29, 86. — De sa gestion ; il quitte le ministère ; V, 102, 113, 116, 204, 449. — Devenu l'organe d'un sénat adultère lors de l'établissement du gouvernement impérial ; extraits de ses discours ; VI, 202 à 22, 102, 141. — Il établit dans un rapport la compétence du sénat en matière de censure ; VI, 180 à 183. — Il présente à Napoléon la décret d'union qui lui vote un monument ; VI, 203. — Cité ; VII, 470 ; IX, 51.

François, boulanger. Assassiné dans une émeute révolutionnaire ; II, 167.

François (de la Somme). Son vote dans le procès du roi ; III, 384, 400.

François (Jean). Chef des noirs au service de l'Espagne ; il dirige le massacre des blancs français à Saint-Domingue ; obtient la distinction de grand d'Espagne, le titre de capitaine-général, etc. ; IV, 208, 213, 423.

François. Cité ; I, 468. — Sa mort ; paroles de Mirabeau à l'assemblée nationale ; II, 224. — Mots de lui sur l'Angleterre ; VI, 294 ; VIII, 16.

François, abbé. Premier aumonier du roi, il est nommé grand-maître de l'université ; passe pour être grand partisan des jésuites ; IX, 95. — Evêque d'Hermopolis et pair de France, il devient ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique ; il s'était fait connaître par ses conférences de Saint-Sulpice ; IX, 192. — Prononce l'oraison funèbre de Louis XVIII ; réflexions sur ce discours, dans lequel le mot *Charte* n'est pas prononcé ; IX, 204 à 206.

François II. Est plus grand pour avoir conservé la prise de la victoire que pour l'avoir obtenu ; I, 6. — Mot de lui sur Joseph II ; entre sur Louis XV et son règne ; II, 207, 217. — Serment prêté lors de la tombe ; scène de fantômes gorgiques ennonnons terranque mœurs la faiblesse et l'incapacité de ses successeurs (1808 et 1809) ; VI, 170, 234 et suiv. — Mot de lui sur l'Autriche ; VI, 384. — Il avait pour maxime que les rois n'ont pas de

parents; VII, 6.—Sa noble conduite dans les revers; VII, 154.—Cité; VII, 247, 269, 468.

**FÄRBERG-GUILLAUME II.** Signe la déclaration de Pillnitz; II, 396 et suiv.—Ses traités avec l'Autriche contre la France; commence la coalition continentale; III, 53, 62, 103.—Fait en personne la guerre de 1792, dont il avait pris l'initiative; sa retraite, ses négociations; III, 165, 228 et suiv., 246, 248 et suiv., 253.—Présent à la prise de Mayence par ses troupes; IV, 61.—Fait sa paix avec la république française; motifs qui l'avaient porté à une guerre dont il croyait être l'Agamemnon; il retourne dans son Parc-aux-Cerfs, laissant l'Europe étonnée de sa honte; IV, 319 à 321.—Ses mort; V, 82.

**FÄRBERG-GUILLAUME III.** A son avènement il annonce des intentions pacifiques aux membres du directoire français, qu'il appelle ses grands et chers amis; V, 82.—Il jure avec l'empereur Alexandre, sur le tombeau du grand Frédéric, de réprimer l'ambition de Napoléon (1805); scène de fantasmagorie politique; sa conduite équivoque dans la campagne d'Austerlitz; VI, 170, 173, 190, 192 et suiv.—Il entre ouvertement dans la quatrième coalition (1806); manifeste de son cabinet; il est défait à la bataille d'Iéna; VI, 223 à 225, 229 et suiv., 235 et suiv.—Repousse de ses états jusqu'aux frontières de la Russie, il n'est admis aux entrevues de Tilsitt que sur la prière d'Alexandre; les traités ne lui laissent pas la moitié de son royaume; exemple inouï d'humiliation; VI, 265 à 273.—Il interdit toute communication avec l'Angleterre; VI, 293.—Lors de la campagne de Wagram il favorisa secrètement l'insurrection de l'Allemagne; VI, 456.—Se lie par de nouveaux traités avec Napoléon; difficultés de sa situation; il assiste à la réunion de Dresde; déclare à la Suède qu'il est l'allié de la France (1812); VII, 74, 85, 88, 117.—Il entre dans la sixième coalition contre la France (1813); conduite de son cabinet depuis la révolution citée pendant la guerre; VII, 188 à 191, 208, 225, 257.—Pénètre en France avec ses troupes; entre à Paris; VII, 327, 381, 392, 395, 400.—Reconnaît Napoléon comme souverain de l'île d'Elbe; VIII, 12.—Revient en France avec ses troupes; VIII, 166.—Signe le traité de la Sainte-Alliance; VIII, 282.—Il fait d'innombrables tentatives, quoique directes, pour attirer à Berlin le célèbre David; IX, 111.—Assiste au congrès de Vérone; IX, 112.

**FÄRBERG-GUILLAUME IV.** Son avènement; VI, 308.—

Voir *Danemarck*.—Sa correspondance avec le roi de Suède (Sodermannie) pour

entre adopté comme prince royal (1810); VII, 25 et suiv.

**FÄRBERG-GUILLAUME V.** Son vote dans le procès du roi; III, 368, 400.

**FÄRBERG-GUILLAUME VI.** Cité dans le procès du roi; son vote; III, 381, 378, 398, 416.—Sa conduite horrible comme représentant du peuple à Marseille et à Toulon; extraits de ses rapports; IV, 42, 61 et suiv., 169 et suiv., 176, 236, 249, 266.—Destiné au supplice par Robespierre, il l'échappe au 9 thermidor et rejette sur lui ses propres crimes; IV, 197, 260, 262, 264, 265, 266 et suiv., 269.

**FÄRBERG-GUILLAUME VII.** Son vote dans le procès du roi; III, 372, 397.

**FÄRBERG-GUILLAUME VIII.** Son opposition aux emprunts, ainsi qu'à la forme employée pour leur enregistrement; est exilé au château de Ham; I, 375.—Guillotiné sur une exclamation de Barrière; IV, 279.

**FÄRBERG-GUILLAUME IX.** Tribunaire obscur, qui vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85.

**FÄRBERG-GUILLAUME X.** Part pour une expédition autour du globe; V, 406.—Part pour un autre voyage scientifique; relâche à Tynor; VIII, 387, 430.—Arrive au Havre; IX, 30.

**FÄRBERG-GUILLAUME XI.** Général autrichien. Batto à Mondschütz; IV, 86.

**FÄRBERG-GUILLAUME XII.** Général. Se couvre de gloire dans la poursuite de Moorad-Bey; il partage avec Desaix le succès de la bataille de Samhoud; il contribue à la victoire de Héliopolis; V, 143, 151, 275.—Se distingue à Austerlitz; VI, 231.—Prend possession de la Poméranie suédoise; VII, 62.—Blesse à la Moskowa; VII, 116.—Se distingue à Montmirail; VII, 342.

**FÄRBERG-GUILLAUME XIII.** Prise de cette place par Gouvion-Saint-Cyr; V, 385.

**FÄRBERG-GUILLAUME XIV.** Victoire décisive qu'y remportent les Français (1807); VI, 261 à 265.

**FÄRBERG-GUILLAUME XV.** Général. Blessé à Leipzig; VII, 269.

**FÄRBERG-GUILLAUME XVI.** Général autrichien. Il marche sur Naples pour y détruire le gouvernement constitutionnel (1821); quelques jours lui suffisent pour accomplir sa mission; IX, 37, 60.

**FÄRBERG-GUILLAUME XVII.** Erige en duc et grand-duc de l'empire; VI, 208.—Voir *Duc*.

**FÄRBERG-GUILLAUME XVIII.** Vivait dans l'intimité de Mirabeau; II, 300.—Préfet de la Seine sous Napoléon, il se laisse abuser dans la conspiration Malet; est destitué; VII, 121 et suiv., 134.

**FÄRBERG-GUILLAUME XIX.** Général autrichien. Batto dans les états romains; V, 237.

**FÄRBERG-GUILLAUME XX.** Son vote dans le procès du roi;

III, 352, 395.

**Fronde (la).** On n'encourageait pas les brigandages; I, 199. — La conduite des grands seigneurs y fut criminelle; I, 317.

**FRONDEVILLE (de).** Arrêté comme chevalier de la contre-révolution; II, 386.

**FRONCÉ (duc de).** Fils du maréchal de Richelieu. Cité; I, 419; II, 318.

**FRONTI, général de l'armée royale (Vendée).** Cité, IV, 465. — Il capitule; V, 365.

**FRUCTIDOR (dix-huit).** Toise V, savoir: — Elections qui ont amené cette journée;

Barthelemy au directoire, Pichegru au conseil des Cinq-Cents, etc.; 34 à 37. — Dispositions du directoire et de son ministère,

secondés de madame de Staël; 37 à 39. — Agents royalistes à Paris, où l'on compte

plus de cinq mille émigrés rentrés; relations de Daodre, Boissy-d'Anglas, etc.; 39 à 36.

— Des adresses de l'armée d'Italie, provoquées par Bonaparte contre les royalistes;

36 à 39. — Faute des conjurés; 39 à 42. — Evénement; Augereau dirige la force

militaire; il arrête lui-même Pichegru; les directeurs Carnot, Barthelemy, et cinquante-trois députés, condamnés à la déportation;

preuves de la cojururation; Morreau en fournit contre Pichegru, et le dénonce;

42 à 52. — Mesures de rigueur qui suivent cette journée; les éditeurs de quarante-deux journaux royalistes sont condamnés à la

déportation; observations sur Carnot, qui ne fut point suspect comme conjuré;

53 à 68, 68 à 73. — Causes particulières et résultats de cette journée; il ne faut pas

croire qu'un résultat contraire eût amené à cette époque le rétablissement de la

royauté; la masse de la nation s'y serait opposée; 61 à 68. — Un monument sera élevé dans l'enceinte du conseil des Cinq-Cents

en l'honneur de cette journée; 69. — L'universitaire en est célébré au Champ-de-Mars, avec un grand appareil; 138. — Cette

fête est supprimée par les consuls; 301. — Les proscriptions sont rappelés, à l'exception de

Pichegru et de quelques autres; 332, 378.

## G.

**Gabelli (la).** Origine de ce droit; I, 453. — Sa suppression par l'assemblée constituante; II, 126, 212.

**GABRIELLI, cardinal.** Extrait de ses notes diplomatiques dans les démêlés de Napoléon avec le pape; VI, 31; et suiv.

**GABRI.** Prise de cette place par le général Rey; V, 149. — Elle capitule après un long siège conduit par Masséna; VI, 216. — Voir *Gaudin*.

**GABRIELLE (de la).** Appelle au conseil

de Louis XVI pendant quelques jours du mois de juillet 1789; II, 66, 108.

**GALBAUD, de l'assemblée constituante.** Donne le bras au roi lors du retour de Varennes; II, 370.

**GALBOIS, gouverneur de Saint-Domingue.** Destitué par Saothomas, il espère retrouver l'autorité dans la guerre civile;

IV, 46.

**GALLI (prince de).** Voir *Georgia IV*.

**GALLI (princesse de).** N'est point admise au couronnement de son mari; au

mort; notice; IX, 66, 68 et suiv.

**GALLENOT, conjuré du 10 août;** III, 159.

**GALLO, plénipotentiaire au congrès de Rastadt;** V, 106.

**GALLOIS, Cité comme tribun;** V, 334. — Membres de la commission extraordinaire

du corps législatif (1813); VII, 292. — Honorablement cité pour la cession de 1814;

VIII, 95.

**GANNI, secrétaire de Louis XVI.** Avait construit l'armoire de fer; III, 265.

**GAMON.** Son vote dans le procès du roi; III, 265, 362, 401.

**GAND.** Prise de cette ville par Pichegru; IV, 266. — Des plénipotentiaires anglais et

américains y signent un traité de paix entre les deux puissances; VIII, 90. — Du

voyage sentimental des courtisans qui ont suivi Louis XVIII dans cette ville pendant

les cent-jours; VIII, 141, 236 et suiv.

**GARLA.** Cité comme tribun; V, 234. — Honorablement cité comme député (1817);

VIII, 379.

**GARNAT, parruquier.** Juré dans le procès de la reine; IV, 124.

**GARTON.** Son vote dans le procès du roi; III, 384.

**GAUDIN (Dominique-Joseph).** Cité; II, 279, 365, 392. — Fait partie de la députation

qui conduit au Panthéon les restes de Voltaire; II, 318. — Cité; II, 437, 448. — Cité

sur les massacres de septembre; est nommé ministre de la justice; III, 216, 248, 255. —

Sous l'influence des jacobins; III, 342, 414. — Signifie à Louis XVI sa condamnation;

paroles qu'il prononce le lendemain à la convention; offre de quitter le ministère;

il y reste; III, 409 et suiv. 457. — Remplace Roland au ministère de l'intérieur; IV, 13. — Au 31 mai il défend les chefs de la

commune, et répond de la loyauté du peuple; IV, 38. — Quitte le ministère; accusé,

il est défendu par Daotou; IV, 79. — Professeur à l'Ecole Normale; IV, 106. — Président du conseil des Anciens, il prononce

un discours sur l'anniversaire de la mort de Louis XVI; passage d'une lettre floueuse

qu'il écrit à Robespierre; V, 91 et suiv. — Il prononce un discours sur l'assassin

de Radstadt; V, 189 et suiv. — Cité; V, 203, 322. — Il fait l'éloge des jacobins; la loi des otages lui paraît menacer beaucoup, mais n'attendre pas; il défend Barrère; V, 311, 313, 322. — Membre de la commission législative après le 18 brumaire; V, 275. — Cité comme sénateur; VI, 94, 102. — Établit un parallèle entre Frédéric et Napoléon; VII, 274.

**GARRANNE, général.** Achève la déroute de l'ennemi à Austerlitz; VI, 178.

**Garde du roi.** Établie par l'assemblée constituante; II, 428. — Installée; licence après trois mois; pourquoi; III, 65, 86.

**Garde-mueble.** Forcé par le peuple; les armes de Duquesnoy, de François I<sup>er</sup>, etc., sont entre les mains de bourgeois; II, 71 et suiv., 74. — Vol des diamants, attribué à la commune de Paris; anecdote qui touche le comte de Blacas d'Aulps; III, 322 à 326.

**Gardes nationales.** Son origine; quarante-huit mille habitants se font enregistrer en un seul jour; les provinces imitent Paris; La Fayette, général en chef; elle sauvera la France; II, 69 et suiv., 95 et suiv. — Au convoi de Mirabeau elle portait le corbillard; II, 302. — Vingt-six mille gardes nationaux sont mis en activité; on en organise trois cent mille autres; se rassemblent d'eux-mêmes dans plusieurs départements frontières; mise en activité de quatre-vingt-dix-sept mille; II, 280, 393. — Organisation de la garde nationale de Paris, des départements; II, 444, 436. — Institution admirable; les factieux la désorganisent; Bonaparte sera obligé d'y recourir; II, 464.

— Le commandement général de celle de Paris ne demeurera que deux mois dans les mêmes mains; III, 59. — Les gardes nationales s'enrôlent, et sont mises sur le même pied que les troupes de ligne; III, 63. — Les états-majors sont licenciés; on casse les compagnies de grenadiers et de chasseurs, par respect pour l'égalité; III, 113. — La garde nationale de Paris est divisée et désorganisée; Santerre en reçoit le commandement au 10 août; III, 129, 140.

— Réorganisée; III, 176. — Se laisse dominer par les fédérés; III, 343, 421. — Réorganisée, elle comprend tous les citoyens de seize à soixante ans; IV, 336. — Une nouvelle organisation, provoquée par Fiehegu avant le 18 fructidor, est rapportée après cette journée; V, 21, 51. — Réorganisée par un sénatus-consulte, comme offrant la plus belle garantie de l'indépendance nationale (1805); VI, 463. — Nouvelle organisation qui annonce que le dessein de l'empereur est d'en faire une armée régulière; VI, 443. — Sénatus-consulte qui la di-

visé en trois bans; VII, 74 et suiv. — Levée de quatre-vingt mille hommes sur le premier ban; évacuation des cohortes urbaines; VII, 197. — Elles sont appelées dans les garnisons de l'intérieur; Napoléon paraît railler le concours des gardes nationales; VII, 184, 289, 293. — Cent vingt-et un bataillons sont rendus mobiles (1814); Napoléon ne se détermine à cette mesure que par nécessité; VII, 324, 328. — Il n'ose se confier à la masse de citoyens armés, ennemis de son pouvoir absolu; fausses mesures et désorganisation qui résultent de cette appréhension; défense courageuse de Paris par la garde nationale, mal armée et trahie; VII, 388 à 396. — Elle obtient de conserver ses postes dans la capitale, qu'elle sauve de tout désordre par son activité et sa sagesse; le général Desolles la commande en chef; VII, 398, 410. — Ne prend la cocarde blanche que lorsque Napoléon est tout-fait abattu; VII, 444 et suiv. — Mousarn, comte d'Artois; est nommé colonel général de toutes les gardes nationales; VIII, 20. — Ordonnance royale contraignant l'institution constitutionnelle de la garde nationale; VIII, 60. — Mise en activité de cette garde citoyenne par le roi et par Napoléon (1815); VIII, 102, 168. — Licenciement des bataillons d'élite par le roi; VIII, 256. — La garde nationale est de nouveau soumise à une ordonnance contraignant son institution; elle est ensuite replacée sous la dépendance du pouvoir civil; mais elle attendra en vain une loi définitive, et n'existera plus que comme une force armée de parade, qu'on pourra dissoudre ou abolir si on le juge à propos; VIII, 318, 425 à 427, 464. — Cesse de firest est dissoute; pourquoi; IX, 94. — Réduction des postes de celle de Paris; l'institution est en quelque sorte abolie; réflexions; IX, 61 à 63.

**Garde royale.** Ordonnance qui l'organise; VIII, 275. — Une autre ordonnance relative à l'avancement recompose les abus de l'ancien régime; IX, 29.

**Gardes d'honneur.** Appelés par un sénatus-consulte (1813); VII, 197.

**Gardes-du-corps.** Ils offrent de composer une garde d'honneur à la députation de l'assemblée nationale qui se rend à Paris; réflexion sur ces militaires de cour; II, 94. — Leur conduite dans les journées du 1<sup>er</sup> au 6 octobre; II, 143, 145, 153, 156 et suiv., 160 et suiv. — Sont licenciés; II, 378.

— Rétablis avec la maison militaire du roi (1814); licenciés à Bethune pendant les cent-jours, après avoir donné au roi des preuves de dévouement; organisés par une ordonnance royale; ne forment qu'une troupe de vaine représentation; VIII, 127.

226, 255.

**Gardi-françaises.** Plusieurs d'entre eux, détenus pour insubordination, sont délivrés par le peuple; le corps prend parti pour la nation, et décide la prise de la Bastille; II, 60, 69, 74. — Leur suppression; II, 126.

**GARRIER.** Son vote dans le procès du roi; III, 371.

**GARILHEZ.** Son vote dans le procès du roi; III, 362.

**GARRIA,** conjuré du 10 août; III, 169.

**GARRAUD,** aéronaute. Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 396.

**GARRIER (Germe),** administrateur du département de Paris. Il signe une pétition pour obtenir le veto sur un décret contre les prêtres incrimés; III, 28. — Un des prêtres recommandables de la première formation; V, 370. — Transfuge de la cause de Napoléon; louanges qu'il lui avait adressées comme séducteur; VI, 85, 274.

**GARRIER (de l'Aube).** Son vote dans le procès du roi; III, 362, 369.

**GARRIER (de Salntes),** membre de la convention. Il propose la loi qui bannit les émigrés à perpétuité; III, 265. — Son vote dans le procès du roi; III, 365, 369.

— Il applique le décret qui déclare Pitt l'ennemi du genre humain; IV, 73. — Membre du com. vl des Cinq-Cents; V, 27. — De la chambre des représentants; VIII, 173.

**GARRIER-LAUNAY,** juge au tribunal révolutionnaire; IV, 210.

**GAZUS.** Son vote dans le procès du roi; III, 365, 369.

**GAZARD DE COULON,** membre du comité des recherches de la commune de Paris; II, 167. — Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**GAZARD.** Son vote dans le procès du roi; III, 368, 370, 377. — De la chambre des représentants; VIII, 173.

**GAZARD.** Son vote dans le procès du roi; III, 364, 369.

**GAZARD,** général. Dirigeait la génie dans le mémorable passage des Grandes-Alpes (1800); V, 338.

**GAZARD.** Son vote dans le procès du roi; III, 364, 369.

**GAZARD,** général. Dirigeait la génie dans le mémorable passage des Grandes-Alpes (1800); V, 338.

**GAZARD.** Son vote dans le procès du roi; III, 364, 369.

**GAZARD (de la Vendée),** membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 365.

**GAZARD,** due au GAZARD, ministre des finances sous Napoléon; VIII, 144.

**GAZARD (de l'Ain).** Son vote dans le procès du roi; III, 360, 369. — Un des représentants du peuple à Lyon; IV, 96.

**GAZARD (des Côtes-du-Nord).** Son vote dans le procès du roi; III, 366.

**GAZARD,** un des députés signataires de

la protestation contre l'exécution de Manuel; IX, 126.

**GAY-VASSON.** Son vote dans le procès du roi; III, 366, 369.

**GAZARD, général.** Il s'empare de Constance, après avoir battu le Russe Korsakow et le corps de Condé; V, 238. — Cité dans la campagne de 1805; VI, 173.

**GATIN.** Son vote dans le procès du roi; III, 362, 368.

**GÈNES.** Se constitue république ligurienne; V, 15. — En proie à l'anarchie, ce pays est nuis au pouvoir des Français par le général Gouvion-Saint-Cyr; V, 300. —

Marsena se reprie sur Gènes pour la défendre; assiégé par le général autrichien Melas et par l'amiral Keith, il ne rend la place qu'après cinquante-deux jours d'une admirable défense; de seize mille hommes il ne lui en restait que huit mille; une horrible famine dévotait la population (1800); V, 384, 390 à 398. — Quinze jours après, la place est remise aux Français, en vertu d'une convention et par suite de la victoire de Marengo; V, 400 et 401. —

Changement de gouvernement; V, 478. — Réunion de son territoire à l'empire français; VI, 166. — Donnée au roi de Sardaigne, ce pays perd son indépendance; VIII, 16, 179.

**GATIN.** Sa réunion à la France; V, 110. — Se donne aux alliés (1813); VII, 297. —

Forme un nouveau canton suisse; VIII, 145.

**GATIN.** Son vote dans le procès du roi; III, 371, 377.

**GATIN.** Son vote dans le procès du roi; III, 371, 377.

**GATIN (comte).** Danse et fait danser les enfants d'Orléans avec les vainqueurs de la Baille; II, 106. — Opinion sur quelques-uns de ses ouvrages; citée dans le procès du duc d'Orléans; IV, 127, 149. — Elle adresse des vers à Napoléon pendant les cent-jours; VIII, 118.

**GATIN de couleur.** Voir Colonies.

**GAZARD.** Égaré par des principes démagogiques; III, 3, 35, 235. — Cité sur l'opinion nationale au 1793; III, 106. —

Membre de la convention; III, 247. — Son vote dans le procès du roi; III, 370, 377. — Accusé; guillotiné dans le nombre des vingt et un girondins; IV, 81, 157.

**GATIN (de Loiret).** Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**GATIN-SAINT-ALPHONSE.** Bernadotte, dont il avait été l'aide-de-camp, le charge d'une mission auprès de Napoléon (1812); VII, 66.

**GATIN,** chevalier, un des ministres autrichiens au congrès de Vienne; IX, 113.

**GAZARD,** un des savants de l'expédition

d'Egypte ; V, 120.

**GEORGOVJEVSK.** Son vote dans le procès du roi ; III, 384.

**GEORGEZ** (conspiration de). Voir *Cadoudal*.

**GEORGEZ III.** Louis XVI, par une lettre, lui propose une alliance ; III, 84. — Déclare qu'il interviendra non dans les affaires intérieures de la France, mais dans ses projets d'agrandissement ; III, 307. — Sa mort ; éloges ; XI, 2.

**GEORGE IV** (d'abord prince de Galles). Exerce le pouvoir royal ; VII, 73. — Sa réponse aux félicitations de Louis XVIII (1814) ; VIII, 9. — Son avènement au trône ; la reine sa femme n'est pas admise à la cérémonie du couronnement ; IX, 2, 65 et suiv. — Voir *Gallie* (princesse de).

**GIERKEN, général.** Cité ; VII, 59. — Partage la gloire des batailles de Molo-Jaroslavetz et de Wessoufets ; VII, 140, 200. — Se montre un de nos plus habiles généraux dans la campagne de 1814 ; actions où il s'est trouvé ; VII, 337, 348 et suiv., 357. — Répond de la fidélité de Bourmont, qui le trompe ; commande un corps de l'armée de Grœnchi (1815) ; VIII, 200, 205, 216. — Député, il signe la protestation contre l'exclusion de Manuel ; IX, 126.

**GIERKIN, avocat célèbre.** On prétend qu'il coopéra aux mémoires de Lally-Tolendal ; VI, 207.

**GIERKIN.** Son vote dans le procès du roi ; III, 367.

**Germinal** (deuxième). Insurrection des faubourgs pour obtenir la constitution de 1793 ; IV, 316 à 319.

**GERMINY, député.** S'est honoré dans la discussion sur la loi d'amnistie (1816) ; VIII, 327.

**GERTOUX.** Son vote dans le procès du roi ; III, 380.

**GERTRUYDENBURG.** Prise de cette ville par d'Arçon ; elle est livrée aux Autrichiens par Dornouriez, IV, 6, 20. — Dernière place de la Hollande que les Français évacuèrent en 1813 ; VII, 284, 292.

**GERVAIS-SARVÉ.** Son vote dans le procès du roi ; III, 374.

**GIETIS** (comte de). Cité sur Puisaye ; IV, 429 et 430.

**GIÉVREUX,** un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel ; IX, 126.

**GIÉVREUX.** Son vote dans le procès du roi ; III, 379, 398.

**GIFFLEUX, général.** Aide-de-camp du prince Eugène, qui le dépêche auprès de Morat (1814) ; VII, 338.

**GILBERT,** gendarme qui trahit la confiance de la reine à la Conciergerie ; V,

119.

**GILBERT-DESVOISINS,** un des députés signataires de la protestation contre l'exclusion de Manuel ; IX, 126.

**GILLES,** agent contre-révolutionnaire ; II, 453.

**GILLET** (du Morbihan). Son vote dans le procès du roi ; III, 376.

**GILLET** (de Seine-et-Oise), tribun qui s'humilie dans son discours en votant le gouvernement impérial ; VI, 85.

**GIMOND,** tailleur. Juré dans le procès de la reine ; IV, 124.

**GIMONNET,** membre du tribunal. Il s'oppose fortement à l'établissement des tribunaux spéciaux ; est obligé de faire des retranchements à son discours imprimé ; V, 424.

**GIRARD** (de l'Aude). Son vote dans le procès du roi ; III, 363, 400.

**GIRARD** (de la Vendée). Son vote dans le procès du roi ; III, 385.

**GIRARD,** un des savants de l'expédition d'Egypte ; V, 121.

**GIRARD, général.** A la bataille de Ligny il commandait le corps qui demandait des cartouches et des Prussiens ; VIII, 204.

**GIRARDIN** (Stanislas), constitutionnel de 1791 ; III, 3. — S'élève contre l'amnistie accordée à Jourdan-Coupe-Tête ; III, 68. — Cité honorablement ; III, 235. — Il apporte au tribunal des antécédents honorables ; V, 354. — Défenseur des libertés publiques à la chambre des députés ; VII, 315. — Signe la protestation contre l'exclusion de Manuel ; combat les projets de loi relatifs au remboursement de la rente et à la septennalité ; IX, 126, 170, 176.

**GIRARD** (de la Charente-Inférieure). Son vote dans le procès du roi ; III, 365.

**GIRAUX** (de l'Allier). Son vote dans le procès du roi ; III, 361, 400.

**GIRAULT,** un des députés qui essaient de défendre le roi ; son vote dans le procès du roi ; III, 282, 283 et suiv., 366.

**GIRON** (de l'Ain). De la chambre des représentants ; VIII, 172.

**GIAOX, abbé.** A corrigé les *Mémoires* de madame de Campas ; avait été envoyé auprès de Voltaire pour l'engager à ne rien publier sur la religion ; II, 365.

**GIRON-POUSSON.** Son vote dans le procès du roi ; III, 390. — Fait un rapport sur la journée du 18 fructidor ; V, 48.

**GIRONNET-TATOUX.** Mort de ce peintre célèbre ; notice ; IX, 207.

**Girondins.** Pourquoi nommés ainsi ; aspirent au pouvoir ; III, 34. — Leur conduite ; III, 65, 69, 76, 86, 87, 89, 92 et suiv. (le 30 juin) ; 115, 118, 120, 122, 124, 127, 129 et suiv., 137. — Supplément par les

condamné au 10 août; III, 138, 141 et suiv. — Leur conduite après le 10 août; n'ont résisté au volontaire de la commune; inactifs et silencieux pendant les massacres du septembre; III, 166, 167 et suiv., 171, 184 et suiv., 197. — Voient un moyen de triompher dans la mort du roi; y mettaient quelques formes; perdent leur popularité; III, 187, 194, 337, 421. — Devenaient les modérés; la commune conspire leur perte; faute qu'ils font en appuyant le décret qui retire l'inviolabilité aux députés; ils en profitent d'abord contre Marat; dénoncent à leur tour par les sections et dans les clubs; IV, 5, 26 à 31. — Ils obtiennent momentanément une commission contre les terroristes; une scission complète s'établit entre eux et les jacobins; ils succombent aux 31 mai; le décret du 3 octobre en accuse cent trente-six; IV, 33 à 43, 93 à 95. — Vingt et un sont guillotinés; IV, 137. — Soixante-treize rentrent dans la convention quatre mois seulement après le 9 thermidor; IV, 171, 301.

GRANDE. Reddition de cette place au général Verdier, après cinq mois de siège (1809); VI, 448. — Violences qu'y exerce le maréchal Augereau; VII, 71. — Occupée de nouveau par les Français (1813); IX, 134.

GRANDE. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

GRULAV, général autrichien. Contribue à la bataille de la Rothière (1814); VII, 337.

GUYON, substitut de Fouquier-Tinville; IV, 310.

GLACIÈRE (La). Voir *Arignac*.

GLIZAL. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

GLORIEU. Capitulation de cette place; VI, 248.

Gloire militaire. Comment il faut l'apprécier; I, 6, 13 et suiv.

GOSSEL, évêque de Paris. Abjure le christianisme devant la convention nationale; IV, 157.

GOSPEY, conventionnel. Absent pendant le procès du roi; III, 378.

GOSOI (Mannel). Courtisan à qui Charles IV abandonne la monarchie espagnole; I, 449; IV, 453. — Il signe un traité d'alliance avec la France; IV, 464. — Cité comme traître impie; V, 534. — Prince de la Paix, il essaie d'échapper à l'ascendant de la France; VI, 211. — D'après un traité secret avec Napoléon, une souveraineté lui est promise; favori de la reine, il est en opposition avec l'héritier de la couronne (Ferdinand); VI, 185 et suiv. — Sa chute lors des événements d'Aranjuez; son hôtel

est pillé; il est arrêté par ordre de Ferdinand; VI, 309 à 314. — Remis en liberté, il assiste aux arrangements de Bayonne; compris dans le esclavisme des insurgés espagnols; VI, 320, 335, 361. — Ensienda à Napoléon; VII, 96. — Cité; VIII, 427, 447.

GOSSEL V, officier des troupes de Bonaparte. Mérite des reproches sur sa conduite dans l'évasion du roi; II, 367.

GOSSEL V. Cité comme écrivain partial; I, 53, 54. — Membre de l'assemblée législative, il fait un rapport sur les papiers de la liste civile; III, 216. — Cité sur l'assassinat de Radstad, qu'il attribue à la reine de Naples; V, 178. — Membre du directoire; V, 204. — Avant le 18 brumaire il favorisait les jacobins; est renversé à cette journée, mais ne donne pas sa démission, ainsi que le prétendait Bonaparte; il retombe dans les emplois subalternes; V, 255 et suiv., 266, 268, 280. — Faits qui honorent sa carrière politique; VIII, 473 à 474.

GOSSEL V DE MONTAIGNY, du parlement de Paris. Son opposition contrainte; est exilé au château de Pierre-Encise; I, 404.

GOLTA (comte de). Ministre prussien. Cité pour ses négociations avec Barthélemy; V, 26. — Plénipotentiaire au congrès d'Aix-la-Chapelle; VIII, 437.

GOLVIN. Les Français y remportent une victoire sur les Russes; VI, 250.

GOMBAULT. Son vote dans le procès du roi; III, 369.

GONCROU, orateur du faubourg Saint-Antoine; III, 94.

GONJEL. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

GONJEL, abbé. L'abbé Sicard lui avait légué le soin et l'instruction de ses élèves; IX, 93.

GONJEL V, cardinal. Sa mort; il avait montré un grand dévouement à Napoléon; son aventure avec madame de V\*\*\* lorsqu'il négociait le concordat; IX, 159 et suiv.

GONJEL V, journaliste. Signataire d'une pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 396. — Conjuré du 10 août; III, 159. — Son vote dans le procès du roi; III, 368. — Accusé avec les girondins; IV, 91.

GONJEL V, membre de la convention. Il en était absent lors du procès du roi; III, 377.

GOV (Gaspard), un des députés signataires de la protestation en faveur de Mannel; IX, 187.

GOUDIN, un des condamnés à mort dans l'affaire de La Rochelle; IX, 106.

GOUDIN-DES-BOIS, auteur d'écrits sur



les finances. Son entrevue avec Mirabeau; II, 294.

GOUJON. Défend les anciens membres du comité de salut public; condamné à mort après l'insurrection de prairial, il se poignarde; IV, 318, 333.

GOUFFÉ DE PÉRELLÉ. Défend le pouvoir royal; II, 389.

GOUFFILLAU (de Nantaiga), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 385, 399. — Atteste les actes de cruauté reprochés à Maignet; IV, 201 et suiv.

GOUFFILLAU (de Fontenay), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

GOUFFILLON. Accusé dans l'affaire de La Rochelle, il s'échappe à la peine de mort par la révocation; IX, 106.

GOULARD. Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

GOULARD, général. Combat en soldat à Waterloo; VIII, 211. — Son drapeau pour Napoléon, qu'il suivit à Sainte-Hélène; IX, 48.

GOULET, Vendém. Extrait d'une lettre à sa mère; IV, 462.

Gouvernement. Admirable aux États-Unis; pourquoi; I, 41. — Machiavelique en Angleterre; I, 43. — Démocratique en France sous la première race; I, 104, 108. — N'est que de fait tant qu'il n'est pas consacré par la volonté nationale; l'époque des gouvernements constitutionnels est arrivée; I, 312, 336 et suiv. — La fédération des rois contre ces gouvernements date de la déclaration de Pillnitz; II, 299. — Quelle que soit leur nature, les gouvernements sont légitimes des qu'ils rendent les peuples heureux; VIII, 122. — Voir *Constitution, Legitime, Arbitraire, Despotisme, Ministère, Représentatif (système)*.

Gouvernement révolutionnaire. Établi jusqu'à la paix; on lui devra toutes les calamités de cette époque (1793); ses formes; IV, 98 à 102, 166, 228. — Le nom de révolutionnaire n'est plus employé; IV, 336. — Voir *Géomé du salut public*.

Gouvernement impérial. Ses établissements; VI, 89, 101, 112, 114 et suiv., 141 à 145. — Voir *Napoléon, Corps législatif, Election, France*. — Sa chute, proclamée par un acte du vœu, etc.; VII, 411 et suiv., 418. — Levées d'hommes qui ont eu lieu pendant son existence; VII, 439 à 443. — Voir *Cant-jours*.

Gouvernement provisoire (1814). Ses créations, ses actes; VII, 409 et suiv., 414 à 420; 433, 442, VIII, 1, 2. — Ses décrets donnent une mission secrète à Maubrouil; il rejette le travail de sa main touchant la con-

stitution; VIII, 4 à 7, 14.

Gouvernement royal. Représenté d'abord par le lieutenant-général du royaume, Moxuta, comte d'Artois; déclaration de Saint-Ouen; entrée de Louis XVIII à Paris; VIII, 2 et suiv., 13 à 19. — Voir *Boards, Chambre des députés, Charte constitutionnelle, Louis XVIII, Ministère depuis la restauration*, etc.

GOUVION-SANCTY-CYR. Cité parmi les héros de la révolution; IV, 224. — Seconde Moreau dans la victoire de Radstadt; s'empare de Stuttgart; contribue aux avantages qu'obtient l'armée de Moreau pendant sa retraite; IV, 433, 456, 459, 467, 470. — Partage la gloire de la défense de Kehl et du passage du Rhin; V, 2, 13. — Remplace Masséna à l'armée d'Italie (1798); V, 99. — Obtient des avantages sur l'archiduc Charles; V, 159. — Commande l'aile droite à la bataille de Novi; V, 224. — Soutient et gagne à Bosco un combat qui se distingue entre les plus beaux faits d'armes; V, 247. — Ayant à lutter en même temps contre un ennemi vainqueur et contre la révolte des troupes, son courage conserve Gènes, et son éloquence fait rentrer l'armée dans la devoir; V, 300. — Cité; V, 334. — Passe le Rhin et s'empare de Fribourg; V, 385. — Commande un corps de troupes en Italie; VI, 20, 168, 171, 176, 205. — Prend la ville de Roses (Catalogne); défait une armée espagnole; assiège et prend Gironne; VI, 386, 368, 371, 373, 443. — Citation de ses mémoires; VII, 73. — Commande les Bavarois en 1812; gagne la bataille de Polotsk; elle lui mérite la notation de maréchal; VII, 97, 108 et 109. — Obtient un nouveau succès au même lieu; grièvement blessé; VII, 129. — Commande dans la campagne de 1813, et se distingue surtout à la bataille de Dрезда, VII, 226, 228, 241, 243, 244, 246. — Laisse à Dрезда sans moyens suffisants de défense, il conclut, avec le général Klenau, une convention qui n'est point ratifiée par le prince de Schwartzemberg; VII, 270 et suiv. — Cité; passage de ses mémoires; VII, 470, 498. — Cité; VIII, 217. — Ministre de la guerre après la seconde restauration, puis ministre de la marine; est rappelé à la guerre, on lui reproche les fautes de son prédécesseur (Clarke); VIII, 248, 285 et suiv. — On lui doit l'établissement d'un cours normal d'enseignement militaire pour les soldats et sous-officiers; il est reconvoqué à ministère malgré les renseignements de la faction oligarchique; VIII, 437, 440, 448. — Cité avec éloge pour la première loi de recrutement; IX, 179.

GOURY. Son vote dans le procès du roi;

III, 385, 401.

GOTAT, journaliste de la Sarthe. Appelé devant les assises de Paris, et remis en liberté après dix mois de prison; IX, 43.

GUVAZ-LAPLANCHE. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397.

GRACQ. Prise de cette forteresse par Bernadotte et Serurier; V, 6. — Reprise en 1805; VI, 174.

Grains. Voir Commerce des grains.

GRAMMONT (les). Portés au livre-rouge; II, 317.

GRAMMONT (comte de). Vote la suppression des droits féodaux; II, 115. — Cité comme chargé d'affaires de Louis XVIII (comte de Lille) à Vienne; IV, 430.

GRAMMONT (duc de). Cité par Dumouriez; IX, 28. — Protecteur de madame Ducayla; IX, 199 et suiv.

GRAMMONT (de), député. Honorablement cité; VIII, 340, 379.

Grand-livre. Voir Finances.

GRANET. Son vote dans le procès du roi; III, 383, 399.

GRANVILLE (de la Gironde). Son vote dans le procès du roi; III, 370. — Il avait proposé de ne faire taire pour exciter le peuple contre la cour; IX, 229.

GRASSE (de), amiral. On lui doit en partie le plus bel exploit de la guerre d'Amérique; III, 83.

GRASSE (de), contre-amiral à Toulon. Il remet onze vaisseaux de ligne aux Anglais (1793); IV, 82.

GRATIA, amiral espagnol. Blessé à la bataille de Trafalgar; VI, 168.

GRÈCE (les). Insurrection de la Valachie et de la Moldavie; on soupçonne le cabinet russe de l'avoir provoquée; mais il ne fera rien pour les Grecs, malgré les massacres de Constantinople; IX, 41 et suiv., 46. — Inutile mention des calamités de l'Orient dans les discours du roi de France, ainsi qu'au congrès de Verone; IX, 73, 95 à 97, 116, 166 et suiv. — Manifeste du gouvernement grec; IX, 187. — On conserve l'espoir que le gouvernement de Charles X interviendra dans cette cause (1814); IX, 210.

GRANVILLE, abbé. Cité comme ayant des idées abstraites de bien public; II, 29. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 56. — Propose même d'abolir pas que la déclaration des devoirs accompagne celle des droits; vote pour le veto suspensif; II, 114, 132. — Cité; II, 284. — Cité dans la question des gens de couleur; II, 319, 321, 422. — Sur la résiliation; II, 323. — Rejette le principe de l'inviolabilité royale; II, 386. — Vote la fondation de la république, en disant que l'histoire

des rois est le martyrologe des nations; III, 388. — Son opinion dans le procès du roi; absent lors des appels nominatifs; III, 382 et suiv., 389, 372, 387. — Propose le décret qui supprime les académies; il défend Garat; IV, 78, 79. — Le seul prêtre, membre de la convention, qui refuse de renoncer à sa croyance; IV, 128. — Il fait un rapport sur le vandalisme révolutionnaire; le conservatoire des arts et métiers est établi sur sa proposition; IV, 280 et suiv., 294. — Il acceptera au titre nobiliaire; IV, 293. — Membre du corps législatif (an VIII); V, 334. — Cité; VI, 168. — Nommé député de l'Isère en 1819; son élection est déclarée nulle par la chambre; est justifié du vote qu'on lui attribue dans le procès du roi; VIII, 420 à 423.

GRÉGOIRE, patriarche grec. Pris à Constantinople; IX, 46.

GRÉVY, officier anecdoté qui arrête le roi Gustave; VI, 280.

GRELLER. Explosion de la poudrière; IV, 280.

GRENIER, tribun. Vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85.

GRENIER, général. Contribue à un passage du Rhin, ainsi qu'à la défaite des Autrichiens à Neuwied; V, 21. — Se distingue à la bataille de Cassano, où trente mille Français sont contraints de céder à trente mille Austro-Russes, commandés par Suwarow; V, 167. — Seconda Moreau à la victoire de Bassignani; V, 187. — Partage la défaite de Championnet à Savigniano; V, 260. — Bat les Autrichiens près de Memmingen; contribue aux glorieuses journées de Hochstedt et de Hohenlinden; V, 293, 401, 412. — Seconda le prince Eugène dans la bataille de Raab; VI, 411. — Nombre de la chambre des représentants, de celle des députés; honorablement cité; VIII, 172, 432. — On a vu entre ses mains les preuves de la défection du prince Eugène en 1814; IX, 162.

GRENIER-TAET, tailleur. Juré dans le procès de la reine; IV, 124.

GRÉNOBLE. Une insurrection y est punie avec barbarie (1816); VIII, 340 et suiv. — La faculté de droit établie dans cette ville est supprimée; IX, 45.

GRÉNOT. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

GRÉVILLE. Rendait hommage au caractère de La Fayette; III, 176. — Présomptueux et mauvais politique à l'époque des propositions de paix par le premier consul; V, 340 et suiv.

GRÉVILLE. Le maréchal Soult y cultive une colonie prussienne; VI, 236.

GRÉVY. Rendait hommage au caractère de

La Fayette; III, 176. — Provoque une adresse à la chambre des communes en faveur du roi de France en jugement; III, 485. — Il réclame la liberté de La Fayette; V, 23. — Se montre opposé aux vues de Pitt pour la Guerre; V, 344.

GAUBAULT, substitut de Fourquier-Tinville; IV, 210.

GAUME. Passage de sa correspondance relatif aux spectacles de la cour; IX, 202.

GAUMOIS, membre du conseil d'officiers qui dirigeait la guerre au commencement de la révolution; III, 81; V, 57.

GAOS-BARRA. Le maréchal Oudinot essuie une défaite; VII, 234 à 236, 245.

GAOS-BOASCH. C'est la bataille de Lutzen; VII, 204.

GAOS-DURACAN. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

GAOUCV, général. Blessé et fait prisonnier à la victoire de Novi; V, 225. — Contribue à la bataille de Hohenlinden; V, 412. — Commande un corps de cavalerie dans la campagne de Russie; blessé à la Moskova; VII, 97, 113, 116. — Charge l'ennemi à la bataille de Vancamp (1814); est blessé à la bataille de Craonne; VII, 344, 361. — Reçoit une lettre de Napoléon concernant le duc d'Angoulême (1815); VIII, 125. — Son inconcevable inaction entraîne le désastre de Waterloo; tout repose ses armes; VIII, 205 et suiv., 208, 210 et suiv., 214 et suiv., 216 et suiv. — Il ajoute à cette inconcevable erreur; le commandement lui est retiré; VIII, 227, 234, 239.

GAOUVILLE, secrétaire du conseil exécutif après le 10 août; III, 165. — Fait lecture à Louis XVI des décrets qui le condamnent; III, 409 et suiv.

GAUDIN, général. Clarke le félicite de servir Napoléon (1815); VII, 296.

Gundelape. Voir Colonier.

GAZAT. Égaré par des principes démagogiques; III, 4, 34, 235. — Accusé de vénalité par Molleville; vote la guerre avec enthousiasme; fait adopter une adresse au roi, d'un style violent; III, 63, 79, 127, 137. — Membre de la convention; III, 211. — Son vote dans le procès du roi; III, 370, 400. — Sa chute avec les autres girondins; guillotiné parmi les vingt et un; IV, 41, 127.

GAZALLA, principauté. Donnée par Napoléon à une de ses sœurs; VI, 209. — Voir Pauline. — Transmise à l'impératrice Marie-Louise (1814); VII, 457.

GAZAI, général. Partage l'honneur de la bataille d'Auerstedt; VI, 231.

GAZARD (prince de). Cité pour sa dépravation et sa banqueroute, I 216; II,

280.

GEARAT, émigré. Il revient en France avec George Cadoudal, et dénonce ses complices; VI, 30.

GEKAS (du Loiret). Son vote dans le procès du roi; III, 373.

GERGMAUR. Son vote dans le procès du roi; III, 368, 400.

Guerre (la) Voir Armée, Garde nationale, Réquisition, Conscription, Traités, Egypte, Politiques (faits et démarches).

— On compte soixante-dix grandes batailles de 1792 à 1815; trois ou quatre seulement seront historiques; 1, 7. — La guerre est demandée par le peuple; III, 48. — Déclarée à l'Autriche par la France; six voix seulement s'élèvent contre dans l'assemblée législative; dispositions générales des esprits et des partis (1792); III, 74 à 84. — Longwy et Verdun se rendent à l'ennemi; III, 179, 185, 190. — Bataille de Valmy, livrée par Dumouriez, gagnée par Kellermann; retraite des Prussiens; III, 228 à 232, 246, 248 à 254. — Voir Ferden. — Conquête de la Savoie; III, 245. — Siège de Lille; III, 247. — Prise de Mayence; III, 258. — Les troupes françaises entrent à Francfort; III, 255. — Première campagne de la Belgique; victoire de Jemmapes; occupation de Bruxelles; prise d'Anvers et de Namur; III, 256 à 258, 263, 266. — Déclaration de guerre à l'Angleterre et à la Hollande (1793); prise de Bréda et de Gertruydenberg, que la trahison de Dumouriez livre ensuite aux Autrichiens; IV, 2, 3, 8, 10. — Agression des Espagnols; plusieurs places leur sont livrées; IV, 28, 33, 47, 173. — Combat d'Arion, gagné par Houebard; IV, 44. — Conde, Mayence, Valenciennes et Quesnoy se rendent à l'ennemi; IV, 45, 61, 64, 86. — Toulon se donne aux Anglais; il est repris par Dugommier; IV, 81, 167. — Voir Toulon. — Victoire de Hondtschoot, gagnée par Honchard et Jourdan; levée du siège de Dunkerque par le duc d'York; IV, 86. — Naples déclare la guerre à la France; IV, 124. — Premiers succès en Italie (Piémont); IV, 192 et suiv., 196. — Landrecies se rend à l'ennemi; IV, 198. — Victoire de Turcoot, gagnée par Moreau; IV, 202. — Les deux batailles de Flenros, livrées par Jourdan; l'une l'Indécise; l'autre, victoire qui rend la Belgique aux Français (1793); IV, 212, 217. — Prise d'Ypres par Moreau, de Charleroi par Jourdan, de Mons par Ferrand; d'Ostende, de Tournay, de Grand, par Piébegren; de Namur, Nienport, Anvers, Liège; réoccupation de Bruxelles; Landrecies est repris par l'habileté du commandant du génie Marescot; IV, 213, 214, 225 à 228. —

Muncey, Dugommier, Pérignon, Augereau, etc., enlèvent aux Espagnols Pontarabie, Saint-Sébastien, Bellegarde, Figuière; victoire de Roncivaux, et défaite des Espagnols; bataille d'Escole; mort de Dugommier; IV, 275, 288, 295, 298.—Reprise du Quesnoy, de Valenciennes, de Conde; IV, 277, 280.—Combats de Boxtel et autres; prise de Bois-le-Duc et de Venloo par Moreau; de Maastricht par Kléber, Bernadotte et Meruscot; de Nimègue par Souham; IV, 287, 294 à 297.—Occupation de Trèves, d'Aix-la-Chapelle; victoire d'Aldenboven, remportée par Jourdan; prise de Juliers par Kléber et Bernadotte; occupation de Cologne; Jourdan relève Andernaeh et Coblenz; IV, 275, 288, 291, 294 et suiv.—Amsterdam, Berg-op-Zoom et Zwol, échangent la conquête de la Hollande (1795), entreprise malgré Piéchegre, prescrite par les représentants du peuple présents à l'armée, et obtenue en partie par le héros du général Eblé, qui fit passer l'artillerie sur la glace; IV, 306 à 310, 312.—Prise de Roses (Espagne), par le général Pérignon, après soixante-dix jours de siège; IV, 312.—Prise de Luxembourg, dernière place des Pays-Bas non soumise, le siège, par Jourdan, avait duré huit mois; IV, 334.—Première passage du Rhin, qui rebaisse bien le gloire de Louis XIV; généraux Jourdan, Kléber, Lefèvre, Bernadotte, Championnet, Desjardins et Caffarelli-Dufalge; prise de Düsseldorf et de Manheim; IV, 369 à 361.—Messina, en Italie, prélude à de brillants succès; victoire de Loano; IV, 405.—En Allemagne, Bernadotte enlève Creutznach, position importante; mais, par suite de la trahison de Piebegré, l'Autrichien Wurmsen reprend Manheim; armistice sur le Rhin; IV, 406, 408, 412, 451.—Les armées ouvrent leur cinquième campagne (1796); Bonaparte à l'armée d'Italie; IV, 443.—Victoire de Montenotte, de Millesimo, de Mondovì, de Lodi; occupation de Milan, etc.; armistice accordé au pape; victoire de Castiglione, de Bassano, etc.; IV, 445 à 451, 453, 455, 459, 466.—En Allemagne, victoire d'Altenkirchen, gagnée par Jourdan; passage du Rhin à Kehl, exécuté par Desaix; bataille de Redbach, gagnée par Moreau; réoccupation de Frensfurt-sur-le-Mein; Stuttgart, Wurtemberg, Bamberg, tombent aux pouvoirs des Français; IV, 452 à 466, 438 et suiv.—Bataille de Neresheim, entre Moreau et l'archiduc Charles; prise d'Amberg; Moreau pénètre en Bavière; Jourdan est défait à Neumark, par suite des intelligences de Moreau avec le prince de Conde; retraite

savante, exécutée par Jourdan et Bernadotte; belle retraite de Moreau, et comment il faut l'apprécier; les Français ont évacué le territoire germanique; IV, 460, 463 à 467, 469.—La reddition de Kehl à l'archiduc Charles, après quarante-huit jours de tranchée ouverte; celle de la tête du pont de Huningue; enfin un passage du Rhin qui, de tous les passages de ce fleuve, mérite le plus d'éloges, voilà, d'une part, ce qui conduit à l'armistice du Rhin (1797), conformément aux préliminaires de Lèoben; V, 1, 5, 11, 13.—Mais, d'une autre part, le victoire de Rivoli, la prise de Mantoue, d'Ancone, etc.; le passage du Tégliamento, que suit la prise de Gradiscze, de Trieste, de Klagenfurth, de Leybach, etc.; la possession de Venise et des îles loniennes; tant des biens faits, qui ont servi à illustrer Bonaparte et Masséna, terminent avec gloire pour la France, à l'humiliation de l'Autriche, et à trente lieues de Vienne, la première guerre continentale; résumé; V, 3 à 10, 12, 19, 29 à 31.—Invasion de la Suisse (1798); prise de Berne par Brune, du pays des Grisons par Masséna; V, 93 et suiv., 95, 99 à 103, 110, 140 et suiv., 157.—Événements qui ébranleront l'occupation des états du pape; V, 87, 95 à 99.—Dispositions hostiles; agressions diverses; déclaration de guerre aux rois de Naples et de Sardaigne; occupation de Turin, etc., par Joubert; de Rome et de Naples par Championnet; V, 104 et suiv., 143 à 151.—Une armée française se poste sur le rive droite du Rhin; les Autrichiens marchent à sa rencontre; seconde coalition (1799); première affaire; apparition de Suwarow avec quarante mille Russes; V, 153, 157, 158 à 160, 165.—Revers des Français; V, 166 à 168.—Bataille de Bassano, gagnée par Moreau; V, 187.—Milan, Ferrère, etc., tombent en pouvoir de Suwarow; l'archiduc Charles a des succès en Suisse; mais Lecourbe et Compans se rendent maîtres du Saint-Gothard; V, 197, 223 et suiv.—Menton se rend à l'Autrichien Krey, après soixante-douze jours de siège; V, 221.—Bataille de Novi; la perte des Français est de vingt mille hommes, celle des Austro-Russes n'est pas moindre; mort de Joubert; V, 224 à 226.—Les Anglo-Russes, débarqués en Hollande, sont vaincus à Bergen par Brune et Vandamme, qui n'ont que trente mille hommes; tentative capitulation du duc d'York à Alkmaar; V, 231, 234, 235, 238, 247.—Per la bataille dite de Zurich, qui dura quinze jours, sur une ligne de plus de soixante lieues, Masséna sauve la France d'une in-

vaient l'Italie seconder par Lecourbe, Ondino, Sonli, Molitor, Mortier, Loison, Gassan; traité de Suwarow, qui, de quatre-vingt mille Russes, n'en ramena que trente mille dans son pays; V, 225 à 239, 249. — Mais Rome a été occupée par l'ennemi; l'Italie presque entière est au pouvoir des Autrichiens; Ancône se rend après un siège de six mois; la possession de Gênes reste aux Français, qui la doivent à Giovarious-Saint-Cyr; d'un autre côté, la campagne s'est terminée par l'évacuation de Naumburg et de la rive droite du Rhin (1799) V, 227, 230, 231, 234, 300. — Campagne de 1800; la réserve de Dijon, ordonnée par les ordonnances, débouche par Bâle sous les ordres de Moreau; le premier conseil vient en prendre le commandement à Genève; passage des Alpes, expédition la plus extraordinaire comme la plus rapide, succès non interrompus; bataille de Montebello; Marengo; mort de Desaix; l'Italie est reconquise; V, 374, 383, 385 à 403. — Belle défense de Gênes par Masséna; V, 391 et suiv. — Bataille de Hochstedt, gagnée par Moreau; V, 400. — Macdonald pénètre dans la Valteline en traversant les glaciers du Splügen; Moreau remporte la victoire de Hohenlinden, une des plus mémorables, celle qui ne doit rien aux hasards de la guerre; elle donne quatre-vingt-dix lieues de terrain en vingt jours, et conduit à un armistice qui stipule la remise de plusieurs places; V, 410 à 413, 419. — Bataille de Fossato, gagnée par Moreau; V, 420. — La seconde coalition et deux années de guerre se terminent (1805) sans que la France eût rien perdu dans aucune partie du monde; elle triomphe des conquêtes hors de son territoire, tandis que l'Autriche, sa rivale invétérée, descend à un état d'infirmité sous le triple rapport de la population, des revenus et de l'étendue; V, 457, 461. — La rupture du traité d'Amiens met la source de dix années de guerre; VI, 9, 12, 14, 17 et suiv. — Le Hanovre tombe au pouvoir des Français (1803), qui le garderont jusqu'en 1814; le premier conseil a repris toutes les positions militaires en Italie et en Allemagne; VI, 19 à 21. — Vient les préparatifs d'une descente en Angleterre, voir *Marine*. — Troisième coalition continentale (1805) position de l'armée française; VI, 121, 123 à 126, 124 et suiv. — Affaire d'Elmhingen, capitulation d'Ulm; occupation de Vienne, etc., etc.; VI, 126 à 128, 130 à 136. — Bataille d'Austerlitz; campagne merveilleuse, qui, en moins de deux mois, termine la guerre de la troisième coalition; VI, 136 à 137, 133. — Voir *Naples*. — Quatrième coalition

continentale (1806); premières affaires entre la France et la Prusse; VI, 222 à 226. — Bataille d'Iéna; VI, 229 à 236. — Suite des opérations militaires et des succès de la Prusse; VI, 236 à 244. — Les Russes arrivent lorsque l'Allemagne septentrionale est presque entière au pouvoir de Napoléon; affaires de Garsnower, de Mohrungen, de Pultsk, etc.; VI, 246 à 251. — Bataille d'Eylau; résultats généraux; VI, 252 à 257. — Siège de Dantick, et remise de cette place aux Français; bataille de Friedland; occupation de Koenigsberg; entrevue et traités de Tilsitt; la Prusse a perdu plus de la moitié de son territoire; exemple iocut d'abaissement et d'humiliation; VI, 260 à 273. — Voir *Portugal*, *Espagne*. — Cinquième coalition continentale (1806); VI, 382 et suiv. — Hostilités en Italie et en Allemagne; défaites de Sicile; victoire d'Elmhuth, etc.; VI, 388 à 391. — Prise de Vienne, bataille d'Essling, etc.; VI, 399, 402 à 408, 411 et suiv. — Bataille de Wagram; VI, 413 à 422. — Situation générale lors du traité de Vienne; VI, 424 à 430, 437. — Guerre de 1812; dispositions générales des puissances; réunion de potentats à Bresde; Napoléon, en déclarant la guerre à la Russie, avait une armée de cinq cent mille hommes, et entraînait avec son orbite la moitié de la population chrétienne de l'Europe; VII, 29 à 30, 32 à 35. — Marche victorieuse des Français; passage du Niémen; Wilna, Witepsk, Smolensk, Polotsk, etc.; la Suède s'unit à la Russie; VII, 36 à 109 et suiv. — Bataille de la Moskova; VII, 112 à 117. — Défaite de Moscou, etc.; VII, 116 à 126, 128 et suiv. — Seigne de Napoléon à Moscou, qu'il abandonne après quarante jours d'inaction; VII, 128 à 129. — Retraite de l'armée française; affaires de Malo-Jaroslavetz; de Wiazma, etc.; premiers succès, causés par une faiblesse excessive; les commencent les pertes de l'Autriche; passage de la Bérésina; destruction de l'armée française; Napoléon et son vingt-neuvième bulletin; VII, 129 à 139. — Défection des Prussiens; situation générale; VII, 137 à 172, 177, 179. — L'empereur Alexandre appelle les Allemands à secourir le joug de la France; sixième coalition continentale; réunion de la conduite de la Prusse; VII, 184 et 185, 188 à 192, 193 et suiv., 197. — Campagne d'Allemagne (1813); force des armées; bataille de Lutzen, etc.; armistice de Pleiswitz; VII, 192, 200, 204 à 209, 210 et suiv. — L'armistice n'a été favorable qu'aux alliés; l'Autriche se déclare ouvertement contre la France; forces respectives et la reprise des hostilités; proclamation de Ber-

naslotte, trahison de Jomini, mort de Moreau, bataille de Dresde, etc.; VII, 254, 255 à 257. — Défection des Saxons et des Bavaïrois; affaire de Leipzig, agression à la bataille des nations par les Allemands; affaire de Hanau, autre Berraina pour les Français; VII, 267, 259 à 264. — L'armée française, de même qu'après la campagne de Russie, ne présente plus qu'environ trente-cinq mille hommes réunis sous les drapeaux de Mayence; de tous les alliés de Napoléon, les Polonais seuls lui restent fidèles; situation générale; VII, 265 à 274. — Les alliés passent le Rhin; ils envahissent la Hollande, la Suisse, etc.; forces mises en campagne contre la France; ses ressources; VII, 278 à 282, 284, 290, 292, 297 à 303. — Campagne de 1814; reddition de Dantick; défection de Murat; marche des alliés en France; affaires de Brienne, de La Rothière, etc.; VII, 303 à 305, 308 à 309. — De la défection de Paris; fausses combinaisons de Napoléon; trahison et faiblesse de ses délégués; capitulation; entrée des alliés dans cette capitale; VII, 310 à 305. — Convention de Chevilly, ou défection de Marmont; VII, 419 à 424, 429. — Cette campagne, après laquelle tout est perdu, avait été un chef-d'œuvre de guerre défensive; VII, 465, 469. — Bataille de Toulouse; VII, 440 et suiv. — Voir *Espagne*. — *Expédition de l'Italie*; reddition de toutes les places fortes au-delà des anciennes limites de la France (traité du 23 avril 1814); VIII, 4, 9 à 12. — La guerre de la révolution se termine par le plus désastreux des traités (20 mai); VIII, 25 et suiv. — Campagne de 1815; forces respectives; VIII, 185 à 191. — Batailles de Ligny et des Quatre-Bras; Waterloo; VIII, 198 à 219. — Situation militaire; combat de Versailles; marche des alliés, et seconde occupation de Paris; VIII, 227, 224 à 243. — Voir *Armée*, *Barricade*. — Capitulation d'Huningue; VIII, 273. — Nouvelles pertes de la France (traité du 20 novembre); VIII, 302 et suiv. — On n'avait eu qu'une seule année de paix continentale pendant vingt-trois ans; VIII, 306. — Voir *Espagne* (1813).  
*Guerre civile*. Fut décidée à Versailles; le peuple ne prit les armes qu'un moment où l'on donnait des ordres pour l'égorger; II, 78. — Voir *Peuple*.  
*Guerre civile*. Voir *Colonies Maritimes*.  
*GUYOT*. Son vote dans le procès du roi; III, 368, 400.  
*GUYOT*. Les Français s'emparent du port et de la citadelle de cette place (1813); IX, 300.  
*GUYOT*. Son vote dans le procès du

roi; III, 399, 398.  
*GUYOT* (les n.). Portés au *livre-rouge*; II, 217.  
*GUYOT* (M.). Commandait une escouade de gardes-du-corps au 5 octobre; fait charger un groupe de femmes; II, 153, 160. — Avait rempli le rôle de *Bartholo* dans un spectacle de la cour; IX, 202.  
*GUYOT*, général obscur. Complice de Malet; VII, 129, 132.  
*GUYOT*, comte. Conseiller d'Etat, il avait eu Decaze pour secrétaire; IX, 7.  
*GUYOT*, député. Réception honorable que lui font les habitants de Brest; IX, 25.  
*GUYOT*, membre de l'Assemblée constituante. Il avait refusé le serment du Jeu-de-Paume; émigré, il signa un contrat de mariage du duc d'Angoulême; récompensé de sa fidélité à la restauration; V, 199.  
*GUYOT*, conjuré du 10 août; III, 169.  
*GUYOT*, général. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.  
*GUYOT*, général. Chef d'Etat-major de l'armée d'Espagne (1803), il conclut un marché avec le fournisseur Ouvrard; contresigna l'ordonnance d'Andujar; donne l'ordre de remettre Riego aux autorités espagnoles; est élevé à la dignité de pair, avec dispense d'un majorat; IX, 130, 132, 143, 149, 151.  
*GUYOT*. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397.  
*GUYOT*. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.  
*Guillotin*. Son invention; II, 337. — Devient un article de mode pour parure et comme meuble; des dames en font un jeu dans les prisons; IV, 169, 218. — Résignation des victimes; bons mots de Champagnat; l'échafaud, dressé d'abord place Louis XV, est transporté à la Bastille, et de là à la barrière; continence du peuple en voyant passer la fatale charrette; IV, 230 et suiv., 236 et suiv., 240, 245 et suiv. — On avait fait l'essai d'une machine à neuf tranchants; elle ne réussit pas; il y eut à Paris au-delà de quatre mille victimes en douze mois; l'inquisition s'en beaucoup plus loin; le fanatisme religieux est plus féroce que le fanatisme politique; IV, 237, 241 à 243. — Mots de Fouquier-Tinville; anecdotes; IV, 327 à 329.  
*GUYOT* (la), danseuse. Maîtresse d'un évêque; marquis de Champagnat; II, 244.  
*GUYOT*. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.  
*GUYOT*, un des condamnés à cinq ans de prison dans la conspiration de Belfort;

IX, 103.

GUÉRAUD, orateur de la commune. Il rend compte à l'assemblée nationale du mode employé dans les massacres de septembre; III, 199.

GUÉTER. Son vote dans le procès du roi; III, 380.

GUISOY, conseiller d'état chargé de l'administration communale. Du caractère de son talent; VIII, 455.

GUYSSEBOURG, Combat où le maréchal Ney met en déroute l'archiduc Ferdinand; VI, 166.

GUSTAVE III. Séduit les émigrés par son ardeur chevaleresque; II, 399. — Meurt assassiné; son caractère; III, 73. — Il avait mécontenté la nation, et donne une fausse direction à l'éducation de son fils; VI, 394, 396. — Cité; VII, 24.

GUSTAVE IV. Son avènement; les princes français expirent en lui; III, 73, 132. — Dans ses voyages en Allemagne il suscite des ennemis à Bonaparte (1804); VI, 49. — Il rompt un armistice avec les Français; source de ses malheurs personnels; VI, 380. — Après avoir mécontenté la nation anglaise, il est contraint d'abdiquer; son exil; détails de cette révolution; VI, 378 à 382, 391 à 398, 406; VII, 22 à 25.

GUVERAUX (la). Voir Colonies.

GUVERAUX. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

GUYSS. Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399.

GUYSS-LACROIX. Son vote dans le procès du roi; III, 374.

GUYSSON. Son vote dans le procès du roi; III, 366.

GUYOT, général. Fait prisonnier au combat de Pterswalde; VII, 244.

GUYOT-MORVEAU. Entraîné par des principes démagogiques; III, 4. — Son vote dans le procès du roi; III, 355, 366, 399. — Membre du premier comité de salut public; IV, 17, 24, 303. — Professeur à l'École Polytechnique lors de sa création; IV, 316.

## H.

HAGUENAU. Prise de cette place par les Russes (1814); VII, 324.

HAIITI. Ce nom primitif de Saint-Domingue lui est rendu avec son indépendance; les noirs y massacrent les blancs, d'après les excitations de Dessalines, qui, après avoir pris le titre d'empereur, est mis lui-même à mort par les mulâtres; VI, 36, 73 et suiv., 150, 212, 236. — Partage de l'île entre Pétion et Christophe; Fun, à Port-

au-Prince, reçoit la présidence de la république, fiât à quatre ans par la constitution; l'autre, en esp., se fait président à vie; l'Angleterre autorise ses bâtiments à commercer avec ces nouveaux états; VI, 251 et suiv. — Christophe, appelle le singe noir de Napoléon, se fait couronner sous le nom de Henri 1<sup>er</sup>; il institue une noblesse; les deux états de l'île se font la guerre; VII, 54, 484. — Christophe déclare, par une proclamation, qu'il s'opposera à toutes tentatives de la France sur ses états; VIII, 63. — Mort du président Pétion, son éloge; il est remplacé par Boyer, qui promet de soutenir l'indépendance de la république; population des deux états (1818); VIII, 419.

HALL. Occupation de cette place par les Français; VI, 173.

HALLA. Bernadotte y remporte une grande victoire; mot jaloux de Napoléon; VI, 237 et suiv.

HAMBOUT. Anecdote relative à une extension diplomatique dont son indépendance avait été l'objet; le maréchal Mortier prend possession de cette ville; VI, 216, 243. — Voir *Ancastigues*. — Evacuée et reprise par les Français (1813); VII, 207. — Un article secret est stipulé en sa faveur dans le traité du 30 avril 1814; de la commission qui avait été établie dans son sein pour l'exécution du système continental; elle n'est plus qu'un atome en reconvrant son indépendance (1815); VIII, 10, 12, 160.

HAMBURG. Capitulation de cette place; VI, 243 et suiv.

HAMILTON, lord. Ambassadeur d'Angleterre à Naples, il épouse une courtisane; IV, 466; V, 216.

HANAU. Une bataille livrée devant cette place devient pour les Français une autre Berezina (1813); VII, 262 à 264.

HANOVER (le). Remis à l'armée française en vertu d'une convention entre le général Mortier et la régence (1803), il ne rentre sous la domination de l'Angleterre qu'en 1814; tour à tour cédé et repris à la Prusse jusqu'à cette époque; VI, 19, 21, 193, 210, 225, 243, 277. — Obtient un accroissement de territoire, avec le titre de royaume (1815); VIII, 176.

HANOUAT (duc a'). Chargé des affaires politiques de Louis XVIII à Londres (1795); lettre que ce prince lui écrit de Vérone, et qu'il ne juge pas à propos de communiquer au ministre anglais; IV, 373 à 374.

HADESBACH, ministre prussien. Signe le traité de paix avec la France (1796); IV, 319. — Ne voyait qu'un feu de paille dans la révolution française; VI, 236. — Membre

du congrès de Vérone; IX, 113.

**HAAV.** Son opinion et son vote dans le procès du roi; III, 332, 383.

**HAAVET.** général. Se distingue à la bataille de Sagonte; VII, 49.

**HAAVIAA.** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**HAAV.** juge au tribunal révolutionnaire; IV, 210.

**HAAVÉ (miss),** courtisane qui exerce une funeste influence sur l'amiat Nelson. Elle sert les vengeances de la cour de Naples; devient l'épouse d'un lord; IV, 463; V, 218.

**HAAVILLE,** général de division à Jemmapes; III, 257.

**HAAZENFATH,** professeur à l'École Polytechnique lors de sa création; IV, 316.

**HAAZ,** général. Commandait une division à la victoire d'Aldersleben; IV, 391. — Il signe la capitulation de Luxembourg accordée au maréchal Bender; IV, 334.

**HAAZELD,** ministre prussien. Chargé d'attirer David à Berlin; réponse que lui fait ce peintre célèbre; membre du congrès de Vérone; IX, 111, 113.

**HAAZOWITZ,** ministre prussien. Avant Austerlitz il traitait avec l'Autriche; le succès de cette bataille le ramène auprès de Napoléon, qui ne se méprend pas sur la conduite de la Prusse; VI, 173, 175, 183, 190, 223; VII, 189.

**HAAZMAN.** Absent lors du procès de Louis XVI; envoie son vote; III, 387.

**HAAZVOELT (n'),** général. Se fait remarquer à la victoire d'Altenkirchen; IV, 453. — Partage la gloire des journées d'Hochstedt et de Hohenlinden; V, 401, 412. — Commande sous Murat en 1805; VI, 164.

**HAAV.** Son vote dans le procès du roi; III, 374, 397.

**HAAO,** général. Reprend l'île de Noirmoutiers sur les Vendéens; IV, 174. — Fait prisonnier en 1813; VII, 244.

**HAAO,** associé de l'Institut de France, première nomination; VI, 2.

**HAAOAT,** officier municipal. Il préside aux massacres de septembre; III, 201. — Momentanément arrêté au 31 mai, il est défendu par Gatoz; IV, 35, 38. — Substitue de procureur-général de la commune, il est appelé comme témoin contre la reine, et l'outrage par une imputation improuvée même de Robespierre; IV, 123 à 127. — Est guillotiné avec plusieurs autres cordeliers; il avait été laquais, puis rédacteur de la feuille dite le *père Duchêne*; IV, 183 et suiv., 261.

**HAAOAT.** Son vote dans le procès du roi; II, 383.

**HAAOEVILLAS,** un des généraux vainqueurs à Hondschoote; IV, 86. — Seconde Hoche dans la pacification de la Vendée; IV, 437, 466. — Chargé de l'expédition de Saint-Domingue (1798), il se laisse abuser par les artifices de Toussaint-Louverture, et revient en France; V, 89, 435. — Il achève la pacification de la Vendée; V, 149, 353. — Il prend Bre-lau, de concert avec Vandamme; VI, 251.

**HAAOAT.** Combat entre les Russes et les Français; VI, 161.

**HAAOAT.** Voir *Egypte*.

**HAAOAT II,** roi sot et brutal; I, 186.

**HAAOAT III.** Vend les maltrises; I, 179. — Avilit le trône et la France; se met par lâcheté à la tête de la ligue; I, 189, 211. — Motif secret qui lui a fait fonder l'ordre du Saint-Esprit; I, 220.

**HAAOAT IV,** un des quatre rois qu'un Français puisse louer, et l'un des deux que le peuple ait honorés de ses larmes; I, 168, 177, 207. — Ses qualités, ses vices et ses fautes; n'a rien fait pour les libertés nationales; sa poule au pot fut une gasconade; I, 188 à 197. — Voltaire fit revivre sa mémoire, et Louis XV refusa la dédicace de la *Henriade*; on chante ses vices, on ne devrait célébrer que sa bonté et son patriotisme; I, 207 et suiv. — Motif qui lui a fait échanger le collier de l'ordre du Saint-Esprit; I, 220. — Pourquoi il rappelle les jésuites; I, 255. — Sa passion pour le jeu; I, 284. — Ses paroles contre le despotisme; I, 323. — Bon roi à plusieurs égards, parce qu'il ne fut pas élevé par des prêtres; II, 80. — Cité pour ses mœurs et pour sa popularité; VII, 478, 494. — Il y a loin de son gouvernement à celui de Louis XVIII (1816); VIII, 313. — Inauguration de sa statue, relevée par une souscription populaire (1818); critique du monument, comparé à celui qui existait avant la révolution; VIII, 423 et suiv.

**HAAOAT,** prince de Prusse. Blessé à Auerstaedt; VI, 231.

**HAAOAT,** colonel de la gendarmerie d'élite. De service lors de l'entrevue d'Erfurt, il est envoyé par Napoléon auprès d'Alexandre pour y recevoir le mot d'ordre; VI, 363. — Chargé d'arrêter Moreau, puis de le conduire aux frontières d'Espagne; particularités peu connues; VII, 216 à 218.

**HAAOAT.** Cité parmi les monstres dont les Catalans conserveront le souvenir; VII, 73.

**HAAOAT.** Commande la force armée pour la commune au 31 mai; ardent promoteur des fureurs populaires; IV, 37 et suiv. — Dérivé d'accusation le 9 thermidor, il parcourt Paris à cheval pour réunir la popu-



lanc, fait pointer trois piques de caoon sur les Tuileries, puis se cache dans un égout, d'où il est retiré pour être conduit à la guillotine avec Robespierre, Couthon, etc. ; il avait été domestique, espion, voleur, et assassin dans la journée de septembre ; IV, 353 à 357, 361.

**HAYAT.** Son vote dans le procès du roi ; III, 376, 397.

**HÉAUME.** Son vote dans le procès du roi ; III, 386, 399.

**HÉBART DE SÉCHÈLLES.** Égaré par des principes démagogiques ; III, 3, 116. — Propose l'établissement du tribunal spécial pour juger les royalistes du 10 août : président de l'assemblée législative, il répond au maire de Paris après les jours de septembre ; III, 176, 173, 201. — Absent lors du procès de Louis XVI, il envoie son vote ; III, 387. — Préside la convention le 3 juin (suite des violences du 31 mai) ; IV, 37. — Un des auteurs de la constitution de 93, discours qu'il prononce devant la statue de la Nature pour l'inauguration de cet acte ; IV, 48, 56 et suiv. — Guillotiné avec Danton ; IV, 390. — Cité pour son vote dans le procès du roi ; VIII, 471.

**HÉRÉDITÉ.** N'était pas de droit en France dans les premiers temps de la monarchie, ni pour la trône, ni pour aucun emploi ou distinction ; I, 100 à 109. — Les bénéfices et seigneuries deviennent héréditaires ; I, 112. — Comment elle s'établit pour le trône, ses avantages et ses dangers ; aucun loi ne régit la transmission de la couronne ; I, 131, 134 et suiv., 138, 141. — Des institutions bien déterminées doivent garantir contre ses hasards ; I, 396 et suiv. — On ne la trouve dans la loi italique qu'en portant douze mots de cet acte ; I, 321. — L'assemblée constituante supprime toutes les distinctions héréditaires ; II, 408. — Voir *Féodalité, Noblesse*, etc. — Proposition et discussion au tribunal concernant l'hérédité impériale (1804) ; le sénat la décrète ; VI, 75 à 102, 141. — Napoléon établit des grands-croix héréditaires ; il institue des titres héréditaires honorifiques ; VI, 208 à 210, 303 à 308. — L'hérédité dans la famille de Napoléon est abolie par un acte du sénat ; VII, 411. — De l'hérédité dans l'intérêt des peuples, non dans celui d'une famille régnante ; VIII, 37, 120, 122 à 124. — Une ordonnance royale rend héréditaire la dignité de pair ; VIII, 273.

**HÉRICART DE THÉRY,** ingénieur. Cité sur le danger des excavations de Paris ; I, 483.

**HERMAN.** Prisi du le tribunal révolutionnaire dans le procès de la reine ; IV, 124.

**HERWINE,** général russe. Lait prisonnier

à la bataille de Bergen, gagnée par Bruoe ; V, 335.

**HÉROUX,** un des députés signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel ; IX, 126.

**HÉRICART,** un des premiers associés anglais de l'Institut de France ; VI, 2.

**HÉRVILLY (O'),** chef royaliste dans l'expédition de Quiberon. Sans mérite ; en rivalité de commandement avec Puyssie et le jeune Sombreuil ; est blessé mortellement ; IV, 338, 340 à 344.

**HESSE (H.),** prince. Il prisonnait Dumouriez ; IX, 127.

**HESSE-CASSEL.** La Landgrave y refuse l'hospitalité aux émigrés ; IV, 325. — Le maréchal Mortier s'empare de cet état, la terre classique du pouvoir féodal ; nouvelle mention du caractère inhospitalier de l'électeur relativement aux émigrés ; le pays est réuni au royaume de Westphalie ; VI, 239 et suiv., 277. — Les deux princes de Hesse (Cassel et Darmstadt) sont rétablis par le congrès de Vienne (1815) ; VIII, 179.

**HESSE-PHILIPPSTADT (O'),** prince. Battu à Milet par le général Reynier ; VI, 360.

**HESSE (Charles O'),** prince de Bothembourg. Proscrit comme jacobin sous le consulat ; V, 290, 296, 415.

**HESSELIUS, général.** Est le général autrichien Meerfeld (1805) ; VI, 173.

**HEUVERA,** temoie dans la découverte de l'armoire de fer ; III, 265.

**HEYDEN.** Voir *Heyda*.

**HEYDE,** savant allemand. Associé de l'Institut lors de la formation de ce corps ; VI, 2.

**HILL,** général anglais. Cité dans la correspondance de Dumouriez ; VII, 58, 128.

**HILLER,** général autrichien. Battu en 1809 ; VI, 388, 390.

**HILLINGER,** général autrichien. Capitule auprès de Vérone ; cite pour son inertie ; VI, 172, 354.

**HIMREY.** Son opinion et son vote dans le procès du roi ; III, 381, 396.

**Histoire.** Discussion sur les écrivains ; avantages et nécessité de l'histoire contemporaine ; exemples ; I, 18 et suiv. — Même sujet ; de la révolution ; I, 53 et suiv. — L'histoire nationale doit former une partie essentielle de l'instruction ; I, 71.

— Historiens français et autres ; supériorité des premiers ; pour qu'il l'histoire moderne est nos attraits, quoique les peuples nouveaux l'emportent sur les anciens ; parallèle ; I, 75 à 87. — Méthode fautive de l'étudier ; I, 227. — De toutes les périodes de notre histoire, c'est la révolution qu'il convient le mieux de connaître ; I, 324 et

suiv.

**HOCENRAC**, général. Fait prisonnier à la bataille de Leipzig; VII, 259.

**HOCUS**, général. Commande en chef l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg; talent, loyauté, haute politique qu'il déploie dans la guerre de la Vendée, dont il est le pacificateur; IV, 312, 342, 343 et suiv., 351 et suiv., 404, 422, 427, 460. — Commande l'expédition sur l'Irlande (1796); IV, 472. — Commande l'armée de Sambre et-Meuse, et passe le Rhin à Neuwied; V, 11. — Envoie des troupes et des armes sur Paris à l'époque du 18 fructidor; jaloux de Pichegru, il n'aurait dans aucun cas transigé avec la monarchie; il meurt à vingt-neuf ans, on le croit empoisonné; V, 36, 64, 66, 70. — Cité; V, 114, 116, 119, 144, 200, 218.

**HÖCHSTEDT**. Bataille gagnée par Moreau; chef-d'œuvre de stratégie; V, 400.

**HOFMANN**. Signale à l'estime nationale comme écrivain; I, 31.

**HOFENLINEN**, une des quatre batailles qu'on peut nommer historiques; I, 7. — Détails de cette victoire, gagnée par Moreau; est remarquable encore parce qu'elle ne doit rien au hasard; V, 411 et suiv., 419. — Souffre dans sa source par les hommes de l'ancien régime (1815); VIII, 126.

**HOFENLORE-BARTENVEIS**, prince. Fait un traité avec le frère de Louis XVI pour un régiment; dénonciation de cet acte par le roi; III, 74, 76. — Le corps de Hohenlohe est compris dans l'armée prussienne en 1806; son chef est fait prisonnier à Prentzlau, où dix mille Français font mettre bas les armes à seize mille Prussiens; VI, 226, 229, 239. — Le prince de Hohenlohe commande un corps de l'armée française en Espagne (1813); IX, 151.

**HOFFMANN KIRCHBERG** (de), comte. Général autrichien à Valmy; III, 226.

**HOLLAND**. Abandonnée par la France, elle est soumise par la Prusse, qui rétablit le stathouder; fait une alliance avec la Prusse et l'Angleterre; faite politique de la France; I, 374, 392. — La convention nationale lui déclare la guerre; ses forces maritimes; IV, 2. — La conquête en est préconisée par le comité de salut public; Pichegru l'effectue malgré lui; c'est le général Eblé qui fait passer l'artillerie sur la glace; éloge du prince d'Orange; IV, 306 à 309, 312. — Fait sa paix avec la république française; IV, 330. — Supprime ses états-généraux; ouvre une convention nationale; IV, 420. — Se constitue en république batave; V, 110. — Autre constitution, secrètement dictée par la France; V,

453. — Napoléon déclare qu'il ne souffrira pas qu'on porte atteinte à la république batave; l'année suivante (1806) il proclame son frère Louis roi de Hollande, et bientôt après il en obtient une cession de territoire; VI, 150, 212, 288. — Les Anglais préparent un armement formidable qui doit se porter à l'embouchure de l'Escaut; Flessingue leur est livré par le général Monnet; ils détruiraient les arsenaux et les chantiers de cette place, et se rembarqueraient honteusement; on doit à Bernadotte la conservation d'Anvers et de la Belgique; mesures prises en cette circonstance, Napoléon étant alors en Autriche (1809); VI, 426, 432, 437, 444 à 453. — Le maréchal Oudinot, au nom de Napoléon, s'empare de plusieurs territoires hollandais; d'autres sont cédés par traité; la violation du système continental provoque ces mesures; le roi Louis abdique; la Hollande est réunie à l'empire français; VII, 2, 12, 17, 36 et suiv. — Après la prise d'Amsterdam par le Prussien Solow (1814), le prince d'Orange est rappelé; éloge de cette maison; les Français évacuent successivement la Hollande, en moins de temps qu'ils n'avaient mis à la conquérir; VII, 278, 282, 284, 292, 333. — Les traités la placent sous la souveraineté de la maison d'Orange, avec accroissement de territoire et le titre de royaume; VIII, 20, 112 et suiv. — Voir *Orange, Pays-Bas*.

**HOLLANDAIS**. Leur conduite après la restauration; réceptions honorables; I, 25, 31.

**HOLLANDAIS**, dernier grand maître de Malte (1788), il se retire devant Bonaparte, qui lui donne une forte somme et l'assure d'une pension; V, 114.

**HOLLANDAIS**. La victoire de ce nom, gagnée par Houchard, contraignit le duc d'York à lever le siège de Dunkerque; IV, 86.

**HOOB**, amiral anglais, à qui les Toulonnais se rendent. Il est chassé de cette place par Dugommier; IV, 82 et suiv., 167.

**HÔPITAUX**. Ce qu'était l'Hôtel-Dieu avant la révolution; I, 482 à 483. — Leur actif est réuni au domaine national; IV, 226. — Leurs biens pouvaient être aliénés (II, 242); on surseoit à la vente; IV, 258.

**HORS LA LOI**. Individus qui y sont mis d'abord ne peuvent profiter de l'institution des jurés; on comprend ensuite parmi ces individus tous les aristocrates et ennemis de la révolution; leurs biens appartiennent à la république; sont déclarés traîtres à la patrie ceux qui leur donneraient asile; IV, 14, 17, 66, 181. — Cette législation est en partie rapportée; IV, 321.

— Tous les décrets de mise hors la loi sont annulés; V, 24.

**BOYERSE (BARNABAS).** On avait parlé de la marier à Paolo, chef d'une bande royaliste; V, 336. — Voir *Bonaparte (Louis)*.

**BOYNE, vice-amiral anglais.** Perd deux vaisseaux dans un combat contre une flotte française; IV, 314.

**BOYVINON,** membre de la chambre des représentants; VIII, 172.

**BOYER, général autrichien.** Tué à la mémorable bataille de Zurich, gagnée par Masséna; V, 236.

**BOUCHARD, général.** Prend le commandement de l'armée de la Moselle; met en déroute un corps d'Autrichiens; gagne la bataille de Hondschoot; il portera sa tête sur l'échafaud; IV, 27, 44, 63, 86.

**BOURKE (Eloi),** membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 385, 398.

**BOURV, vice-amiral anglais.** Commandait dans le combat où périt glorieusement le vaisseau français *le Foudre*; IV, 304.

**BOU,** constitutionnel de 1791; III, 3. — Vote contre la guerre; III, 79. — Cité honorablement; III, 235.

**BOURV-DURAND.** Son vote dans le procès du roi; III, 374, 397.

**BROUSSELOU,** gouverneur de Sainte-Hélène. Cité avec indignation et horreur; IX, 48, 50.

**BREV.** Cité comme secrétaire-greffier d'une assemblée de section; IV, 132.

**BROUARD,** orateur des faubourgs le 20 juin; préside le conseil insurrectionnel du 10 août; répond que la municipalité de Paris possède des pouvoirs illimités; III, 93, 100, 184.

**BROUARD.** Son vote dans le procès du roi; III, 366, 400.

**BROU,** de la convention. Absent pendant le procès du roi; III, 386.

**BROUSSELOU, général.** Commandant de Paris, il reçoit un coup de pistolet du conspirateur Malet; VII, 132. — Commande la première division militaire en 1814; VII, 390.

**BROUSSELOU, général.** Chargé d'une expédition sur l'Irlande, il est défait par lord Cornwallis, qui commandait vingt-cinq mille hommes contre onze cent cinquante; V, 138, 140, 143.

**BROUSSELOU (de la Meuse).** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**BROUSSELOU,** ministre prussien au congrès de Châtillon; VII, 340. — Cité; VIII, 257, 266.

**BROUSSELOU.** La tête du pont est rendue par les Français après une défense de trois

mois; V, 5. — Belle défense de cette place par le général Barbanègre; elle est calomniée par la relation autrichienne; le traité du 30 novembre interdit à la France d'y relever les fortifications (1815); VIII, 273 à 275, 300.

**BROUSSELOU,** démagogue anglais, repoussé aux élections; VIII, 194.

**BROUSSELOU, général anglais.** Il signe la convention d'Alasandrie (Égypte), accordée à Menou; V, 446.

**BROUSSELOU.** S'était occupé de l'unité des poids et mesures; II, 225.

**BROUSSELOU NA NAVILLE.** L'expulsion de Manuel est décidée sur sa proposition (1823); IX, 123.

## I.

**ISRAËL-BEV.** Défait à la bataille des Pyramides; en retraite hostile dans le desert de Bahma; V, 126, 129.

**ISRAËL.** Son vote dans le procès du roi; III, 389, 397.

**ISRAËL.** Journée extraordinaire; bataille double; deux armées françaises, à six lieues de distance, combattant deux armées ennemies également isolées; les résultats se confondent dans une même victoire; Napoléon était à Iéza, Davoust à Austerlitz; les Prussiens perdent plus de quarante-cinq mille hommes; de toutes les défaites, c'est celle qui fait le moins d'honneur aux vaincus; elle commence les débris de la monarchie de Frédéric (1806); VI, 229 à 236. — Cette victoire est souillée dans sa source par les hommes de l'ancien régime; le Prussien Woelcher voudrait livrer au salpêtre le pont de Paris dont le nom rappelle sa fuite et son manque de foi; ce pont perd le nom d'Iéza d'après une ordonnance du roi; VIII, 126, 239, 241, 255.

**ISRAËL-DE-FRANCE.** Voir *Colonies*.

**ISRAËL-DE-FRANCE (provinces).** Cédées à la France (1809); VI, 441.

**ISRAËL (le), baron.** Passage de sa bouchère sur les événements de Toulon (1793); il avoue que, s'il demandait du service à la république, ce n'était que pour la trahir; IV, 82 et suiv.

**ISRAËL.** L'industrie, depuis la révolution, les a rendus trois fois plus considérables que sous l'ancien régime; I, 50. — Leur égale répartition est confiée à des assemblées provinciales; I, 362, 364. — Le parlement de Paris refuse d'enregistrer un impôt de timbre; I, 365 et suiv. — Ce qu'était la taille, améliorée par Louis XVI; I, 468. — Suppression de divers droits; II,

114 et suiv. — Suppression des droits de barrières, dans qu'ils entraînaient; II, 315 à 318. — Voir *Contributions, Droits réunis, Finances*. — Napoléon viole le principe qu'au seul corps législatif appartient le vote de l'impôt; cette violation est un des griefs exposés dans l'acte de sa déchéance; VII, 173, 411. — Rejet de la loi de l'impôt (1816); VIII, 332.

*Indemnités*. Nationales; les biens des émigrés y sont affectés; III, 73. — Le maréchal Macdonald propose d'indemniser les émigrés et les militaires d'outre; VIII, 84.

*Indes*. Voir *Commerce*.

*Industrie*. Ses progrès en France depuis la révolution donnent trois fois plus d'impôts que sous l'ancien régime; I, 48; II, 277. — Ses développements sous le régime impérial, et surtout pendant le système continental; VII, 187; VIII, 53, 58 et suiv. — Exposition de ses produits (1819); c'est une des grandes idées de la révolution; VIII, 457 et suiv.

*Infantino* (se l') duc. Président de la régence espagnole sous la protection du duc d'Angoulême; IX, 135.

*Incas*. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

*Inquisition*. S'est placée beaucoup au-dessous des jacobins pour les assassinats juridiques; tableau de ses condamnations; IV, 242. — Supprimée par Napoléon; VI, 365. — N'a été admise en France que par la seule ville de Toulouse; VIII, 271.

*Inscriptions*. Occupation de cette place par le maréchal Ney; VI, 173.

*Institutions canoniques*. Voir *Clergé, Cultes*.

*Institutions politiques*. Leur nécessité pour assurer l'exécution de la loi fondamentale; I, 296 et suiv.

*Institut*. Sa création par la convention nationale; de ses premiers membres; IV, 291. — Reçoit une nouvelle organisation sous le consulat; VI, 1. — D'après un décret de Napoléon, les sciences morales et politiques n'y sont plus l'objet de mémoires; VII, 471. — Réorganisé en académies; des membres distingués en sont exclus; c'est ce qu'on nomme le 18 fructidor Vaublanc (ministre); VIII, 328 à 331.

*Instruction publique*. L'histoire nationale doit en faire une partie essentielle; de qu'elle était sous l'ancien régime; I, 71 et suiv. — Ne doit pas être fondée sur des doctrines ultramontaines; I, 299. — Une faction veut aujourd'hui (1814) s'en rendre maîtresse, afin de plonger la génération dans l'ignorance de ses droits constitutionnels; V, 192. — Loi de Bonaparte qui la dirigeait dans un système militaire

pour étouffer tout élan de liberté; V, 468. — Premier mai de l'enseignement mutuel, méthode désavouée par les ennemis des lumières et de la liberté; hommage aux citoyens qui l'ont introduite en France; VIII, 191 à 198. — Les jésuites s'emparent de l'instruction publique, grande faute ou imprévoyance du ministre Decaze; VIII, 320, 423. — Ordonnance politique, plutôt qu'administrative, concernant les facultés de droit et de médecine; une autre ordonnance dans le même esprit établit une académie de médecine à Paris pour tout le royaume; une troisième ordonnance, relative au conseil royal de l'instruction publique, aura pour résultat de la mettre entre les mains des ecclésiastiques; IX, 18, 32, 39. — Une ordonnance autorise la congrégation de l'Instruction chrétienne; l'abbé Frayssinous reçoit le titre de grand-maître de l'Université; suppression de la grande École Normale de Paris; IX, 91, 95, 107. — Création du ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique; un évêque en est chargé (Frayssinous), contre les principes d'un bon gouvernement; IX, 190 et suiv., 192.

*Insurrection des idées*. S'est faite lorsque Louis XIV les comprimait; I, 213 et suiv., 271. — La Fayette dit qu'elle est le plus saint des devoirs; et cette phrase, justifiée par plusieurs exemples, l'est aussi par Bossuet; II, 208 et suiv.

*Invalides*. Le dépôt d'armes que renferme leur hôtel est forcé et enlevé par le peuple; II, 71. — Louis XVI les visite; II, 349.

*Inventions et découvertes*. L'assemblée constituante en assure la propriété à leurs auteurs; II, 276.

*Inviolabilité*. Décrite par l'Assemblée nationale à l'égard des députés; récommencé, à l'égard du roi, comme point fondamental de la monarchie; II, 47, 135, 411. — L'inviolabilité royale mise en discussion après le retour de Varennes; consacrée; cette décision provoque l'affaire du Champ-de-Mars; II, 379, 385 à 392. — Un décret de la convention en dépouille les députés; il a pour premier résultat la chute des girondins; IV, 28, 36. — Voir *Mai (treize et an)*. — Après le 9 thermidor elle est rendue aux députés, qui ne peuvent plus être arrêtés qu'en vertu d'un décret; premier exemple; IV, 289, 295. — Violation du caractère indélébile depuis par l'ordonnance du 24 juillet 1815; VIII, 289. — Voir *Chartes*.

*Ioniennes* (Iles). Les Français s'en emparent; V, 19. — Corfu est repris par les Russes-Turcs; V, 157. — Organisées com-

me partie de l'armée française; VI, 281. — Placées sous la protection des Anglais; elles sont réellement annexées à cette puissance; VIII, 182, 294.

**ITALIENS.** Les troubles de ce pays ont toujours été excités par le ministère français; I, 416. — Expédition de Hoche (1796), fatale à la marine française; IV, 472. — Expédition du général Humbert (1798); même résultat; V, 138, 140, 143.

**ISAZAR, avocat.** Défenseur de Caron; no des jurisconsultes qu'environne la confiance nationale; IX, 109, 190.

**ISAZO, membre du comité de surveillance de l'assemblée législative.** Veut des mesures coercitives contre les prêtres insermentés; III, 27. — Accusé de vénalité, essaye de haranguer la foule au 20 juin; s'élève contre un rapport de Pastoret; III, 65, 96, 112. — Député par l'assemblée auprès des septembriseurs; voit un supplément aux lois dans les vengeances populaires; III, 196, 216. — Démagogue; III, 235. — Son vote dans le procès du roi; III, 385, 398. — Supplie au premier comité de salut public; IV, 24. — Cité sur les actes de cruauté exercés à Toulon; IV, 169.

**ISOZAN.** Son vote dans le procès du roi; III, 392.

**ISOZI.** Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**ITALIE.** Province élevée en duché grand-sic de l'empire français; VI, 208. — Voir *Bessières*.

**ITALIE.** Voir *Étrurie, Guerre, Naples, République italienne, Rome, Sardes (cette)*, etc. — Établissement du royaume d'Italie; couronnement de Napoléon; Eugène vice-roi; les États Vénitiens en font partie, ainsi que plusieurs territoires ecclésiastiques; VI, 156, 193, 208, 315. — Menacé par les Autrichiens; les habitants ne montrent plus le même dévouement au vice-roi; Murat, trahissant son bienfaiteur et sa patrie, appelle les Italiens à l'indépendance; le prince Eugène médite aussi sa défection; il continue cependant à défendre son royaume avec des succès balancés; il gagne la bataille du Mincio sur le général Bellegarde, et reste ensuite dans l'inaction (1813 et 1814); VII, 234, 249, 283, 302, 324, 336, 338, 341, 368. — Evacuation de l'Italie par les troupes françaises, en vertu d'une convention entre le prince Eugène et le général Bellegarde; VIII, 4. — Sera composée d'états souverains; réunion du royaume de Lombardie à la monarchie autrichienne; VIII, 21, 98 et suiv., 154. — Voir *Murat*.

**ITALIENS.** Proclame empereur du Mexi-

que; contraint d'abdiquer; revenu dans ce pays, il est fusillé; IX, 130, 181.

## J.

**JAC.** Son vote dans le procès du roi; III, 369.

**JACOBINS.** Quels ont été les premiers; I, 231. — Origine de leur club; II, 176 et suiv. — Leur influence; II, 226, 228, 281, 285, 442. — Suivent le convoi de Mirabeau, au nombre de dix-huit cents membres; II, 302. — Prennent de la consistance; II, 379. — Se prononcent contre l'autorité de Louis XVI après son retour de Varennes; sement la mésintelligence dans la garde nationale; II, 390 à 392. — Après l'affaire du Champ-de-Mars, tous les députés qui en étaient membres, six exceptés, passent aux Feuillants; II, 438. — Font un instrument de la classe prolétaire; III, 8. — Leur club devient société-mère; affiliation des sociétés populaires des départements; III, 30 et suiv. — Niveleurs impitoyables; veulent la république; le ministère leur a donné le peuple en voulant les perdre; III, 88, 122, 161. — Tableau de leur club; société fraternelle (ou de femmes jacobines); III, 252, 254. — Leurs efforts pour amener la condamnation du roi; III, 258, 287, 328, 341 et suiv., 412. — Ont le projet d'égorger les modérés de la convention; IV, 21. — De l'usage qu'ils feront du décret qui dépouille les députés de l'inviolabilité; en scission ouverte avec les girondins, ils les renversent bientôt après; IV, 26 et suiv., 29, 31, 40 à 43, 137. — Voir *Mai (trente et soixante)*. — Leur portrait, par Châteaubriand; IV, 100 et suiv. — Ils renversent les cordeliers; IV, 182, 190 à 192. — Leur projet de niveler les fortunes; on propose à leur club de guillotiner tout individu âgé de soixante ans; on y propose également de faire mariner les aristocrates suppliciés, pour qu'ils soient bons à quelque chose; IV, 232. — N'étaient que des écoliers auprès des inquisiteurs d'Espagne; IV, 242. — Leur chute (voir *Thermidor*); poursuivis et chassés de leur salle de la jeunesse de Paris; un décret suspend leurs séances; véhément sortie de Rewbel contre eux; leur salle est définitivement close; IV, 295, 297, 311. — Font des tentatives pour se relever aux 12 germinal et 17 prairial; IV, 318, 321. — En petit nombre, mais audacieux, lors de la mise en activité de la constitution de l'an III (directoriale); ils reparaissent dans l'administration; poursuivis, égorgés dans les départements, ils avaient subi une autre terreur; IV, 417.

134 et suiv. — Ont une influence sur le directeur et dans les conseils; V, 24, 66. — Voir *Fructidor*. — Il se relèvent; forment un nouveau club, le *Manège*; les jésuites seroient un jour plus dangereux; V, 203, 209 à 211, 246. — Au 18 brumaire, deux directeurs les favorisent; ils sont proscrits après l'événement; V, 255 et suiv., 290, 293, 352. — Au 3 nivose (machine infernale), d'après un rapport de Fouché (voir ce nom), la proscription en frappe un grand nombre, non comme coupables, mais comme pouvant le devenir; V, 414 et suiv. — Leur influence sur Bonaparte relativement au meurtre du duc d'Enghien; VI, 44.

*Jacobins blancs*. — Voir *Royalistes*.

*Jacquin*. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

*Jacquin*, complice de Berton. Exécuté à Thouray; IX, 84.

*Jacot*. Absent pendant le procès du roi; renvoie son vote; III, 387; VIII, 471.

*Jasquier*. Le 15 de 1790, la France est divisée par départements; II, 166. — Le 21 de 1793, mort de Louis XVI; III, 414. — Le 14 de 1797, victoire de Rivoli; V, 3. — Le 1<sup>er</sup> de 1800, ouverture du corps législatif et du tribunal; V, 352. — Le 1<sup>er</sup> de 1814, évacuation de Dantzig; VII, 312. — Le 29 de 1830, mort de George III, roi d'Angleterre; IX, 2.

*Jean-Pavilliers*, membre de la convention, il vote dans le procès du roi; III, 384.

*Jeanne* (sa), évêque. Il avait la Gni-mard pour maître; II, 244.

*Jean*. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

*Jeanne* (de la Gironde), tribun. Il vote l'établissement du gouvernement impérial; VI, 85.

*Jacquot* (ex), constitutionnel de 1791; III, 2. — Vote contre la guerre; obtient qu'une députation soit envoyée auprès du roi le 30 juin; III, 79, 95. — Cité honorablement; III, 235. — Membre du tribunal; V, 334. — Sénateur; membre du gouvernement provisoire (1814); VII, 409. — Appelé devant les tribunaux par Napoléon (1815); nommé ministre de la marine par le roi dans la même année, VIII, 104, 248.

*Jeanne*. Son vote dans le procès du roi; III, 367.

*Jeanne* fils. Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

*Jay*, écrivain qui mérite l'estime nationale; I, 31. — Victime des lois contre la presse, il est jugé, et conduit à Sainte-Pélagie; ouvrages qui le placent au premier rang des hommes de lettres; éloge de son

caractère; IX, 87 et suiv.

*Jay* (de Sainte-Foi). Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.

*Jasa* roi. Nieux surnommé l'imbécille que le Roi; I, 173.

*Jaen*, prince du Brésil. Prend la régence du Portugal; III, 33. — S'embarque avec sa famille pour le Brésil lors de l'événement du Portugal par les Français (1807); prince débonnaire; il avait nommé sur la fontaine baptême le nom des fils de Junot, qui le pair d'ingratitude; VI, 289 à 293, 309. — Arrivé à Rio-Janeiro, il publie dans un manifeste sa conduite avec la France; VI, 323. — Succède à sa mère sous le nom de Jean VI; VIII, 328. — Il paraît adopter une constitution, et replace le Portugal sous le pouvoir absolu; IX, 127, 136, 177.

*Jaen*, archiduc. Perd la bataille de Hohenlinden; il avait pour conseil le général Laurier; V, 412. — Commande en 1805; prend la fuite; VI, 156, 173, 183. — Obtient un avantage en Italie (1809), d'où il est chassé bientôt après par le prince Eugène; il opère sa retraite sur la Hongrie; VI, 387, 391, 406, 411, 420 et suiv. — Reçoit la capitulation d'Huming, et laisse saluer la belle défense du général Barbenbre; VII, 273 à 275.

*Jean-Baptiste-Auzas*, secrétaire de la convention; pendant l'interrogatoire du roi; son opinion et son vote dans le procès; III, 262, 291, 310, 355, 373, 397. — Représentant du peuple sur la flotte dont faisait partie le *Vengeur*, il ordonne une retraite qui devient la cause du désastre; IV, 204.

*Jefferson*, un des premiers associés de l'Institut; VI, 2. — Paroles de lui sur l'institution de la garde nationale; IX, 62.

*Jellacica*, général autrichien. Battu par le général Molitor, avec des forces dix fois moindres que les siennes; V, 237. — Il capitule; cité pour ses défaites; VI, 174, 384, 406.

*Jennette*. Bataille historique, comparée à celle de Marathon; I, 7. — Gagner par Dumouriez; la Belgique en est le prix; III, 257 et suiv. — Souillée dans sa source par les hommes de l'ancien régime; VIII, 126.

*Jésuites*. De leurs crimes; I, 453 et suiv., 256. — Chassés par Charles III de tous les états de la couronne d'Espagne; I, 441. — S'empareront de l'instruction publique, afin de plonger la génération dans l'ignorance de ses droits constitutionnels; plus dangereux que les jacobins; V, 192, 246. — Un décret impérial supprime deux de leurs établissements; ils sont rappelés en

Sicile et en Russie; VI, 128, 134. — Rétablissement des jésuites par une bulle de Pie VII, qui déclare repandre ce bienfait sur l'univers à la demande du monde catholique; mention de l'arrêt du parlement qui les bannit de France; VIII, 60 à 62. — Ils s'opposent aux progrès des lumières, etc.; VIII, 122, 125 et suiv. — Sont expulsés de la Russie par l'empereur Alexandre; passage de son exase; leçon donnée à la France, qui a tout à craindre si les jésuites s'y maintiennent dans leurs usurpations (1816); VIII, 319 et 320. — Une ordonnance autorise les missions; elles recueillent les ressentiments politiques, blessent l'égalité des droits, la liberté des cultes, etc.; réflexions sur le clergé; les jésuites s'introduisent dans le gouvernement sans que celui-ci paraisse s'en apercevoir de leur existence illégale, corruptrice, dévastatrice; leurs établissements sous le ministère de Decaze; VIII, 352 à 355; 451 et 452. — Le grand-maître de l'Université (Frayssinous) passe pour être un de leurs partisans; la cour de Rome emploie tous ses efforts pour maintenir cette malice, qui propage l'ignorance et la superstition; un projet de loi draconien, relatif aux délits commis dans les églises, et retiré par le roi, était regardé comme l'ouvrage des ultramontains; IX, 98, 113, 178, 192. — Ravallac et Damien élèves des jésuites; IX, 206.

JOSEPH, administrateur de police à la Conciergerie. Il était entré dans le projet de sauver la reine; IV, 119.

JOEUX, député. Signala protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

JUBINOT. Son vote dans le procès du roi; III, 380, 400.

JOLT, officier vendéen. Fustigé par ordre de Charette, pour insubordination; IV, 29, 426.

JOULAY, un des conseillers d'état chargés d'organiser le royaume de Westphalie; VI, 272.

JOLT, médecin. Anecdote qu'il rapporte touchant le comte de Provence (Louis XVIII); II, 306.

JOURET, général. Suisse de naissance; chef d'état-major du maréchal Ney; il trahit et passe à l'ennemi; VII, 231, 243, 250.

JORDAN (Camille). Cité sur les dévastations de Lyon; IV, 98. — Membre du conseil des Cinq-Cents, il demande la révision des lois sur l'école et le libre exercice des cloches pour les fides; bascule et chancelle; V, 15 à 17. — Proscrit au 18 fructidor; V, 43. — Membre de la chambre des députés (1815 et 1817); combat les cours

prétoires, l'esclavage de la presse; s'élève contre les procédures de Lyon, etc.; VIII, 317, 323 et suiv.; 329, 381, 386, 433. — Sa mort; éloge; IX, 59. — Passage de loi sur les délinquants de la royauté; IX, 245.

JOSEPH II. Sa mort; son caractère; II, 207.

JOSEPHINE. Fait qu'elle attirait l'attention de Napoléon; II, 35. — Implore sans succès la grâce du jeune Toustain; V, 428. — Ses liaisons avec l'ancienne cour inquiétaient les jacobins; VI, 44. — Elle implore la clémence de Napoléon en faveur de Polignac, complice de Georges VI, 126. — Couronnée impératrice; VI, 141, 145. — Dans une réponse au corps législatif, elle fait de ce corps le représentant de la nation; doctrine contraire de Napoléon, insérée par son ordre dans le *Moniteur*; VI, 367. — Dissolution de son mariage avec Napoléon, annoncée au sénat par son fils le prince Eugène; VI, 443. — Cette époque commence la chaîne des malheurs de Napoléon; elle n'exerçait sur lui aucune influence politique; VII, 5, 478. — Sa mort; l'affection qu'on lui portait avait contribué à la popularité du prince Eugène; IX, 162 et suiv.

JOSEPH-BASTOIS, député, Orateur ministériel; IX, 176.

JOTASAI, élève en médecine. Reçoit une pension en reconnaissance de son zèle dans l'épidémie de Barcelonne; IX, 89.

JOURET, général. Cité parmi les héros de la révolution; IV, 224. — Un des lieutenants de Bonaparte lorsque ce dernier reçoit le commandement en chef, il sera destitué par le directoire pour avoir voulu servir contre les conventionnaires; IV, 433, 442. — Il partage la gloire de la bataille de Rivoli et des combats qui l'ont suivie; il prend Bolzen (Rolanos); mais, pressé dans le Tyrol, il abandonne bientôt cette place; V, 3, 7, 8. — De ses adresses au directoire à l'époque du 18 fructidor; V, 38. — Envoyé dans le Milanais, il s'empare de Turin; V, 143, 147. — Désigné par Bonaparte comme un des généraux qui lui seraient dévoués; V, 181. — Il veut mettre un frein aux rapines des commissaires à l'armée; on le destitue; V, 200. — Il remplace Moreau comme général en chef; aussitôt entraîné par sa valeur, et jaloux d'exécuter les ordres du directoire, malgré les avis de plusieurs généraux, il livre la malheureuse bataille de Novi, et périt au premier moment de l'action; V, 224 et suiv.

JOSEPHINE (madame). Veuve d'un agent de change, elle épouse Lucien Bonaparte; VI, 90.

**JOUEANE-LONGCHAMP.** Son vote dans le procès du roi ; III, 364.

**JOUDOUX, général.** Partage avec Bouchard la victoire de Bondschoult IV, 86. — Gagne la bataille de Walignies ; IV, 133. — Attitude de son armée ; prise de Charleroi ; IV, 171, 214. — Il livre les deux batailles de Fleurus ; l'une reste indécise, l'autre rend la Belgique aux Français, et le couvre d'une gloire immortelle ; IV, 213 et 217. — Cité parmi les héros de la révolution ; son amour entre à Bruxelles ; il prend Liège ; IV, 224, 226, 228. — Cité pour les opérations de son armée ; IV, 277, 287 et suiv. — Il gagne la bataille d'Aldenhoven, entre à Cologne, enlève de vive force Andarns et Coblenz ; IV, 291, 294 et suiv. — Cité ; IV, 296, 313. — Il accorde une capitulation au maréchal Bender, assiégé depuis huit mois dans Luxembourg ; IV, 334. — Il passe le Rhin et prend Düsseldorf ; IV, 359. — Position de son armée ; il gagne la bataille d'Altenkirchen ; IV, 433, 451, 453, 455, 458 et suiv. — Il essuie une défaite à Neumark, devant l'archiduc Charles, mais par suite des intelligences de Moreau avec le prince de Condé, il opère une retraite savante (1796) ; IV, 464 à 466. — Est remplacé par Buonaparte ; V, 11. — Membre du conseil des Cinq-Cents, il règle et fait adopter la composition de l'état-major de l'armée ; V, 15, 21. — Causes de sa défaite de Neumark, attribuée à Pichegru ; cité parmi les généraux républicains qui n'auraient dans aucun cas transigé avec la monarchie au 18 fructidor ; son caractère ; V, 57, 68, 114. — Il propose et fait adopter la loi sur la conscription militaire ; V, 129. — Prend le commandement d'une armée dite du Danube, et se porte avec elle sur la rive droite du Rhin (1799) ; attaque par l'archiduc Charles, il éprouve une perte à Ostrach ; perd la bataille de Pfaffendorf et Stokach ; ses revers sont le résultat des ordres du directoire ; V, 143, 153, 157 à 159, 163. — De retour au conseil des Cinq-Cents, il y fait adopter un nouveau serment civique (contre la royauté et toute espèce de tyrannie) ; V, 221. — Ayant proposé de déclarer la patrie en danger, afin de comprimer les royalistes, un membre opposant (Chazal) l'apostrophe injustement sur sa défaite, moins due à l'archiduc Charles qu'à Pichegru et Moreau ; V, 225 à 234. — Opposé au 18 brumaire, il est exclu des conseils législatifs après ce coup d'état, qu'il aurait déjoué si on l'eût mis seulement à la tête de cent hommes ; V, 261 et 262, 275, 283. — Proscrit avec des hommes qui n'étaient pas, comme lui, exempts de reproches aux yeux de la ré-

publique ; V, 291, 294. — Pichegru était jaloux de lui ; VI, 64. — Nommé maréchal de l'empire ; notice qui le montre brave soldat et bon citoyen ; IV, 103 et suiv., 110. — Mentor du roi Joseph en Espagne, il n'a pas ce qui le fit vaincre à Fleurus ; VI, 431 et suiv. — Le roi Joseph contribue beaucoup à sa défaite de Vittoria ; après cet événement il est remplacé par Soult ; VII, 210, 214.

**JORDAN** (de la Nièvre). Son vote dans le procès du roi ; III, 377.

**JORDAN** (des Bouches-du-Rhône). Cité ; IV, 400.

**JORDAN, dit Coupe-Tête.** Cité ; II, 447. — Réunit des assassins ; III, 17. — Justifié des accusations portées contre lui ; III, 68. — Monstre d'Avignon ; guillotiné ; IV, 348.

**JOURDREIL, juré** dans le procès de la reine ; IV, 122. — Proscrit au 18 brumaire ; V, 290, 294.

**Journées.** Ce qu'elles étaient avant la révolution ; I, 38. — On leur permet de rendre compte des états-généraux ; II, 21. — La noblesse en adopte deux pour se défendre ; arme émoussée ; II, 472. — Voir *liberté de la presse, Marat, Royou*. — Quarante-deux sont supprimés au 18 fructidor, et la déportation frappe en masse leurs propriétaires et éditeurs ; on comptait alors au delà de deux cents feuilles périodiques ; leur esprit ; V, 55, 61 et suiv. — Sont réduits à douze par les consuls, et placés sous la direction du ministre de la police ; violation de la propriété ; V, 353, 358. — Soumis à un bureau de la direction des esprits pendant le régime impérial ; VII, 473. — Leurs métamorphoses dans les cent-jours ; VIII, 141. — Exceptions de la liberté de la presse, rétablie par le roi (1815), ils restent assujettis à une autorisation de la police ; ne peuvent paraître sans une autorisation du roi ; sont soumis à un cautionnement (lois de 1817, 1818, 1819) ; VIII, 269, 372 et suiv., 395, 420, 463. — Soumis à une censure préalable ; IX, 7, 10 à 12, 68. — Placés sous la surveillance des procureurs du roi, mais exempts de la censure, qui peut, selon la gravité des circonstances, être rétablie par une simple ordonnance (1822) ; IX, 84. — Rétablissement de la censure (1824) ; six semaines après elle est suspendue par Charles X, qui signale ainsi son avènement ; IX, 186, 202 et suiv.

**JOUANNE DE SAINT-MARCO.** Deson egoie pendant les massacres de septembre ; on répond à ses réclamations qu'il n'a pas émigré ; III, 192.

**JOUVENEL, député.** Signe la protestation



contre l'expulsion de Maneel; IX, 126.

**Jour.** Distingué comme auteur dramatique et comme écrivain moraliste; victime des lois contre la presse, il est conduit à Sainte-Pélagie; IX, 86.

**Juges de paix.** Décret qui les établit; II, 258.

**Juste.** L'assemblée constituante s'était réservée de prononcer sur leur état; II, 180.

— De leur organisation politique et religieuse; ouverture du grand sanhédrin; VI, 221, 257. — Ordonnance royale relative aux consistoires; VIII, 465.

**Jurats (24),** archevêque de Paris. Surnommé le père des pauvres; I, 480. — Sa réunion aux députés du tiers; II, 63. — Cité; II, 170, 244.

**Juillet.** Le 14 de 1789, prise de la Bastille; II, 70. — Voir *Anniversaires*, *Bastille*, *Fédération*. — Le 27 de 1794, chute de Robespierre. — Voir *Thermidor*. — Le 14 de 1804, cérémonie aux Invalides pour l'inauguration de la Légion d'Honneur; VI, 229. — Le 6 de 18 9, bataille de Wagram; VI, 413. — Le 3 de 1815, seconde reddition de Paris, et le 8, seconde entrée de Louis XVII à Paris; VIII, 234 et 236, 246.

**Juin.** Le 17 de 1789, le tiers-état se déclare assemblée nationale; II, 3a et 36. — Le 30 même année, serment du Jeu de Paume; II, 38. — Le 19 de 1790, abolition de la noblesse; II, 334. — Le 21 de 1791, le roi quitte Paris. — Voir *Évasion de la famille royale*. — Le 20 de 1793, invasion du château des Tuileries. — Voir *Juin (vingt)*. — Le 16 et le 16 de 1794, bataille de Fleurus; IV, 213 et 217. — Le 14 de 1800, victoire de Marengo; V, 393. — Le 19 même année, victoire de Hohenstedt; V, 400. — Le 25 de 1807, première entrevue de Tilsitt; VI, 208. — Le 4 de 1814, proclamation de la charte constitutionnelle; VIII, 27. — Le 1er de 1815, assemblée du champ-de-mai; VIII, 167. — Le 18 même année, bataille de Waterloo; VIII, 205. — Le 22 même année, seconde abdication de Napoléon; VIII, 223.

**Juin (vingt).** Dans cette journée, les faubourgs insurgés se portent aux Tuileries; détails de cet événement; III, 92 à 97. — La Fayette demande quels auteurs en soient punis; aucune enquête judiciaire n'a eu lieu, quoique sollicité par un grand nombre d'adresses, entre autres la pétition des vingt mille; Pétion et Manuel accusés, justifiés des *Ardeurs*; III, 96, 103 et suiv., 113, 118.

**Jourdan (de Toulouse).** Son vote dans le procès du roi; III, 363, 396. — Ministre protestant, il abjure le christianisme de-

vant la convention; IV, 153. — Un des députés mis en surveillance après le 18 brumaire; V, 290.

**Jurats (de la Drôme).** Ses votes dans le procès du roi; III, 332, 353, 367, 399.

**Jurats.** Prise de cette place par Kléber et Bernadotte; IV, 291.

**Juarez,** aide-de-camp de Bonaparte en Egypte. Il est tué par les Arabes; V, 130.

**Jurassic (24).** Le nom de Richelieu lui est attribué pour avoir épousé une nièce du duc; IX, 94.

**Juvonville,** jeune officier français, assassiné par un poste qui commandait Washington, événement qui fait, au 4, écho à la gloire de ce grand homme; V, 297.

**Juvon, général.** Fait preuve de bravoure à la bataille de Castiglione; IV, 423. — De l'expédition d'Egypte; partage avec Kléber la glorieuse défense qui précède le dé-

gagement du mont Thabor; V, 120, 126.

— Prend part à la bataille d'Austerlitz; VI, 177. — Chargé d'envahir le Portugal, où il avait été précédemment ambassadeur, il se montre ingrat envers le prince Jean, parrain d'un de ses fils; nomme duc d'Al-

brantès; attaqué par Wellington, il évacue le Portugal en vertu d'une convention

honorables; VI, 284, 290 à 293, 323, 338 et suiv. — De son dévouement à Napoléon; VI, 436. — Refuse de repartir dans le

Portugal avec des fonctions secondaires; VII, 19 et suiv. — Mentor de Jérôme Bon-

aparte en 1812; son corps est réduit à sept cents hommes lors de la retraite de

Moscou; VIII, 97, 144. — Fait qu'il raconte touchant Napoléon et Murat; VIII, 326.

**Juvenard.** Les Français éprouvent une grande perte (1805); VI, 174.

**Jures.** Leur institution était en pleine vigueur sous les Mérovingiens; I, 169. —

Sont établis dans la procédure criminelle; rejetés en matière civile; II, 224, 429.

— Interdits aux individus tués hors la loi; IV, 14. — Voir *Hors la loi*. — Une indemnité de 18 fr. par jour est accordée aux

jures des tribunaux révolutionnaires; IV, 24. — Comment ils devaient procéder; IV,

133, 212. — Leurs fonctions suspendues dans quatorze départements par un sénatus-

consulte; V, 488. — Egalement suspendues pour les jugements d'attentats contra le premier consul; VI, 115. — La

déclaration d'un jury est annulée par un sénatus-consulte; cette violation est rap-

pelée par le sénat dans l'acte de déchéance de Napoléon; VII, 241, 412. — La Charte renferme une contradiction relative au

jury; VIII, 41.

**Jury d'accusation.** Salutaire institution

établie par l'assemblée constituante, abolie par Bonaparte; II, 429, 431.

*Jurisprudence criminelle.* Voir *Code pénal*.

## K

**KALKREUTH**, général prussien. Il prend Mayence, après un siège de quatre mois; IV, 81. — Délait à Auerstaedt et à Gernsdorf, il capitule à Dautzick, après deux mois d'un siège dirigé par le maréchal Lefebvre; VI, 230 et suiv., 236, 260.

**KAPZEWITSCH**, général russe. Battu à Vanchamp (1814); VII, 343.

**KARACSAI**, général autrichien. Battu par Gourkoff-Saint Cyr dans un combat où tous les avantages devaient être de son côté; V, 247.

**KATVICHEN**. Bataille gagnée par Brune sur le duc d'York, commandant les Anglo-Russes; V, 238.

**KATRAEN** (LA). Macdonald y essuie de graves échecs; VII, 240 et 245.

**KAURITZ** (DE), prince. Cité; VII, 4.

**KEUL**. Rédition de cette place à l'archiduc Charles, après quarante-huit jours de tranchée ouverte; V, 1 et suiv. — Réunie à l'empire français; VI, 299.

**KEITA**, lord. Commandant d'une flotte en Egypte, il sonne le tocsin de faire mettre bas les armes à son armée, en violation du traité d'El-Arisch; V, 375. — Il accepte la cession de Gênes, et c'est Masséna, assiégé, qui la dicte; V, 392. — Ses tentatives infructueuses contre le flottille de Boulogne; VI, 236. — Cité; VII, 323.

**KELLERMANN**. Général de l'armée de la Sarre, il détermine le succès du combat de Valmy; III, 218 et suiv. — Poursuit les Prussiens en retraite; III, 266. — Commande l'armée des Alpes; IV, 6, 27. — Il prend Lyon, après un siège de soixante-dix jours; IV, 96. — Commande l'armée d'Italie; IV, 313. — Se couvre de gloire à Civita-Castellana; V, 146. — Nommé sénateur; V, 333. — Maréchal de l'empire; notice; VI, 102, 109. — Sa mort; éloge; IX, 17.

**KELLERMAN**, fils, général. Une charge inopinée, la plus heureuse des inspirations, lui fait déterminer le succès de Marengo; V, 394. — Montre de l'habileté dans les négociations de Cintra (Portugal); VI, 349. — Bat les Espagnols à Alba de Tormes; VI, 441. — Commande un corps de cavalerie en 1813; le maréchal Oudinot lui doit son salut à Bar (1814); VII, 233, 357.

**KERATY**. Cité honorablement comme

député et comme orateur; VIII, 421, 432. — Un des illustres défenseurs de la liberté que poursuivent les ultra-royalistes; il signe la protestation contre l'expulsion de Mannel; IX, 99, 106.

**KERSANT**. Son opinion et son vote dans le procès du roi; apostrophe courageuse qu'il adresse à ses collègues; III, 336, 383, 391, 396.

**KERTSKAN**. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

**KIRULIA**, conjuré du 10 août; III, 159.

**KINZLAR**. Commande une division espagnole dans le Jutland et ne partage pas l'évasion de La Romana (1808); VII, 347.

**KLOZARUTIN**. Prise de cette ville par Masséna; V, 7.

**KLEBER**, général. Perd la bataille de Corfou (Vendée); reprend l'avantage quelques jours après au combat de Saint-Symphorien; IV, 91, 93. — Vainqueur à Savigny; IV, 171. — Combat à la première bataille de Fleurus, qui reste indécise; partage la gloire de la seconde, et fait accorder à Bernadotte le grade de général; IV, 212, 217. — Cité parmi les héros de la révolution; IV, 244. — Commande sous Jourdan à la victoire d'Aldenhoven et à la prise de Juliers; IV, 291. — Il prend Maestricht, secondé de Bernadotte et de Marecot; IV, 296. — Le premier passage du Rhin signale sa bravoure; IV, 360. — Lieutenant de Jourdan à l'armée de Sambre-et-Meuse, il prend Francfort-sur-le-Mein; un content de son chef, il quitte le quartier-général, mais revient aussitôt après la défaite de Neumarch, et sauve une partie de l'armée; IV, 433, 438, 465. — Il n'aurait dans aucun cas transigé avec la monarchie; V, 66. — De l'expédition d'Egypte; il commande l'avant-garde, et est trahi vive forcée dans Alexandrie; V, 120, 125. — Rapporte en Syrie, et, de concert avec Lannes, s'empare de Gaza, ancienne capitale des Philistins; il soutient avec Junot le glorieux combat qui précède le dégagement du mont Thabor; V, 132 et suiv., 166. Il envoie tous ses chevaux pour transporter les malades de Jaffa; V, 195. — Il se distingue à la bataille d'Aboukir; V, 281. — Bonaparte en quittant l'Egypte, lui laisse le commandement de l'armée, énorme fardeau dans l'état où elle se trouvait; mais il exerce une heureuse influence sur les soldats; son caractère altier et ambitieux, aussi bien que ses qualités supérieures, en auraient fait un rival dangereux pour Bonaparte s'il l'eût retenu en France; V, 216, 226 à 232. — Il remet son sabre d'honneur au général Verdier; V, 249. — Cité; V, 333. — Il signe la

traité d'El-Arisch, qui assure le retour en France de l'armée; tableau de situation qu'il avait adressé au directoire, et que les Anglais ont saisi; V, 357 à 381. — Connaissant ainsi sa position, les Anglais violent le traité, et assomment l'armée de mettre bas les armes; Kléber fait partager son indignation aux soldats, et remporte la victoire d'Héliopolis; V, 375. — Il conquiert une seconde fois l'Égypte, et se montre supérieur à Bonaparte; mais il meurt assassiné par un Turc fanatique; les Anglais ne sont pas étrangers à ce crime; Desaix périssait la même jour à Marengo; V, 364, 396 et suiv. — Cité; V, 435, 449. — Son mot contre toute monarchie; VI, 65. — Il appelait Bonaparte un général à six mille hommes par jour; VI, 254; VII, 206. — Cité; VI, 363, 432. — Ses démêlés avec Davoust en Égypte; VI, 436.

KLAIS, général. Prend Wirtzbourg; de concert avec Ney; se distingue au combat d'Amberg; IV, 439, 464. — Cité; VI, 184, 238, 263.

KLIEVER, général prussien. Commande en 1813; obtient un avantage sur Vandamme à Peterswalde; battu à Vauchamp (1814); VII, 237, 243, 343.

KLIEBER, général autrichien. Battu devant Gènes par Gouvion-Saint-Cyr; V, 300. — En 1813, à Dresde, il conclut avec le même une convention qui n'est point ratifiée par Schwarzenberg; VII, 271 et suiv.

KLINGVASSA (de), comte, ministre suédois. Cité; VII, 379.

KLINGLIN. Né Français, major au service d'Autriche, et agent d'intrigues politiques; la perte de ses papiers révèle les intelligences de Pichegru; V, 61 et suiv.; VI, 117, 121.

KLOPSTON. Reçoit le titre de citoyen français; III, 182.

KLOSTER, un des premiers associés de l'Institut; VI, 2.

KLOSTER, de la première législature. Entraîné par les idées spéculatives; III, 3.

KOC, conseiller aulique. Garantit l'assertion qui attribue à la reine de Naples, Caroline, l'assassinat de Radzinski; V, 177.

KOC, colonel. Cité pour l'exactitude de ses mémoires pour la campagne de 1814; VII, 175, 460. — Cité; VIII, 8.

KOCKELIN, député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Mannel; IX, 126.

KONIGSBERG. Occupation par les Français de cette seconde capitale de la Prusse; VI, 265.

KONIAKOW, général russe. Arrive à Schafhouse avec la tête des colonnes de Suwarow; battu par Masséna près de Zurich; par Gazan dans plusieurs combats; V, 216, 235, 258; VII, 80.

KOSCIUSKO. Reçoit le titre de citoyen français; fait lever le siège de Varsovie; III, 182, 231. — Cité; 22 mort; éloge; VIII, 307, 388.

KOUASSIN, prince, ambassadeur russe. Il avait prophétisé les déastres de Napoléon dans son pays; VII, 90.

KRASTAI, général. Prisonnier à la bataille de Leipzig; VII, 259.

KRASTAI, Les Français, remportent un grand avantage pendant leur retraite (1812); VII, 145.

KRAUT, général autrichien. Battu par Bernadotte; IV, 287. — Commande une armée considérable; il gagne la victoire de Magnano sur le général Schérer; V, 156, 160, 168. — Il prend Mantoue après soixante-douze jours de siège; vient coopérer, avec une partie des mêmes troupes, à la bataille de Novi; position qu'il tiendra en Italie; V, 221, 224, 226, 250. — Il essuie de nombreuses défaites; perd la bataille d'Hochstedt; V, 386 et suiv., 393, 400 et suiv.

KRAUT (le). Entrée de Napoléon dans l'ancien palais des czars; on le fait sauter avant d'abandonner Moscou; VII, 124, 135.

KOLB. Défaite de Vandamme (1813); VII, 243, 246.

KUTNACH. Défaite des Suisses opposants à l'invasion de la France; dans le même lieu. Guillaume Tell tue Geisler; V, 140.

KUTNA. Reddition de cette place aux Français; VI, 239, 244.

KUTUSOFF, général russe. Commande en 1805; blessé à Austerlitz; VI, 156, 175, 177 et suiv., 181. — Perd la bataille de la Moscova; abandonne aux flammes la capitale, qu'il avait juré de défendre; ses forfanteries; VII, 112 et suiv., 116, 119, 121, 127. — Il bat Murat à Winkowo; mauvais général, il se montre bon révolutionnaire pour enflammer ses compatriotes; il est repoussé et défait à Malo Jaroslawetz par le prince Eugène; se venge de ses revers en poursuivant avec fureur les Français mourant de froid; VII, 129, 136, 138 et suiv., 140, 145 à 148, 150 et suiv., 157 et suiv., 172.

## L.

LATZER-PONZIESTA. Défenseur de BRESCIA.

des libertés publiques; VII, 315. — Signe la protestation contre l'expulsion de Mamez; se distingue à la chambre des députés par une énergique loyauté; IX, 128, 176.

**LARDONNAIX**, général. Devient soldat pour combattre à Waterloo; traduit devant un conseil de guerre, condamné à mort, et exécuté; Decaze avait mis du zèle pour le faire arrêter; VIII, 211, 257, 367.

**LARATZ**, littérateur. Adjoint municipal en 1791; pensionné de Louis XVIII; pourquoï; II, 282.

**LAROSIERRE**. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 400.

**LAROUX** (Alexandre de). Cité comme honorant le titre de citoyen; III, 96. — Officier supérieur de la garde nationale parisienne en 1814; son admirable conduite; VII, 398. — Il importe en France la méthode de l'enseignement mutuel; hommage qui lui est rendu comme bienfaiteur éclairé de l'humanité; VIII, 191, 197 et suiv.

**LAROUX**, général. Chef de l'état-major de Paris, il arrête le conspirateur Malet; VII, 132 et suiv.

**LAROUILLERIE**, trésorier général de la couronne impériale. Il rapporte de Blois une somme considérable que veulent se partager les hommes de l'ancien régime; VIII, 3.

**LAROUSSAINE**, général de division à Jemmapes. Prend la citadelle d'Anvers; III, 267, 268. — Commande l'armée des Côtes; IV, 8.

**LARRE** (saint). Le pape confirme sa canonisation; notice; VI, 285.

**LAROCHE**, serrurier. Condamné à mort, il ne veut pas monter dans la même charrette que le duc d'Orléans; IV, 151.

**LAROUX**. Ses dissertations contre les esprits forts avaient pour objet de combattre l'insurrection des ides; son portrait de la noblesse; I, 212 et 213, 217.

**LARRE**. Son vote dans le procès du roi; III, 370.

**LARIVÉE**. Entraîné par des idées spéculatives; III, 3. — Silencieux au 10 août; III, 154. — Sénateur de la première nomination; président de ce corps, il félicite les consuls à l'occasion du concordat; V, 333, 461. — Sera transfuge de la cause de Napoléon; VI, 85. — Grand-chancelier de la Légion d'honneur; passage du discours qu'il prononce pour l'inauguration de cet ordre; VI, 129. — Cité comme flatteur de Napoléon dans ses discours au nom du sénat; extraits; VI, 259, 273, 350; VII, 24, 180, 273 et suiv., 282. — Membre de la commission extraordinaire du sénat en

1813; VII, 292, 294. — Cité parmi les flatteurs de Napoléon; IX, 56.

**LACHALOTAIS** (de). magistrat cité pour son austérité et son patriotisme; I, 35; II, 288.

**LACLOS** (Charles de). Cité comme partisan du duc d'Orléans; fomenteur des troubles; commande l'artillerie aux 5 et 6 octobre; était auteur du roman intitulé *les Liaisons dangereuses*; II, 81, 110, 155. — Instigateur de la journée du 20 juin; III, 92. — Cité; IV, 9, 156.

**LACOUR** (Saint-Michel), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 385, 398.

**LACOUR** (Joseph). Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

**LACOSTE**, ministre de la marine sous Louis XVI. Démissionnaire; III, 70, 89 et suiv., 116.

**LACOSTE** (Elie). Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

**LACOSTE** (J.-B.). Son vote dans le procès du roi; III, 364, 399.

**LACROIX**. Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398.

**LACRETELLE aîné**, membre du comité des recherches de la commune de Paris; II, 167. — Refuse sa nomination au comité de surveillance de l'assemblée législative; III, 27. — Sa mort (1824); notice; éloge; IX, 194.

**LACRETELLE jeune**, historien froid et peu véridique; I, 23, 53. — Cité sur la société des jacobins; III, 242.

**LACROIX** (de la Haute-Vienne). Son vote dans le procès du roi; III, 380.

**LACROIX** (J.-P.). Prépare les massacres de septembre; un des démagogues de l'assemblée législative; III, 194, 235. — Commissaire à l'armée; avide de pillage; son vote dans le procès du roi; III, 257, 363, 400. — Commissaire malaisant à l'armée du Nord; membre du premier comité de salut public; IV, 7, 24. — Guilloé; IV, 190.

**LACROIX CONSTANT** (Charles de). Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397. — Ministre des relations extérieures en 1796; un des trois hommes qui voulaient aggraver le sort des naufrages de Calais; préfet sous les consuls; V, 300, 370.

**LACROIX**. Entraîné par les idées spéculatives; III, 3. — Silencieux au 10 août; III, 154. — Comte de Cassac; cité défavorablement pour son administration militaire; VII, 267, 386. — Un des conseillers d'état qui relèvent Napoléon de sa déchéance; VIII, 151.

**LAFAYE**, évêque de Nanci. Phrase remarquable d'après laquelle il distinguait

les trois ordres; II, 30.— Archevêque de Sens et d'Anserre, cardinal, duc, pair, premier aumônier de la duchesse d'Angoulême, ministre d'état et membre du conseil privé (1824); IX, 192.

LA FAYETTE (m), marquis. Dans la première assemblée des notables il propose la suppression des lettres de cachet et des prisons d'état, la réhabilitation de l'état civil des protestants, et la convocation des députés de la nation; I, 360. — Secrétaire de sa proposition relative aux protestants; I, 379. — Cité comme ayant des idées abstraites de bien public; II, 19. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 56. — Désigné comme victime par la cour; II, 62. — Envoie à Washington une clef de la Bastille; II, 87. — Fait partie de la députation qui porte à Paris les promesses du roi; est nommé général en chef de la garde nationale; reçoit Louis xvi dans la capitale; est confirmé par le roi dans son commandement; II, 94, 95, 100, 101. — On lui présente le titre anglais de Berthier; II, 105. — Il rend tricolore la cocarde nationale, en disant qu'elle fera le tour du monde; II, 107. — Voulait la constitution anglaise; II, 128. — De sa conduite aux 5 et 6 octobre; II, 145, 150, 152, 160, 161. — Invite impérieusement le duc d'Orléans à se rendre en Angleterre; arrêté et livré au Châtelet l'assassin du boulanger François; II, 168, 167. — Est un des fondateurs de la société de 89, ou des feuillants; II, 177, 216. — Cité; II, 204. — Dit que l'insurrection est le plus saint des devoirs, et cette phrase, justifiée par plusieurs exemples, l'est aussi par Bonaute; II, 208 et suiv. — Lettre de Louis xvi qui l'associe à Mirabeau; II, 212. — Nommé major général de la fédération; dévoué à la cause royale depuis cette époque; II, 253. — Dissipe des attroupements de prolétaires à Vincennes, et de nobles aux Tuileries; II, 285. — Donne sa démission, et reprend le commandement après trois jours; II, 306. — De sa conduite lors de l'vasion de la famille royale; instruit du départ, il le favorise; preuve de son dévouement à la cause du roi; examen de ses démarches depuis l'ouverture des états-généraux, où il signe une protestation secrète contre la réunion des ordres; II, 318, 360 à 367. — Fait exécuter la loi martiale au Champ-de-Mars; II, 391. — Le décret d'organisation de la garde nationale fait essuyer son importance dans Paris, où il avait depuis longtemps perdu sa popularité; II, 415. — Cité; II, 432. — L'émigration l'eût jeté dans un cachot; III, 12. — Le cour combat son

élection comme maire de Paris; III, 14. — Cité; III, 33, 96. — On lui confie le commandement d'une armée; il participe à un nouveau projet d'évasion de la famille royale; accourt à Paris après la journée du 20 juin, et propose au roi de le conduire à Compiègne; n'inspire aucune confiance à la cour, qui d'achaine Marat contre lui; perd sa popularité; III, 82 et suiv., 90 et suiv., 98, 103 à 108, 124, 161. — Sa mise en accusation est demandée par les fédérés, et rejetée par l'assemblée nationale à une grande majorité; III, 119, 130, 137. — Quitte la France après le 10 août; horreur de la captivité qu'il subit à l'étranger; résumé de sa conduite, comparée à celle de Necker; III, 172 à 178. — Compris dans les papiers de l'armoire de fer; III, 263. — L'un des deux grands seigneurs de l'ancien régime qui refusèrent les faveurs de Napoléon; III, 336. — Cité; IV, 22. — Sa captivité enve; c'est Bonaparte qui l'exige aux conférences de Leoben; V, 22. — L'amitié de Washington est pour lui un titre de gloire; V, 297. — Le seul dans toute la France qui refuse la croix de la Légion d'honneur; nul de Napoléon; VI, 131. — Cité; VII, 420. — Membre de la chambre des représentants (1803); vice-président; demande la permanence; insiste pour obtenir l'abdication de l'empereur, on sa déchéance; VIII, 172 et suiv., 220, 222 et suiv. — Cité; VIII, 288. — Un des membres les plus remarquables de la chambre des députés (1818); VIII, 432. — Assigné comme témoin dans l'affaire du journal *Propagateur de la Sarthe*; IX, 44. — Cité; IX, 50. — Désigné dans plusieurs poursuites judiciaires par des agents provocateurs; il signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 99, 126. — Sa réception solennelle aux États-Unis; nul souverain n'a reçu un semblable hommage; notice; éloge; IX, 207 et suiv., 262.

LA FAYETTE (George), député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

LAFITTE, un des officiers qui dirigeaient les opérations de la guerre au commencement de la révolution; III, 81; V, 57.

LAFITTE, général. Commandait des bataillons de gardes nationales réunis à Poix (1814); VII, 449.

LAFITTE, banquier. Homme important dans l'état; I, vj. — Membre de la chambre des représentants (1815); VIII, 172. — De la chambre des députés; désigné dans plusieurs affaires, avec d'autres défenseurs de la liberté, par des agents provocateurs; il signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 99, 126.

**LAPON (de la Corrése).** S'est récusé dans le procès du roi; III, 366.

**LAF. BOG. LANSKY.** Proscrit du 18 fructidor; V, 39. — Prononce un discours sur la tombe de l'abbé Sicard; IX, 93.

**LAFONTAINE.** Ses fables peuvent être rangées parmi les ouvrages qui ont préparé la révolution; I, 214.

**LAGIRON, general.** Assassiné à Nimèges; les coupables ne seront pas punis (1815); VIII, 297.

**LAGIERES, comte.** Rappelé de son ambassade à Madrid (1813); nommé pair; IX, 123.

**LALIE, consul** à Hambourg. Cité par Talleyrand; V, 217.

**LACARAZIEUX, ministre** de Suède en France. Cité dans des relations diplomatiques; VII, 29, 64.

**LACERBERG, secrétaire d'état** de Suède. Rédige l'acte qui annonce l'abdication de Gustave-Adolphe; VI, 381.

**LACRASCA (de Lot-et-Garonne), président** du corps législatif. Porte la parole au premier consul sur la rupture du traité d'Amiens; VI, 12.

**LACRANCE, général.** De l'armée d'Égypte; commande à la prise d'El-Arneh; se distingue à la bataille d'Héliopolis; V, 152, 375. — Opère une descente à la Dominique, l'île anglaise; VI, 160. — Commande sous Mortier à la conquête de la Hesse; fait partie de la régence qui organise le royaume de Westphalie; VI, 240, 277. — Sa brillante conduite à la victoire de Tudela; VI, 364.

**LACRANCE (de), Suédois.** Un des officiers qui obtiennent l'abdication de Gustave-Adolphe; VI, 380.

**LACRANCE, célèbre mathématicien.** Mort de lui sur la mort de Lavoisier; IV, 198. — Professeur à l'École Normale; à l'École Polytechnique; membre du bureau des longitudes; IV, 296, 376, 338. — Sénateur de la première formation; V, 333. — Sa mort; éloges; VII, 197.

**LACHAT, Conjuré** du 10 août; III, 159.

**LACROIX, Un des juges incorruptibles** dans le procès de Moreau; VI, 124.

**LACROIX, Son vote** dans le procès du roi; III, 369, 397.

**LACROIX, Passage de lui sur** Voltaire; I, 251. — Cité comme ayant provoqué l'anarchie et l'athéisme; un des sept membres de l'Académie française qui embrassèrent la révolution; ingrat envers ses bienfaiteurs; I, 273 à 275. — Fait l'éloge des remontrances de Malherbes; I, 461. — Nie l'existence de Dieu un bonnet rouge à la main; IV, 159. — Sa mort; notice; VI, 2.

**LACROIX, général.** Commande sous Bonaparte à l'armée d'Italie; IV, 433.

**LACROIX, Complice** de Mallet; VII, 129, 132.

**LACROIX.** Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

**LACROIX, general.** Blessé à la Moskova; VII, 116.

**LACROIX.** Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398.

**LALAN.** Membre de la commission extraordinaire du corps législatif en 1813; Napoléon voit en lui un méchant homme, un puritain en démagogie; VII, 295, 320, 323, 324. — Cité honorablement comme député; discours qu'il prononce comme président de la chambre à la séance royale du 16 mars 1815; VIII, 93, 111 et suiv. — Obtiendra la confiance du monarque, etc.; VIII, 154. — Se distingue par de dignes sentiments dans la session de 1815; est appelé au ministère de l'intérieur; n'a pas les facultés d'un homme d'état; républicain en 1793; VIII, 340 et suiv., 364, 379. — Défend le concordat par des subtils commentaires; n'ose pas le reproduire; VIII, 391, 394. — Quitte le ministère; faiblesse de ses vues politiques; son plus beau titre est d'avoir coopéré à l'ordonnance du 5 septembre; il se prononce avec véhémence contre l'admission de M. Gregoire; VIII, 440, 445 et suiv., 471. — Nommé ministre d'état et membre de conseil privé en cessant les fonctions de président du conseil de l'instruction publique; IX, 33.

**LALAN.** Ministre de la guerre sous Louis XVI, démissionnaire; III, 90, 115.

**LALAN.** Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399. — Membre de l'Institut à la formation de ce corps; IV, 391.

**LALAN, astronome.** Membre du bureau des longitudes, première formation; IV, 338.

**LALAN (de la Meurthe).** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**LALLIER, étudiant.** Victime des troubles du mois de juin (1820); IX, 14.

**LALLIER.** Digne comme écrivain anonyme; passages extraits de son *Choix de rapports, opinions et discours*, etc.; VII, 5, 400.

**LALLIER-TOLLENDAL (de), comte.** Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Se réunit aux députés du tiers; II, 53. — Cité parmi les constituants les plus remarqués; II, 56. — Digne comme victime par la cour; II, 62. — Prononce un discours après lequel plusieurs décrets sont rendus; II, 70. — Fait l'éloge de Necker; parle des troubles; critique de son discours; II, 82 et suiv. — Fait partie de

la députation qui porte à Paris les promesses du roi; montre une sensibilité malheureuse dans le choix de ses expressions à l'égard du monarque; II, 94, 100, 101.

— De son projet pour l'établissement de deux chambres législatives, en donnant au roi le veto absolu; l'opinion contraire ayant triomphé, il donne sa démission de député; II, 127 et suiv., 134, 166. — L'émigration l'eût jeté dans un cahot; III, 13. — Se propose pour défendre Louis XVI; publie sa défense; III, 300. — Resté hors du tourbillon impérial; notier; VI, 207 et suiv. — Passage d'un de ses discours à la chambre des pairs (1817); il y défend les libertés publiques, comme il l'avait fait à l'Assemblée constituante; VIII, 373 et suiv.

LALOI (ci-devant LAROT). Son vote dans le procès de Louis XVI; III, 375, 397.

LALOUX. Son vote dans le procès du roi; III, 399, 398.

LAMARCAËRE. Président de section; IV, 132.

LAMARCA (DE). Vivait dans l'intimité de Mirabeau; II, 300.

LAMARQUE. Un des rhéologues de l'Assemblée législative; III, 255. — Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399. — Livré aux Autrichiens par Dumouriez, il est compris dans l'échange pour la fille de Louis XVI; IV, 20, 410. — Membre jacobin du conseil des Cinq-Cents; V, 27, 28, 203, 224. — Profet sous les consuls; V, 370.

LAMARQUE, général. Commande l'armée de l'Ouest dans les cent-jours; la fin des hostilités, après un mois, est due à sa droiture et à son patriotisme; pros crit à la seconde restauration; VIII, 187, 208 et suiv., 258.

LAMARQUE (madame). Portée au *lièvre-rouge*; II, 217. — N'était pas instruite du départ de la famille royale; II, 369. — Partage le courage et la première prison de la reine; est égorgée avec une atrocité sans exemple; III, 167, 201 à 203, 222. — Sa succession est acquise au trésor public; IV, 11.

LAMBERT. Son vote dans le procès du roi; III, 366.

LAMBERT, général russe. Cité dans la campagne de 1812; VII, 144, 146.

LAMBERT (DE), comte. Extrait d'une lettre qui lui est adressée de l'émigration; III, 253.

LAMBERT, princesse. Ordre qu'il reçoit; son portrait; son expédition des Tuileries, lâche et criminelle agression; II, 67 et suiv., 84. — Ses services font porter sa sœur sur le *lièvre-rouge*; II, 217.

LAMBERT, sénateur. Il s'oppose à la proscription du 3 nivôse; V, 418. — De la

chambre des représentants; VIII, 172.

LAROT (les frères DE). Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Pour leur patriotisme; II, 177. — Cité; II, 296; III, 33. — Trait de l'un d'eux (Théodore) qui les honore tous; III, 153.

LAROT (Alexandre DE). Vote contre le veto absolu; fait suspendre les parlements; II, 132, 176. — Fait donner à la nation le droit de guerre et de paix; vote l'abolition de la noblesse et le déplacement des monuments du despotisme; II, 228, 239, 241.

— Son parti acquiert la faveur publique; II, 292. — Cité; II, 376. — A soutenu la cause des libertés nationales avec une constante énergie et avec talent; II, 387. — Un des chefs du parti constitutionnel; II, 391. — Fait un rapport sur la situation militaire; II, 393. — Membre du comité de constitution; II, 407. — Cité; II, 448, 452.

— Quitte la France après le 10 août; horreurs de la captivité qu'il subit à l'étranger; III, 172 et suiv. — Cité parmi les membres de la chambre des députés que la nation contemple avec orgueil; citoyen probe, éclairé, défenseur courageux des libertés publiques; VII, 315. — Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

LAROT (Charles DE). Fait donner à la nation le droit de guerre et de paix; vote l'abolition de la noblesse; II, 228, 239. — Ennemis des abus et des actes arbitraires, ami de la liberté et des lois; II, 387.

LAROT (Théodore DE). Seul député constitutionnel qui ait donné, le 10 août, l'exemple d'une vertueuse énergie; III, 153, 236.

LAMOIGNON (DE), chancelier. Ce qu'il pensait de son fils Malesherbes; III, 298 et suiv.

LAMOIGNON (DE). Est nommé garde des sceaux en remplacement de Mirabeau; I, 260. — Déclare au parlement que le roi n'est comptable qu'à Dieu de l'exercice de son pouvoir; I, 275. — Salariait Rivarol; cité; II, 152, 170; III, 403.

LAMOIGNON. L'ennemi s'empare de cette ville; elle est reprise par le général Marécot; IV, 196, 226.

LAMY (M.-J.). Juge au tribunal révolutionnaire lors du procès de la reine; IV, 124.

LANGEAC. Une victoire y est remportée par Murat; VI, 167.

LANGEAC (DE). Présent aux atrocités de Szwarcow à Ismaïl; II, 274. — Resté au service de la Russie, il est fait prisonnier à Amsterdam; VI, 178. — Cité dans la campagne de 1812; VII, 146.

LANGEAC. Occupation de cette ville par

les Autrichiens; VII, 325.

**LAFAYETTE.** Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 56. — Cité; II, 448. — Manquait à l'assemblée législative; III, 193. — Un des députés qui essaient de défendre le roi; son opinion et ses votes dans le procès; III, 382, 386, 310, 330, 346, 371, 395. — Menacé par les clubs, s'oppose à la création du tribunal révolutionnaire; dénoncé au 31 mai; IV, 3 et suiv., 28, 35. — Son conduite courageuse au 31 mai; accusé avec les girondins et autres; IV, 36, 38 et suiv., 34. — On craint sa rentrée à la convention; IV, 271. — Il recouvre des titres nobiliaires de Napoléon; IV, 293. — Il rentre à la convention; cité sur les forfaits de Carrier; IV, 301, 303. — On lui doit en partie la restitution des biens des condamnés; la décret qui autorise la célébration des cultes est rendu sur son rapport; IV, 323, 334. — Cité honorablement à l'époque du 13 vendémiaire; parti au conseil des Anciens; IV, 380, 388, 399 et suiv. — Sénateur, il s'élève avec force contre les proscriptions du 3 nivôse; V, 382, 415. — De la minorité du sénat qui désapprouvait l'ambition de l'empereur; VII, 402, 429. — Président de la chambre des représentants (1815); élogé; surnomme le *Maestri de la tribune*; VIII, 172 et suiv., 246. — Donne des renseignements honorables sur messieurs Gregoire et Gohier; VIII, 471 et suiv. — Cité avec éloges; IX, 176, 282.

**LAFAYETTE.** Se fait remarquer, comme chef de brigade, à la bataille de Luzzo (1795); IV, 405. — Général de division à l'armée d'Italie, il se distingue à l'affaire du Pont-de-Lodi et au combat de Bassano; IV, 433, 451, 466. — A Rivoli, etc.; V, 3. — Il promet la papauté au cardinal Chiaramonte; V, 86 et suiv. — De l'armée d'Égypte; V, 120, 152 et suiv., 221. — Revient en France avec Bonaparte; V, 226, 334. — Commande l'avant-garde au passage du grand Saint-Bernard; prend la plus brillante part à la victoire de Montebello; V, 350, 353. — S'élève contre les proscriptions du 3 nivôse (machins infernaux); apostrophe vivement des prêtres, et reproche à Bonaparte de s'entourer de pareilles gens; V, 414, 445. — Nommé maréchal de l'empire; noté; VI, 103, 106, 110. — Cité dans la campagne de 1805; déploie une rare intrépidité à Austerlitz; VI, 164 et suiv., 166, 171 à 174, 177 et suiv. — Cité dans la campagne de 1806; à Iéna; VI, 224, 229, 338, 349. — Disgracié après l'affaire d'Essen, pour en avoir refusé l'honneur à Murat; mot de lui à l'empereur; cité dans la même campagne (1807); à Friedland; VI, 223 et suiv., 257, 261 et suiv., 263. —

Refuse d'accepter le Portugal, où il avait été ambassadeur, par reconnaissance pour le prince Jean; VI, 292. — On lui doit en partie la victoire de Tolédo; il prend Saragosse après huit mois de siège, et vingt-trois jours de combats de maison en maison; élogé de son humanité; VI, 361, 371, 373, 374. — Secours de gloire à Eckmühl; campagne de 1809; blessé à mort à Essling; VI, 388, 391, 402, 404. — Mot peu juste de Napoléon à son égard; VII, 464. — Cité; VII, 470.

**LAFAYETTE.** 61a aîné du précédent. Soutiendra l'illustration de son nom; VI, 107. — **LAFAYETTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 36, 39.

**LAFAYETTE.** Son opinion politique contre le procès du roi de France; III, 436. — Sur la guerre; V, 344.

**LAFAYETTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 381, 401.

**LAFAYETTE.** Entrepôt des armées alliées, cette ville est plusieurs fois attaquée par Napoléon; VII, 361.

**LAFAYETTE.** Un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

**LAFAYETTE.** Dernières nouvelles qu'on ait reçues directement de ce célèbre voyageur; I, 392. — Le projet de son voyage en France par Louis XVI, qui la fit exécuter à ses frais; I, 491 à 493. — Le capitaine d'Entrecasteaux est envoyé sur ses traces avec deux corvettes; II, 435. — Hermès d'Auribus succède à d'Entrecasteaux dans la même mission; IV, 179.

**LAFAYETTE.** célèbre mathématicien. Membre du bureau des longitudes lors de la formation de cet établissement; IV, 228. — Sénateur de la première nomination; V, 333. — Sera transfuge de la cause de Napoléon; VI, 85.

**LAFAYETTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 369, 396.

**LAFAYETTE.** Est appelé au ministère; II, 66.

**LAFAYETTE (DE).** intendant de la liste civile. Salariait Rivarol; II, 151. — Anecdotes qu'il cite sur Mirabeau; II, 194, 187, 254 et suiv. — Donne une gratification à Raynal de la part du roi; II, 359. — Cité; III, 39, 42, 135, 204, 205, 265, 293, 301 et suiv.

**LAFAYETTE (du Haut-Rhin).** Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398. — En mission à Lyon (Commune-Affranchie); extraits de ses rapports; IV, 106, 109, 134 à 136.

**LAFAYETTE.** juge au tribunal révolutionnaire; IV, 211.

**LAFAYETTE.** général. Commande au siège de Toulon; IV, 167.



LAPORTE, député. Signataire de la protestation contre l'expulsion du Manuel; IX, 127.

LAPREVALAYE, chef de chouan; V, 365.

LAQUEUILLE, constituant émigré. Mis en jugement en France; III, 50.

LAROSILLÈRE. Voir *Reveillère-Lepaux*.

LARIVIÈRE (Henri). Son vote dans le procès du roi; III, 364. — Dénoncé et poursuivi par les conjurés du 31 mai; IV, 35, 39. — Il rentre dans la convention; IV, 301, 338. — Porté au conseil des Cinq-Cents; IV, 400. — Proscrit au 18 fructidor; V, 43.

LAROCAS. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

LAROCAS JACQUELINA (Henri). La postérité connaît son nom; III, 16. — Cite dans la guerre de la Vendée; IV, 29, 32, 34, 44. — On doit lui imputer la grande faute du passage de la Loire; surnommé le Roland de l'insurrection royaliste; IV, 53. — Cite; IV, 54, 59, 70, 92, 98, 120. — Chef de l'armée royaliste, il prend Laval, est mis en déroute au Mans et à Savenay; IV, 133, 167, 170. — Il meurt; son nom seul valait une armée; ne se livrait pas, comme Charette, à d'indignes attentats envers les prisonniers; IV, 300, 416. — Cite; V, 353.

LAROCAS JACQUELIN. Appelé devant les tribunaux par Napoléon (1815); VIII, 104.

LAROCHEZ, attaché au bureau des langitudes comme artiste; IV, 338.

LARRAT, célèbre médecin. De l'expédition d'Égypte; sa conduite à diverses époques; grand éloge; V, 120 à 122, 196.

LATALLA, général. Fait capituler Brest; cite; VI, 239, 263.

LAS AMARILLAS, général espagnol. Prend le commandement à la bataille d'Escolta (1798); IV, 198.

LAS CAZAS (de), comte. Citation de son *Mémorial*, touchant Casabonnes et Robespierre; IV, 264. — Critique de cet ouvrage à l'occasion de Bernadotte; l'auteur a un caractère de son héros; V, 242; VI, 30. — Envoyé par Napoléon auprès de Bernadotte en Belgique, lors de l'expédition anglaise de l'essingue; VI, 449. — Un des conseillers d'état qui relèvent Napoléon de sa déchéance; VIII, 161. — Suit Napoléon à Sainte-Hélène, qu'il est ensuite obligé de quitter; IX, 48.

LASOURN. Egare par des principes démocratiques; III, 4, 255. — Son vote dans le procès du roi; III, 385, 398. — Guillo-tine; IV, 137.

LATOURNAIS-TRAVILLAS (de), comte. Seréunit un des premiers aux députés du tiers-état; II, 53. — Cite comme partisan de

duc d'Orléans; II, 81. — Donne de l'argent à Mirabeau, en sa qualité de chancelier de duc d'Orléans; II, 297.

LATOUR, berger. Victime de la barbarie anglaise; VII, 356.

LATOUR, général autrichien. Commandait à la bataille de Jemmapes; III, 258. — A la première bataille de Fleurus; IV, 212.

LATOUR (de), agent contre-révolutionnaire; III, 42.

LATOUR-DUPIN-PAULIS (de). Nommé ministre de la guerre; II, 108. — Sa retraite; II, 261. — Appelé comme témoin dans le procès de la reine; IV, 125.

LATOUR-DUPIN, préfet de la Dyle. Proclamation qu'il fait à ses administrés lors du débarquement anglais de Flourens; VI, 433. — De la chambre des députés; signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

LATOUR-FOURNE, général. Remet Mantoue à l'Autrichien Kray (1798); V, 221.

LATOUR-MARSAU (Victor de). Soit venait des premiers aux députés du tiers-état; II, 53. — Envoyé par l'assemblée pour accompagner la famille royale lors du retour de Varennes; II, 335, 370. — Quitte la France après le 10 août; horreurs de la captivité qu'il subit à l'étranger; III, 179 et suiv. — Recouvre sa liberté, exigée par Bonaparte; V, 25. — Appelé au ministère de la guerre (1819); VIII, 478. — Quitte le ministère (1821); est nommé gouverneur des invalides, ministre d'état, membre du conseil privé; IX, 77, 78.

LATOUR-MARSAU (Marcel), général. Cité à l'étranger; se distingue à Friedland; VI, 233, 261. — Commande un corps de cavalerie dans la campagne de Russie; est blessé à la Moskova; reçoit, lors de la retraite, le commandement des huit cents hommes qui restent à cheval; VII, 37, 113, 116, 144. — Commande en 1812; se distingue à Lutzen; est blessé à Leipzick; VII, 205, 207, 225, 269.

LATOUR, abbé. Supposé l'auteur des rapports et discours de Talleyrand à l'assemblée constituante; II, 303. — On affirme cette assertion; VIII, 331.

LATOURNAIS, lord. Quitte la France après avoir été chargé d'y négocier la paix (1808); VI, 216. — Cite pour cette mission; IX, 51.

LAUDON, général autrichien. Obtient des avantages dans le Tyrol; V, 8.

LAUREN, général autrichien. Conseiller de l'archiduc Jean à la bataille de Hohenlinden; V, 412.

LAVAT (de), marquis, gouverneur de la

**Basilla.** Ordre qu'il reçoit; son improyance, ses préparatifs; il est massacré après avoir rendu la place; insulte particulière qui l'empêche de soutenir une défense; II, 67, 72 à 75, 81.

**LAUSOT.** un des fournisseurs qui ont prêté de l'argent à Buonaparte pour opérer le 18 brumaire; V, 160.

**LAURAGUAM (de),** comte. Cité; II, 217.

**LAURENCE-VILLEDEIRU.** Son vote dans le procès du roi; III, 374, 401.

**LAURENROT.** Son vote dans le procès du roi; III, 372.

**LAURENT (de Lot-et-Garonne).** Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**LAUREAT (du Bas-Rhin).** Son vote dans le procès du roi; III, 381, 388.

**LAURANT (des Bouches-du-Rhône).** Son vote dans le procès du roi; III, 381, 399.

**LACRENTIS,** inspecteur de l'Université. Démonstrateur de Ferlus; V, 192.

**LACROIX (général).** Fait preuve de bravoure à l'affaire de Raab; VI, 412. — Envoiy de Napoléon auprès de Kutusoff lors de la campagne de Russie; il échoue dans sa mission, de ses tentatives; de son origine irlandaise; VII, 138 et suiv. — Commande un corps dans la campagne de 1813; est fait prisonnier à Leipsick; VII, 200, 207, 215, 233, 256, 259. — Pair de France; ministre de la maison du roi; parvenu de la révolution; favori de Napoléon; fidèle à la légitimité; IX, 38, 79. — Nommé maréchal de France; commande en Espagne (1813); IX, 138, 148. — Quitte le ministère; nommé ministre d'état et grand-veneur; de sa rapide fortune; IX, 184.

**LACROIX-DUPERRAY.** Cité avec éloges pour son ouvrage sur les persécution des protestants dans le Midi (1815); VIII, 266.

**LACROIX (de),** duc. Cité pour ses Mémoires; I, 160.

**LALAYETTE.** Condamné à mort après les cent-jours; sauvé par sa femme; VIII, 253.

**LALAYETTE, général.** Au service de Murat; il occupe Rome (1814); VII, 325.

**LALAY (de),** de la chambre des députés. Signataire de la protestation contre l'exposition de Manuel; IX, 116.

**LALAY, général.** Reçoit à Saint-Domingue les premières négociations de Toussaint-Louverture; IV, 216.

**LALAYOTTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 373, 398.

**LALAYOTTE.** Agent contre-révolutionnaire à l'époque du 18 fructidor; V, 35.

**LALAYOTTE, célèbre chimiste.** Guillotiné avec les autres fermiers généraux; avait demandé un sursis pour terminer des expé-

riences saluaires à l'humanité; réponse barbare de Colloval; mot du mathématicien Le gérando, IV, 198.

**LALAYOTTE, secrétaire de Cambacérès.** Cité avec éloges; IX, 167.

**LALAY.** Effet de son drame intitulé *L'Ami des lois*, suspendu par la commune de Paris; III, 421.

**LALAY.** Prise de cette ville par Bernadotte; V, 7. — Macdonald la fait capituler; VI, 406. — Voir Congrès.

**LALAY, acteur.** Par ordre du gouvernement provisoire, il chante, à l'Opéra, des couplets devant les souverains alliés; VII, 415.

**LALAYOTTE, conjuré du 10 août;** III, 150, 159.

**LALAY.** Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398. — Membre du comité de salut public; décret d'accusation le 9 thermidor, et tne le lendemain à l'Hôtel-de-Ville; IV, 252 et suiv., 256, 258.

**LALAY (Joseph).** Cité comme un des promoteurs féroces de la convention; III, 281. — Ses cruautés dans sa mission à Arras; IV, 43, 164. — Barrière convient qu'il a des formes un peu acerbes; exemple de ses crimes; IV, 216, 235. — Cité; IV, 249, 266, 303, 317. — Mis en accusation; condamné à mort; détails horribles de sa conduite dans le Pas-de-Calais; IV, 275, 341, 388 à 391. — Cité; V, 274.

**LALAYOTTE.** Son vote dans le procès du roi; III, 370.

**LALAY, poète.** Qualifie la prière de Guéméné dans une épître; II, 281. — Strophe d'une de ses odes républicaines; V, 30.

**LALAY-TONOU,** ministre des relations extérieures après le 10 août; III, 163, 238. — Nommé républicain qu'il donne à sa fille; ostie à Louis XVI le jugement qui le condamne; III, 307, 403. — Mis en arrestation le 31 mai; IV, 39.

**LALAY, duc de Plaisance.** Membre du conseil des Anciens au 18 brumaire, il fait partie de la commission législative qui remplace momentanément le corps législatif; nommé troisième consul; son caractère politique; littérateur distingué; V, 275, 310 et suiv., 316, 333, 381. — Architrésorier de l'empire, il se montre opposé à l'établissement de la noblesse impériale; mots de lui; VI, 304 et suiv. — Sa mort; notice et éloges; IX, 179.

**LALAY fils.** De brillants services militaires l'ont inscrit dans les fastes de l'histoire; IX, 179.

**LALAYOTTE, ministre autrichien** au congrès de Vérone; 113.

**LALAYOTTE, de la convention.** Son vote

dans le procès du roi; III, 361, 369.

**LACAZE**, de la chambre des députés. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**LACAZE**, général. Son vote dans le procès du roi; III, 363, 374, 397. — Cité pour ses excès révolutionnaires; IV, 43.

**LACAT**. A laissé aux Catalans un souvenir execrable; VI, 72.

**LACAZE**, général. Commande dans la Vendée; cruel envers les prisonniers royalistes; IV, 132.

**LACAZE** (de Loir-et-Cher). Son vote dans le procès du roi; III, 372.

**LACAZE** (de Maine-et-Loire). Son vote dans le procès du roi; III, 374, 397.

**LACAZE**, général. Expédition qui lui est confiée pour remettre Saint-Domingue sous l'obéissance de la métropole; V, 433, 455, 469 et suiv. — Son despotisme et ses exactions entraînent les désastres de l'expédition; il meurt à Saint-Domingue, évacué par les Français; fils d'un marchand de Pontoise, il avait épousé une sœur de Bonaparte, qui rapporta des sommes considérables dans le cercueil de son mari; VI, 13 à 15. — Voir *Pauline*.

**LACOSTA-PUYAUX**, membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 384, 398.

**LACOSTA**, membre du comité de surveillance de l'assemblée législative; III, 27. — Démagogue; III, 335. — Cité dans le procès du roi; son vote; III, 391, 398, 381, 398.

**LACOSTA**, général. Commande sous Moreau (1796); IV, 433, 455. — Habile et brave dans la campagne de 1799, contre les Russes et les Autrichiens; V, 159, 198, 223 et suiv., 235, 246, 294, 334. — Se montre un des meilleurs généraux dans la campagne de 1800; passe le Rhin, prend Memmingen, Aegolshurg, etc.; V, 386 et suiv., 391, 401, 403. — Cité; VII, 470. — Commande un corps en 1815; VIII, 187.

**LACOSTA**, un des juges incorruptibles dans le procès de Moreau; VI, 124.

**LACOUTREUX** - **CAVALIER**, membre du conseil des Anciens. Il défend les accusés du 18 fructidor; sénateur de la première nomination; V, 44, 333.

**LAFAYETTE** (de la Loire-Inférieure). Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**LAFAYETTE** (de Châtigny), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 383.

**LAFAYETTE**, général. Commande une division à la première bataille de Fleurus; cité parmi les héros de la révolution; IV, 213, 214. — Commande sous Jourdan à la bataille d'Aldenhoven, au premier passage

du Rhin (1795), etc.; se fait remarquer à la victoire d'Altenkirchen; IV, 291, 360, 434, 453. — Au passage du Rhin (1797); V, 11. — Accompagne Bonaparte au 18 brumaire; V, 261, 264. — Cité; V, 334. — Nommé maréchal de l'empire; notice; VI, 103, 109 et suiv. — Fait la campagne de 1806; commande un corps à l'école; particularités qu'il rapporte touchant Bernadotte; VI, 224, 229, 237 et suiv. — Prend Dantzig, après un siège mémorable; écrie due de Dantzig; VI, 360. — Cité, notamment à Eckmühl, où il se couvre de gloire; VI, 373, 385, 403, 432. — Commande la vieille garde en 1812; VII, 97. — Se distingue à Montmirail; VII, 342. — Ses paroles naïves après avoir forcé Napoléon d'abdiquer; VII, 437 et suiv. — Rételu de la pairie à la seconde restauration; VIII, 257. — Sa mort; éloge; IX, 27.

**LAFAYETTE** - **DANTONNETTE**. Commande un corps en 1813; VII, 233.

**LAFAYETTE**, chargé d'affaires à Rome; VI, 318.

**LAFAYETTE** - **GIAU**, député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 127.

**LAFAYETTE**. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397.

**LAFAYETTE** (de l'Oise), un des quatre députés opposés au décret qui met Louis XVI en jugement; III, 362.

**LAFAYETTE**. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**LAFAYETTE** (F.), auteur d'un hymne républicain; passage de cette pièce; IV, 132.

**LAFAYETTE**, boucher. Conjuré du 2 août; organise les massacres de septembre; III, 138, 194. — Cité dans le procès du roi; son opinion et son vote; proposition horrible qu'il fait aux Jacobins; III, 310, 352, 378, 398, 412. — Ses violences contre les jacobins au 2 juin; IV, 38. — Opposé au parti de Robespierre le 9 thermidor, il ferme la salle des Jacobins, et en apporte les clefs à la convention; plus tard il défend Fouché; IV, 255, 319.

**LAFAYETTE** (de la Nièvre). Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397.

**LAFAYETTE** - **HOMER**. Loi qui l'institue; adoptée à une faible majorité; vivement combattue au tribunal; V, 473. — Son inauguration dans l'église des Invalides, le 14 juillet 1804, anniversaire de la prise de la Bastille; VI, 129 à 131. — Maintenu par la déclaration de Saint-Ouen; VIII, 12.

**LAFAYETTE**. Une commission est nommée pour vérifier et colliger les actes rendus avant la restauration; on ne voit pas parmi ses membres les jurisconsultes environnés d'estime nationale; IX, 186 et suiv.

**Législature.** — Voir *Corps législatif*.  
**Légitimité** (du droit royal). N'existait pas en France sous ses premiers rois; I, 104. — Comment il faut l'entendre, elle ne découle pas du droit divin; I, 131 et suiv. — L'élection de Bernadotte la montre dans son berceau et dans son principe; VII, 22, 26, 30. — Légitimité de la dynastie des Bourbons; VII, 310. — Véritable légitimité; son objet; VIII, 30, 122, 124. — Hummage dérisoire qui lui rend le congrès de Vienne; VIII, 180.

**Lamor.** Son vote dans le procès du roi; III, 261.

**Lamotte.** On lui doit la dénomination d'assemblée nationale; II, 32.

**Lamarque, général.** Se distingue au combat d'Amberg (1796); IV, 464. — Mérite de grands exploits aux combats de Polotak (1812); VII, 108, 129.

**Lamartine.** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**Lamoureaux.** Occupation de cette ville par le maréchal Davoust; VI, 238. — Bataille de Leipzig (1813), nommée par les alliés la bataille des nations; désastre de l'armée française; VII, 255 à 261.

**Lamoureaux, contre-amiral.** Reçut, dans le baie de Santo-Domingo, le dernier coup porté à la marine française (1805); VI, 204.

**Lamotte (de l'Indre).** Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

**Lamotte (de la Mayenne).** Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**Lamoignon-Dieville, secrétaire de Napoléon.** Proscrit de 1815; VIII, 258.

**Lamoureaux.** Son vote dans le procès du roi; III, 374.

**Lamoureaux.** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**Lamoureaux, agent contre-révolutionnaire.** Arrêté vers le 18 fructidor; V, 46.

**Lamoureaux.** Son vote dans le procès du roi; III, 368.

**Lamoureaux** signataire d'une pétition relative à L.-J. Rousseau; II, 396.

**Lamoureaux (de la Manche).** Son vote dans le procès du roi; III, 374, 397.

**Lamoureaux, général.** Commande dans la Vendée; IV, 347.

**Lamoureaux, constitutionnel de 1791.** Suppose aux proscriptions; III, 3, 21. — Silencieux au 10 août; III, 154.

**Lamoureaux, abbé.** Exemple de son intolérance à l'égard des protestants; I, 391. — Auteur d'un ouvrage anonyme qui fit beaucoup de bruit; I, 489.

**Lamoureaux-Lamoureaux, membre du comité des rapports; II, 103.** — Sénateur, il s'élève contre les proscriptions du 3 nivôse V,

415. — De la minorité indépendante du sénat; VII, 439.

**Lamoureaux, Voir *Traité*.**

**Léon au (Anibal ou la Gasca) cardinal.** En pape; 149, 151.

**Léonard, coiffeur de la reine.** Chargé de porter le bâton de maréchal de France à Bouillé; II, 368.

**Léonard, ingrat.** Couvra le grand Sobieski; V, 22.

**Léopold II, grand-duc de Toscane.** Succède à l'empereur Joseph II; II, 107. — Se déclare contre la révolution française; II, 325, 382. — Signe la déclaration de Pillnitz; II, 396, 398. — Écrit aux puissances pour qu'elles cessent leurs dispositions contre la France; III, 21. — Des explications lui sont demandées par la France; son office, dont la rédaction est attribuée à Barnave, Dupont, etc.; il fait une alliance avec la Prusse; sa mort; de son administration en Toscane; III, 51 à 53, 59 à 65; VII, 11.

**Léopold.** Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**Léopoldine-Saint-François, président de l'assemblée constituante.** Il répond à des artistes que le siècle de Louis XIV sera effacé par le siècle de la nation; II, 241. — Un des secrétaires de la convention lors de l'interrogatoire de Louis XVI; son vote; assassiné par Paris; III, 292, 286, 399. — Pétition fait son panégyrique; David dessine son apothéose; IV, 30, 44.

**Léopoldine (l'Élis), frère du précédent.** Proscrit sous le gouvernement consulaire; V, 290, 294, 415. — Membre de la chambre des représentants; commissaire extraordinaire de l'empereur dans la Suisse inférieure; son extrême générosité à l'égard de M. Dambray (1815); VIII, 173, 298.

**Léopoldine.** Egare par des principes démagogiques; III, 4. — Député par l'assemblée après des septembriseurs; III, 198. — Son vote dans le procès du roi; III, 376, 397. — Cité pour ses actes révolutionnaires; IV, 43, 172.

**Léopoldine, prévenu et acquitté dans l'affaire de Nantes; IX, 99.**

**Léopoldine.** Occupation de cette ville par les Français (1813); IX, 162.

**Léopoldine (d'Encre-et-Loir).** Son vote dans le procès du roi; III, 368, 400. — Un des rédacteurs de la consultation directoriale; IV, 322.

**Léopoldine-Séverin.** Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**Léopoldine.** La postérité connaît son nom; III, 16. — Cité dans la guerre de la Vendée; IV, 29, 31, 34, 54, 59, 70, 91, 98. — Reçoit une blessure mortelle au combat de la Tremblaye; un des chefs roya-

listes qui se montraient braves et humains; IV, 120, 133, 300, 428. — Cité; V, 353.

**Lise-nation** (crimes de). Sont défrisés au Châtelet, puis au tribunal criminel d'Orléans; II, 168, 288.

**LESIGRETS**, de la chambre des députés. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**LEVASSEUR-BEAUVAIN**. Son vote dans le procès du roi; III, 316, 401.

**LEVASSEUR**. Son jugement cité comme avertissement contre la peine de mort; II, 345.

**LEVOISSEUR** (de la Manche). Son vote dans le procès du roi; III, 314, 397. — Membre du directoire, première nomination; homme nul; IV, 402 et suiv. — Remplacé par Barthélemy; plénipotentiaire aux conférences de Lille; assistant directeur, s'était opposé à un coup d'état; V, 15, 19, 28, 69.

**LEVOISSEUR** (de la Sarthe), conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.

**Lettres de cachet**. Leur suppression préparée par Mirabeau; il en fut distribué cent cinquante mille sous Louis xv, et quatre mille sous Louis xvi; I, 281, 282. — Leur suppression demandée par La Fayette dans la première assemblée des notables; I, 280. — Louis xvi cause un arrêt du parlement contre leur émission; I, 289. — Arous effrayant qu'on en a fait; mal d'un ministre; II, 86 et suiv. — Manuscrit de Mirabeau acheté par le gouvernement; la police en saisit plus de six mille exemplaires; II, 170. — Sont abolies par l'assemblée constituante; II, 212. — Elles avaient été pour inventeur le père Joseph, sous le cardinal de Richelieu; III, 27. — Elles étaient, sous Louis xvi, la juste conséquence du droit divin; on y était façonné; VII, 481.

**Letras ou fidèles**. Leur établissement sous Clovis; bisecté corrompus, favorisent les usurpations royales; usurpateurs à leur tour; I, 108, 109, 111 à 113.

**LEVASSEUR** (de la Meurthe). Son vote dans le procès du roi. III, 316, 397.

**LEVASSEUR** (de la Sarthe). Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

**Lois en maxims**. Lois de 1793; IV, 79. — Voir *Armée, Conscript, Gardes nationales, Requisition*.

**Lois (les)**. Leur noblesse est moins belle que celle des monarches de l'empire; VI, 126.

**LOUIS**. Son vote dans le procès du roi; III, 399, 400.

**LOUIS**, ministre autrichien. Accusé de trahison au Radstadt; V, 178.

**LOUIS**, officier municipal qui présidait aux massacres de septembre, III, 102.

**Libelles**. Voir *Pamphlets*.  
**Libéraux**. Députés qui siègent à gauche dans la chambre des députés (1830); leurs maxims; VIII, 419. — Calomniés par Bellart; IX, 14.

**Liberté de la presse**. Ne reçut aucune atteinte sous l'assemblée constituante; II, 484. — Portée jusqu'à la licence sous l'assemblée législative, qui la viola dans ses derniers temps; III, 85, 234. — Voir *Journaux*. — Violée par le directoire au 18 fructidor; esprit des feuilles publiques à cette époque; V, 54 et suiv., 61 et suiv. — N'existe plus sous le gouvernement consulaire; V, 380 et suiv. — Un arrêté des consuls établit la censure, pour assurer la liberté de la presse; décret impérial qui renouvelle cet arrêté; VI, 51 et suiv., 282. — Les violations qu'elle subit sous le régime impérial sont un des griefs de l'acte de déchéance de Napoléon par le sénat; VII, 412. — Un arrêté du gouvernement provisoire défend toute expression outrageante contre le gouvernement renversé; écarts d'écrivains célèbres; VII, 418 et suiv. — Dans quel sens Napoléon permettait qu'elle existât; VII, 471 et suiv. — Garantie par la déclaration de Saint-Denis; par la Charte; VIII, 13, 43. — Loi qui établit la censure préalable pour les écrits de vingt feuilles et au-dessous, présentée par l'abbé de Montesquiou; essai critique (1814); VIII, 62 à 79. — Effet de cette loi; l'abolition de la censure est une des promesses de Napoléon dans les cent-jours; VIII, 126, 132, 151, 156, 159. — Voir *Journaux*. — Rejet d'un projet de loi sur la jurisprudence de la presse (1817); VII, 395, 420. — Loi de répression (1819); VIII, 460, 464. — Rétablissement de la censure (1820); IX, 7, 12 à 12. — La censure est maintenue (1821); IX, 66. — D'après une autre loi, la censure est suspendue, mais elle peut être rétablie sur une simple ordonnance; IX, 85. — Rétablissement de la censure; elle est suspendue à l'avènement de Charles x; IX, 186, 203 et suiv.

**Liberté des cultes**. — Voir *Culte*.  
**Liberté individuelle**. N'a jamais été atteinte qu'en Angleterre et aux États-Unis; I, 43. — Lois qui la suspendent en France se sa le gouvernement royal (1815 à 1817); VIII, 291 et suiv., 371 et suiv. — Privée de toute garantie: un citoyen peut être arrêté et tenu, sans être jugé, sur un ordre de trois ministres; souscription nationale en faveur des victimes (1820); IX, 7, 10, 12.  
**Libertés nationales**. Leur violation fut le plus grand crime que put se commettre

tre le chef d'une nation; I, 97. — Leur règne est celui de Charlemagne; I, 103. — Châtreaux par les leudes, les *Adels*, les seigneurs; I, 112 à 116. — On les retrouve en fouillant l'histoire de France; sont en parties rachetées par les communes; I, 147 et suiv., 153. — Perdus par l'établissement de troupes soldées; I, 168. — Étouffés sous Louis XIII et XIV; I, 199. — Voir *Nippon*, *Ministère depuis la restauration*, *Charte*, *Liberté de la presse*, etc.

*Licence*. Voir *Elocus continental*.

LION. Son vote dans le procès du roi; III, 366, 400.

LILLES. Insurrection démocratique dans cette ville; II, 125. — Les Antriebiens rétablissent de prince-évêque; le prince Ferdinand de Rohan prend la fuite; II, 180. — Prise de cette ville par Jordani; IV, 118.

LIXAON. Substitut de Fouquier au tribunal révolutionnaire; IV, 210.

LIECHTER. Dirige un club contre-révolutionnaire, payé par la cour; II, 435.

LIGNY (sous Fleurus). Les Français y remportent une victoire deux jours avant Waterloo; VIII, 200 à 203.

LIGUE (*antique*). Henri III en fait le chef par lettres; I, 187. — On n'en connaît pas encore tous les crimes; I, 199.

LIGUE. Bombardement de cette ville; le courage de ses habitants en fait lever le siège; III, 247. — Louis XVIII avait eu le dessein de s'y renfermer pendant les cent jours; VIII, 145.

LILIAON, traître suédois. Il révèle une conspiration imaginaire contre le prince royal (Bernadotte); peine qu'il subit; VIII, 380.

LIGNY. Voir *Robinet-Lindet*.

LIGNY. Ses *Mémoires sur la Bastille* ont contribué au renversement de cette forteresse; I, 281. — Cite comme un dérivain du ministre Brienne; I, 406. — Guillotiné; IV, 319.

LIGNY, général autrichien. Battu par Muller; V, 237.

LIGNY, contre-amiral. S'empare du vaisseau anglais *l'Amiral*; V, 438.

LILIAON. Occupation de cette capitale par les Français (1807); VI, 391.

LIGNE CIVILE. Fixée à vingt-cinq millions par l'assemblée constituante, sur la proposition du roi; II, 324, 325. — Fixée à la même somme par la chambre des députés (1814), avec déduction de la couronne; elle est assaillie par les hommes de l'ancien régime; VIII, 39, 127.

LIVONIE. Occupation de cette ville par le général Vukob; IV, 465.

LIGNE-ROUGE. Sommes qui y sont portées

en faveur de l'abbé Maury et de Mirabeau; II, 169 et suiv. — La communication en est exigée par l'assemblée nationale; il est publié; examen de ce registre de folles dépenses et de déprédations; II, 211, 214 à 223, 373.

LIGNY. Conquête de Saint-Cyr y remporte une victoire; VI, 308.

LIGNY. Citations, avec d'Agès, de ses *Mémoires sur l'Espagne*; VII, 166, 211, 247, 265, 320, 356.

LIGNY. Victoire mémorable de Maréchal, celle qui commence sa réputation; elle ouvre l'Italie aux Français; IV, 45.

LIGNY. Son vote dans le procès du roi; III, 363.

LIGNY (pont de). Quatrième victoire mémorable de l'armée d'Italie sous Bonaparte; IV, 451.

LIGNY. Son vote dans le procès du roi; II, 384.

LIGNY. Prise de cette ville par les Français (1813); IX, 133.

LIGNY. Réponse en 1799, contre les parents d'émigrés et les nobles; on s'est pu flatter de tarif des assassinats; révoquée par les ennemis; V, 213, 291.

LIGNY. Proclamée au Champ-de-Mars; II, 167. — Proclamée à la convention; IV, 47, 491. — Abolie par la convention; IV, 47.

LIGNY. On prisme qu'elle a été écrite par le fils de Clovis; ce qu'elle est; la disposition qui rasait les femmes de la couronne n'a pas toujours été observée; critiquée par Solly; I, 143, 140, 143 et notes.

LIGNY. Invoquée par Barrère; font faire la justice; II, 384. — Voir *Chambre des députés*, *Ministère depuis la restauration*.

LIGNY. Son vote dans le procès du roi; III, 366, 400.

LIGNY. Se laisse guillotiner à la place de son fils; IV, 328.

LIGNY, général. Reprend le Saint-Gothard sur les Bâlois (1799); V, 238. — L'insurrection d'un ordre qui lui avait été donné (Espagne); VI, 348.

LIGNY-LIGNY. Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

LIGNY. Voir *République d'empire*, *Italie*.

LIGNY. Son vote dans le procès du roi; III, 364.

LIGNY. Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399.

LIGNY. La nouvelle de la mort de Louis XVI y occasionne un deuil général; III, 457.

LIGNY (bureau des). Sa création sous la convention nationale; IV, 338.

LOREWS. Prise de cette ville; décret qui déclare qu'elle sera détruite; évacuée par les Prussiens; III, 179, 185, 248.

LOREZ, général. Commande sous Le courbe en 1800; V, 387.

LORENAIS (ss), cardinal. Monstre de fanatisme; I, 183.

LORENA-SOLZKAV (ss), major de la Bastille. Il est massacré; II, 74.

LOTÉRIE (la). Somme qu'en recevait le préfet Dubois; supprimée par la convention comme institution immorale; IV, 138, 163. — Rétablie par les consuls, sous le directoire; les consuls portent à trois, au lieu de deux, les tirages par mois, et ils auront tiré désormais dans cinq villes; V, 73, 405.

LOTHAR. Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

LOUIS (du Bas-Rhin). Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

LOUIS (prince de Prusse. Tué au combat de Saalfeld (1806); VI, 236.

LOUIS (archiduc). Battu dans la campagne de 1809; VI, 387 et suiv., 390.

LOUIS (abbé). Charge du ministère des finances sous le gouvernement provisoire (1814); il fait remettre au trésor une somme considérable que se partageaient les hommes de l'ancien régime; il est maintenant à ce ministère par le roi; VIII, 3, 19. — Reprend les mêmes fonctions après les cent jours, quitte le ministère; son éloge; VIII, 248, 280. — Cité honorablement comme député; VIII, 340, 379. — Rappelé au ministère des finances; VIII, 440, 450. — Perd son rang de ministre d'état pour avoir manifesté des opinions constitutionnelles; IX, 93.

LOUIS-LE-GROS. Comment il faut le louer de l'affranchissement qu'il vendait aux communes; I, 181, 183.

LOUIS 12. A été trop long; il était plus facile d'en faire un saint qu'un grand homme; fonda le despotisme judiciaire au profit de la couronne; tableau de son règne; I, 168 et suiv. — Cité; III, 438.

LOUIS 21. Grandes qualités de ce prince; ses fautes; ont lui doit l'unité de la monarchie française; I, 175 et suiv. — Le plus fourbe des rois; il créa le premier ordre français; V, 474. — Une de ses lois reproduite contre les recuteurs de George Cadoudal; VI, 116. Le premier il appela en France des troupes mercenaires (les Suisses); VIII, 108.

LOUIS 211. Un des quatre rois qu'un Français puisse louer, et l'un des deux que le peuple ait honorés de ses larmes; I, 168, 171, 207. — Roi-citoyen; ses fautes comme prince; introduit la vénalité; I, 178 et suiv. — Cité; VII, 464.

LOUIS 2111. Ne sut que se mettre entre les mains d'un prêtre et sous la protection de la Vierge; I, 77. — Pauvre monarque, surnomme le Juste parce qu'il était né sous le signe de la balance; sans justice et sans affection pour ses peuples; I, 197 et suiv. — Fait une loi de l'esclavage à l'égard des nègres; I, 308. — Mœurs de son règne; I, 320 et suiv. — Cité; il approuva l'assassinat du maréchal d'Ancre; VIII, 33, 367. — Sa statue sera rétablie sur la place Royale; IX, 105.

LOUIS XIV. Mauvais roi, Bête de la France; examen de son règne, trouvé bien petit auprès du gouvernement de Napoléon; parallèle; I, 69 à 100, 320. — Vend la noblesse; I, 179. — Son despotisme; n'a aucun droit de revendiquer les grands hommes de son règne; aimait les grandes heures; mais n'en faisait pas par lui-même; I, 198, 202 et suiv. — Réponse d'un coarcté sur sa résidence de Saint-Germain; I, 208 (à la note). — Sa tranquillité de conscience touchant les misères du peup; le; inscription qu'il fit placer sur une forteresse de Marseille; ses petitesesses; I, 218 et suiv. — Affaiblit les liens de les ténér; et la pensée de donner pour successeur à Colbert un ancien valet de chambre; I, 281, 285. — Fait une loi de l'esclavage à l'égard des nègres; I, 308. — Son exclamation après une bataille perdue; I, 312. — Sa législation cruelle à l'égard des protestants; I, 380 et suiv., 390. — Porte le deuil de Cromwell; I, 416. — Courte durée de son despotisme; II, 49. — Reçut un imposteur sous le titre d'ambassadeur persan; II, 234. — Sa mémoire est défendue par l'abbé Marray; II, 241. — Cité; II, 275. — S'était affilié aux jésuites; III, 426. — Imité dans le pouvoir absolu par des prétendus républicains; on ne doit plus vanter; on passage du Rhin, comparé à celui de 1795; IV, 18 et suiv., 360. — Ne visita jamais le canal du Languedoc, qui devait immortaliser son règne; V, 486. — Les prêtres et les poètes ne l'ont loué que sur ses victoires; moins grand et moins brave que Napoléon; VI, 182, 190 et suiv. — Cité dans le même parallèle; VII, 478, 494, 497. — Cité; VIII, 33, 359; IX, 55. — Sa statue est rétablie sur la place des Victoires; critique de ce monument; mention de celui qui existait avant la révolution; IX, 108.

LOUIS XV. Mot de Voltaire qu'on lui a prêté; I, 47. — R-connaît dans un édit que l'état seul a le droit de disposer de la couronne; I, 141. — Ce qu'il doit au cardinal de Fleury; I, 181. — Refuse la dédicace de la *Henriade*; I, 208. — Honte et déshonneur de son règne; I, 221 et suiv., 226, 281.

LOUIS XV. Mot de Voltaire qu'on lui a prêté; I, 47. — R-connaît dans un édit que l'état seul a le droit de disposer de la couronne; I, 141. — Ce qu'il doit au cardinal de Fleury; I, 181. — Refuse la dédicace de la *Henriade*; I, 208. — Honte et déshonneur de son règne; I, 221 et suiv., 226, 281.

es suiv. 317. — Son mot sur la violence de la monarchie; I, 380. — Sa législation cruelle à l'égard des protestants; son serment; I, 380 et suiv., 386. — Comment Frédéric II distinguait son règne; de la Dubarry; qui eut le projet de l'épouser; II, 217 à 219. — Lettre d'exil qu'il adressa à Choiseul, grand ministre qui sauva la France, tandis que lui-même l'avilissait et ruinait la monarchie; VI, 202 et 203. — Cité pour ses dissolutions; VII, 476, 495. — Cité; VIII, 33, 38. — Sa statue devant être rétablie sur la place qui portait son nom; IX, 105.

LOUIS XVI. Se verra forcé de rétablir les assemblées nationales; I, 88. — Dans quel état il trouve et les affaires et les mœurs; I, 380, 385, 391, 394, 397, 399. — Homme à qui il réclame au principe de la publicité en fait d'administration; I, 347. — Jouet des petites cabales qui lui avoient fait placer et déplacer quinze ministres, il abandonne, puis reprend ses projets de réforme, mais défend au parlement d'informer contre Calonne; I, 349, 356, 361, 364, 368. — Tient un lit de justice à Versailles, pour ordonner l'enregistrement de nouveaux impôts; I, 368. — N'a de volonté que celle de son ministre; tient un lit de justice pour faire enregistrer un édit d'emprunt montant à quatre cent quarante millions; il exile les opposants; I, 374 et suiv. — Casse un arrêt du parlement contre les lettres de cachet; I, 379. — Rend aux protestants l'usage des droits civils; *ibid.* — Abolir la torture préparatoire; I, 392. — Le coup d'état contre les parlements lui aliène l'affection du peuple; I, 404. — Tient un lit de justice pour l'établissement d'une cour plénière qui périt dans son germe; I, 415. — Ses irrésolutions; I, 409. — Reçoit les ambassadeurs de Tippon-Saeb, et ne profite pas de leurs offres; I, 419. — Répond au parlement qu'il se concertera avec la nation assemblée; s'honore en restituant à la nation l'usage de ses droits; I, 439, 460. — Améliorations et projets qu'il a effectués ou tentés depuis son avènement jusqu'à la convocation des états-généraux (legislation, sciences et arts, voyages, etc.); I, 477 à 498. — Sa présence à la procession des états-généraux laisse le peuple dans un profond silence; II, 1. — Son discours à l'ouverture des états-généraux; réflexions critiques; II, 6, 10. — Il cherche à concilier les trois ordres; II, 28. — Il perd un Glai on l'effraie sur les empiétements du tiers; II, 28. — Tient la mémorable séance au lit de justice du 22 juin; conséquences; II, 40 à 52. — Accorde la grâce à plusieurs soldats des gardes françaises détenus

pour insubordination, et délivres par le peuple; II, 60. — Il renvoie Necker; faiblesses de son caractère; II, 66 et suiv. — Il refuse l'éloignement des troupes et l'établissement de la milice bourgeoise, qu'il confirme trois jours après; II, 69. — Apprend la prise de la Bastille non par ses ministres, mais par le duc de Liancourt; réflexions sur la conduite qu'on lui fait tenir à l'égard du peuple et de l'assemblée; ses paroles; vices de son éducation; II, 76 à 84. — Supprime la position du corps de plat de saire; II, 87. — Se rend à l'assemblée pour éviter le coup d'état préparé contre elle; il la reconnaît, et approuve l'insurrection; il signe le rappel de Necker; effets que produit sa démarche; II, 90 à 95. — N'a plus auprès de lui que le comte de Provence (Moniteur); il lui confie la régence dans la crainte qu'on n'attente à ses jours; il se rend à Paris, et revient à Versailles après avoir légitime la révolution; approuve la garde nationale, et défend aux personnes de son service d'en revêtir l'uniforme; II, 95 à 102. — Choisit de nouveaux ministres parmi les députés, et en fait part à l'assemblée; II, 108. Ne connaît pas sa position; regarde comme un crime le vœu pour la constitution anglaise; II, 126, 128. — Sanctionne les décrets de l'assemblée; ses observations; ses motifs; II, 135, 147 et suiv., 176. — On projette son départ ou son enlèvement; se rend au repas des gardes-du-corps; son indifférence à l'approche de l'armée parisienne le 5 octobre; II, 146, 154 et suiv., 157, 159. — Vient occuper les Tuileries; II, 163. — Se rend à l'assemblée d'après le conseil de Mirabeau; son discours; il accepte solennellement les décrets constitutionnels; II, 196 et suiv. — Cite dans quelques particularités relatives au comte de Provence; II, 204, 206 et suiv. — Circonstance honorable dont il est l'objet à l'occasion du *livre-rouge*; sa prime et ses exactions relativement aux dettes du comte d'Artois; faveurs extraordinaires qu'il prodigue aux Polignaux; II, 211, 215, 216 et suiv. — Fais lui-même sa liste civile; II, 232. — Sa lettre à La Fayette pour lui adjoindre Mirabeau; II, 242. — Son serment à la première fédération; II, 253. — Décide à protester en secret contre les décrets de l'assemblée; cède à d'importunes sollicitations en acceptant celui qui exige un serment du clergé; dénonce les dispositions hostiles des émigrés; renvoie les nobles qui veulent tenter une contre-révolution; II, 261, 275, 281, 286. — Ses relations avec Mirabeau; II, 196, 292, 295 et suiv., 299, 300, 313. — Empêche de se rendre à Saint-Cloud



pendent la semaine sainte; est sous l'influence des terreurs religieux; II, 305 à 307. — Répond au département qu'il ne songe pas à son départ, et il avait commandé les relais; fait écrire à ses ambassadeurs qu'il adopte la constitution et envoie des agents secrets pour démentir cette lettre; justifie sous quelques rapports; II, 308 à 315. — Proteste en secret contre plusieurs décrets; II, 346. — Son événement; arrêté à Varennes; ramené à Paris, il est suspendu de ses fonctions; ce qu'il déclare aux commissaires de l'Assemblée; détails et particularités; II, 347 à 358, 386. — Déavoue les enrôlements faits en son nom par les émigrés; considéré comme dans un état de mort politique, il n'assiste pas à la seconde fédération; II, 382, 385. — L'Assemblée lui rend le pouvoir exécutif en présentant l'acte constitutionnel à son acceptation; d'après son désir, une amnistie générale est proclamée; il prête serment à la constitution; prononce un discours pour la clôture de l'Assemblée constituante; est salué par des acclamations universelles; II, 431, 436 à 438, 438 à 440. — Recommande l'esprit d'union à l'Assemblée législative; adresse une proclamation aux émigrés pour qu'ils se rallient à la constitution; écrit dans le même sens à ses frères; met son veto sur un décret contre les émigrés, et leur fait une seconde invitation; III, 5, 12, 13. — Annonce qu'il prend des mesures pour faire respecter ses déclarations au dehors; met son veto sur un décret contre les prêtres non sermentés; réclame de l'électeur de Trèves qu'il s'oppose aux rassemblements de Français; III, 29 et 30. — Sa conduite timide contre-révolutionnaire; intéressé dans les opérations mercantiles de Dandré; III, 38, 43 et suiv., 50, 52, 67. — Il sanctionne le séquestre sur les biens des émigrés; sa lettre autographe à l'empereur d'Autriche pour lui annoncer qu'il a accepté la constitution; dénonce à l'Assemblée un traité entre ses frères et le prince de Hohenlohe; III, 59, 69, 74. — Cède à Dumouriez pour la déclaration de guerre, qu'il propose lui-même à l'Assemblée; III, 76, 78 et suiv. — Sa lettre autographe au roi d'Angleterre pour lui proposer une alliance; refuse de sanctionner la déportation des prêtres non sermentés; un décret licencie sa garde constitutionnelle; il réitère son veto sur la formation d'un camp près Paris; trahi par ses ministres, il en prend d'autres; on lui prépare un nouveau projet d'évasion; III, 84 à 93. — Son outrage au 10 juin; reçoit et met le bonnet rouge; III, 94 et suiv. — Plusieurs

moyens d'affranchissement lui sont proposés; il les refuse; réitère l'historique de Charles 1<sup>er</sup> et l'imitation de Jésus-Christ; démontre ses défenses; se borne à déclarer, par une proclamation, qu'il ne violentera pas de sa main; III, 97 à 105. — Abandonné de ses ministres, il fait de nouveaux choix; assiste à la troisième fédération; sa déchéance est demandée; III, 115, 116, 119, 126, 128 à 131, 156. — Sa conduite et sa position au 10 août; III, 133 à 157, 161. — Conduit au Temple; on veut lui offrir l'horrible spectacle de la princesse de Lamballe assassinée; III, 166 et suiv., 168 à 169. — Accuse dans un premier rapport sur les papiers de la liste civile; comment fut considéré par l'Assemblée législative; régime qu'il subit au Temple; III, 177, 183 et suiv., 185 et suiv. — Des pléins pouvoirs qu'il avait donnés à Breteuil pour agir à l'étranger; accusé par les jacobins et par les émigrés; III, 250 à 254. — Voir *Proteste de Louis XVI*. — On lui enlève tout instrument tranchant, ainsi qu'à sa famille; Manuel lui fait ôter ses décorations en lui apprenant la fondation de la république; III, 289. — Est amené devant la convention; son interrogatoire; III, 291 et suiv. — Est entièrement séparé de sa famille; sur sa demande, on lui accorde un cabinet; il choisit Target et Tronchet; le premier refuse; Malherbes le remplace; ils s'adjointent Desaix; III, 191 et suiv., 311. — Défense à son valet de chambre de communiquer avec quiconque soit; ses défenses ne l'entraînent qu'en présence des officiers mousquetaires; III, 301. — La permission de voir ses enfants, lesquels ne pourront communiquer avec leur mère ni avec leur tante, lui est accordée après de vifs débats; III, 307 et suiv. — Sur la demande qu'il fait de se raser lui-même, on le lui permet, mais en présence de quatre commissaires; on refuse les ciseaux qu'ont demandés sa femme, sa sœur et sa fille; un dentiste lui est refusé, quoiqu'il se plaigne d'une fluxion; il écrit son testament; III, 311 et suiv. — Il paraît de nouveau devant la convention; paroles qu'il prononce après son défenseur; III, 319 à 323. — Adresse à ses juges une protestation qu'ils déclarent nulle; III, 327, 328. — Il peut voir sa famille; mission de Cambacérès; on lui notifie le jugement qui le condamne; il demande un sursis de trois jours, qui lui est refusé; III, 407, 410 et suiv. — Détails de son exécution; ses dernières paroles; III, 411 et suiv. — Notice sur ce prince; parallèle historique de Louis XVI et de Charles Stuart; III, 419 à 426, 427 à 429. — Cinq

IV, 35, 323, 330. — Justice qu'il avait rendue au général Barbantanne; V, 439. — Iniquité de sa condamnation; VI, 395. — Abandonné du peuple parce qu'il n'ajoutait rien à la gloire des armes; VII, 495. — Malesherbes lui avait proposé de donner une constitution libre à la France; ses prédécesseurs lui légèrent la défiance de la nation; VIII, 32 et suiv. — Ses restes sont exhumés; il s'élève des doutes sur la sincérité des procès verbaux; VIII, 56. — Il est dérogé aux saintes dispositions de son testament par la loi d'amnistie; deuil général; monuments érigés en commémoration de sa mort; VIII, 322, 327.

LOUIS XVII (le dauphin). Le roi le porte dans ses bras au repas des gardes-du-corps; II, 145, 157. — Quitte Paris et revient de Varennes avec ses parents; II, 351, 370. — Les suit à l'Assemblée le 10 août; au Temple; III, 148 et suiv., 169, 246. — Voir Louis XVI. — Est reconnu pour roi par Maximilien, qui prend le titre de régent; III, 469. — S'oppose de sa mère dans la prison du Temple; est excepté du décret de déportation; réduit au strict nécessaire dans sa prison; IV, 54, 66, 91. — Proclamé par les insurgés de Toulon; IV, 82, 168. — On essaye de le faire déposer contre sa mère, qu'en accuse ensuite d'avoir voulu le corrompre; IV, 118, 126 et suiv. — Il meurt; particularités qui annoncent un crime commis sur sa personne; IV, 311, 334 à 336.

LOUIS-STANISLAS-XAVIER, comte de Pro vence (Louis XVIII). Son opposition au ministère de Calonne lui mérite les acclamations du peuple, qui jette des fleurs sur son passage; I, 359. — Son vœu patriotique pour la représentation nationale; sa neutralité plus tard; avait assisté en grande loge au *Marriage de Figaro*; I, 440. — Il n'aide ni ne contrarie la révolution; convient de l'injustice et du danger de dépouiller la nation de ses droits, etc.; II, 62. — Appuie une démarche constitutionnelle du roi, qu'il accompagne à l'Assemblée nationale; II, 90, 91. — Sa popularité spécialement ménagée; la régence lui est conférée par le roi, qui craint qu'on n'ôte à ses jours; II, 99, 100. — Sa tranquillité pendant les événements des 5 et 6 octobre; II, 163. — Se rend à l'Hôtel-de-Ville; est conduit dans l'affaire Favras; autre anecdote curieuse; II, 180 à 184, 204 à 207. — Porté sur une chaise pour plusieurs millions; l'entretien de ses écuries était de 800,000 fr. par an; II, 216, 220 et suiv. — Avait reçu de son frère la résidence de l'île d'Aden; II, 238. — Bruit de son départ; il se cache d'abord, puis donne sa

parole qu'il ne sortira pas de France; II, 285. — Donne secrètement avis du départ de la famille royale et du sien, qu'il effectue heureusement; critique de la relation qu'il en a donnée; II, 313, 325. — Protège la déclaration de Pillnitz; II, 396. — Écrit à Louis XVI pour lui annoncer les dispositions des puissances; II, 422. — Cité d'après le *Moniteur*; est sommé de rentrer dans le royaume; réponse qu'il fait à une lettre de Louis XVI; III, 12, 17 et 18, 22. — Mis en jugement en France; déchu de son droit à la régence; III, 50, 51. — Calomnié par Bertrand-Molleville; il conclut avec le prince de Hohenlohe un traité, dénoncé par le roi à l'Assemblée; III, 68, 74. — Signe la déclaration des princes, dont la rédaction lui est attribuée; III, 12 et suiv. — En opposition avec le baron de Breteuil, qui lui refuse ses pleins pouvoirs; oublie son portefeuille à Verdun; III, 250 à 252. — Il prend à Hain le titre de régent; III, 459. — L'échange de la fille de Louis XVI se négocie par son ordre; IV, 63, 407. — Reconnu comme régent par les insurgés de Toulon; IV, 168. — En relation avec Pichegru; IV, 306, 412, 434, 453. — Sa correspondance avec Charlotte; IV, 313, 315, 358 et suiv., 361. — Prend le titre de roi; lettre qu'il adresse au duc d'Harcourt, son chargé d'affaires à Londres, sur sa situation (1793); décide à se rendre dans la Vendée, pour y tenir la conduite de Henri IV, il en est empêché par d'Avary; IV, 372 à 377. — Avait des intelligences à Paris au 13 vendémiaire; il autorise une fabrication d'assignats en Bretagne; IV, 380, 410. — N'était pas le monarque désiré par les Vénitiens; l'Autriche, qui le nomme comte de Lille, ne le reconnaît roi de France que s'il lui accorde des cessions de territoire et la main de la fille de Louis XVI pour le prince Charles; il refuse; IV, 425, 430 et suiv. — Traité en secret avec Barras; IV, 466. — Est contraint de quitter les états de Venise; vient à l'armée de Condé, y passe la revue de ses régiments de Champagne, de Flandre, etc. composés chacun de dix à quinze hommes; l'Autriche exige qu'il s'éloigne, et tente de le faire enlever; blessé d'un coup de feu par une main inconnue; IV, 450, 453 à 459. — En relation avec Moreau; IV, 464 à 469. — Avec les conjurés de 18 fructidor; abandonné par Barras; en 1814 il rappelle au général Férinon un fait qui prouve ses intelligences avec Moreau des l'an VI; V, 26, 30 à 36, 47 et suiv., 51, 67, 106. — Quitte Blankembourg, où il vivait sous le nom de comte de Lille, pour se rendre en Russie; V, 96. — Reçoit sa

asyle en Prusse; l'empereur Alexandre lui offre la continuation d'une pension qu'il avait refusée de l'empereur Paul, lorsque ce dernier traits avec la France; V, 421, 434. — Bonaparte, premier consul, lui fait proposer de renoncer à ses droits d'hérédité; réponse du prince; VI, 5 et suiv. — Il renvoie l'ordre de la Toison-d'Or au roi d'Espagne, qui venait d'en décorer Bonaparte; VI, 72. — Proteste contre le titre d'empereur que prend Napoléon; VI, 116. — L'Angleterre ne lui avait pas permis de paraître sur les côtes de l'Ouest; il fit compter à Moreau huit mille louis; après le complot de Pichegru, qu'on lui avait caché; il défend toute nouvelle tentative; note qu'il publie à cet effet; VI, 118 et suiv., 127, 135. — Voir *Bourbons, Emigration*. — Fait une proclamation datée d'Hartwell (1813); Napoléon la rejette avec dédain; VII, 180, 199. — En 1820 il ordonnera qu'on ait égard à la pétition d'un fournisseur qui déclarera avoir trahi l'armée française en Espagne; VII, 212 et suiv. — Il accorde une forte pension à la veuve de Moreau; VII, 218. — Il est proclamé à Bordeaux, à Paris (1814); VII, 362, 414. — Appelé librement au trône par la constitution du sénat; rappelé d'après la déclaration de Saint-Ouen; l'empereur Alexandre n'a point permis, dit-on, qu'il entrât à Paris sans promettre une constitution libérale; VII, 435 et suiv. — Il autorise Talleyrand à approuver le traité de Fontainebleau; VII, 459. — Fait son entrée solennelle à Londres; paroles qu'il adresse au prince régent, et réponse de ce dernier; VIII, 8 et suiv. — Son arrivée en France; il donne la déclaration de Saint-Ouen, d'après les avis de l'empereur Alexandre; son entrée à Paris; VIII, 12 à 18. — Premiers actes de son gouvernement; nomination du ministère; traité du 30 mai 1814; il donne la charte en séance royale; VIII, 19 à 29. — Intention contre-révolutionnaire que lui prête le ministre Ferrand; VIII, 88 et suiv. — Voir *Cent-jours, Chambre des députés, Charte, Ministère depuis la restauration*, etc. — Il verra tranquillement les jésuites s'introduire dans le royaume; il y a loin de son gouvernement à celui de Henri IV; VIII, 310, 313. — Présent aux derniers moments du duc de Berri; IX, 2 et suiv. — Cité par Dumouriez; IX, 21 et suiv. — Signale sa bienfaisance à l'égard de plusieurs personnes, notamment la sœur de Robespierre; IX, 38 et suiv. — Pendant les négociations de Châtillon, lord Castlereagh devait l'inviter à se rendre au Canada avec sa famille; IX, 52. — Cambacérès, étant mem-

bres de la convention, eut l'honneur d'entrer en correspondance avec lui; IX, 169. — Sa santé s'affaiblit visiblement; il signe l'ordonnance qui rétablit la censure; IX, 186 et suiv. — Il meurt (1814); portrait et notice; le clergé n'assiste pas à son convoi; l'évêque d'Hermopolis (Frayssinous) prononce l'oraison funèbre à Saint-Denis, et ne parle pas de la charte; IX, 195 à 206.

LOUIS 1<sup>er</sup> (Bourbon, prince de Parme). Créé roi d'Etrurie par Bonaparte, qui lui fait donner des fêtes à Paris; V, 430, 429. — Sa mort; VI, 19.

LOUIS II, fils du précédent. En bas âge lorsqu'il succède à son père; sa mère, régente, est obligée de renoncer au royaume d'Etrurie; VI, 19, 185, 293; VII, 18.

LOUISIANA (la). Rétrocedée à la France par l'Espagne; V, 450. — Vendue par la France aux Etats-Unis; VI, 8; VIII, 427 et suiv.

LOUYALOT. Excite l'insurrection dans ses feuilles; II, 113.

LOUYER, garçon-sellier. Assassin du duc de Berri; jugé par le cour des pairs; paroles qu'il prononce après sa condamnation; les ultra-royalistes profitent de cet attentat pour calomnier les amis de la liberté; IX, 2 à 5, 12, 14 à 17, 28, 206.

LOUYER (de Couvaix), un des députés qui essaient de défendre le roi. Son vote dans le procès; III, 282 et suiv., 373, 401. — Il s'indigne du vote de Philippe d'Orléans; son vœu pour la patrie; accusateur de Robespierre; IV, 241 et suiv., 270. — Membre de la commission pour le nouvel acte constitutionnel (an 11); IV, 322.

LOUYER (Florent), membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 384.

LOWENSTAL, ministre suédois en Russie; VII, 109, 127.

LOUSSET. Son vote dans la procès du roi; 361.

LOUXAU. Son vote dans le procès du roi; III, 362, 399.

LUZAC. Cette ville est sauvée de la destruction par les Français (1806); VI, 241 et suiv. — Reprend son indépendance; n'est plus qu'un atome (1815); VIII, 180.

LUZASAC (de), évêque de Chartres. Sa réunion aux députés du tiers; II, 40.

LUZAS, général. Sa pension lui est conservée; II, 256. — Est nommé maréchal de France; III, 51. — Commande une armée en 1792; titre qui lui obtient cette préférence; III, 82 et suiv. — Portera sa tête sur l'échafaud; IV, 83.

LECOTTE, général. Attaché au roi Joseph; fait faire des recherches dans le palais de

Madrid; on découvre un trésor; VI, 432.

**Lucerna.** Cette république est transformée en une principauté, et donnée à une sœur de Napoléon; le pays de Massa Carrara y est réuni comme chef de l'empire français; VI, 153, 309.

**Luceor,** membre jacobin du conseil des Cinq-Cents; V, 73.

**Loellier,** garde-du-corps. Cité dans l'événement du 5 octobre; II, 153.

**Lusignan (ax),** comte. Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 231.

— Se réunit aux députés du tiers; II, 53.

— Cité dans les événements des 5 et 6 octobre; II, 155. — Partisan du duc d'Orléans; IV, 156.

**Lusitane (la).** Royaume projeté par Napoléon; VI, 285, 292, 309.

**Luthériens.** Voir *Protestants*.

**Lutzel.** Napoléon y remporte une victoire mémorable; VII, 204 et suiv.

**Luzembourg (na),** duc. Lettre de lui dans laquelle on peut voir les vœux des privilégiés touchant les états-généraux; II, 64.

**Luxembourg.** Prise de cette place par Jourdan et Hatry, après huit mois de siège; IV, 334.

**Luttre (ax),** duc. Se réunit un des premiers aux députés du tiers; II, 53.

**Luxemburg (ou la),** comte. Ministre de la marine; I, 246 et 360. — Donne sa démission, et est rappelé après cinq mois; II, 66, 96. — Sa retraite; II, 261. — *Id.*; III, 217.

**Levis,** maire de Bordéaux. Son dévouement aux Bourbons en 1814; paroles du général anglais pour le tempérer; VII, 372 et suiv. — Appelé devant les tribunaux par Napoléon (1815); récompensé par le roi; VIII, 104, 154.

**Lyons.** Les habitants ferment le club des jacobins, et se disposent à résister à la convention; ils s'insurgent; décret qui déclare traitres à la patrie les fonctionnaires coupables; IV, 3, 34, 44, 55. — Prise de la ville par les troupes de la convention, après un siège de soixante-dix jours; désastres de cette cité, qui reçoit le nom de Commune-Affranchie; IV, 96 à 98, 102 à 115, 134 à 137, 273. — Le nom de 1.500 lui est rendu; réaction; IV, 294, 435. — Les émigrés font de cette ville le centre de leurs intrigues à l'époque du 18 fructidor; V, 27. — Bonaparte y convoque une consulte de Cisalpins (1802); V, 455. — Est abandonnée aux Autrichiens par le maréchal Augereau, qui a paralysé le courage des habitants; occupation amicale d'après la proclamation des alliés; VII, 366, 368, 399. — Napoléon y est reçu avec enthousiasme à son retour de l'île d'Elbe; il y read plusieurs décrets; la comte d'Artois quitte cette ville; VIII, 102, 108 et suiv. — Lyon en 1817; troubles suscités par des agents provocateurs; VIII, 266, 381 à 384. — Troubles au sujet des élections (1813); IX, 91.

## M.

**MacCarthy (na),** comte. Cité comme témoin d'une anecdote relative à Cambacères; III, 408.

**Macdonald,** général de division à la victoire de Turcin; un des héros de la révolution; IV, 202, 224. — Ramène les troupes de Naples; commande l'armée d'Italie après l'arrestation de Championnet; entraîne par le désir de se signaler, il fait acte d'insubordination, tente de percer l'armée de Suwarow, est battu à la Trébia, et montre dans plusieurs journées qu'il est dépourvu des talents d'un grand capitaine; V, 201, 207 à 209. — Seconde Bonaparte au 18 brumaire; V, 263. — Cité; V, 334. — Commande l'armée des Grisons; pénètre dans la Valteline à travers le Splügen, un des sommets les plus élevés; V, 410 et suiv. — Commande en Italie (1809); fait capituler Laybach; contribue à la victoire de Raab; est nommé maréchal de l'empire sur le champ de bataille où il a donné de belles preuves de valeur; proteste de son dévouement à Napoléon, qui le fait duc de Tarente; VI, 402, 406, 411, 430 et suiv. — Reçoit le commandement de la Catalogne, où il se conduit plus honorablement qu'Augereau; VII, 72. — Commande le dixième corps dans la campagne de Russie; forme l'extrême gauche de la grande armée, bat l'ennemi jusqu'à Riga, et, forcé de se replier par la retraite des autres corps, laisse ses troupes à Dantzick; VII, 97, 111, 167, 179. — Commande le onzième corps dans la campagne de 1813; contribue à la victoire de Lützen, etc.; il est défait par Blücher; VII, 200, 205, 207, 225, 233, 237, 240 et suiv., 245 et suiv. — A la bataille de Leipzig, il a le bonheur de pouvoir franchir l'Elster; il repasse le Rhin; VII, 256, 259, 266, 302. — Campagne de 1814; mouvement des troupes qu'il dirige; Napoléon lui abandonne le commandement lorsqu'il se rend à Fontainebleau; VII, 333 et suiv., 345, 354, 357; 359, 365 et suiv., 371, 383, 423. — Du nombre des maréchaux qui obtiennent l'abdication de l'empereur, et qui négocient pour lui auprès des alliés; VII, 428, 430 et suiv., 457.

— Propose à la chambre des pairs une indemnité pour les émigrés et pour les militaires déshonorés; VIII, 84. — Malade pendant les cent-jours; VIII, 135, 177, 239. — A la seconde restauration, il se charge du licenciement de l'armée de la Loire; VIII, 260.

**MAC-GAUGHAN.** Cité par Dumouriez; VIII, 428.

**MACGAVY (OS).** Cité parmi les bons ministres; VI, 66.

**MacKie infernale** (attentat du 3 nivôse). Elle éclate rue Saint-Nicaise; le premier consul échappe à ce danger; elle causa la mort de vingt-deux personnes, en blessa cinquante-six; donne lieu à la proscription de cent trente individus non coupables, mais qui, selon Fouché, pourraient le devenir; un évêque émigré, Conzie, en conçut l'idée; le ministère anglais l'approuva; elle affermit l'autorité de Bonaparte; V, 413 à 419.

**MACKE,** général autrichien. Commande une armée à Naples; est battu à Civita- Castellana, etc.; menacé par les Lazzaroni, il se livre aux Français (1798); V, 145 et suiv., 150. — Dirige l'archiduc Ferdinand (1805); il capitule à Ulm; VI, 156, 167 et suiv. — Cité pour son inertie; VI, 324.

**MACNEHAR.** Capitaine de vaisseau, massacre à l'île de France; II, 270.

**MACNAGAR.** Voir Colonies.

**MAOIRA ou MONTJAU.** Appelé au conseil des Cinq-Cents; IV, 400. — Proscrit de fructidor, rappelle par les consuls; V, 332.

**MAOIR.** Les Français s'emparent de cette capitale; le peuple s'insurge; une centaine d'habitants sont fusillés par l'ordre de Murat, qui est nommé président de la junte; VI, 316, 322 à 325. — Joseph Bonaparte y fait son entrée; l'insurrection le contraint de se retirer; elle se rend à Napoléon; VI, 345 et suiv., 365 à 367. — Lorsqu'il y rentre, après la bataille de Talavera, Joseph trouve un trésor en fouillant son palais, qu'on croyait miné; VI, 431. — Est décapité par Wellington; VII, 104. — Par le duc d'Angoulême (1823); IX, 135, 141, 152.

**MASTRAICHT.** Prise de cette place après onze jours de tranchée ouverte par Jourdan, Kieher, Bernadotte et Marmont; combats qui l'ont précédée; IV, 287, 296.

**MASTON.** Jeune littérateur, victime des lois sur la presse, honorable par son caractère et par ses compositions; IX, 82.

**MASTORAC.** Cette place, la plus forte de la Prusse, se rend honnêtement aux Français (1806); VI, 241 et suiv., 244.

**MAGANO.** Bataille perdue par Schérer; une des huit grandes affaires de la campagne de 1799; V, 160, 294.

**MAGUIZ.** Son vote dans le procès du roi; III, 379.

**MAISON, contre-amiral.** Tué à la bataille de Trafalgar; VI, 169.

**MAÏ DE VILLARUEVE.** Sous-intendant en Espagne; proclamation de lui, concernant le paiement des contributions; VII, 176.

**MAUL.** Citation, avec éloge, de son *Annuaire acrologique*; IX, 15 à 17.

**MAI.** Le 5 de 1789, ouverture des états-généraux; II, 2. — Le 31 de 1793, chute des girondins. — Voir *Mai (trente et un)*, *Girondins*. — Le 18 de 1794, victoire de Turcoing; IV, 202. — Le 20 de 1795 (1<sup>er</sup> prairial), insurrection contre la convention nationale; IV, 331 et suiv. — Le 19 de 1802, institution de la Légion d'Honneur; V, 478. — Le 18 de 1804, établissement du gouvernement impérial; VI, 101. — Le 21 de 1809, bataille d'Erlangen; VI, 403. — Le 3 de 1814, entrée de Louis XVIII à Paris; VIII, 16. — Le 5 de 1821, mort de Napoléon; IX, 47.

**Mai (trente et un).** Symptômes qui annoncent cette crise; un complot avait été formé pour égarer les girondins, devenus les modernes de la convention; IV, 9, 11. — Un décret détruit l'inviolabilité des députés, et les girondins, qui l'appuient, en seront les premiers frappés; IV, 26 à 31. — Journées des 31 mai et 1<sup>er</sup> juin; vingt-neuf députés sont en état d'arrestation; IV, 34 à 43. — Décret du 3 octobre, qui frappe cent trente-six députés, accablés ou poursuivis le 31 mai; chute des girondins; IV, 93 et suiv. — Vingt et un d'entre eux sont guillotinés; IV, 137. — Sixante-treize autres, proscrits, ne rentrent dans la convention que quatre mois après le 9 thermidor; IV, 271, 301.

**MAUREN.** Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

**MAURET, dit Brutus.** Cité; III, 26. — Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398. — Il fera disparaître des populations; IV, 43. — Ses cruautés dans le comitat Venaissin, et surtout à Bedouin, qu'il livre aux flammes, surpassant les crimes commis à Lyon, à Toulon, etc., et cependant il ne sera pas mis en accusation; de la commission populaire qu'il établit à Orange; IV, 200 à 202, 240, 266, 303, 317. — Il défend Barrère, Billaud, etc.; IV, 315. — Proscrit d'abord, puis mis en surveillance par les consuls; V, 290, 293.

**MAULX (JEAN).** Egare par des principes démagogiques; III, 4, 235, 241. — De son

rapport à la convention sur la question si Louis peut être jugé; III, 361, 366, 386. — Un des secrétaires lors de l'interrogatoire du roi; il fait lecture de l'acte énonciatif des faits; III, 391. — De son vote, adopté par plusieurs membres; III, 350, 358 et suiv., 369, 400. — Cité défavorablement; IV, 346. — Fait un rapport contre les sociétés populaires; IV, 357. — Donne son adhésion à la déchéance de Napoléon; VII, 414.

**MAICHE** (Joseph). Centuré par la convention pour son absence pendant le procès du roi; III, 365.

**MAILLÉ** (de), maréchal. Son dévouement pour Louis XVI en 10 août; III, 145.

**MAILLÉ**. Son vote dans le procès du roi; III, 384, 398.

**MAIRE DE BRAN**. Membre de la commission extraordinaire du corps législatif en 1813; VII, 193.

**MAIRE**. Juge au tribunal révolutionnaire; IV, 310.

**MAISON**, général. Se distingue dans les premières hostilités contre la Prusse (1806); VI, 246. — Même remarque à l'affaire d'Espinosu (1808); VI, 363. — Et aux batailles de Polotsk (1812); VII, 108, 129. — Blessé à Leipzig (1813); VII, 269. — Il défend la Belgique pendant l'invasion, et se signale par une haute capacité militaire; excellent citoyen; VII, 284, 338 et suiv., 354, 370.

*Maison militaire du roi.* Réparait fastueuse en 1814; organisée et réduite en 1815; VIII, 127, 175. — Voir *Gardes-du-corps*, *Gardes du roi*, *Garde royale*. — Ordonnance relative à l'avancement; IX, 94.

**MAISSÉ**. Son vote dans le procès du roi; III, 362, 399.

**MAITLAND**, général anglais. Cité par Dumouriez dans la guerre d'Espagne; VII, 128.

**MAITLAND**, capitaine du *Bellerophon*. Déclaration qu'il fait en recevant Napoléon; VIII, 254. — S'est conduit en galant homme; IX, 57.

*Majorats.* Voir *Droit d'aînesse*. — Rétablis avec la nouvelle noblesse (1808); VI, 303. — Institué pour la pairie (1817); VIII, 386. — Autre ordonnance qui tend à reconstituer le droit féodal; IX, 161 et suiv.

**MALAGA**. Se rend aux Français (1813); IX, 167.

**MALLET-DUPUIS**. Passage de lui renfermant l'éloge des philosophes; I, 238. — Déirait des réformes, non des innovations funestes; I, 277. — Cité pour les bienfaits de son ministère, ou à l'occasion des maux

qu'entraîne sa retraite; I, 348, 349, 360, 356, 364, 430, 479, 481 à 488, 493 et suiv. — Rentre au conseil; ses paroles relativement aux dispositions du peuple; I, 373. — Cité pour ses efforts en faveur des protestants; I, 381, 386 et suiv. — Partage l'avis de Neck-r sur la double représentation du tiers-état; alla même plus loin; I, 446. — Avait demandé les états-généraux sous Louis XV; réitéra son vœu plus tard; I, 461 et suiv. — Obstacles qu'il apporta à l'expédition des lettres de cachet; II, 86.

— Cité sur la liberté des religions; II, 271.

— Donne des avis à Louis XVI avant le 10 août; III, 145. — Se dévoue pour le roi; sa lettre; entretien qu'il eut avec Barrère; il avoua des principes républicains; opinion que son père portait de lui; III, 293 à 300. — Il écrit à la convention pour s'adjoindre Denez; III, 311. — Admis à la barre après le jugement de Louis XVI, sa voix se perd dans les sanglots; III, 388. — Cité sur le caractère du roi; III, 438. — Il est guillotiné à l'âge de soixante-douze ans; notice sur ce citoyen, le meilleur, le plus vertueux, le plus intègre; IV, 193 à 196.

— Cité; V, 263, 414; VI, 68; VII, 478. — Il avait proposé à Louis XVI de donner une constitution libre à la France; VIII, 39.

— Passage de ses remontrances à Louis XVI; VIII, 37 à 39. — Cité sur la liberté de la presse et la censure; VIII, 74 à 76. — Cité; VIII, 260, 418.

**MALLET - DUPUIS**. Cité sur la source des révolutions; I, 212 et suiv. — Agent contre-révolutionnaire; III, 61, 67. — Citations de ses ouvrages sur la révolution; IV, 69, 166. — Cité sur l'expédition d'Egypte, sur Washington; sur le génie immodéré, impétueux, de la nation française; V, 239 et suiv., 295 à 297, 331. — Cité; VIII, 124, 196.

**MALLARÉ**. Son vote dans le procès du roi; III, 376, 397.

**MALLÉ**, général. Sa conspiration, qui eut à Paris un interrègne de quelques heures; anecdotes (1817); VII, 129 à 135, 143, 165.

**MALLESBURY**, lord. Renvoyé de France, ou il était venu pour traiter de la paix avec le directoire (1795); IV, 471. — Revient aux conférences de Lille avec la même mission; sa conduite dans une circonstance qui prouve la terreur qu'inspirait le directoire à l'époque du 18 fructidor; V, 19, 67 à 69.

**MALO-JAROSLAWSKY**. Le prince Eugène y remporte une victoire (1812); VII, 140 et suiv.

**MALOUEZANO**. Le vingt-neuvième bulletin est daté de cette ville (1812); VII,

163.

**MALOUET.** Cité comme ami d'une vraie liberté, et parmi les constituants les plus remarqués; II, 48, 56.—Vote l'établissement de deux chambres législatives, en donnant au roi le veto absolu; II, 127 et suiv., 134.—Son dire sur la déclaration des droits; II, 142.—Cité; II, 166, 170.—Applaudit à l'établissement des jures; II, 224.—Cité; II, 312, 318, 376.—Parle en faveur de Raynal; II, 331.—Cité; II, 416; III, 38.—S'est proposé pour défendre le roi; III, 300.—Son annonce prophétique aux egoïstes en révolution; IV, 281.—Accueilli avec bienveillance par Napoléon; excellent administrateur, mais dépourvu de génie politique; VI, 207.—Préfet maritime d'Anvers en 1809, il dit alors, sur Napoléon, un mot qui sa prudence rend remarquable; VI, 448.—Ministre de la marine à la restauration; il meurt; cité; VIII, 19, 81, 418.

**MALVILLE.** L'ordre est supprimé en France par l'assemblée législative, et ses biens sont confisqués; III, 228.—L'ordre et la ville se soumettent à l'armée d'Égypte par une honteuse capitulation; le dernier grand-maître, Bompas, reçoit une somme de Bonaparte; V, 119, 122 à 125.—D'après le traité d'Amiens, la ville doit être remise à l'ordre reconstitué; V, 437.—Remise aux Anglais par suite de la capitulation du général Vauchoir, qui l'avait mal administrée; le refus des Anglais de la rendre à l'empereur de Russie changera la politique de ce prince (Paul); V, 403 à 405.—Le refus de la rendre à la France est un des motifs de la rupture du traité d'Amiens; VI, 15, 138.—En toute propriété à l'Angleterre, d'après le traité de 1814; VIII, 21.

**MANÇO.** espagnol. De garçon meunier, il devient chef d'une bande redoutable (1809); fait brigadier des armées; VII, 202.

**MARAT,** commandant de la garde nationale. Il est massacré pour avoir pris des mesures défensives aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août; III, 140 et suiv.

**Mandataires.** La division départementale en donnait au peuple treize cent mille; II, 187.

**Mandats territoriaux.** Leur création; détériorés avant de paraître; IV, 422 et suiv.—Sont fixés à 30 sous pour 100 fr.; leur cours n'est plus forcé; V, 4 et 5.

**MANIER** (club du). Voir *Jacobins*.

**Manifestes.** Voir *Politiques* (faits et doctrines).

**MANXIM.** Occupation de cette place par les Français; IV, 361.—Les Autrichiens la

reprennent, par suite de la trahison de Piebague; IV, 408.—Évacuée par les Français avec la rive droite du Rhin; V, 294.

**MARVOIX.** Capitulation de cette place, occupée depuis cinq mois par Wurmser, et la dernière fortifiée que les Autrichiens eussent à cette époque en Italie (1797); V, 4.—Elle se rend à l'Autrichien Kray, après soixante-deux jours de siège; V, 321.

**MARTEL,** procureur syndic de la commune de Paris. Favori de la populace; III, 24, 29.—Suspendu et réintégré; conjuré du 10 août; III, 118, 128, 248.—Dirige la commune; maintient dans ses fonctions quand l'assemblée nationale casse la municipalité; justifie le 10 août au nom du peuple; organise les massacres de septembre; III, 118, 184 et suiv., 194, 210, 215.—Son opinion et son vote dans le procès du roi; III, 262, 269, 291, 379.—Compte qu'il rend à la commune d'une mission au Temple; III, 289.—Accusé d'avoir vendu un passe-port à Talleyrand; III, 305.—S'élève avec énergie contre le vote du duc d'Orléans; III, 307.—Après avoir montré de la coïncidence contre Louis XVI, il tâche de le sauver; donne sa démission de conventionnel; III, 391.—Témoin dans le procès de la reine; IV, 125.

**MARTEL,** de la chambre des députés. Cité honorablement; VIII, 432.—Expulsé de la chambre sur la proposition de Hyde de Neuville, adoptée par le côté droit, qui réduisait son éloquence entraînant; la représentation nationale est violée dans sa personne par le chef de gendarmes Foucault; protestation de soixante-deux de ses collègues; IX, 123 à 127.

**Manufactures** (conseil des). Sa création (1819); VIII, 467.—Voir *Commerce*.

**MARASS (de).** comte. Aide-de-camp du duc de Bourbon à l'armée de Condé, il sauve la vie au duc, et la lui doit dans une autre circonstance; IV, 72.

**MARASSIN,** général. Partage l'honneur de la bataille de Toulouse; VII, 447.

**MARAT.** Homme affreux, qui avait publié quelques dissertations scientifiques réformées par Voltaire; I, 274.—Excite l'insurrection; est décrété de prise de corps; II, 113, 187.—Cité; II, 256.—On saisit ses papiers; II, 391.—Harcèle les ministres; décret d'accusation; demande publiquement son salaire au duc d'Orléans; les conjurés se passent de lui au 10 août; arrêté par la cour, qui le déshabille contre La Fayette; III, 71, 85, 126, 128, 161, 171.—Invite aux massacres; attaque Pétion; membre de la convention, quoique né à Neuchâtel; III, 194, 198, 241; 247.—

Son opinion et son vote dans le procès du roi : III, 273, 281, 378, 398. — Cité : III, 39, 416. — Décreté d'accusation par les girondins, il est acquitté par le tribunal révolutionnaire ; il se venge au 2 juin ; IV, 37, 39, 31, 37. — Assassin par Charlotte Corday ; honneurs qui lui sont rendus ; IV, 55 à 59, 189. — Cité parmi les factieux qui avaient reçu de l'or du duc d'Orléans ; il demandait deux cent mille têtes pour faire triompher la république ; IV, 155, 144. — Cité : IV, 156, 169, 176. — Ses restes sont arrachés du Panthéon et traînés dans la boue ; IV, 319. — Cité : IV, 322, 381, 444 ; V, 176.

**MASSONET** (22), marquise. Guillotiné pour avoir fait sauter de la lunette au lieu de hie ; IV, 281.

**MASSON**. Son vote dans le procès du roi ; III, 307.

**MASSAU**, général. Commande avec succès dans la Vendée ; IV, 171. — A la première bataille de Fleurus ; IV, 113. — Cité parmi les héros de la révolution ; IV, 214. — Commande sous Tournay en 1796 ; IV, 434. — Cité : VI, 452.

**MASSAU** (Etienne), marin. Met à la voile pour un voyage autour du monde ; II, 174. — Son retour ; résultat ; III, 169.

**MASSARD**, général. Se distingue à Friedland ; VI, 262. — A Weissenfels (1813) ; VII, 202. — Tient Grenoble (1814) ; VIII, 369.

**Marchandises anglaises**. L'importation en est défendue sous peine de vingt ans de fer (1793) ; IV, 8, 96. — Voir *Blocus continental*.

**MARCAVY**, avocat-général. Montre le plus violent acharnement contre les prévenus dans l'affaire de La Rochelle ; avait été un des admirateurs de Napoléon, fils d'un vigneron et d'une mendicante ; littérateur, archi-féodal ; IX, 106 et 107.

**MARCONNET** (madame 02). Implore la clémence de Napoléon pour M. Rivière dans la conspiration de George ; VI, 126.

**MASCOZZELLI**. Homme nul, inconnu, que l'influence du second consul fera élever à la présidence du corps législatif ; V, 382. — Elève roturier de l'école de Sorèze ; VI, 44. — Baro, commandant de l'archichancelier ; VII, 455. — Se fait descendre de Marc-Aurèle ; ootice ; VIII, 93.

**MAZEC**. Son vote et son opinion dans le procès du roi ; III, 368, 395.

**Maréchaux** (de l'empire). Leur création (1804) ; notices sur les dix-huit premiers ; VI, 103 à 110. — Promotion du général Victor ; anecdote qui a fait grand bruit dans l'armée ; VI, 263. — Promotion d'Ou-

dinot, de Marmont, de Macdonald ; VI, 436. — Promotion de Gouvion-Saint-Cyr ; VII, 109. — Du prince Poziatowski, blessé le même jour ; meurt trois jours après ; VII, 258. — Conduite de plusieurs d'entre eux à Fontainebleau pour obtenir l'abdication de l'empereur ; VII, 427 et suiv. — Cinq ou six accompagnent Louis XVIII lors de son entrée à Paris ; VIII, 12. — Promotion de maréchaux de France : de Coigny, de Beurnonville, Clarke ? du Vieux ; VIII, 349. — Leur nombre est fixé à douze ; VIII, 423. — Fixation de leur traitement ; IX, 23. — Promotion de Lauriston, de Molitor, par anticipation ; IX, 138, 151.

**MASSALO**. Une des quatre batailles qu'on peut nommer historique ; I, 7. — Détails de l'action ; mort de Desaix ; V, 393 à 399. — Souillée dans sa source par les hommes de l'ancien régime ; VIII, 126.

**MASSCOT**. Commande le génie à la reprise de Toulon ; IV, 167. — A la reprise de t. andrecies, due à son audacieuse habileté ; IV, 226. — A la reprise du Quennoy ; à la prise de Maestricht, dont il partage l'honneur ; IV, 277, 296.

**MASTZ**. En mission diplomatique pour la convention, il est arrêté par des abîmes autrichiens ; après trente mois de captivité, il est compris dans l'échange pour la fille de Louis XVI ; IV, 61, 63, 411. — Négociateur aux conférences de Lille avec l'Angleterre (1797) ; V, 19, 69. — Due de Bassano ; le douaire extraordinaire est crié d'après ses conseils ; il fait ainsi cesser les exactions diplomatiques ; VII, 2. — Du petit nombre de personnes que Napoléon voyait à Fontainebleau ; VII, 460. — Refuse de signer un acte de proscription rendu par Napoléon pendant les cent-jours ; éloge de son caractère ; dissuade Napoléon de se remettre à la tête de l'armée après sa seconde abdication ; proscriit ; VIII, 104, 143, 122, 266.

**MASTZ** jeune. Son vote dans le procès du roi ; III, 368.

**Mariage**. De Napoléon avec Marie-Louise ; commence la chaîne des malheurs de l'empire ; VII, 3 à 7. — Des prêtres ; voir *Celibat*.

**MARTIN-MONTAIGU**. Son vote dans le procès du roi ; III, 369, 396.

**MARTI**, reine de Portugal. Frappée d'aliénation ; III, 53. — Meurt ; VIII, 328.

**MARTIN-ANGELOTTI**, reine de France. Outragée par Labarre, qui en avait reçu des bienfaits ; I, 275. — Calonne lui achète Saint-Cloud, qui appartenait au duc d'Orléans ; I, 352, 376. — Le cardinal de Brienne lui dut le ministère et le cardinalat ;



billets qu'elle lui adresse lors de sa retraite; nouvelles grâces qu'elle lui accorde; I, 424 à 426, 429. — Desire que l'assemblée des notables se tienne à soixante lieues de Paris; I, 440. — A fonde l'institution de la Charité maternelle; I, 488. — Chagrin qu'elle essuie à la procession des états-généraux; II, 1. — Citée dans les mouvements de la cour; II, 61, 66, 90. — Conseille le départ du roi avec les troupes; II, 39. — Parait au repas des gardes-du-corps, portant le Dauphin dans ses bras; on lui attribue l'idée de ces fêtes; échappe à demi vêtue au poignard des assassins; II, 146, 157, 158, 161. — Son entrevue avec Mirabeau; II, 196, 313. — Fait une pension à la veuve Favras; II, 305. — Sa recommandation sur le *livre-rouge* pour le beau Dillon, pour le comte de Ferber; II, 320, 3; 3. — A deux conseils; II, 307. — Citée dans la relation du départ (évasion); II, 350, 351, 354, 369, 370, 373, 375, 379. — Accompagne le roi à la clôture de l'assemblée constituante; II, 440. — Favorise l'émigration; III, 15. — L'aît passer à Bruxelles une note diplomatique; est impatiente de voir commencer la guerre; III, 61, 78, 134. — Echappe au danger du 20 juin; ses armoiries sont brisées; toujours consultée par le roi; fait fermer le jardin des Tuileries; III, 95, 100, 105, 143. — Accompagne le roi à l'assemblée le 20 août; on crie *A bas Madame l'eto!* III, 148 et suiv. — Conduite au Temple; son courage; menaces et outrages que lui font les assassins de la princesse Lamballe; III, 186 et suiv., 203 à 204. — Régime qu'elle subit au Temple; III, 245 et suiv. — Voir *Louis* vi. — Est séparée de son fils; transférée à la Conciergerie; il est joint au tribunal révolutionnaire de la juger sans délai; IV, 54, 63, 66, 95. — Son interrogatoire; projet formé par plusieurs personnes pour la faire évader de la Conciergerie; IV, 116 à 120. — Elle est jugée et exécutée; détails; IV, 124 à 133. — Citée; VII, 7. — Ses restes sont exhibés; VIII, 96. — A Trianon elle avait joué le rôle de *Rosine* (1785); IX, 200.

**MADIE-CARISTINE**, gouvernante des Pays-Bas. Louis av. lui adresse des protestations secrètes, ainsi que ses projets de départ; II, 314, 378.

**MARIE-LOUIS**. De son mariage avec Napoléon, dont il commence les malheurs; VII, 3 à 7, 198. — Donne le jour au roi de Rome; VII, 45 et suiv. — Assiste à la réunion de Dresde (1812); VII, 87. — La régence lui est confiée (1815); incertitudes de la diplomatie autrichienne à son égard; elle quitte Paris sur l'invitation de Cam-

bacérès, et sans avoir eu un seul moment le sentiment de sa dignité; citée dans les actes et démarches de cette époque; VII, 323, 327, 377, 381 à 384, 399, 401 et suiv., 405, 427 et suiv., 452 et suiv., 456 et suiv., 478. — Reçoit son père à Trianon; part pour Vienne sans qu'on lui permette de voir son mari; VIII, 4, 7. — Citée dans les cent-jours; VIII, 106 et suiv., 186. — On lui donne le duche de Parme, qui d'abord doit échoir à son fils, puis reçoit une autre destination; VIII, 275, 384. — N'a pas traversé les mers pour consoler son époux; indigne de sa destinée; assiste au congrès de Veronne; IX, 49 et suiv., 112.

**MARIE-LOUIS**, infante. Recouvre le duche de Parme à la mort de l'archiduchesse Marie-Louise; VIII, 285.

**MARIE-LOUIS** (de Bourbon). Voir *Eurie*.

**MARIE-TARASIE**. Prodigait les adulations à la Poupour; V, 22.

**MARIE-THÉ**. Son vote dans le procès du roi; III, 383.

**MARINE**. Voir *Colonies*. — Louis av. crea une marine; I, 478. — Etat de situation en 1789; II, 184. — En 1791; II, 267. — Le serment de fidélité à la constitution sera signé par les officiers; II, 327, 346. — Etat de situation fin de 1791; III, 19. — Desorganisée; III, 49. — Forces respectives lors de la déclaration de guerre à l'Angleterre et à la Hollande (1793); décret concernant les neutres; blocus des ports de France par l'Angleterre; IV, 3, 33, 43. — Toulon se rend aux Anglais; il est repris par Dugommier, etc.; Bonaparte commande en second l'artillerie; IV, 81 à 83, 167 à 171. — Combat du 1er juin 1794; dévouement du *Frégate*; IV, 204. — Combat du 13 mars 1795 dans la Méditerranée; autre combat à la proximité de Port-Louis (Morbihan); IV, 314, 337. — Expédition sur l'Irlande; général Humbert; détails; V, 138, 140, 143. — Voir *Egypte*. — Expédition anglaise dans la Nord-Hollande (Helder); la due d'York capitule; V, 231, 235, 238, 247. — Voir *Blocus continental*. — Combat d'Alger (1801); V, 458. — Préparatifs d'une descente en Angleterre; efforts instructeurs de Nelson contre la flottille de Boulogne; pertes essayées par la marine française; jusqu'à la paix de 1801; V, 440 à 443, 460. — Voir *Colonies*, *Traites*. — Le projet de Bonaparte de tenter une invasion en Angleterre détermine la rupture du traité d'Amiens; forces respectives à cette époque; VI, 12, 14, 17 et suiv. — Nouveaux préparatifs à Boulogne pour une descente en Angleterre; attaque tou-

jours infructueux de l'amiral Keith; VI, 73, 136 à 139. — Pertes de la France de puis la reprise des hostilités; une escadre, portée de Rochefort, fait éprouver de grands dommages aux Anglais; combat du cap Finisterre (1805); VI, 146, 150, 152 et suiv. — Bataille de Tr. Salgar; désastre (1805); VI, 168 à 170. — Combat de Santo-Domingo, le dernier coup porté à la marine française; manœuvres habiles de la *Canonnière*, frigate qui contraignit un vaisseau anglais de soixante-quatorze à se retirer pour éviter l'abordage; VI, 204, 212. — Forces de l'Angleterre; état d'affaiblissement de la marine française; VI, 299. — Désastres dans l'île d'Aix (1809); VI, 385. — Voir *Hollande*, pour l'expédition anglaise du *Flessingue*. — Nouvelles pertes; jusqu'à la paix génér. de 1814 le pavillon français ne flottait plus sur les mers; VI, 441 et suiv. — Voir *Blocus continental*. — Soixante-treize millions ont été dépensés pour les ports, de 1804 à 1813; marine militaire au 1<sup>er</sup> janvier de 1813; VII, 186, 188. — Combat soutenu par le *Romulus* (1814); VII, 313. — Pertes et forces maritimes d'après les traités des 23 avril et 30 mai 1814; VII, 41, 21 et suiv. — Création d'un collège de mariniers Angoulême; motif et critique de la préférence donnée à cette ville; VIII, 327. — Naufrage de la *Meduse*; VIII, 317 et suiv. — Etat de la marine en 1817; VII, 371. — Création d'un conseil d'amirauté; IX, 185.

**MASSÉU.** Officier supérieur, il se distingue aux batailles du Pont-de-Lodi et de Castiglione; IV, 451, 459. — Aide-de-camp de Bonaparte lors de l'expédition d'Egypte; à Malte il est fait général de brigade pour avoir présenté à son chef un drapeau qu'il n'aurait point enlevé, mais saisi cinq louis à son sergent; anecdote; V, 120, 124. — Accompagne Bonaparte à son retour en France; le sergent au 13 brumaire; V, 226, 262. — Commande l'artillerie au passage des Grandes-Alpes (1800); il contribue, dans les mêmes fonctions, à la victoire de Pozzolo; V, 358, 420. — Transfuge des canons qu'il servira tout à tour; VI, 85. — Commande le second corps dans la campagne de 1805; VI, 164 et suiv., 173. — Fait la campagne de 1809; est créé maréchal de l'empire; VI, 403, 406, 413, 430. — Rec. it de Masséu le commandement de l'armée de Portugal (1811); note sur les prodigalités de son intérieur; se marche jusqu'aux Arapiles, où il est battu et blessé; VII, 53 à 57, 79, 102 et suiv., 173. — Commande le sixième corps en Allemagne (1813); contribue à la victoire de Lutzen; VII, 200,

205, 207, 225, 233, 241, 246. — Blessé à Lützen; VII, 259. — Trompes qu'il commande à la fin de cette campagne; VII, 266, 302. — Campagne de 1814; opérations de son corps; VII, 330, 332, 337, 343 et suiv., 345, 354. — Un échec, qu'il essuie près de Lagny, à les plus funestes conséquences; VII, 361. — Laine avec vingt mille hommes, il est rejeté avec perte sur la route de Paris; il s'établit devant les barrières de cette capitale, disposant d'environ treize mille hommes, dont trois mille de cavalerie; il défend Paris, mais s'en presse trop de capituler; VII, 365, 370, 378, 380 et suiv., 390, 393 à 395, 397 à 399. — Sa defection; convention de Cbeville; VII, 419 à 424, 428 et suiv., 431 et suiv. — Appelé devant les tribunaux pendant les cent-jours; se retire au delà des frontières; VIII, 104, 135, 154. — Envoyé à Lyon lors des troubles de 1817, il fait écarter les enquêtes préventives, etc.; VIII, 383 et suiv.

**MARMONTE.** Resté dévoué à l'ancien régime; ennemi de son *Béarnais* par la *Sonne*; I, 276, 306. — N'est pas appelé à la formation de l'institut; IV, 392. — Membre du conseil des Anciens; V, 15. — Sa mort; notice; V, 350.

**Marque** (poine de la). Abolie par l'assemblée constituante; réflexions sur l'effet de cette peine, que Napoléon rétablit; II, 337, 339. — Loi qui la rétablit (1802); V, 472.

**Maquets.** Son vote dans le procès du roi III, 376.

**MARAUDON.** Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

**MARS.** Le 16 de 1790, abolition des lettres de cachet; II, 212. — Le 2 de 1791, suppression des maîtres, jurades, etc., et établissement des patentes; II, 287. — Le 18 de 1793, défaite de Dumouriez à Vermande; IV, 13. — Le 11 de 1808, institution de la nouvelle noblesse; VI, 303. — Le 20 de 1811, naissance du roi de Rome; VII, 45. — Le 30 et 31 de 1814, bataille de Paris et entrée des alliés dans cette capitale; VII, 293 et 400. — Le 1<sup>er</sup> et le 20 de 1815, débarquement de Napoléon au golfe Juan, et sa rentrée aux Tuileries; VIII, 98, 118.

**MARSEILLAIS.** Leur bataillon arrive à Paris; sa composition; leurs faits; coopèrent au 10 août; III, 127, 137, 139, 143, 149 et suiv.

**Marseillaise** (*la*). On la chantait aux repas fraternels; IV, 127. — Ne faisait plus tressaillir les jeunes gens sous le directoire; V, 156. — Est chantée avec enthousiasme par les soldats de Bonaparte au passage des

Grandes-Alpes (1800); puissante influence, l'enthousiasme patriotique qu'elle avait excitée en 93 et 94; V, 388 et suiv. — Voir *Rouget-Delecle*.

**MASSALA.** Une loi déclare cette ville rebelle et sous nom, pour s'être opposée à Jacobina; Barras et Fréron y paraissent; exécutés révolutionnaires; son nom lui est rendu; IV, 175 et suiv., 177. — Les bonapartistes y sont massacrés par les royalistes en 1815; forçat de la populace; VIII, 228, 265 et suiv., 271.

**MARTEL.** Son vote dans le procès du roi; III, 361, 399.

**MARTENS.** Il assure que la plupart des poissards ont accédé à la Société-Alliance; VIII, 283.

**MARTIGNAC.** Avocat à Bordeaux, il se coiffe. Lynch pour proclamer les Bourbons (1814); compose la *Saint-George*, pièce en l'honneur du roi d'Angleterre; secret de l'abbé Syre, il avait publié une orle pour le roi de Rome; doué de grands talents; VII, 373. — Elevé à de hautes fonctions; VIII, 151. — Ennemi de la liberté de la presse, qu'il avait défendue avant ses promotions; IX, 33. — Commissaire civil en Espagne (1823), il rend les drapeaux pris dans les guerres précédentes; ministre d'état et membre du conseil privé; IX, 139 et suiv.

**MARTIN.** contre-amiral français. Souffert un combat à la hauteur de Savoie (1795); IV, 314.

**MARTIN.** contre-amiral anglais. Oblige une escadre française de s'échouer (1809); VI, 441.

**MARTIN.** abbé. Cité sur les négociations de Dumouriez; III, 253.

**MARTIN (Saint-Pris).** membre de la convention. Il vote dans le procès du roi; III, 384.

**MARTIN DE GRAY.** de la chambre des députés. Cité honorablement; un de ses discours ranime la France; VIII, 374, 379, 420, 422, 439.

**MARTINIEU** (de la Vienne). Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

**MARTINIEU.** on des juges incorruptibles dans le procès de Moreau; VI, 164.

**MARTINEL.** Son vote dans le procès du roi; III, 367.

**MARTINIER.** Voir *Colasius*.

**MARVEZOLA.** Son vote dans le procès du roi; III, 385.

**MARVILLE.** savant anglais. Un des premiers associés de l'Institut de France; VI, 2.

**MARSA ET CARBURA** (pays de). Érigé en grand-duc de l'empire français; VI, 209. — Voir *Regnier*.

**Massacres.** Les dénonciations de la monarchie regorgent de forfaits semblables à ceux qu'on reproche à la révolution; I, 233 et suiv. — Voir *Prisonniers*.

**MAMMIA.** Préface aux succès de l'armée d'Italie; prend Onelle; se dispose à envahir la plaine du Piémont; son nom sera impérissable; IV, 171, 192 et suiv., 196, 204, 207. — Il remporte la victoire de Loano, qui ouvre le chemin de l'Italie; IV, 405. — Commande sous Bonaparte à Mont-notre, à Mondovi, au Pont-de-Lodi; il occupe Milan, partage l'honneur de Castiglione, etc.; IV, 433 449 à 451, 459, 466. — S'est couvert de gloire dans cette campagne (1797); V, 3, 6 et suiv. — Commande au 18 fructidor par l'envoi des adresses de sa division; il n'avait dans aucun cas transigé avec la monarchie; V, 38, 66. — Commande à Rome; y commet des exactions; V, 98. — Ne porte aucun ombrage au directoire; V, 115. — Commande l'armée d'Helvétie; conquiert le pays des Grisons; réunit sous ses ordres l'armée du Danube; V, 143, 157, 159, 166. — L'archiduc Charles lui aurait livré douze individus présumés complices de l'assassinat de Radstadt; V, 175. — Se sentent en Suisse à force de prodiges (1797); V, 198, 200 et suiv., 203 et suiv., 216. — Gagne la mémorable bataille de Zurich, qui dure quatre jours, et sauve la France de l'invasion des Russes, commandés par Suwarow et Korsakow; on lui doit un éternel hommage de reconnaissance; V, 235 à 239, 250. — Ne seconde point Bonaparte au 18 brumaire; V, 261. — Cité; V, 333. — Commande vingt-cinq mille soldats nus et affamés; se replie sur Gènes, rend cette place après un siège qui le place au plus haut degré d'illustration militaire (1800); V, 371, 383 et suiv., 386, 391 à 393. — Nomme maréchal de l'empire; notice qui le montre immortel; VI, 103 et suiv., 105, 110. — Commande l'armée d'Italie en 1805; bat l'archiduc Charles près de Vérone; il passe le Tagliamento; VI, 164, 171 et suiv., 174 et suiv. — Il dirige les opérations de Joseph Bonaparte dans l'expédition sur Naples (1805); prend Gaète, après un siège long et menaçant; VI 205, 216. — Se couvre de gloire à Eckmühl (1809); traverse Passau, brûle Scharding; VI, 388 et 389. — Est à Vienne; sauve les débris de l'armée à Essling; VI, 402, 405. — Commande à Wagram; blême la veille, et ne pouvant se tenir à cheval, il reste dans une caleche au milieu des soldats pendant toute la bataille; VI, 413, 420 et suiv. — Son opinion sur la bataille d'Essling et sur l'archiduc Charles;

VI, 437. — Mots de lui en recevant le titre de prince d'Essling, dont il n'aurait fait aucun cas sans la dotation; VI, 438. — Berthier lui annonce un passe-droit en le flattant; VI, 435. — Charge de reconquérir le Portugal, il s'immortalisera malgré l'issue de cette entreprise; marche de ses opérations; VII, 19 et suiv., 33 à 36, 40 à 44, 51 à 53. — Cité pour sa victoire de Zurich; VII, 80, 469 et suiv. — Blâme Napoléon sur son entreprise de Russie; VII, 90. — Raynouard lui reproche un pillage; démenti de Napoléon; VII, 340. — Cité; VIII, 219. — Malade pendant les cent-jours; VIII, 236. — Il avait échappé aux assassins du Midi; VIII, 266. — Sa mort; notice; VIII, 380 et suiv.

**Massine** (club). — Voir *Colas*.

**Massieu**. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**Matignon** son vote dans le procès du roi; III, 377, 399.

**Mavink** (George), un des compagnons de Riogo. Livre avec lui; IX, 149.

**Mauk** uoz. Indolous de cette place après la bataille de Wattignies; IV, 133.

**Mauzeuil** (de). En 1814, à la tête de quelques royalistes, il essaya de faire tomber la statue de Napoléon (place Vendôme); VII, 418. — Ordre qui lui sont donnés par le gouvernement provisoire pour une mission secrète, qu'il affirmait être l'assassinat de l'empereur et de son fils; VIII, 4 à 7.

**Mauviel**, colonel. Egorgé au Port-au-Prince; II, 288.

**Mauviel** Son vote dans le procès du roi; III, 383, 399.

**Mauguin**, un des juriscultes qu'envisage la confiance nationale; IX, 190.

**Mauviel**. Son vote dans le procès du roi; III, 385.

**Macpro**, chancelier. Cité; I, 407. — Ses complaisances pour la Duberry; II, 219. — Cité; II, 298.

**Mauve** aimé. Son vote dans le procès du roi; III, 386, 399.

**Mauviel**. Cité, d'après Montesquieu, comme un des trois plus mauvais citoyens qu'il eût en France; I, 349. — Autres citations; I, 479; III, 298, 461. — Cité; VIII, 339.

**Mauviel**, abbé. Sa lettre à l'abbé Vermond sur les élus généraux; I, 436. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 55. — Se prononce pour le veto absolu; II, 134. — Défend la propriété des biens ecclésiastiques; n'avait en vue que ses intérêts pécuniaires; noté pour plusieurs sommes sur le *livre-rouge*; II, 169 et suiv. — S'oppose à l'abolition de la

noblesse; défend la mémoire de Louis XIV; II, 245, 247. — Cité; II, 310, 318, 323, 354. — L'émigration lui prodigue des honneurs à Coblenz; III, 13 et suiv. — On lui doit l'épithète de *zanzacotte*; anecdote; III, 59. — Transformé en cardinal, trahissant des serments solennels; VI, 410. — Archevêque de Paris, il fait un mandement pour la naissance du roi de Rome; VII, 46. — Cupide et apostat; commensal de l'archevêque; VII, 454. — Flateur de Napoléon; IX, 54.

**Macaron**, préfet de la Meuse. Il reçoit les papiers trouvés chez Courtois (1824); IX, 199.

**Maximilien** (prince) de Deux-Ponts. Porte au *livre-rouge*; comment il apprend la mort du roi; II, 221.

**Maximilien**, archevêque. Napoléon lui reprochait d'avoir essayé de défendre Vienne (1807); VI, 353.

**Maximilien** (du prix des marchandises). C'est qui le prescrivent; IV, 31, 87, 91, 181. — Disette qui en a été le résultat; loi qui le supprime (1794); IV, 266, 267.

**Maximilien**. Prié de cette ville par le général Custine; III, 248. — Se rend aux Prussiens; le garnison est envoyée dans la Venée; IV, 61, 66. — Mention de la bataille du 22 juillet 1793; V, 120. — Cède par le traité du 23 avril 1814; VIII, 11.

**Maximilien**. Son vote dans le procès du roi; III, 369.

**Maximilien**, cardinal. Un des plus grands fourbes que présente l'histoire; I, 181. — A contribué au supplice de Charles I; I, 416. — Mot de lui sur la France; II, 223. — Cité; II, 451, 452. — Conseillait à Louis XIV de ne pas introduire d'ecclésiastiques dans son conseil; IX, 192.

**Maximilien**, docteur. Meurt victime de son dévouement dans l'épidémie de Barcelone; une pension est faite à sa mère; IX, 67, 70, 72, 89.

**Maximilien**. Son vote dans le procès du roi; III, 382.

**Maximilien**. Son vote dans le procès du roi; III, 372, 397. — Représentant du peuple à Lyon; extraits de ses rapports; IV, 106, 109.

**Maximilien**, astronome. Membre du bureau des longitudes lors de sa création; IV, 338.

**Maximilien**, député. Un des signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 156.

**Maximilien** (de), duc. Extorsion diplomatique dont il est l'objet lors de l'organisation de la considération au Rhin; anecdote; VI, 215.

**Mecklenbourg-Schwefin** (de), prince

fait prisonnier par Murat (1806; VI, 339.

MADISS CAÏL (DE), duc. Il eut dans l'insurrection espagnole contre Napoléon; VI, 364.

MADUSE (DE). Naufrage de cette frégate; VIII, 367, 368.

MALART, général autrichien. Battu près de Maribor; à Austerlitz; il capitule à Laybach; VI, 173, 186, 406.

MÉNÉZ-LAVAL, secrétaire-greffier de la commune de Paris. Il a signé des bons pour les septembriseurs; III, 184, 218.

MÉLLEUX. Son vote dans le procès du roi; III, 380.

MÉJANNE. Son vote dans le procès du roi; III, 364.

MÉLAN, architecte. Massacré au 10 août; III, 351.

MÉLLE, général autrichien. Commande en 1799; vainqueur à Novi, à Savigliano; V, 244, 228, 250.—En 1800 il s'abstient sur les manœuvres de Bonaparte, et se laisse conduire par l'idée chimérique d'envahir les frontières de France; perd la bataille de Marengo; signe l'armistice d'Alexandrie; V, 367, 390 et suiv., 393 et suiv., 399 et suiv.—Cité; VI, 167, 384.

MELLIN. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

MENNEZET. Prise de cette place par Lecourbe (1800); V, 387.—Par le maréchal Soult (1805); VI, 166.

MEZONNET, général espagnol. Tué à la bataille de Toulouse; VI, 446.

MENON, Espagnol célèbre. Sorti de l'école de Bayona; V, 191.

MEXIAUX. Son vote dans le procès du roi; III, 362, 403.

MAYOT, président de l'assemblée constituante. Il répond à la députation universelle; II, 233.—Donne le bras à la reine lors du retour de Varennes; II, 370.—Commande à la déroute de Saumur; mais vain général; il essaie de nouvelles défaites dans la Vendée; IV, 44, 52, 59.—Au 13 vendémiaire, il compromet les troupes qu'il commande; la convention avait fait choix du plus incapable des généraux; IV, 380, 382 et suiv.—Plus inhabile que Scherer; IV, 405.—De l'expédition d'Égypte; reçoit les instructions que Bonaparte laisse à Kleber; V, 120, 129.—Successeur de Kleber dans le commandement en chef, qui renouait de droit à Meynier; militaire sans capacité, il combattit et capitula mal; V, 211, 396 et suiv.—Se fait mahometan, et prend le nom d'Abdallah; perd la bataille de Canope; renfermé dans Alexandrie, il rend cette place, et signe la convention qui termine l'expédition d'Égypte; V, 429, 435, 446.

MÉCHAS (L. S.), homme de lettres. Ex cite l'insurrection dans ses feuilles; II, 113.—Membre de la convention, il vote dans le procès du roi; III, 383.

MÉCHAS, sergent de la garde nationale parisienne. Rayé des contrôles pour avoir refusé d'arrêter le député Manuel au sein de la chambre (1823); IX, 129.

MERCY D'ARGENTEAU (DE), comte, ambassadeur d'Autriche. L'abbé Vermond lui était vendu; I, 427.—Appuie le projet de la fuite du roi; II, 154.

MERYEL (DE), comte, ministre autrichien. Membre désigné du congrès de Rastadt; V, 106.

MÉTHUEN, avocat. Honore sa profession et illustre son nom dans l'affaire de La Rochelle; un des juristes consultés qu'environne la confiance nationale; IX, 106 et suiv., 190.

MÉTIS. Son vote dans le procès du roi; III, 363.

MÉRAY (de Donai). Cité; II, 284.—Membre de la convention; III, 241.—Son vote dans le procès du roi; il combat l'opinion de Tronchet, qui demandait les deux tiers des voix; III, 377, 388, 397.—Cité comme auteur des lois révolutionnaires; III, 409, 454.—Représentant du peuple à l'armée du Nord; juriste consulté exalte; IV, 7, 11.—Auxiliaire de Robespierre au comité de salut public; rapporteur de la loi des suspects; IV, 80, 87, 90, 378.—Il annonce au duc d'Orléans que son arrestation est décidée; anecdote; IV, 144.—Cité pour sa conduite révolutionnaire; IV, 163, 190, 202, 228, 244, 246, 249, 265, 272, 291, 303.—Membre de la commission de constitution (pour l'an 3); IV, 319, 322.—Il affecte d'approuver la chute de Robespierre; reste parmi les meneurs de la populace et les partisans de la terreur; IV, 331, 370, 372, 379, 381.—Étend ses vues constitutionnelles; rapporteur infatigable des lois sur l'organisation générale à la fin de la convention; IV, 368, 395.—On aura la douleur de le revoir un jour; est comme ministre de la justice sous le directoire; IV, 395, 403.—Est l'introduit de l'institution hideuse du ministère de la police; cite; IV, 413 et suiv., 416, 429, 445.—Seconde le directoire au 18 fructidor; V, 25, 29, 52, 55.—Obtient récompense en recevant la place de Carnot (un des cinq directeurs); V, 58.—Cité; IX et suiv., 83, 116.—Il affirmait, dans un mémoire justificatif, que c'est Bonaparte qui a voulu l'expédition d'Égypte; V, 118.—A son entrée au directoire, les actes de ce corps sont distingués par plus de despotisme et de duplicité; V, 163.—Pro-

donner une harangue contre l'assassinat de Radstadt; V, 128. — Chassé du directoire par le corps législatif (30 prairial); V, 203 220. — Ministre de la police, il avait décidé que les émigrés naufragés à Calais devaient être jugés militairement et sans délai; V, 258. 300. — Cité; V, 313, 425; VI, 46, 102, 307, 410; VII, 130, 434, 453, 469, 484 et suiv. — Sessophismes ont amené la cour de cassation à reconnaître comme lois les actes du gouvernement impérial; 8, 39 et suiv. — Un des conseillers d'état qui relèvent Napoléon de sa boiterie (1815); VIII, 151. — Membre de la chambre des représentants; VIII, 173. — Cité; VIII, 367, 448.

MÉALIN (de Thionville). Entré par des principes démocratiques; appuie la création d'un comité de surveillance; en est membre; III, 4, 27. — Conjuré du 10 août; III, 138. — Absent lors du procès du roi; envoie son vote; III, 387. — Cité; IV, 249. — Du conseil des Cinq-Cents; V, 27.

MÉALIN (la sœur Anne). Une pension lui est accordée pour son dévouement à Barcelonne; IX, 89.

MÉALIN (Elisabeth). Son vote dans le procès du roi; III, 360, 399.

MÉAR. Ambassadeur anglais près de Napoléon; IX, 51.

MÉAR-SA-SAINTE. Sacken y est repoussé par la division Boyer; anecdote qui peint le soldat français; VII, 350.

METTERNICH, ministre autrichien. Homme d'état médiocre, amant des anciens despotismes; ses efforts seront vains; I, 10, 36. — Commence à Dresde et à Prague le rôle de duplicité qui doit le signaler en Europe (1813); VII, 213, 221. — Entretient des intelligences à Paris (1814); VII, 333. — On le voyait dans les salons de l'archichancelier (Cambacérès); VII, 455. — Cité; VIII, 247, 255, 303. — Membre du congrès de Vienne; IX, 113.

MEXIQUE (le). Hurbide, proclame empereur de ce pays, ne peut se maintenir sur le trône; il est fusillé; le congrès nomme un pouvoir exécutif composé de trois membres; adoption d'un gouvernement républicain; ce pays est à jamais perdu pour l'Espagne; IX, 130, 161, 181.

MEXAN. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 395.

MEXIAN (de la Dordogne). Son vote dans le procès du roi; III, 387.

MEXIAS, général. Commande sous Bonaparte (1796); IV, 433.

MEXIAU (du Doubs). Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

MEXIAU (Joseph), de l'Académie française, soteur de l'immortelle de l'âme,

poème empreint de sentiments républicains, et de stances sur la naissance du roi de Rome; citation de ces deux pièces avec éloge; IV, 209 et suiv.

MICHAUX (de la Meurthe). Son vote dans le procès du roi; III, 376.

MICHAUX (du Morbihan). Son vote dans le procès du roi; III, 376.

MICHAUX (don), infant de Portugal. Se place à la tête d'un mouvement contre la constitution; tour à tour blâmé et pardonné par le roi son père (1813); IX, 136, 177.

MICHAUX, général. Attaché au roi de Naples Ferdinand (1799); V, 216.

MICHAUX. Son vote dans le procès du roi; III, 381.

MICHAUX. Administrateur de police, il entre dans le projet de faire évader la reine de la Conciergerie; est guillotiné; IV, 119.

MIRI (troubler du). Voir Aigues, Lyon, Marseille, Nîmes, Toulouse, etc.

MIRIAT. Ecrivain qui méritait l'estimation nationale; I, 31.

MILAN. Occupation de cette ville par Massena; prise du château; IV, 451, 455. — Suwarow s'en rend maître; V, 197. — Les Français la reprennent (1800); V, 391. — Napoléon est couronné dans cette ville comme roi d'Italie; VI, 150. — Il y rend le décret qui déclare les îles Britanniques en état de blocus; VI, 293.

MILANS DEL ROSA. Propriétaire espagnol, devenu chef redoutable de guerillas, et confirmé général par Ferdinand; VII, 202.

MILBACH (du Cantal). Son vote dans le procès du roi; III, 364, 399.

MILBACH, général. Contribue à la victoire d'Wna; à Passwalk, avec seize cents chevaux, il soumet cinq mille Prussiens; VI, 333, 339.

MILLESIMO. Seconde victoire de Bonaparte; elle sépare l'armée de l'armée autrichienne; IV, 450.

MINS, général espagnol. Cité; VII, 212. — Son dévouement à toute épreuve en 1813; il échappe au sort de Riego; IX, 156.

MISICIO (le). Le prince Eugène y ramporte une victoire sur les Autrichiens; VII, 341.

Ministère anglais. Est machiavélique; vers de Voltaire qui renferme toute sa politique; I, 43 — A fait tout ce qu'il était possible pour retarder la ruine de son pays; I, 48. — Voir Politiques (faits et démarches). — S'est déshonoré par sa conduite à l'égard de Napoléon; IX, 48, 50 et suiv., 52.

*Ministère français.* Le clerge ne lui a fourni que deux membres recommandables; I, 181. — Louis XIV eut vingt-six ministres, Louis XV quarante, Louis XVI vingt-sept; I, 283; VIII, 442. — La politique constante du ministère français fut d'entretenir des divisions dans les trois royaumes, notamment en Irlande; I, 416. — De ses déprédations à toutes les époques; I, 628 et suiv. — D'après les comédi de Maanin et de Fleury, tous deux cardinaux, les rois ne devraient jamais y introduire d'ecclésiastiques; IX, 192. — Il doit obéir franchement à l'esprit du siècle s'il veut fermer l'abyssé des calamités (conclusion); IX, 280.

*Ministère (organisation du)* par l'assemblée constituante; II, 315. — Voir *Ministres*.

*Ministère de la police générale.* Créé sous le directoire; hideuse institution; IV, 413 à 416. — Rétabli par décret impérial (1806), après avoir été réuni à celui de la justice; VI, 128. — Réuni au département de l'intérieur, il en est séparé (1809); VI, 448, 449. — Voir *Fouché, Merlin*. — La police est confiée à une direction générale (1816); VIII, 19. — Rendue à un ministre (1815); VIII, 258, 280. — Le ministère est supprimé (1818); ses fonctions, renfermées dans une division, n'en sont pas moins malveillantes; VIII, 460.

*Ministère des affaires étrangères.* Ce qu'il coûtait avant la révolution; II, 222. — Le domaine extraordinaire fut créé par Napoléon pour éviter les exactions diplomatiques; VII, 2.

*Ministère sous Louis XVI.* Sa composition au commencement de 1787; I, 345. — Ce qu'il avait été depuis la retraite de Malesherbes et Turgot; dire au Manrepas, Necker, Joly de Fleury, d'Ormesson et Calonne; I, 348 et suiv. — Lamoignon et les deux frères de Brienne y sont appelés en remplacement de Miroménil, Calonne et Segor (le maréchal); I, 360. — Malesherbes rentre au conseil; I, 373. — Retraite du cardinal de Brienne; de sa gestion; I, 420 à 428. — Necker est rappelé aux finances; I, 429. — Renvoi de Necker; démission de Saint-Priest, de Montmorin et de Launay; le nouveau ministère, généralement réprouvé à cause de son attachement au pouvoir absolu, a pour membres L. Vauguyon, de Breteuil, de Broglie, Foulon, Laporte, la Galaisière, de Barentin; II, 66. — Son aveuglement; sa consternation pendant la journée du 14 juillet; réflexions sur la conduite qu'il a fait tenir au roi; II, 76 à 84. — Rappel de Necker, de Saint-Priest, de la Launay et de Montmorin; le

roi leur associe Champion de Cicé, Lefranc de Pompignan, de Latour-Dauphinois, de Beauveau; II, 96, 108. — Retraite définitive de Necker, démission du précédent ministère, à l'exception de Montmorin; II, 258 à 263. — Manœuvre et corruption pour faire échouer la révolution; dépenses secrètes; II, 463 à 465. — Le ministère de Louis XVI contre révolutionnaire jusqu'au 10 août, à quelques exceptions près; III, 13. — Moyens qu'il employait pour diriger l'opinion publique; III, 39 et 41; 66 et 67; 171, 217. — Voir *Motterville (Bertrand de)*. — Mise en accusation de Delessart, remplacé par Dumouriez; démission de Tarhe et de D'arport-Dutertre; Roland, Clavière, Servan, Lacoste, Duranton, entrent au ministère; ravin des trois premiers; entrée de Chambonas, Monciel, Lajarre, Braulteu; de la gestion de Narbonne à la guerre; démissions; entrée de Dejoly, Champion-Villeneuve, Bigot Sainte-Croix, Dubouchage, derniers ministres de Louis XVI; III, 63, 68, 70, 89 à 92, 115 et suiv.

*Ministère après le 10 août* (conseil exécutif). Composés de Danton, Monge, Roland, Clavière, Servan, Lebrun; III, 164. — Sa réponse au roi de Prusse; III, 281. — Fache remplace Servan; Garat succède à Danton; III, 247 et 248. — Bernouville à Fache; Roland quitte le ministère; IV, 3, 13. — Clavière et Lebrun sont décrets d'arrestation; Garat sort du ministère; a-euse, il est défendu par Danton; IV, 39, 79. — Le ministère, ou plutôt l'exécutif, est supprimé (1794); IV, 184.

*Ministère sous le directoire.* Sa formation; Merlin (de Douai) est à la justice; IV, 403. — Création du ministère de la police, hideuse institution; IV, 413 à 416. — Talleyrand est promu aux relations extérieures à l'époque du 18 fructidor; François (de Neufchâteau), Sotin, Scherer, ont un portefeuille à la même époque; V, 27, 29. — Cambacères, Quinette, Berodolte, Fouché (de Nantes), Reubard, entrent au ministère (1799); V, 204 à 206. — Duhou-Crancé remplace Bernadotte à la guerre peu de jours avant le 18 brumaire; V, 245.

*Ministère sous le consulat.* Talleyrand reprend les relations extérieures après le 18 brumaire; il est en regard de Fouché, qui retient la police; V, 292.

*Ministère sous l'empire.* Napoléon oblige ses ministres d'être probes et honnêtes; à deux grandes exceptions près, ils n'acquirent leur fortune que par les bienfaits du prince; VII, 480.

*Ministère depuis la restauration.* V. *Gou-*

ternement provisoire. — Son incapacité prépare des esclandites à la France ; corrompt les citoyens, ou profite de leur indifférence pour usurper leurs droits ; I, 11 et suiv., 29, 110. — Dambray, Talleyrand, Montesquieu, Dupont, Malouet, Louis Blacas composent le premier ministère ; VIII, 19. — Dupont et Malouet sont remplacés par Soult à la guerre, et par Beugnot à la marine ; VIII, 81. — Clarke succède à Soult ; VIII, 103. — Voir *Cent-jours* pour les fautes de ce premier ministère, qui avait profondément otoblesse le régime constitutionnel. — Talleyrand (président du conseil), Fouché, Pasquier, Gouvion-Saint-Cyr, Jaucourt, Richelieu, Louis, composent le ministère à la seconde restauration ; VIII, 248. — Naissance du despotisme ministériel ; VIII, 252, 256. — Voir *Charte, Elections, Journaux, Liberté de la presse, etc.* — Le ministère est renouvelé ; Richelieu (président), Barbe-Marbois, Vaublanc, Clarke, Dubouchage, Corvetto, Decazes ; VIII, 279 et suiv. — Accusé de provoquer des conspirations ; VIII, 292. — Voir *Chambre des députés* pour les lois qu'il propose. — Barbe-Marbois remet les serments à Dambray, et Laine remplace Vaublanc à l'intérieur ; VIII, 311. — L'ordre du jour du 5 septembre est le premier pas du ministère pour rentrer dans le régime constitutionnel, néanmoins il mécontente tous les partis, déplait à toutes les opinions ; notice sur chacun de ses membres (817) ; VIII, 350, 356, 363 à 371. — Gouvion-Saint-Cyr est appelé à la marine, où il succède à Dubouchage ; il rentre ensuite à la guerre, en remplacement de Clarke ; le département de la marine est confié à Mole ; VIII, 385 à 387. — Le despotisme ministériel s'efface en principe ; VIII, 398. — Corvetto quitte les fonctions ; il est remplacé par Roy ; VIII, 427. — Fautes du dernier ministère, il est en partie renouvelé ; Decazes, de Serre, Portal, Louis, nouveaux ministres, Decazes passe à l'intérieur ; le département de la police est supprimé ; statili que ministérielle, de 1814 à 1815 ; examen général, situation politique ; VIII, 439 à 454. — Decazes est remplacé aux affaires étrangères par Pasquier ; Gouvion-Saint-Cyr à la guerre par Latour Maubourg. — Louis, aux finances, par Roy ; président du conseil, Decazes ; il cherche à sortir du régime constitutionnel (1819) ; VIII, 467 et suiv., 470. — Chute du ministre Decazes ; il est remplacé à la présidence du conseil par Richelieu, et à l'intérieur par Simon (1820) ; IX, 7. — Progrès du despotisme ministériel ; IX, 14, 29 et suiv., 76. — Lauriston est nommé ministre de la

maison du roi ; IX, 30. — Le ministère est renouvelé ; Peyronnet aux travaux, Mathieu Molé aux affaires étrangères, Victor (Bellune) à la guerre, Carrière à l'intérieur, Clermont Tonnerre à la marine, Villèle aux finances ; Richelieu conserve la présidence, et Lauriston le ministère du roi (1821) ; IX, 77 à 79. — Villèle est nommé président du conseil ; Chateaubriand est appelé aux affaires étrangères (1821) ; IX, 106, 117. — Damas est nommé à la guerre (1823) ; IX, 151. — Despotisme ministériel ; IX, 173 à 176, 193. — Chateaubriand est expulsé ; IX, 177. — Damas passe aux affaires étrangères, Clermont-Tonnerre à la guerre ; le département de la marine est confié à Chabrol-Crouzet ; Dondès ville remplace Lauriston à la maison du roi (1824) ; IX, 184 et suiv. — Les ministres doivent obéir franchement à l'esprit du siècle (conclusion) ; IX, 180. — *Ministériels* (les). Complaisants du pouvoir, habitués à l'abnégation de toute idée positive ; VIII, 417 et suiv. ; IX, 175 et suiv.

*Ministres*. Ne peuvent être membres de l'assemblée constituante, ni voter à ses délibérations ; ce décret fut rendu contre Mirabeau ; II, 189, 191. — Leurs traitements et gages fixés par l'assemblée ; II, 231. — Ne peuvent être choisis, armées députés ; II, 188, 304. — Un décret de la convention punissait de mort celui qui retardait l'envoi des députés ; XIII, 473. — Ministres d'état ; chambre du régime représentatif ; leur nombre s'accroît (1812) ; IX, 81.

Missa. L'Autrichien Schwartzemberg abandonne cette place à l'ennemi lorsqu'il commence sa défection (1812) ; VII, 144.

Molais, général. Se distingue à l'armée d'Italie (1797) ; V, 3. — Commande sous Masséna (1800) ; V, 384.

Mirabeau (ar), comte. Cité comme un des premiers auteurs de la révolution ; I, 231, 181. — Répon sé par la noblesse de Provence, il est accablé par le tiers-état ; conséquences ; I, 467. — Deux mots de lui ; I, 275. — Cité comme dominant l'opinion des collègues ; II, 39. — Propose la dénomination de représentant du peuple ; II, 21. — Ses par les mémorables au grand maître des cérémonies dans la séance royale du 23 juin ; II, 47. — Cité ; II, 55. — Désigné comme victime par la cour ; II, 65, 66, 103. — Cité comme partisan du duc d'Orléans ; pour son influence comme orateur ; II, 81, 84. — Paroles qu'il veut qu'on transmette à Louis XVI à l'occasion des projets ministres de la cour ; II, 90. — On suppose qu'il inspire les projets de désorganisation ; désigné comme un Méchiavel



imbu du génie de Sylla; II, 110 et suiv., 113. — Se prononce pour le veto absolu; II, 123 et suiv. — Accusé par Rivarol; II, 152. — Denoncé le ministre Saint-Frist; drigue la reine à l'occasion des événements d'octobre, dont il est lui-même garde comme instigateur; II, 157, 159, 162. — Propose la loi martiale; II, 167. — Porte au *hera-ron* une plusieurs sommes, notamment 125,000 liv., sur sa parole d'honneur de faire avorter les projet de l'assemblée; II, 170. — Un des fondateurs de la société de 83; II, 177. — Combat la délation qui exclut les ministres de l'assemblée; vendu à la cour; déclin de sa puissance; anecdotes; II, 189 à 197, 242, 287. — Ses paroles en annonçant la mort de Franklin; II, 224. — Son opinion dans la discussion du droit de guerre et de paix; II, 228 et suiv. — Declare tyrannique et impraticable une loi contre l'émigration; II, 284. — Sa mort; de son talent, de sa carrière politique, etc.; honneurs qui lui sont rendus; II, 289 à 304. — Paroles qu'il avait adressées à Louis XVI dans une entrevue secrète; II, 313. — Cité; II, 368, 449. — Compromis dans les papiers de l'armoire de fer; est perdu et s'effugie à Paris; III, 268, 291. — Cité; IV, 155 et suiv., 269, 282, 283; VI, 68, 112, 199; VII, 314. — Cite la monarchie héréditaire, et sur l'instruction publique; VIII, 37, 193, 331.

MISSEAU (DE), vicomte. Commande nos troupes contre-révolutionnaires sur les bords du Rhin; anecdote sur son dévouement au roi à la royauté; II, 335. — Chef de l'émigration; III, 12. — Mis en jugement en France; III, 50.

MISSEAU. General de division à la bataille de Valmy; III, 328. — Accusé par Dumouriez du désastre de Nerwinde; IV, 14.

MISSEAU (HERNÉ), garde des sceaux. Est remplacé par Lamoignon; I, 216 et 366.

MISSEAU, vice-amiral. Commande une expédition contre les établissements anglais (1805); VI, 180.

MISSEAU, Voie Fénelon.

MISSEAU, général au service de la république française. Il portera sa tête sur l'échafaud; IV, 88.

MISSEAU (DE), comte. Membre du congrès de Vérone pour la Russie; IX, 113.

Misère. Les girondins le déclarent à la convention; complot formé pour les égorger; IV, 2, 3, 34. — D'après une assemblée du ministre Ferrand, les Bourbons devaient aussi leur décerner une peine à la restauration; VIII, 89.

MOLLENDORF, maréchal prussien. Blesse à Iena; prisonnier à Erfurt; VI, 230 et suiv., 236.

MORA. Voir France, Paris.

MORANGIER. Bernadotte y remporte une victoire qui sauve le quartier-général de Napoléon (1806); VI, 248 et suiv.

MORAN. Voir Clergé.

MORAN, général noir de Saint-Domingue. Accusé de négligence, il est fusillé par l'ordre de Toussaint Louverture, dont il était le neveu et le favori; V, 21.

MOLÉ, conseiller-d'état. Il justifie la nomination du président du corps législatif par l'empereur, en alléguant les étiquettes du palais (1813); petits-fils du juif Samuel-Bernard; VII, 276 et suiv. — Zélé pour le gouvernement impérial; vehement à Blois, contre la légitimité; nommé ministre de la marine par le roi (1817); est remplacé en 1818; VIII, 387, 420, 449.

MOLÉ, Son *Tartuffe* un des ouvrages qui ont préparé la révolution; I, 214.

MOLÉ, général. Seconde Masséna dans les combats de Zurich (1799), d'une bravoure et d'un talent remarquables; V, 198. — Avec trois cents hommes il repousse des forces considérables, dont une partie commandée par Suwarow; V, 237 et suiv. — Prend Feldkirch, de concert avec Leclerc (1800); IV, 403. — Charge de la défense de la Hollande (1813); VII, 276, 333. — Commande en Espagne (1813); fait lever le siège de Sagonte; entre dans Valence; après la campagne, il est nommé maréchal de France par anticipation sur la première extinction; il est aussi élevé à la dignité de pair; IX, 180, 184, 128, 151.

MOLÉ. Son vote dans le procès du roi; III, 361.

MOLÉ, ELT. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

MOLLEVILLE (Bertrand DE). Passage de lui qui révèle les manœuvres contre-révolutionnaires des ministres de Louis XVI; II, 482 à 486. — Cité; ministre de la marine, il la désorganise; III, 42 et suiv. 49. — Cité sur les intrigues contre-révolutionnaires; III, 52, 53, 55, 56 à 58, 77, 133, 135, 161, 170, 263, 423. — Cité; IX, 21.

MOLLIEN. Ministre du trésor sous l'empire, il reprend ses fonctions dans les cent-jours; VIII, 144.

MOLLIEN. Son vote dans le procès du roi; III, 366.

Monarchie française. Il est faux qu'elle date du quatorzième siècle; sa constitution dite fondamentale ne se trouve nulle part; I, 102, 321. — Sans pouvoir absolu à son berceau, ni plus tard; I, 148. — Doit son

onité à Louis XI; I, 175. — Ses annales regorgent de forfaits semblables à ceux qu'on reproche à la révolution; I, 132 et suiv. — On en trouve l'histoire impartiale dans l'*Histoire de Paris* par Dulaure; I, 319.

**Monarchiens, monarchistes.** Ceux qu'on désignait ainsi; II, 452.

**Monarchique (club).** Menacé par le peuple; ses tentatives pour la contre-révolution; est dispersé; II, 284, 285, 289; III, 31.

**Monastères.** Voir *Clergé*.

**MOAËT, général.** Commande l'armée des Pyrénées; prend Saint-Sébastien, gagne la bataille de Roncivans, etc. (1794); IV, 275, 295, 313. — Seconde Bonaaparte au 18 brumaire; V, 262. — Commande l'aile gauche de l'armée d'Italie en 1800; traverse le Saint-Gothard; contribue à la victoire de Pozzolo; V, 367, 390, 403, 411, 420. — Placé à la tête de la gendarmerie; sa police confond les noms dans l'affaire du duc d'Enghien; VI, 47, 51. — Nomme maréchal de l'empire; notice; VI, 103 et suiv. — Commande dans la Péninsule; VI, 303, 335.

— Commande les gardes nationales qui défendent Paris; ils immortalisent (1814); VII, 390, 394. — Bachel de la pairie à la seconde restauration; VIII, 257. — Membre du conseil des marchands qui se déclare incompetent pour juger Ney; lettre qu'il adresse à Louis XVIII à cette occasion; elle lui fait le plus grand honneur; VIII, 308 et suiv. — Commande en Espagne (1823); entre en Catalogne; occupe Roses, Gironne, Figueras, Sed d'Urgel, Tarragone; accorde une capitulation à Minas, et favorise son embarquement; IX, 131, 133 et suiv., 149, 152 et suiv., 156.

**MOAËT (de), ministre de Louis XVI.** Est chargé de payer des contre-révolutionnaires; II, 455. — Son entrée au ministère et sa démission; III, 90, 115.

**MOAËT.** Troisième victoire de Bonaaparte; elle achève la défaite des troupes sardes; IV, 450.

**MOAËT (de La Lèze).** Son vote dans le procès du roi; III, 374, 401.

**MOAËT (du Puy-de-Dôme).** Son vote dans le procès du roi; III, 379, 396.

**MOAËT.** Cité comme l'un des deux membres de l'Académie des sciences qui se sont élevés contre le pouvoir monarchique; I, 275. — Ministre de la marine après le 10 août; III, 184. — Discours qu'il prononce sur l'adoption du décret qui fonde la république; III, 238. — Professeur à l'école Polytechnique lors de la formation; IV, 316. — Un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

**MOAËT.** Remet des colonnades; un

méro indiqué; I, 67 et suiv.; III, 12. — Vanté à tort pour son exactitude et sa simplicité; III, 195, 206; V, 414 et suiv. — Ne donne que quelques lignes sur l'exécution du duc d'Enghien; VI, 38. — Il a fait des ennemis à Napoléon par ses diatribes contre les étrangers; VII, 229.

**MOAËT.** Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

**MOAËT-DUPIN, procureur général à Rennes.** Dresse l'acte d'accusation dans l'affaire de Nantes; XI, 99.

**MOAËT, général.** Livre Flessingue aux Anglais en 1809; prisonnier en Angleterre; condamné à mort en France; réintégré en 1814; VI, 437, 444.

**MOAËT, général.** Après un siège de six mois soutenu avec une rare intrepidité, il capitule honorablement à Ancône (1799); V, 291.

**MOAËT.** Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

**MOAËT.** Cité sur Saint-Cirq; VI, 277.

**MOAËT, des États-Unis.** Cité pour sa politique et ses talents; VIII, 429.

**MOAËT.** Pris de cette ville par le général Ferrand; IV, 225.

**MOAËT.** Voir *Charles-Philippe et Louis-Stanislas-Xavier*.

**MOAËT-Piété.** Louis XVI l'établit; I, 468.

**MOAËT (de Milan).** Drainacription y sont créés en faveur de l'armée impériale; VI, 283.

**MOAËT (les).** Cordeliers et Jacobins; pour quoi nommés ainsi; III, 88.

**MOAËT (la),** parti de la convention oppose aux girondins; alle les renversés; IV, 11, 31, 36, 39, 41 à 43.

**MOAËT, chef d'une légion à la solde de l'Angleterre.** Il occupe Port-au-Prince; IV, 205.

**MOAËT.** Les patriotes y sont massacrés; II, 218.

**MOAËT, un des Bordelais récompensés de leur zèle pour la restauration;** VIII, 154.

**MOAËT (de), prince.** Louis XVI l'appelle une bête; II, 364. — Cité; IX, 21.

**MOAËT.** Occupation de cette ville par les Autrichiens; VII, 323 et suiv.

**MOAËT, général de cavalerie.** À Almeida il charge Wellington et le force à la retraite; VII, 53. — Commande un corps dans la campagne de Russie; tué à la Moskova; VII, 97, 113, 115.

**MOAËT (de), comte, capitaine de vaisseau.** Homme de mérite; sorti de l'école de Sorèze; V, 121.

**MONTESSELO.** Victoire qui précéda de cinq jours celle de Marengo; le général l'annonça et eut la plus brillante part; V, 393.

**MONTGOURT (des Pyrénées-Orientales).** Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398.

**MONTGOURT, général.** Désigné comme un officier sans talent, et choisi en conséquence par l'écéquier pour favoriser sa trahison; IV, 429.

**MONTMAY (de).** duc. Membre de la régence espagnole (1808); IX, 136.

**MONTMAY.** Victoire de Bonaparte qui ouvre sa première campagne d'Italie; IV, 440.

**MONTMAY.** Napoléon y bat les alliés (1814), il s'est épuisé dans le combat, en disant gaîment un bon mot à ses soldats; VII, 319.

**MONTMAY.** Son portrait de Louis XVI; I, 93. — Critique sur sa prévention pour la noblesse; I, 136, 154. — Son éloge de Louis XVI et du cardinal d'Amboise; II, 180. — Va pas sans parler de la Saint-Barthélemy; I, 187. — Son opinion sur la cour; I, 215. — Son mot contre les jacobins; I, 216. — Cité; II, 129, 131, 134, 322, 415. — Cité; III, 211, 214. — Avoit une tendance pour le gouvernement républicain; III, 297. — Citations; IV, 25, 213; V, 327; VI, 487, 499; VIII, 60, 122, 212, 272, 326, 397, 399.

**MONTMAY (les).** De la généalogie de cette maison; I, 113. — Leur noblesse est moins illustre, moins nationale que celle des maréchaux de l'empire; VI, 110. — Ils s'arrêtent modestement à Clèves; VIII, 96.

**MONTMAY (de), marquis.** Cité comme un des sept membres de l'Académie française qui embrassèrent la révolution, I, 274. — Se réunit au des premiers aux députés du tiers-état; II, 53. — Port au *livre-rouge*; s'était chargé de l'entretien des écuries de MONTMAY pour la somme annuelle de 800,000 fr.; II, 230 et suiv. — Commande l'armée de Savoie; se rend maître de ce pays; III, 62, 245, 257.

**MONTMAY (de), baron.** Cité comme partisan du duc d'Orléans; II, 81.

**MONTMAY (de), abbé.** Cité parmi les constitutionnels les plus remarquables; II, 56. — Parle au nom de la minorité du clergé; patriotisme hypocritique; II, 98. — Membre du comité des rapports; III, 108. — Défend les liens du clergé d'une manière équivoque; II, 109. — Fait adopter la suppression des vœux monastiques, etc.; II, 201. — Cité sur les bienfaits de la révolution; II, 462. — On le verra atteint de l'hydro-

phobie morale des ennemis de la presse; V, 54. — Membre du gouvernement provisoire (1804); VII, 409. — Ministre de l'intérieur à la première restauration; VIII, 19. — Il présente un rapport sur la situation du royaume; amène censure de l'administration impériale; examen et rectification de ce rapport; VIII, 52 à 60. — Il présente une loi sur la presse, résultat d'étranges méditations; il soutient une longue argumentation pour démontrer la synonymie de *presser* et *reprimer*; discussion; VIII, 14 à 79. — Appelé devant les tribunaux par décret de Napoléon (1805); VIII, 104, 106. — En blessant les intérêts personnels et le régime constitutionnel, il a provoqué la catastrophe des cent-jours; VIII, 104, 109, 115, 121, 133 et suiv. 137, 154, 225. — Est nommé duc (1811); IX, 47. — Étant président de la chambre des députés en 1814, il reçoit une lettre de Louis XVIII qui exprimait le désir de sa prince d'être surnommé *Louis-le Désiré*; IX, 201.

**MONTMAY (de), comte.** Anecdote qui lui est commune avec Napoléon, qu'il était le chambellan; III, 335. — Président du corps législatif, il félicite Napoléon sur son mariage; il apporte dans ses fonctions toute l'obéissance des états du palais; VII, 12, 387; VIII, 96.

**MONTMAY (de), comte.** marié secrètement au duc d'Orléans (sœur d'Orléans); I, 256; II, 218. — Son regard pour MONTMAY; II, 300. — Décrite d'arrestation; IV, 143.

**MONTMAY (de), comte.** Il avait épousé la nièce de la marquise de Crussol; d'Amboise; IV, 200. — Chargé d'une mission dans l'Ouest, il s'est avec Charlotte, son ancien ami, une entrevue dans laquelle ce chef vendéen fait bien connaître la magnanimité de son caractère; V, 311. — Arrivé comme royaliste, il doit son salut à la conduite généreuse de madame Joséphine Bonaparte (1801); V, 416.

**MONTMAY (de), comte.** Chargé par Louis XVI de missions secrètes; II, 314. — Par Louis XVIII, de négocier l'échange de la fille de Louis XVI; IV, 63, 407. — Il fournit des fonds pour tenter de faire évader la reine de la Conciergerie; peu de jours avant le 10 août il déposa une somme aux pieds de Louis XVI, qui l'accepta; IV, 119. — Atteste les intelligences de Fiebigre avec le prince de Condé; IV, 408. — Envoyé auprès du prince Charles par Louis XVIII, que l'Autriche menaçait d'enlever; IV, 467. — Justifié du mémoire que d'Antraigues prétendait avoir reçu de lui à Vienne (1797); V, 47. — Poli-

gnac et Rivière, complices de Georges, lui doivent en partie leur conservation ; paroles qu'il adresse à Napoléon dans cette circonstance (1804) ; VI, 126 et suiv. — *Passage de ses Conjectures sur les suites des révolutions*, ouvrage publié à Londres et à Hambourg en 1795 ; VII, 13 et suiv.

**MONTCAILLAS (22)**, abbé, auteur de cet ouvrage. Notice sur sa vie ; I, 1. — Dans quelle position favorable il s'est trouvé pour écrire l'histoire de la révolution ; ses principes ; I, 55, 335 ; IX, 275. — Tribut de respect et de reconnaissance qu'il paye à l'illustre don Despault, dont il a été un des élèves à l'école de Sorèze, V, 191.

**MONVOISIER**. Son vote dans le procès du roi ; III, 332, 401.

**MONVOISIER (Joseph)**. Sa mort ; notice sur les inventions qu'on lui doit, notamment les *seruents* ; VII, 16.

**MONVAILLOIS, général**. A suivi Napoléon à Saint-Hélène ; IX, 47.

**MONVAILLOIS (22)**. Cit. pour le jugement qu'il porte de Napoléon dans son ouvrage sur les finances ; II, 14. — Citation du même ouvrage sur *Mulchierbes* ; III, 128.

**MONVAILLOIS**. Cité comme ouvrier en bascule lit-rature, notamment pour sa *Cojur-ation du doc d'O. leon* ; I, 229 ; IV, 156.

**MONVAILLOIS (22)**, comte. Surnommé le *Don Quichotte de la féodalité* ; éloge de son caractère ; I, 27. — Suppose à l'admission des ministres dans l'assemblée ; II, 184. — Cité ; II, 323. — Captivé sous Napoléon pour faire valoir le gouvernement féodal ; VI, 208. — On le voyait dans les salons de Cambacérès ; VII, 455.

**MONVAILLOIS, général**. Se distingue à la bataille de Sigont ; VII, 59.

**MONVAILLOIS**. Son vote dans le procès du roi ; III, 273, 297.

**MONVAILLOIS**. Napoléon y bat les alliés (1804) ; III, 348.

**MONVAILLOIS (les)**. De la généalogie de cette maison ; I, 113, 128. — Caractère du comte Anne, surnommé capitaine *Beule-laines* ; I, 318. — La marquise de Montmorency exprime le plus vif désir de devenir l'alliée de la Dabarry ; II, 218. — Morts du cardinal de Montmorency, évêque de Metz ; II, 246. — Leur noblesse est moins illustre, moins nationale que celle des marchands de l'empire, VI, 110. — Un Montmorency portait le sac d. le schall de la marche de Davout ; VIII, 473.

**MONVAILLOIS (22 LAYAL)**, vicomte. Bon mot qu'il répond au vicomte de Mirabeau, touchant l'extrême royalisme de ce dernier ; II, 335. — De vient le gendreau de Charles IV à Compiègne (1808) ; particu-

lièrement sur sa famille ; VI, 329 et suiv. — On le voyait dans les salons de Cambacérès ; VII, 455. — Nommé ministre d'état et membre du conseil privé ; IX, 81.

**MONVAILLOIS (Mathieu 22)**, vicomte, fils du précédent. Cité comme un des premiers jacobins, et élève de Sy-ges ; I, 131. — Est le cinquième à prêter le serment du *Jeu-de-Panme*, sa réunion aux députés du tiers ; II, 39, 53. — Fait partie de la députation qui porte à Paris les promesses du roi ; II, 93. — Veut que la déclaration des droits soit un grand exemple donné à l'univers ; appuie la suppression des titres et droit-féodaux ; II, 114, 115, 138. — Vote contre l'établissement de deux chambres législatives ; II, 126, 130. — Vote l'abolition de la noblesse et des armoiries ; anecdote ; II, 231 à 237, 239. — Appuie la proposition de déclarer Duval d'Espèrennil invensé ; II, 285. — Fait partie de la députation qui conduit les restes de Voltaire au Panthéon ; II, 328. — Fait obtenir à J.-J. Rousseau les honneurs dus aux grands hommes ; II, 395. — Cité ; II, 407 ; III, 425. — Motifs qui lui ont fait rompre toute liaison avec son père (Laval) ; à la mort de ce dernier il passera quatre heures en prières aux pieds du cadavre ; VI, 329 et suiv. — On le voyait dans les salons de Cambacérès ; VII, 455. — Nommé ministre des affaires étrangères (1821) ; IX, 77. — Assiste au congrès de Verone ; à son retour il est reçu d'un ; nommé ministre d'état, il est remplacé aux affaires étrangères par Châteaubriant (1822) ; IX, 110, 113, 116 et suiv.

**MONVAILLOIS (22)**, comte. Remplacé de Vergennes aux affaires étrangères ; I, 345. — Cité pour son mémoire tendant à soutenir la Hollande ; I, 374. — Donne sa démission ; est rappelé après cinq jours ; II, 66, 98. — Reste au ministère quand tous ses collègues donnent leur démission ; II, 161. — Payait des motionneurs et des gens de tribune ; II, 453. — A fait acheter Danton ; III, 66, 170. — Massacré en septembre ; de sa conduite à l'égard du roi ; III, 196, 217. — Cité ; IV, 351.

**MONVAILLOIS publiés**. — Déplacement de ceux qui altèrent le despotisme ; II, 240. — Destruction des statues de rois ; III, 66. — Décret de la convention qui ordonne la conservation des monuments d'arts et de sciences ; rapport de Grégoire sur le vandalisme révolutionnaire ; IV, 280. — Un monument érigé par le département de la Seine à Bonaparte, qui le refuse ; sa réponse (1801) ; plus tard il s'élève lui-même des arcs de triomphe ; une statue de la paix est décrétée par le sénat,

avec le consulat à vie; V, 461 et suiv., 478.  
— Monuments votés par le tribunal à l'occasion de la victoire d'Austerlitz; VI, 195 et suiv., 203. — Outrages aux monuments impériaux, notamment à la colonne de la place Vendôme (1814); VII, 416 et suiv. — *Sur travaux publics*. Napoléon en a fait exécuter d'admirables, surtout à Paris; ce qu'il a dépensé de 1804 à 1813; VII, 186, 477, 479 et suiv. — Erection d'un monument à Quiberon; VIII, 80. — Outrages aux monuments de la valeur française; VIII, 229 et suiv., 241, 248, 255. — Monuments épiques en commémoration de la mort de Louis XVI; VIII, 327. — Inauguration de la statue de Henri IV; critique de ce monument; VIII, 418 et suiv. — Inauguration de la statue de Louis XIV; critique de ce monument; IX, 105. — L'arc de triomphe de l'étoile sera terminé en l'honneur de l'armée d'Espagne de 1823; IX, 161.

MOUVILLE (DE), ami du duc d'Orléans. Anecdote épicurienne; IV, 144 et suiv.

MOORE, général anglais. Commande en Portugal; défait et tué devant la Corogne; VI, 370, 373.

MOGARA, général. Seconde Davoust à Austerlitz; bat les Russes à Caennowo; VI, 231, 248. — Blessé à la Moskowa; VII, 116.

MORAND DE GELLES, vice-amiral. Commande l'expédition de Hoche pour l'Irlande (1798); IV, 472.

MORAT (DE LA VESSE), conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

MORAU (de Saône-et-Loire), conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.

MORAU, général. Remporte la victoire de Turenne (1796); commande à la prise d'Ypres; cité parmi les héros de la révolution; prend Nienport, où il sauve les jours à deux mille Anglais condamnés par un décret; IV, 202, 213, 224, 227 et suiv. — Prend Bois-le-Duc; IV, 294. — Commande en chef l'armée du Nord (1798); IV, 313. — Commande l'armée du Rhin-et-Moselle (1798); ses intelligences avec l'ennemi entraîneront les revers de Jourdan; IV, 433 et suiv., 451, 453. — Passage du Rhin, qui commence sa réputation; il gagne la bataille de Radstadt; partage cependant les dispositions de Pichegru, selon l'assurance qu'en donne d'Arquier; il livre la bataille de Neerheim, meurtrière, mais sans résultat; IV, 464 à 466, 469 et suiv. — Il pénètre en Bavière; ses intelligences secrètes font éprouver une défaite à Jourdan; il commence sa retraite, objet d'éloges exagérés, appréciés au

jourd'hui à sa juste valeur; généraux qui en partagent la gloire, et devant lesquels il est obligé de ménager les apparences; IV, 464, 466 et suiv., 469 et suiv. — Fait exécuter le passage du Rhin qui a obtenu le plus d'éloges (1797); V, 13. — Tout dispose à servir la royauté depuis l'an IV; un écuyer qui le prouve; elle a été rapportée par Louis XVIII au général Ferron en 1814; il était dépourvu d'énergie et de caractère; V, 32 et 33. — An 18 fructidor il dénonce Pichegru, mais tardivement; il était lui-même en correspondance avec Louis XVIII, dont il avait reçu soixante mille ducats de Hongrie; privé de son commandement, malgré ses révélations; V, 49 à 52, 67, 68, 71, 114, 119. — Ne peut se réhabiliter dans l'esprit des directeurs; vert comme volontaire sous Schérer, qui dédaigne malheureusement ses avis; reçoit le commandement provisoire de l'armée d'Italie; oppose à Suwarow, il perd la bataille de Cassano, gagne celle de Bassano (1799); V, 143, 160, 166, 187, 200. — En rivalité avec MacDonald; V, 207 et suiv. — Est remué dans le commandement par Joubert, qui malgré ses avis, livre la malheureuse bataille de Novi; il venait d'être nommé au commandement de l'armée du Rhin; cite avec Pichegru pour la part qu'ils eurent tous deux à la défaite de Jourdan; cite sur les propositions qui lui avaient été faites de prendre la dictature avant Bonaparte; V, 214 et suiv., 234, 241, 245, 246, 250. — Il refuse de prêter son bras à un coup d'état médité par Syeyès à l'approche du 18 brumaire; sa pusillanimité comme citoyen égale son habileté comme général; il seconde Bonaparte à Saint-Cloud; à Paris, il a la lâcheté de se faire le géôlier du directeur Moulin, qui le fait passer dans son antichambre; V, 256 et suiv., 262, 268. — Un des généraux dont la présence est réclamée à la tête des troupes; V, 334. — Commande l'armée du Rhin, et passe ce fleuve (1800); V, 385 et suiv., 387, 391. — Remporte la victoire de Hochstedt, puis celle de Hohenlinden, une des plus mémorables de la révolution, celle qui ne doit rien au hasard; signe une armistice à Steyer, près de Vienne; V, 400 à 412, 419. — Opposé au concordat avec le pape (1801); sa réputation blesse Bonaparte; V, 443, 453. — Donne un bal somptueux, auquel n'assiste aucun fonctionnaire de l'état; on y voit un grand nombre d'étrangers; ce fait indique sa mesintelligence avec Bonaparte, dont il critique les institutions en décrétant une caserole d'honneur à son cuisinier; VI, 2 et suiv. — De sa complicité

avec Pichegu et George; il est arrêté (1804); VI, 29 à 33, 50, 58. — Dangereux pour le pouvoir de Bonaparte, il a cependant toute liberté pour produire si de femme; VI, 62 à 66. — Son procès; la public se prononce en sa faveur; mais il ne fait rien pour répondre à ce grand intérêt; il adresse des supplications à Bonaparte, parle avec dignité devant le tribunal; sa culpabilité était évidente; Bonaparte voulait qu'il fut condamné à mort, afin de lui faire grâce, et de le perdre dans l'opinion; sept juges sont inébranlables; déclaré coupable, mais excusable, et condamné à deux ans de détention; on lui laisse la faculté de s'évader, il s'y refuse, et se fait écrouer lui-même; on entre en composition avec lui; il se rendra aux États-Unis; VI, 110 à 126. — Embrassé par Macdonald après le prononcé de l'arrêt, il cause la disgrâce de ce dernier; VI, 431. — Refusait prêter l'appui de ses talents aux ennemis de la France; particularités peu connues sur sa conduite en 1804; entre autres il avait refusé de signer l'engagement de ne jamais porter les armes contre la France, mais en même temps donne sa parole d'honneur de ne pas le faire; VII, 215 à 218. — Donne des conseils aux alliés; il est tué près d'une bataille prussienne, en s'entretenant avec l'empereur de Russie; mot que lui avait adressé Bernadotte; VII, 235, 239 et suiv. — Cité; VII, 290, 470.

MOISAN (madame). Épouse son mari contre Bonaparte; VI, 3. — L'empereur Alexandre et Louis XVIII lui donneront de grandes preuves de leur munificence; elle aura une pension sur la Légion d'Honneur; VII, 218. — Elle meurt à Bordeaux (1821); a eu la perte du général; elle était orfèvre; IX, 69.

MOISAN (Joseph). Une pension est accordée à cette sœur pour son dévouement à Bordeaux; IX, 69.

MOISAN (l'abbé). Avant 1789 il demandait des réformes, mais non des innovations; I, 377. — Cité comme écrivain du ministère Bretonne; I, 406. — N'est pas appelé à la formation de l'Institut; IV, 594. — Cité; V, 350. — Sa mort; notice; VIII, 457.

MOISAN, général espagnol. Fait sa commission au duc d'Angoulême (1823); IX, 139, 156.

MOISAN. Un député qui ont essayé de sauver le roi; son opinion dans le procès; il se revante pour les votes; III, 263, 282, 319, 325.

MOISAN (comte). Suédois. Député auprès de Bernadotte pour lui faire connaître la vue de ses compatriotes (1803); VII,

28 et suiv.

MORTENAU (de), marquis. Demande qu'un décret consomme les récompenses volontaires de la noblesse; II, 116.

MORTIER, général. Bat les Russes près de Schwetitz (1799); V, 238. — Il occupe l'lectorat de Hanovre en vertu d'une convention; VI, 19. — Nommé maréchal de l'empire; notice; VI, 403, 407. — A Diernstein il s'oppose, contre les Russes, au combat cité parmi les plus beaux faits d'armes (1805); VI, 173. — Commande le huitième corps en 1806; s'empare de la Hesse; prend possession du Hanovre; de Hambourg; combat à Friedland; cité dans une anecdote relative à Victor; VI, 224, 229, 243 et suiv., 263, 264. — Commande en Espagne; remporte la victoire d'Ocana (1809); VI, 437, 433, 442. — Prend Badajoz, après cinquante-quatre jours de siège; XII, 45. — Commande la jeunardie en 1812; fait sauter le Kremlin; VII, 97, 135. — Contribue à la victoire de Lützen; VII, 205, 207. — Il se distingue à la bataille de Dresde (1813); VII, 225, 238. — Commande en 1814; opérations de son corps; se distingue à Montmirail, à Craonne, etc.; VII, 302, 331, 337, 341, 344 et s., 354, 360 et s. — Laisse sur l'Alpe par l'empereur, il est reçu par Paris, qu'il défend de concert avec Marmont; ses efforts étant inutiles, il adhère à l'armistice conclu par ce dernier; VII, 365, 370, 378, 380, 390, 393, 395, 397 et suiv., 399, 422 et suiv., 432. — Exclut de la pairie à la seconde restauration; VIII, 257.

MOSCOU, Moskova. L'empereur Alexandre parait à Moscou pour y exciter le zèle des habitants; paroles que lui adresse le métropolitain, la *Bouche d'or russe*; VII, 101. — Napoléon s'avance sur cette ville malgré les représentations de plusieurs de ses conseillers; VII, 105, 107. — Bataille de la Moscova; VII, 112 à 117. — Inévitable de Moscou par Koutousoff; on peut croire que l'empereur Alexandre n'y est pas étranger; VII, 119 à 124. — Séjour de Napoléon à Moscou; il signe des décrets sur les théâtres, etc.; quarante jours d'inaction militaire; il l'abandonne en faisant sauter le Kremlin; VII, 135 à 140, 170 et suiv.

MOSCOU (madame de). Octogénaire et sourde, elle est jugée par le tribunal révolutionnaire; mot horrible de Fouquier-Tinville; IV, 318.

MOSCOU (de Rhodé-et-Loire). Son vote dans le procès du roi; III, 381, 401.

MOUTON, général. Militaire ignoré; membre du Directoire (1799); V, 204. — Favorisait les jacobins; ami de Santarri;

tombeau 18 brumaire, sans toutefois donner sa démission : le général Moreau, n'ayant pas daigné être son geôlier, est traité par lui comme un simple gendarme; V, 255 et suiv., 266, 268, 280.

MOURAÏA. Passages de lui sur les philosophes, sur les titres de noblesse, sur J.-J. Rousseau, sur la révolution; I, 241, 263-266, 268. — Cité sur la qualité de gentilhomme que se sont donnée deux rois; sur les fautes de la cour; II, 20, 39. — Ami de la vraie liberté; II, 48. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 66. — Désigné comme victime par la cour; II, 68. — Cit; II, 72, 84. — Vote l'établissement de deux chambres législatives, en accordant sa royauté abolie; donne sa démission de député quand l'opinion contraire triomphe; II, 127, 128, 134, 160. — Cité aux lois 5 et 6 octobre; II, 152. — Cité (à la loi); II, 170. — Cité; II, 446. — L'émigration l'a jeté dans un cachot; III, 13. — Accueilli par Napoléon avec une bienveillance marquée, il rendra d'éminents services à l'état comme préfet; mort pauvre, ses obsèques célébrées aux frais de la nation; VI, 207. — Cité; VIII, 418.

MOURAÏA FILS. Digne de son père; aussi probe qu'clair; grand administrateur; VI, 207. — Directeur général de la police (1808); VIII, 442. — Nomme ministre de l'intérieur, il refuse, et s'en excuse devant le roi sur son peu d'expérience des affaires publiques, trait qui ne depuis 1789, digne d'un fils du célèbre Mounier; jusqu'à la suppression de la direction départementale et de la police (1812), il a fait preuve de beaucoup de talent et d'activité; le général Berton lui adressa plusieurs lettres; IX, 6, 82 et suiv.

MOURAÏA-BAR. Mis en deroute à la bataille des Pyramides; battu à plusieurs reprises par Darius, qui le repoussa dans la Haute-Egypte; V, 126, 143, 151 et suiv.

MURAI. Son vote dans le procès du roi; III, 271.

MOUTON-DEVERAUX, général. Condamné à mort, exécuté à la seconde restauration; VIII, 257.

MOUTON-LOUIS, général. Il conseillait à Napoléon de ne point s'avancer sur Moscou; VII, 105. — Commande le sixième corps à Waterloo; VIII, 206.

MOUSSAT. Son vote dans le procès du roi; III, 270.

Mulâtres. Voyez Colonies.

MURAT. Sa réunion à la France; V, 28.

MUSCA. Occupation de cette ville par Bernadotte (1805); VI, 166.

MUSKATA. Fait réintégrer Petion; III,

118. — Premier président de la cour de cassation, il félicite Napoléon victorieux (1807); VI, 273.

MOUAT. Aide-de-camp de Bonaparte (1796); se distinguera à Mondovi; IV, 480. — A Rivoli, etc.; V, 3. — De l'expédition d'Égypte; commande la cavalerie dans l'entreprise sur la Syrie; partage l'honneur de la victoire d'Aboukir; revient en France avec Bonaparte; V, 120, 152, 241, 248. — Le seconde au 18 brumaire; donne l'avis de marcher sur le conseil des Cinq-Cents; entre lui-même dans la salle à la tête des grenadiers, la baïonnette en avant; V, 262, 271 et 272. — Un des généraux déjà célèbres (1798); commande l'armée de réserve (1800); V, 334, 412. — Nommé usarchéval de l'empire; Russie; VI, 103 et suiv., 110. — Gouverneur de Paris, il contribue à faire obtenir la grâce de Polignac et de Rivière; il demande celle de George, ses paroles à Bona, arie dans cette circonstance (1804); VI, 126 à 128. — Commande la cavalerie en 1805, vainqueur à Wagram, à Langenau, à Trochitzling, à Amstetten, à Vienne, à Austerlitz; VI, 164 à 168, 172 à 174, 177. — Reçoit en 1810 le souveraineté des duchés de Cleves et de Berg; VI, 209. — Commande la grande réserve de cavalerie en 1809; il décide l'action de Tena; à Prentlow, avec dix mille cavaliers, il fait mettre bas les armes à seize mille Prussiens; il atteint Blücher dans Lubek, contribue à la victoire de Golymin; VI, 224, 229 à 235, 239, 241, 250. — Napoléon lui attribue la victoire de Eylau; Asgerman et Lannes lui en refusent l'honneur; VI, 233. — Campagne de 1807; il combat à Friedland; VI, 257, 261 et suiv. — Commande en chef dans la Péninsule, fait fusiller une centaine d'habitants de Madrid; est nommé président de la junte; Charles IV le fait son lieutenant-général; compréhensif le catéchisme des insurgés; est déclaré roi de Naples (1808); VI, 263, 310, 314 et suiv., 334, 337 et suiv. — Le pape est enlevé de Rome par son ordre (1809); VI, 412. — Fouché intrigue auprès de lui (1809); VI, 455. — D'après les ordres de Napoléon, il évacue sans succès une tentative sur la Sicile (1809); VII, 32 et suiv. — Commande la réserve de cavalerie dans la campagne de Russie; il assiste Napoléon à s'avancer sur Moscou; il est battu à Winkowo; VII, 91, 105, 113 et suiv., 129. — Après la retraite, Napoléon lui donne le commandement des débris de l'armée; il tient alors une conduite intenable; reconnu incapable d'un commandement en chef, il est révoqué des fonctions au prince Eugène; VII, 155 à 157, 168, 177 et

suiv., 193. — Reprend le commandement de la cavalerie dans la campagne de 1813; VII, 341. — Il trahit son bienfaiteur, sa patrie; conclut des traités avec l'Angleterre et l'Autriche, qui lui garantissent ses états d'Italie; il fait une entrée triomphale dans Rome; les Français crient à bas le traître; Napoléon avait caractérisé ce roi de théâtre en l'appellant Francini 1<sup>er</sup>; VII, 370, 383, 303, 304 à 307, 330, 338, 367 et suiv. — Malgré sa défection, l'armée franco-italienne se soutient encore quelque temps; VIII, 4. — Reconnu par la majorité des puissances, mais menacé par la politique des Bourbons, il demande passage pour marcher contre la France; l'Autriche le lui refuse (février 1815); VIII, 97. — Lors du retour de l'île d'Elbe, il béchit secrètement le courroux de Napoléon; mais, au lieu de se concerter avec lui, il fait une irruption dans les états du pape, attaque les Autrichiens, et se déclare souverain des pays que traversent ses troupes; défait à Tolentino; et renversé du trône de Naples, il se réfugie en France, sans tout-à-fois rentrer en grâce auprès de Napoléon; VIII, 151 à 153, 154, 160 et suiv., 166, 174. — Grouchy lui succède dans cette haute faveur quelquefois si malheureuse pour l'armée; VIII, 116. — Au même jour où Napoléon arrive en vue de Sainte-Hélène, il est fusillé dans la Calabre, où il avait tenté un soulèvement en sa faveur; notice; VIII, 290 et suiv.

MCAAT, (madame). Elle implore la grâce de Polignac et de Rivière (1804); VI, 126.

MERILLO, général espagnol. Cité; VII, 212.

MERZAIN. Un des proscrits du 18 fructidor; V, 59.

MEUZZY, général anglais. Lève le siège de Tarragone, et se rembarque avec précipitation (1813); VII, 209.

MENDEZ, espagnol célèbre. Sorti de l'Ecole de Sorèze; V, 191.

MURAT. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

## N.

NASSE. Un des conseillers d'état qui relient Napoléon de sa débâcle; VIII, 151.

NAPLES. Le château de cette ville est emporté par le général Valence; III, 266. — Repris une seconde fois, sur les Autrichiens; IV, 277.

NANCY. Affaire des Suisses de Châtea-

vieux; II, 566. — Bouillé reçoit des remerciements pour cette affaire; II, 362. — Occupation de cette ville par les Russes (1814); VII, 325.

NANCY. Napoléon y bat les Autro-Russes (1814); VII, 348.

NASSOUTY. Commande la cavalerie sous Murat en 1805; VI, 164. — Et en 1812, à la Moscova, où il est blessé; VII, 97, 113, 116. — Prend une grande part à la victoire de Hanau (1813); VII, 263. — Se distingue à Montmirail; est grièvement blessé à Craonne; VII, 343, 361.

NAPLES. Mise en liberté des quatre-vingt-quatorze habitants de cette ville envoyés au tribunal révolutionnaire de Paris; IV, 287. — Cent trente-deux autres sont sauvés par le ministre de la Justice Gobier; VIII, 474. — Acquittement des prévenus dans une conspiration que l'on a crue supposée (1812); IX, 99.

NAPLES. République parthénopéenne, qui n'a que quelques mois d'existence; supplice des patriotes; V, 150, 118 et suiv., 432 et suiv. — Expédition dirigée par Masséna; Joseph Bonaparte est proclamé roi; insurrection des Calabres après la défaite des Français à Maida; la capitulation de Gaète consolide la domination française (1806); VI, 205, 209, 213, 216. — Défaite d'un corps de Siciliens à Miletto; la prise du fort de Scylla achève la conquête du royaume (1807); VI, 260, 302. Voir *Acton*, *Caroline*, *Ferdinand IV*, *Guerre*, *Traité*. — Murat est proclamé roi de Naples; VI, 338. — Vbir Murat. — Le royaume est rendu au roi Ferdinand (1815); VIII, 166. — Révolution constitutionnelle (1820); Ferdinand accepte le gouvernement représentatif; scène de comédie; il est rétabli dans le pouvoir absolu par une armée autrichienne, et d'après les décisions des congrès de Troppau et de Laybach; IX, 19, 23, 31 et suiv., 34, 37 à 43, 45, 59 et suiv.

NAPOLÉON, général et consul, voir *Bonaparte*. — Grand capitaine, monarque illustre, despote brillant et accompli; le règne de Louis XIV bien petit auprès du sien; parallèle; mais il viole les libertés nationales, le plus grand crime que puisse commettre le chef d'une nation; I, 94 et suiv. — Son fils aurait détruit l'effet de son règne; I, 190. — Sachante sera l'ouvrage de l'opinion constitutionnelle; I, 333. — Son code pénal est de la plus grande barbarie; II, 340. — De son système des majorats, qui aurait rétabli le régime féodal; il sera obligé de recourir à la garde citoyenne; II, 463 et suiv. — Reconnu de tous les souverains, qui s'honoreront de son



amitié; les anciens nobles se prosterneront à ses pieds; deux exceptions; anecdotes; III, 334 et suiv.—Sera trahi par Fouché; IV, 106.—Son instinct sublime lui fera récompenser une bonne action de Larrey; une ode des nombreux blessés qui avaient les doigts tronqués après les batailles de Bautzen et de Wurchen; V, 121 et suiv.—Nommage qu'il rend à don Despaux et à l'école de Sorèze; V, 192 et suiv.—Il abandonnera son armée à Moscou et à Waterloo, comme il l'avait faite en Égypte; V, 230.—Hautement censuré par Dalman à l'époque d'une concordat et à celle du couronnement, il exilera ce général; V, 444.—Motion faite au tribunal pour le proclamer empereur héréditaire; son avènement; discours du corps législatif, du sénat; réponse, serment, etc.; après avoir été le bienfaiteur de la France comme consul, il étendra son bras de fer du despotisme; on verra renaître l'étiquette de Versailles, les habitudes serviles de l'ancienne cour; il se glorifiera d'avoir été nommé empereur par quatre millions de citoyens; opposition dérisoire; les listes des votants ne seront pas connues (1804); VI, 75 et suiv., 87, 91 à 102, 110 à 116, 141.—Voir *Morveau* (à son procès).—Il fait grâce de la vie à Armand de Polignac et à Charles de Rivière; il la refuse à Georges; VI, 126 à 128.—Cérémonie de son couronnement, brillante imitée d'un spectacle qui ravit son âme; VI, 141 à 145.—Il écrit directement au roi d'Angleterre pour l'inviter à la paix (1805); VI, 146.—Annonce au sénat qu'il accepte la couronne d'Italie; sera proclamé à Milan; VI, 150.—Expose au sénat la conduite hostile de l'Autriche, et déclare qu'il va se mettre à la tête de l'armée (1805); VI, 159.—Bataille d'Austerlitz; maître des jours de l'empereur Alexandre, il lui permet de s'échapper, et assure sa fuite par un sauf-conduit écrit au crayon, générosité qui était une grande faute politique, et que plus tard il aura dû vivement regretter; il reçoit à son bivouac l'empereur François, qui le salue du nom de frère; donne son jugement sur la fausse, il veut être un monarque de vieille dynastie; résumé de ses précédentes campagnes, jusqu'à la fin de cette troisième coalition; VI, 176 à 192.—Le tribunal et le sénat lui votent un monument, qu'il accepte; consul, il avait refusé un semblable honneur; VI, 195 et suiv., 203.—Il fait des rois, et l'on peut dire qu'il a créé le titre impérial d'Autriche; VI, 197.—De sa rare sagacité pour ranger autour de lui les hommes de mérite, à quelque parti qu'ils aient appartenu; exemple;

VI, 206 et suiv.—Prétend qu'il avait pour jurer la perte de la monarchie espagnole; VI, 222.—Bataille d'Ulm, etc. (1805); VI, 229 et suiv.—Il date de Berlin on décrète les gardes nationales, un autre qui déclare les Îles britanniques en état de blocus; base du système continental; VI, 243 et 244.—Bataille d'Eylau; son obstination à la représenter comme une victoire déguise mal l'immensité de la perte; VI, 252 à 258.—Entrevue de Tilsitt (1807); fautes de sa politique et de son ambition; adulations qui lui sont prodiguées par tous les corps de l'état; c'est à ces flatteurs qu'on devra ces fleus dont il inondera la France; VI 265 à 276.—La suppression du tribunal lui mérite même de nouvelles actions de grâces; les Français admirent le triomphateur qui rive leurs chaînes; VI, 277 à 280.—Sous le prétexte d'assurer la liberté de la presse, il établit la censure; il détruit l'indépendance de l'ordre judiciaire; VI, 282 et suiv.—Demandes qu'il fait au pape (1808); VI, 300 et suiv.—Il est excommunié; VI, 314, 407.—Il se regarde comme le descendant des Valois et des Bourbons; VI, 331.—Eutres de Erfurt (1808); Napoléon et Alexandre conviennent de ne se point troubler dans leurs extensions respectives; le barbare du Nord trompera complètement le despotisme du Midi; VI, 352 à 358.—Napoléon à Madrid; il y supprime l'inquisition, etc.; VI, 365.—Ombrageux à l'excès, jaloux de toutes les réputations secondaires, il aime à dire que partout où il n'est pas on ne fait que des sottises; VI, 373.—Il rend un décret qui punit de mort tout Français portant les armes contre la France; le corps législatif pouvait seul statuer en pareille matière; VI, 382.—Avant d'avoir adopté Eugène Beauharnais pour fils, il l'avait jugé défavorablement; VI, 387.—La bataille d'Essling altere sa réputation comme général et comme homme de résolution (1809); VI, 404 et suiv.—Ses fautes et la position antimilitaire où il s'était placé le mirent plusieurs fois dans le cas de perdre la bataille de Wagram; VI, 415 à 423.—Ayant éprouvé toutes les récompenses; il erre un ordre des Trois-Toisons-d'Or, morté naissant; pourquoi; VI, 434 et suiv.—Dissolution de son mariage avec Joséphine; VI, 443.—Son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, faute irréparable, commence la chaîne de ses malheurs (1810); VII, 3 à 5.—L'établissement de huit prisons d'état est la preuve de noces qu'il fait ses Français; VII, 12.—Un fils lui naît (1811); on l'accable de basses adulations; VII, 48 à 51.—Sa situation politique lors

qu'il quitte Paris en 1815; son séjour à Orseda, où il goûte avec délices les hommages d'une cour de rois; les conseils et les renseignements qu'il recueille lui apprennent que la guerre de Russie peut décider de sa dynastie et de sa propre existence; son orgueil l'emporte; il entraîne avec lui la moitié de la population chrétienne; VII, 79 à 95. — Il date de Moscou des décrets sur les théâtres, etc.; VII, 135. — C'est à Smolensk, pendant la retraite, qu'il apprend la conspiration Napoléon; il quitte aussitôt l'armée; de son vingt-neuvième bulletin; arrivé à Paris, il accuse l'infidélité de tous les malheurs de la France; VII, 143, 153 à 156, 159 et suiv., 165. — Quitte Paris après un séjour de quatre mois, pendant lesquels il s'est occupé de tout (1813); VII, 198 et suiv. — Sa situation à la fin de cette campagne; il déploie avec activité tous les moyens qui lui restent; il viole le grand principe qu'au seul corps législatif appartient le droit de voter des impôts; VII, 267 à 370, 273. — Propositions diplomatiques; la paix ne peut avoir lieu, Napoléon ne voulant pas déchoir, VII, 280 et suiv. — Sa situation intérieure; il n'ose rendre la guerre nationale; résistances qu'il éprouve de la part du corps législatif; reproches qu'il adresse à la députation du jour de l'an (1814); VII, 285 à 297, 304 à 308, 319 à 323. — Il reste aux Tuileries; il médite, pendant que les ennemis s'avancent, persuadé qu'il rétablira ses affaires en une seule bataille; il porte son quartier-général à Châlons (Marne); il attaque à Brienne, etc.; VII, 317 à 335. — En cinq jours il écrase cinq corps ennemis; mais c'est en vain qu'il retrouve ses heureuses inspirations; il repousse de dures conditions qui lui sont offertes, en s'écriant qu'il est plus près de Munich que les alliés ne le sont de Paris; VII, 344 à 349. — Il proclame une guerre d'extermination; négociations politiques; VII, 359 à 364. — A Arcis il donne à ses troupes l'exemple du plus haut degré de sang-froid et d'intrepidité; VII, 365. — Fausses combinaisons qui lui font abandonner Paris aux alliés; VII, 371, 374 à 380, 382 et suiv. — Il se rend à Fontainebleau, après avoir manifesté qu'il redoutait bien plus le réveil de la liberté nationale que l'approche de ses ennemis; il fait quelques tentatives inutiles auprès de son beau-père; le résultat du despotisme dans lequel il avait concentré toutes ses facultés, c'est de le lui servir seul contre l'univers; VII, 386 à 388. — Les alliés, à Paris, déclarant qu'il ne traiterait plus avec lui ni avec personne de sa fa-

mille; acte du sénat qui le déclare déchu du trône; VII, 401, 411 à 414. — Deux partis lui restaient à prendre à Fontainebleau; proclamation qu'il fait aux troupes qui lui sont fidèles; il abdique, à la sollicitation des maréchaux; VII, 423 à 431. — Traité qui le reconnaît souverain de l'île d'Elbe; acte de son abdication; VII, 437 à 460. — Examen général de ses actes; tableau de son règne; portrait; il se montra grand jusqu'au traité d'Amiens, héros jusqu'à celui de Tilsit, profond politique jusqu'à celui de Balonne; depuis lors, oppresseur de ses concitoyens, guerrier hasardeux, monarque inconsidéré; VII, 461 à 500. — La mission de l'assassiner aurait été confiée à Maubreuil; il part de Fontainebleau pour l'île d'Elbe, sans avoir obtenu la satisfaction de voir ni sa femme ni son fils; harangue qu'il adresse à ses anciens soldats; VIII, 6 à 8. — Il a droit à la reconnaissance nationale sous le rapport de l'industrie et des perfectionnements en tous genres; VIII, 53. — Son despotisme est maintenu par le gouvernement royal; VIII, 60. — Sorti secrètement de l'île d'Elbe, il débarque au golfe Juan; VIII, 98 et suiv. — Voir *Cent-jours*. — Étant au mouillage de l'île d'Aix, il échappe à des assassins; sa crédulité dans la générosité britannique; VIII, 252 à 255. — Les puissances alliées, d'après un traité, le contiennent leur prisonnier; sa garde est confiée au gouvernement anglais; violation de droits des gens; VIII, 267. — Il arrive à Sainte-Hélène; réflexions; VIII, 287 à 290. — Les nouveaux maîtres de l'Europe sont ses imprudents copistes; VIII, 303. — En différentes circonstances il aurait pu changer la direction des révolutions américaines; VIII, 400 et suiv. — Il meurt à Sainte-Hélène (1821), âgé de cinquante et un ans; détails de sa captivité; infamie de ses bourreaux; notice; le grand nom de Napoléon ne périt qu'avec le monde; IX, 47 à 58. — ( Pour tout ce qui se rattache à sa carrière, voir aux différentes indications de pays, d'institutions, d'individus, etc., et notamment *Alexandre, Allies, Autriche, Bernadotte, Blocus continental, Clergé, Codes, Concordats, Confédération, Congrès, Conscription, Corps législatif, Département de Paris, Emigrés, Espagnols, Fiefs, Finances, Fouché, France, Gardes nationales, Gens, Hollande, Légion d'Honneur, Malat, Maréchaux, Marine, Monuments, Moreau, Moscou, Murat, Naples, Noblesse, Paris, Pie VII, Politique, Portugal, Prusse, Rome, Suède, Talleyrand, Trinité, Travaux publics, Westphalie*, etc.)

**NAPOLEON fils.** Sa naissance (1811); proclamé roi de Rome; VII, 46 à 51. — En instituant la régence on annonce son couronnement (1813); VII, 183. — Cité pendant la défense de Paris (1814); sa mère l'emmène à Elci; VII, 381, 384, 391, 453. — Les alliés refusent à toute négociation qui aurait pour objet de l'élever sur le trône lors de l'abdication du père; VII, 405. — Héritier de la duchesse de Parme, sa mère, d'après les traités; VII, 457; VIII, 275. — La mission de l'assassiner aurait été confiée à Maubreuil; son père ne peut le voir avant de partir pour l'île d'Elbe; VIII, 6 et suiv. — Cité dans les cent-jours; VIII, 106, 107. — La seconde abdication de son père est faite en sa faveur; VIII, 224, 233. — Fouché, à l'effet de se ménager une ressource, négociait pour lui auprès de l'Autriche (1815); VIII, 232. — N'est plus héritier de sa mère quant aux états de Parme; VIII, 384.

**NAPOLEON.** Voir *Cannas*.

**NAPOLEON (Louis de),** vicomte. Cité; II, 103. — Ministre de la guerre sous Louis XVI; de son caractère et de sa gestion; III, 90 et suiv. — Envoyé par Napoléon auprès de l'empereur Alexandre, au commencement de la campagne de 1812; VII, 89.

**NAPOLEON-PALEY (de).** Nommé ministre d'état et membre du conseil privé (1815); IX, 81.

**NARAGON.** Voir *Orange*.

**Nation.** Voir *Angleterre, France*. — C'est dans la masse de la nation, c'est-à-dire dans les classes industrieuses et productives, qu'il faut chercher la force et la prospérité de l'état; I, 37, 50 et suiv. — La nation n'est rien où les privilèges sont tout; I, 79. — Elle n'a qu'un gouvernement de fait lorsque sa volonté n'en a pas consacré le mode; I, 322. — L'esprit constitutionnel est dans toutes les nations; elles ont pris la robe virile; I, 335. — Voir *Gouvernement*. — Les droits d'une nation ne se prescrivent jamais; II, 52. — Voir *Révolution*. — Lorsqu'une nation ne veut pas défendre son chef, il est perdu; exemple de Napoléon en 1814; VII, 375. — Le sceptre doit être remis par la nation, autrement il y a violence on fraude; VIII, 124. — Partout les nations sont plus avancées que les gouvernements; IX, 280.

**Naufregés de Calais.** Voir *Emigrés*.

**NAUTIN,** vice-président du tribunal révolutionnaire; IV, 210.

**Navigations.** Voir *Traité*.

**NACARA.** Est le premier ministre qui ait établi un système de comptabilité; I, 350. — Accusé par Calonne, il veut se justifier;

on le frappe d'une lettre de cachet; I, 354. — Est rappelé aux finances; ce qu'on en espère; la circonstance est accablante pour ses forces; I, 429 à 431. — Ce n'est pas à lui seul qu'on doit la double représentation du tiers-état; I, 445. — De son discours à l'ouverture des états généraux; critique; portrait de ce ministre; II, 11 à 16. — A désapprouvé la séance royale du 23 juin; II, 40. — Cité; II, 50. Sa disgrâce; II, 66 et suiv. — Son rappel est conseillé par La Rochefoucauld-Liancourt; il avait prédit, en quittant Paris, la guerre civile, qui éclata aussitôt; son éloge par Lally-Tollendal; II, 76, 81, 82. — Son rappel signé par le roi; triomphe qu'il obtient et qu'il se décerne; se manque à lui-même; perd bientôt sa popularité; II, 91, 96 à 98. — Cité; II, 103. — Propose un emprunt; II, 119, 121. — Envoie à l'Assemblée un mémoire contre le veto absolu; il lui soumet la situation du royaume; II, 135, 137. — Cité; II, 190, 192. — Présente un mémoire sur les dépenses et revenus; déficit; II, 212. — Autre aperçu; il est moins homme d'état que financier; II, 226. — Sa démission; fin de sa carrière politique; examen; II, 258 et suiv. — Compare à La Fayette; III, 176 et suiv. — Il publie une défense de Louis XVI; III, 300. — Sa mort (1804); examen de sa conduite; VI, 66 à 72.

**Négociants.** Doivent être consultés par les ministres sur les intérêts du commerce; I, 51.

**Nègres.** Voir *Esclavage, Colonies*.

**NALON,** lord, amiral. Se rend le complice des sanglantes exécutions de Naples, en 1796 et 1799, pour complaire à la courtiçane miss Harte; IV, 468; V, 218 et suiv. — Défait la flotte française devant Aboukir (1798); V, 126 à 128. — Il attaque Copenhague (1801); V, 434. — Tente des efforts infructueux contre la flotte de Boulogne; V, 441. — Tué à la bataille de Trafalgar; VI, 168 et suiv.

**NARASIMH.** Bataille meurtrière et sans résultat, entre Moreau et l'archiduc Charles; IV, 460.

**NARVO.** Comande les insurgés de Lyon (1793); IV, 96.

**NARWIN.** Bataille où Domouries est défait; elle fait perdre à la France les escouettes de Jemmapes; IV, 12.

**NARLE (de),** marquis. Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Investigateur d'un mouvement séditieux; I, 431.

**NARSKA.** ministre russe. Cité; VIII, 285, 305. — Membre du congrès de Vérone; IX, 113.

**NACCRATHO.** Occupation de cette ville par les Bavares (1814); VII, 305.

**NAUCHATTEL** (principauté de). Donnée en toute souveraineté au maréchal Berthier; VI, 209. — Forme un nouveau canton de la confédération helvétique (1815); VIII, 145.

**NEUMASCE.** Défaite de Jourdan, par suite des intelligences de Moreau avec le prince de Condé; IV, 464 et suiv.

**NEVAC.** Soupçonné l'auteur d'une explosion qui a éclaté aux Tuileries, il se croupe la gorge avec un rasoir lorsqu'il est arrêté; récit du *Moniteur*; IX, 35.

**NEYKOS.** Son vote dans le procès du roi; III, 380.

**NEY.** Sa mort courageuse le rend ainsi illustre que Biron l'est peu; I, 193. — Adjudant-général sous Jourdan (1796); se fait remarquer à la bataille d'Altenkirchen; etc.; IV, 434, 453, 459, 484. — *Général* de brigade au passage du Rhin de 1797; V, 11. — Commande sous Masséna aux combats de Zurich (1799); bravoure et talent remarquables; V, 198. — Sous le général Grenier il repousse l'Autrichien Kray (1800); V, 393. — Général de division, il contribue à la victoire de Hohenlinden; V, 412. — Nommé maréchal de l'empire; notice; VI, 103, 107, 110. — Commande le sixième corps en 1806, met en déroute l'archiduc Ferdinand; il occupe Innsbruck, Hall, Trente; il chasse du Tyrol le corps du prince de Rohan; VI, 164 à 166, 173 et suiv., 176. — Commande en 1806, à léna; il occupe Magdebourg; VI, 204, 209, 211, 249. — En 1809, combat à Eylau; brille de tout l'éclat de sa valeur à Friedland; VI, 252, 257, 262. — Commande en Espagne; VI, 364, 371, 373, 431. — Prend Ciudad-Rodrigo après vingt-cinq jours de tranchée ouverte; en rivalité avec Masséna; VII, 19 et suiv. — Commande le troisième corps en 1812, partage la gloire de la jonction de Smolensk; VII, 96, 106. — Cité à la Moscova; VII, 113 et suiv. — Soutient le combat de Wiaama; n'a plus que cinq mille hommes lors de la retraite; VII, 141, 144. — Laisse en extrême arrière-garde, il montre ce que peut l'intrépidité jointe à la science militaire; il étouffe les plus vaillants; c'est à lui que les débris de l'armée devront leur salut; surnommé le Brave des braves; VII, 145 et suiv., 148 et suiv., 158. — Commande le troisième corps en 1813, contribue à la victoire de Lützen, etc.; VII, 200, 205, 207, 225. — Son chef d'état-major, Jomini, trahit et passe à l'ennemi; VII, 228. — Se distingue éminemment à l'affaire de Dresde; il essuie un échec devant le prince de Saxe (Ber-

nadotte); VII, 222, 237, et suiv., 245 et suiv.

— Est blessé à Leipsack; VII, 255, 259. — Repasse le Rhin; VII, 265 et suiv. — Commande dans les Vosges en 1814; mouvements de son corps, à Brienne, à La Rothière; à Montmirail, à Craon; VII, 302, 330, 332, 334 et suiv., 337, 342, 354, 360 et suiv. — Il propose à Napoléon, qui n'accepte pas, de se jeter en partisan dans les Vosges; VII, 388. — Du nombre des maréchaux qui obtiennent l'abdication de l'empereur, et qui négocient pour lui; c'est surtout à sa conduite énergique, accompagnée d'une certaine violence, qu'est due cette abdication; VII, 427, 428, 430 et suiv., 437. — Il accompagne Louis XVIII lors de son entrée à Paris, et se fait distinguer entre les autres maréchaux par son enthousiasme pour ce prince; VIII, 12. — Assiste à la cérémonie du Champ-de-Mai; VIII, 168. — Il s'est montré brave et fidèle dans la campagne de Waterloo, mais trop prompt à sauter et à proclamer l'étendue des désastres; examen de sa conduite; VIII, 202, 204 et suiv., 209 à 211, 214 à 216, 236. — Exclu de la pairie; traduit devant le conseil des maréchaux, qu'il se déclare incompétent; jugé par la chambre des pairs; fusillé; réflexion sur cet événement, qui arrêtera l'attention des historiens; VIII, 257, 268 à 315, 367.

**NICZ.** Voir *Sardes* (*Etats*).

**NICOLAS**, imprimeur. Juré dans le procès de la reine; IV, 124.

**NICROSTAT.** Prise de cette ville par Moreau et Dejean; c'est là que Moreau sauve la vie à deux mille Anglais et Hanovriens; IV, 227.

**NIA-SOUK.** Prise de cette place par Souham et Dejean; IV, 297.

**NIOCAC.** Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

**NION.** Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

**NIXES.** Des persécutions qu'y ont éprouvées les protestants, etc.; le général Lagarde y est assassiné, et les coupables ne sont pas punis; VIII, 268, 297.

*Miscellane.* Voir *Jacobins*.

**NIVERNAIS** (de). Voir *Carnax*.

*Nirése* (trois). Voir *Machins infernales*.

**NOAILLES** (les). Portes au lièvre rouge; II, 217, 221.

**NOAILLES** (de), vicomte. Cité comme un des premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Nommé major-général de la garde nationale; II, 95. — Propose l'égale distribution des charges publiques, le remboursement des droits fraudés, la suppression des corvées, etc.; II, 114. — Veut la constitution anglaise; II, 128. — Vote

l'abolition de la noblesse; II, 334, 339.  
**Notaires** (Alexandre). Traduit devant les tribunaux pendant les cent-jours; officier inconnu; VIII, 104.

**Noblesse**. Voir *Fusillé*.

**Noblesse**. Ne fait pas la force d'un état; le pouvoir la captivait pour priver ses complais; on doit lui préférer les classes industrielles et productives; I, 37, 40, 49 et suiv. — S'est formée des laudes, seigneurs et notables, est une usurpation de la souveraineté nationale et des prérogatives du prince; I, 111 à 113. — Usurpatrice et rebelle; I, 123, 126, 129, 169, 417. — Discussion sur sa nature, son existence, sa conduite; n'est plus qu'une illusion, un mot vide de sens; I, 154 à 163. — Abolue par Louis XI, se vend sous Louis XIV; I, 175, 179. — La corruption de ses mœurs est un des germes de la révolution; I, 184 et suiv. — Ses préjugés se rétrécissent à mesure que la nation s'éclaire; I, 221. — Opinion de Montesquieu sur les grands; I, 225. — Révolutionnaires qui sont sortis de son sein; I, 230 et suiv. — Dire de Chérin sur les faux nobles; I, 232 (à la note). — Était anti-royale et anti-nationale; I, 292 et suiv. — Des chevaliers et gentilshommes, en remontant jusqu'à moyen-âge; ils n'ont montré de loyauté que sous Louis XII; I, 311 à 321. — Conduite de la noblesse dans la vérification des pouvoirs aux états-généraux; II, 17 à 39. — Deux de ses membres se réunissent aux députés du tiers; autres réunions; II, 40, 53. — La majorité proteste contre la réunion des trois ordres; II, 62. — Renonce aux droits et privilèges, qui pèsent sur le peuple (séance mémorable du 4 août); sa puissance disparaît; II, 115, 117, 119. — On remarque que ce sont des gentilshommes qui ont surtout provoqué les mesures contre la noblesse; II, 201. — Son abolition; II, 234 à 240. — Voir *Caen* (la) *émigration*. — Elle a perdu Louis XVI; on la reverra dans les cuisines de Napoléon; II, 393, 404. — Suppression des ordres de chevalerie et de toute qualification qui suppose des distinctions de naissance; II, 393. — De la conduite de la noblesse dans la révolution; II, 420 à 472. — Se prosterner aux pieds de Napoléon; exécution noïque; sacerdotale; III, 334 et suiv. — Lois révolutionnaires contre les nobles; ils sont désarmés; IV, 14, 17. — Menacés par la loi des suspects; plénitudes d'être eux, pour donner des gages de civisme, dénoncent leurs amis, leurs parents, les arrêtent eux-mêmes, et se glorifient d'être espions du comité de salut public; IV, 87 à 89, 126. — Ne peuvent habiter ni Paris ni les places de guerre;

IV, 192. — Sont exclus des fonctions publiques et privés des droits politiques (1797); la proposition de les expulser à perpétuité de la France est faite par Boulay (de la Meurthe), qui retire son rapport trois jours après; V, 68, 73. — Institution des grands-fiefs de l'empire (1808); création de la nouvelle noblesse (1808); VI, 308 à 310, 303 à 308. — Les anciens nobles placés par Napoléon sont disposés à le trahir (1814); VII, 331 et suiv., 331, 351 et suiv., 360. — Les grands noms de l'ancien régime étaient annoncés chez Cambacérès; vices et erreurs de Napoléon sur les familles de la vieille monarchie; VII, 455, 486. — L'ancienne noblesse reproduit ses malveillantes prétentions; d'après une assertion du ministre Ferrand, ses biens devaient lui être rendus; VIII, 14, 88, 129 à 131. — Décrets de Napoléon contre elle (cinq jours); VIII, 107, 109. — Quelques efforts que fasse le gouvernement, on constituera peu de majorats; la noblesse a perdu son lustre (1814); IX, 162. — Coup d'œil sur les grands en général; il n'existe peut-être pas en France cent noms honorablement historiques (conclusion); IX, 221, 222 à 223.

**NOÛL**, conventionnel. S'est récusé dans le procès du roi; III, 319, 386.

**NOÛT-POINTE**. Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

**NOOÛA**. Son vote dans le procès du roi; III, 374.

**NOÛKAO**, général de gendarmerie, sur l'ordre de Napoléon, il a les plus grands égards pour le duc de Bourbon (1814); VIII, 123.

**NOÛKOURIA** (île de). Reprise sur Charente par les républicains; bourgeois qui s'y commettent; IV, 174 et suiv.

**NON-CATHOLIQUES**. Voir *Protestants*.

**NONNA**. Français traître, trouvé parmi les morts autrichiens après Wagram; VI, 414.

**Noblesse**. Voir *Assemblée* (des).

**NATAIRES**. Les dépôts faits chez eux doivent être remis dans les caisses nationales; IV, 92.

**NOTRE-DAME** (église). Dédicée au culte de la Raison; IV, 156. — On y célèbre l'abolition de la monarchie; V, 4. — Voir *Culte*.

**NOÛKISSON**, député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Maurel; IX, 127.

**NOVEMBRE**. Le 6 de 1788, ouverture de la seconde assemblée des notables; I, 436. — Le 2 de 1789, les biens ecclésiastiques sont mis à la disposition de la nation; II, 168. — Le 6 de 1792, victoire de Jemmapes;

HI, 367. — Le 23 de 1793, victoire de Loano; IV, 403. — Le 3 de 1799, chute du gouvernement directorial. — Voir *Brunaire* (sic-huit).

Nvri. Bataille sanglante et vivement disputée; mort de Joubert; la perte des Français de vingt mille hommes; celle des Autro-Russes n'est guère moindre; V, 324 à 326.

Numéraire. La vente en est défendue sous peine de six années de fers; cette loi est rapportée; le numéraire est déclaré marchandise; IV, 27, 322. — On reprend le paiement en numéraire des rentes et pensions; V, 403, 408. — Voir *Assignats*, *Finances*.

## O.

OASIN. Son vote dans le procès du roi; III, 371.

OASAY, général. Commende une division en Espagne (1803); IX, 131.

Observatoire (l'). Vision de ses dépenses; II, 458.

OCCAS. Le maréchal Mortier y remporte une victoire qui décide l'invasion de l'Andalousie; VI, 444.

Occupation (armée d') en France. Positions militaires qui lui sont assignées; elle est retirée par le gouvernement français (1813); VIII, 301. — Le nombre des troupes est diminué (1817); VIII, 371. — L'évacuation totale est décidée au congrès d'Aix-la-Chapelle, malgré les notes secrètes envoyées aux alliés par des hommes indignes du nom de Français (1818); VIII, 439 et suiv., 433 et suiv.

Octobre. Le 1<sup>er</sup> de 1789, première déclaration des droits de l'homme; II, 138. — Même année, voir *Octobre* (ci-après et ci). — Le 1<sup>er</sup> de 1791, ouverture de l'Assemblée législative; III, 1. — Le 5 de 1795, combat et défaite des sections de Paris contre les forces conventionnelles, commandées par Bonaparte. — Voir *Fendinisme* (trix). — Le 26 même année, clôture de la convention nationale; établissement du gouvernement directorial; IV, 393, 398 et suiv. — Le 16 de 1799, Bonaparte, de retour d'Egypte, arrive à Paris; V, 240. — Le 14 de 1806, bataille d'Iéna; VI, 239. — Le 16 de 1813, bataille de Leipzig; VII, 255. — Le 18 de 1813, Napoléon arrive au mouillage de Sainte-Hélène; VIII, 287.

Octobres (jours de deuil et de). Préludes; fêtes données à Versailles par le cour; insurrection parisienne; détails de l'événement; II, 143 à 183, 185.

OCTROI. Voir *Impôts*, *Contributions*. — Octroi municipale; leur établissement; V, 370.

O'DONNEL, général espagnol. Défait à la bataille de Sagonte; VII, 59. — Voir *Alibab*.

O'FARRELL. Espagnol célèbre. Sorti de l'école de Sorèze; V, 191.

O'HARA, général anglais. Commandant à Toulon lors de la reprise de cette ville (1793); IV, 187.

OLDSBORO (duché d'). Napoléon en prend possession pour compléter le blocus continental; VII, 40.

O'MARA, docteur. D'après ses aveux, Napoléon aurait péri par le poison; IX, 48.

OMALLE. La prise de cette ville par Massena est la première succès des Français en Italie (1794); IV, 192.

Opinion publique ou nationale. Se fait jour dans le XVIII<sup>e</sup> siècle; I, 74. — Sa force, ses succès; I, 338 et suiv., 407 et suiv., 437. — Moyens employés par les ministres de Louis XVI pour le diriger; II, 431 à 438; III, 89 à 98. — Les chefs de la révolution de 1789 étaient ses interprètes; IV, 194. — L'empereur Alexandre, élu à Paris, sentit la nécessité de la satisfaire; VIII, 16.

Opinion constitutionnelle. Elle détrompa Napoléon; VI, 23, VII, 375. — Le XIX<sup>e</sup> siècle est le sien; avant la fin de ce siècle il n'y aura que des rois constitutionnels; IX, 280. — Voir *Gouvernement*, *Représentatif* (système).

Opinions. Aucune, même religieuses, ne doivent être inquiètes (décret); II, 126.

Opinions religieuses. N'ont arrêté ni les désordres ni les crimes; I, 161.

OVOIS. Son vote dans le procès du roi; III, 364.

Opposition (parlementaire). Ce qu'elle doit être; dire de Casseaux ce sujet; VIII, 419.

OASER (e'), prince. Général de l'armée autrichienne à la bataille de Fleurus; IV, 213. — Éloge des princes de cette maison; IV, 308 et 309. — Le prince d'Orange (depuis roi); prisonnier de guerre à Erfurth (1808); VI, 286. — Est rappelé par les Hollandais; son éloge (1813); VII, 278, 333. — Reconnu par les traités de 1814 et 1815; obtient un accroissement de territoire; se proclame roi des Pays-Bas, conformément à une résolution du congrès de Vienne; VIII, 20, 112, 168, 178. — Son fils, blessé à Waterloo, où il commandait les Hollandais et les Belges; VIII, 208.

OASAZA, général. Commande les gen-

armes qui enlèvent le duc d'Enghien ; VI, 36.

*Ordonnance du roi.* La ligne qui doit les séparer des lois est confuse dans la Charte ; la cour de cassation décide qu'on n'est pas tenu de s'y soumettre quand elles sont contraires aux lois ; VIII, 39 et 40.

*Ordre judiciaire.* Voir *Pouvoir judiciaire*.

*Ordres.* Religieux, militaires, etc. ; supprimez par la constitution de 1791 ; II, 408. — Voir *Clergé*, *Malte*, *Saint-Esprit*, *Saint-Louis*, *Noblesse*, *Légion d'Honneur*, *Toisons-d'Or* (Trois). — Napoléon demande au pape l'abolition des ordres ecclésiastiques ; VI, 361. — Les ordres monastiques se rétablissent en France (1821) ; IX, 113.

*Orléans (n°)*, duc, le régent. Ses trois filles décorent les tableaux de Suétone ; I, 216. — Ses vices ; quelques vers de lui expriment ses principes ; son caractère par Ducloux ; I, 257, 258. — Mœurs dépravées et scandales de son règne ; I, 281, 320.

*Orléans (n°)*, duchesse. Princesse libérale ; auteur des *Adieux*, chanson ; I, 258.

*Orléans (n°)* duc. Cité comme un des premiers auteurs de la révolution ; I, 231. — S'oppose aux emprunts ; interpelle Louis XVI ; proteste contre l'arbitraire d'un lit de justice ; est exilé à Villers-Cotterets ; motifs de sa conduite ; I, 375 et suiv. — Son caractère politique ; I, 475. — Il triomphe à la procession des états-généraux ; II, 1. — Sa réunion aux députés du tiers ; II, 53. — Désigné comme victime par la cour ; II, 62, 66, 103 (à la note). — Répand de l'argent pendant les troubles ; II, 81. — Nommé président de l'assemblée, il refuse ; II, 92. — Est supposé le chef des malveillants ; II, 110. — Accusé par Rivarol ; elle comme instigateur des 5 et 6 octobre ; se rend en Angleterre ; II, 152, 162, 163. — De son caractère ; mot de Mirabeau ; II, 297 et suiv. — Environné de flatteurs ; ils agissent en son nom ; III, 24, 85, 92. — Marat lui demande publiquement son salaire ; les girondins ont des vues sur lui ; III, 124, 129. — Se met à la fenêtre pour voir passer la princesse de Lamballe assassinée ; III, 201 et suiv. — Prend le nom d'Éclairé ; on ajourne la question de savoir s'il doit être compris dans le bannissement des Bourbons ; III, 306, 311. — Vote la mort de Louis XVI ; mouvement des spectateurs ; exclamation de Manuel ; III, 357, 379, 388, 398, 407. — Il assiste à l'exécution du roi ; la pusillanimité de son caractère le fait excepter de ses collègues ; III, 415 et 416. — Préside à des orgies révolutionnaires ; Dumouriez lui était dévoué ; IV, 9.

21, 24. — Compris dans le décret qui ordonne la détention des Bourbons à Marseille ; ses biens sont séquestrés ; IV, 26, 28. — Proscrit ; renvoyé devant le tribunal révolutionnaire ; IV, 24 et 25. — Se disait le fils d'un palefrenier ; IV, 126. — Il est exécuté ; procès ; notice ; il meurt avec une rare courage ; ce prince, très-brave de sa personne, était dépourvu de caractère ; anecdotes ; IV, 141 à 151. — Il avait porté un pantalon de peau humaine fabriqué à Meudon ; IV, 290. — Mot de Mirabeau lorsqu'il s'éloigna de ce prince ; VI, 69.

*Orléans (n°)* duc, fils du précédent, et d'abord duc de Caennas. Général de division à la victoire de Jemmapes, sous le nom d'Éclairé ; III, 257. — Après la défaite de Nerwinde, il émigre avec Dumouriez ; il lui conserve toujours sa confiance et son amitié ; et, en 1821, le pensionnera de dix mille francs ; c'est, dit-on, d'après les conseils de ce général, qu'en 1812 il offrira ses services à l'Espagne, où la calomnie le précéderait ; IV, 14, 20, 22. — Lettre de lui, rapportée dans le procès de son père ; elle blâme la convention, et annonce les désastres de l'armée ; IV, 144. — On le propose aux Vendéens (1795) ; IV, 245 et suiv. — Lettre qu'il écrit à l'évêque de Landaff à l'occasion de la mort du duc d'Enghien ; Louis XVIII le rappelle auprès de sa personne ; VI, 131 à 134, 135 et suiv. — Il arrive en Espagne pour y prendre un commandement (1802) ; on pense que la jalousie de Wellington a provoqué son renvoi ; son éloge par Dumouriez à cette occasion ; VII, 166, 181 et suiv., 191 à 193. Prête serment à la Charte dans la séance royale de mars 1813 ; VIII, 111. — Lucien Bonaparte occupe son Palais dans les cent-jours ; le prince s'était bête de vendre une partie de son mobilier ; VIII, 162. — D'après Dumouriez, il aurait parlé au roi en faveur de ce général (1815) ; IX, 21. — Vaisait depuis peu une pension de dix mille francs à Dumouriez lors de la mort de ce dernier (1823) ; IX, 127.

*Orléans (n°)*, duchesse. A l'air de braver la reine à la procession des états-généraux (1789) ; II, 2. — Décrétée d'arrestation, détenue au Luxembourg ; IV, 143, 311. — La restitution de ses biens est requise (1797) ; V, 54. — Donzirière ; obtient une forte pension de Napoléon dans les cent-jours ; IX, 82.

*Orléans* (conjurateur ou parti n°). Exagérations délayées par Dumouriez en prose littéraire ; I, 229. — Qu'étaient les premiers individus qui se couvraient du nom du prince ; I, 467, 475. — Ce qu'on leur attribue dans les événements d'octobre, II,

150 et suiv. — Denonces par Barbaroux; III, 404. — Ce qu'on peut dire de plus vrai et de plus raisonnable touchant la faction d'Orléans; IV, 153 à 157. — Cité par Vauban dans ses mémoires sur la Vendée; IV, 345 et 346.

**ORLÉANS.** Un tribunal criminel est établi dans cette ville pour juger les crimes de lèse-nation; II, 283. — Voir *Prisonniers*.

**ORMEMUS** (d'), marquis. Nommé commandant de légion nationale du faubourg Saint-Antoine, il accepte sur l'invitation du Roi son caractère; anecdote qui lui est commune avec La Fayette; II, 361 à 365.

**ORRANO**, général. Commande le dépôt de la garde à Paris (1814); VII, 390.

**OSTERZ**, Soult et Wellington y soutiennent une des dernières batailles de la guerre d'Espagne (1814); VII, 355 et 356, 445 et suiv.

**OTOMAN**, colonel espagnol. Parle-meuritaire pour la reddition de Figuière; mot de lui en faveur des Français (1795); IV, 398.

**OTTA** (d'), évêque. Membre de la junte espagnole sous la protection du duc d'Angoulême (1823); IX, 136.

**OSTIAN**. Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

**OSTENDE**. Prise de cette ville par Pichegru; suite honteuse des Anglais; IV, 225.

**OTRACON**. Combat gagné par l'archiduc Charles; V, 158.

**OSTROLENSA**, Suchet et Oudinot y soutiennent avec succès un combat des plus meurtriers (1807); VI, 156.

**Otaga**. Voir *Lois des étages*.

**OTT**, général autrichien. Reçoit l'ordre de lever le blocus de Gènes; perd la bataille de Montebello; V, 391, 393.

**OURAUL** (d'), ministre russe. Signataire de l'office qui témoigne la douleur de l'empereur Alexandre à la nouvelle de la mort du duc d'Enghien; VI, 40.

**OURANT**. Membre du comité des recherches de la commune de Paris; II, 167.

**OUISOT**, fils d'un brasseur; I, 17. — Général, il est fait prisonnier par Wurmsse (1795); IV, 391. — Déploie une grande bravoure dans la conquête du pays des Grisons par Masséna; V, 157. — Contribue à la memorable victoire de Zurich (1799); V, 235. — Chef d'état-major de l'armée de Masséna lorsque celui-ci se replie sur Gênes (1800); V, 384. — Chef de l'état-major, sous Brune, à la victoire de Pozzolo; V, 480. — De l'opposition militaire qui s'était élevée contre le concordat; V, 445. — Commande en 1805 une division de grenadiers, avec laquelle, à Wertingen, il enveloppe

une division ennemie; est blessé à Jägersdorf; ses grenadiers forment la réserve à Austerlitz; VI, 166, 175, 177. — Vainqueur, avec Suchet, au combat meurtrier d'Ostrolenska (1807); se distingue à Friedland; VI, 256, 262. — Il est à Vienne avec ses grenadiers (1809); à Wagram il occupe le centre; après cette campagne, où ses talents ont brillé d'un nouvel éclat, il est élevé maréchal de l'empire; VI, 403, 413, 430. — S'empare de la Hollande lors de l'abdication du roi Louis Bonaparte; VII, 2, 17. — Commande en 1812; est grièvement blessé à Polotsk; VII, 74, 96, 108. — A Borisow précédant l'armée en retraite, il en protège les débris; est blessé; VII, 146 à 148. — Commande le douzième corps en 1813; est repoussé et défait en voulant s'emparer de Berlin; VII, 200, 207, 225, 234 à 237, 245, 256. — Commande avec Ney la réserve de la garde en 1814; mouvements de son corps; VII, 331, 337, 343, 345, 348, 354, 357. — Do nombre des maréchaux qui demandent à Napoléon son abdication; VII, 428. — Commande la garde en Espagne (1825); mouvements de son corps; IX, 131, 133 et suiv., 142, 146.

**OUVER**. Ses vœux dans le procès du roi; III, 365, 368, 399. — On lui doit en partie le système de dénonciation des suspects; IV, 19. — Membre d'une commission de salut public nommée dans le conseil des Cinq-Cents après le 18 fructidor; V, 78.

**OUVER** (d'). Voir *Canaux*.

**OUVERTE**, un des fournisseurs qui ont prêté de l'argent pour effectuer le 18 brumaire; V, 260. — Arrive à Vienne à l'époque du congrès (1812); du scandale de ses marches pour la guerre d'Espagne (1823); IX, 115, 122 et suiv.

**OZIER** (d'), comte. Complice de Georges; VI, 30.

## P.

**PAE**, général anglais. Tué à la bataille de Toulouse (1814); VII, 446.

**PAER**. Nommé ministre de la guerre; était Suisse; III, 247. — Quitte le ministère; est nommé maire de Paris; cité pour son impéritie; IV, 3, 7. — D'accord avec les jacobins pour le complot du 10 mars 1793; IV, 11. — Promoteur des fureurs populaires à l'effusion par Garat; IV, 38.

**PAETAOO**, général. Se distingue à la victoire d'Espinoso (1808); IV, 363.

**PAISOT**. Erigée en duc de grand-fief de l'empire français; VI, 208.

**PAOAN**, de la convention. Cité comme écrivain de parti; I, 52. — Son vote dans le



procès du roi; III, 373, 400.

**PACIS.** Honorable exception dont il est l'objet comme écrivain; I, 31.

**P. C. V. (sir),** ambassadeur anglais à Vienne. Qualifié d'intrigant politique par Napoléon (1803); VI, 185.

**PAILLAS,** colonel. Prévenu dans l'affaire de Belfort; condamné pour non-revelation; IX, 80, 103.

**PAILLET,** Juge au tribunal révolutionnaire; IV, 510.

**PAIRIS.** Voir *Chambre des pairs*.

**PAIX.** Voir *Traité*.

**PAJOT,** général. Prend une grande part au succès de Monttereau (1814); VII, 343, 349. — Laisse avec Grouchy lors de Waterloo; VIII, 308.

**PAJAZUS,** général espagnol. Perd la bataille de Tudela (1808); VI, 364. — Reçoit une instruction de Ferdinand (1814); VII, 339.

**Palais-Royal.** Foyer de mouvements révolutionnaires; II, 75, 106, 133.

**PALLAS,** savant russe. Un des premiers associés de l'Institut de France; VI, 2.

**PALMA-NOVA.** Occupée par les Français (1805); VII, 176.

**PAMPILLORE.** Occupation de cette place par les Français (1808); VI, 302. — Sachette contribue à l'affranchissement de l'Espagne; la garnison française prisonnière (1813); VII, 364.

**PAMPILLO-LACORT,** général. Commande une division en Espagne (1813); IX, 131.

**Pamphlets.** Leur influence, leur nombre à différentes époques; I, 407 et 408, 457, 466 et suiv.; VII, 418 et suiv.

**PARAT (de)** chevalier. On le voyait dans les salons de l'ambassade; aujourd'hui secrétaire de l'ambassade; VII, 456.

**PARIS.** Conjuration du 10 août; III, 139. — Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398. — L'émoussé de Louis XVIII; IX, 31.

**PAROS DESRAMAIS (veuve).** Belle-mère de M. de Villele; IX, 77.

**PAROS-DESRAMAIS,** neveu de M. de Villele. Inspecteur des établissements français dans les Indes; de sa négociation avec la compagnie anglaise; III, 437.

**PARTIEN.** Les restes de Mirabeau y sont portés; II, 301. — On y dépose également les cendres de Voltaire et de J.-J. Rousseau; II, 328, 335. — On doit à Pastoret l'inscription *Aux grands hommes la patrie reconnaissante*; III, 108. — Les restes de Marat y sont portés triomphalement, puis retirés pour être jetés dans un égout; IV, 57, 59, 312. — Rendu à sa première destination (église *Sainte-Genève*); les tombeaux de Voltaire et de J. J. Rousseau en seront enlevés; IX, 82.

**PAOLI.** Il souleva la Corse, sa patrie, à la domination de la France, et la donne aux Anglais, dont il n'obtient qu'une pension alimentaire; IV, 34, 203, 214. — Serend à Londres pour y toucher le salaire de sa défection, lorsqu'après deux ans la Corse rentre sous la domination française; IV, 469.

**Papes.** Un sénatus-consulte déclare que leur souveraineté ne peut, comme étrangère, être exercée en France; serment qui leur était prescrit; ils seraient vu de deux palais, l'un à Paris, l'autre à Rome; VII, 7. — Voir *Pie VI* et *VII*.

**Papier-monnaie.** Voir *Assignats, Mandats*.

**PAQUET,** inspecteur-général de police. Il arrête Sol de Grisolles, complice de George; VI, 30. — Il arrête Mallet; VII, 132.

**PACTVAL-GAARDHUSMAN.** Un des savants de l'expédition d'Égypte; V, 121.

**PARIS.** C'est à Bonaparte qu'il devra sa sûreté et son assainissement, ouvrage commence par Louis XVI; I, 483. — Tableau qu'il offre au mois de juillet 1789; sa situation à la fin de la même année; II, 70 à 76, 94, 178. — Il a Bailly pour maire; II, 95. — Son organisation municipale; II, 226. — Voir *Département, Commune, Sections*. — Peiron en est élu maire; III, 23. — Sa situation dans la journée du 10 août; III, 157. — Pendant les massacres de septembre; III, 193, 209, 213. — Pendant le procès du roi et le jour de l'exécution; III, 346, 412, 413, 421 et suiv. — Il a Chambon pour maire; III, 306. — Cedernier est remplacé par Pache; IV, 3. — Voir *Mai (trente-ans)*. — L'exécution de la reine y fait peu de sensation; IV, 129. — Au maximum de la terreur, on s'y livre à tous les plaisirs ordinaires; on pise sur les tables de pailles guillotinées en bois d'acajou; IV, 186 à 190. — Banquets fraternels devant la porte des maisons; trente-deux prisons sont ouvertes, sans compter les cachots provisoires; foule aux spectacles; on suit on l'on regarde passer les chatrées de victimes; IV, 227, 228 à 226, 240. — Voir *Dizette*. — Accablés de Parisiens aux exécutions du 9 thermidor (voir ce mot); depuis un an ils regardaient d'un oeil sec les victimes du parti déchu; IV, 257 et suiv. — Paris est divisé en arrondissements et municipalités; IV, 313, 387. — Voir *Germinal, Famine, Pandémie (treize)*. — La dépravation des mœurs est à son dernier degré sous le directoire; influence de Barras; action tyrannique de la police sur les spectacles; IV, 437, 439 à 447. — Les habitants de Paris ont donné un exemple unique de servilité sous la convention et sous le directoire; V, 66, 112. — An 18 brumai-

ve Paris est aussi calme que l'est Constantinople à la diagenèse d'un soir; sa jubilation après l'événement; V, 367, 379. — Est dans un silence presque général au sacre de Napoléon; la présence du pape n'y excite d'autre intérêt que celui de la curiosité; VI, 142, 151. — Cent deux millions ont été dépensés pour les travaux publics de cette capitale, de 1804 à 1813; VII, 186. — Napoléon est plus attentif à l'opinion de Paris qu'aux soins de la défense; ses lauses mesures (1814); VII, 318 et suiv., 343, 366, 371. — Les royalistes y ont des coteries; les alliés sont instruits de l'apathie de la masse; situation générale à cette époque; départ de l'impératrice; Clarke, ministre de la guerre, prépare le succès des alliés; VII, 374 à 385, 389. — Combat sous les murs de Paris; trahisons; Clarke a fait mettre de la poudre au lieu de poudre dans une partie des cartouches; reddition de la ville; VII, 390 à 399. — Abnégation patriotique de certaines classes à la vue des armées ennemies dans la capitale; sentiments opposés de la masse du peuple; VII, 400, 415 et 416, 418, 424, 444. — Les monuments élevés par Napoléon avaient rendu Paris méconnaissable aux yeux des Bourbons; VII, 477, 480. — La famille royale y est reçue avec enthousiasme; VIII, 16 et suiv. — Paris reste d'abord muet d'étonnement au retour de Napoléon (1815); VIII, 118 et suiv. — Les mêmes affluents possèdent en même temps les proclamations de Louis XVIII et de Napoléon; VIII, 126. — A la seconde restauration, les danciers titrés dansent avec des cosaques dans le jardin des Tuileries; VIII, 147.

PARIS, dit Fabricius. — Greffier du tribunal révolutionnaire lors du procès de la reine; IV, 124.

PARIST, docteur. Son dévouement dans les épidémies de l'Oise et de Barcelone; récompense qu'il en obtient; IX, 67, 70, 73, 88.

PARKE, amiral anglais. Attaque Copenhague (1801); V, 434.

Parlements. Leurs usurpations; en opposition avec le gouvernement; ce qu'ils étaient dans l'origine, tour à tour courtisans et ennemis du despotisme et de la liberté; I, 129, 321, 343 à 349. — Combatent les volontés ministérielles; et cependant perdent leur popularité; I, 377. — Leur intolérance à l'égard des protestants; I, 381 à 383. — Celui de Grenoble menace de séparer le Dauphiné de la France; I, 393. — Opposition de plusieurs autres; huit sont exilés; I, 408 à 408. — Sont suspendus par l'assemblée constituante; II,

176. — Leur suppression; II, 468.

Parlement de Paris. Prétend représenter les anciens champs-de-mai; est revêtu d'une grande influence sous Charles V, qui cependant le corrompt; I, 129, 173. — Des révolutionnaires sortirent de son sein; ce qu'il était dans l'origine; devient indépendant et non-patent, soutenant tout à tour le despotisme et la liberté; I, 230, 243 à 249. — Refuse l'enregistrement d'un édit qui établissait un droit de timbre; demande la convocation des états-généraux; examen de sa conduite; I, 365. — Est invité à Versailles, ou Louis XVI, tenant un lit de justice, ordonne l'enregistrement; il proteste; I, 366 et suiv. — Est exilé à Troyes pour avoir permis d'informer contre l'administrateur Calonne; reçoit les félicitations des tribunaux inférieurs; I, 368, 369. — Est rappelé; le peuple célèbre son retour parce qu'il en ignore les conditions; I, 372. — Enregistre pour quatre cent quarante millions d'emprunts, le roi tenant un lit de justice; plusieurs opposants sont exilés; I, 375. — Perd sa popularité; I, 377. — Rend un arrêt contre les lettres de cachet; cet acte est cassé par le roi; I, 379. — Ses remontrances au roi; texte de cette pièce importante, qui précipite la révolution; I, 392. — Sa déclaration touchant les droits de la France; son courage; coup d'état; I, 403 et suiv. — Lit de justice; I, 408. — Demande que les états-généraux soient convoqués selon les formes observées en 1614; c'est tout au plus l'intérêt des privilèges; s'en remet à la sagesse du roi; lui expose les besoins du royaume; I, 421, 435, 437, 439. — Demande secrètement le renvoi des états-généraux; II, 38. — Il offre son respect à l'assemblée nationale, et sa soumission au nouvel ordre de choses; plus tard il protestera; II, 96. — De sa conduite à propos de la suppression des parlements; II, 164.

Parlement britannique. Image de la représentation en France avant la troisième race; I, 88.

PARME (règne de). Organisée comme dépendance de la France; VI, 153. — Forme trois fiècles de l'empire; VI, 209. — Reunis à la France; VI, 331. — Donnés en toute propriété à Marie-Louise, ils devaient passer à son fils (1814); VII, 457; VIII, 12. — Spoliations; VIII, 106. — Rendus à Marie-Louise et à son fils; VIII, 275. — La réversion en est définitivement établie en faveur de l'infante d'Espagne; VIII, 381.

PANQUE (saint). Son arrière-garde est anéantie à Alba de Tormes (1809); VI, 442.

**PARRIN, général.** Ami intime de Fouché; VIII, 377.

*Parti de l'étranger (ou de l'émigration, ou de la cour, ou de l'ancien régime).* Provoque les écarts révolutionnaires; IV, 131.

— Des listes de proscription sont envoyées à Robespierre par un personnage de l'émigration; on cite des témoins; IV, 161. — Saint-Just dénonce une conjuration de l'étranger; elle existait en effet; en 1814 on émigra, pour obtenir de la restauration le prix de ses services, avouera qu'il s'était fait jacobin furcisé, et qu'il criait *Tue* lorsqu'on criait *Arrête*; IV, 181 et 182. — Agonis de l'étranger au 13 vendémiaire; IV, 381.

*Partie.* Nomenclature de tous ceux qui ont été désignés depuis 1789 jusqu'en 1794; IV, 396. — On en compte quatre principaux en 1796; classes qui les composent; IV, 416 et suiv. — Leur chute successive; V, 329.

**PARTOENBAUX, général.** Blessé et prisonnier à la bataille de Novi; V, 325. — Contribue à la victoire de Caldiero (1805); VI, 171. — Sa division est prise tout entière, pendant la retraite de Russie, après une résistance honorable; VII, 149.

**PASTEUR.** Prefet de police en 1819, il se laisse conduire en prison par Malel et ses complices, après avoir seulement demandé la permission de prendre des médicaments chez son apothicaire; VII 131. — Cité; VII, 386. — Nommé garde des sceaux; quitte le ministère (1815); VIII, 248, 259. — Président de la chambre des députés; il reprend les sceaux (1817); ce n'est pas à la police qu'il a pu contracter une affaire franche; VIII, 359, 365. — Quitte le ministère (1818); médiateur plâtrique; VIII, 440, 449. — Ministre des affaires étrangères (1819); VIII, 467. — Quitte le ministère (1821); IX, 77.

**PASTAVAL.** Beau fait d'armes du général Milhaud (1806); VI, 259.

**PASTOURET,** un des trois membres de l'académie des belles-lettres qui adhèrent aux mesures contre le pouvoir monarchique; I, 276. — Se marie le jour de la prise de la Bastille; sa réplique à ce sujet; II, 75. — Syndic du département de Paris, il prononce un discours à la clôture de l'assemblée constituante; critique; II, 440. — Entraîne par les idées spéculatives; président de l'assemblée législative, il jure la constitution; répond à un discours du roi; III, 3, 4, 5. — Vote des mesures contre les émigrés; III, 19. — Vote la guerre avec enthousiasme; III, 79. — De son rapport sur la situation de la France (1793); c'est à lui qu'on doit l'inscription *Aux*

*grands hommes la patrie reconnaissante*; III, 106 à 113. — Silencieux au 10 août; III, 154. — Son rapport sur la journée du 30 juin était plein d'olieuses divagations; il devient un des pâles flambeaux de la commission des Cinq-Cents au 18 fructidor; V, 63, 84. — Sera transfuge de la cause de Napoléon; VI, 85. — Cité ironiquement pour la splendeur de sa famille; VI, 307. — Zélé défenseur de la liberté au commencement de la révolution, il flattera la tyrannie impériale; VII, 50. — Sénateur, il fait le rapport sur la régence (1813); aide l'empereur et l'impératrice; extrait; VII, 183. — On le voyait dans les salons de Cambacérès; VII, 455. — Passage d'un discours dans lequel il professait, en 1798, des principes constitutionnels; pair de France, il manifeste des sentiments contraires; VIII, 71 et suiv. — Flatteur de Napoléon; IX, 54.

*Patentes.* Leur établissement; II, 367.

*Patrie (la).* Elle n'aura plus d'importance quand le général Bonaparte sera le sien; I, 16. — Il n'y en a point où la cour et les privilégiés sont tout; I, 79. — Proposition de la déclarer en danger; adoptée; effet de ce décret (1793); III, 87, 115, 116 et suiv. — Proposition semblable; rejetée (1799); V, 332 à 334.

*Patriotisme (le)* enflammait les armées républicaines; Bonaparte l'éteignait dans le cœur des soldats après ses conquêtes d'Italie; I, 14 et suiv. — Voir *Françai, Paris*.

**PATRIEN.** Son vote dans le procès du roi; III, 381.

**PAUL I<sup>er</sup>.** A son avènement il fait cesser les dispositions hostiles de Catherine contre la France; IV, 471. — Il leve des troupes et se rapproche de l'Angleterre; il va combattre pour le rétablissement des Bourbons; V, 78, 165. — Voir *Guerre*. — Le refus des Anglais de lui céder Malte le rejette du côté de la France; exposé de sa conduite; V, 404. — Fait saisir les vaisseaux anglais dans ses ports; représailles; V, 413, 421. — Sa mort; notice, on osera compromettre son fils dans les détails de cet attentat; V, 430 à 432. — Il avait demandé les jésuites au pape; VI, 134; VIII, 61. — Sa mort est l'objet d'une grande réserve dans les relations de Napoléon et d'Alexandre à Tilsit; VI, 353. — Rastopchin, qui hérita de Moscou, était parvenu dans son intimité par des pasquinades; VII, 119.

**PACIENNA ROSTOPKINA.** Fait la quête dans la cérémonie du sacre; anecdote; V, 449. — Veuve du général Leclerc, elle rapporte de Saint-Domingue des sommes considérables dans le cercueil de son mari; VI,

14. — Femme du prince Borghèse, elle reçoit de Napoléon, en toute propriété, la principauté de Guastala; VI, 209.

PACLO (ou), chef de bandes royalistes dans le Midi. Peu s'en est fallu qu'il n'épousât Hortense Brauharnais; V, 335 et suiv.

PAYÈS (de Vandœuvre), député. Un des signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 127.

Pavillon national. Décret de la convention qui détermine la position des trois couleurs; IV, 177. — Voir *Cocarde*.

PAYAN, membre du tribunal révolutionnaire, et procureur de la commune de Paris. Confident de Robespierre, il s'était réservé la direction des massacres d'Orange; guillotiné au 9 thermidor; IV, 241, 257. — Élève de l'école de Socrate, il avait témoigné une vive reconnaissance à don Desaulx, présenté par lui à Robespierre; V, 193.

PAYAN (Thomas). Cité comme étranger, et membre de la convention; III, 247. — Son vote dans le procès du roi; III, 379, 405.

PAYS BAS. Constitués en royaume d'après une résolution du congrès de Vienne (1809); VIII, 112, 167, 178, 181. — Voir *Belgique, Hollande*.

PÉLOU (don), prince régent du Bréuil. Il proclame l'indépendance de ce pays; se fait reconnaître comme empereur constitutionnel; se proclame, dans laquelle il déclare devoir son élection au vœu du peuple (1802); IX, 102, 108, 111.

Peine de mort. Louis XVI l'a abolie pour les déserteurs; I, 486. — Mainte tenue par l'assemblée constituante, mais comme simple privation de la vie; réflexions sur cette peine; II, 337, 341 à 345. — Abolie par la convention, mais à dater de la paix générale; IV, 392. — Un décret impérial, en violation du pouvoir législatif, la prononce contre tout Français portant les armes contre la France; VI, 381.

PÉLER (de la Lozère), conventionnel. Absent pendant le procès du roi; III, 374.

PÉLISSE. Son vote dans le procès du roi; III, 364, 399.

PÉLÉ. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

PÉLLEU Virait dans l'intimité de Mirabeau; II, 300.

PÉLLEU (du Cher). Son vote dans le procès du roi; III, 364, 399.

PÉLLEU A Paris, auteur de pamphlets royalistes; à Londres, chargé d'affaires du roi Christophe d'Haute; IX, 248 et suiv.

PÉLÉ. Son vote dans le procès du roi; III, 381.

PÉLÉ. Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399.

Pensions. On en décrète la révision; II, 115. — Règles qui leur sont appliquées; II, 155. — Loi réglementaire de 1817; VIII, 376. — Des pensions accordées aux domestiques; IX, 86.

PARIS, premier roi sacré; origine du droit divin; I, 106; VI, 143, 145. — Son élection; I, 115. — Rétablit les fiefs et la féodalité; I, 113. — Remet au mois de mai les assemblées de mars (champ); I, 147.

PARIS. Son vote dans le procès du roi; III, 371.

PARIS. Son vote dans le procès du roi; III, 374, 399.

PARIS. Son vote dans le procès du roi; III, 369.

PARIS jeune. Son vote dans le procès du roi; III, 363.

PARISOT, général. Un des héros de la révolution; IV, 224. — Contribue à la reprise du fort de Bellegarde; prend le commandement à la bataille d'Escola, l'un de la mort de Dugommier; emporte Roses après soixante-dix jours de siège (1794 et 1795); IV, 288, 298, 312. — Conclut l'alliance entre la France et l'Espagne (1796); IV, 464. — Blessé et prisonnier à la bataille de Novi, où il commandait l'aile gauche; V, 225 et 226. — Nomme maréchal de l'empire; notice; VI, 103, 109.

PARISOT (A.), député. Un des signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 128.

PARISOT (Cashmir). Un des créateurs de l'industrie; II, 277. — Merite le titre de citoyen; III, 96. — Orateur qui honore la tribune nationale, et promet à la France de grands et nobles services; VII, 314; VIII, 422. — Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 127. — Combat le projet de loi relatif au remboursement de la rente; IX, 170.

PARISOT (de l'Aube). Son vote dans le procès du roi; III, 363.

PARISOT (des Vosges). Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399.

PARISOT, membre du comité des recherches de la commune de Paris; II, 187.

PARISOT. Son vote dans le procès du roi; III, 379.

PÉTERSBOURG. Un conseil de Bernadotte a seul empêché les Français d'aller dans cette capitale; VII, 11.

PATIER, conseiller d'état de la première formation; V, 335.

PÉTIOT, membre du comité de recherches (assemblée constituante); II, 108. — Vote pour le veto suspensif; II, 132. — Dénoue l'orgie du 1<sup>er</sup> octobre; II, 158.

— S'opposé l'admission des ministres dans l'assemblée; II, 189. — Cité; II, 183, 305, 319. — Élu président du tribunal criminel de Paris; II, 317. — Accompagne le roi au retour de Varennes; II, 353, 379. — Cité; II, 376. — Rejette le principe de l'inviolabilité royale; II, 386. — Membre du comité de constitution; II, 407, 421, 457. — Célèbre qu'il outragera; au des six membres de l'assemblée constituante qui restèrent aux jacobins; II, 437, 438. — Est porté en triomphe et proclame le vertueux; II, 442. — Élu maire de Paris; achète par la cour; III, 23 et 24. — N-dit la république; III, 34. — Ses manœuvres pour perdre le roi; sa conduite au 20 juin et au 10 août; III, 5. — 86, 96, 103; 115, 118, 126, 128, 131, 133, 137, 146, 147 et suiv., 159 et suiv., 162 et suiv. — Sa faction tombe, mais il reste dans ses fonctions; rend compte de la situation de Paris après les journées de septembre, sur lesquelles il donne des détails; III, 173, 184, 198, 200 et suiv., 208, 221. — Cité comme membre de la émigration; III, 241. — Sa conduite et son vote dans le procès du roi; n'est plus maire de Paris; III, 262, 287, 306, 338, 342, 368, 400, 421. — Dénonce avec les girondins; pros crit; IV, 28, 30, 91. — Compromis dans le procès du duc d'Orléans; IV, 149 et suiv. — Donne des moyens de séduction; on ne comprend pas l'enthousiasme populaire qu'il avait fait naître; IV, 159. — Cité; V, 274. — Trouve dans un bois, dévoré par des chiens; V, 321.

**PÉYRONNET.** S'embarque pour la France quand Toussaint Louverture prend le pouvoir; reparait à Saint-Domingue comme on des chefs de l'insurrection des hommes de couleur (1802); V, 436, 483. — Il esuie des outrages sous le général Leclerc; VI, 22. — Est du nombre des conjurés qui renversent Desalines; à la tête des mulâtres qui fondent la république d'Haïti (1807); VI, 237, 252. — Sa mort; élogé de son administration comme président (1818); VIII, 412.

**PÉYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 361, 400.

**PÉYRONNET.** Citeur du directoire exécutif. Cité sur Puitsaye; IV, 429.

**PÉYRONNET.** Grenadier à cheval. Publie un écrit sur Marengo; hommage qu'il rend à Desaix; V, 397 et 398.

**PÉYRONNET.** Du Champ-de-Mars, pour obtenir l'abdication du roi; II, 390. — Des arrivées et articles, relative à la translation des cendres de J.-J. Rousseau au Panthéon; II, 396. — Des huit mille, contre la formation d'un camp près de Paris; III, 83. — Des vingt mille, contre la journée

du 20 juin; III, 112. — Des sections de Paris, pour obtenir l'abolition de la royauté; III, 128.

**PÉYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 361, 399.

**Peuple.** Voir *Nations*.

**Peur (la).** Ce n'est pas sans raison qu'on a dit que la révolution était son ouvrage; IV, 262 et 264.

**PEYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 364.

**PÉYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 362. *Ano.*

**PEYRONNET.** Avocat de Bordeaux, né roturier, anobli par les Bourbons; VIII, 156. — Dépourvu de fortune et sans réputation politique, il est nommé garde des sceaux (1821); le titre de comte lui est conféré; IX, 77, 104.

**PEYRONNET.** Simple commis, devenu trésorier de la couronne impériale, quoiqu'il dépourvu de talents; ne sait pas respecter l'infortune de Napoléon; VIII, 223 et suiv.

**PEYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

**PEYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398.

**PEYRONNET.** Bataille gagnée par Charles; V, 129.

**PEYRONNET.** (d'Herbault), chef royaliste. Prend Sancerre; est mis en deroute à Sens-Bes-jeu; IV, 419. — Secunde Djezar-Pacha au siège d'Acre, où il mourut; avait été condisciple de Bonaparte à l'École Militaire; V, 189.

**PEYRONNET.** Grand marquis; prépare la destruction de la féodalité; son despotisme; I, 167.

**PEYRONNET.** Doit être mis au rang des grands princes; provoqua la décadence du régime féodal; l'altération des monnaies et l'assassinat des Templiers sont les taches de son règne; I, 171.

**PEYRONNET.** Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

**PEYRONNET.** Général Orléans-Badajoz avec vaillance et habileté; après treize mois il est fait prisonnier (1812); VII, 22, 79.

**Philosophes.** Quelle a été leur influence sur la révolution; justifies des malheurs qu'on leur attribue; I, 236 à 242, 249 à 253, 262 à 272. — Même sujet; ils voulaient de la réputation et de la fortune; se souciaient peu du peuple, dont ils parlaient beaucoup; I, 273 à 280. — Hommes de lettres mutins, et non indépendants; VI, 3.

**PICARD.** Juré dans le procès de la reine; IV, 125.

PIESAGU, général. Fait lever la siège de Lodou (1793); IV, 171. — Général en chef, mais absent, à la victoire de Turcoing (1793); IV, 202. — Un des héros de la révolution; il prend Ostende; son armée occupe Tournay, Bruxelles, Nieupart; il prend Avers; IV, 234 à 238. — Son armée reprend Valenciennes; il bat le duc d'York à Bostel; Bois-le-Duc est pris en son absence; son armée s'empare de Vanloo, de Nimègue; IV, 280, 287. 29 (et suiv., 297. — C'est un agrelui, et d'après l'ordre exprès du comte de salut public, qu'il fait la conquête de la Hollande (1795); IV, 306 et suiv., 312. — Commande l'armée de Rhin et Moselle; IV, 313. — Commande Paris en état de siège (au 12 germinal); il apparaît dans la carrière politique; IV, 319. — Manheim lui est remise par espulation; IV, 361. — Le premier effet de sa trahison est la reprise de cette place par les Autrichiens; il annonce au prince de Condé qu'il y a laissé le plus mauvais de ses officiers pour la défendre; il négocie pour le rétablissement des Bourbons; IV, 408 et 409, 412. — Est remplacé par Moreau, qui depuis un an partageait ses intelligences avec l'ennemi (1796); IV, 423 et 431. — Le directoire, qui soupçonnait ses relations secrètes, l'avait obligé de donner sa démission; il n'en dirige pas moins les opérations militaires des Autrichiens; IV, 451 à 456. — Membre du conseil des Cinq-Cents; propose et fait adopter une reorganisation de la garde nationale; V, 15, 21. — Se place à la tête du parti élécteur; les royalistes ont en lui de grandes espérances (dix-huit fructidor); mais il n'avait pas les qualités nécessaires pour l'exécution de leur entreprise; il reçoit des agents de Louis XVIII; anecdotes à ce sujet; V, 36, 31 à 38, 39. — Augereau l'arrête de sa main; il est condamné à la déportation; V, 42 et 43. — Preuve de ses intelligences avec le prince de Condé, etc.; Moreau le dénonce tardivement; mentions diverses; V, 47 à 52, 57 et suiv., 61 et suiv., 64 et suiv., 67, 78, 100, 114, 119. — Rigoureux qu'il éprouve à Sinamary; son évasion; V, 59, 144. — Il avait eu plus de part à la défaite de Jourdan que l'archiduc Charles; V, 284. — Est excepté du rapet des proscriptions par les consuls; V, 332. — Embrasse ouvertement le parti des Bourbons contre le premier consul; s'associe à Grége Cadoudal; renoue avec Moreau; montre de l'hostilité; est arrêté à Paris (1804); VI, 29 à 33, 50 et suiv. — On le trouve étranglé dans sa prison (le Temple); il s'est suicidé; Bonaparte justifié de cette mort; discussion; VI, 58 à 66. — Cité dans

la conduite de Moreau, etc.; VI, 115, 117 à 121, 136. — Cité; VII, 216, 240, 293; VIII, 171.

PIQUEU. Son vote dans le procès du roi; III, 380.

PIE VI. Offrad d'approuver la constitution civile du clergé, après avoir déclaré schismatiques ceux qui la reconnaissent; II, 249, 316; IV, 178. — Obtient de Bonaparte un armistice dont les conditions sont dures (1796); IV, 453. — Le pape de Rome rejette son autorité; il est dépouillé, insulté par le directoire; transporte en divers lieux, il arrive enfin à Valence; son sort est adouci (1798 et 99); V, 96 et suiv., 160, 220. — Il meurt, âgé de quatre-vingt-deux ans; notice; éloge (1799); V, 231. — L'officier qui a été chargé de le conduire en captivité se nommait Calvin; singularité remarquable; VII, 474.

PIZZI. Citoyen cardinal Chiaramonte, évêque d'Alcala, il avait, dans une homélie, fait un pompeux éloge de la démocratie; à ce propos, le général Lannes lui promit le saint-siège; V, 86. — élu pape (1830); V, 373. — Conclut un concordat avec le premier consul (1801); V, 438, 442 à 446. — Donne à Talleyrand, ancien évêque d'Autun, un brel qui le dégage des liens ecclésiastiques; V, 476. — Rétablit les jésuites dans les Deux-Siciles et en Russie; VI, 131. — Vient à Paris pour sacrer Napoléon; ne recueille de sa condescendance que des fruits pleins d'amertume; n'a écouté à Paris d'autre intérêt que celui de la curiosité; VI, 143 à 145, 151. — Confirme la canonisation de Joseph Labre; VI, 185. — Ses états sont occupés par les français; proposition que lui fait Napoléon, et qu'il refuse d'accorder; il reconnaît l'empereur des Français; relations diplomatiques; il est entré de Rome, et conduisit à Savonne, où il n'a plus d'autre liberté que celle de dire la messe (1808 et 1809); VI, 300, 308, 314 à 320, 407, 412. — Voir Papes. — Il confirme les décrets du concile national (1811); VII, 57 et 58. — Signe avec Napoléon le concordat de Fontainebleau, qu'il rejettera quand la victoire favorisera les alliés (1813); VII, 180. — En sacrant Napoléon il n'avait pu rendre nuls les droits des Bourbons; VII, 310. — De Fontainebleau, il est reconduit en Italie; VII, 317. — De la conduite de Napoléon à 100 egard; VII, 474. — Il rétablit l'ordre des jésuites, comme un bienfait demandé par le monde catholique (1814); VIII, 60 et suiv. — Ses états sont envahis par Murat (1815); VIII, 151. — A décoré Lucien Bonaparte du titre ridicule de prince de Canino; VIII, 221. — Négocie avec la France pour la rétablissement du

concordat de François I<sup>er</sup>; renouvelle ses prétentions sur Avignon et le Venaissin (1817); VIII, 365, 390, 395. — Sa mort; il était âgé de quatre-vingt-dena ans; notice (1823); IX, 146. — De sa docilité envers Bonaparte à l'époque du concordat; IX, 159.

**PIKANET.** Voir *Sardes (état)*. — Forme une division militaire, régie par un administrateur général; V, 434. — Reuni à la France; V, 483.

**PIRAT (de),** inafame. D'un patriotisme exalté; elle contribue à l'origine du nom de *sans-culottes*, qui lui est donné par l'abbé Maury; III, 58.

**PIRAT.** Son vote dans le procès du roi; III, 363.

**PIR.** Signataire de la pétition relative à J.-J. Rousseau; II, 396.

**PILASTRE** (de Maine-et-Loire). Son vote dans le procès du roi; III, 374.

**PILASTRE, député.** Un des signataires de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**PILATRE (déclaration de).** Emise par Léopold II et Frédéric-Guillaume II, sur le désir et les représentations de Montsieu et du comte d'Artois (1791); elle a pour objet d'intéresser toute l'Europe au sort de Louis XVI de ce jour l'émigration de la noblesse française devient général; conséquences de cet acte, le premier exemple de la fédération des rois contre les gouvernements représentatifs; II, 396 à 402. Voir *Politique (démarches)*.

**PINEL.** Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**PIRAT aîné.** Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

**PIRAT (de),** D'origine de, Donné à Elisa Bonaparte, femme Bacciochi; VI, 153.

**PIRAT.** Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399. — Membre obscur de la convention, il n'en fait pas moins tomber la hache révolutionnaire; IV, 43.

**Piquet.** Une classe du peuple en est armée; III, 58, 102.

**PIRT.** Dispose les Anglais à partager sa haine contre la France; rendait hommage au caractère de La Fayette; III, 169, 176. — Son indifférence pour les Bourbons; machinistique dans la révolution française; III, 333, 435, 458. — Se rejouit de voir la France prendre l'initiative pour la guerre; IV, 3 et 4. — Est déclaré l'ennemi du genre humain par décret de la convention nationale; IV, 78. — Son dessein était moins d'appuyer les Bourbons que de détruire le port de Toulon (1793); IV, 168. — Mécontent de la chute de Robespierre; IV, 167. — S'il a été ma-

chivélisme dans l'affaire de Quiberon, sa mémoire est excusable; exclamation de Sheridan à cette occasion; dès 1789, il fomentait la guerre civile en France; IV, 343, 349 à 351, 356, 355. — Il échoue dans son plan pour s'emparer de Dunkerque; il avait empêché Louis XVI de se rendre à Toulon; IV, 438 et suiv., 431 et suiv. — Soupçonné d'avoir médité l'attentat contre Louis XVI à Dülbingen (1796); IV, 458. — A calculé comme un complot; tous ses plans échouèrent; V, 81, 111. — Malet-Du-pas était à ses gages; il échoua en Hollande plus honteusement encore qu'à Quiberon; V, 250, 257 et 258. — De sa politique lors de l'établissement du consulat; extrait d'un discours dans lequel sa haine contre la France s'exhale plus que jamais (1799); V, 340 et suiv., 343, 345, 347 à 349. — Bonne dans ses vues politiques, il se trompe constamment dans ses calculs de haine; V, 376. — Sa mauvaise foi bouscalt le traité d'El-Arich (Egypte); V, 383. — Sa retraite, lorsqu'il ne peut plus continuer la guerre (1801); V, 419. — Rentre au ministère; il se propose d'étendre la guerre avec violence (1805); VI, 133 et suiv., 140. — Sa mort; examen de sa carrière politique et de ses talents (1806); VI, 197 à 203. — Comparé à Fouquet; VI, 219 à 221, 217 et suiv. — La bagque était son gouvernail; VII, 469. — Il siège à vingt et un ans dans la chambre des communes; VIII, 42. — A dédaigné l'espèce humaine; Castlereagh son ecclésiaste; VIII, 185.

**PLACARD (Cotté).** Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**PLACARD (état de).** Érigé en duché grand fief de l'empire réunis à la France; VI, 209, 331. — Voir *Lebrun*. — Donné à Marie-Louise (1814); VII, 457. — Voir *Perse*.

**PLAT-BYRUP.** Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

**PLATON, la bouche d'or,** métropolitain de Moscou. Son allocution à l'empereur Alexandre en 1812; il était âgé de cent dix ans; VII, 101.

**PLATON.** Accusé d'une conspiration que l'on a crue supposée par des agents provocateurs; VII, 253, 350.

**PLAVILLÉ-PELLET.** Négociateur français aux conférences de Lille (1797); V, 19.

**PLAUSIV.** Napoléon y conclut un armistice dont les alliés seuls retirèrent de grands avantages (1813); VII, 208, 213, 215, 220, 225, 229.

**POCHOLLE.** Membre de la convention, il vote dans le procès du roi; III, 363, 398. *Poids et mesures.* Leur unité est prépa-

vér; II, 225, 286. — Elle est établie; IV, 321.

**Posauro.** Emule de l'atrocité Trestaillon, il a recréé les nobles instigateurs de ses forfaits; VIII, 466.

**Poisson.** Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**Police.** Voir *Ministère de la police générale*. — Installation des commissaires généraux; V, 366. — De la police sous Napoléon, ressort de son gouvernement; VII, 130 et suiv., 484 à 487. — Plusieurs polices rivales étendent leurs filets sur la France; 1815-1818; VIII, 293, 448. — Voir *Agents provocateurs*, *Conspirations*.

**Poissonac (les).** Cites dans les intrigues de la cour; II, 45, 38, 61, 88. — Ils quittent la France; II, 98. — Partis au *herouge* pour plus de 700,000 f.; II 216.

**Poissonac (duc de).** Faveurs extraordinaires que Louis XVI lui prodigue; II, 216 et suiv. — L'assemblée révoque la cession qui lui avait été faite du domaine de Fenestrange; annule également une liquidation en sa faveur; II, 281 et suiv. — La chambre des députés rejette deux fois la proposition de rendre à sa famille la baronnie de Fenestrange; la collusion était évidente; (1816 et 1817); VIII, 332, 358.

**Poissonac (Armand de).** Complice de George, Pichegru et Murau; Napoléon lui fait grâce de la vie; VI, 125 à 127.

**Politique.** Vers de Voltaire qui renferme toute celle du ministère anglais; I, 44.

**Politiques (faits et démarches).** V. *Traites*. — Lettres que Louis XVI fait adresser à ses agents près des cours étrangères; II, 309. — Déclaration de Pavie par l'empereur Léopold; II, 325. — Lettre du même, datée de Padoue, pour le soutien de la royauté en France; II, 382. — Déclaration de Palmita; II, 396 et suiv. — Circulaire pacifique de Léopold après l'acceptation de la constitution française; III, 21. — Signification de Louis XVI à l'électeur de Trèves; III, 30.

— Explications demandées à l'Autriche par la France; office de l'empereur sur ses démarches; III, 51, 52, 59; 69. — Alliances entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, contre la France; III, 53, 62. — Neutralité de l'Angleterre; lettre de Louis XVI à George III pour lui proposer une alliance; III, 68, 84. — Déclaration de guerre à l'Autriche par la France; III, 74 à 83. — Première coalition continentale; du manifeste du duc de Brunswick; déclaration des princes français émigrés; III, 103, 120 et suiv., 131. — Voir *Guerre*. — Les ambassadeurs quittent Paris après le 10 août. Pili disposés les Anglais à la guerre; III, 168. — Stipulation entre la Prusse et l'Autriche;

réponse du conseil exécutif de Franceaux propositions de négocier après Valmy; III, 185, 231. — Le roi d'Angleterre déclare qu'il s'opposera aux vues d'agrandissement de la France, sans se mêler de ses affaires intérieures; ne reconnaît pas le ministre de la république française; ce dernier, toléré à Londres jusqu'à la mort de Louis XVI, reçoit alors l'injonction de se retirer; III, 307, 339, 458. — Des puissances étrangères à l'égard des Bourbons et de Napoléon; de leur entremise modérée en faveur de Louis XVI; elles ne reconnaissent pas Monsieur pour regent; III, 334, 434, 460. — Politique de Catherine, qui s'applique moins à favoriser le rétablissement des Bourbons qu'à caclier des troubles en France; IV, 15. — Les plénipotentiaires Maret et Sémonville sont arrêtés par les sbires de l'Autriche (1793); IV, 61 à 63. — Les cabinets autrichien et britannique ont plutôt en vue de dépouiller le roi de France que de le soutenir; ils s'opposaient à la présence du duc de Bourbon dans la Vendée, craignant le rétablissement de la famille royale; IV, 63, 72, 163. — Un souverain se proposait de reconnaître Robespierre; mot d'un premier ministre sur la puissance de ce député; IV, 262, 267. — Voir *Quiberon*. — Après l'échange de la fille de Louis XVI, le cabinet de Vienne insiste, jusqu'à la menace, pour un mariage qui aurait réuni sous sa domination plusieurs provinces de France; IV, 408. — Les puissances coalisées abusent les princes français et les émigrés dans la guerre de la Vendée; IV, 427 et suiv. — L'Autriche ne reconnaît pas Louis XVIII; elle l'oblige de quitter le corps de Conde; IV, 455 à 459. — Rupture des négociations entamées entre le directoire et l'Angleterre; IV, 471. — Elles sont reprises et rompues; conférences de Lille (1797); V, 19, 68 à 70. — Voir *Congrès de Radstadt*. — Intrigues qui ont amené l'émigration de Vienne contre l'ambassade française (1798); V, 103 et suiv. — Lettre que Bonaparte écrit directement au roi d'Angleterre lorsqu'il arrive au consulat; réponse ministérielle; vues politiques des deux puissances (1799); V, 335 à 349. — Voir *Congrès de Lunéville*. — Le roi d'Angleterre renonce à son titre de roi de France; V, 408. — Voir *Traité d'Amiens*. — Bonaparte fait proposer à Louis XVIII de renoncer à ses droits d'hérédité; réponse (1803); VI, 5 et suiv. — Situation générale à la rupture du traité d'Amiens; griefs de la France et de l'Angleterre; VI, 9 à 19, 75. — Indignation de l'Europe à la mort du duc d'Enghien; VI, 40 à 43. — Napoléon écrit directement au roi d'An-



gloire pour l'invasion à la paix; réponse ministérielle (1806); VI, 148. — Serment de l'empereur Alexandre du roi de Prusse sur la tombe du grand Frédéric; scène de fantasmagorie politique; VI, 170. — Voir *Prusse*. — François se reconnoît à son titre d'empereur d'Allemagne; VI, 118. — Voir *Fédération du Rhin*. — Rupture des négociations avec l'Angleterre (1806); vue de Fox, VI, 326 et suiv. — Voir *Bataille continentale*, *Espagne*, *Naples*, *Portugal*, *Rome*. — Entrevue d'Erfurt; Napoléon et Alexandre écrivent au roi d'Angleterre pour l'inviter à la paix; réponse ministérielle; accord des deux empereurs pour se partager la domination du continent; VI, 323 à 336. — Situation générale avant la guerre du Russie (1812); VII, 79 à 91. — Voir *Bernadotte et Suède*, *Congrès de Prague*. — Déclaration de Francfort par les alliés (1813); proposition d'un congrès à Manheim; VII, 278 à 282. — Politique des alliés; ils s'efforcent à séparer Napoléon de la France; VII, 291, 292 et suiv. — Voir *Congrès de Châtillon*, — *de Vienne*, — *d'An-les-Chapelle*, — *de Trarpen*, — *de Laybach*. — *de Vienne*; — voir aussi *Alliance (Suisse)*.

**POLONAIS.** Abandon impolitique de la part de la France; I, 212. — La Russie, l'Autriche et la Prusse, se débarrassent par le dernier démembrement (1795); IV, 366, 391. — Voir *Kurski*, *Poniatowski*, *Fractes*. — Napoléon, en suivant une politique vraiment grande, aurait rétabli le trône de Sobieski; VI, 267, 271. — La diète de Varsovie proclame le rétablissement du royaume; faute politique de Napoléon à l'égard de ce pays, qui lui adresse une députation à Wilna (1812); VII, 99 à 101, 140, 169. — Malheureux et trompés, les Polonais restent seuls fidèles à Napoléon (1813); VII, 250, 266. — Le duc de Varsovie est acquis aux barbares du Nord; la Pologne reprend son nom, et reçoit une constitution de l'empereur Alexandre; servitude déguisée (1815); VIII, 176, 207.

**POLONAIS.** Les Russes y sont battus trois fois; la seconde est une des plus belles batailles des Français en 1812; VII, 108, 129.

**POURCEAU**, commissaire à Saint-Domingue. Il désolé ce pays; IV, 45 à 47, 206; V, 447.

**POURCEAU** (suisse), Napoléon la fait envahir; conséquences de cette violation (1812); VII, 62, 68.

**POURCEAU**, un des condamnés à mort dans l'affaire de La Rochelle (1812); IX, 106.

**POURCEAU** (LÉONARD DE), archevêque de Vienne. Cité parmi les premiers auteurs de la révolution; I, 232. — Sa réunion aux

députés du tiers; II, 40. — Préside l'assemblée nationale le 15 juillet 1789; se montre philosophe; II, 92. — Est appelé au ministère; II, 108. — Sa retraite; II, 161.

**POURCEAU**, abbé, Violent qui Baras fait exercer sur sa personne; IV, 446.

**POURCEAU**. Les Anglais s'emparent; IV, 80.

**POURCEAU** (Stasins). Est forcé de renoncer à la couronne de Pologne; III, 263. — Amant délaissé de Cathérine, il signe son abdication; IV, 406. — Dernier roi de Pologne; il meurt à Saint-Petersbourg (1795); V, 96.

**POURCEAU** (Joseph), prince. Commande les Polonais en 1809; VI, 423. — En 1812, cinquième corps de l'armée française, il partage la gloire de la victoire de Smolensk, de la Moskova; VII, 97, 106, 113. — Ne compte plus que huit à neuf cents hommes de son corps lors de la retraite; ils sont réunis sous le commandement de Ney; VII, 142, 148. — Commande le huitième corps en 1812; VII, 225, 232, 256. — Perit dans les murs de l'Elster lors de la retraite de Leipzig; deux jours auparavant il avait été blessé et fait maréchal de l'empire; VII, 258. — Cité; VIII, 307.

**POURCEAU** (de Verdun). Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397. — Nombre d'une commission du salut public (1795); IV, 361.

**POURCEAU**, principauté. Conferée à Bernadotte, comme grand-fief de l'empire; VI, 212.

**POURCEAU**, cachots flottants d'invention anglaise. Les prisonniers français y sont entassés; VI, 340. — Six cents d'entre eux s'en échappent par un acte admirable de courage (1810); VII, 15.

**POURCEAU** (de Richebourg). Son vote dans le procès du roi; III, 371. — Denonce par les clubs; IV, 9. — Le tribunal révolutionnaire est supprimé sur son rapport; IV, 334. — Porte par la reconnaissance au conseil des Anciens; IV, 400. — De la commission législative au 18 brumaire; V, 275. — Sénateur de la première formation; V, 333.

**POURCEAU**. Les Français y assument un échec (1809); VI, 386.

**POURCEAU** (pays de). Réuni à la France (1763); IV, 15.

**POURCEAU**. Voir *Colonier*.

**POURCEAU** (solitaires de). Leur premier tort était d'exercer la faculté du raisonnement; I, 213.

**PORTAL**, un des Bordelais récompensés par le roi; VIII, 154. — Nomme évêque

dans la marine (1818); il avait fait sa fortune dans le temps des esgimes; VIII, 440, 450. — Fait un rapport sur la Guisane; ne possède aucune des connaissances nécessaires à un ministre; IX, 84. — Quitte le ministère (1821); est nommé ministre d'état et membre du conseil privé; IX, 77, 79.

**PORTALIS.** On applaudit à sa nomination au conseil des Anciens; IV, 400. — Député au 18 fructidor; V, 43. — Rappelé par les consuls; V, 335. — Conseiller d'état, il participe au rapport qui fait déporter soixante et onze proscrits à l'occasion de la machine infernale (3 nivôse); V, 417. — On regrette de trouver dans sa bouche la justification des tribunaux spéciaux; V, 423. — Reproche semblable à l'égard de la religion; VI, 410. — Gobier, étant ministre, lui sauva la vie; VIII, 473. — Ministre des cultes, il était éclairé, vertueux, tolérant; IX, 191.

**POISSON (de l'Oise).** Son vote dans le procès du roi; III, 377, 400.

**POURCEAU.** Au mépris d'un traité avec la France, il reste soumis aux intérêts de l'Angleterre (1797); V, 20. — Traité de neutralité (1803); VI, 23. — Est envahi par Junot, d'après l'ordre de Napoléon, pour l'exécution de son système continental; le prince régent et sa famille s'embarquent pour le Brésil (1807); VI, 284 à 286, 288 à 293, 302, 310, 322. — Première insurrection des Portugais (1808); arrive d'une armée anglaise commandée par Wellington; bataille de Vimeiro; convention de Cintra, d'après laquelle les Français évacuent le Portugal; VI, 227, 246, 258 à 260, 262, 270. — Seconde expédition française, dirigée par Soult; seconde retraite (1808); VI, 277, 298 et suiv. — Troisième expédition française, confiée à Masséna (1810); troisième retraite; le Portugal est perdu sans retour; VII, 19, 22 et suiv., 25, 42 et suiv., 45, 51 à 53. — Les Anglais y avaient fait adopter la guerre de destruction; VII, 127 et suiv. — Le Portugal refuse son contingent à la coalition de 1815; VIII, 148. — Révolution constitutionnelle de 1820; le roi Jean VI rétablit le pouvoir absolu, après avoir sanctionné le gouvernement représentatif; les troupes, et à leur tête l'infant don Michel, s'étaient déclarées contre la constitution; IX, 25, 127, 129, 128, 177. — La conduite de l'empereur du Brésil, don Pedro, héritier de Jean VI, autorise à croire qu'il donnera une constitution libérale au Portugal; IX, 112.

**POSAS.** Les Français s'emparent de cette ville (1806); VI, 245.

**POTIER.** Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

**PUELLER (de la Marne).** Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**POELLER-GANONFAR,** un des députés qui résistent de défendre le roi; son opinion et son vote; III, 282, 284, 386, 390, 401. — Membre de la commission des Cinq-Cents en 18 fructidor; V, 42.

**POEYER.** Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**Pouvoir absolu.** Voir *Despotisme*. — S'établit en France sous les premiers Capétiens; érigé en système sous Louis XIV; I, 88, 100. — Ne se trouve pas dans le berceau de la monarchie; I, 146. — Fondé par Louis XI; I, 176. — Ses formes mêmes violentes sous Louis-le-Juste; abîme où il conduisit une nation; I, 197, 204. — Comment il créait ses propres tombeaux; I, 279. — Exemple qui devrait éclairer les princes; II, 119. — Bonaparte décala ses devoirs pour l'établir (1801); V, 465. — Il y fait un pas à chaque victoire; VI, 280. — Le long usage du pouvoir absolu est une des causes de la catastrophe des Bonapartes d'Espagne (1808); VI, 326. — Ce n'est plus en le professant qu'on rend le trône insubmersible; VII, 312 et suiv. — Voir *Droit divin*. — Louis XVIII se proposait, dit-on, de renoncer à Paris en souverain absolu; il en aurait été empêché par l'empereur de Russie; VIII, 15. — L'habitude du pouvoir absolu peut empêcher la nation de sentir la bonté des institutions constitutionnelles; VIII, 24 et suiv. — C'est par la confusion entre les lois et les ordonnances que Napoléon acquiert un pouvoir absolu; son système sera méconnu; VIII, 39, 60.

**Pouvoir exécutif.** Délégué au roi par la constitution de 1791; II, 409. — Au scrutin national, projet de Syeyès, qui n'a pas de suite; IV, 1 et 2. — Voir *Constitutions*.

**Pouvoir judiciaire.** Sous les premiers rois de France il résidait essentiellement dans la nation; I, 109. — Louis IX en a fait un despotisme au profit de la couronne; I, 170. — Des juges élus par la peuple en sont investis par la constitution de 1791; II, 414. — Son organisation sous le consulat (1800); V, 273 et suiv. — Son indépendance est détruite par un sénatus-consulte (1807); VI, 283. — La Charte le rend indépendant du chef de l'état, ainsi qu'un ministre garde des sceaux; VIII, 39 à 41, 249. — Son indépendance attaquée dans l'ordonnance qui rétablissait censure (1824); IX, 167.

**Pouvoir législatif.** N'était pas délégué

ans premiers rois de France; résidait essentiellement dans la nation; I, 104, 108, 109. — Voir *Constitution, Corps législatif, Chambre des députés*.

POZZO DI ROCCO. Il appelle les Anglais en Corse, sa patrie; secrétaire de la consultation générale; auparavant, de l'Assemblée législative de France; d'une famille piémontaise, obscure et pauvre; depuis, général au service de Russie; IV, 103, 114. — La Corse étant rentrée sous la domination française, il va à Londres recevoir le salaire de son trafic; IV, 463. — Ministre russe au congrès d'Aix-la-Chapelle; VIII, 437. — Ambassadeur auprès de la cour de France (1811); ses connaissances sont bornées; IX, 61. — Membre du congrès de Vérone (1814), 113, 116. — Se rend à Madrid pour complimenter la regence, au nom de l'empereur Alexandre, sur la délivrance du roi Ferdinand (1813); IX, 163.

POZZANO. Bataille gagnée par Brune (1800); V, 410.

PRANKL (DE), comte. Directeur général de la maison du roi; le libraire de l'Opéra lui adresse l'histoire de la nuit du 13 février 1800; IX, 4.

PRAND (DE), abbé. Signalé à l'Estime nationale comme écrivain; I, 31. — Transfuge de la cause de Napoléon; VI, 85. — A prêté à Napoléon un mot horrible qu'il n'a pas dit; VII, 115. — Tiré de l'obscurité par l'empereur, il publia contre lui un volume d'entraves, et l'appellera Jupiter-Scapin; citation de ses Mémoires; VII, 419, 431. — On le voyait dans les aplombs de Cambaerres; VII, 455. — Mis en jugement pour son ouvrage sur l'affaire des élections (1800); acquitté, IX, 26.

PRATIAL (JOURNÉE DE). Insurrection populaire (1795); six députés condamnés à mort se poignardent tour à tour avec le même fer; IX, 331 à 334. — Opposition des conseils contre le directoire; renvoi de trois directeurs, Treillard, Larévillière, Merlin de Douai (1799); V, 203 à 207, 254 et suiv., 377.

PRÉLU (DE L'YONNE). Son vote dans le procès du roi; III, 386, 401.

PRÉLU (DE). Commande les assiégés de Lyon (1793); IV, 98.

PREFECTURES DE DÉPARTEMENT. Loi qui les organise; subtile invention du despotisme; ses malheureux effets (1800); V, 366 à 371. — Traitement des préfets (1811); IX, 93.

PRATISLOW. Dix mille cavaliers français, commandés par Muret, y font mettre bas les armes à seize mille Prussiens de la garde royale; VI, 239.

PRATISLOW. Occupation de cette ville par les Français; VI, 174.

PRATISLOW. Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

PRÊTRES. Voir *Clergé, Cultes*. — Insurrections, provoquent la contre-révolution; II, 271, 354, 401. — Décret contre eux; veto du roi; III, 17, 30. — Leurs manœuvres contre-révolutionnaires; III, 47. — Décret qui les frappe de la déportation; veto du roi; III, 85. — Après le 10 août ils sont contraints de prêter le serment, sous peine de la déportation à la Guinée; ceux qui ne sont pas assujettis au serment peuvent être exilés sur la demande de six citoyens; III, 182. — Loi qui ordonne l'exécution des prêtres sujets à la déportation; tous sont désarmés; IV, 14, 17. — Des prêtres refractaires, parvenus à demeurer en France, se font jacobins, dénonciateurs, et se livrent à d'exécrables sacrilèges; IV, 88 et suiv. — Loi qui punit de mort les refractaires rentres, ou arrêtés sur les frontières; IV, 133. — Sont jugés sans appel; leurs biens acquis à la nation; le receleur d'un ecclésiastique puni de la déportation; IV, 178, 184, 191. — Les non-sermentés infirmes et étrangers sont condamnés à la réclusion dans leur département; IV, 202. — La vente de leurs biens est suspendue; IV, 339. — Bannissement à perpétuité des prêtres deportés rentres; IV, 359. — Leurs biens sont remis à leurs héritiers présomptifs; leurs parents et alliés exclus des fonctions publiques; IV, 361 et 362. — Sont autorisés à reprendre la jouissance de leurs biens (1796); IV, 468. — Les prêtres français réfugiés dans les états du pape, où ils restaient abandonnés, sont protégés par Bonaparte (1797); V, 5. — Les lois relatives à la déportation ou réclusion des prêtres sont rapportées (1797); remises en vigueur après le 18 fructidor; V, 21, 54, 126. — Les prêtres sont rappelés de l'exil, rendus à leurs fonctions, soumis à une déclaration purement civile (consulat); V, 377, 406. — En 1815 ils refusent d'inhumer une actrice; ils y sont forcés par le roi; VIII, 129 et suiv.

PRATISLOW. Les Anglais y sont battus par le maréchal Soult; VI, 379.

PRATIS (DE LA COTE-D'OR), membre du comité chargé de retirer les pièces relatives au procès du roi. Son vote; III, 391, 366, 393.

PRATIS (DE LA MARNE). Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397. — Membre du premier comité de salut public; IV, 208.

PRATIS (FRANÇOIS-LE), conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398. — Commissaire du directoire à Rouen; concussionnaire; V, 38.

*Prince de la Paix.* Voir *Godot*.

*Princes du sang.* Ce qu'ils devraient être; I, 476.

*Paixtasu* (madame), sœur du ministre Decaze; Reçut des bienfaits de Louis XVIII; IX, 189.

*Prison d'essai.* Établir par ordonnance royale, dans le but d'améliorer l'état moral des condamnés; la proposition appartient à La Rochefoucauld-Liancourt; VIII, 63. — Autre ordonnance qui étend la même application; VIII, 409.

*Prisonniers de guerre.* Un décret de la convention ordonnait d'en faire aucun parmi les Anglais ou Hanovriens (1794); les militaires français refusent de l'exécuter; Moreau, feignant d'ignorer l'existence lors de la prise de Nieupoort, sauve la vie à deux mille Anglais ou Hanovriens, ce décret est rapporté; IV, 203, 305. — Sont considérés comme prisonniers de guerre les Anglais voyageant en France, dans les pays qu'elle occupe ou chez ses alliés (1803 et 1806); VI, 18, 244. — Acte de courage qui rend la liberté à six cents Français détenus dans la baie de Cadix; VII, 15. — Le nombre de prisonniers français en Angleterre, depuis 1803 jusqu'en 1814, était de cent vingt-deux mille quatre cents; en Russie, par suite de la campagne de 1812, de plus de quatre-vingt mille; malgré la foi du traité (1814), l'autorité en retendra une foule; VIII, 24.

*Prisonniers (massacre des).* Les annales de la monarchie regorgent de semblables forfaits, notamment sous Charles VI; détails; I, 323 à 324. — Voir *Saint-Barthélemy*. — Journées de septembre 1793; détails horribles et particularités; dire de Tallien; extrait d'un rapport de Garat; massacre des prisonniers d'Orléans; III, 188 à 222, 255. — Après trois ans un décret ordonne d'instruire contre les assassins; on semble avoir l'intention de les attenter; vaine démonstration (1795); IV, 337. — Érection; des terroristes, en prison à Lyon, sont égorgés sans examen (1796); IV, 435. — On peut évaluer à plus de trois mille les victimes de septembre; événement horrible, moins atroce cependant que les massacres du règne de Charles VI et de Charles IX; IX, 213 à 227.

*Prisons.* De leur régime avant la révolution; I, 284 et suiv. — Sont forcées par le peuple; II, 60, 71. — Se remplissent en 1790; II, 321. — Vincennes est mis à la disposition de la commune de Paris; II, 270. — Chaque quartier de Paris a trois ou quatre prisons; le nombre des détenus est de quinze cent quatre-vingt-dix-sept; de dix-huit cent soixante; des

prisons particulières sont ouvertes pour le tribunal révolutionnaire (1793); IV, 40, 84, 86 et 87. — Le nombre des prisonniers à Paris est de trois mille deux cent trois, de quatre mille cent trente, de six mille, de sept mille deux cents, de huit mille, de onze mille quatre cents; IV, 140, 186, 180, 185, 196, 217. — La France est couverte de prisons; Paris en a trente-deux, sans compter les geôles et cachots provisoires; leur intérieur (1794); IV, 329 à 345. — Sous le consulat (1800) elles restent vides jusqu'à l'attentat du 3 nivôse; alors elles se remplissent de royalistes; V, 377, 417.

*Prisons d'état.* La suppression en est demandée par La Fayette des la première assemblée des notables; I, 260. — Étaient la sauvegarde des criminels de qualité; II, 87. — Rétablies par Napoléon; VI, 98. — Décret impérial qui en ouvre huit (1810); VII, 11. — Cette mesure est un des motifs de l'acte de déchéance délibéré par le sénat (1814); VII, 412. — Elles sont inefficaces à la longue, témoin la Bastille; VIII, 449.

*Parva, genéra.* Lors de l'affaire de Baylen, il avait donné à Dupont des avis que celui-ci ne suivit point; VI, 341.

*Privileges.* Supprimés par l'assemblée constituante; II, 115, 165, 287.

*Privilèges.* Voir *Clerge, Noblesse*.

*Prix de canon.* Mentionnés dans un honneur du tribunal à Napoléon; VI, 195.

*Procès de Louis XVI.* Tome III, savoir : — Premier rapport sur les papiers de la liste civile; 216. — Second rapport sur les pièces du procès; 258. — Rapport sur la question si Louis peut être jugé; discussion, décret affirmatif; 261, 263, 264 à 286, 287. — Une commission est nommée pour dresser l'acte énonciatif des crimes imputés à Louis; interrogatoire de l'accusé; 288, 291 et suiv. — Choix des défenseurs, 294 à 301, 311. — Décret relatif à la procédure; communication à Louis des cent cinquante-huit pièces qui l'accusent, 317, 329. — Défense de Dessez; paroles que Louis XVI y ajoute; 319 à 329. — Discussion sur le mode de procédure; 330 et suiv. — Un décret pose les questions à résoudre; d'après un appel nominal sur la première, Louis est déclaré coupable; le résultat du second appel est que le jugement ne sera pas envoyé à la sanction du peuple; 344 et 345. — Troisième appel nominal; discussion et votes; la peine de mort est prononcée; 346 à 360. — Tableau des votes, avec une colonne d'observations; 360 à 386. — Réclamation des défenseurs contre la majorité

te absolu des voix, au lieu des deux tiers exigés par le Code pénal; 387 et suiv. — Réflexions sur la marche du procès; passages de quelques opinions favorables à l'accusé; 389 à 396. — Tableaux des voix pour la mort avec ou sans réserve; 396 à 401. — Discussion; rejet du vœu après un quatrième appel omis; décret portant que le jugement sera exécuté dans les 24 heures; 402 à 406. — Notification du jugement à l'accusé; détails de l'exécution; 409 à 416. — Notice sur le prince; réflexions; 417 à la fin du volume. — Voir *Louis xvi*, pour le régime qu'il amène au Temple. — D'après le complot avorté du 10 mars, on devait égorgé les députés qui n'avaient pas voté contre le prince; IV, 11. — Louis xvi ne jouit pas des formes favorables accordées à Carrier; IV, 301. — Cet attentat est rendu plus odieux par le changement politique effectué en duode (1809); VI, 326. — Deuil et monuments épiques (1816); VIII, 327. — Rapprochement à perpétuité des votans pour la mort qui ont aussi voté l'acte additionnel; VIII, 321 et suiv.

*POURCEUR*. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 386.

*PROLETARIAT*. Le pouvoir croit nécessaire de les battre ou de les intimider; I, 40, 49.

*PROST*, professeur à l'Ecole Polytechnique lors de la formation; IV, 316.

*PROPRIÉTÉ*. N'est bien garantie qu'en Angleterre et aux Etats-Unis; I, 42. — Il est faux que les grandes propriétés fassent la prospérité d'un état; II, 482. — Leur division est un bienfait que l'agriculture retire de la révolution; VIII, 55. — La propriété individuelle attaque par une loi (1819); VIII, 467.

*PROSCRIPTIONS*. Voir *Bourbons*, *Brunaire* (dis-huit), *Enigres*, *Fructidor* (dix-huit), *Machine infernale*, *Mai* (traite et 18), *Nobles*, *Prêtres*. — Après les cent-jours; VIII, 258 à 260. — Loi d'amnistie; elle confirme la disposition précédente, et bannit à perpétuité les ascendans et descendans de Napoléon, ainsi que tous ceux qui, ayant voté la mort du roi, ont aussi voté l'acte additionnel; VIII, 320 à 327.

*PROST*. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

*PROTESTANS*. Leur sort sous François 1<sup>er</sup>, Henri II, Charles ix; I, 184 et suiv. — Henri iv les trompe et les abandonne; I, 195, 196. — Persecutions constantes qu'ils éprouvent, notamment sous Louis xiv; I, 198 et suiv., 317; IV, 18; V, 349; VIII, 259, 271. — La réhabilitation de leur état civil est demandée par La Fayette dans la première assemblée des notables;

I, 360. — L'usage des droits civils leur est rendu par Louis xvi; législation atroce et persécutions qu'ils avaient subies jusque là; I, 379 à 392, 408. — Sont déclarés, par l'assemblée constituante, admissibles à tous emplois civils et militaires; II, 180. — Leurs biens leur sont rendus; II, 212, 278. — Tolérance du concordat (1803); V, 463. — Leurs persécutions se renouvellent en 1815; assassinés dans le Midi, ils ne peuvent être défendus à la tribune par un député, d'Argenson, qui est interrompu par un rappel à l'ordre; VIII, 181, 266, 297, 339.

*PROTESTATIONS*. Voir *Louis xvi*. — Deux cent quatre-vingt-dix députés protestent contre les décrets de l'assemblée constituante; II, 377, 380. — Soixante quatorze députés protestent, mais secrètement, contre la journée du 31 mai; IV, 56.

*PROVENCE (de)*, comte. Voir *Louis-Stanislas-Xavier*.

*PROVENCE (la)*. On y connaît des ioasacres; III, 120.

*PROVERA*, général autrichien. Se rend prisonnier à Millesimo avec huit mille hommes, et avec cinq mille sous les murs de Mantoue; IV, 450; V, 3.

*PROVILLA* (de Lierra). Son vote dans le procès du roi; III, 371.

*PROVISA* (la). Retablit le stadholder à Amsterdam; fait une alliance avec la Hollande et l'Angleterre; I, 374, 392. — Voir *Guarrie*, *Frédéric*, *Polémique* (démarches), *Traité*. — La politique de son cabinet est versatile par cupidité; VI, 20. — En 1805 Napoléon s'était assuré de sa neutralité en corrompant ses ministres; elle entraînait secrètement dans la coalition; démarches équivoques de Haugwitz; VI, 165, 175, 183, 190. — Impudeur de sa proclamation touchant la cession du Hanovre qui lui est faite par la France (1806); VI, 210. Degré inouï d'abaissement et d'humiliation où la jettent les traités de Tilsitt (1807); VI, 267 à 271, 350, 361, 363. — Sa situation comme alliée de la France au commencement de la guerre de 1813; note qu'elle adresse à Suède; VII, 85, 117. — Sa défection lors de la retraite de Russie; résumé de la conduite de cette puissance depuis 1793; versatile comme l'occasion, dissimulée comme la faiblesse; VII, 167 et suiv., 177, 188 à 191, 198. — Agrandissement qu'elle obtient au congrès de Vienne; VII, 176, 180.

*PROVISA* (les). Prétendent être les Macédoniens de l'Allemagne; VII, 189.

*PROVISA* (de). Comte. Chef d'intrigues, prétendu royaliste, général des chouans;

en rivalité de commandement avec d'Hervilly et Sombreuil ; un lui doit la catastrophe de Quiberon , il y prit la fuite le premier , et regagna le bâtiment anglais ; sans bravoure , sans talent , accusé d'être à la fois l'agent de la convention et du ministère britannique ; il transporta sa honte au Canada (1793) ; IV, 338, 340, 342 à 346, 351 et suiv., 439, 463. — Autorisé par le regret de France pour faire fabriquer en Bretagne de faux assignats (1794) ; IV, 450.

PULCRUS. Combat soutenu avec acharnement , et reste indécis (1806) ; VI, 249.

POTASSON, général. Se distingue à Hoch-

siedt ; V, 401.

PUYAUBERT. Prévenu dans l'affaire de Nantes ; acquitté ; IX, 99.

PUYMARTIN (DE). Obtient la liberté du marquis de Villemore pendant les cent-jours ; député spirituellement original ; VIII, 399.

PUYVET (DE) chevalier. Cité comme

témoin d'une anecdote relative à Cambas-  
très ; mort sur l'échafaud révolutionnaire ; III, 408. — Il avait donné dix mille francs pour favoriser l'évasion de la reine ; IV, 119.

## Q.

QUATRE-HEURES (LES). Les Français y gagnent une bataille deux jours avant Waterloo ; VIII, 200 à 205.

QUATREHEURES DE QUINCY. De l'assemblée législative ; entraîne par des idées spéculatives ; III, 3. — Silencieux au 10 août ; III, 54. — Secrétaire du conseil général de la Seine ; il signe l'hommage d'un monument triomphal au premier consul (1801) ; V, 451.

QUATREHEURES DE ROISSY. Rapporteur du Châtelet dans l'affaire de Favras ; paroles qu'il adresse au condamné ; II, 203.

QUINCEZ. Son vote dans le procès du roi ; III, 368.

QUÉLLER (DE). Succède au cardinal de Talleyrand comme archevêque de Paris (1801) ; IX, 71.

QUINCY. Les Autrichiens s'emparent de cette place ; elle est reprise par Schérer et Marecotti ; IV, 86, 279.

Question. Voir Torture.

QUÉTELET, général. Batta à Thouray par les chefs vendéens ; IV, 32.

QUÉTELET, espagnol célèbre. Sorti de l'école de Sorèze ; V, 191.

QUÉTELET (expédition de). Bruyamment annoncée pendant plusieurs mois , elle aura bâte la mort du fils de Louis XVI ;

IV, 62, 335. — Débarquement de douze cents émigrés , amenés sur une escadre anglaise , et commandés par d'Hervilly et Sombreuil ; ils se réunissent aux Chouans , conduits par Puisaye ; s'emparent de quelques villages ; etc. ; leurs fautes , leurs divisions ; contraints de regagner l'escadre ; ils périssent en partie sous la mitraille et le fer de leurs protecteurs ; le représentant Tallieu obtient le massacre de six cents émigrés qui croyaient à l'existence d'une capitulation ; Pitt avoue que le sang anglais n'a pas coulé dans cette affaire ; Sheridan réplique que c'est l'honneur anglais qui a coulé de tous ses pores (1795) ; IV, 338 à 352, 354, 429. — Lettres de Louis XVI à Charles sur cette funeste expédition ; IV, 358, 361. — Instruit de l'aveu des émigrés , Clarette fait mettre à mort tous ses prisonniers républicains ; IV, 426. — En 1814 , un comité se réunit pour l'exécution d'un monument en mémoire des émigrés fusillés par ordre de la convention ; ce n'était pas le moyen d'assoupir les haines civiles ; VIII, 80 et suiv., 131.

QUINCEZ. De l'assemblée législative ; entraîné par des principes démocratiques ; appuie la création d'un comité de surveillance ; en est membre ; III, 4, 27, 236. — Promoteur d'une indemnité nationale prise sur les biens des émigrés ; III, 73. — Ses votes dans le procès du roi ; III, 368, 369, 361, 399. — Membre du premier comité de défense générale et de salut public ; IV, 17. — Lève ses Autrichiens par Dumouriez ; compris dans l'échange pour la fille de Louis XVI ; on le renverra aux Cinq-Cents ; IV, 30, 396, 410. — Ministre de l'intérieur (1799) ; V, 204. — Cité ; V, 310. Un des préfets de la première nomination (1800) ; V, 370. — Nommé pair pendant les cent-jours ; VIII, 170.

QUIROGA, colonel espagnol. Chef de l'insurrection de l'île de Léon (1820) ; IX, 1.

QUIROT. Son vote dans le procès du roi ; III, 367.

## R.

RAA. Le prince Eugène y rapporte une victoire (1809) ; VI, 411.

RABAT-POISSON. Son vote dans le procès du roi ; III, 366, 402.

RABAT-SAINT-EXPERNA. Membre du comité de constitution de l'assemblée constituante ; II, 408. — Membre de la convention ; son opinion et son vote dans le procès du roi ; III, 337, 363. — Proscrit du 31

mal; ses amis sont conduits au supplice pour lui avoir donné retraite; IV, 39, 234.

**RACINE.** Mort de chagrin d'avoir déplu à Louis XIV; VI, 181.

**RADZY,** général. Il coïncide le pape de Rome, d'après l'ordre de Murat (1809); VI, 419.

**RAFFAËL** (du Truillet). Son vote dans le procès du roi; III, 378, 398.

**RAGLAI.** Voir *Marmont*.

**RAISON.** Voir *Cultes, Notre-Dame*.

**RAISSA.** Son vote dans le procès du roi; III, 366.

**RAMEL,** général. Procrit du 18 fructidor; V, 59. — Meurt assassiné et mutilé à Toulouse par des furcuses se disant royalistes (1815); VIII, 270.

**RAMEL-NOGARET.** Son vote dans le procès du roi; III, 363, 399.

**RAMON.** Député constitutionnel de 1791; III, 3. — S'oppose à l'admission devant l'Assemblée des insurgés du 20 juin; III, 93. — Cité honorablement; III, 233. — Du corps législatif, première formation de la constitution de l'an 8; un des prébets de la première nomination; V, 334, 3; 0, 382.

**RAMUS-ROCAVET,** jurisconsulte. Devoué aux libertés de la nation; IX, 190.

**RACOLA.** Un des quatre condamnés à mort dans l'affaire de la Rochelle (1821); IX, 106.

**REPINAT.** Un des exécutés les plus signalés; V, 206, 210.

**REPPE.** Partage la gloire de la bataille de Sedman (Égypte); il était capitaine; V, 143. — Général à Austerlitz, il commande les grenadiers à cheval de la garde; fait prisonnier le prince Reppin; action qui se distingue dans le tableau de Gerard; VI, 298. — Blessé à Golymin (1806); VI, 250. — Commande sur la Baltique (1812); VII, 26. — Blessé à la Moskova; VII, 116. — Gouverneur de Dantzick (1813); rend cette place après une année de la plus belle défense; la capitulation est violée par les Russes (1814); VII, 179, 225, 256, 353. — Conseiller à Napoléon de ne jamais couler de fonctions aux anciens nobles ni aux émigrés; VII, 352. — Commande l'armée du Rhin pendant les cent-jours; VIII, 187.

**RAUSTOV.** Victoire remportée par Moreau; IV, 255. Voir *Congrès de Radstadt*.

**RASUMOWSKI.** Qualifié d'intrigant politique par Napoléon (1806); VI, 186. — Plénipotentiaire russe au congrès de Chatillon (1814); VII, 346.

**RATIBOURNE.** Prise par les Autrichiens; reprise trois jours après par les Français; un de ses quartiers est incendié (1809);

VI, 388 et 389.

**RAVASS.** Les Prussiens fuyards de Jéna y sont fait prisonniers avec Blücher, Braunschweig-Oels, et dix autres généraux; VI, 241.

**RAULIN,** député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**RAVAT.** Un des avocats de Bordeaux recomposés par le roi; VIII, 124. — Nommé président de la chambre des députés (1819); fils d'un marchand de parapluies de Lyon, il n'avait rempli aucune fonction sous l'empire; VIII, 474. — Défenseur de la liberté de la presse avant d'être promu à de hautes fonctions; depuis un de ses violents ennemis; IX, 33. — Présidait la chambre lors de l'expulsion de Manuel (1823); IX, 124. — Reçu à la présidence (1824); dans son dévouement absolu à la légitimité, il avait refusé son ministère comme défenseur aux frères Faucher, avec qui il était lié d'intimité (1815); IX, 169. — Reçu président de la chambre des députés; IX, 211.

**RAVAT,** docteur. Membre de la commission pour l'épidémie de l'Osie (1821); IX, 67.

**RAYNAU.** Vice-président du tribunal révolutionnaire; IV, 210.

**REYAL,** abbé. Cité; II, 321. — Présente et lit une adresse à l'Assemblée nationale; avait reçu une gratification du roi; n'est pas seul auteur de l'*Histoire philosophique des Deux-Indes*; II, 326 à 332. — Meurt à Paris, âgé de quatre-vingt-quatre ans; IV, 422.

**RAYOU.** 120. Membre de la commission extraordinaire du corps législatif en 1813; une de ses assertions, relative à Mavéna, est démentie par Napoléon, qui le regardait comme un partisan en démagogie; VII, 292, 310, 353, 352. — S'honore dans la session de 1814, notamment par sa résistance au projet de Montesquieu sur la presse; son discours restera comme un morceau d'étude; VII, 70, 95.

**RECTION.** Voir *Prisonniers (massacres des), Terreur*.

**REAL** (André). Son vote dans le procès du roi; III, 371.

**REAL.** Conjuré du 18 brumaire; démagogue en 1793; notice; V, 253, 277. — Dirige la police de l'un des trus arrondissements du territoire; cité pour ses fonctions; VI, 47, 51, 61, 474.

**REACQUAY.** Son vote dans le procès du roi; III, 364, 399.

**RECAMIER.** Un des fournisseurs qui ont prêté de l'argent pour le 18 brumaire; V, 260.

*Recel* (loi du), renouvelée de François I<sup>er</sup> et de Louis XI, à l'occasion du complot de George (1804); VI, 112 et suiv. — Voir *Hors la loi*.

*Recommander*. Voir *Pensions*.

*Recrutement*. Voir *Armée*.

*Reinhardt*. Ney y soutint une très-belle défense (1811); VII, 45.

*Reinhardt*. Un des actives de l'expédition d'Égypte; V, 121.

*Relection*. Voir *Election*.

*Regence*. Décret constitutionnel de l'assemblée constituante; II, 389, 413. — Sénatus consulte qui en détermine les formes (1813); VII, 183 à 184. — Conferée à l'impératrice Marie-Louise (1814); le conseil qui siège auprès d'elle est dirigé par Camille de La Roche; proclamation signée de Joseph Bonaparte; la régence et son conseil quittent ignominieusement Paris à l'approche des ennemis; ils se rendent à Blois; résultat de cette conduite; VII, 329, 377, 381 à 384, 392, 402, 427 et suiv., 452. — Les alliés rejettent la proposition de laisser le fils de Napoléon sur le trône avec la régence de sa mère; VII, 401, 448. — Somme que le trésorier général rapporte de Blois; VIII, 3. — La question de la régence est passée sous silence dans la Charte; VII, 44.

*Regicide judiciaire*. Emprunté par nos révolutionnaires à un autre peuple; IX, 229. — Voir *Volants*.

*Régime* (ancien). Ce qu'il aurait dû être dans sa pureté; tout y était impôt ou déception politique; I, 115, 129. — De ses paroissons; ce qu'il était en remontant au moyen âge; I, 299 et suiv., 311 à 321. — Même sujet; c'est à la dépression morale, à l'amas de corruption qu'il avait légué la France qu'on doit les exces et les crimes de la révolution; IX, 216 à 231.

*Reinhardt* (de Saint-Jean-d'Angely), Conjuré du 18 brumaire; V, 259, 277. — Orateur du gouvernement impérial; il demande quatre-vingt mille conscrits au sénat (1808); VI, 299. — Ministre d'état, procureur général près la haute cour, il interroge Dupont sur la capitulation de Baylen; VI, 351. — Passage de son discours au sénat sur le divorce de Napoléon; VI, 443 et suiv. — Extrait des motifs qu'il expose pour la levée des trois cent mille conscrits en 1813; on nommait ses harangues des discours dorés; son rapport, trop exact, sur la situation politique de l'empire à la fin de 1813, est modifié à l'impression par l'empereur; VII, 275, 282, 287. — Signe l'acte du conseil d'état qui relève Napoléon de sa déchéance (1813); VIII, 151. — Préseint à la seconde restauration; VIII,

258. — Il obtient la permission de revoir sa patrie, et meurt en arrivant à Paris; il avait montré beaucoup d'esprit comme écrivain, peu d'éloquence comme homme d'état; notice; VIII, 450 et suiv.

*Reinhardt-Waritz*. Lettre tirée de ses *Prisonniers du Temple*; II, 204.

*Reinhardt*. Membre du conseil des anciens, il propose le décret de translation à Saint-Cloud (18 brumaire); membre de la commission législative, etc.; V, 261, 275, 277, 283. — Duc de Massa; nomma président du corps législatif par l'empereur, en vertu d'un sénatus-consulte, il est accueilli par les murmures de la chambre; vive apostrophe que Flaugergues lui adresse sur l'inconstitutionnalité de ses fonctions; VII, 277 et suiv., 292.

*Reinhardt*. Son vote dans le procès du roi; III, 362.

*Reinhardt*. Ministre de Suède à Londres, il est informé du projet de Napoléon de faire enlever Beaudotie (1812); VII, 67.

*Reinhardt* (de), baronne. Niece de Klinglin, qui avait établi chez elle la centre de ses opérations contre-révolutionnaires (1797); V, 52.

*Reinhardt*. Les Français y eurent un échec (1813); VII, 207.

*Reinhardt*, général. Partage l'honneur de la bataille de Toulouse; VII, 447. — Commande le second corps à Waterloo; VIII, 205. — Gendre de Masséna, il fait un bel acte de courage filial à la mort de ce maréchal; VIII, 381.

*Reinhardt*. Napoléon reprend cette ville sur les Russes après un combat très-vif (1814); VII, 362.

*Reinhardt*. Ex-employé des affaires étrangères, ex-ministre à Hambourg, etc., homme prudent et intègre, il est appelé au ministère des relations extérieures (1799); V, 206, 217.

*Religions*. Voir *Clergé*, *Opinions religieuses*, *Prêtres*. — Fondement solide des corps politiques; I, 338.

*Rentes*. Voir *Finances*.

*Repas fraternels* dans les rues de Paris; Barrère fait un rapport sur les inconvénients de ces banquets, où les aristocrates se trouvaient en communication avec les patriotes (1793); IV, 227.

*Rapin* (prince), colonel russe. Fait prisonnier à Anstelsitz par le général Liapp; renvoyé sans échange par la générosité de Napoléon; VI, 178, 193.

*Représentatif* (système). Voir *Attributions nationales*, *Constitution*, *Gouvernement*. — D'origine française; perdu avant la troisième race; transporté en Angleterre; I,



88. — Raignait sous Charlemagne; I, 349. — Est le premier besoin du siècle présent; I, 338. — Recherches historiques; I, 409 à 416, 446 à 456, 463. — La fédération des rois contre ce mode de gouvernement date de la déclaration de Pilnitz; II, 329. — Napoléon en effacera les vestiges; VI, 114. — Ses effets salutaires en Suède dans la déposition de Gustave-Adolphe; VI, 393. — Lorsque dans une monarchie il paraît une seule forme représentative, l'opinion s'y rallie; VII, 197. — Consacré par la déclaration de Saint-Ouen et par la Charte; nombreux avantages qui pourraient en résulter pour la nation; VIII, 13, 31 et 32, 192. — Les congrès de Troppau et de Vérone avaient pour objet de le restreindre; IX, 29, 34, 116 à 119.

*Représentants du peuple.* Dénomination proposée par Mirabeau, et d'abord rejetée; II, 31. — Voir *Députés*.

*Représentants du peuple aux armées.* Etablis par des lois, d'abord sous le nom de commissaires; les généraux et les fonctionnaires civils sont soumis à leurs ordres (1793 et 1793); III, 165; IV, 27. — Prennent des décisions inopétes; Danton et Lacroix se livrent à de honteux trafics; tous font preuve de courage, notamment Saint-Just; IV, 7, 100.

*Republicain (gouvernement).* C'est à ce mode que les Etats-Unis doivent le développement prodigieux de leurs forces, d'autres républiques s'érigent en Amérique; une assertion de Montesquieu se trouve ainsi démentie; VIII, 397 à 399.

*République française.* Est demandée par quelques députés après l'évasion de la famille royale; II, 387. — A d'abord pour partisans des savants, des hommes de lettres, des avocats; ensuite les jacobins; le manifeste de Brunswick lui donne beaucoup de citoyens; III, 80, 83, 126. — Proclamée par la convention nationale; réflexions; III, 238, 240. — La peine de mort est portée contre quiconque tenterait d'en rompre l'unité; III, 311. — Le système républicain se dégrade sous le consulat, surtout après le complot de Georges, dont Bonaparte profite avec joie; VI, 22, 33. — Il s'évanouit sous Napoléon, qui efface même le gouvernement représentatif; VI, 108, 114.

*République latine.* Voir *Hollande*.

*République cisalpine.* Pays qui la composent; le général Bonaparte lui donne une constitution (1797); V, 20. — Réorganisée (1800); V, 291. — Prend le nom de république italienne; une consulte de cisalpine se réunit à Lyon, présidée par Bonaparte; V, 456.

*République helvétique.* Voir *Suisse*.

*République ligurienne.* Voir *Gènes*.

*Requisition.* La première; levée générale; les garçons de dix-huit à vingt-cinq ans iront à l'armée; les hommes mariés transporteront les substances ou forgeront des armes; les femmes feront des habits; les enfants de la charpie (1793); IV, 79. — Voir *Armée*.

*Responsabilité des ministres.* N'est pas un vain mot en Angleterre; la France est le paradis des déprédations; I, 421 et suiv. — Etablie par l'assemblée constituante; II, 70, 409, 417. — Voir *Constitutions*. — D'après celle de l'an 8 (1799); V, 308. — Garantie par la déclaration de Saint-Ouen; mais la Charte en détruit l'effet; VIII, 13, 44.

*Restauration.* Les alliés, et notamment l'empereur Alexandre, s'étaient d'abord prononcés contre elle; VII, 384, 431. — Voir *Bourbons*, *Guerre*, *Royalistes*, etc.

*Ravallin-Lapeyron (L.).* Son vote et son opinion dans le procès du roi; III, 376, 397, 402. — Un des rédacteurs de la constitution de l'an 3, membre du directoire de la première nomination; espèce d'idologue, intolérant comme un chef de secte; IV, 320, 402 et suiv. — Fondateur de la théophilanthropie; notice sur cette secte; V, 12. — Fait partie du triumvirat qui frappe le coup d'état du 18 fructidor; V, 27, 39, 44, 59, 54, 56, 60, 64 et suiv. — Présent à la réception de Bonaparte à son retour d'Italie; V, 83. — Ennemi du pape; il prêche contre la royauté; V, 83, 90, 97, 116. — Exclu du directoire au 30 prairial, ne craint les persécutions qu'il dirigerait contre le pape, dont il se croyait le rival; V, 203, 220, 232.

*Ravillon.* Pillage et incendie de sa manufacture; assertions diverses sur cet événement; I, 474 et suiv.

*Reversaux.* Son vote dans le procès du roi; III, 388, 398.

*Révocation de l'acte constitutionnel.* Droit imprescriptible de la nation; mode de l'exercer d'après la constitution de 1791; II, 407.

*Révolution française.* Ses principes ont conquis le monde; I, 10. — On lui doit l'industrie qui procure en France trois fois plus d'impôts que sous l'ancien régime; I, 80. — De la manière d'en écrire l'histoire; I, 58 et suiv. — S'est faite dans les esprits au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle; I, 74. — Avant elle, tout n'était en France qu'impureté et déception politique; I, 129. — Ses germes dans les siècles antérieurs, dans les idées, dans les écrits, dans les mœurs corrompues des grands; prédite par Jean-

Esquisses et Voltaire; I, 211 à 218, 223, 226 et suiv. — Elle a été commencée par la noblesse, le clergé et les parlements; les annales de la monarchie regorgent de faits semblables à ceux qu'on lui reproche; I, 222 et suiv. — Les États-généraux en sont un incident, non la cause; ce qu'elle doit aux philosophes; ses causes véritables; I, 226 et suiv., 242 à 268. — Même sujet; causes prochaines; I, 289 à 295. — C'est la partie de notre histoire qu'il convient le mieux de connaître; ses périodes; après Napoléon, qui l'avait arrêtée, la révolution française s'est remise en marche; elle est maîtresse du monde; encore un demi-siècle, et elle sera consommée dans les deux hémisphères; I, 325 à 336. — Remontrances du parlement de Paris qui not précipité la révolution; texte de cet acte important; I, 393 et suiv. — La révolution s'annonce dans les provinces, à Paris, partout; I, 406, 408, 431 et suiv., 464, 468 et suiv., 474. — Est décidée par la mesure que prend le tiers-état de se proclamer assemblée nationale; II, 36 et suiv. — Trois millions de Français vont être sous les armes pour la soutenir; II, 70, 96. — Voir *Bastille*, *Garde nationale*, *Assemblée constituante*, *Octobre* (*Journées des cinq et six*), etc. — Est légitimée par Louis XVI; II, 91, 101. — Moyens qui ont rendu général le soulèvement de toutes les classes; II, 109 à 113. — Elle est consommée par les délibérations du 4 août (suppression de tous privilèges), et par l'abolition de la noblesse; II, 118, 137. — Les assignats s'a consolident; II, 168. — Voir *Août* (*dix*); *Convention nationale*, *Précès du roi*, *République*. — Son enora aurait éprouvé de notables changements si le comité de salut public eût adopté un projet qui lui avait été présenté; Bonaparte même n'aurait pas facilement pris la couronne; IV, 69 et 68. — Extrait de Mallet-Dupan lue ses causes; V, 69. — Ses chefs en 1789 exprimaient l'opinion nationale; IV, 192. — On a dit, non sans raison, qu'elle avait été l'ouvrage de la peur; exemples; IV, 162 et suiv. — L'histoire de ses troubles est le développement de trois grandes causes; W, 400. — Ne peut se comparer à aucune autre; on trouve dans son origine les causes de ses vicissitudes; V, 318 et suiv. — A mis au jour une foule d'hommes supérieurs; Bonaparte est son légataire; VI, 191. — Doit être l'éternelle leçon des monarques et des peuples; souverains morts ou descendus du trône pendant son cours; VII, 313, 317. — Un de ses phénomènes est que la France soit en partie redevable de ses libertés publiques à l'empereur de Russie,

dont les sujets sont esclaves; anecdote; VIII, 16. — La Charte lui est donnée comme une garantie; sentiments contraires que le ministre Ferrand ose prêter à Louis XVI; VIII, 31, 58 et 89. — Résumé de sa marche (conclusion); ses excès ont eu leur source dans la dépression morale de l'ancien régime, qu'elle a imité quant aux crimes; IX, 212 et suiv., 216 et suiv., 227, 229.

*Révolution* (*contra*). Voir *Cause* (*la*), *Emigration*, *Ministère sous Louis XVI*, *Fendée*, etc. — Arrestation de plusieurs nobles dits ses chevaliers; II, 186. — Mise hors la loi de tous ceux qui seraient prévenus d'y prendre part; IV, 14, 17, 19. — Extensio que les niveleurs donnent au mot *contre-révolutionnaire*; IV, 31 et suiv. — L'exécution de grandes mesures proposées au comité de salut public, et non adoptées, l'auraient rendue impossible; Bonaparte même n'aurait pas si facilement la couronne impériale sur sa tête; IV, 67 et 68. — Voir *Feminière* (*trois*), *Fructidor* (*dix-huit*). — Nouvelles tentatives des royalistes (1799); V, 211 et suiv. — Voir *Bourbons*, *Ministère depuis la restauration*, *Royalistes*, etc.

RAWART, membre du comité de recherches (*assemblée constituante*); II, 108. — Anecdote qui lui est commune avec Talleyrand; II, 304. — Cité; II, 319, 448. — Membre de la convention, il est absent lors du procès du roi; envoi son vote; III, 387. — Fait un rapport contre la société des jacobins; IV, 197. — Membre du directoire (1795); son caractère; il ne se rapprochait à Robespierre que d'avoir été trop dous; IV, 402 et suiv. — Un des trois directeurs qui font le coup d'état du 18 fructidor (1797); V, 25, 27, 29, 44, 52, 54, 56, 60. — Cité avec ses collègues; V, 83, 110, 116. — Do conseil des Anciens; sa tête est demandée par les jacobins du Manège; V, 203, 210. — Cité; VII, 407, 470.

RAY, général. Il prend Gazette, n'ayant avec lui qu'un faible détachement (1799); V, 149.

RAYNAUD (de la Haute-Loire). Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

RAYNAUD. Pour suivi par les lois contre la presse; ses talents et son courage s'étaient signalés dans la *Bibliothèque historique* et dans la *Minerve*; IX, 88.

RATHEVAL (de), baron. Plénipotentiaire de France au congrès de Verone; IX, 113.

RAYNAUD, général. Partage la gloire de la brillante retraite de Moreau (1796); IV, 470. — De l'expédition d'Egypte, il emporte

d'assaut la place d'El-Arich; V, 120, 121.  
— Après la mort de Kleber, le commandement lui revenait de droit; excellent général, il eût mieux défendu l'Égypte que Menou; V, 281, 327. — Cité; V, 334. — Se distingue à la bataille d'Héliopolis; V, 375. — Bat les Autrichiens (1805); VI, 176. — Un des lieutenants de Masséna dans l'expédition sur Naples (1806); cause une défaite à Maida; remporte la victoire de Mileto dans les Calabres (1807); il achève la conquête de Naples par la prise du fort de Scylla (1808); VI, 205, 213, 260, 301. — Commande un corps en Portugal (1810); en rivalité avec le général en chef; effectue sa retraite sur l'Espagne; VII, 19 et suiv., 51. — Commande les Saxons; 20 et 21: VII, 97. — Commande le septième corps en 1813; VII, 207, 225, 236, 245. — Contribue à la bataille de Leipzig, où il est fait prisonnier; VII, 256, 259.

**Rais (le).** Le premier passage de ce fleuve, sous les ordres de Jourdan, secondé par les généraux Kleber, Lefebvre, Bernadotte, Championnet, Dejean et Caffarelli-Dufalga, rabaisse bien la gloire de celui de Louis; IV, 359 et suiv. — Autre passage du Rhin, très-beau fait militaire, exécuté par Desaix; il commence la réputation de Moreau; IV, 454. — Passage du Rhin après la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse (Jourdan); V, 11. — Passage du Rhin, signal de la seconde guerre continentale; V, 153. — Passage sur plusieurs points; V, 385. — Les alliés passent le Rhin (1813); VII, 290, 298.

**Raisins.** Accuse Talleyrand d'agir à Londres au nom du duc d'Orléans; III, 85.

**Risardo.** Son vote dans le procès du roi; III, 265, 329.

**Risart.** Son vote dans le procès du roi; III, 274, 401.

**Risoblet,** ou des prévenus acquittés dans l'affaire de Nantes, (1811); IX, 99.

**Ricard, général.** Entré dans Dunabourg (1812); contribue à la victoire de Lutzen (1813); VII, 104, 206. — Se distingue à Montmirail (1814); commande sous Marmon à la défense de Paris; VII, 343, 393.

**Ricardos, général espagnol.** S'empare du fort de Ballegarde (1793); IV, 47.

**Ricard.** Son vote dans le procès du roi; III, 382, 398.

**Ricard,** maré de Versailles. S'oppose courageusement au massacre des prisonniers; III, 222.

**Ricardus (de), cardinal.** Le Robespierre du droit divin; I, 181, 197. — C'est surtout à lui qu'on doit attribuer les troubles d'Irlande; I, 418. — Ne fut pas étranger aux malheurs de Charles Stuart; III,

436, 441. — Crin les intendans de province comme instruments du pouvoir absolu; passage de Rulhières; V, 368 et 369. — Fit servir à sa vengeance, dans le procès contre de Thon, une loi de Louis XI; VI, 116. — Ses perfidies politiques ont fait arriver jusqu'à nous quelques résultats heureux; VII, 482. — Il fit usage le premier des lettres de cachet; VIII, 259.

**Ricardus (de),** maréchal duc. Cité pour son libertinage; I, 214. — Sa mort; contagion de ses vices; ses trahisons; I, 417 à 419. — Réponse que lui a fait un officier qui l'avait tué; f, 443. — Sa mémoire est couverte de mépris dans l'ancienne province de la Guienne; VIII, 456.

**Ricardus (de),** duc, d'abord prince de Chillon. Présent aux atrocités de Suwarow à Imsat (1790); II, 274. — Il obtiendra du roi une pension en faveur du général Verdier (1817); V, 249. — Rappelé en France par le premier consul, qui lui fait témoigner la plus haute estime pour son nom, il tient à Paris une conduite au moins imprudente; reçoit l'ordre de quitter cette capitale dans les vingt-quatre heures (1800); V, 407 et 408. — Ministre de la maison du roi (1813); deux mois après, président du conseil, avec le département des affaires étrangères; VIII, 248, 279. — Propose sa démission si le préfet Villeneuve est maintenu à Versailles; VIII, 299. — Il change son nom au traité de Paris; VIII, 306. — Imbu de l'esprit qui dicta l'ordonnance du 24 juillet (proscription); promoteur violent de l'accusation du maréchal Ney; phrase anti-française qui passera éternellement sur son nom; VIII, 210, 212. — Dépourvu de génie, de talents politiques, pénétré des maximes du despotisme, il est pour ainsi dire un ministre russe en France; VIII, 364. — Membre du congrès d'Aix-la-Chapelle, il a le bonheur d'attacher son nom au traité d'évacuation des troupes alliées (1813); VIII, 439 et suiv., 431, 433. — Quitte le ministère; homme nul, à idées d'un autre siècle, etc.; traits remarquables de fatuité et de petitesse; VIII, 440, 445. — Recommande nationale qui vient d'être par une loi; il en dispose en faveur d'un hospice, livrant à la fois la majesté nationale et la majesté royale; VIII, 455 à 457. — Rappelé à la présidence du conseil (1810); publie une circulaire pour justifier la suspension des libertés individuelles; donne un scandale administratif en faveur de la regence d'Alger, et par des intérêts de famille met les paroles du trône en contradiction; IX, 7, 12, 20, 21 et 28. — Maintenu dans la présidence du conseil (1811); sa mort

(1832); notice; IX, 79, 84.

**RIOUX-BAUX**, général. Entre plusieurs généraux de division, il contribue le plus à la victoire de Hohœulndorf; V, 412.

**RICHKA-SERIEV**, pamphlétaire-salarié du parti royaliste au 18 fructidor; V, 62.

**RICHOU**. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

**RICOAN**. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 398. — Commissaire de la convention à la reprise de Toulon; extrait d'un rapport qu'il signe; IV, 167, 170.

**RISCO**, colonel espagnol. Chef de l'insurrection de l'île de Léon et de Cadix (1830); IX, 1. — Arrêté et livré aux autorités espagnoles; exécuté à Madrid, avec des circonstances horribles; la roi Ferdinand lui avait donné des marques d'une intime faveur; IX, 147 et suiv., 149, 152 et 153, 156.

**RIGAUD**, chef des malfaîtres insurgés de Saint-Domingue; IV, 424. — Vainqueur de la province du Sud, il fait de la terreur le ressort de son gouvernement; V, 10. — En guerre avec Toussaint-Louverture, en opposition avec les agents du directoire, il s'embarque pour la France; V, 89, 111, 486. — Le général Leclerc lui prodigue des outrages; VI, 23.

**RICAULT**, un des juges incorruptibles dans le procès de Moreau; VI, 124.

**RIGUAY**. Il avait obtenu des lettres patentes pour dériver l'Ouère dès 1676; conduisit les travaux de ce canal jusqu'à Meaux; homme de génie, seul auteur du canal de Languedoc; anobli par Louis XIV; notice; V, 484 à 487. — Voir *Caranass*.

**RISTEN**. Son vote dans le procès du roi; III, 380, 398.

**RIVAROL**. Cité; I, 25. — Comment définissait la probité de Calonne; I, 353. — Sollicitant comte; écrivain du ministère Brienne; I, 408, 424. — Cité; I, 493. — Mérite perdue confiance; salarié par plusieurs ministres; II, 151 et suiv. — Mots de lui au citoyen Rouchard (Montmorency); II, 236. — Sa *Pie de La Fayette* est un libelle; II, 360. — Son plangneur s'emparer de l'opinion publique et la diriger; III, 39 à 42. — Compromis dans les papiers de l'armoire de fer; III, 265, 293. — Il a fait l'éloge de Demouriez; IV, 21. — De ses opinions politiques; il était fils d'un subergiste de Bagnols; VII, 461 et suiv. — Mot de lui contre les journalistes de son temps; VIII, 143. — Autre mot sur les rois; sa réplique à ce reproche de l'instruction; VIII, 196 et 197.

**RIVERO**. Son vote dans le procès du roi; III, 386.

**RIVERO**, général. Commande une divi-

sion à Iena; VI, 235.

**RIVERO**. Son vote dans le procès du roi; III, 384. — Cité; IV, 340.

**RIVIERA** (Charles de). Impliqué dans la conspiration de George; le premier conseil lui fait grâce de la vie; il sera pair de France; VI, 125 à 127.

**RIVOLI**. Bonaparte y remporte une victoire (1797); V, 3.

**ROBERT** (de L.), officier vendéen. Il livre Charette, par suite d'une vengeance particulière; IV, 414.

**ROBESPIERRE**, un des représentants du peuple qui prescrivent à Fichet la conquête de la Hollande; IV, 306 et 307. — Plénipotentiaire du directoire à Rastadt; lettres de lui sur les dispositions de ce congrès; un des deux ministres français assassinés après les conférences; V, 161 à 163, 168 à 171, 175, 186. — Il avait adressé à Bonaparte, en Egypte, un mémoire sur la situation de la République; V, 216 et suiv.

**ROBERT** (de Saint-Vincent), du parlement de Paris. Son opposition aux emprunts, ainsi qu'à la forme employée pour leur enregistrement; I, 375.

**ROBERT** (de Paris). Son opinion et ses votes dans le procès du roi; III, 362, 370, 381, 398, 398.

**ROBERT** (des Ardennes). Son vote dans le procès du roi; III, 362, 399.

**ROBERT-LANDRY**. Son vote dans le procès du roi; III, 368, 399. — Membre du premier comité de salut public; IV, 24, 163, 228. — Ministre des finances (1799); V, 205.

**ROBERT-LINNET** (Thomas). Son vote dans le procès du roi; III, 368, 399.

**ROBERTSON**, historien. Sa mort;loge; IV, 45.

**ROBERTSON**. Il annonce son naturel; II, 106. — Demande que les crimes de lésation soient jugés par une commission prise dans la représentation nationale; II, 166. — S'oppose à l'admission des ministres dans l'Assemblée; II, 183. — Cité; II, 255, 264, 293. — Auteur du décret qui exclut les députés du ministère et de tout autre place, leur interdit de solliciter pour autrui ni pour eux-mêmes, etc.; II, 205. — Préfère la perte des colonies à celle des principes; II, 319. — Fait adopter la non-réélection; II, 322 et suiv. — Élu accusateur public; II, 347. — Se prononce contre l'autorité royale; II, 376, 386, 426. — Réclame l'unanimité des jurés dans la procédure criminelle; II, 431. — Obtiendra une adhésion célèbre; II, 437. — Un des six membres de l'Assemblée constituante qui restèrent aux jacobins; II, 438. — Est porte

en triomphe, et proclamé l'incorruptible; II, 443. — Cité; II, 448. — Membre du conseil général de la commune; III, 34. — Médité la république; III, 84. — Favori de la populace; on se passe de lui au 30 août; anecdote; III, 71, 38, 160 et suiv. — Dirigea l'économie de Paris; attaque Pétion; se cache pendant les événements de septembre; III, 168, 198. — Membre de la convention; III, 241. — Son opinion, sa conduite et ses votes dans le procès du roi; III, 273 à 281, 287, 294, 338, 342, 347 et 348, 350 à 352, 378, 388, 398, 402, 403, et suiv., 412, 416, 454. — Est reconnu dans l'anarchiste de *l'ami des lois*; III, 421. — Il échoue dans le coup de main du 10 mars préparé avec Danton (1793); membre du premier comité de défense générale et de salut public; il forma un triumvirat avec Conthon et Saint-Jest; IV, 12, 17, 26. — Denonce Brissot, dont il terrasse la faction; IV, 31, 39. — Cité; il entre au comité de salut public (27 juillet 93); IV, 43, 58, 64. — Il aurait fait ajourner une mesure dont l'insuccès eût été favorable à la royauté; IV, 68. — Cité; IV, 80, 82, 109. — S'élève contre une apostasie de Fouché en fait d'amitié; IV, 111. — Il s'empare contre l'impulsion outrageante d'Herbert à l'égard de la reine; IV, 127. — Cité; IV, 131. — S'élève contre les abjurations faites à la tribune; IV, 158. — Un personnage de l'émigration lui avait adressé une liste de proscription; des lettres de l'étranger seront trouvées dans ses papiers; IV, 161. — Cité; IV, 168, 169, 181. — Il renverse la commune et les cordeliers, ses anciens auxiliaires; assiste au supplice de Danton; son parti domine son opposition (1794); IV, 183, 190 et suiv. — Prononce un discours sur les rapports des idées religieuses avec les principes républicains; fait reconnaître l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme; médite la perte de plusieurs de ses collègues; IV, 196 à 198. — Cité; IV, 203. — Préside la fête en l'honneur de l'Être suprême; parodie Mahomet; excite l'indignation et la surprise; indice de sa chute; IV, 207 et 208. — Membre du comité depuis sa formation; s'était proposé d'extirper toutes les aristocraties; avait fait transporter l'échafaud à la place de la Bastille; encore quelques jours, et l'on eût mitraillé trois mille contre-révolutionnaires au Champ-de-Mars; vadrouille avec son Seide, Payan son confident intime; autres associés dans son office révolutionnaire; IV, 228 et suiv., 232, 237 et suiv., 241, 246 et suiv., 248. — Étonné d'éprouver quelque résistance au comité, il reste trente-six jours

sans y paraître; prononce à la tribune de la convention un discours dans lequel il désigne ceux de ses collègues qu'il veut perdre; interrompt, accuse par eux-ci, il est décrié d'accusation, etc. (9 thermidor); la victoire lui restait; il eût montré de la résolution et du courage; il reçoit ou se tire un coup de pistolet; est conduit tout ensanglanté sur l'échafaud; IV, 249 à 257. — De sa tyrannie méprisable et atroce; portrait; lâcheté de ses complices, que la peur a seule dirigés; ils lui imputent leurs propres crimes; c'est pendant sa retraite du comité que les exécutions ont été le plus nombreuses; IV, 258 à 272. — Son Ogo par Cambacérès, qui dira à Napoléon que le githernidor a été non procès jugé, non plaide; IV, 264. — Il avait fait expulser Fouché de la société des jacobins, en le représentant comme un imposteur vil et méprisable, etc.; IV, 272. — Cité; IV, 272 et suiv., 277 à 279. — Comparé à Barrère; IV, 282 à 285. — Cité pour les effets de sa chute, à l'occasion de ses collègues, pour sa conduite révolutionnaire, etc.; IV, 299, 301, 316 et suiv., 318, 322 et suiv., 331, 333, 335, 337, 348, 372, 379, 381, 384, 387 et suiv., 391, 403, 408, 472. — Le triumvirat du directoire n'est pas moins cruel que lui (18 fructidor); lettre flatteuse que lui avait adressée Garat; V, 60, 92. — Il voulait donner une place à dom Despaux, qui la refusa; mais dont il aura le repos et les jours; V, 193. — Cité; V, 274, 319, 318, 480; VI, 4, 116, 129. — Conversation entre lui et Fouché sur la terreur; anachronisme de ce dernier; VI, 455. — Cité; VII, 180, 204, 274, 469 et suiv., 483, 485; VIII, 18. — Sa correspondance avec l'étranger, d'une haute importance politique, et trouvée dans les papiers de Courtois, a été remise entre les mains de Louis XVIII par les soins du ministre Decaze; IX, 199.

**ROBERTS** ou **ROBERTS** jeune. Son opinion et son vote dans le procès du roi; III, 273, 333, 378, 398. — Commissaire de la convention à la reprise de Toulon; extrait d'un rapport qu'il signa; IV, 167, 170. — An 9 thermidor, il réclame le sort de son frère; à la commune, il se précipite d'une fenêtre; il est guillotiné; IV, 249, 252 à 264, 268 et suiv.

**ROBERTS** (mademoiselle), sœur des précédents. Pensionnée de Napoléon et de Louis XVIII; IX, 30 et 31.

**ROUX** (de l'Aube). Son vote dans le procès du roi; III, 363, 369.

**ROCHAMBEAU**, général. Promesses que lui fit Louis XVI de ne point quitter Paris; II, 868. — Nommé maréchal de Fran-

ce; III, 51. — Commande une armée; est compromis dans un projet d'évasion de la famille royale; III, 82 et 83, 90.

ROCHAMBEAU, général, fils du précédent. Rend la Martinique aux Anglais après une capitulation honorable (1794); IV, 181. — Capitule à Saint-Domingue; ses cruautés envers les noirs; VI, 24. — Tue à la bataille de Leipzig; VII, 259.

ROCHE-AYMOND (de La), cardinal. Intrigue qu'il conduisait en faveur de la Dubarry; II, 319.

ROCHECAULDE (de La). Il n'y a pas d'illustration plus magnifique, plus légitime que celle de cette maison; exemple historique; VIII, 197 et suiv. — Voir Doudeneville.

ROCHEVOCALTE (cardinal de La). Cité comme fidèle à la cour (à la note); II, 170.

ROCHEREAU (duc de La). Cité parmi les auteurs de la révolution; I, 231. — Sa réunion aux députés du tiers-état; un des constituants les plus remarquables; II, 53, 56. — Administrateur du département de Paris, il signe une pétition pour obtenir le veto sur un décret contre les prêtres non assermentés; III, 38. — Cité; III, 33.

ROCHEREAU-DUC (duc de La). On le voyait dans les salons de Cambacérès; VII, 455.

ROCHECAULDE-LIANCOUAT (duc de La). Cité comme un homme important dans l'Etat; I, 17. — Un des premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Son mot à Louis XVI en annonçant la prise de la Bastille; I, 332. — Bienfaiteur éclairé; I, 430. — Ami de la vraie liberté; II, 48, 56. — Pénètre la nuit dans l'appartement de Louis XVI pour lui apprendre l'insurrection parisienne; conseil qu'il lui donne; ses paroles au comte d'Artois; fait partie de la députation qui porte à Paris les promesses du roi; II, 78, 90, 93. — Se prononce pour le veto absolu; II, 134. — Cité; II, 277, 292, 446. — Défend le pouvoir royal; II, 387. — Cité; III, 38, 96. — Propose un plan d'évasion de la famille royale; III, 99, 134. — Le Conservatoire des arts et métiers lui devra d'admirables développements; IV, 295. — Introduit la vaccine en France; premiers essais (1800); V, 39; VI, 56. — On lui doit la proposition d'une prison d'essai (1814); VIII, 63. — Hommage qui lui est rendu comme bienfaiteur des classes indigentes, etc.; il est la gloire de ses compatriotes; VIII, 191, 197 et suiv. — Cité; VIII, 418. — Nommé à la présidence du conseil de perfectionnement du Conservatoire des arts et métiers; VIII, 468. — Une ordonnance royale lui retire les fonctions gratui-

tes qu'il exerçait (1823); lettre qu'il adresse au préfet de police; éloge de cet illustre citoyen, qui se montre en 1823; ce qu'il était en 1789; IX, 140 et 141, 362.

ROCHEVOCALTE (Sous-marin de La). A la tête de quelques royalistes qui essaient de faire tomber la statue de Napoléon (place Vendôme), il passe lui-même la corde au cou de son bienfaiteur (1814); VII, 418. — Appelé devant les tribunaux par Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe; ignore jusqu'à cette époque, VIII, 184.

ROCHEVOCALTE. Son vote dans le procès du roi; III, 385.

ROCHEVOCALTE (Affaire de La), dite des Carbonari. Procédure; parmi les prévenus, quatre sont condamnés à mort; cette affaire a causé au plus haut point l'intérêt public; de Bellart et de Marebanger (1822); IX, 97 à 99, 106 et 107.

ROCHEVOCALTE, docteur. Envoyé à Barcelonne pour y étudier la contagion, il quitte cette ville (1821); IX, 70, 72.

ROCHEVOCALTE. Cité comme ennemi du pouvoir royal; II, 376, 419. — Fait adopter la suppression des ordres de chevalerie; II, 393. — Un des six membres de l'assemblée constituante qui restèrent aux Jacobins; II, 438. — Procureur syndic du département, il justifie Fierlon et Manuel, annonce à l'assemblée les rassemblements du 30 juin, garde sa place quand les membres du département donnent leur démission; III, 86, 93, 118 et 120. — Appelé les 9 et 10 août devant l'assemblée pour rendre compte de la situation de Paris; le 10 il harangue les gardes nationaux, et conduit la famille royale au sein de l'assemblée; III, 133, 139, 147 et 148. — Publie l'exposé de sa conduite le 10 août; III, 179 à 182. — Conjuré du 18 brumaire; son caractère politique; rédacteur du *Journal de Paris*; V, 259, 277. — Il publie dans le *Moniteur* l'évaluation des listes départementales et nationales (selon la constitution de l'an VIII); V, 305. — Conseiller d'Etat, il propose la loi relative à l'établissement des préfetures; V, 367. — Contribue au rapport qui fait deporter un grand nombre de personnes après le 3 nivôse; V, 4. — Cité; VI, 102. — Pair dans les cent-jours; VIII, 170.

ROCHEVOCALTE, ancien militaire. Impliqué dans l'affaire de Colmar, qu'on a supposée être un piège (1822); IX, 109 et suiv.

ROCHEVOCALTE. Son vote dans le procès du roi; III, 372, 377. — Nommé directeur (1799); homme nul; V, 2. 4. — Cité au 18 brumaire comme l'humble collègue de Syccy; V, 244, 256, 265. — Un des trois consuls provisoires; V, 275. — Obligé de

les qu'il exerçait (1823); lettre qu'il adresse au préfet de police; éloge de cet illustre citoyen, qui se montre en 1823; ce qu'il était en 1789; IX, 140 et 141, 362.

ROCHEVOCALTE (Sous-marin de La). A la tête de quelques royalistes qui essaient de faire tomber la statue de Napoléon (place Vendôme), il passe lui-même la corde au cou de son bienfaiteur (1814); VII, 418. — Appelé devant les tribunaux par Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe; ignore jusqu'à cette époque, VIII, 184.

ROCHEVOCALTE. Son vote dans le procès du roi; III, 385.

ROCHEVOCALTE (Affaire de La), dite des Carbonari. Procédure; parmi les prévenus, quatre sont condamnés à mort; cette affaire a causé au plus haut point l'intérêt public; de Bellart et de Marebanger (1822); IX, 97 à 99, 106 et 107.

ROCHEVOCALTE, docteur. Envoyé à Barcelonne pour y étudier la contagion, il quitte cette ville (1821); IX, 70, 72.

ROCHEVOCALTE. Cité comme ennemi du pouvoir royal; II, 376, 419. — Fait adopter la suppression des ordres de chevalerie; II, 393. — Un des six membres de l'assemblée constituante qui restèrent aux Jacobins; II, 438. — Procureur syndic du département, il justifie Fierlon et Manuel, annonce à l'assemblée les rassemblements du 30 juin, garde sa place quand les membres du département donnent leur démission; III, 86, 93, 118 et 120. — Appelé les 9 et 10 août devant l'assemblée pour rendre compte de la situation de Paris; le 10 il harangue les gardes nationaux, et conduit la famille royale au sein de l'assemblée; III, 133, 139, 147 et 148. — Publie l'exposé de sa conduite le 10 août; III, 179 à 182. — Conjuré du 18 brumaire; son caractère politique; rédacteur du *Journal de Paris*; V, 259, 277. — Il publie dans le *Moniteur* l'évaluation des listes départementales et nationales (selon la constitution de l'an VIII); V, 305. — Conseiller d'Etat, il propose la loi relative à l'établissement des préfetures; V, 367. — Contribue au rapport qui fait deporter un grand nombre de personnes après le 3 nivôse; V, 4. — Cité; VI, 102. — Pair dans les cent-jours; VIII, 170.

ROCHEVOCALTE, ancien militaire. Impliqué dans l'affaire de Colmar, qu'on a supposée être un piège (1822); IX, 109 et suiv.

ROCHEVOCALTE. Son vote dans le procès du roi; III, 372, 377. — Nommé directeur (1799); homme nul; V, 2. 4. — Cité au 18 brumaire comme l'humble collègue de Syccy; V, 244, 256, 265. — Un des trois consuls provisoires; V, 275. — Obligé de

se après, il reçoit 120,000 fr.; nommé sénateur; V, 317 et 318, 333. — Pair dans les cent jours; VIII, 170.

RONAPAT, général du génie. Dirigeait son arme au siège de Sagonte (1811); VII, 60. — Commandant le corps du génie de la grande armée en 1813; VII, 125.

ROBERT, général. Dans la guerre de Russie il commande une division de la jeune garde, et se distingue entre tous les braves; VII, 155.

ROCH (Louis de), cardinal. Ses intrigues, son immoralité; I, 215. — Fière fidèle à l'ancien régime; I, 276. — Cité; II, 280. — Est un des premiers à organiser l'émigration armée; de sa conduite comme prêtre et comme député; II, 334.

ROCH (Ferdinand de), prince, archevêque de Cambrai. Les Liégeois l'appellent à leur tête; il en est chassé par les Autrichiens; II, 125, 188.

ROCH (de), prince. Emigré français et général autrichien, il est battu dans la campagne de 1805; VI, 176. — Générosité de Gouvion-Saint-Cyr à son égard; VII, 272.

ROIS. Ce titre était refusé par les Romains d'Orient aux chefs des Français; aucun roi franc de la première race ne fut sacré; I, 102, 106. — Les rois de France de la première et même de la seconde race n'exercent pas la souveraineté; leur tendance à l'usurper par la corruption; de pouilles à leur tour par les laïques; I, 104 à 112. — Élus par le peuple; leurs entreprises contre les libertés nationales; I, 100 à 106, 115 à 123, 128. — Ont voulu leurs restitutions aux communes; I, 153, 169. — De ceux à qui l'on donne le nom de *grands*; I, 164. — Un Français ne peut guerrelouer que Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis XI et Henri IV; les deux derniers ont seuls été honorés des lauriers du peuple; I, 168, 171, 207. — Tableau de leurs règnes depuis Philippe-Auguste; I, 167 à 207. — N'ont su que faire la guerre; opinion de Sully; I, 199 et suiv. — Leurs statues sont renversées à Paris; III, 166. — Voir *Légitimité*, *Droit divin*, *Pouvoir absolu*, *Royaume*. — Rois morts ou descendus du trône pendant la révolution; VII, 317.

ROUSSE (de la Plâtrière). Cité comme administrateur du gouvernement papal; I, 270. — Appelé au ministère de l'intérieur sous Louis XVI; renvoyé devant eux girondins; rappelé au conseil exécutif le 10 août; III, 70, 89, 129, 165. — Devient la commune de Paris, parle en termes antiques des massacres de septembre; III, 184, 189, 198 à 200, 216. — Découvre l'armoire de fer; III, 184. — Quitte le ministère; IV, 12. — Il se suicide cinq jours

après l'exécution de sa femme (1793); IV, 159.

ROUSSE (madame). Citée comme un écrivain partial; I, 53, 54. — Dévouée aux girondins, elle est guillotinée (1793); femme d'un grand caractère; elle laisse des Mémoires importants; IV, 159.

ROUSSE, capitaine. Commande le *Roussin*, et soutient avec avantage un combat contre trois vaisseaux anglais (1814); VII, 343.

ROUSSE (Léon). Commandant des Espagnols envoyés dans le nord de l'Europe par Napoléon, il revient au secours de sa patrie avec quatorze mille hommes; bientôt après il essuie une défaite à Espinosa (1808); VI, 347, 363.

ROUSSE, Basville, secrétaire de légation, y est massacré par la population; III, 344. — Les dédommements dus à sa famille sont exigés par Bonaparte dans l'armistice qu'il accorde au pape (1796); IV, 453. — Révolution de 1797, le général français Duphot est assassiné; le général Berthier accourt pour venger ce meurtre; il reconnaît la république romaine; Pie VI est détrôné; V, 87, 95 à 99, 104 et suiv. — La république romaine est attaquée par les Napoléons; occupation de Rome par Championnet (1798); V, 145, 147 et suiv. — Rome est occupée par les Autro-Russes (1798); V, 237. — Voir *Guerre*, *Pie VI*, *Pie VII*, *Trantes*. — Les Français entrent à Rome (1803); VI, 300. — Rome est déclarée ville impériale et libre; les états romains sont réunis à l'empire français (1809); VI, 409; VII, 7. — Rome est occupée par les troupes de Murat; il y fait son entrée triomphale, aux cris de *À bas le trépas*, proférés par les Français, retirés au château de Saint-Ange (1814); VII, 325, 327. — Voir *Clergé*, *Concordat*, *Jesuites*, *Leon XI*.

ROUSSE (roi de) Voir *Napoléon fils*.

ROUSSE, conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 398. — Condamné à mort, il se poignarde, et passe le fer à ses co-accusés, qui l'imitent; IV, 333.

ROUSSEAU, victima mémorable remportée par Mowery, elle ouvre l'entrée de la Navarre (1794); IV, 295. — Les Français y essuient une défaite en 1813; VII, 219.

ROUSSE, général. — Cité pour son impétuosité dans la Vendée; il y obtient un avantage; il y commande une colonne infernale ou révolutionnaire; IV, 52, 50 et suiv. — Guillotiné avec d'autres cordeliers, IV, 183 et suiv. — Il conduisit les assaillants au 21 mai; IV, 386.

ROUSSEAU, général russe. Battu en Suisse

par le général Mortier (1799); V, 338.

ROSSI. Prise de cette place par Pérignon, après soixante-dix jours de siège (1795); IV, 312. — Par Gouvion-Saint-Cyr, après un mois de siège et dix-sept jours de tranchée ouverte (1808); VI, 365 et 366. — Occupe par les Français (1803); IX, 133.

ROSSI, officier de l'expédition partie pour découvrir Lapeyrouse. Il en publie la relation, monument d'astronomie nautique; il sera de l'Institut; IV, 179 et 180.

ROSSIGNOL, général. Conjuré du 10 août, il fait mettre à mort le commandant Mandat; III, 160. — Cité pour son impétuosité dans la Vendée; il y obtient un avantage; chef d'une colonie infernale, il écrit qu'il a brûlé tous les moulins, hors un seul appartenant à un patriote; IV, 52, 70 et 71. — Décret d'arrestation; IV, 275. — De l'état-major d'Angereau au 18 fructidor; V, 42. — Proscrit après l'affaire du 3 nivôse; V, 415.

ROSTOPCHIN. Parvenu dans l'intimité de Paul 1<sup>er</sup> par d'ignobles patquinades; il avait de bonne heure conçu le projet de brûler Moscou, persuadé de la haute faveur qui l'en récompenserait à Petersbourg; gouverneur de cette ancienne capitale, il exécute son projet, auquel on peut croire que l'empereur Alexandre a participé; détails (1812); VII, 119 à 124.

ROUSSEAU (L.). Première bataille rangée que les alliés livrent en France (1814); elle achève de dissiper le prestige d'invincibilité de Napoléon; VII, 336 et 337.

ROTHSCHILD, général. Prisonnier à la bataille de Leipzig; VII, 259.

ROTHSCHILD, juif. Financier du congrès de Verone; IX, 113.

ROUDET. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

ROUSSEAU. Son vote dans le procès du roi; III, 385, 399.

ROUSSEAU. Le seul membre des Cinq-Cents qui se soit élevé contre la loi dont le but était d'assimiler aux émigrés les individus échappés à la déportation; V, 144.

ROUÏ-LAPLACE, général. Au siège d'Acre, étant capitaine, il commandait les grenadiers de la trente-deuxième demi-brigade, qui périrent presque tous après quatre assauts; V, 188. — Colonel, il commande un régiment qui se couvre de gloire à Elchingen; VI, 167.

ROUY-DANIEL, le Tyrtée français. Auteur de la *Marsillaise*, que lui inspira l'amour de la patrie; écarte des fonctions publiques; homme probe et bon citoyen; V, 389.

ROUYET, libraire de l'Opéra. Il e pu-

blié, sur l'attentat de Louvel et sur les derniers moments du duc de Berry, un écrit qu'on peut regarder comme officiel; extraits; IX, 3 et 4.

ROUSSEAU (J.-J.). Prédit la révolution; I, 324. — Justifié des doctrines subversives qu'on lui attribue; opinion de Monnier sur cet écrivain; I, 352, 363. — Il aurait repoussé son affiliation aux Jacobins; I, 272. — A fait observer que le bon Henri IV n'avait pas été élevé par des prêtres; II, 80. — Ses restes sont portés au Panthéon; II, 395. — Cité sur la servitude des peuples; VI, 280.

ROUSSEAU, du conseil des Anciens. Cité pour une lettre relative aux papiers de Durand-Maillane; éloge de sa conduite; II, 205.

ROUSSEL. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

ROUSSEL D'HUSAT, général. Commande une division de cavalerie en Espagne (1813); IX, 131.

ROUX (de la Haute-Marne). Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397. — Membre d'une commission de salut public aux approches du 13 vendémiaire; IV, 361.

ROUX-FABILLAC. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

ROUX (Jacques), prêtre et officier municipal. Il accompagne Louis XVI à l'échafaud; III, 413.

ROUX LARONTE, ex-abbé, ex-chef de division aux relations extérieures, ex-exilé en Hollande, avocat en 1824. On l'avait vu dans les salons de Camille; VII, 377, 455. — Accusé par Maubreuil; VIII, 6.

ROUXVILLA (de), officier français émigré. Il est massacré par des Anglais, en se sauvant de Quiberon à la nage; IV, 343.

ROUYER (de l'Hérault). Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.

ROUYER, pharmacien en Egypte. Condamné à mort pour prévarication, il obtint sa grâce de Bonaparte, et le calomnieux plus tard en répandant le mensonge de l'empoisonnement de Jaffa; V, 196 et 197.

ROUYER, un des députés qui essayent de défendre le roi. Son vote; III, 382, 399.

ROVIER. Son vote dans le procès du roi; III, 364, 399.

ROVIER, colonel autrichien. Prête son uniforme, ses gens et sa voiture à Eugène Beauharnais en fuite (1814); VII, 529.

ROVIER. Un combat y est livré par Bonaparte, qui défait deux généraux autrichiens; IV, 466. — Reprise de cette place par les Autrichiens; V, 8.

ROVIER. Province érigée en grand-fief de l'empire; VI, 208. — Voir *Savary*.



Royas, moine espagnol. D'abord chef de bandes, puis reconnu brigadier des armées royales; VII, 402.

Roy (de Seine-et-Oise). Son vote dans le procès du roi; III, 363, 401.

Roy (de la Seine), avocat. Membre de la chambre des représentants; VIII, 123. — Se signale dans la chambre des députés comme un défenseur des libertés nationales (1815 à 1818); VIII, 340, 379, 422. — Appelé au ministère des finances, n'y reste que quelques jours (1818); VIII, 437, 440. — Il y est rappelé (1819); VIII, 468. — Quitte le ministère (1821); nomme pair; IX, 77, 79.

Royalistes. Voir aussi Cadoval, Cour (le), Emigration, Fructidor, Noblesse, Partis, Fendeur, Fendeur, etc. — C'est à Troyes qu'ils commencent à se déclarer en 1814; VII, 340 et 341, 350 et suiv. — Ils proclament les Bouillons à Bordeaux, et de là donnent l'ébranlement à tout le Midi; VII, 372 et suiv. — Ils ont des coteries à Paris; plusieurs d'entre eux rampaient aux pieds de Napoléon; VII, 374, 396. — Ils font abnégation du caractère national à la vue des armées étrangères; VII, 418 et suiv. — Prodigent les outrages aux monuments de la gloire française; quart d'écrivains célèbres; VII, 419 et suiv. — Des cris et des promesses tumultueuses étaient leurs seuls moyens pour accélérer un grand changement, on avait vu les plus fidèles dans les salons de Cambacérès; VII, 444, 454. — Quelques-uns se firent un mérite d'avoir trahi l'assassinat de Napoléon; VIII, 8. — Se retirer au loin, voilà toute leur tactique à l'heure du danger; VIII, 171. — Royalistes avant la lettre, prudents fuyards qui fondent un ordre de la Fidélité; VIII, 216 et suiv. — Pour les maux causés par les hommes de l'ancien régime, voir Cent-jours, Ministère depuis la restauration. — Des royalistes purs, à la nouvelle de Waterloo, commencent les massacres de Marseille; VIII, 228. Des dames royalistes, dont plusieurs s'étaient signalées par des intrigues sous le régime impérial, dansent aux Tuileries avec les Cosaques; VIII, 247. — De prétendus royalistes ont dirigé l'assassinat de Brune, de Lagarde, les troubles et les massacres du Midi, etc.; VIII, 262 à 267, 297. — Royalistes aussi faux que mauvais Français, élus à la force des haïonnettes; leurs prétentions, leur incapacité (1815); VIII, 238, 239. — Voir à Chambre des députés la session des introuvables. — Ils prennent l'étendard de la révolte par le fait; l'ordonnance du 6 septembre les fait disparaître; VIII, 350 à 352. — Ultra-

royalistes, jacobins blancs, établissent des sociétés secrètes sous le ministère de Descazes; les assassins révoquent l'existence; VIII, 364 et suiv. — D'insolents pamphlétaires, se disant royalistes, calomnieux la nation auprès de l'étranger pour retenir l'armée d'occupation; VIII, 378. — Des royalistes purs ont provoqué la conspiration de Lyon (1817); VIII, 384. — Des ultras formant la droite de la chambre, dévoués au pouvoir absolu, réclament tous les emplois, tous les honneurs, etc.; VIII, 417. — Leur parti est réduit par la loi des élections de 1817; VIII, 421. — Des royalistes purs réclament des alliés le maintien de l'armée d'occupation; leurs notes secrètes, munies de la plus insigne lâcheté, seront un jour publiées (1818); VIII, 439 et 440. — Ils profitent de l'attentat de Louvel, et de quelques troubles qu'on les accuse d'avoir provoqués, pour détruire les libertés constitutionnelles et s'emparer du pouvoir; se qualifient d'immolables; IX, 4, 26, 36, 99. — Ils violent la représentation nationale dans la personne de Manuel; c'est leur petit 31 mai; IX, 124.

Royaute. Voir Election, Hérité. — Institution salutaire pour protéger le peuple et faire exécuter les lois; I, 338. — Les clubs se déclarent contre elle; II, 390 et suiv. — Avilée au 20 juin; vivement attaquée par les clubs; son abolition est demandée par les sections de Paris; III, 27, 113, 128. — Abolie par la convention nationale; III, 238. — La peine de mort est portée contre quiconque tenterait de la rétablir en France; III, 287. — Voir Anniversaire, Août (dix), Procès du roi. — Mesure dont l'inexécution lui aura rendu un grand service; IV, 67 et 68. — Les signes en sont prosaïques; IV, 92, 116. — Mesures represives contre toute provocation à son retour; IV, 283. — Le directeur maintient le serment de haine à la royauté; IV, 418. — Voir Fructidor (dix-huit), Serment. — Elle était venue au fond des vœux comme un besoin vague (consulat); V, 330.

Royas (de l'Ain). Son vote dans le procès du roi; III, 361.

Royas, substitut de l'accusateur public au tribunal révolutionnaire; IV, 210.

Royas-Collard. Remarque parmi les bons choix du renouvellement de 1797 (Cinq-Cents); V, 12. — Un des députés que la France contempera avec orgueil; nomme de la plus haute vertu politique; VII, 315. — Il combat avec force la loi qui suspend la liberté individuelle et celle qui établit les cours prévôtales (1815); VIII, 292, 317. — Il fait rejeter l'amendement en

Faveur de la confiscation dans la loi d'amnistie (1816); défenseur des libertés publiques; on ne peut lui refuser le titre de royaliste; sous le régime impérial il était en correspondance suivie avec Louis XVIII; VIII, 396, 397. — Cité honorablement dans les lettres; VIII, 340, 363, 374, 379, 422. — Le Montesquieu de la restauration; son discours contre la septennalité restera comme un monument historique; extrait; IX, 123 à 126. — Il s'est mis au-dessus de l'éloge dans la discussion du projet de loi concernant les délits commis dans les églises; IX, 128.

ROTON, journaliste contre-révolutionnaire. On saisit ses presses; II, 392. — Décreté d'accusation; III, 85.

ROURES. Son vote dans le procès du roi; III, 365, 369.

ROUY, commandant d'armes à Lille lors du siège de cette ville; III, 247.

ROUX. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 396.

RUDELL. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 400.

RURO, cardinal. Chef des royalistes à Naples; directeur d'intrigues et d'assassins (1799); V, 218 et suiv., 221. — Membre du congrès de Verone; IX, 125.

RUSS (Hede). Prise par Ruine en vertu d'une capitulation (1807); VI, 281. — Rendue à la Suède (1810); VII, 2. — Exalté par Davoust (1812); VII, 62, 69.

RUMILLY. Son vote dans le procès du roi; III, 383.

RUCAL, conventionnel. Absent pendant le procès du roi; III, 381.

ROUILLON. Passage de lui sur les protestants; I, 387 et suiv. — Autre sur l'établissement des intendans de province; V, 366.

RUMON, un des premiers associés de l'Institut; VI, 2.

RUSSAL, général prussien. Blessé à Iéna; fait un rapport mensonger sur Eylau; VI, 229, 231, 232.

RUSSIE. Elle subjuguera peut-être l'Europe; I, 18. — Le trône y est héréditaire par la loi de l'assassinat; VI, 87. — Fidèle à son plan de désorption depuis qu'elle a intrins dans le système politique des nations civilisées; VI, 423. — Voir *Alexandre, Catherine, Guerre, Moscova, Paul, Politique (faits et démarches), Pologne, Souverain, Traité*. Elle doit son accroissement à la duplicité de sa politique et à la barbarie de sa tactique militaire; affreuse exaspération de cette nation avec le peuple hébreu, qui se disait envoyé pour exterminer, etc; VII, 80 et suiv., 87. —

Si le courage brut et saavage de ses soldats, et la médiocrité espacée de ses généraux, sont insuffisants pour la défendre, elle reste indomptable par le droit d'elimat et la puissance d'un despotisme destructeur (1812); VII, 172. — Le congrès de Vienne lui livre la plus belle partie de la Pologne; décision impudique de diplomates corrompus; VIII, 176.

## S.

SALFELA. Les Français y remportent une victoire; le prince Louis de Prusse y est tué (1806); VI, 226.

SALVATTA, du parlement de Paris. Son opposition aux emprunts, ainsi qu'à la forme employée pour leur enregistrement; est exilé au mont Saint-Michel; I, 375.

SALZ. Le prince Eugène y est complètement battu; la relation française présente un résultat contraire (1809); VI, 387.

SARHAN, général russe. Battu à Slonim (1812); VII, 154. — Commande une armée en 1818; VII, 246. — Battu à Brienne, à Montmirail, à Châtea-Thierry, à Méry-sur-Seine, à Craon (1814); VII, 335, 342 et 343, 350, 361. — Gouverneur de Paris, il signe un des ordres secrets donnés à Maubreuil; VIII, 2 et suiv.

SACRE. Aucun roi de France de la première race n'a été sacré; I, 106. — Voie Pépin. — Sacre de Napoléon; VI, 141 à 143.

SACRA (sa). Ses monstrueuses productions sont à la mode sous le directoire; imprimées et publiées en Allemagne par un émigré, qui sera religieux et occupera d'éminents emplois après la restauration; IV, 440 et 441.

SALLO, député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 128.

SALONNE. Cette place capitule après une bataille vivement disputée par les Espagnols et les Anglais, et gagnée par les Français (1811); VII, 69.

SAINT-AIGNAN (A.), député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 128.

SAINT-AIGNAN (L.), député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 128.

SAINT-AUBIN (de Sandouville). Arrêté et détenu comme royaliste sous le consulat; aujourd'hui sous-lieutenant de gardes du corps; V, 426.

SAINT-AULAIRE (de), un des députés les

plus remarquables (1818); VIII, 432. — Il qualifie de calomniateur Clouet de Coussergues, accusateur de Decès (1820); IX, 6.

**Saint-Barthélemy (la).** Montesquieu n'en a pas assez parlé; a duré presque un siècle; I, 187, 198. — Comparée aux journées de septembre; III, 212. — Vers de Voltaire sur la Saint-Barthélemy, cités à l'occasion du monument de Quiberon; VIII, 161. — Elle a été horrible à Toulouse; VIII, 272. — Plus atroce que les massacres de septembre 1793, cet assassinat royal, solennisé à Rome, avait été médité par la cour pendant deux ans; citations historiques; IX, 222 à 227.

**Saint-Barthélemy (grand et petit),** SAINT-GORRAN, etc. — Voir *Alpes*.

**Saint-Claude (château de).** Acheté pour la reine; appartenait au duc d'Orléans; I, 352, 356. — Voir *Brumaire (dix-huit)*.

**Saint-Castor (ou).** Devout à Napoléon, qui l'a fait sortir de l'obscurité; il nassera directeur général des douanes que sous la restauration, à laquelle il se dévoua également; il est, fils d'un chevalier de Saint-Louis distingué par ses civismes, en 1793; notice; VI, 277.

**Saint-Denis.** Un décret ordonna que les tombeaux de rois y seront détruits (1793); IV, 66.

**Saint-Denis.** Les alliés s'y établissent (1841); la marche du Napoléon sur cette ville lui fit perdre la couronne; VII, 327, 328.

**Saint-Dominique.** Voir *Colonies, Haiti*.

**Saint-Espirit (ordre du).** Motif secret de Henri III pour la fonder; I, 220 (à la note).

**Saint-Félix,** contre-amiral. Faits qu'il certifie touchant la famille Lauriston; VII, 139. — Il amena à l'île de France le petit noble de Villèle pour y chercher fortune (1791); IX, 77.

**Saint-François (la),** ancienne actrice de l'Opéra, mariée à d'Antraigues. Décorée d'ordon de Saint-Michel par Louis XVIII (1797); V, 77.

**Saint-Jules,** contre-amiral. Il s'échappa de Toulon avec sept vaisseaux lorsque cette ville se rend aux Anglais (1793); IV, 82.

**Saint-Jour.** Son opinion et son vote dans le procès du roi; III, 267, 268, 338, 342, 361, 399, 454. — Était un des secrétaires de la convention pendant l'interrogatoire de Louis XVI; III, 291. — Un des triumvirs après la chute des girondins; osier était, selon lui, toute la politique de la révolution; IV, 25, 40, 58. — Il voulait qu'on détruisit tous les aînés de la royauté,

la liberté étant préférable aux colonnades, aux palais, etc.; IV, 68. Sur son rapport, la nouvelle constitution (1793) a été ajournée, et le gouvernement révolutionnaire établi; extrait de son discours; audacieux à la tribune, il ne déployait pas moins de courage aux armées comme représentant du peuple; IV, 98 à 101. — Dans un rapport sur la situation de la république, et à la suite de mesures meurtrières contre les cordeliers, il signale une conjuration de l'étranger; elle existait en effet; IV, 181 et 182, 184. — Lui et les siens dominent sans opposition après la chute de Danton; IV, 190. — Membre du comité de salut public depuis la formation; phrases remarquables qu'il a prononcées; cite pour son délire révolutionnaire; IV, 228, 233, 241, 248 et suiv., 249. — Monte le premier à la tribune le 9 thermidor, ce jeune orateur accuse la majorité des comités, annonce de grandes mesures; il est interrompu; décret d'accusation avec Robespierre, etc.; arrêté à la commune, guillotiné; ses discours avaient de l'abondance et de la verve; IV, 251 à 253, 256 et 257, 260. — Cité avec ses accusateurs et ses complices; IV, 267 et suiv., 276, 278 et suiv., 322, 328; V, 60, 74, 423, 480; VII, 485.

**Saint-Louis (ordre de).** Ses pensions s'élevaient à 300,000 fr.; II, 222. — Supprimé par la convention; III, 248.

**Saint-Martin, sénateur.** Membre de la commission extraordinaire en 1803; VII, 292.

**Saint-Martin.** Son vote dans les procès du roi; III, 262.

**Saint-Martin-Valdigne.** Son vote dans le procès du roi; III, 263.

**Saint-Omer.** Louis XVIII y donne la déclaration qui promet à la France une constitution libérale; texte de cette pièce, qui aurait été rédigée par Talleyrand, d'après les idées et l'invitation expresse de l'empereur de Russie; anecdote; VIII, 12, 15 et 16. — Louis XVIII y fait construire, sur l'emplacement de l'ancien château, une magnifique habitation, et la donne en toute propriété à madame Ducaula; IX, 200.

**Saint-Paul (de),** comte. Ministre sous Louis XVI; donne sa démission; est rappelé après cinq jours; II, 68, 96. — Sa réponse à des gens du peuple qui demandaient du pain; II, 69. — Sa retraite; II, 261. — Cité; II, 263; III, 217. — Charge des intérêts de Louis XVIII à Vienne; il est interdit de communiquer avec la fille de Louis XVI; il transmet à Louis XVIII ses dispositions défavorables de la cour autr-

viennais à l'égard de ce prince; IV, 430, 437.

**SAINT-PAISANT (de)**, comte, fils du précédent. Général russe, il est tué à Reims lors de la reprise de cette ville par Napoléon (1814); VII, 364.

**SAINT-QUENTIN**. Voir *Cannas*.

**SAINT-SABASTIEN**. Occupation de cette place par les Français (1808); VI, 303. — Les Anglais s'en emparent après un siège sans gloire (1813); VII, 247. — Siège et occupation de cette place par les Français (1823); IX, 132, 169.

**SAINT-SIMON**, maréchal-de-camp. On lui doit en partie le plus bel exploit de la guerre d'Amérique; III, 83; V, 140.

**SAINT-SOLPICE** (église). Temple de la Victoire; on y célèbre avec appareil l'anniversaire du 21 janvier (1798); V, 90.

**SAINT-AMANDRE**. Conduit au supplice à l'âge de quinze ans (1793); IV, 232.

**SAINT-CAMILLE** (sœurs de). Leur dévouement à Barcelonne; récompense qu'elles en obtiennent (1811); IX, 73, 89.

**SAINT-FOIX**. Compromis dans les papiers de l'armoire de fer; III, 265, 293.

**SAINT-GARAYDA** (église). Voir *Pantéon*. Elle est rendue à sa première destination (1821); IX, 80.

**SAINT-HILAIRE**. Les alliés y gravent la devise de l'Enfer du Dante; Napoléon arrive au mouillage de cette île; VIII, 163, 187. — Voir *Napoléon* (à sa mort).

**SAINT-SUZANNE**, général. Commandant sous Moreau (1800); V, 63.

**SALAZAR**. Son vote dans le procès du roi; III, 381, 398.

**SALAZAR**, ancien aide-de-camp de Napoléon. Retiré en Angleterre, il donne au ministre de Suède des renseignements sur le projet de Napoléon de faire enlever Bernadotte (1813); VII, 67.

**SALAZAR** (de), prince. Jure fidélité à la constitution de Naples (1820); IX, 19.

**SALICETTI**. Son vote dans le procès du roi; III, 388, 399. — Commissaire de la convention à la reprise de Toulon; extrait d'un rapport qu'il signe avec ses collègues; IV, 167, 170. — Membre du conseil des Cinq-Cents, il dénonce à Bonaparte les projets de ses collègues la veille du 18 brumaire; V, 263, 283.

**SALLÉLLE**. Son vote dans le procès du roi; III, 373.

**SALLÉLLE**. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 398.

**SALLÉLLE**. Défend le pouvoir royal; II, 389. — Il affirme que, sur cent mille votants, Paris renferme soixante-dix mille royalistes (1792); III, 116. — Son opinion et son vote dans le procès du roi; III,

332, 376. — Désigne un parent de Louis qui pouvait le plus, selon lui, dégoûter de la royauté; IV, 163.

**SALAZAR**. Son vote dans le procès du roi; III, 382.

**SALOMON**. Pris dans un complot, jugé à Marseille, il est condamné à dix ans de prison (1812); IX, 91.

**SALPÊTRES**. Voir *Armes et munitions*.

**SALZBOURG**. Occupation de cette ville par Bernadotte (1805); VI, 171.

**SAMSON**, général du génie. Distingué dans nos fastes militaires, il avait professé les mathématiques à l'école de Sorèze; V, 191.

**SAN CARLOS** (duc de). Signataire du traité de Valençay (1813); VII, 339.

**SAN-FELIX**. Une armée espagnole y est mise en déroute (1808); VI, 368.

**SAN JUAN**. Son vote dans le procès du roi; III, 380.

**Sanction du peuple**. Voir *Constitutions* (de 1793, de l'an 3, de l'an 8), *Élection*, *Gouvernement*.

**Sanction royale**. Son refus, on l'a déclaré suspensif par l'assemblée constituante; il cesse à la seconde législature; II, 132 à 136. — N'est pas nécessaire pour les lois relatives aux contributions; II, 395. — Voir *Louis XVI*.

**SAN-CULOTTES** (les). Origine de cette dénomination, due à l'abbé Maury; ils font le 20 juin; Danton et leur Mirabeau; leur pouvoir s'affermi après le 10 août; III, 55, 97, 138, 161.

**SANTANA**, brasseur. Dirige un attroupement du faubourg Saint-Antoine; II, 285. — Louis XVI le redoute dès l'année 1789; II, 381. — Dirige l'insurrection du 20 juin; conjuré du 10 août; nomme le commandant général de la garde nationale par la commune insurrectionnelle; III, 92, 96, 138 à 140, 159 et 160.

— Confirme dans son commandement; affecte d'attendre des ordres pendant les massacres de septembre; III, 166, 193, 197, 200. — Ses fonctions et sa conduite pendant le procès du roi et le jour de l'exécution; III, 391, 312, 410, 413 et 414, 422. — Redoutable aux habitants de Paris; il se fait battre complètement dans la Vendée, où il commandait sous le titre de général révolutionnaire; IV, 44, 52, 59, 71, 91. — Il avait mené les assaillants au 31 mai; IV, 386. — Fait partie de l'état-major d'Angereau au 18 fructidor; V, 45. — Ami du directeur Mouton, il est arrêté après le 18 brumaire; V, 266, 291.

**SANTANA**. Commissaire de la convention à Saint-Domingue s'il ne fait de

ette colonie qu'une vaste scène de désolation; IV, 45 à 47, 885; V, 10, 437. — Proscrit sous le consulat; V, 290, 294.

SARRO-DOMINGO (baie de). Cumbat naval, le deroier éoup porté à la marine française sous l'empire (1806); VI, 404. — La ville (espagnole) se rend aux Anglais (1807); VI, 423.

SARTORIUS, général espagnol. Cité par Dumouriez; VII, 56.

SARTON. Assiégée par les Français, cette place capitule (1823); IX, 132, 167.

SARV. Député de l'Isère (1819); VIII, 471.

SARAGOSSE. Prise de cette ville par les Français, après huit mois d'investissement, vingt-huit jours de tranchée ouverte, et vingt-trois autres jours de combats de maison en maison (1809); VI, 374. — Occupée par les Français (1823); IX, 134.

SARRE (Etat). Une armée française est aux frontières de la Sarre; elle se rend maître de ce pays, qui, réuni à la France, en forme deux départements; III, 82, 245, 257, 265. — Nice est occupée par les troupes françaises; sa réunion à la république; III, 265; IV, 2. — Massena s'empare de plusieurs villes du Piémont; IV, 192 et suiv., 196, 405. — Defois des troupes sardes; troupes de territoires confirmées et accrues; traité de paix; IV, 400 et 451. — Voir Victor-Arnold, Charles-Emanuel, Victor-Emanuel. — Occupation de Turin; nouvelle déclaration de guerre; cession du Piémont à la France. V, 126, 146 et suiv. — Ces états sont rendus à leurs anciens princes, qui les retrouvent vivifiés par l'industrie française, élèves en civilisation, etc.; la république de Gènes est jointe à leurs territoires; assemblée hétérogène du congrès de Vienne (1814 et 1815); VIII, 25, 1-8 et 179, 181, 300. — Inauguration constitutionnelle de 1821; elle se termine comme à Naples; IX, 43 et suiv., 45, 71.

SARRE. Complice de Berlon, exécuté à Thouras (1822); IX, 84.

SARRE, député. Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

SARRE (John), amiral anglais. Battu par la marine française (1801); V, 438.

SARRE. Le maire de cette ville fait échouer l'insurrection de Berlon; l'école d'équitation y est supprimée par une ordonnance qui ne reçoit pas d'exécution; complot trame dans cette ville; deux prévenus sont condamnés à mort (1822); IX, 83, 86, 89. — Voir Fendée.

SARRE-SARRE. Un des rédacteurs du journal *Le Renouveau*, prévenu dans

un complot, jugé, et acquitté après dix mois de prison (1821); IX, 43.

SARRE. Son vote dans le procès du roi; III, 372.

SARRE. Son vote dans le procès du roi; III, 377, 397.

SARRE. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

SARRE (de l'Eure). Son vote dans le procès du roi; III, 368.

SARRE. Petit-fils d'un menuisier; I, 17.

— Ministre de la police générale, il placera plus de quinze cents nobles émigrés; II, 604. — Ex-gendarme, il sera fait duc de Rovigo; IV, 416. — Général, aide-de-camp de Napoléon, qui lui remet un sauf-conduit pour l'empereur Alexandre à Autierlix; il est chargé de transmettre à Napoléon l'admiration de l'autocrate pour l'armée française et pour son chef dans cette campagne (1805); VI, 179, 186. — Cité dans la campagne de 1809; VI, 418. — Ministre de la police, il se laisse prendre dans son lit et conduire en prison par le conspirateur Mellet; VII, 121 et suiv. — Cité; VII, 306. — On lui refuse de suivre Napoléon à Sainte-Hélène, sa conduite dans cette circonstance est infiniment honorable; IX, 47.

SARRE, général. Chargé d'amener Ferdinand de Madrid à Bayonne, il fait usage des plus insidieux artifices à l'égard de ce prince (1808); VI, 320.

SARRE. Bataille perdue par Championnet; V, 210.

SARRE, chirurgien de marine. Naufrage de la Méduse, collaborateur de Corcorand dans l'ouvrage qui donne les détails de cet événement; VIII, 319.

SARRE. Chef vendéen; IV, 29.

SARRE. Voir Sardes (Etat).

SAVOIE-ROLLIS. Un des tribuns qu'on élira; il combat l'établissement de la Légion d'Honneur (1803); V, 324, 473. — Se distingue à la chambre des députés par des sentiments patriotiques (1816 et 1817); VIII, 310, 379. — Signataire de la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

SAVOIE-ROLLIS (de la), garde du corps. Blessé au 2 octobre; II, 160.

SAVOIE. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

SAXE (la). Par suite d'un traité entre l'Électeur et Napoléon, ce pays est constitué en royaume, avec accroissement de territoire polonais (1806); VI, 248, 267, 271. — Saxons; surnommés les Athènes de l'Allemagne; VII, 189. — Défection de troupes saxones (1813); leur roi, fidèle à Napoléon, prisonnier des alliés à Leipzig; VII,

156 et 157. — Dispositions diplomatiques qui maintiennent ce royaume, mais le démembrer; une moitié est donnée à la Prusse; les états du roi de Saxe (Frédéric-Auguste) commencent et finissent aux murs de Dresde (1813); VIII, 96 et 97, 177, et 178, 180.

SAY (J.-B.). Un des tribunaux qu'on citera (1799); V, 314. — Chargé du cours d'économie industrielle au conservatoire des arts et métiers (1819); VIII, 468.

SCHARNHORST. Massena brûle cette ville (1809); VI, 389.

SCHWARZBACH, général. avait un commandement dans l'armée française à Valmy; III, 118. — Il entre à Solère après un combat meurtrier, et réduit plusieurs autres territoires souses (1798); V, 161, 160.

SEASIA, général. Il reçoit le Quenoy; commande la siège à la reprise de Valenciennes, contribue, sous Jourdan, à la victoire d'Aldenhoven (1794); IV, 377, 380, 391. — Lors de la victoire de Loano (1795), il se montre inhabile, et empêche Massena d'obtenir de plus grands avantages; compare à Ménéos; il est remplacé en Italie par Bonaparte (1796); IV, 405, 438.

— Plastron et complice des concussionnaires, et d'une incapacité manifeste, il sera ministre de la guerre sous le directoire; IV, 441. — Cite dans le même sens au 18 fructidor, écopé d'un état qu'il seconde en jacobin déterminé; V, 29, 36, 37, 63 et suiv. 112.

— Ministre incapable et dépravé, il rendra nuls des travaux susceptibles de préserver l'armée des revers de 1799; il quitte le ministère, reçoit l'acommandement de l'armée d'Italie, et se fait battre complètement, après avoir dédaigné les conseils de Moreau, qui servait sous lui comme volontaire; il quitte le commandement, chargé de mépris et de l'animadversion des troupes; V, 153, 156, 160, 166, 168, 200.

SEALTE, major prussien. Sort de Berlin à la tête d'un corps de partisans qu'il dirige sur la Westphalie (1809); VI, 390. — Secrètement favorisé dans ses courses par son gouvernement, alors en paix avec Napoléon; VII, 190.

SEILLER, major prussien. Arrêté-général Victor comme prisonnier de guerre (1806); VI, 164.

SEKLETA. Les premières hostilités de 1806 y ont lieu par un avantage remarquable; VI, 126.

SELSBACH. L'armée de Moreau y triomphe pendant sa retraite; IV, 469.

SCHMIDTKE, général prussien. Blessé à Wina; VI, 121.

SCHWARTZBACH, prince. Conduit l'armée austro-saxonne dans la campagne de

Russie (alliance de la France et de l'Autriche); bat le général Tormaow; VII, 126. — Il commence sa défection à Minsk; bientôt après il trahit presque ouvertement; VII, 144 à 146, 150 et suiv., 168, 172. — Commande l'armée autrichienne en 1813; à Dresde, à Lützen; VII, 237, 254 et suiv., 269. — L'aide de la perfidie autrichienne, il refuse de ratifier la convention de Dresde, conclue entre Gouvion-Saint-Cyr et Kleina; VII, 271, 323. — Il passe le Rhin comme généralissime, avec plus de cent mille hommes; il s'annonce par une proclamation aux Français; VII, 290. — Forces de la grande armée alliée qu'il commande en France; il porte son quartier général à Montbéliard; (1814); VII, 301, 314. — Il compte plus sur les intrigues nardes à Paris que sur la force des armes; dépourvu de talents d'une certaine portée, il évite surtout un engagement avec Napoléon, se proposant d'user les moyens des Français en prolongant leur action; conduite qui pouvait masquer les incertitudes de la diplomatie autrichienne; VII, 346, 353 et suiv., 367, 368, 379. — Il se dirige sur Paris; s'établit à Bondy; reçoit des officiers supérieurs de la garde nationale après la capitulation; adresse aux habitants de Paris une proclamation remarquable par sa modération, il entre dans cette capitale; VII, 382, 392, 398 à 409. — Conclut la convention de Chevilly avec Marmont; VII, 420, 421.

Sciences et arts: Voir *Instituts, Monuments*.

SCOTT, général anglais. Citation de sa *Relation de la bataille de Waterloo*; VIII, 201 et suiv., 206.

SEYLA. La prise de ce fort, par le général Reynier, achève la conquête du royaume de Naples (1806); VI, 302.

SERASTIANI, général. Commande la second corps de cavalerie en 1813; VII, 225. — De la chambre des représentants; VIII, 572. — Un des députés signataires de la proclamation contre l'espulsion de Manuel; IX, 126.

SERASTIANI (SAINT-). Prise de cette ville par Moncey; IV, 276.

SECONDE. Prononce son vote dans le procès du roi en faisant un calembour; III, 364, 363, 399.

SERRET des Lettres. Sa violation entraîna trois cent mille francs par an; II, 214.

Sections de Paris. Un décret ordonne la permanence de leurs assemblées; elles demandent l'abolition de la royauté; nomment à cet effet des commissaires qui forment le conseil insurrectionnel dans le 10 août; deux sections restent pour le roi

(Filles-Saint-Thomas et Petits-Peres); III, 118, 128 à 130, 139 et suiv., 147. — Suspension de leurs comités; III, 106. — Propositions sangonnières faites dans quelques-unes de leurs assemblées; III, 342, 422. — Un comité de surveillance est établi dans chaque section de Paris (et de toutes les communes de la république); IV, 12. — Les commissaires de la majorité des sections de Paris se constituent en assemblée centrale de salut public, correspondant avec les départements, exerçant leur surveillance jusque sur la convention; IV, 200. Ils signent une pétition contre vingt-deux députés (girondins); elle est déclarée calomnieuse; ils font le 21 mai; IV, 20 et suiv., 34 et suiv., 137. — Il est accordé quarante sous par jour aux indigents pour qu'ils puissent assister aux assemblées de section; après onze mois ce décret est rapporté; IV, 85, 277. — La section de Guillaume-Tell avait demandé neuf cent mille têtes pour affermir la révolution; IV, 239. — Voir *Commune de Paris, Thermidor (seul)*. — Commissaires de section à la distribution des comestibles; un salaire leur est accordé; IV, 283. — Voir *Germinal, Prarial, Vendémiaire (treize)*.  
SÉDUC. Son vote dans le procès du roi III, 367.

SÉDUCIA (Armand). Un des fournisseurs qui ont péché de l'argent pour effectuer le 28 brumaire; V, 260.

SÉDUCIA (as), maréchal. Ministre de la guerre; remplace par de Blicone; I, 346 et 360. — Cité; II, 225. — Sauve des massacres de septembre par le concierge Bault; III, 202.

SÉDUCIA (as), comte, fils du maréchal. Cité comme arrivant; I, 23. — On lui doit, comme ambassadeur, un traité de navigation et de commerce avec la Russie; I, 342. — Passage de lui; II, 76. — Grand-maître des cérémonies sous Napoléon, il suit l'impératrice à Bâle, et, jusqu'au dernier instant, remplit ses fonctions avec noblesse et respect; on l'avait vu dans les salons de Cambacérès; VII, 453, 455. — *Facts* de la pairie en 1815; VIII, 257.

SÉDUCIA (Alexandre as), vicomte, frère du précédent. Echappe à la proscription; vers de loi sur la mort de Malesherbes; IV, 105 et 106.

SÉDUCIA (Philippe as), fils du comte. Citations, avec critique, de son *Histoire de Napoléon et de la grande armée* en 1812; VII, 112 à 117, 121, 122 à 125.

SÉDUCIA (as Colbert), évêque de Rodez. Se réunit un des premiers aux députés du tiers-état; II, 46. — *Seigneur*. Voir *Les ducs, Noblesse*.

Sel. Voir *Gabelle, Droits réunis*.  
SÉLUSIA. Vice-président du tribunal révolutionnaire; IV, 210.

SÉLUSIA (as). Accusé par Maubrenil; VIII, 6.

SÉLUSIA, colonel. Son régiment, le vingt-quatrième de ligne, est anéanti à Eylau; VI, 203.

SÉLUSIA (Huguet as). Ministre de la république française à l'étranger, il est arrêté par des schires autrichiens, tenu trente mois au secret; compris dans l'échange pour la fille de Louis XVI; IV, 61, 63, 411. — Sénateur, il félicite Napoléon de reunir dans ses mains triomphantes l'empire de Charlemagne; VII, 38.

SÉLUSIA. L'un des deux généraux qui dirigeaient l'artillerie au combat de Valmy; III, 228. — Commande à Friedland une batterie de trente pièces qui écrase l'ennemi; VI, 262.

Sénat conservateur. Organisé par la constitution de l'an 8; il s'installe au Luxembourg; premières nominations; V, 205, 232 et suiv. — Sera plutôt un conseil consultatif qu'un corps politique; V, 278.

Le premier sénatus-consulte, rendu dans une séance de nuit, est un acte de proscription (après l'attentat du 2 nivôse), proposé par Fouché, contre les hommes non reconnus coupables, mais pouvant le devenir; V, 417. — Il félicite le premier consul à l'occasion du concordat (1802); rend un sénatus-consulte portant amnistie pour fait d'émigration; V, 462, 464. — Voir *Festasse, Français (de Neuchâteau), Lucipède, Pastoret*, etc. — Par un sénatus-consulte organique, il réclame Bonaparte premier consul pour dix ans; par un autre, il le fait consul à vie (1802); V, 470, 476 à 482. — Il rend un sénatus-consulte portant que le sénat ne peut s'assembler qu'en vertu d'une communication des consuls; trait de lâcheté; V, 483. — Voir *Départements* pour les réunions de territoires. — Délibérations et discours sur l'établissement du gouvernement impérial, dans lesquels il dispute de servilité avec le sénat de Domitien; VI, 90 à 95, 97, 99, 101, 110, 114. — Après une communication solennelle faite, par Napoléon en personne, le sénat établit sa compétence pour la décision des questions qui lui sont portées, notamment pour la proscription (1805); VI, 159 à 163. — Voir *Conscription*. — Il decreta l'érection d'un monument à Napoléon le Grand (1806); VI, 196, 202. — Il félicite l'empereur victorieux (1807); VI, 272. — Rend un sénatus-consulte qui supprime le tribunal et modifie le corps législatif; VI, 277. — *Sénat servile et cupide*; VI, 282. — *Sénatus-con-*

sulte portant institution de la nouvelle noblesse, etc.; on ne peut lire sans indignation l'adresse que le sénat dépose aux pieds du despote en cette occasion (1808); VI, 303 à 308. — Dans une adresse à l'empereur, relative à la levée extraordinaire de conscrits, il dit que la guerre d'Espagne est politique, juste, nécessaire; que les ombres de François I<sup>er</sup>, du grand Henri et de Louis XIV doivent être comblées, etc. (1808); VI, 336, 350 et 351. — Rend un sénatus-consulte portant dissolution du mariage de Napoléon avec Joséphine; VI, 413. — De son adresse de félicitation à l'empereur après la défaite de Russie; VII, 153 à 161. — Sénatus-consulte qui détermine la forme de la régence; l'organe du sénat adule l'empereur et l'impératrice (1813); VII, 182 à 184. — Voir *Garde nationale*. — Napoléon lui annonce que toute l'Europe marche contre la France; l'organe du sénat répond que ce corps a frémi des dangers que S. M. a eue (1812); VII, 273. — Un sénatus-consulte défère à l'empereur la nomination du président du corps législatif, dont l'ouverture sera désormais plus solennelle, etc.; commission extraordinaire, chargée de prendre connaissance des négociations diplomatiques (1813); l'organe du sénat modère son style adulateur; VI, 278 et suiv., 293 à 294. — Trop complaisant pour inspirer de l'ombre à Napoléon (1814); VI, 388. — Il est invité par l'empereur Alexandre à désigner un gouvernement provisoire; depuis plusieurs jours on pouvait juger de ses dispositions à cet égard; une émissaire se montre; elle avait fleubi avec impudence sous le joug impérial, preside par Talleyrand, elle décide du sort de la France; VII, 401 et 402, 405 et 408, 409. — Le sénat rend un décret qui déclare Napoléon digne du trône; l'empereur, tout en dégradant ce corps cupide, n'avait pas prévu qu'il lui laissait une apparence du pouvoir constituant; VII, 411 à 414, 417. — Son abus de pouvoir et sa longue servilité lui sont reprochés par Napoléon dans un ordre du jour de Fontainebleau; VII, 430. — Le gouvernement provisoire lui présente une constitution, qu'il adopte avec une inconcevable rapidité, témoignant jusqu'à la fin que les libertés nationales ne sont pour lui que des objets secondaires; il ne veut conserver que ses dotations, titres, dignités, etc.; VII, 433 à 439. — Il confère le gouvernement provisoire au comte d'Artois; sa constitution est écartée par la déclaration de Saint-Ouen; VIII, 2, 13, change. — Un certain nombre de sénateurs se rendent à la séance où Louis XVIII donne la Charte;

VIII, 27. — Quatre-vingt-dix sont appelés à la chambre des pairs; VIII, 46.

*SÉNAT*. Voir *Colonies*.

*SÉNAT* (la). Voir *Canons*.

*Septembre*. Le 6 de 1790, suppression des parlements; II, 262. — Le 3 de 1791, l'assemblée nationale termine l'acte constitutionnel; II, 407. — Le 20 de la même année, clôture de l'assemblée constituante; II, 438. — Les 2 et 3 de 1799; voir *Fractions* (*massacre des*). — Le 30 de 1793, victoire de Valmy; III, 218. — Le 21 de 1799, éléction de l'assemblée législative, ouverture de la convention; III, 232, 238. — Le 21, même année, fondation de l'ère républicaine; III, 245. — Le 6 de 1793, victoire de Hondschoot; IV, 86. — Le 28 de 1795, proclamation de la constitution de l'an 3 (directoriale); IV, 362. — Le 4 de 1797, chute des Clélieux. — Voir *Fractions*. — Le 25 de 1799, bataille de Zurich; V, 235. — Le 27 de 1808, première entrevue d'Erfort; VI, 552. — Le 7 de 1812, bataille de la Moskova; VII, 112. — Le 29 de 1820, naissance du duc de Bordeaux; IX, 27. — Le 16 de 1824, mort de Louis XVIII; IX, 197.

*Septennalité* (loi de la). Voir *Chambre des députés*, *Elections*.

*SÉVASTOPOL*. Agent secret de Louis XVI; III, 259.

*Siguesse*. Voir *Confiscation*.

*SIXTE*, contre-amiral. Il conduit aux États-Unis de malheureux colons de Saint-Domingue (1793); IV, 47.

*SIXTE* (la). Cité dans la correspondance de Charlotte; IV, 426.

*SÉCANT*. Son vote dans le procès du roi; III, 278, 298.

*Serment*. Civique; premier exemple d'un serment fait à la nation, prescrit par l'assemblée constituante; prêt par chacun des membres; II, 121 et 122, 200. — Constitutionnel; prescrit au clergé, de ses effets; II, 270, 273, 280, 288. — De fidélité à la royauté, exigé par le directoire de tous les fonctionnaires; même des prêtres, qui s'y refusent; IV, 445; V, 53, 221. — De fidélité à la république; prescrit sous le consulat (1799); V, 299. — De fidélité à la constitution; prescrit six mois après le précédent; V, 329. — De fidélité à l'empereur; par le sénat; VI, 110, 112. — Le sénat défie la France du serment à Napoléon (1814); VII, 411, 414. — Serment à la Charte; par les deux chambres, après une lecture rapide de cet acte; réflexions; VIII, 58. — Par le roi et les princes en séance royale (mars et octobre 1815); VIII, 111, 126. — Du champ de mai; à Napoléon; VIII, 128.



**SARAZ (des Hautes-Alpes).** Son vote dans le procès du roi; III, 362, 362.

**SARAZ (sa).** Sa belle-mère donnée traitée à un ex-prêt qui ne pouvait rentrer en grâce auprès de Napoléon (1815); VII, 397.—Membre de la chambre des députés, il combat avec force la loi qui suspend la liberté individuelle; extrait de son discours contre la loi relative aux cris séditieux (1815); il s'élève également contre les cours prévotales; VIII, 282, 287, 317.—Il s'honore dans la discussion de la loi d'amnistie, et pendant toute la session; VIII, 327, 340.—Président de la chambre des députés (1817); cité honorablement; offert comme modèle pour la présidence; VIII, 359, 379, 422.—Nommé garde des sceaux (1818); VIII, 440, 450.—Quitte le ministère; est nommé ministre d'état et membre du conseil privé; ambassadeur à Naples; IX, 77, 79, 81.—Sa femme obtint souvent de Louis XVIII des bons de cent mille francs; IX, 199.—Étant président de la chambre, il avait communiqué à l'auteur la lettre de Louis XVIII dans laquelle ce prince demandait qu'on le surnommât par acclamation *Louis-le-Droite*; IX, 201.

**SARACATTA.** Général de division, il se fait remarquer à la victoire de Lomoz; se distingue à Mondovi; contribue à la victoire de Castiglione; il occupe Vérone; IV, 405, 450, 459 et suiv.—Se distingue à Rivoli, etc.; seconde Bonaparte au passage du Tagliamento; soutient Bernadotte à la prise de Gradisca; V, 3, 8 et 7.—Il capitule avec deux mille cinq cents hommes, par suite de la défaite de Cassano (1799); V, 167.—Il accompagne Bonaparte au 18 brumaire; V, 262.—Sénateur de la première nomination; V, 333.—Fait maréchal de l'empire; notice; VI, 103, 109.—Il meurt, âgé de soixante-dix-sept ans, gouverneur des Invalides; notice et éloge (1819); VIII, 476.

**SARAZZ.** Appelé au ministère de la guerre sous Louis XVI; affilié aux jacobins; trahit le roi, qui le renvoie; va à l'armée; dévoué aux girondins, qui le rappellent au conseil exécutif après le 10 août; III, 70, 69 et 90, 129, 165.—Commande l'armée des Pyrénées; IV, 6.

**SARAZ.** Son vote dans le procès du roi; III, 375, 401.

**SARVÉAS.** Son vote dans le procès du roi; III, 376.

**SAVOYAT.** Son vote dans le procès du roi; III, 371.

**SAU L'AGAT (la).** Siège et occupation de cette ville par les Français (1813); IX, 152.

**SAVASTAS.** Son vote dans le procès du roi; III, 370, 397.

**SAVIONS (sa), madame.** Plus spirituelle que sensible, plus vaine que spirituelle, ne voyait rien d'étrange aux lettres de cachet; VII, 491.

**SÉVILLAS.** Le maréchal Soult occupe cette ville, qui était le siège de la junte insurrectionnelle (1810); VII, 2.—Occupée par les Français en 1813; IX, 139.

**SUZARDAN.** Provoque une adresse de la chambre des communes en faveur du roi de France en jugement; III, 435.—Il répliqua à Pitt que l'honneur anglais coulé de tous ses pores à l'affaire de Quiberon; IV, 349.—Opposé à la guerre (1799); V, 344.

**SWANLOCK, irlandais.** Du conseil des Cinq-Cents; redit les imprecations de Garat sur l'assassinat de Radadt; V, 183.

**SZAROT.** Son vote dans le procès du roi; III, 381, 400.

**SZCARA, abbé.** Digne successeur de l'abbé de l'Épée; il meurt âgé de quatre-vingt-deux ans (1822); notice; IX, 92 et 93.

**SZCARA.** Voir *Naples*.

**SWANCKA, ministre anglais.** Un des hommes médiocres qui, après la mort de Pitt, font triompher leur pays; VI, 201.

**SZCARA.** Le XVIII<sup>e</sup> est celui des plus grands hommes; le XVIII<sup>e</sup> est celui de Voltaire; I, 83.—Les grands hommes et les grandes choses du XVIII<sup>e</sup> n'appartiennent pas à Louis XIV; I, 202 et suiv.—Du siècle de la nation française; II, 241.

**SILVERSTADT, colonel suédois.** Contribue à la déposition de Gustave-Adolphe; paroles qu'il lui adresse (1809); VI, 379 et suiv.

**SULLY-GERMAIN (de), marquis.** Se réunit un des premiers aux députés du tiers-état; II, 53.—Cité comme partisan du duc d'Orléans; comme fomentant des troubles; II, 81, 110.—Vote pour le veto suspensif; II, 132.—Cité; II, 313.—Un des instigateurs de la journée du 20 juin; III, 92.—Son vote dans le procès de Louis XVI; III, 384.—Il affirme que le duc d'Orléans assistait à l'exécution du roi; III, 416.—Assiste aux conférences nocturnes du duc d'Orléans (mars 1793); IV, 9.—Membre du comité de défense générale et de salut public; IV, 17.—Proscrit; guillotiné avec les girondins; IV, 84, 137.—Avant le 31 mai; lors de la trahison de Dumouriez, il avait été décrété d'arrestation; quoique attaché au duc d'Orléans, il n'avait pas voté comme ce prince dans le procès du roi; cité parmi ceux qui voulaient faire du duc d'Orléans un instrument ou un bot; IV, 143, 149, 156.

**SIMON**, Conseiller d'état, tribun ; il participe au rapport qui frappe de proscription soixante-et-onze individus après l'attentat du 3 nivôse (1800) ; déjà tout courbe sous le despotisme consulaire, il défend et justifie devant le corps législatif l'établissement des tribunaux spéciaux (1801) ; V, 417, 422 et 423. — Courtisan de tous les pouvoirs, flatteur de toutes les époques, il vote pour la réélection illimitée du premier consul (1802) ; V, 478. — Extrait de son discours pour l'établissement du gouvernement impérial ; alors il outrageait les anciens princes français ; un leverra, en 1814, à l'avant-garde des royalistes ; VI, 82 à 85. — Un des conseillers d'état chargés d'organiser le royaume de Westphalie (1807) ; VI, 277. — Ministre de l'intérieur (1810) ; sur son rapport, des récompenses sont accordées aux docteurs qui se sont dévoués à Barcelonne (1811) ; quitta le ministère ; est nommé ministre d'état et membre du conseil privé (1812) ; IX, 8, 73, 77, 79.

**SIMON** (du Bas-Rhin), conventionnel. Absent lors du procès du roi ; envoi son vote ; III, 387 ; VIII, 471.

**SIMON**, journaliste. Conjuration du 10 août ; III, 159 et 160.

**SIMONEAU**, maltre d'Etampes. Assassin par le peuple ; III, 63.

**SIMONON** (le). Voir *Alpes*.

**SIMONNET**, maréchal des logis. Prévenu dans l'affaire de Saumur, il est condamné à mort (1812) ; IX, 89.

*Situation (tableaux de)*. Voir *Armée, France, Marine, Paris*.

**SIMONNET**, colonel anglais en Espagne. Cité par Dumouriez (1812) ; VII, 128.

**SIMONIN**. Sacken y est battu par Schwartzenberg (1812) ; VII, 144.

**SMOLANSK**. Prise de cette ville, on des boulevards de la Russie ; c'est là que la prudence devait arrêter Napoléon victorieux en 1812 ; il y séjourne malheureusement lors de la déplorable retraite de cette campagne ; VII, 106, 143.

**SOMMERET** (le grand). Libérateur de Léopold 1<sup>er</sup>, qui est ingrat envers lui ; V, 22.

*Société de 89*. Voir *Feuillants*.

*Société de la charité maternelle*. Fondée sous la protection de Marie-Antoinette ; I, 483, 488.

*Société de médecine*. Fixation de ses dépenses (1790) ; II, 256.

*Sociétés populaires*. Voir leurs noms à *Clubs*. — La discussion sur l'inviolabilité royale met la division entre elles ; II, 379. — Décret qui leur défend de paraître légalement, de prendre des décisions sur les

affaires politiques, etc. ; II, 487. — Celles des départements s'affilient au club des jacobins ou à celui des cordeliers ; esprit qui les anime ; s'en établit jusque dans les bourgades ; III, 30 et suiv., 43, 56. — Reconnues comme parties intégrantes du gouvernement ; III, 166. — Se multiplient ; de la société fraternelle, femmes jacobines, III, 243 et suiv. — Considérant qu'elles propagent les bons principes, il leur est donné cent mille livres (1793) ; IV, 163. — Voir *Sections de Paris*. — Toutes affiliations et correspondances entre elles sont défendues comme contraires à l'unité de la république (1794) ; IV, 295. — Toutes sont dissoutes par décret de la convention (1795) ; IV, 357. — Elles se recorporent vers le 18 fructidor ; V, 87, 54.

**SOMSON**. Le commandant de cette ville la rend aux Prussiens avant d'essayer de la défendre, quoiqu'il eût une garnison suffisante (1814) ; VII, 358 et 359.

**SOL DA GAROLLES**, général. Chef de chouans ; distingué par de nobles qualités ; héroïque dans de longues persécutions ; V, 365. — Complice de George, il est traduit devant une commission militaire, et acquitté en faveur de sa conduite loyale dans la guerre de la Vendée (1804) ; mais la police le retient dans les cachots, d'où il ne sortira qu'en 1814 aujourd'hui gouverneur du château de Pau ; VI, 30 et 31.

**SOLONACE**. Membre de la convention, il vote dans le procès du roi ; III, 385.

**SOMMERET** (sa), comte. Sauvé des massacres de septembre par sa fille ; III, 205.

**SOMMERET** (sa), comte, fils du précédent. — Commande une division d'émigrés à Quiberon ; en méconnaissance avec Therville et Pukay, il accusa ce dernier de la catastrophe ; sa conduite héroïque ; il est fusillé avec ses émigrés, qui tous, pouvant s'échapper, comptaient sur une capitulation ; extraits de sa correspondance ; IV, 341 et suiv., 344, 346, 349, 351 et suiv.

**SOREN**, général. Dirigeait l'artillerie à la prise d'Ypres (1794) ; IV, 213.

**SOREN**, général. Commande l'artillerie de la grande armée en 1813 ; VII, 215. — Membre de la chambre des représentants ; VIII, 172.

**SORAN** (cent de). Célèbre pour la bonté et l'étendue de l'enseignement ; hommes distingués qu'on lui doit ; hommages à l'illustre dom Despaulx, son fondateur ; à Ferlus, qui lui succéda dignement ; respecté par Robespierre et par Bonaparte, le chef de cet établissement sera dénoncé et exproprié sous la restauration ; V, 191 à 193 ; VI, 44.

**SORTIN**. Ministre sous le directoire ; il se-

conde le coup d'état du 18 fructidor; V, 19.

**SOUSSEVILLE**, chirurgien pour l'opération de la taille. Juré dans le procès de la reine; IV, 124.

**SOUSSEY-SAINTE-PAIX**. Son vote dans le procès du roi; III, 361, 401.

**SOUSSAN**, conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 393. — Condamné à mort après l'insurrection de prairial, il se poignarde; ses co-accusés l'imitent (1795); IV, 333.

**SOUSSAN** (Julien). Son vote dans le procès du roi; III, 386.

**SOUSSAN**, général. Partage l'honneur de la victoire de Turénng; il emporte Nimègue (1795); IV, 262, 297. — Contribue au succès de Weissenfels; à la victoire de Lutten; est blessé à Leipzick (1813); VII, 300, 303, 359. — Charge par Marmont de faire exécuter la retraite de son corps, en vertu de la transaction de Chevilly (1814); VII, 420, 423.

**SOUTAVIA**. Procrit sous le consulat; V, 290, 293.

**SOUTIAC**. Son vote dans le procès du roi; III, 386.

**SOUULT**. Fils d'un paysan; I, 16. — Adjudant-général sous Jourdan (1796); il se fait remarquer à la victoire d'Allenkirchen; IV, 434, 438. — Général de brigade au passage du Rhin de 1797; V, 11. — Il seconde Masséna dans la bataille de Zurich; brave et talent remarquables (1799); V, 198, 235. — Commande le corps d'armée d'Italie dans la retraite sur Gènes au commencement de 1800; V, 354. — Maréchal de l'empire de la première création; notice; on prétend qu'il a essayé de se faire roi de Portugal; VI, 102, 106. — Commande le quatrième corps de la grande armée (1805), il occupe Donawarth, Angsbourg; partage l'échec de Jüterborg; VI, 164 et suiv., 166, 174. — Dirige la droite à Austerlitz, et contribue puissamment au succès de cette bataille; VI, 177 et 178. — En 1806, commandant le cinquième corps, il forme la droite à Lützen; culbute le maréchal Kalkreuth à Grossen; atteint Blücher devant Lübeck; soutient les efforts impétueux des Russes à Eylau, à Heilsberg; il s'avance à Friedland, pour déborder Kœnigsberg, ou il entre le surlendemain; VI, 224, 229, 236, 241, 262, 267, 261 et 262, 265. — De concert avec Bessières, il s'empare de Burgos (1808); VI, 360. — A Prieros, devant la Corogne, il défait une armée anglaise, etc. (1809); VI, 370 et 373. — Charge de la seconde expédition en Portugal, il s'empare de Chaves, mais ne peut s'avancer au-delà d'Oporto;

par une habile retraite, il sauva à son armée la honte d'une capitulation (1809); VI, 377, 398, et 399. — Sa jonction à Talavera aurait empêché la défaite, due au roi Joseph, qui détruit même les avantages de sa victoire d'Arzobispo; VI, 431 et 432. — Il occupe Séville (1810); VII, 2. — A Alboera il attaque les Anglo-Espagnols, qui restent maîtres du terrain; son approche détermine Wellington à lever le siège de Badajoz; cité par Dumas sur cette guerre (1811); VII, 54 et 56, 58 et suiv., 128. — N'est pas attendu aux Arapiles par Marmont, qui perd la bataille (1812); VII, 102. — Ses savantes manœuvres soutiennent encore le roi Joseph; forces qui lui restent en Espagne à la fin de 1812; VII, 173, 176. — Fait en 1812 une première partie de la campagne de 1813; est renvoyé en Espagne, investi du gouvernement suprême; VII, 207, 214. — Sa retraite en France; VII, 219, 249, 251, 253, 302. — Jamais frontière n'ont été défendues avec plus de science et de fermeté; bataille d'Orthès; sans l'étrange conduite de Suchet, qui refusa de joindre son corps au sien, quoique Soult proposât de lui laisser le commandement en chef, Wellington aurait été contraint de rentrer en Espagne; bataille de Toulouse (1814); Soult s'est immortalisé dans cette retraite; VII, 355 et suiv., 370, 446 et 452. — Cité; VII, 470. — Conclut un armistice avec Wellington; VIII, 7. — Il propose et réalise, avec une zèle remarquable, l'érection d'un monument en mémoire des victimes de Quiberon; VIII, 80. — Son ambition lui fait adopter les idées les plus exagérées; il est nommé ministre de la guerre; VIII, 80 et 82. — Le roi lui retire le portefeuille lors de l'invasion de Napoléon (1815); cité avec les ministres qui avaient profondément blâmé le régime constitutionnel; VIII, 102, 116. — Assiste à l'assemblée du camp-de-mai; est major général de la grande armée; combat en soldat à Waterloo; VIII, 168, 187, 211. — Il dépose son commandement; dénué de caractère politique, il ne fut jamais qu'un habile exécuteur de manœuvres militaires; les batteries des contemporains et les dévouilles des vaincus, voilà les deux sentiments qui paraissent dominer son âme; VIII, 226. — Procrit; VIII, 258.

**Souvent-mur** (institut des). Son origine; dà à l'abbé de l'Épée; II, 179.

**Souveraineté**. Sous les premiers rois de France elle appartenait à la nation; tendance des rois à l'usurper; I, 104, 108, 109. — Respectée par Charlemagne; I, 165. — Rendue à la nation par l'assemblée con-

situations; réflexions; II, 408, 418. — La convention enjoint aux généraux de proclamer la souveraineté des peuples dans les pays conquis, promettant secours et protection aux peuples révolutionnaires; III, 264, 308. — L'auteur se défend de professer cette doctrine; dans quel sens; VII, 312. — Discussion; la souveraineté de la nation n'exclut pas l'hérédité de la couronne, mais elle s'oppose à cette légitimité de droit qui perpétue une famille, etc.; VIII, 30, 120 et suiv., 124. — Le conseil d'état déclare qu'elle réside dans le peuple (1815); VIII, 147.

SOVET, chef de brigade. Commande la poignée de Français qui résiste à une armée russe au pont de Lecco (1799); V, 167.

SPANNAN. Prise de cette forteresse par le maréchal Lannes (1806); VI, 233, 244.

SPANDER. Les Russes y sont repoussés après un combat des plus opiniâtres, le préluce de Friedland (1807); VI, 261, 265.

SPRICKLE (de), comte. Ministre autrichien au congrès de Vienne (1815); IX, 113.

SPINA, cardinal. Membre du congrès de Vienne; IX, 113.

SPIANCA, prévenu dans un complot à Marseille. Contomsee; IX, 91.

SPINCKO, ministre autrichien. Cité en 1805; VI, 185. — Napoléon avait fait écrire contre lui; VII, 229. — Membre du congrès de Châtillon (1814); VII, 340.

STARR (madame de). Citations de ses écrits; I, 126, 198. — Paroles de son père qu'elle tenait pour justes et convenables; II, 11. — Parcourt les casernes et distribue de l'eau-de-vie aux soldats; culte public qu'elle rend à son père; II, 81, 97. — Cité; II, 113. — Son dire sur la situation de l'Assemblée nationale après les 5 et 6 octobre; II, 165. — Intimement liée avec le ministre Narbonne, sous le nom de qui elle publie une lettre outrageante pour le roi; III, 91. — Protectrice de Talleyrand, qu'elle élève au ministère sous le directoire; elle seconde de toute son activité le coup d'état du 18 fructidor; selon son avis, on aurait jeté les députés Clichien dans la Seine; V, 29 et 30. — Ses *Considérations*, etc., n'ont pour objet de justifier la mémoire de son père; VI, 31. — Selon elle on s'était soumis au despotisme de Napoléon comme aux lois terribles de la nature; si bien qu'elle-même avait offert au despot, en 1805, d'écrire un volume en son honneur; VII, 491. — Passage de ses écrits; VIII, 26, 45, 124. — Dans les cent-

jours elle écrivait à Napoléon une lettre qu'il serait curieux d'imprimer en tête de son dernier ouvrage; VIII, 218. — Passage où elle reproche à Napoléon de ne s'être plus occupé de la France du moment où il s'est vu renversé (1815); VIII, 224.

STARINUS-ROBERT. Voir *Poniatowski* (*Stanislas*).

STEIN (de), baron, ministre prussien. Napoléon avait fait écrire contre lui; VII, 229.

STETTIN. Le général Lasalle fait capituler cette place forte à la tête de deux cents hussards (1806); VI, 239, 244.

STEWART (Charles), ministre anglais. Membre du congrès de Châtillon (1814); VII, 340. — Du congrès d'Aix-la-Chapelle (1818); VIII, 437.

STETZ. Occupation de cette ville par le maréchal Davoust (1805); VI, 172.

STERNBERG, officier autrichien. Envoyé de Bernadotte auprès de l'empereur de Russie (1812); VII, 127.

STOFFART, directeur allemand, garde-chasse de Manlevrier, il forme et conduit une bande dans la Vendée; sa réunion au volontier Cathelineau commence l'armée royale; ils prennent Chollet (1793); IV, 12 et 13. — Cité dans les événements de cette guerre; IV, 29, 44, 97, 120, 123, 172. — Il sera trahi et livré par le curé Bernier; IV, 175. — Devenu chef de l'une des grandes divisions, et indépendant de Charrette, il accède au traité de La Jannais (1795), considéré des siens, pendant de ses adversaires, ses talents et son courage avaient grandi à chaque occasion; notice; IV, 323 et 324. — Trahi et livré par le curé Bernier, il est fusillé à Angers (1796); notice; IV, 420 à 422, 427, 462 et suiv. — Cité; V, 341, 353.

STOZ SOU, Bataille gagnée par l'archiduc Charles; une des huit grandes affaires de la campagne de 1799; V, 150, 204.

STRACHAN, amiral anglais. Il rencontre, sur les côtes de Galice, quatre vaisseaux français échappés de Trafalgar, et les force à se rendre après un combat de quatre heures; VI, 172.

STRALAUNDS. Prise de cette place forte par le maréchal Brune (1807); VI, 280.

STRÖMEL, général suédois. Il reste auprès de Gustave-Adolphe lors de la déposition de ce prince, qui échappe à sa surveillance (1604); VI, 380.

STUART (les). Charles, comparé à Louis XVI; III, 441 à 457. — La conduite criminelle des deux Stuart témoigne que l'appréhension du supplice est sans efficacité sur les berliens d'un roi sacrifié; VI, 305. — Jacques n'a pas su sacrifier d'injustes

classées de domination exclusive à des considérations générales, etc.; VI, 407.— Les Stuart cités à la tribune par Durbach (1814); VIII, 51 et 52.

**SERRUAS.** Occupation de cette ville par Gouvion-Saint-Cyr; IV, 450.

**SEKAN.** N'est pas appelé à la formation de l'Institut, quoique membre de l'ancienne Académie française; IV, 392.

*Substitutions.* Voir *Droit d'aînesse*.

**SERNAT**, fils d'un marchand de Lyon; 16.—Inconnu dans l'armée; secrétaire de Brune; fait général de brigade pour avoir porté des drapeaux au directoire; n'a jamais commandé une brigade; lieutenant-général, il prend cependant de très-bonnes dispositions dans sa retraite sur Nice, et repousse les Autrichiens sur le Var, où il se distingue par un des beaux faits d'armes de la campagne de 1800, qu'il termine par son entrée à Gènes; V, 384, 390, 393, 400 et 401.—Commande le centre à la victoire de Pozzolo; V, 420.—Commande une division à Austerlitz; VI, 177.—Gagne le combat de Saalfeld, où le prince Louis de Basse perd la vie (1806); VI, 226.—Partage avec Oudinot le succès de la journée d'Ustrelzka, une des plus meurtrières de la campagne de 1807; VI, 256.—Il emporte la place de Tarragone après deux mois de siège et cinq assauts; cette conquête lui vaut le bâton de maréchal (1811); VII, 55.—Cité par Dumouriez; VII, 58, 128.—Il gagne la victoire de Sagunto, prend Valence, reçoit le titre de duc d'Albufera pour ses brillants exploits dans le commandement de l'armée d'Aragon; VII, 59 à 61.—Il a consolidé ses triomphes dans cette partie de l'Espagne; furces qui lui restent à la fin de 1812; VII, 178, 179.—Sa situation au commencement de 1813; il fait lever le siège de Tarragone; VII, 201 et suiv., 209, 215.—Obligé d'abandonner le royaume de Valence, où il s'est couvert de gloire; s'il y a montré une soif ardente de richesse, il est, de tous les généraux employés en Espagne, celui qui a fait le plus d'exploits dans cette guerre; VII, 244, 249, 251, 302.—Il est chargé de la remise de Ferdinand; mouvements de son corps en retraite sur la France; reproches qu'on peut lui adresser; VII, 367, 369 et 370.—S'il se fût réuni à Soult, qui l'en pressait, en proposant de lui laisser le commandement en chef des deux armées, Wellington aurait été contraint de se replier sur l'Espagne, ou au moins sous les murs de Toulouse; à l'occasion de cette étrange conduite, un grand personnage dira: *J'avais la parole de Suvarov*; VII, 445 à 449.—Cité; VII, 470.

Dans les cent-jours il commande l'armée des Alpes; sa réserve fait connaître qu'il ne sera jamais chef de parti; VIII, 187, 228, 339.—Esclote de la pairie à la seconde restauration; VIII, 257.—Pair de France, il déclare n'avoir point signé parmi les pairs de Bonaparte; l'expiration de l'art. 2 de l'ordonnance du 24 juillet 1815 lui est en conséquence appliquée; mais cette dernière disposition est rapportée quelques jours après (1815); IX, 97.

**SERRANUS**, général, ministre de Russie en Suède (1812); VII, 127.

*Sucre de raisin.* Un décret en prescrit l'usage dans les établissements publics (1810); VII, 16.—Voir *Accaparement*, *Maximam*.

**SWEDEBORGA** (92), dnc. A l'avènement de Gustave IV elle exerce la régence; III, 73.—Fait de vains efforts pour détourner Gustave de ses projets insensés; après la disposition de ce prince il reprend les rênes du gouvernement, et saine la Suède par son devouement; il est proclamé roi sous le nom de Charles XIII (1809); VI, 378, 381, 398, 406.—Éloge de sa conduite; à la mort du prince Augustebourg, qu'il avait adopté pour fils, il reçoit une lettre du roi de Danemark, qui s'offre pour son successeur; sa réponse; il sacrifie sa prédilection pour la maison de Holstein en adoptant l'élu de la nation, le maréchal de France Bernadotte, qui l'en récompense par la prise filiale la plus soutenue; détails historiques (1810); VII, 23 à 31.—Sa mort (1818); VIII, 402.

**SWEDES** (la). Gardelong-temps une exacte neutralité envers la France; III, 73.—Voir *Gustave III*, *Gustave IV*, *Suédomanie* (de).—Son traité de neutralité armée avec les autres puissances du Nord l'expose à des hostilités de la part de l'Angleterre; V, 412, 421.—Reçoit un ambassadeur de l'Angleterre pour agir contre la France (1804); VI, 145, 152.—Elle perd Stralsund et Rugen; son armée est en retraite (1807); VI, 280 et 281.—Napoléon et Alexandre en ont résolu la conquête et le changement de dynastie (1808); VI, 347.—Révolution de 1809; Gustave Adolphe est déposé; détails; réflexions sur cet événement, qui ne eût pas une goutte de sang, et démontre l'influence salutaire des gouvernements représentatifs; éloge du peuple suédois; VI, 378 à 382, 391 à 398.—Le duc de Sudermanie est proclamé roi sous le nom de Charles XIII; mention des premières ouvertures en faveur de Bernadotte; VI, 406, 425.—La Suède fait sa paix avec la France, et adhère au système continental (1810); VII, 1.—A la mort du prince Auguste-

bourg, que Charles XIII avait adopté pour fils, Bernadotte est nommé, au même titre, prince royal héréditaire par les états-généraux de Suède ; événement le plus remarquable des temps modernes, qui replace la légitimité dans son berceau, et montre l'insupportable avantage pour une nation d'intervenir elle-même dans les grandes décisions qui intéressent son repos ; détails historiques (1810); VII, 32 à 31. — Envahissement de la Poméranie par Napoléon; diplomatie; la Suède s'unit à la Russie contre la France (1812); VII, 62 à 70, 77 à 79, 87. — Voir *Bernadotte, Guerre*. — Diplomatie; alliance de la Suède avec l'Angleterre, avec l'Espagne (1813); VII, 117 et 118, 193 et suiv. — Son gouvernement offert comme exemple du système représentatif; VIII, 30, 36. — Elle refuse son contingent à la coalition pendant les cent jours; VIII, 146. — Heureux résultats politiques de l'instruction dans de pays; VIII, 194. — A la mort de Charles XIII, laquelle appelle au trône l'ex-plebien Bernadotte, la Suède prouve de nouveau qu'une mutation de familles royales peut favoriser le bien-être ou la liberté des peuples (1818); VIII, 402 à 409.

SERRAN (sa), bailli, vice-amiral. Sa mort; le cabinet de Versailles a rendu stérile pour le commerce ses succès dans les Indes; I, 439.

SORCA, abbé. L'un des deux bons ministres qu'il fournit le clergé; I, 181. — Cité; VI, 68.

SUISSE (la). Un régiment de cette nation (Châteauneuf) donne à Nancy le premier exemple de révolte ouverte (1790); II, 358. — Les régiments suisses sont conservés par l'assemblée constituante; II, 438. — Maintenus provisoirement par l'assemblée législative; III, 87. — Leur conduite au 10 août; massacres; III, 144, 149 à 153, 157. — Le directoire de France fomenta des troubles dans la Suisse; ils servent de prétexte pour l'envahir et la dépouiller; ses riches trésors subviendront aux frais de l'expédition d'Égypte; cette république, qui existait indépendante depuis plusieurs siècles se réforme sur le modèle de la constitution française, et sous l'influence du directoire qui disposera de ses forces, après avoir soumis par les armes les descendants de Guillaume Tell; le corps législatif de la nouvelle république helvétique s'ouvre à Aras; traité de paix; etc.; Mulhausen et Genève sont réunis à la France; conduite royale de Brème dans cette expédition (1798); V, 93 à 96, 99 à 103, 110, 138, 140 et 141, 157. — Voir *Alpes, Guerre*. — Révo-

lution de 1800 et de 1801; V, 353, 449. — Pour terminer les différends survenus entre les cantons, Bonaparte leur impose un acte de médiation, soutenu par trente mille hommes; traité d'alliance défensive, la France entretiendra seize mille Suisses à son service (1803); VI, 5, 23. — L'indépendance de la Suisse est stipulée par le traité de Presbourg (1805); VI, 193. — Elle livre passage aux alliés, et cherche à déguiser sa mauvaise foi en envoyant son landmamon à Paris (1814); VII, 290 et 291, 297. — Dans les cent jours, les Suisses sont licenciés par Napoléon; on applaudit généralement à cette mesure; Louis XI est le premier qui appelle en France ses troupes mercenaires; VIII, 108. — Traites favorables par les Bourbons; le titre de leur colonel-général décore l'héritier de la couronne (1814); VIII, 128. — Reconnaissance, par la congrès de Vienne, de la confédération helvétique (1815); VIII, 165. — Elle adhère à la coalition contre la France (1815); VIII, 165. — Traité, en capitulation, qui admet douze mille Suisses dans l'armée française (1816); insulte aux Français et surcroît de dépenses; VIII, 328.

SULLY. Son opinion contre la loi salique; I, 145. — Menacé quatorze fois de disgrâce par Henri IV; I, 194. — Son opinion sur les rois de France; sur les révolutions, I, 199, 211. — Cité sur la taille et le gabelle; II, 136, 467. — C'est sous son administration qu'a eu lieu la première des six banqueroutes faites par l'état en deux siècles; V, 79. — Cité; VI, 68. — Citation de ses Mémoires; VIII, 264. — Il débuta par des injustices; VIII, 280.

SUMARZAY, chef d'une régence autrichienne. Chargé de notifier à Louis XVIII l'ordre qui éloigne ce prince de l'armée (1796); IV, 457.

SWAROWSKI, enrôlé à Moscou. Il se fit dans ses lettres le nom de Rostopchin; VII, 123.

SUSPECTS (les). Hommes utiles et laborieux qui étaient considérés comme tels par les niveleurs; IV, 31 et 32. — Il est décrété en principe que les gens suspects seront arrêtés; IV, 78. — *Lois des suspects* (1793 septembre 1793), rendue sur le rapport de Merlin (de Douai); elle amène la détention de plus de trois cent mille individus; des nobles se font dénonciateurs pour n'être pas suspects; on en vient à désigner des suspects d'être suspects; anecdotes; IV, 87 à 90. — Sont regardés comme suspects les femmes qui ne se parent pas de la cocarde nationale; la commune de Paris défend de communiquer avec les suspects détenus; leurs lettres sont lues par des surveillants;

IV, 91 et 92. — Une loi autorise des mesures de sûreté à l'égard des individus qui ne seraient pas compris littéralement dans la loi des suspects; IV, 167. — Après le 9 thermidor, on ordonne le prompt jugement des détenus comme suspects; Camille, fait sentir la nécessité de maintenir la loi des suspects, dont on demandait le rapport; IV, 266. — La loi des suspects est rapportée (octobre 1795); IV, 378. — On voit ranimer le temps des suspects en 1815; VIII, 293.

Suwarow. Alrocites qu'il commet à Smolensk (1799); II, 276. — Il les renouvelle à Praga, faubourg de Varsovie, où il fait massacrer de sang-froid 15,000 individus; ombre d'éloge par l'impératrice Catherine, porte aux nues par les émigrés français, à qui il promet de traiter Paris comme Varsovie (1794); IV, 296. — Il arrive à Trévise, se dirigeant sur l'Italie (1799); prend à Verone le commandement d'une armée autrichienne, gagne la bataille de Cassano; annonce qu'il fera fusiller cent prisonniers français pour un émigré qui aurait éprouvé le même sort, etc.; V, 160, 166 et 168. — Réponse par Moreau à Bassignani; V, 187. — Prend Milan, Ferrare, etc.; V, 197. — Bat Macdonald à la Trebbia; V, 207 et 208. — A Novi, il perd un si grand nombre de soldats que sa jactance en est déconcertée, il ne retire d'autre avantage de cette bataille que la prise de Tortone et la faculté de se porter en Suisse; V, 224 et 226. — Son armée est battue, anéantie, notamment par Massena, dans la mémorable bataille de Zurich, qui dure quinze jours; dépouillé de ses lauriers, il accuse ses auxiliaires de lâcheté, de défection; il abandonne ses bagages, son artillerie, ses blessés; et de quatre-vingt mille Russes, il n'en ramène que trente mille dans son pays; V, 235 à 239, 242, 249, 253. — Cité; V, 286, 404, 421; VIII, 80.

SWARTZ-SWIR. Commodore à Toulon lors de la reprise de cette place par les Français (1793); IV, 167. — Seconde honorablement Djarr-Pacha au siège d'Acro; n'est pas cependant un capitaine de premier ordre; il recueille la calomnie d'un pharmacien qui fera croire à l'empoisonnement de Jaffa; V, 189 et 190, 197. — Il s'empare et débarrasse devant Damiette dix mille janissaires, qui sont exterminés par dix-huit cents Français; lui-même ne doit son salut qu'à la fuite; V, 258. — Le traité d'El-Arish est conclu sous ses auspices, mais il n'intervient point dans l'acte, et qui fournira un motif à son inérogation; V, 357, 436.

SWARTZ, l'abbé. Cité comme un des pre-

miers auteurs de la révolution; I, 237. — Da son mémorable écrit sur la tiers-état; I, 457 et suiv. — Élu aux états généraux; I, 468. — Cité comme dominant l'opinion de ses collègues; II, 59. — Dénomination qu'il propose à l'assemblée du tiers-état; celle d'Assemblée nationale ne lui apparaît pas; son portrait; auteur de proscriptions; II, 32 à 36. — Cité; II, 56. — Désigné comme victime par la cour; II, 62, 66. — On lui prête le projet du soulèvement général; II, 113. — Oppose une vigoureuse résistance à la suppression des dîmes; II, 124. — Cité; II, 130. — Vote pour le veto suspensif; II, 132 et suiv. — Un des fondateurs de la société de 89; II, 177. — Cité; II, 293, 421, 457. — Membre du comité de constitution; II, 407. — Un des premiers républicains; III, 126. — Son vote dans le procès du roi; III, 350, 382, 298. — Chargé d'un travail sur le pouvoir exécutif, il présente le projet d'un éconamat national qui n'aura pas de suite; il renferme dans son ouvrage une pacotille de constitutions dont il offrira un modèle à chaque crise; IV, 1 et 2. — Membre du comité de défense générale et de salut public; IV, 17. — Un de ceux qui voudraient faire du duc d'Orléans un instrument ou un but; IV, 166. — Reclamera le concours de la populace pour maintenir le système révolutionnaire (1793 et 1795); membre du comité de constitution pour l'an 3; IV, 272, 319, 322, 331, 368, 374. — Membre de l'Institut à la création de ce corps (1795); IV, 392. — On aura la douleur de le revoir au conseil des Cinq-Cents; IV, 396, 399. — Il seconde le coup d'état du 18 fructidor; traits de son caractère; fait partie de la commission qui propose le bannissement à perpétuité des nobles; V, 29, 42, 73. — Nommé directeur, il s'empresse d'ajouter aux tables de déportation (1795); plusieurs comme un mauvais prêtre; V, 187, 204. — Président du directoire, il prononce un discours violent contre le gouvernement monarchique (anniversaire du 10 août); V, 222. — Ministre de la république à Berlin, il avait fait passer à Bonaparte en Egypte, un mémoire sur la situation de la France (1798); V, 227. — Il a des liaisons avec Chassai, des Cinq-Cents; il contribue à écarter du ministère Bernadotte, qui lui portait ombrage; V, 233, 244. — De concert avec son humble collègue Roger-Ducos, ainsi qu'avec la majorité des Anciens, il préparait un coup d'état; il cherchait un chef d'exécution, Bonaparte et lui se précipitèrent; ils font la 28 brumaire; V, 255 à 261, 266 et suiv. — Il affecte, à Saint-Cloud, de n'agir que

par contrainte; une voiture est prête à l'enlever si la conjuration échoue; V, 269. — Un des trois conseils provisoires, il avait eu l'arrière-pensée de se séparer de Bonaparte en voyant qu'il n'était plus qu'un instrument; V, 275, 277 et 278, 287. — Cité; V, 291, 302, 310. — Obligé de se retirer, il reçoit 800,000 francs et la terre de Croissy; distigué à ce sujet; résumé de sa carrière politique, il s'ensevelit dans un fauteuil sénatorial; V, 317 et 318, 333. — Mot de lui sur Bernadotte; V, 382. — Il appuie le décret de prescription du 3 nivôse; V, 415. — Cité ironiquement pour sa noblesse; VI, 307. — Cité; VII, 432, 435, 484. — Nommé pair dans les cent-jours; VIII, 170.

*Système continental. Voir Bloeur.*

## T

**TABAC.** La liberté de culture, de fabrication et de débit en est établie par l'assemblée constituante; II, 281, 288.

**TARLANTINO.** Passage de ce fleuve par Bonaparte; signal de grands succès; V, 6.

**TALLIEN.** Son vote dans le procès du roi; III, 357, 399.

**TALLARD DE CHAMAZEL,** évêque de Coutances. — Se réunit un des premiers aux députés du tiers-état; II, 60.

**TALLIEN.** Le maréchal Victor y essuie un échec, dû à l'impéritie du roi Joseph (1809); VI, 431.

**TALLEYRAND-PÉRIGORD,** cardinal, archevêque de Paris. Sa mort (1821); esprit borné, caractère peu tolérant; distingué par sa haine contre les principes constitutionnels; IX, 71.

**TALLEYRAND-PÉRIGORD,** évêque d'Autun. Cité comme un des premiers auteurs de la révolution; I, 231. — Sa réunion aux députés du tiers; II, 53. — Cité; II, 56. — Fait partie de la députation qui porte à Paris les promesses du roi; II, 93. — Fait mettre les biens du clergé à la disposition de la nation; II, 168, 170, 175. — Un des fondateurs de la société de 83; II, 172. — Dénigre dans une lettre de Mirabeau; note de l'éditeur à ce sujet; II, 193 et s. — Il célèbre la messe au Champ-de-Mars pour la première Fête nationale; II, 258. — Premier considérant d'édicte constitutionnels; II, 273. — Des manières de travailler; l'abbé Lanbry; anecdote; II, 303. — Rédacteur de l'adresse du département de Paris à Louis XVI; gloire qu'il en tire plus tard devant la convention, à qui il écrit de Londres; sa lettre; II, 307-III, 301 et 305. — Membre du comité de constitution; II,

407, 421, 427. — Phrasade lui; II, 438. — Administrateur du département de Paris, il signe une pétition pour obtenir le veto sur un décret contre les prêtres insoumis; III, 28. — Envoyé à Londres avec une lettre de Louis XVI à George III, accusé d'agir au nom du duc d'Orléans; participe à un projet d'évasion de la famille royale; III, 84, 91. — Il avait fait les honneurs du dîner de l'archevêché où l'on décida la spoliation des biens du clergé; IV, 159. — Considérant qu'il a puissamment secondé la révolution par sa noble conduite, la convention l'autorise à rentrer en France (1795); IV, 359. — Promo au ministère des relations extérieures sous le directoire (1797); protégé par madame de Staël; particularités; V, 27 à 30. — Il contribue au coup d'état de 18 fructidor; exception en sa faveur dans le projet de bannir à perpétuité tous les nobles; V, 52, 64, 74. — Fait une faute dans le traité de Campo-Formio en laissant Venise à l'Autriche; V, 76. — Il présente Bonaparte au directoire (retour d'Italie); extrait de son discours, comble du ridicule et de l'adulation; V, 83 et 84, 115. — Assiste à la célébration de l'anniversaire du 21 janvier (1798); V, 90. — Il motive l'invasion de la Suisse, où il envoie des protestations spécialement amicales; V, 93, 99. — Il transmet à Bernadotte sa nomination d'ambassadeur à La Haye; V, 105. Il imagine l'expédition d'Égypte; dans quelles vues; sa conduite politique à l'égard de la Porte; V, 118, 137, 141. — Il devait être remplacé au ministère par Berthier; caractère insinuant de ses négociations (1799); notier; V, 163 et 164. — Jean Debry lui adresse la relation de l'assassinat de Raclad; V, 169. — En secondant les intrigues du directoire, il contribue à bannir les Français de l'Inde; V, 186. — Quitte le ministère lorsqu'il faut redresser deux grands actes de sa diplomatie; les épithètes manquent pour qualifier les mérites de cet homme d'état si valet; les jacobins de Manège demandent sa tête; V, 205 et 206, 210. — Il publie des *Recherches sur les conséquences de la révolution*; extrait de cette brochure (1799); V, 214 et 215. — L'influence de Bernadotte, comme ministre de la guerre, lui avait fait ombrage; il l'écarte, et devient un des conjurés du 18 brumaire; on a tort qu'il travaillait pour les Bourbons; V, 244, 249 et 250, 274 et 276, 277. — Rentre au ministère des relations extérieures, il servira efficacement le despotisme naissant de Bonaparte; V, 293. — Reçoit du ministère anglais la réponse à une lettre de Bonaparte au roi d'Angleterre; V, 327. — Donne une fête à Nemilly, au roi d'Etrurie; V, 440. — Obtient de Pie VII un bref qui le dégage de ses liens ecclé-



siatique; il en profitera pour se marier (1805); V, 476. — Il sert bien Bonaparte dans la rupture du traité d'Amiens; notice; VI, 12, 18. — Il négocie l'arrestation du duc d'Anguien à Eltenheim; d'après une affirmation de Duroc, il n'aurait remis à Bonaparte une lettre de ce prince que plusieurs heures après l'exécution, lorsqu'elle était d'une affreuse inutilité; discussion; VI, 34 et suiv., 37, 41, 48, 52 à 55. — En 1814, on le verra à l'avant-garde des royalistes; VI, 88. — Le noblesse des marchands de l'empire est plus illustre, plus nationale que la sienne; VI, 110. — Il reçoit du ministre anglais une réponse à la lettre de Napoléon au roi d'Angleterre (1805); VI, 148. — C'est prince de Bénévent (1806); VI, 212. — C'est d'après ses conseils que Napoléon aurait projeté d'étendre la dynastie des Bourbons en Espagne (1808); VI, 309. — Les princes espagnols se rendent à son château de Valençay, qu'il aurait loué à Napoléon 60,000 fr. par an; VI, 329. — De la commission extraordinaire du sénat en 1813; VII, 292. — En relation avec les élites (1814); éloigné depuis plusieurs années des conseils de Napoléon, qui l'avait bafoué, humilié, il négocie la chute du gouvernement impérial; quoique vice-grand électeur de l'empire, il ne suit pas la rigueur à Blois; particularités; VII, 383, 374, 376, 383 à 385, 392. — Président de la minorité du sénat qui proclame un gouvernement provisoire, dont il est membre; résumé de sa carrière politique; VII, 408 à 409, 443, 462, 485. — En qualité de ministre de Louis XVIII, il donne l'adhésion de ce prince au traité qui reconnaît Napoléon souverain de l'île d'Elbe; VII, 445. — Maubrun lancera contre lui de graves imputations; VIII, 6. — Rédacteur présumé de la déclaration de Sobut-Ouen, d'après les inspirations de l'empereur Alexandre; proclamé ministre des affaires étrangères; VIII, 16, 19. — Écrit au congrès de Vienne pour provoquer la chute du roi de Naples (Morat); VIII, 97, 152. — Appelé devant les tribunaux par Napoléon (cent-jours); VIII, 106, 154. — Revenu à Paris en se cachant parmi les Prussiens, il est montré au doigt par le peuple; le roi lui rend le ministère des affaires étrangères, avec la présidence du conseil; VIII, 242 et 243, 248 et suiv. — Contresigne l'ordonnance qui proscribit les noms d'Iéna et d'Austerlitz; VIII, 255. — Quitte le ministère; notice; VIII, 279. — Membre de l'Académie par l'ordonnance Veblanc; il n'a pas une page littéraire; ses discours ont été faits par l'abbé Laubere, l'abbé Deshayes, Freyde, etc.; VIII, 331. — Cité; VIII, 427, 431.

TALLARD, membre du conseil général de la commune; III, 24. — Conjuré du 10

août, fils d'un portier; III, 138, 140. — Dirige la commune, organise les massacres de septembre; cite sur ces événements; III, 158, 184, 194, 199 à 201, 208, 210, 212, 215, 216 à 221. — Membre de la convention; III, 241. — Sa conduite, son opinion et son vote dans le procès du roi; III, 307 et suiv., 342, 354, 388, 398, 402. — Il interrompt et insulte Pétion; Garat l'avait défendu avec les autres septembriseurs; IV, 31, 38. — Il portera le ravage à Bordeaux; une femme y retiendra la fureur de cet ignoble Marc-Antoine; IV, 42, 234. — Il dénonce Fouché; IV, 111. — Marqué pour le supplice par Robespierre, il le dénonce au 9 thermidor, en montrant à la tribune le poignard de Brutus; son motif le plus noble était de sauver sa tête; IV, 197, 252, 254, 256, 263. — Cité pour ses crimes révolutionnaires et pour sa conduite comme thermidorien; IV, 248, 249, 266 et suiv., 269 et suiv., 301, 330. — Défend Fouché au 12 germinal; IV, 319. — Horreur qu'il commet à Quiberon; il triomphe à Paris; résumé de sa carrière; IV, 347 à 349, 352. — Membre d'une commission de salut public vers le 12 vendémiaire; IV, 361. — Un des membres dont le vile influence domine à la fin de la convention; il propose et fait adopter la loi qui exclut des fonctions publiques les parents d'émigrés, etc. (1795); IV, 372, 391. — Son nom odieux reparait au conseil des Cinq-Cents; IV, 399 et 400. — Il s'oppose à un projet de résolution en faveur des fugitifs de Toulon; V, 10. — Confident de Barras et Rewbell à l'époque du 18 fructidor; V, 25, 27, 30. — Il meurt dans l'indigence; Louis XVIII et son ministre de l'intérieur lui avaient accordé des secours (1810); IX, 30.

TALMONT, chef vendéen (1793); IV, 29. TALON, avocat du roi près le Châtelet, Mit de lui sur la nouvelle jurisprudence. II, 231. — Passage d'un de ses rapports touchant Mirabeau; II, 296. — Un des directeurs de la contre-révolution; III, 42, 265, 293. — Son dévouement à la cause royale est récompensé par Louis XVIII dans le personnage de sa fille, la comtesse Duchyla; IX, 199.

TALOT, membre des Cinq-Cents. Il appuie la proposition de déclarer la patrie en danger (1793); V, 234.

TANNERIE. Découverte d'une préparation très-prompte des cuirs; tannerie de peau humaine; on en établit une à Moudon, d'où il est sorti des peaux parfaitement préparées; le duc d'Orléans en a porté un pantalon; IV, 290.

TARAT, ministre sous Louis XVI. Donne sa démission; III, 66.

TARANT. Voir Macdonald.

**TARGET**, avocat. Cité comme un des sept membres de l'Académie française qui embrassèrent la révolution; I, 276. — Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 56. — Appelle la suspension des parlements; II, 116. — Membre du comité de constitution; II, 408, 422, 457. — Refuse de défendre le roi, qui l'avait choisi; III, 295, 300.

**TARRIS**. Prise de la ville et de l'île de ce nom par les Français (1324); IX, 183.

**TARTLET**, enfoncé anglais. Appuie une motion pour la délivrance de La Fayette (1794); V, 23.

**TASSACH**, ministre prussien. Signe une note pour la Suède (1812); VII, 118.

**TASSARONA**. Prise de cette place par Sichel, après deux mois de siège et cinq assauts (1811); VII, 55. — Sichel contraint l'anglais Murray de lever le siège de cette ville, qu'il abandonne après en avoir fait sauter les fortifications (1813); VII, 209, 234. — Se rend aux Français (1813); IX, 153.

**TAVIN**. Combat gagné par Masséna; V, 7.

**TAYSSIERE**, ministre russe. Membre du congrès de Vienne; IX, 113.

**TADANIAN**, général russe. Rottin à Lens; prisonnier à Prentlow; VI, 229, 239. — Commande en 1813; VII, 301.

**TACVIR**, général. Tué à la bataille de Toulouse (1814); VII, 447.

**TAVEAU**. Son vote dans le procès du roi; III, 364, 401.

**Taze**. Voir *Contributions*.

**TASSADA**, député. Signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

**Telegraphes**. Leur établissement; des nouvelles machines de guerre; IV, 63, 289.

**TALLIEN**, de la convention. Son vote dans le procès du roi; III, 383, 398.

**TALLIER**. Impliqué dans l'affaire de Belfort; condamné à cinq ans de prison (1811); IX, 103.

**TALLIER**. Cité comme un citoyen utile; I, 21, II, 277; III, 98.

**TALLAT**, abbé. Cité pour ses rapines; I, 182, 319. — Sa doctrine sur la banqueroute de l'état en 1790; V, 71 et 72. — Son éloge a été écrit par Lebrun (l'archevêque); V, 311.

**Terror, Terroristes**. Les girondins veulent contenir les terroristes; de la chute des premiers datera la grande terreur; en élevant ses échafauds elle grossit l'armée vendémiaire; IV, 33, 40, 44. — La convention élève la terreur comme ressort de son gouvernement; IV, 84. — Les députés commissaires à Lyon écrivent qu'ils ont mis la salutaire terreur à l'ordre du jour (1793); IV, 103, 106. — Époque du maximum de la terreur; tableau (1794); IV,

185. — Voir *Guillotine*, *Prisons*, *Tribunal révolutionnaire*. — Décrets contre les terroristes (1795); ils tentent de se relever au 12 germinal (17 avril); un décret ordonne leur désarmement; IV, 313, 318 319, 321.

— Ils provoquent l'insurrection du 1er prairial (20 à 23 mai), et échouent; IV, 331 à 334. — La terreur repaît à la fin de la convention; le décret de désarmement est rapporté (13 vendémiaire); IV, 372, 378 380, 385. — Réaction; massacre des terroristes, notamment à Lyon (1796); IV, 435 et suiv. — La terreur plane de nouveau sur la France (18 fructidor); V, 53. — L'époque de la terreur et des suspects de 1793 recuit en 1815, 1816 et 1817; VIII, 293, 350 et suiv., 382.

**TERREUR**. Son vote dans le procès du roi; III, 367.

**TERREUR**, S. voir dans le procès du roi; III, 371, 397.

**Théâtre français**. Consacre aux représentations par et pour le peuple; Barrière en dénonce les artistes (1795); IV, 181, 180.

**Théophilanthropes**. On fonde cette secte (1797); V, 11 à 13. — Voir *Cultes*, *Réveil des Léprouvés*.

**Thermidor (neuf)**. Situation générale avant cette journée (gouvernement et tribunaux révolutionnaires, prisons, guillotine, etc.); IV, 228 à 238. — Préfaut des Robespierre n'a point paru au comité de salut public depuis trente-six jours, et pendant ce temps les exécutions journalières ont été plus nombreuses qu'auparavant; la veille de l'événement il désigne à la tribune ceux de ses collègues dont il prévoyait l'acclamation; Gouthon parle dans le même sens; tous deux sont interrompus; notamment par Fréron; le lendemain le jeune Saint-Just signale une conspiration dans la majorité des comités; à ces mots il est interrompu par Carnot, qui accuse Robespierre, puis par Billaud, Fréron, Tallien, ce dernier montre à la tribune le poignard de Brutus; les cris *A bas le tyran!* à bas le dictateur! s'élèvent de toutes parts; un décret d'accusation est aussitôt porté contre les deux Robespierre, Gouthon, Saint-Just, Lebas, etc.; ils se réfugient à l'accommode; où ils pouvaient remporter la victoire si Robespierre n'eût montré plus de résolution; tous sont arrêtés et exécutés (27 et 28 juillet 1794); le plus noble motif de thermidorien, long-temps complices de Robespierre, a été de sauver leur tête; détails; IV, 239 à 265, 265 à 272, 278, 301, 313, 333. — Voir *Barrière*, *Billaud*, *Carnot*, *Collot d'Herbois*, *Gouthon*, *Fouché*, *Fréron*, *Robespierre*, *Saint-Just*, *Tallien*, *Terreur*, etc.

**THIAS**, député. Signe la protestation

contre l'expulsion de Manuel ; IX, 128.

**TASSEREAU**. Cité comme écrivain partial ; I, 53. — De la convention ; son opinion et son vote dans le procès du roi ; III, 379, 385, 399. — Membre de la commission pour l'acte constitutionnel de l'an III ; IV, 319, 322, 368. — Cité ; VII, 484.

**TASSIERY**. Son vote dans le procès du roi ; III, 364.

**THERRIAT**. Son vote dans le procès du roi ; III, 362.

**THIBAUT** (de Ville-d'Avray), valet de chambre de Louis XVI, qui lui confie des papiers secrets ; III, 425.

**THIRON**. Son vote dans le procès du roi ; III, 376, 397.

**THOMAS** (de Paris), conventionnel. Son vote dans le procès du roi ; III, 379, 416.

**THOMAS** (de l'Oise), conventionnel. Son vote dans le procès du roi ; III, 378, 401.

**THOILLAS**. Voir *Fondé*; voir aussi *Bertan* (général).

**THOURS**, professeur à l'École Normale (1794) ; IV, 326. — Un des naturalistes de l'expédition d'Égypte ; V, 120.

**THOUVENOT**. Réproduit et commenté par de nouveaux orateurs ; I, 4. — Cité comme ayant des idées abstraites de bien public ; II, 29. — Le meilleur dialecticien dans la discussion des biens du clergé ; passage de lui sur la dime ; II, 170, 175. — Appuie la suspension des parlements ; II, 276. — Cité ; II, 376. — Membre du comité de constitution ; II, 408, 457. — Répond au roi lors de la séance de clôture de l'assemblée constituante ; réflexions sur ses paroles ; II, 439. — Cité ; III, 33 ; V, 316, 414.

**TUGOT**, baron. Ministre autrichien ; cité en 1795 ; IV, 374, 407. — Fait ôter le commandement à l'archiduc Charles (1800) ; V, 386.

**THURTELL** (de), marquis. Homonyme de Dumouriez, d'après la prononciation allemande, dans l'affaire du doc d'Éoghien ; VI, 47.

**THURVOT**. De l'assemblée législative ; égaré par des principes démocratiques ; III, 4, 235, 241. — De la convention ; commissaire envoyé au Temple ; ses votes dans le procès du roi ; III, 324, 332, 376, 397, 402, 405, 434. — Il insulte Pétion ; extrait de son discours sur l'établissement d'une armée révolutionnaire ; IV, 31, 85. — Président de la convention au 9 thermidor, il refuse la parole à Robespierre, contre lequel il a déjà prononcé comme membre du comité de salut public ; IV, 262, 267 et 268. — Un des membres qui, après la mort de Robespierre, voulaient continuer le 17-tenne qu'on lui avait attribué ; IV, 277. — Charge de l'instruction dans le procès du général Moreau et de ses complices (1804) ; VI, 118.

**Tiers consolidé**. Voir *Finances*.

**Tiers-état**. Ses dispositions sous Louis XIV ; I, 218. — Il obtint sous Louis XVI une double représentation ; I, 445. — Voir *États-généraux*. — Est l'objet d'un mémorable écrit de Syeyes ; I, 467. — Comptait parmi ses membres environ douze cents avocats ; ce fut un malheur ; pour quoi ; II, 1 et suiv. — Son costume ; manque de considération qu'on affecte envers lui ; II, 5 et suiv., 30, 40. — Sa conduite dans la vérification des pouvoirs ; II, 17 à 31. — Il se proclame assemblée nationale ; cette mesure décide la révolution ; II, 32, 36, 54 et suiv.

**TILLY**. Le quartier-général de la grande armée française y est établi (1807) ; entrevue de Napoléon et Alexandre sur un radeau au milieu du Niemen ; humilités du roi de Prusse ; traités de paix ; VI, 265 à 272. — Napoléon y fut dupe ; VII, 81, 124.

**Tinbre**. Voir *Impôts*.

**TIPPO-SAH**. Louis XVI reçoit ses ambassadeurs ; I, 419. — Un des objets de l'expédition d'Égypte était de fortifier cet implacable ennemi de la domination anglaise dans l'Inde ; mais bientôt, attaqué par les Anglais, et plus courageux que les princes d'Europe, il perdit en défendant sa capitale, ses états (le Mysore) sans partage (1799) ; V, 119, 183, 208, 475.

**TIRLEY**, général. Commande un corps d'artillerie en Espagne (1803) ; IX, 131.

**TISNOT**, écrivain qui mérite l'estime nationale ; I, 31.

**TOCQUER**. Son vote dans le procès du roi ; III, 376.

**TOKPLAT**. C'est en voulant s'emparer de cette ville que Vandamme est battu et fait prisonnier (1813) ; VII, 241 et 243.

**Trois-roses d'Or** (*Trois*). Ordre créé par Napoléon ; mort en naissant (1809) ; VI, 434 et 435.

**TOLÉA**. L'ennemi victorieux y est arrêté par le général Foy (1813) ; VII, 215.

**TOLSTOÏ**, général russe. Signe la capitulation de Orléans, violée par Schwartzemberg (1803) ; VII, 271.

**TOSTAT**, conventionnel. Malade pendant le procès du roi, III, 368.

**TOSTAKOW**, général russe. Commande la réserve en 1813 ; battu par Schwartzemberg ; VII, 97, 126.

**TOUAT**, abbé. On lui a prêté le projet de soulèvement général (1789) ; II, 113.

**TOURNAI**. Livre au Français en vertu d'un appâtice ; IV, 450. — Prise par les Autrichiens à la suite de la bataille de Novi ; V, 216.

**TOURON**. Se rend aux Français (1803) ; IX, 138.

**Torture**. Préparatoire, abolie par Louis

av. 1, 392, 487. — Abolite complètement par l'assemblée constituante; II, 164, 337, 339.

TOSCAR. Sa réunion à l'empire français (1808); VI, 331.

Toul. Prise de cette ville par les Russes (1814); VII, 377.

Toulon. Se rend aux Anglais (nov. 1793); IV, 81. — Repris par Dogonnieux (décembre même année); Bonaparte commandait en second l'artillerie; Barras et Fréron, délégués de la convention, commettent dans cette ville des actes de destruction et de barbarie; une loi approuve toutes leurs mesures; IV, 167 à 171, 176. — Projet de résolution en faveur des fugitifs de Toulon; rejeté par le conseil des Anciens (1797); V, 30 et 31, 53.

Toulon. Bataille mémorable donnée sous les murs de cette ville par le maréchal Soult; l'Irlandais Wellington y trouve une espèce de succès que la trahison lui procure, et que de grands capitaines apprendraient une défaite (1814); VII, 370, 446 à 452. — Le général Ramel est assassiné dans cette ville (1815), dont le peuple est violent en toute circonstance; on l'a vu se rejouer des massacres; plusieurs exemples; seule ville de France qui admit l'inquisition, etc.; VIII, 270 à 272.

Toussaint. Prise de cette ville par les Français; IV, 326.

Toussaint-Vaillat. Cité sur une anecdote relative à Cambacérès; mort pendant la terreur; III, 408. — Il avait fourni 24,000 fr. pour enlever la reine de la Conciergerie; IV, 119.

Toussaint, officier supérieur de la garde nationale parisienne. Négocie honorablement avec le généralissime des alliés (1814); VII, 398.

Toussaint-Louverture. D'origine. Encouragé dans sa rébellion par les ministres espagnols (1791); II, 435. — Il apparaît comme chef indépendant à Saint-Domingue; après avoir vécu cinquante ans dans l'esclavage et l'isolement, sachant à peine lire, il surprend le monde par ses succès, ses talents politiques, administratifs et militaires; avec lui commence le pouvoir des noirs; nées (1794 et 1796); IV, 214 à 217, 423. — Compare à Rigobert (maître de la province du Sud); on le verra sacrifier aux intérêts de l'administration son neveu et son favori, fusillé par son ordre; V, 10 et 11. — Hédoeville est envoyé à Saint-Domingue par le directoire pour contenir l'ambition de Toussaint; ce dernier a négocié et obtenu l'entière évacuation de l'île par les Anglais (1796); V, 89, 110 et 111. — Il prend possession de la partie espagnole de Saint-Domingue (1801); V, 421. — Après le départ du général Hédo-

ville, il range l'île entière sous sa domination; se fait présenter, par l'assemblée centrale des districts, une constitution qui le nomme gouverneur à vie; il se lit le Bonaparte de Saint-Domingue; V, 435 à 438. — Jusqu'à l'expédition du général Leclerc il avait protesté de sa soumission au gouvernement du consul; mais alors il ne se déguise plus; ses troupes résistent sur plusieurs points; il négocie, se soumet; il est enlevé et transporté en France (1802); V, 455 à 457, 469, 475. — Il meurt prisonnier à Besançon (1803); VI, 7. — Cité; VI, 23.

Toussaint (sa), vicomte. Arrête comme royaliste, et fusillé à l'âge de vingt ans, malgré les supplications de madame Bonaparte auprès de son mari (1801); V, 425 et 426.

Trafalgar. Une mémorable bataille navale est donnée à la hauteur de ce cap; flotte anglaise, vingt-huit vaisseaux; flotte combinée française et espagnole, trente et un vaisseaux; résultat de cette dernière; l'amiral Nelson est tué (1805); VI, 168 à 170, 172.

Traité des noirs. Maintenu par une loi (1802); V, 474. — Voir Colonies. — L'abolition en est stipulée dans le traité de paix du 30 mai 1814; VIII, 23. — Prohibée par une loi (1818); VIII, 412.

Traité et Conventions :

— Traité de paix entre 1<sup>re</sup> France et l'Angleterre (1763); la France reçoit la loi au lieu de la dicter, comme elle pouvait en avoir le droit; I, 342; III, 446.

— Traité de commerce entre la France et l'Angleterre (1766); quoiqua funeste, il est pour résultat d'écarter l'industrie française par la rivalité; I, 342 à 345; III, 446. — Sa rupture (1793); IV, 8.

— Traité de navigation et de commerce entre la France et la Russie (1787); avantagieux; I, 341. — Sa rupture (1793); IV, 4, 8.

— Traité d'alliance entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse (1788); faute politique de la France; I, 392.

— Traité d'alliance entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, pour comprimer les troubles de la France et de la Pologne (1792); monument barbare de la politique moderne; III, 53. — Voir Pologne.

— Convention entre l'Autriche et la Prusse pour faire rendre à la couronne de France ses droits et ses prérogatives (1792); une des principales causes de la chute de Louis XVI; III, 62. — Voir Pénalités, Politiques (faits et démarches).

— Traité d'alliance entre l'Angleterre et la Russie, qui s'engagent à troubler le commerce de la France (1793); les droits des neutres sont sacrifiés; IV, 18.

- Traité d'alliance entre l'Angleterre et l'Espagne contre la France (1793); IV, 33.
- Traité de la Haye, entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande (1794); la Prusse reçoit des subsides; ses conquêtes en France seront faites au nom et au profit de ses deux alliés; IV, 193.
- Traité de paix entre la France et la Toscane (1795); la république française est introduite par cet acte dans le système politique de l'Europe; IV, 319.
- Traité de paix entre la république française et la Prusse (1795); glorieux pour la convention nationale, honteux pour Frédéric-Guillaume; IV, 319, 331.
- Traité de paix entre la république française et la Hollande (1795); cession de territoire à la France, avec paiement des frais de la guerre; IV, 330.
- Traité de paix entre la république française et l'Espagne (1795); sage conduite de Charles IV; il cède la partie de Saint-Domingue qui lui appartient; la France rend ses conquêtes en Biscaye et en Catalogne; IV, 342 et suiv.
- Traité de paix entre la république française et le roi de Sardaigne (1796); cession de territoires à la France, qui obtient en outre le passage de ses troupes, etc.; IV, 451.
- Traité entre la république française et la Prusse; relativement à une ligne de démarcation (1795); IV, 459.
- Traité d'alliance offensive et défensive entre la république française et l'Espagne (1796); IV, 461.
- Traité de paix entre la république française et le roi de Naples (1796); cet acte couvre les desseins honteux du ministre Acton contre la France; IV, 462.
- Traité de paix entre la république française et le pape (1797), signé à Tolentino; cession de territoires à la France, avec paiements en numéraire, en diamants, en tableaux, en manuscrits; dû à Bonaparte; V, 5.
- Traité d'alliance entre la république française et le roi de Sardaigne (1797); V, 7.
- Traité de paix entre la république française et le Portugal (1797); signé à Paris, il n'est pas ratifié à Lisbonne; V, 20.
- Traité de paix entre la république française et l'Autriche (1797); préliminaires signés à Leoben; conclusion du traité à Campo-Formio; cet acte, dû à Bonaparte, termine la première guerre continentale de la révolution; mention des articles secrets; avantages qui en résultent pour la France, et situation politique des parties contractantes; V, 7 à 10, 24 à 31.
- Il sert de base au traité de Lunéville (1801); V, 401, 427.
- Traité qui réunit Mulhausen à la France (1798); V, 96.
- Traité d'alliance entre la république française et la république italienne (1798); V, 97.
- Traité qui réunit Genève à la France (1798); V, 110.
- Traité d'alliance offensive et défensive entre l'Autriche et Naples (1798); V, 138.
- Traité entre la république française et la république helvétique (1798); la France obtient l'usage de deux routes en Suisse; V, 138.
- Traité d'alliance entre la Porte, l'Angleterre et la Russie (1798); l'expédition d'Égypte a rompu la bonne intelligence qui existait entre la France et la Turquie depuis 1536; V, 141.
- Traité entre l'Angleterre et Naples contre la France (1798); V, 145.
- Traité d'alliance entre la Russie et Naples contre la France (1798); V, 147.
- Traité d'alliance et de subsides entre l'Angleterre et la Russie contre la France (1798); V, 148. — Confirme et étend par un autre traité (1799); V, 148.
- Traité d'alliance défensive entre la Russie et la Porte contre la France (1798); l'Angleterre y accède (1799); V, 149.
- Traité d'alliance entre la Porte et Naples contre la France (1799); V, 150.
- Traité de partage du Mysore entre la compagnie anglaise des Indes et les nababs (1798); événement provoqué par l'expédition d'Égypte; V, 152, 106.
- Traité de subsides entre l'Angleterre et l'Autriche contre la France (1800); V, 401.
- Traité d'amitié et de commerce entre la France et les États-Unis (1800); V, 406.
- Traité de neutralité armée entre la Russie et la Suède, à l'effet de faire respecter leurs pavillons par les puissances belligérances; le Danemark et la Prusse y accèdent (1800); ces stipulations excitent l'Angleterre aux plus violents excès contre les puissances du Nord; V, 412.
- Convention entre la Russie et l'Angleterre pour prévenir également les différends relatifs à la neutralité armée (1801); le Danemark et la Suède accèdent à ce traité; V, 434.
- Traité de paix entre la république française, l'Autriche et le corps germanique (1801); signature des préliminaires; le traité de Campo-Formio servira de base; l'Autriche se sépare de l'Angleterre, quel-

que liée avec cette puissance par un traité de subsides; la présente paix signée à Lunéville; situation politique; V, 401, 421, 426 à 429.

— Traité entre la France et l'Espagne (1801); les états de Parme sont cédés à la France, qui se dessaisit de la Toscane; ici Bonaparte commence le commerce des coutumes, etc.; V, 430.

— Traité de paix entre la France et le roi des Deux-Siciles (1801); cession de territoires à la France, avec occupation militaire dans le royaume de Naples; V, 432 et suiv.

— Traité de paix entre la France et le Portugal (1801); les ports de ce pays seront fermés aux vaisseaux anglais; V, 430.

— Traité secret entre la France et l'Espagne (1801); la Louisiane est retrochée à la France; V, 430.

— Traité de paix entre la France et la Russie (1801); les deux puissances, par des articles secrets, promettent d'arranger de concert les affaires d'Allemagne et d'Italie; V, 432.

— Traité de paix entre la France et la Turquie (1802); l'alliance, qui remontait à 1534, n'avait été troublée qu'en 1798, par l'expédition d'Égypte; V, 433, 436.

— Traité d'Amiens entre la république française, la république batave et l'Espagne, d'une part, et la Grande-Bretagne, de l'autre (1802); le roi d'Angleterre a renoncé à son titre de roi de France pour faciliter les négociations; heureux effets que la nouvelle des préliminaires produit à la Bourse de Paris; ce traité termine une guerre de neuf années, après lesquelles la France n'a rien perdu dans aucune partie du monde; situation générale et particulière des puissances contractantes et la signature de cet acte; V, 408, 430 et suiv., 432, 437 à 462. — De sa rupture; griefs et prétentions réciproques (1803); VI, 8, 9 à 21.

— Traité entre la France et les États-Unis (1803); la Louisiane est cédée aux Américains; VI, 8.

— Convention de neutralité entre la France et l'Espagne, d'une part, et le Portugal, de l'autre (1803); VI, 28.

— Traité d'alliance défensive entre la France et la Suisse (1803); les cantons helvétiques sont favorisés; VI, 23.

— Convention d'après laquelle l'Angleterre paye un subside à la Suède pour qu'elle agisse contre la France (1804); VI, 145.

— Traité entre la Russie et l'Angleterre pour contraindre la France au rétablissement de la paix et de l'équilibre politique (1805); la Suède et l'Autriche accèdent

aux stipulations de cet acte, qui contient des articles secrets en faveur de la Russie; VI, 151 à 154.

— Traité entre la France et le roi de Naples, qui s'engage à rester neutre (1805); VI, 159.

— Traité de paix entre la France et l'Autriche, signé à Presbourg (1805); changements politiques; humiliation de l'Autriche; VI, 193, 218.

— Traité de paix (préliminaire) entre la France et la Russie (1806); n'est pas ratifié à Pétersbourg; les négociations avaient été suivies de part et d'autre avec duplicité; VI, 216, 218.

— Traité de paix et d'alliance entre Napoléon et l'électeur de Saxe, qui prend le titre de roi (1806); VI, 246.

— Traité de paix de Tilsitt, entre Napoléon et Alexandre, entre la France et la Prusse (1807); par le premier, les autres souverains restent dans un vasselage humiliant et incertain sur leur sort; par le second, la Prusse descend à un degré d'abaissement et d'humiliation dont l'histoire moderne n'offre point d'exemple; VI, 268 à 273.

— Traité secret, conclu à Fontainebleau, entre la France et l'Espagne, pour la conquête du Portugal (1807); VI, 263.

— Traité de Bayonne, d'après lequel Charles IV cède à Napoléon tous ses droits sur les Espagnes (1808); VI, 326.

— Traité d'alliance entre l'Angleterre et les insurgés espagnols (1808); VI, 330.

— Traité de paix entre la France et l'Autriche, signé à Vienne (1809); cession de territoires à l'empire français et à ses alliés; accession au système continental; VI, 437.

— Traité de paix entre la France et la Suède, qui accède au système continental (1810); VII, 1.

— Traité d'alliance défensive entre la France et la Prusse, qui renouvelle son adhésion au système continental (1812); VII, 74.

— Traité d'alliance entre la France et l'Autriche (1812); secours réciproques; etc.; VII, 77.

— Traité entre la Russie et la Suède contre la France (1812); l'Angleterre y accède; VII, 77, 79.

— Traité de paix entre la Russie et la Porte, signé à Bucharest (1812); VII, 80 et 81.

— Traité entre l'empereur de Russie et la régence de Cadix contre la France (1812); VI, 102.

— Traité de paix entre l'Angleterre et la Russie, signé à Oresbro (1812); VII, 102.

— Autre, de paix et d'union, entre les mêmes puissances, signé à Pétersbourg

(1812); VII, 104.

—Traité entre l'Espagne et la Prusse, qui reconnaît Ferdinand et la régence (1813); VII, 180.

—Traité d'alliance entre la Russie et la Prusse, signé à Kalisk (sixième coalition); l'Autriche adhère à ce traité et reçoit un subside (1813); VII, 188, 218.

—Traité entre l'Angleterre et la Suède contre la France (1813); la Suède reçoit un subside, avec cession de la Guadeloupe et promesse de la Norvège; VII, 193.

—Traité d'après lequel l'Angleterre accorde des subsides à la Prusse et à la Russie pour continuer la guerre (1813); VII, 209.

—Traité d'alliance et de garantie réciproque entre la France et le Danemark (1813); VII, 215.

—Traité de Toplitz, entre l'Autriche et l'Angleterre (1813); il éimente la coalition des ennemis de Napoléon; VII, 230.

—Traité de Ried (1813); défection de la Bavière; VII, 254.

—Traité de Fulde, entre l'Autriche et le Wurtemberg (1813); VII, 267.

—Traité de Valençay, d'après lequel Napoléon rend le trône d'Espagne à Ferdinand, qui ne remplit point les conditions à sa charge (1813); VII, 283, 339.

—Traité d'alliance entre l'Autriche et le roi de Naples, Joachim Murat, contre la France (1814); pour prix de la trahison de ce prince on lui garantit ses états; VII, 324.

—Traité de Chaumont, entre l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie, qui s'engagent à poursuivre avec vigueur la guerre contre la France pour obtenir une paix générale (1814); VII, 358.

—Traité d'après lequel l'empereur Napoléon, renonçant à tout droit de domination sur la France, est reconnu souverain de l'île d'Elbe, dispositions relatives à son établissement et à celui de sa famille; l'acte est signé à Paris, entre les maréchaux Ney et MacDonald, le général Caulaincourt et les ministres des puissances alliées (11 avril 1814); garanti au nom de Louis XVIII; VII, 457 à 460 — Confirmé; VIII, 12. — Exécuté par les alliés ainsi que par les Bourbons, motif donné par Napoléon dans les cent-jours; VIII, 100, 106 et 108.

—Convention entre Morsmua, comte d'Artois, et les puissances alliées, concernant la remise des places fortes, du matériel, des dépôts, etc. (23 avril 1814); le résultat de vingt années s'évanouit en un jour; VIII, 9 à 12.

—Traité de paix entre la France et les puissances alliées (30 mai 1814); ce traité préparé par la convention du 23 avril, est un des plus désastreux et des plus ho-

milants qu'on jamais subis la France; VIII, 20 à 27.

—Traité de paix entre la France et l'Espagne (1814); les deux états se replacent comme au 1<sup>er</sup> janvier 1793; VIII, 60.

—Traité entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, pour s'opposer aux agrandissements de la Prusse en Saxe, et pour favoriser la rentrée des Bourbons en Italie (1815); VIII, 96.

—Convention entre les puissances alliées et la Suisse contre la France (1815); VIII, 165.

—Traité entre les puissances alliées et le prince d'Orange, relativement à l'accroissement du territoire du royaume des Pays-Bas (1815); VIII, 166.

—Convention entre l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse, qui déclarent Napoléon leur prisonnier (1815); réflexions sur cette question délicate du droit des gens; VIII, 267 à 269.

—Traité de la Sainte-Alliance, signé à Paris, entre les empereurs d'Autriche et de Russie, et le roi de Prusse (1815); VIII, 282. — Voir *Alliance (Sainte)*.

—Traité entre l'Angleterre et la Russie, relativement aux îles Ioniennes, placées sous la protection unique de l'Angleterre (1815); VIII, 294.

—Traité et déclaration de Vienne entre l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse, qui s'engagent à réunir tous leurs efforts contre Napoléon, placé hors des relations civiles et sociales (18 et 25 mars 1815); VIII, 104, 146. — Confirmé, avec subsides de l'Angleterre; VIII, 180.

—Traité de paix entre la France, d'une part, et l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie, de l'autre (30 novembre 1815); le plus désastreux de tous les traités désastreux; VIII, 300 à 307.

—Traité entre l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie, à l'effet de maintenir l'ordre de choses établi en France, à l'exception de Napoléon, etc. (30 novembre 1815); VIII, 306.

—Convention de navigation et de commerce entre la France et les États-Unis (1812); IX, 100.

—Convention entre la France et l'Espagne (1814), relative aux bâtiments capturés pendant l'année précédente; IX, 158.

—Traité entre la France, la Russie et l'Espagne, à l'effet de remettre l'Espagne en possession de ses colonies d'Amérique (1814); IX, 205.

*Travaux publics.* Digues faites par Napoléon depuis 1804 jusqu'en 1813; par ce qu'il a fait d'admirable à cet égard, on peut juger de ce qu'il aurait pu faire sans ses guerres continuelles; VII, 186, 472 à

481; VIII, 53. — Voir *Cavaux, Monuments*.

**TRAVERAY (de)**, marquis, tacticien et marin célèbre. Sorti de l'école de Sorèze; V, 191.

**TRÉMA (de)**, Macdonald y est battu par les Russes; c'est une des huit grandes affaires de la campagne de 1799; V, 307 et 308, 394.

**TRÉMILLAT**, Un des secrétaires de la convention pendant l'interrogatoire du roi; président à la fin du procès; son vote; III, 391, 383, 389, 403. — Membre du comité de défense générale et du premier comité de salut public; rapporteur de deux lois, l'une qui met hors de la loi les ennemis de la révolution, l'autre qui bannit les émigrés à perpétuité (1793); IV, 17, 34, 321. — Président du conseil des Cinq Cents, il prononce une longue et grossière diatribe pour l'anniversaire du 21 janvier (1795); IV, 418. — Cité; VII, 485.

**TRÉMOILLE (de)**, Noblese moins illustre, moins nationale que celle des maréchaux de l'empire; VI, 110.

**TRÉNTA**, Occupation de cette ville par le général Vaubois (1796); IV, 466. — Reprise par les Autrichiens (1797); V, 8. — Occupée par le maréchal Ney (1805); VI, 374.

**TRÉVAILLON**, Cet homme atroce a révélé les noms des nobles instigateurs de ses forfaits; VIII, 368.

**TRÈVES**, Occupée par les Français; IV, 373.

**TRÉVISE**, Province érigée en ducé grand-duché de l'empire français (1806); VI, 306. — Voir *Mortier*.

**Tribunal criminel d'Orléans**, Institut pour juger les crimes de lésation (1791); II, 388.

**Tribunal spécial**, Voir *Aout (de)*.

**Tribunal révolutionnaire**, Créé sur les propositions réunies de Cambacérès et de Danton, dans la séance de nuit du 10 mars 1793; il connaît de tout attentat contre la liberté, la sûreté de la république, la souveraineté du peuple, etc., que les accusés soient fonctionnaires publics ou simples citoyens; les jurés et les juges, l'accusateur public et ses substituts sont choisis par la convention; formes de procédures; IV, 9 à 11, 51. — Il acquitte Marat; IV, 29. — Une indemnité de 18 fr. par jour est accordée aux jurés; IV, 54. — Il condamne Charlotte Corday; IV, 59. — Divisé en quatre sections; seize juges; IV, 85. — Des prisons particulières y sont affectées; IV, 87. — En cas de partage d'opinion, l'avis le plus doux ne doit pas prévaloir; un cinquième juge sera appelé; IV, 93. — Il lui est enjoint de s'occuper sans interruption du procès de Marie-Antoinette; interrogatoire et jugement de cette reine; IV, 95, 116 à 120, 124 à 133. — Lorsqu'un procès aura dure plus de trois jours, le président demandera au jury si sa conscience est suffisamment éclairée; on jugera sur l'affirmative; IV, 133. — Jugement du duc d'Orléans; IV, 141 à 157. — Les prévenus de conspiration seront traduits, de tous les points de la république, au tribunal révolutionnaire de Paris; IV, 192. Jugement de Lavoisier et de vingt-sept autres fermiers-généralistes; jugement de la princesse Elisabeth, etc.; IV, 198 et suiv. Nouvelle organisation : « Le tribunal est institué pour punir les ennemis du peuple; la peine portée contre les délits dont la connaissance lui appartient est la mort; s'il existe des preuves matérielles ou morales, il ne sera pas entendu de témoins; la loi donne des défenseurs aux patriotes calomniés; elle n'en accorde point aux conspirateurs, etc., etc. » désormais ce tribunal de sang impliquera soixante-dix-huit personnes dans une même procédure; il les jugera en quelques heures, et sans instruction préalable (juin 1793); IV, 210 à 213. — Voir *Fouquier, Guillotine, Paris, Prisons*. — Il y eut à Paris, en douze mois, au delà de quatre mille victimes, dont neuf cents femmes; on avait commencé, après la chute des proscriptionnaires, à afficher la liste des condamnés par tous les tribunaux révolutionnaires; on y renonce; IV, 241, 245. — Un décret modifie la procédure; les accusés pourront avoir des défenseurs (août 1793); IV, 276. — Acquiescement des quatre-vingt-quatorze Nantais; ce jugement amène la mise en accusation de Carrier, qui est condamné à mort; IV, 287, 301. — L'absolution du plusieurs complices de Carrier révolte tout Paris, le tribunal est cassé et renouvelé; IV, 304. — Fouquier-Tiville, accusateur, et quinze juges ou jurés de l'ancien tribunal, sont exécutés en place de Grève (1795); IV, 326. — Suppression du tribunal révolutionnaire, 31 (mai 1795); IV, 334.

**Tribunal**, Branche du pouvoir législatif, d'après la constitution de l'an VIII; le Palais-Royal lui est affecté; quels hommes on peut disjoindre dans les cent mem-

bres qui le composent; il entre en fonctions (1<sup>er</sup> janvier 1800); VIII, 205 et 206, 288, 334, 359. — Plutôt on conseil consultatif qu'un corps politique; on y voit pourtant quelques étincelles de liberté; la loi sur l'établissement des tribunaux criminels éprouve y est vivement combattue par plusieurs orateurs; discussion; V, 375, 422 à 428. — Il adopte le concordat; V, 469. — Il n'adopte l'institution de la Légion d'Honneur qu'à une faible majorité, et après l'avoir combattue; V, 473. — Il



vote pour le consulat à vie de Bonaparte, et le sénatus-consulte qui consacre ce vœu réduit à cinquante le nombre de ses membres (1803); V, 477, 482. — Curée y fait la première motion pour l'établissement du gouvernement impérial; un seul membre s'y oppose, Carnot; extrait de son discours; passage de celui de Simon; mention des autres (1804); VI, 75 à 87, 90, 100 et 101. — Il vote un monument à Napoléon-le-Grand (1805); VI, 193. — Le sénatus-consulte qui le imprime est accueilli aux acclamations de ses propres membres (1807); VI, 277 et 278.

† *Tribunaux de famille.* Voir *Jugenda pais*.

*Tribunaux de donnes.* Institué par un décret impérial, en violation du pouvoir législatif (1810); VII, 34.

*Tribunaux spéciaux.* Loi qui les établit sous le gouvernement consulaire; elle a été combattue au tribunal; on voit dès lors se développer la marche de Bonaparte vers le pouvoir absolu (1801); V, 425 à 426, 472, 486.

*Tribunaux.* Prise de cette ville par Bernadotte; V, 7.

*Tribunales.* menuisier. Juré dans le procès de la reine; IV, 125.

*Tribun.* Voir *Girodet*.

*Troisième (le).* Enlevé par les Français sous les yeux du duc d'Angoulême, qui annonce cette victoire à Morsaux, son père, par quelques mots remplis de modestie et de pitié (1813); IX, 147.

*Troisième (le).* Murat y remporte un avantage sur les Autrichiens (1805); VI, 168.

*Troisième (le).* contre-amiral à Toulon, il ramène aux Anglais, de concert avec Grasse, onze vaisseaux de ligne (1793); IV, 82.

*Troisième (le).* avocat. Reproduit et commenté par de nouveaux orateurs; I, 4. — Cité parmi les constitutions les plus remarquées; II, 56. — Reçoit les jurés en matière civile; II, 226. — Reçoit la déclaration du roi et de la reine lors du retour de Varennes; II, 377. — Cité sur une réponse de Louis XVI; III, 202, 204, 439. — Accepte noblement le chûix que Louis XVI a fait de lui pour son conseil; il écrit à la convention pour s'adjointre Deszæ; il a minuté la défection de ce dernier; il établit l'illégalité du jugement en réclamant les deux tiers des voix; III, 298, 311, 321, 367 et suiv. — Membre du conseil des Anciens; on applaudit à sa nomination (1795); IV, 400. — Il meurt membre du sénat; éloge (1806); VI, 206. — Cité; VII, 424, 476.

*Troisième (le).* député. Signe la protestation contre l'expulsion de Mame; IX, 126.

*Troisième (le).* Ducoussat. Un des deux de-

seigneurs de la reine; arrêté à l'audience, remis en liberté le lendemain, après la visite de ses papiers; IV, 127 et suiv. — Membre du conseil des Anciens; on applaudit à sa nomination (1795); IV, 400. — Il appuie un projet en faveur des fugitifs de Toulon; V, 21. — En relation avec Louis XVI à l'époque du 18 fructidor; proscrit, déporté à Sinamary; V, 31, 43, 59.

*Troisième (le).* Voir *Congres*.

*Troisième (le).* capitaine. Commandant d'un vaisseau de quatre-vingts, il est victorieux de trois vaisseaux anglais du soixante-quatorze (1801); V, 438.

*Troisième (le).* Commissaire exécutif à Milan (1799); V, 206, 210.

*Troisième (le).* Occupée par les alliés; reprise par Napoléon; évacuée par Macdonald; c'est dans cette ville que se sont manifestés les premiers vœux royalistes (1814); VII, 340, 350 et suiv., 359.

*Troisième (le).* Commissaire de la commune de Paris lors des massacres de septembre; III, 199.

*Troisième (le).* Son vote dans le procès du roi; III, 366, 399.

*Troisième (le).* amiral russe. Commande l'armée dite du Danube en 1812; ses mouvements pendant la retraite des Français; VII, 126, 144, 149 à 150, 263.

*Troisième (le).* Un congrès y déclare les provinces de la Péninsule indépendantes de l'Espagne (1816); VIII, 349.

*Troisième (le).* Les Français y remportent une victoire décisive; elle conduit à Madrid (1808); VI, 364.

*Troisième (le).* en association des amis de la vertu. Ses inspirations ont détaché l'Allemagne de Napoléon (1813); VII, 222, 226.

*Troisième (le).* (Jardiniers). Partagé en terre nationale et terre de Coblenz; III, 143. — L'occupation de cette résidence sembla tout décider; Paris et toute la France obéissent à qui s'en rend maître; VIII, 140 et suiv. — Des dames tiennent y dînent avec les Cosaques (1813); VIII, 247.

*Troisième (le).* général. Gagne la bataille de Lützen sur les Vendéens (1793); IV, 76. — Seconde Angereux au 18 fructidor; V, 42.

*Troisième (le).* Moreau y remporte une victoire qui prépare la seconde conquête de la Belgique (1794); IV, 202.

*Troisième (le).* Comparé à Ney, bien moins coupable que lui; VIII, 312.

*Troisième (le).* Cité pour les bienfaits de son ministère, ou à l'occasion des maux qu'entraîna sa retraite; I, 548, 619, 380, 386, 384, 666, 670, 479, 482, 487, 493 et suiv. — Cité; II, 186, 226, 269. — Jugement que portait sur lui son collègue Malherbes; III, 298. — Tous deux avaient suggéré à Louis XVI l'idée des administrations pro-

vinciales; V, 368. — Cité; VI, 68; VIII, 260.

TURIN. Voir *Sardes* (*États*).

TURQUIE. Mort d'Achmet IV; Selim III lui succède; I, 424. — Déclaration de guerre à la France (1798). L'expédition d'Égypte a rompu la bonne intelligence qui existait entre les deux puissances depuis 1536; la Porte s'unit à la Russie, à l'Angleterre, aux Deux-Siciles; V, 141 et 142, 148 et 149, 150. — Voir *Égypte*. — Traité de paix avec la France (1802); V, 453, 476. — Déclaration de guerre à la Russie (1806); VI, 148. — Selim III est déposé; événement de Mustapha IV (1807); VI, 161. — D'après un article offert du traité de Tilsitt, les empereurs Napoléon et Alexandre seraient contents d'expulser les Turcs au delà du Bosphore; VI, 283. — Déposition de Mustapha; événement de son frère Mahmoud (1808); le grand-vizir Bayraktar, assiégé dans le sérail par les janissaires, jette aux assaillants le cadavre de Mustapha, et se fait sauter avec un amoncellement de poudre; VI, 346, 363. — Traité de paix de Bucharest entre la Porte et la Russie; coalition de 1812 contre Napoléon; VII, 69, 90 et 91, 126.

TURNAU (de Grabouville). Son vote dans le procès du roi; III, 386, 399.

TURNAU (de Linieres). Général en chef de l'armée de l'Ouest, il reprend l'île de Noirmontiers aux Vendéens; un des hommes sanguinaires qui ont péri dans ces entreprises (1794); IV, 174. — Découvert d'arrestation par la convention nationale; IV, 291, 299.

## U.

UAINS. Les Français occupent cette ville (1805); VI, 174.

UCCLES, ministre suédois. Cité dans la déposition de Gustave (1805); VI, 380.

ULM. L'Autrichien Mack y capitule honorablement (1805); VI, 167.

ULTRAS (les). Voir *Royalistes*.

UNION (la). Général espagnol. Tue à la bataille d'Alcala (1796); IV, 298.

UNIVERSITÉ. Voir *Fontanes*, *Frayssinon*, *Ministère des affaires ecclésiastiques*.

UNOUEUX. Résultat de l'entrevue qu'y ont eue Napoléon et François après la bataille d'Austerlitz; VI, 180 et 420.

USAS (maison ducals d'). Descend en ligne directe d'un apôtre; I, 154.

USCHPATERA, Clovis, Béguin, Hégum Capot; I, 106, 115 à 121.

USSEUR. L'occupation de cette ville par les Prussiens achève de détacher la Hollande de la France (1812); VII, 382.

## V.

VACCINE (la). Les premiers essais en sont faits, sur la proposition de La Rochefoucauld-Liancourt (1800); V, 391. — Une société se forme à Paris pour sa propagation; notice (1804); VI, 26. — Son influence fut sensible dès ses premières années de son introduction; VIII, 58.

VACQUE. De l'assemblée constituante; fait partie de la députation qui conduit les restes de Voltaire au Panthéon; II, 326. — Cet être qu'il obtiendra; II, 347. — Membre de la convention; III, 241. — Son vote dans le procès du roi; III, 352, 399. — Jacobin, aide de Robespierre; il s'appelait lui-même l'homme au soixante ans de vertus; atroce vieillard; phrases de lui; IV, 165, 196, 536, 541, 549, 280. — Il fait porter le décret d'accusation contre Robespierre, contribuant à sa honte pour n'en être pas frappé; IV, 252, 283. — Cité avec les autres thermidorien; IV, 266 et 267, 269, 270, 272, 276. — Décret d'accusation; condamné à la déportation; IV, 314, 316, 329, 331, 334. — Amnistié sous les consuls (1799); V, 332.

VALLADY (YANNIS), marquis. Instigateur de la révolte des gardes françaises; II, 80. — Son vote et son opinion dans le procès du roi; III, 263, 391.

VALLAIS (le). Réuni à la France (1810); VII, 38. — Forme un nouveau canton suisse (1815); VIII, 145.

VALANNAIS. Agent des Bourbons arrêté à Bale (1797); V, 45.

VALDES. Président de la régence espagnole en 1813; IX, 138.

VALDENNE. Son vote dans le procès du roi; III, 375, 397.

VALERIE, général. Cité comme partisan du duc d'Orléans; II, 81. — Avait un commandement à l'affaire de Valmy; III, 228. Signe l'armistice accordée aux Prussiens en employant le premier l'expression de serain du peuple français; III, 248. — Commande une division à la bataille de Jemmapes; lettre républicaine qu'il adresse au ministre en lui annonçant l'occupation de Charles-Ros, dont il change le nom; il emporte le château de Namur; III, 257, 263, 266. — Commande l'armée des Ardennes, partage la défaite de Neywinde; émigre avec Dunoisville; IV, 6, 14, 20. — Sa femme et ses enfants sont décrets d'arrestation (1793); IV, 148.

VALERIE (Espagne). La ville et la province soumises par Suchet (1811); VII, 60. — Occupée par les Français en 1813; IX, 128.

VALERIE. Prise de cette place par les Autrichiens, après un siège de deux mois (1793); elle leur est reprise par capitulation (1794); IV, 64, 286.

VALLÉ, capitaine. Condamné à mort pour un complot (1823); IX, 91.

VALLÉE. Son vote dans le procès du roi; III, 368.

VALRY (combat de). Célèbre par ses résultats; III, 258.

VAULTIER (la). Conquête de ce petit pays par Lecourbe et Drouot; le dernier y livre un des plus beaux combats de la révolution; V, 159. — Macdonald et Mathieu Dumas y pénétrèrent en traversant le Splügen, un des sommets les plus élevés; V, 411.

Vaudouze. Révolutionnaire; un tableau colorié en est resté dans un rapport de Grégoire; IV, 280 et 281; — Roys; en 1814; VII, 418 et suiv. — Prussien et anglais; en 1815; VIII, 239 à 241, 248.

VANDERMASS, général. Commande une division à la victoire de Hondschoote (1793); IV, 86. — Seconde Brune à la victoire de Bergen (1799); V, 235. — Prend Glogau (1806); en 1815; VIII, 239. — de concert avec Hedouville (1807); VI, 243, 251. — Commande le premier corps en 1813; reprend Hambourg, découvre avec Davoust; VII, 200, 207, 225. — Affaires de Peterswalde et de Kulm, où il reste prisonnier; traîne à Prague, abreuvé d'humiliations, il répond courtoisement à une apostrophe insultante de l'empereur Alexandre; VII, 241 à 244, 246, 254, 256. — Commande à Waterloo le troisième corps, laisse à Grouchy; VIII, 205. — Prend position à Montrouge pour défendre Paris; VIII, 234. — Proscrit; VIII, 258.

VANDERMASS, général. Publie à La Haye un ouvrage qui prouve la trahison de Custine (1793); IV, 83.

VANITE. Ses dangers, ses misères; I, 15, 27, 34. — Mut d'un Clermont-Tonnerre au lit de mort; I, 313. — Mot d'un courtisan à propos de la réunion des nobles au tiers état; II, 53. — Exemple de cette vanité jusque dans les prisons révolutionnaires; IV, 220 et 221. — Napoléon sait la flatter; VI, 130.

VANLÉZARRE. Un des fournisseurs qui ont prêté de l'argent pour le 18 brumaire; V, 260.

VANLOO. Prise de cette ville; IV, 295.

VANMETER, ministre anglais. Demourras lui adresse un mémoire sur les Florides; VIII, 417.

VANDON. Son vote dans le procès du roi; III, 364.

VANDERMASS. Voir *Essais de la famille royale*.

VANDERMASS. Garde du corps tué le 6 octobre; II, 161.

VANDERMASS. Son vote dans le procès du roi; III, 379.

VANDERMASS. Un faubourg de cette ville est

pris d'assaut par Suvorow; il y fait massacrer quatorze mille individus (1794); IV, 296. — Voir *Pologne*.

VAUBAN (de), comte. Citron de ses Mémoires sur la guerre de la Vendée; IV, 346.

VAUBLANC (Viennot). De l'assemblée législative; entraîné par les idées spéculatives; III, 3. — Veut une loi contre les émigrés, particulièrement contre les princes; présente au roi des observations à ce sujet, en qualité de président de l'assemblée; III, 20, 28 et suiv. — Répond aux Erdevs; III, 119. — Silencieux au 20 août; III, 154. — Membre du conseil des Cinq-Cents, il appuie fortement la célébration de l'anniversaire du 14 juillet (1795); IV, 458. — Il célèbre avec transport la délivrance de La Fayette et de ses compagnons (1797); V, 24. — Flatteur de toutes les époques, courtisan de tous les pouvoirs, il vote, comme membre du corps législatif, pour le consulat à vie (1802); V, 478. — Transfuge de toutes les causes; VI, 85; VII, 50, 397, 398, 455, 484. — Nommé ministre de l'intérieur (1815); résumé de sa carrière politique; VIII, 279 et 280. — Une ordonnance relative à la garde nationale, et contraire à cette institution, est due à sa perspicace influence; VIII, 318. — On lui doit la réorganisation de l'Institut qui substitue quatre académies aux quatre classes; plusieurs membres d'un grand talent en sont exclus; leurs noms; c'est ce qu'on nomme le 18 fructidor Vaublanc; il fait licencier l'Ecole polytechnique dans les mêmes vus; VIII, 325 à 333, 349. — Quitte le ministère (1816); extrait de ses discours au commencement de la révolution; VIII, 341 à 343. — Il avait préparé une loi sur les élections, dévotisme informe qui est rejeté; VIII, 351. — Cité parmi les flatteurs de Napoléon; IX, 24. — Dans les cent-jours, il avait offert ses services et son dévouement à l'empereur; refusé, il revint au roi, à Gand; IX, 63. — Orateur ministériel (1814); IX, 175.

VAUBAN, général. Commande sous Bonaparte en 1795; IV, 466. — Contraint à capituler à Malte, par suite de sa mauvaise administration (1800); V, 403.

VAUBAN. Napoléon y met en pleine déroute le prussien Blücher (1814); VII, 343.

VAUBAN (département de). Cruautés qu'y exerce le représentant du peuple Maignot; interdiction de Bedouin; commission d'Orange; IV, 200 et suiv., 226, 241, 317.

VAU (pays de). Occupé par les Français; V, 99.

VANDERMASS (de), prince. Quelques mots sur son caractère; II, 68.

VANDERMASS (de), princesse. Portée sur

le *livre rouge*; II, 217. — Donne une fête à Léonard Bourdon; III, 58.

VAUNOINET, gen. ral. Citation de ses Mémoires sur le passage de la Bercaine; VII, 150.

VANDERBILT (de), marquis. Seul émigré qui ait refusé les faveurs de Napoléon; anecdotes; III, 336.

VANDERBILT (de), comte. Porté au *livre-rouge*; II, 221. — A rempli le rôle d'Alma-viva dans un spectacle de la cour (1785); IX, 203.

VANDERBILT, prêtre. Conjuré dn 10 août; III, 159.

VANDERBILT (de la), due. Est appelé au ministère, qu'il quitte après cinq jours; II, 66, 96.

VANDERBILT. Professeur à l'école Polytechnique lors de la formation (1795); IV, 316.

VANDERBILT, général. Sa division seule exceptée de la honteuse capitulation de Baylen; ordres contradictoires qu'il avait reçus de Dupont (1808); publie une brochure fait complètement ressortir son innocence; VI, 338 à 345.

VANDERBILT, capitaine. Arrêté comme prévenu d'avoir appelé son cheval *Cosaque*; interrogatoire; c'était en 1815; VIII, 125.

VANDERBILT. Son vote dans le procès du roi; III, 379, 397.

VANDERBILT (comitat). Voir *Arignan*.

VANDERBILT. Des distinctions, offices, charges et maîtrises; leur introduction; I, 127, 178. — Supprimée par l'assemblée constituante; II, 115, 263, 463.

VANDERBILT (guerre de la). Les noms de Vendéens iront à la postérité, différence à l'égard des émigrés; III, 16. — Première insurrection (1794); III, 178. — La guerre éclate à l'occasion d'une levée d'hommes; un simple volontaire, Cathelineau, et un garde-chasse, Stofflet, sont à la tête des mécontents; ils s'emparent de Chollet; IV, 12 et 13. — Leurs forces prennent le nom collectif d'armée catholique et royale; d'Elbe généralissime; trois départements sont partagés en divisions militaires; leurs chefs; ils prennent Thouars; Charette est défait à Fontenay; rallie à Buzençais, à Laroche-Jaquelin et Lescaze, il emporte cette ville, et bat les républicains; IV, 29, 32, 33 et 34. — Bataille et prise de Saumur, où les républicains sont défaits; IV, 44. — Les Vendéens battus devant Nantes; la ville de Châtillon prise et reprise par les deux partis; affaire de Martigné-Briand et de Coron, de Villiers, des Sables-d'Olonne et de Luçon; pertes et succès balancés; IV, 51, 54, 59. — La garnison qui a capitulé à Mayenne est envoyée dans la Vendée, où elle périt jusqu'au dernier homme, en portant les plus atroces coups aux

royalistes (1793); la garnison de Valenciennes reçoit la même direction; défaite des royalistes à Luçon; guerre de destruction; ordonnée par la convention; IV, 61, 64 à 66. — Des généraux révolutionnaires et des colonnes infernales sont envoyés contre les royalistes; leurs chefs divisés entre eux, et abusés par l'Angleterre; IV, 70 à 73. — Deroute des royalistes à Luçon; IV, 74. — Défaite des républicains à Coron, à Turlou et à d'Entraines; IV, 91 et 92. — Les royalistes sont taillés en pièces dans les combats de Châtillon; IV, 98. — Affaires de La Temblaye et de Chollet; victoire décisive des républicains; IV, 120 à 124. — Prise de Laval par les royalistes; IV, 138. — Les royalistes ont repris de la consistance; néanmoins ils échouent dans l'attaque de Granville, et sont mis en déroute dans les combats du Mans; IV, 163 et 167.

— L'armée royaliste, qui comptait quarante mille hommes, est anéantie au combat de Savenay; ferocité des délégués du comité de salut public; reprise de Nismes par les républicains (fin de la campagne de 1793); IV, 171 à 173. — Après le 9 thermidor, la convention retire les agents de la guerre de destruction; décret d'amnistie; le général Canclaux jette les fondements d'une pacification, dont il amènera le succès (1794); IV, 291 à 300, 302. — La pacification est conclue à Jaumais, entre les commissaires de la convention et Charette, qui fraternise avec les républicains (1795); Stofflet accède à ce traité; IV, 312 et 313, 323 à 326. — Charette reprend les armes, suivant la promesse qu'il en avait faite au comte d'Artois (1795); IV, 338, 350. — Le comte d'Artois, sept à huit mille émigrés, et quatre mille Anglais, débarquent à l'île-Dieu; elle est évacuée après six semaines d'insécurité; les Vendéens se dispersent découragés; IV, 377, 404. — Stofflet est surpris à Jalaix et fusillé à Angers; Charette subit la même sort à Nantes (1796); sa mort amène la fin de la guerre civile; réflexions; IV, 460 à 422, 444 à 450. — Hérouville et Roche se bécotent de pacifier la Vendée (août 1796); IV, 460 à 463. — Pacification de 1799, due à Hérouville; V, 149. — L'étendard de l'insurrection se relève; V, 202. — Les chouans reparaissent; notice; le fuyard de la Vendée est enfin étouffé par la convention de Montfaucon (janvier 1800); V, 255 à 257, 365. — Des mécontents se multiplient dans la Vendée en 1814; VII, 323. — On essaie de la soulever pendant les cent-jours; quelques rassemblements ont lieu; après un mois elle est pacifiée par l'esprit de droiture et le patriotisme du général Lamarque; VIII, 153, 164, 187, 228 à 230. — *Pradémaire* (lettre). La convention

nomme une commission pour prévenir cet événement; il a pour cause apparente une opposition à la loi qui fait passer au nouveau corps législatif une partie des anciens députés (1793); IV, 361, 371 et 372. — La grande majorité des sections prend les armes; des agents de Louis xviii dirigent le mouvement contre-révolutionnaire; Bonaparte, qui s'est fait connaître à Toulon, reçoit le commandement des troupes de la convention; combat dans les rues voisines des Tuileries; les sectionnaires sont battus et dispersés; c'est le dernier acte d'insurrection auquel des masses prennent part; IV, 378 à 387.

VANDAL. Voir Colombie.

VANGUARD (le vaisseau le). Sa submersion est subtile si le combat des Thermopyles est beau; I, 89. — Détail de l'événement (1794); IV, 201.

VÉNÈSE. Le sénat enjoint à Louis xviii de quitter les États de la république (1796); IV, 460. — Venise est occupée par les troupes françaises; l'ancien gouvernement de cette république est renversé (1797); V, 13 et 14. — Les États de Venise sont livrés à l'empereur d'Autriche; faute politique dans le traité de Campo-Formio; V, 75 à 76. — Cédés au royaume d'Italie par le traité de Presbourg (1805); provinces qui sont érigées en duchés grand-ducats de l'empire français; VI, 193, 208.

VANDERBILT. À la tête de dix-huit cents hommes, il extermine dix mille jacobins devant Darnétte (1799); c'est un des plus beaux faits d'armes de la révolution; Kleber lui décerne un sabre d'honneur; le ministre de Villele lui retire sa pension; V, 148 et 149. — Sa thémisogène Friedland; VI, 262. — Prend Girard, après quelques mois de siège (1809); VI, 443.

VANDERBILT. Son vote dans le procès du roi; III, 362.

VANDERBILT. Prise de cette ville par les Prussiens; elle est évacuée; III, 185, 190, 220, 228. — Quatorze jeunes filles sont guillotines pour avoir paru à un bal donné par les Prussiens (1794); IV, 242.

VANDERBILT (trésorier), contre-ministre des Affaires étrangères sous Louis xvi. Sa mort; érigée des traités conclus sous sa gestion; I, 324 et suiv.

VANDERBILT. De l'assemblée législative; entraîne parmi les principes démocratiques; III, 4, 21, 22, 23. — Accusé de venalité par Molléville; III, 25. — Renvoyé de haranguer la foule au 20 juin; passage de son discours sur la déclaration des dangers de la patrie; III, 98, 114 et suiv., 129. — Ne dirige pas le mouvement du 10 août; répond au roi dans cette journée, et propose le décret qui suspend le pouvoir royal; III, 127, 148, 156. — Membre de la con-

vention; III, 141. — Cité dans le procès du roi; il proclame le résultat du troisième appel nominal en qualité de président; son vote; III, 337, 350, 370, 391, 400. — Denonce avec les autres girondins; il tombe avec son parti au 31 mai; décret d'accusation; IV, 26, 31, 32, 33, 41, 93. — L'effet de son éloquence sur les juges fait rendre un décret qui restreint la défense des accusés; il est guillotiné (1793); IV, 134, 137. — Cité; IV, 229, 264; VI, 111.

VANDERBILT. Son vote dans le procès du roi; III, 362, 401.

VANDERBILT, l'abbé, lecteur de la reine. Extrait de sa correspondance; son influence; I, 437 à 449.

VANDERBILT. Son vote dans le procès du roi; III, 367, 399.

VANDERBILT, peintre célèbre. Sa mort; Carle et Horace cités comme héritiers de son talent; II, 179.

VANDERBILT, de la convention. Son vote dans le procès du roi; III, 372.

VANDERBILT, de la chambre des députés. Signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

VANDERBILT. Louis xviii est contraint de quitter cette ville, d'après l'union que lui en a faite le sénat de Venise (1796); IV, 460. — Occupée par le général Serurier; IV, 460. — Reprise par les Autrichiens (1797); V, 8. — Bataille perdue sous ses murs par Schérer (1799); V, 160. — Voir *Congrès*.

VANDERBILT. Juge au tribunal révolutionnaire; IV, 210.

VANDERBILT. MONTREUR, comte d'Artois, arrive dans cette ville; les généraux autrichiens y défendent ses proclamations (1814); VII, 349.

VANDERBILT. Voir *Sanction royale*.

VANDERBILT, général. Tué à la bataille de Leipzig (1813); VII, 259.

VANDERBILT. Cité sur la mort de Mirabeau; II, 300.

VANDERBILT. Priée de cette ville par les Français (1805); VI, 172. — La province est érigée en duché grand-duc de l'empire français (1806); VI, 208. — Voir *Audouin*.

VANDERBILT (Virginie). C'est le compagnon de Riogo, livré avec lui (1803); IX, 149.

VANDERBILT (temple de la). Voir *Saint-Sulpice*.

VANDERBILT. AMIRAL. Voir *Sardes (Rites)*. D'après un traité de paix avec le directoire, il cède une partie de ses États, et consent à expulser de l'autre les émigrés français; IV, 461. — Sa mort; IV, 468.

VANDERBILT. SUCCEDE à son frère Charles Emmanuel, qui, en abdiquant ne possédait que l'île de Sardaigne; V, 478. — Voir *Sardes (Rites)*. — Il abdique (1811); il meurt (1814); IX, 44, 156.

**VICTOR (Perrin).** Garçon de boutique à Troyes; s'élève dans un régiment; I, 16. — L'un des deux généraux d'infanterie à la reprise de Toulon (1793); IV, 167. — Commande une division à la bataille d'Escola (1795); IV, 198. — Se fait remarquer à la victoire de Loano (1795); IV, 405. — Il prend Ancône (1797); V, 5. — Second-Moreau à la victoire de Bassignans (1799); V, 189. — Partage avec Championnello des faits de Savignano; V, 160. — A Marengo, il semble avoir perdu la tête; sa division est dans une déroute complète; V, 394. — De l'opposition qui s'était formée dans l'armée à l'époque du concordat; V, 445. — Reçoit l'éclat de maréchal sur le champ de bataille de Friedland; anecdote à ce sujet, très-répandue, mais fautive; VI, 163 à 165. Remporte la victoire d'Espinosa (1808); VI, 363. — Cité dans la guerre d'Espagne; VI, 371, 373, 378. — Il perd la bataille de Talavera par l'impétuosité du roi Joseph (1809); VI, 431. — Fautes graves qu'on lui reproche; VII, 44. — Commande le neuvième corps dans la campagne de Russie, où il soutient une attaque avec beaucoup de fermeté; VII, 97, 111, 129, 148 et 149. — 179. — Commande le second corps en 1813; VII, 100, 114, 133, 155, 165. — Commande un corps du Haut-Rhin en 1814; VII, 301. — Rejeté sur la Marne; donne à Brienne, à la Rothière, etc.; à Nangis, où l'empereur, mécontent de sa conduite, lui retire son commandement; VII, 301, 330, 332, 334 et suiv., 337, 343, 345, 348, 354. — Il choisit l'empereur, qui lui donne un commandement dans la garde; grièvement blessé à Craonne; VII, 360 et 361. — Se retire pendant les cent-jours; VIII, 135. — Nomme ministre de la guerre (1821); IX, 77. — Major général de l'armée d'Espagne (1823), il ne parait à l'armée que pour donner son approbation aux marches d'Ouvrard, et revient au ministère; IX, 129, 132. — Il le quitte (1823); nommé à l'ambassade d'Autriche, il n'accepte pas; IX, 151 et 152.

**VIALIN.** Son vote dans le procès du roi; III, 361, 369.

**VIALON.** Son vote dans le procès du roi; III, 373, 397.

**VIAL (le peintre).** Sénateur de la première formation; V, 333.

**VIANNA (Autriche).** L'ambassade de France y est assaillie dans son hôtel (1798); V, 103. — Occupation de cette capitale par l'armée française (1805); VI, 173, 175, 192. — Autre occupation; Napoléon y rend des décrets; il y accorde un traité de paix (1809); VI, 399, 401, 414 et suiv., 437.

**VIGNET (de l'Hérault).** Son vote dans le procès du roi; III, 370.

**VIGNON.** Son vote dans le procès du

roi; III, 382.

**VIGAR.** Son vote dans le procès du roi; III, 384.

**VIGOUET.** Membre de la régence espagnole en 1813; IX, 138.

**VIGNAS.** Président des jacobins; guillotiné au 9 thermidor; IV, 157.

**VILATTE,** colonel. Aide-de-camp de Bernadotte, il ne lui est pas permis de rester en Suède; VII, 66. — Général, il partage l'honneur de la bataille de Toulouse (1814); VII, 347.

**VILIS XIV.** Cité comme témoin d'une anecdote relative à Cambacérès; III, 408.

**VILLER.** Son vote dans le procès du roi; III, 375.

**VILLEROT-JOUVEAU,** vice-amiral. Commandait la flotte française au combat désastreux du *Fougueux* (1794); IV, 304. — Perd deux vaisseaux au combat de Port-Louis (1795); IV, 337. — Depuis l'époque du 18 fructidor, un des proscrits rappelés par les consuls (1799); V, 18, 331. — Commande l'expédition du général Leclerc à Saint-Domingue (1801); V, 465. — A la Martinique qu'il rend aux Anglais, il capitule avec plus de deux mille prisonniers (1809); VI, 377.

**VILLEBOIS.** Prévenu dans l'affaire de Nantes; acquitté (1811); IX, 99.

**VILLEFORT,** de Calcutta. Associé de l'Institut de France (1803); VI, 1.

**VILLÈLE (ex),** père; trésorier de l'armée royale du Languedoc (1800); V, 386. — Il meurt; critique d'une notice insérée dans le *Moniteur* (1822); IX, 114.

**VILLÈLE (ex),** On chercherait vainement dans l'histoire de France un premier ministre qui eût montré plus de présomption et d'incapacité; I, 18. — De l'anoblissement de sa famille; il descend d'un marchand de charbon; II, 237, 466. — Est dans une erreur grave sur le système des grandes propriétés; II, 461. — A nommé son neveu, très-jeune encore, inspecteur général des établissements français dans l'Inde; III, 417. — Il retirera une pension au brave général Verdier, son compatriote; V, 149. — Depuis, il se prononçait fortement pour la liberté de la presse; il s'en montre un des plus violents ennemis des qu'il est ministre d'état et membre du conseil (1810), orateur et homme d'état au-dessous du médiocre; IX, 33. — Ministre des finances (1811); petit noble de province qui chercha fortune à l'île-de-France, etc.; notices; IX, 77 et 78. — Le titre de comte lui est conféré; il est nommé président du conseil des ministres (1813); IX, 166, 168. — Il se laisse louer dans une notice sur la mort de son père, insérée au *Moniteur*; IX, 114. — Il nomme Ouvrard munitionnaire général en Espagne (1813); IX, 131. — Im-

perforable dans ses erreurs et dans ses sophismes lorsqu'il défend son projet de remboursement de la rente (1824); IX, 171. — Chargé par intérim du ministère des affaires étrangères, d'où il expulse Châteaubriand en portant au dernier point le mépris des convenances; IX, 177 à 178. — Les bons royaux le mettraient à même de commettre de grandes dilapidations, s'il n'avait, comme tout le monde le reconnaît, de la probité et de l'esprit d'ordre; IX, 183.

VILLEMAIN, député. Signe la protestation contre l'expulsion de Manuel; IX, 126.

VILLENEUVE (DE), marquis. De sa généalogie; I, 34. — Se fait nommer Villeneuve-Villeneuve, on ne sait pourquoi; préfet de Tarbes, il courtut quelques risques dans les cent-jours par l'animadversion que lui portaient ses administrés; dénoncé pour avoir banni qui bon lui semblait de son département; etc., etc.; aujourd'hui (1814) préfet de la Creuse; VIII, 298 à 300. — Dans les cent-jours, dénoncé à Carnot, qui jette les pierres au feu; est ex-abbé, ex-prêtre, etc., jouissait d'un revenu ecclésiastique de douze mille livres à l'âge de dix ans; il était cousin-germain de l'auteur, qui prouve ainsi son impartialité; IX, 143.

VILLENEUVE, contre-amiral. Reste immobile à la bataille d'Abukir, où il commandait la division de gauche; on ne peut se rendre raison des motifs de sa conduite; il fuit honteusement à force de voiles (1798); V, 127 à 133. — Perd deux vaisseaux au combat du cap Finistère (1805); VI, 153. — Un des mauvais officiers de la marine française; on lui doit en partie le désastre de Trafalgar, où il est fait prisonnier; VI, 169.

VILLENEUVE-CROISILLAT, Trésorier de l'armée royale du Languedoc (1800); V, 366.

VILLEQUIN D'ARMONT (DE), duc. Accompagne Louis XVI à Paris; II, 100. — Renonce aux prérogatives de la noblesse; II, 118. — Cité dans l'événement du 5 octobre; II, 153. — Porté au *livre-rouge*; II, 218 et 219. — Favorise des conspirateurs, et peu de jours après quitte la France; II, 285 et suiv. — En correspondance secrète avec Louis XVI; II, 314.

VILLEROI (DE), duc. Accompagne Louis XVI à Paris; II, 100.

VILLERS (François), conventionnel. Son vote dans le procès du roi; III, 372, 397. — De la commission des Cinq-Cent au 18 fructidor; V, 42.

Villes libres. Voir *Antiques (villes)*. — Sur cinquante et une villes libres que comptait jadis l'Allemagne, le congrès de

Vienne en laisse se relever quatre, qui ne seront que des atomes soumis à la diète et à l'Autriche; VIII, 180.

VILLETTE (Charles). Son vote dans le procès du roi; III, 378.

VILLEVIELLE (DE), marquis. Ami de Voltaire, dont il recueillit le dernier soupir; un des deux maîtres-d'hôtel et des cérémonies de Cambacères; VII, 456. — Anecdote qu'il rapporte touchant l'archichancelier; IX, 164.

VILLOUATTS, colonel. Déserte à l'ennemi la veille des hostilités de la campagne de Waterloo; VIII, 210.

VIMAR, sénateur. S'oppose à la proscription du 3 nivôse (1800); V, 415.

VIACENZA (château de). Donné à la commune de Paris pour y renfermer ses prisonniers; bruit qui circule à l'occasion du donjon de cette forteresse; II, 270, 285. — Complot dit de Vincennes, instruit par la cour des pairs, qui condamne trois prévenus à mort (1820); IX, 23 et 24, 38, 65.

VINEY (de la Seine-Inférieure). Son vote dans le procès du roi; III, 389.

VINEY. Guillotiné avec plusieurs autres cordeliers et hébertistes; IV, 184.

VINCENY (DE), baron. Aide de camp du général autrichien Wurmsier, il est envoyé auprès de Piebegr (1798); IV, 482. Membre du congrès d'As-la-Chapelle; VIII, 437. — Ambassadeur d'Autriche en France; né en Lorraine; éloge (1821); IX, 61.

VINEY. Son vote dans le procès du roi; III, 365, 399.

VIONÉIL (DE), comte. Nommé maréchal de France, n'a attaché son nom à aucune victoire (1816); VIII, 349.

VIOTTE. Signataire d'une pétition relative à J. J. Rousseau; II, 396.

VIRATO (DE). Un des chefs de l'insurrection de Lyon (1793); IV, 96. — Membre de l'assemblée constituante, il s'était opposé à l'acception du comite de recherches; IV, 351.

Vistes domiciliaires. Ordonnées après le 10 août; III, 166, 182. — Autorisées à toutes les heures (1793); IV, 86. — Pour la recherche des agents anglais, des émigrés, etc. (1798); V, 126. — Pour le même objet (1799); V, 213.

VITET. Son vote dans le procès du roi; III, 381.

VITROLLES (DE). Des graves inculpations seront portées contre lui par Maubréil; VIII, 6. — Appelé devant les tribunaux par Napoléon (1815); il avait été inspecteur des bergeries; VIII, 104.

VIVRON. Défaite de Jourdan, et chute du roi Joseph, qui contribua beaucoup au désastre de la journée (1813); VII, 210 à 212.

*Faux monnaies.* Leur émission est suspendue; sont supprimés par l'assemblée constituante; II, 168, 201.

*Voisins (de), vicomte.* Massacré à Valence; II, 449.

*VOLNEY.* Cité parmi les constituants les plus remarquables; II, 56. — Conjuré du 18 brumaire; sénateur de la première formation; V, 179, 333. — S'oppose à la proscription du 3 nivôse (machine infernale); V, 415. — De la minorité indépendante du sénat; VII, 439. — Il meurt (1820); réputation scientifique et littéraire; excellent républicain avant le 18 brumaire; depuis adorateur servile de Napoléon, à qui il portait le café; IX, 9.

*VOLTAIRE.* Un de ses vers qui renferme toute la politique anglaise; I, 44. — Mot de lui prêt à Louis XV; I, 67. — Proclame chef des historiens, roi de l'esprit, monarque littéraire; son portrait; critiques qu'il a encourues; I, 80 et suiv. — A fait revivre la mémoire de Henri IV; Louis XV refusa la dédicace de sa *Henriade*; I, 207, 208. — Predit la révolution; I, 214. — Loué par Malesherbes; placé parmi les sceptiques; I, 238, 240. — N'était pas ami de l'égalité politique et civile; aurait repoussé son affiliation aux jacobins; I, 251, 272. — Ses restes sont transportés au Panthéon par un décret de l'assemblée constituante, qui le déclare libérateur de la pensée; II, 326. — L'abbé Giroud lui avait été envoyé, sous Louis XV, pour l'inviter à ne rien publier sur la religion; II, 305. — Cité; III, 214. — Mot de lui sur les Français; VII, 11. — Un de ses amis, celui qui recueillit son dernier soupir, devenu maître d'hôtel et des cérémonies de Cambacérès; VII, 456. — Dénié par Napoléon; VII, 472. — Vers de lui qui proscrivent le souvenir de la Saint-Barthélemy; VIII, 81. — Cité sur la ville de Toulouse; VIII, 272.

*Votants (ou Régicides).* Voir *Proces de roi*. — Ne peuvent être inquiétés, d'après la déclaration de Saint-Ouen; VIII, 12. — Selon une assertion que le ministre Ferrand osa attribuer à Louis XVI, les votants devaient être écartelés; VIII, 88 et 89. — Ceux qui ont voté pour l'acte additionnel sont exclus à perpétuité du royaume; mesure en opposition avec le testament de Louis XVI et avec la Charte; VIII, 321 et 322.

*VOGLAND, de la convention.* Son vote dans le procès du roi; III, 369, 400. — Frère collègue de Collot-d'Herbois, Robespierre, etc.; IV, 272, 280.

*Voyages scientifiques.* Voir *Entretiens, Lapérouse, Marchand (Elisée), Freycinet, Auréou, Baudin, Rossel*.

*VAILLÈRE (Saint-Florentin ou La), duc.* Sa parole contre les protestants; I,

382. — Activité effrayante qu'il donna au ressort des lettres de cachet; II, 85. — Sa mémoire doit être réprochée; III, 441.

*WAGRAM.* Détails de cette victoire, qui, malgré la jactance des bulletins, a coûté cher à l'armée française; l'armistice de Znaim a sauvé Napoléon, dont l'imprévoyance avait été grande (1809); VI, 413 à 418, 453.

*WARREN (John).* Commandant de la flotte anglaise à Quiberon; lettres que lui écrit Sombrecil; IV, 346, 351.

*WALCHER, général.* Commande la cavalerie sous Murat (1805); VI, 164.

*WALCHER.* Voir *Hollande*.

*WALYER, général.* Commande la cavalerie de la garde à Dresde (1813); VII, 215.

*WANDERLICOULT.* Son vote dans le procès du roi; III, 375.

*WARVENSBERG, général* autrichien. Commande en 1798; IV, 464.

*WASHINGTON.* élu président des États-Unis; son éloge; I, 470, 472. — La Fayette lui envoya une clef de la Bastille; II, 87. — Cité; II, 151. — Reçoit le titre de citoyen français; III, 182. — Il meurt (1799); notice; l'assassinat de l'officier français Jannville est une tache à sa gloire; V, 294 à 298. — Cité; VIII, 289.

*WASHINGTON, capitale* des États-Unis. Prise, incendiée et livrée au pillage par l'amiral Cochrane (1814); VIII, 62, 90.

*WATERLOO (bataille de).* La tradition décide la victoire, et les puissances alliées abusent de leur fortune; I, 8. — Un rumeur de vaudeville aura le courage de mettre cet événement en pot-pourri; I, 25. — Détails de cette journée, qui n'est pas simplement une grande bataille, mais une révolution de royaumes et de puissances dont les effets traverseront les siècles; VII, 205 à 219, 227, 240.

*WATTIGNIES.* Jourdan y gagne une bataille qui dégage Maubeuge assiégé (1793); IV, 153.

*WEBER, avocat* Suédois. Associé de l'Institut de France (1803); VI, 2.

*WEYMAR (de), prince.* Commande un corps allié en 1814; chef inhabile; VII, 364, 370.

*WEISSELE.* Napoléon y bat les alliés (1813); VII, 200.

*WELLINGTON (Welllesley).* Dumont d'Urville sera son conseil dirigeant en Espagne, et contribuera puissamment à sa gloire; IV, 25. — Battu en Portugal, où il commande en second les troupes anglaises; plus heureux qu'habile, il conclut la convention de Cintra, d'après laquelle les Français évacuent le Portugal (.8-8); VI, 348 à 350. — Cité lors de la seconde retraite des Français dans ce pays (1809); VI, 599. — Cité



tient un avantage à Talavera (Espagne); néanmoins il se retire en Portugal pour éviter le maréchal Soult; VI, 431 et 432. — Timide par tactique et par défiance, il bat en retraite devant Masséna, quoiqu'il eût obtenu quelques avantages; il ordonne aux Portugais une guerre de destruction; sa froide temporisation le fait triompher à Santarém (1810); VII, 83 à 36. — Il dévaste et brûle les pays qu'il traverse; il évite le combat, et contraint Masséna à abandonner le Portugal (troisième retraite, 1811); VII, 42 à 44. — Sa marche dans cette guerre; extraits de sa correspondance avec Dumouriez; VII, 45, 52 et suiv., 55 à 59, 73, 79. — Vainqueur aux Arapiles, il n'essaie pas de profiter de sa succès (1812); il occupe Madrid; VII, 102 et suiv., 104. — Comparé à Nostopchin; VII, 120. — Extrait de sa correspondance avec Dumouriez; il lève le siège de Burgos, après trente-cinq jours, qui lui ont coûté plus de deux mille hommes; VII, 128 et 129, 173. — Extraits de sa correspondance avec Dumouriez; VII, 165 et suiv., 181, 191 à 193. — Remporta la victoire de Vittoria (1813); VII, 209 à 213. — Dumouriez lui écrit sur la marche qu'il doit suivre pour entrer en France; VII, 219, 244. — Ses troupes abandonnées à toutes sortes d'horreurs dans Saint-Sebastien; il passe la Bidassoa, et arrive sans gloire personnelle sur les frontières de France; VII, 247, 250 à 252. — Les mémoires de Llorente font connaître ses basses intrigues et ses moyens de corruption; VII, 265. — Obtient des succès sur la Nive; mais il a cent quarante mille hommes, et les Français n'en comptent que soixante-dix mille, dont le tiers de nouveaux conscrits; VII, 283, 302. — Il défend qu'on reconnaisse le duc d'Angoulême comme lieutenant de son oncle (1814); VII, 342. — Il gagne la bataille d'Orthez, décidée en faveur du nombre; nouvelle citation de Llorente sur les barbaries et les exactions anglaises; VII, 354 à 357. — Bataille de Toulouse; il y obtient une espèce de succès que la trahison lui procure, et que de grands capitaines appelleraient une défaite; il connaissait les événements survenus à Paris; sa déloyauté; VII, 370, 445 à 452. — Conclut une armistice avec Soult; VIII, 7. — Campagne de Waterloo; dans ces trois jours il n'a fait preuve ni de talents militaires ni de prévoyance; il assiste à la bataille, et n'a pas remporté la victoire; elle est due aux Prussiens, secondés par l'immobilité de Grouchy; VIII, 199, 201, 202 et suiv., 205, 207 et suiv., 212, 213 et 214, 217. — Signe avec Davoust la convention qui rend Paris aux alliés; il avait manqué de sincérité dans sa proclamation de Malplaquet; VIII, 224 à 228. —

Dépouille les musées et saccage les monuments de Paris; son arrogance; de nombreux édifices porteront son nom; il sera créé duc de Waterloo, maréchal de France, etc., pour une journée dont la gloire ne lui appartient pas; c'est un homme de peu d'esprit et sans instruction; VIII, 240 et 241, 248. — Cité; VIII, 245. — Il perfectionne le système de captation de Napoléon; VIII, 247. — D'intelligence avec Davoust, qui avait paralysé les mouvements de l'armée; VIII, 250. — Il fut déloyal en ne réclamant pas, en faveur du maréchal Ney, l'exécution de la convention militaire d'après laquelle Paris avait été livré; VIII, 310. — Le célèbre David refuse de faire son portrait, en disant qu'il ne peint que les héros; IX, 111. — Membre du congrès de Verone (1813); IX, 113, 116.

WEANACA, général autrichien. Battu à Langenau; il capitule à Trochelfingen (1805); VI, 167 et 168.

WARTINGEN, Murat et Lannes y remportent une victoire (1805); VI, 166.

WAZEL, réunion de cette ville à l'empire français (1808); VI, 299. — Cédée aux alliés par le traité du 30 avril 1814; VIII, 11.

WASAWO. C'est là que s'effectue le déplorable passage de la Bérésina (1812); VII, 148 à 151.

WENNAUER, officier prussien. Commande le fanbourg Saint-Antoine au 10 août; III, 160. — Général de l'armée de l'Ouest (Vendée) en 1793; il bat les royalistes à Châtillon; IV, 27, 54. — Il portera sa tête sur l'échafaud; IV, 83. — Battu par les Vendéens à Entrammes; il les taille en pièces à Châtillon, mais surtout à Savennay; IV, 92, 96, 121.

WESTPHALIE. Érigée en faible royaume par la réunion de petits états; faute politique de Napoléon, qui sacrifia la nation polonaise; son vilain frère Jérôme, roi de Westphalie, reconqu à Tilsitt (1807); VI, 267, 271, 273, 277. — Jérôme repousse par les Westphaliens (1809); VI, 426. — Vol des diamants de la reine de Westphalie (1814); VIII, 6.

WIENNAU. L'armée française y bat l'ennemi pendant la retraite de 1812; VII, 141.

WIESAM, ministre anglais en Suisse. En relation avec Pichegru; assiste à des revues que Louis avait passées de l'armée de Condé (1796); IV, 452, 455, 456; V, 47. — Cité; V, 398.

WIELAND, associé de l'Institut de France (1803); VI, 2.

WILLOT, général. Du conseil des Cinq-Cents; proscrié du 18 fructidor; déporté à Sinnamary (1797); V, 15, 33, 39, 43, 59, 68.

WILNA. Les Français font une entree

triumphante dans cette capitale (juin 1812); VII, 99. — Cinq mois plus tard ils y périssent sous le fer des Cosaques; VII, 156 et 157.

WILSON, général. Cité sur les campagnes de 1812, 1813 et 1814, qu'il a faites dans l'armée russe et avec les alliés; VII, 145, 172, 243, 262, 376 et 377.

WIMPERA (Felix), général français. Commande une armée des côtes de la Manche (1793); IV, 27.

WINKOWO, Murat y éprouve une défaite (1812); VII, 129.

WIZIMOWSKIS, général russe. Commande l'armée alliée du Nord, occupe Avesnes; mouvement deson corps (1814); VII, 341, 344, 353, 371, 379.

WIATKOWSKI. Duché érigé en royaume par la France (traité de Presbourg); fait partie de la confédération du Rhin (1806); VI, 193, 197, 217. — Plusieurs régiments wirtelbergois passent à l'ennemi pendant la bataille de Leipzig (1813); la défection se complète par un traité avec l'Autriche; VII, 256, 262, 267. — Ce royaume est maintenu, avec accroissement de territoire, par le congrès de Vienne; VIII, 179.

WIATKOWSKI (ex), prince. Refuse d'exécuter la capitulation de Dantzick (1814); déloyal comme Schwartzenberg à Dresde; VII, 323. — Commande une réserve à La Rothière, est battu à Montreuil; VII, 337, 349.

WITPES. Les Français entrent dans cette ville (1812); VII, 103.

WITTGENSTEIN, général russe. En déroute à Polotsk; un secours lui est envoyé d'après le conseil de Bernadotte; néanmoins il est de nouveau battu au même lieu (1812); VII, 108, 111, 126 et 129. — L'armée française échappe à une entière destruction par suite de ses fausses mesures (Bérézina); VII, 147 à 151. — Commande en 1813; chassé de la Saxe par Napoléon; VII, 237, 248. — Commandant sur le Pruth, il reçoit l'ordre de garder la neutralité entre les Grecs et les Turcs (1821); IX, 42.

WITWORTES, lord. Ambassadeur à Pétersbourg lors de la mort de Paul 1<sup>er</sup> (1801); V, 430. — Ambassadeur en France; quitte Paris à la rupture du traité d'Amiens; VI, 9; IX, 51.

WOLFF, maréchal des logis. Fait arrêter Berton au moyen d'un stratagème (1821); IX, 84.

WORSOW, général russe. Commande un corps à la bataille de Craonne (1814); VII, 361.

WASAT (ex), général bavarois. Contribue à la victoire de Wagram; VI, 421. — Il effectue la défection de la Bavière en 1813; ses paroles; blessé à Hanau, il reçoit

ainsi le digne prix de sa conduite; VII, 253, 262, 263 et 264. — Amène des renforts à la bataille de La Rothière (1814); VII, 337.

WUENSE, général autrichien. Fait une proclamation aux Alsaciens (1793); IV, 162, 431. — Force un camp près de Mannheim, et fait Oudinot prisonnier; obtient un autre avantage au même lieu; prend Mannheim (1795); IV, 391, 402, 408. — En relation avec Pichegru; IV, 452, 455. — Reçoit l'ordre de faire à Louis XVIII l'annonce de quitter l'armée (1795); IV, 457. — Battu par Bonaparte; IV, 459, 466. — Capitule à Maotou (1797); V, 4.

WUENSE. Prise de cette ville par les généraux Klein et Ney; IV, 459. — Jourdan y éprouve un échec pendant sa retraite; IV, 465.

## X.

XÉNAS. Ferdinand y rend un décret de proscription lors de sa délivrance de Cadix (1813); IX, 150.

## Y.

YOGA. Son vote dans le procès du roi; III, 383.

YOAC (a), duc, fils du roi d'Angleterre. Présent au siège de Valenciennes (1793); perd la bataille de Hondschoot, et lève le siège de Dunkerque; sa conduite est inepte et sa fuite honteuse; IV, 64, 66, 426. — Présent à la bataille de Turcoing, gagnée par Moreau (1794); IV, 203. — Battu au combat de Boxtel; IV, 287. — Défait à Bergen, à Kastricum, il capitule honteusement à Alkmaar (1795); V, 285, 288, 249, 247, 253, 481.

YOAS, général prussien. Autorisé secrètement par le cabinet de Berlin, il exécute la défection du contingent qu'il commandait en 1812; VII, 167, 177, 191, 196, 212. — Il occupe Forbach, puis Châlons (1814); VII, 344, 346. — Battu à Montmirail et à Château-Thierry; VII, 342 et 343.

YPAES. Prise de cette ville par Moreau, Songis et Dejean; IV, 212.

YRILANTI, prince. Commence l'insurrection grecque; emphase poétique de ses proclamations (1821); IX, 41 et 42.

YRIARTE (don Domiogo). Signe le traité de paix de 1795 entre la France et l'Espagne; IV, 253; V, 26.

YALLERU. Son vote dans le procès du roi; III, 371, 397.

YVOAT (a), général. Député; cité; IX, 199.

## Z.

ZACH, général autrichien. Se rend à Ma-

renge avec cinq mille grenadiers; V, 394.

ZARRE, aventurier italien. Cordonnier de Henri III; riche traitant sous Henri IV et favori de sa prénée; I, 191, 198, 194, 184.

ZARROGNIER fils. Son vote dans le procès du roi; III, 376.

ZARRE, général prussien, battu à Vaucluse (1814); VII, 343.

ZARRE, l'armistice qui y est conclu après Wagram sauve l'armée française et Napoléon (1809); VI, 422 à 425, 430.

ZARRE. Prise de cette ville par l'archiduc Charles; V, 197. — Bataille de Zurich, gagnée par Masséna sur les Austro-Russes; elle dura quinze jours, sur une ligne de plus de soixante lieues, et sauva la France d'une invasion; V, 235 à 239; VII, 469. — Cette victoire souillée dans sa source par les hommes de l'ancien régime (1815); VIII, 126.

ZWOLL. La prise de cette place achève la conquête de la Hollande; IV, 312.

## ANONYMES.

Es<sup>me</sup>, chef de division au ministère de l'intérieur. Il était en correspondance suivie avec le ministère autrichien, dont il recevait de forts appointements (1809); VI, 451; VII, 377.

J<sup>me</sup> (ou), officier de la garde nationale parisienne. Chargé par Fouché d'une mission secrète auprès de Bernadotte, à l'époque où Napoléon était à Vienne, le bruit s'était répandu qu'il était malade (1809); VI, 448.

M<sup>me</sup> (ou), dnc. Grand seigneur de l'ancien régime; il présente un placet à Napoléon, en mettant un genou en terre; anecdote; III, 335.

M<sup>me</sup> (ou), chevalier. Jacobin exilé, il dénonce, il arrête et fait condamner à mort pendant la révolution; en 1814 il demande le prix de ses services et de cette mission; ses propres paroles; IV, 182.

M<sup>me</sup>, écrivain peu recommandable. Un des traîtres qui ont livré le pont du Peq aux alliés (1815); VIII, 235.

N<sup>me</sup>, chef d'un établissement contre-révolutionnaire sous le ministère de Moleville et de Montmorin; II, 453; III, 66.

La<sup>me</sup> (ou), chef de division aux relations extérieures. Vend au cabinet anglais des secrets diplomatiques du premier ordre; exilé en Hollande; VII, 377, 455.

S<sup>me</sup>, général. Chargé d'amener Ferdinand de Madrid à Bâle, il fait usage auprès de ce prince des plus insidieux artifices (1808); VI, 320.

V<sup>me</sup> (madame ou), son aventure galante avec le cardinal Hercole G. nadi; IX, 189.

\*\*\*, ministre danois. Mot de lui contre les prisonniers, qu'il comparait à des fous (1794); III, 334.

\*\*\*, prince souverain. Regrette Koblenz, avec qui il aurait traité; III, 354.

\*\*\*, aide-de-camp du roi Joseph. Il tenait l'étrier lorsque ce prince montait à cheval; grand personnage depuis la restauration; III, 335.

\*\*\* (ou), vicomte. D'une grande famille de l'ancien régime; versait le café à Napoléon, le servait sous le bras; III, 393.

\*\*\* (ou), marquis. Il affirme avec orgueil qu'il n'est pas gentilhomme; il dénonce son père, etc. (1793); IV, 126.

\*\*\*, Forcené jacobin, il demandait à Robespierre quand on ferait danser Toinette; depuis grand seigneur, fougeux partisan de l'ancien régime; on respecte son nom; IV, 131.

\*\*\* (ou), prince. Nuisible à la Vendée; sans courage; Stoffet lui donne des coups de plat sabre; guillotine; IV, 172.

\*\*\*. Donneuse explication d'un assassinat de Radstadt; il jouissait alors d'une haute importance en France; V, 179 à 181.

\*\*\*, un des commandants de la garde consulaire à Saint-Cloud. Il avait livré le mot d'ordre à George et à ses complais; VI, 32.

\*\*\* (mademoiselle), actrice française d'un grand talent. Dans un moment de familiarité avec l'empereur Alexandre; elle lui parle de Napoléon et du duc d'Enghien; anecdote; VI, 46 et 48.

\*\*\*, ex-fournisseur. Habile dans l'intrigue, agent de Fouché en Angleterre (1809); VI, 447.

\*\*\*, ex-fournisseur à l'armée d'Espagne. En 1820, il adresse à Louis XVIII une pétition qui prouve les nombreux services qu'il a rendus en trahissant l'armée française; extrait; récompensé; VII, 212 et 213.

\*\*\*, agent supérieur de la police. Fait connaître à Fouché le projet de l'assassiner lors de son départ pour Dresde (1815); VIII, 277.

\*\*\* (madame), cousine d'un ministre de 1815. Son aventure galante avec Fouché; anecdote; VIII, 273.

\*\*\*, grand seigneur de l'ancien régime. Après l'exécution du maréchal Ney, il pose le pied sur le cadavre pour s'assurer s'il était bien mort; VIII, 313.

\*\*\*, fils d'un des premiers libraires de Paris. Un des gardes nationaux qui sollicitent la faveur de coucher en travers la porte du maréchal Ney, condamné, afin de prévenir toute évasion; VIII, 315.

FIN DE LA TABLE.

575485



LEGATORIA  
PROSPERITA SITATIS

